

Étude des crédits

2019
2020

**Demandes de renseignements particuliers
de l'opposition officielle**

Avril 2019

**DEMANDES 1 À 101 (AFFAIRES MUNICIPALES)
ET DEMANDES 1 À 19 (HABITATION)**



**Ministère des
Affaires municipales
et de l'Habitation**

Québec



Étude des crédits 2019-2020
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
1.	Indiquer la somme dépensée en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, par votre ministère pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
2.	Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère, pour l'année 2018- 2019, indiquer : a) la liste des employés ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre, leur rémunération et la date du début et de la fin de leur mandat; c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre, leur rémunération, leur curriculum vitae et la date du début et de la fin de leur mandat; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.
3.	Ventilation des paiements de transfert affectés à l'aide financière aux municipalités et aux fonds de péréquation pour 2018-2019 avec la liste des municipalités bénéficiaires et les critères d'attribution.
4.	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activité auxquels ont participé les employés du ministère en 2017-2018. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
5.	Liste de tous les travaux de construction ou de rénovation effectués au ministère en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.
6.	Liste des municipalités, des municipalités régionales de comté, des régies intermunicipales ou des organismes supralocaux qui ont reçu une aide financière spéciale de la part du ministère en 2018- 2019. Indiquer le nom de ces entités et, pour chacune, l'objet de l'aide financière ainsi que le montant reçu.
7.	Liste des municipalités qui ont profité d'une aide financière pour se regrouper (PAFREM) en indiquant le montant de l'aide financière pour chacun des bénéficiaires en 2018-2019.
8.	Liste des municipalités qui ont demandé en 2018-2019 une étude d'opportunité d'un projet de regroupement dans le cadre de la politique des regroupements municipaux, la liste des études réalisées, ainsi que les coûts et les principales conclusions de ces études.
9.	Liste des études de regroupement produites en 2018-2019, avec la date de réalisation et, s'il y a lieu, le nom de la firme qui a réalisé chacune de ces études et le montant du contrat.

Étude des crédits 2019-2020
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
10.	Total des sommes transférées aux municipalités pour chacune des mesures apparaissant dans l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019 (remboursement de la TVQ, bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics, compensation tenant lieu de taxes pour les terres publiques, partage des revenus des redevances sur les ressources naturelles, subvention de péréquation, subvention à la Capitale-Nationale, fonds de développement des territoires, aide à la voirie locale – volet réfection), en 2018-2019, pour chaque municipalité et par région, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.
11.	Nombre de rencontres de négociations tenues avec le milieu municipal, au 31 mars 2019, au sujet de la renégociation du pacte fiscal Québec-municipalités.
12.	Pour l'exercice 2018-2019, sommes accordées aux municipalités régionales de comté au Fonds de développement des territoires, par région, ventilées par provenance des sommes (solde des CRÉ et de leur FDR, solde du programme d'aide au développement économique local, programme d'aide aux MRC, enveloppe des pactes ruraux et des agents de développement rural) et prévisions pour 2019- 2020.
13.	Sommes accordées en vertu du Fonds d'aide au rayonnement des régions (FARR), par région, pour l'exercice 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020. Ventiler par territoire et par MRC en indiquant les montants déjà engagés pour 2019-2020, en fournissant une liste des projets financés, une description de ceux-ci et le montant accordé par projet.
14.	État de situation du régime de financement des centres d'urgence 911.
15.	Liste des villes et municipalités qui contestent en justice une décision du gouvernement. Indiquer le motif de la contestation et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec ces municipalités.
16.	Pour 2018-2019, fournir la liste des requêtes en cassation ou en annulation d'un règlement du conseil ou d'un procès-verbal, d'un rôle, d'une résolution ou d'une autre ordonnance du conseil ou du comité exécutif d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal, présentés par le procureur général du Québec. Indiquer les motifs des requêtes et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec les municipalités visées par ces requêtes.
17.	Pour 2018-2019, fournir la liste des recours exercés par le procureur général du Québec en vertu des articles 838 à 843 du Code de procédure civile (chapitre C-25) contre un membre du conseil ou un fonctionnaire ou employé d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal qui est inhabile à exercer ses fonctions. Indiquer les motifs des recours et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions.
18.	Pour 2018-2019, fournir la liste des actions en déclaration d'incapacité ou des requêtes en quo warranto intentées par le procureur général contre un élu municipal, un ancien élu municipal ou un candidat à un poste d'élu municipal. Indiquer les motifs des actions et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions électives.
19.	Pour 2018-2019, fournir la liste des requêtes demandant la confirmation judiciaire de la fin du mandat d'un membre d'un conseil municipal présentées par le procureur général. Indiquer les motifs des requêtes et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces requêtes n'occupent plus leur fonction élective.

Étude des crédits 2019-2020
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
20.	Pour 2018-2019, fournir la liste des vérifications effectuées par le ministère dans des municipalités. Indiquer les motifs des vérifications (suspçon d'inefficacité, de malversation, etc.), les objets visés par ces vérifications (contrats, avantages reçus par des élus, etc.), les suites de ces vérifications (recommandation à une municipalité, transfert d'un dossier au procureur général, etc.) et les dates prévues pour le dépôt des rapports à venir.
21.	État de la révision des schémas d'aménagement au Québec, fournir la liste complète des schémas complétés en 2018-2019 et la liste complète des schémas dont la révision connaît un retard en précisant les raisons du retard. Indiquer la nature et l'objet des objections et demandes gouvernementales formulées pour assurer la conformité aux orientations gouvernementales. Indiquer quels schémas sont en cours d'analyse et n'ont pas fait l'objet d'un avis gouvernemental à ce jour.
22.	Pour 2018-2019, fournir la liste des schémas d'aménagement révisés envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de schémas approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque schéma révisé non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du schéma révisé.
23.	Pour 2018-2019, fournir la liste des projets de modifications à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.
24.	Pour 2018-2019, fournir la liste des règlements de contrôle intérimaire envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de règlements approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de règlements qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque règlement non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du règlement.
25.	Pour 2018-2019, fournir la liste des règlements et des autres actes municipaux, y compris les schémas d'aménagement et les règlements de contrôle intérimaire, soumis au ministère pour approbation. Indiquer le nombre d'actes approuvés, le nombre d'actes non approuvés et le délai entre la réception d'un acte et son approbation ou le refus de son approbation.
26.	Liste complète des programmes, fonds et sommes du gouvernement fédéral dédiés aux municipalités (par exemple : mesures d'urgence, programmes d'infrastructures, bibliothèques, patrimoine, habitation, équipements sportifs, etc.) pour 2018-2019.
27.	Pour le Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU) : a) la liste des demandes reçues pour 2018-2019, par volet du programme; b) pour chacune des demandes, la décision du ministère et la date à laquelle cette décision a été prise; c) le montant accordé à la municipalité ou le cas échéant, le motif du refus; d) fournir le total des sommes versées pour 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.
28.	Pour le Fonds Chantiers Canada-Québec : pour chacun des volets et sous-volets, la liste des demandes reçues pour 2018-2019 et, pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité selon la région ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir le total des sommes versées en 2018-2019 pour chacun des volets et sous-volets.

Étude des crédits 2019-2020
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
29.	Pour le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités, pour chacun des volets et sous-volets : a) la liste des demandes reçues pour 2018-2019; b) la liste de toute demande dont le traitement a été complété en 2018-2019, nonobstant leur année de réception; c) la liste de toutes les demandes pour lesquelles une promesse d'aide a été émise en 2018-2019 avec la date d'émission de la promesse d'aide; d) la grille d'évaluation des demandes et les critères qui sont pris en compte; e) le pointage ou toute autre mesure d'évaluation de la priorité ou de la qualité de toute demande dont le traitement a été complété ou est en cours en 2018-2019; f) le montant accordé à la municipalité selon la région, ou le cas échéant, le motif du refus; g) fournir le total des sommes versées en 2018-2019 pour chacun des volets et sous-volets; h) inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2018-2019.
30.	Pour le Fonds municipal vert : la liste des demandes reçues pour 2018-2019 et, pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou à l'organisme municipal ou, le cas échéant, le motif du refus. Spécifier si le montant accordé est une subvention ou un prêt. Fournir le total des sommes versées en 2018-2019.
31.	Pour le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec : fournir le détail des modalités du programme 2014-2018.
32.	Pour le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec : fournir tout échange entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec au sujet du renouvellement du programme pour 2019-2023, ainsi que les modalités envisagées.
33.	Concernant le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec, identifier les sommes allouées, totales et ventilées, par région et par années pour les cinq dernières années. Inclure la liste des entreprises, municipalités ou organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2019-2020 pour la TECQ.
34.	Nombre de rencontres de la Table Québec-Municipalités en 2018-2019. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2019-2020.
35.	Nombre de rencontres de la Table Québec-Régions en 2018-2019. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2019-2020.
36.	État de situation détaillé concernant la diversification des sources de revenus pour les municipalités. Copie des scénarios, analyses ou comptes rendus produits par le ministère en 2018-2019 à ce sujet. Actions à venir pour 2019-2020.
37.	Scénarios, analyses ou notes concernant le transfert d'un montant équivalant à 1 point de pourcentage de la Taxe de vente du Québec aux municipalités.
38.	Liste de tous les comités interministériels impliquant le ministère, ses organismes ou agences et d'autres partenaires, leurs mandats, le nombre de rencontres, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
39.	Liste des municipalités, par région, qui reçoivent une compensation financière, par catégorie de programme, en indiquant le montant reçu en 2018-2019 pour :

Étude des crédits 2019-2020
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
	<ul style="list-style-type: none"> a) un paiement tenant lieu de taxe à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces et des gouvernements étrangers; b) un paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de la santé et des services sociaux; c) un paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de l'éducation, selon le niveau d'enseignement (distinguer les montants pour les écoles primaires et secondaires ainsi que pour les collèges et les universités); d) un paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement du Québec.
40.	Sommes engagées en 2018-2019 pour promouvoir la démocratie municipale et prévisions des sommes pour 2019-2020. Préciser les moyens mis de l'avant pour encourager les candidatures des jeunes et des femmes.
41.	Toutes études, analyses ou scénarios commandés ou réalisés au sujet d'une modification à la date des élections municipales
42.	Liste des rencontres tenues par les conférences administratives régionales (CAR) en 2018-2019. Indiquer les dates, les lieux, les résultats atteints. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2019-2020.
43.	Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités, ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2018-2019, incluant les rencontres tenus par la ministre ou le cabinet ministériel.
44.	Liste des droits d'opposition dont se sont prévaluées les municipalités reconstituées en 2018-2019. Indiquer l'objet du litige, les municipalités en cause et la décision de la Commission municipale. Fournir une copie de la correspondance adressée au ministre et indiquer l'action entreprise par le ministère.
45.	Fournir la liste de tous les médiateurs, négociateurs ou arbitres nommés par le ministre en 2018-2019. Indiquer l'objet de leur mandat et les sommes qui leur ont été versées ou qui leur seront versées.
46.	Liste des projets et montants totaux, par municipalité et par région, accordés dans le cadre du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU) et détail des montants décaissés jusqu'à maintenant.
47.	Toute correspondance entre le ministère et le gouvernement fédéral au sujet du renouvellement du programme FEPTEU.
48.	<p>Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2018-2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'objet des consultations; b) le moyen utilisé; c) les dates des rencontres; d) les communautés et les personnes consultées; e) les résultats de consultations; f) les montants afférents.

Étude des crédits 2019-2020
Demandes de renseignements particuliers de l’opposition officielle
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
49.	État de situation quant au transfert d’actifs entre des municipalités et le gouvernement du Québec concernant le remboursement du déficit actuariel des employés de municipalités.
50.	État de situation sur le suivi de l’Entente-cadre sur les engagements du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal pour la reconnaissance du statut particulier de la métropole, notamment au chapitre des ententes découlant de cette entente-cadre et des sommes transférées.
51.	État de situation sur le suivi de l’Entente-cadre sur les engagements du gouvernement du Québec et de la Ville de Québec pour la reconnaissance du statut particulier de la Capitale-Nationale, notamment au chapitre des ententes découlant de cette entente-cadre et des sommes transférées.
52.	État de la mise aux normes des infrastructures en eau potable au Québec en 2018-2019. Fournir les prévisions pour 2019-2020.
53.	Liste des programmes disponibles pour les municipalités qui n’ont pas encore de système de traitement d’eau potable conforme aux normes prévues par le Règlement sur la qualité de l’eau potable. Pour chacun des programmes, fournir la liste des municipalités qui en ont bénéficié et les montants versés en 2018-2019.
54.	Outre la Politique nationale de la ruralité 2014-2024, liste des mesures, programmes et politiques que le gouvernement du Québec a mis en place afin d’appuyer les intervenants des milieux ruraux. Ventilation des coûts reliés aux mesures, programmes et politiques.
55.	Outre le Fonds de développement des territoires, listes des mesures, programmes et politiques que le gouvernement du Québec a mis en place afin d’appuyer les municipalités en difficulté. Ventilation des coûts reliés aux mesures, programmes et politiques.
56.	Concernant le Programme de subvention pour les intérêts encourus dans le cadre de la mesure d’étalement par recours à l’emprunt des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées (PSI), identifier les sommes allouées totales et ventilées par région et par année, pour les cinq dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l’octroi, le nombre d’emplois créés, le cas échéant, et le montant reçu. Inclure également l’état d’avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2019-2020 pour le PSI.
57.	Concernant le Fonds conjoncturel de développement, identifier les sommes allouées totales et ventilées par région et par année, pour les cinq dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l’octroi, le nombre d’emplois créés, le cas échéant, et le montant reçu. Inclure également l’état d’avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2019-2020 pour le même Fonds.
58.	Concernant le Programme d’aide pour les municipalités à caractère industriel, identifier les sommes allouées totales et ventilées par région et par année pour les cinq dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l’octroi, le nombre d’emplois créés, le cas échéant, et le montant reçu. Inclure également l’état d’avancement et la ventilation des montants alloués dans plan budgétaire 2019-2020 pour ce programme.
59.	Liste des conditions exigées par le ministère pour l’octroi des budgets autrefois dévolus au CLD et maintenant accordés à une MRC.
60.	Montants collectés par les municipalités pour les droits de mutation immobilière. Par région, par tranche d’âge des acheteurs et par valeur immobilière.
61.	Pour tous les programmes financés dans le cadre des actions du Plan d’action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir la ventilation suivante : a) l’objectif de réduction ou d’évitement d’émissions de GES en 2019 – base annuelle (Mt éq. CO2); b) le potentiel de réduction ou d’évitement d’émissions de GES en 2020 – base annuelle (Mt éq. CO2);

Étude des crédits 2019-2020
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
	<ul style="list-style-type: none"> c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par la ministre; d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par la ministre (Kt éq. CO2); e) les investissements totaux des projets (en millions \$); f) les aides financières totales du ministère (en millions \$); g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne); h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.
62.	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2018-2019 et comparaisons avec les cinq dernières années. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
63.	Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2019-2020. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.
64.	Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2018-2019, en indiquant les coûts, le sujet, le nombre de participants, les questions posées aux participants, les résultats et la firme retenue pour le réaliser.
65.	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2018-2019. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.
66.	Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2018-2019.
67.	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2018-2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.
68.	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de toutes les campagnes; b) les coûts de ces campagnes; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates de diffusion de la campagne; e) les objectifs visés par chaque campagne.

Étude des crédits 2019-2020
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
69.	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2018-2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé.
70.	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2018-2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organismes; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2018-2019 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées; e) le montant total des sommes investies en veille médiatique entre le 18 octobre 2018 et le 31 mars 2019 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
71.	Montants des taxes payées par le ministère au nom des universités québécoises, pour chacune des universités concernées.
72.	<p>Concernant le Bureau du commissaire aux plaintes du ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) budget en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020; b) masse salariale en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020; c) effectifs en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020; d) nouvelles embauches en 2018-2019 et départs en 2018-2019; e) nombre de dossiers traités.

Étude des crédits 2019-2020
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
73.	Concernant le Service de vérifications du ministère : a) budget en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020; b) masse salariale en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020; c) effectifs en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020; d) nouvelles embauches en 2018-2019 et départs en 2018-2019; e) nombre de dossiers traités.
74.	Budget du Bureau du commissaire aux plaintes du ministère et masse salariale en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.
75.	Effectifs du service de vérification du ministère, incluant le détail de chaque poste, les salaires et les prévisions pour 2019-2020. Inclure le nombre d'embauches en 2018-2019.
76.	Effectifs du Bureau du commissaire aux plaintes du ministère, incluant le détail de chaque poste, les salaires et les prévisions pour 2019-2020. Inclure le nombre d'embauches en 2018-2019.
77.	Liste de tous les projets financés dans le cadre du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole pour 2018-2019. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
78.	Liste de tous les projets financés dans le cadre du Fonds de développement régional (portion du Fonds de développement des territoires) pour 2018-2019 et liste des projets annoncés pour 2019-2020. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
79.	Liste et détails des mandats d'enquête réalisés par la Commission municipale du Québec en 2018-2019. Ventilation selon les mandats confiés par le ministre ou à l'initiative de la CMQ. Indiquer l'état d'achèvement des mandats.
80.	Montant des crédits alloués à la Commission municipale du Québec pour la vérification des municipalités pour 2019-2020, ventilés par mandat et nombre d'employés embauchés (effectif et objectif) par la CMQ pour compléter ses nouveaux mandats.
81.	Sommes ventilées versées en 2018-2019 à la commission municipale du Québec et liste des membres de la Commission.
82.	Subventions versées aux différentes associations municipales en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020. Indiquer l'objet de la subvention et les prévisions pour 2019-2020.
83.	Évolution de la dépense d'intérêt sur la dette imputable aux municipalités pour 2018-2019. Prévisions pour 2019-2020.
84.	Fournir le déficit en infrastructures au Québec.

Étude des crédits 2019-2020
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
85.	Liste des projets soumis dans le cadre du volet « petites collectivités » du Fonds chantier Canada-Québec en 2018-2019.
86.	Le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides par le ministère par l'entremise du Fonds vert, par année, pour les cinq dernières années. Ventiler les sommes, par programme, inscrites dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, le cas échéant.
87.	<p>La liste de tous les projets qui ont bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds vert en 2017-2018 et 2018-2019 avec mention :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) de la description du projet; b) de l'entreprise, de l'organisme ou de l'institution bénéficiaire; c) du programme concerné, le cas échéant; d) du montant déboursé; e) de la date du déboursement; f) de l'objectif poursuivi en matière de réduction des GES. <p>Pour chacun de ces projets, fournir le cas échéant une copie de la décision rendue par le ministère, comprenant les critères de sélection et les exigences relatives.</p> <p>Pour chacun de ces projets, fournir le cas échéant, une copie de l'évaluation du projet et des résultats obtenus, notamment en matière de réduction des GES.</p>
88.	<p>Concernant la gestion du Fonds vert par le ministère, fournir pour 2018-2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le cadre de gestion utilisé; b) la grille d'évaluation des projets; c) les objectifs poursuivis.
89.	Liste de tous les barrages ou ouvrages de rétention de l'eau qui sont sous la responsabilité de municipalités, en indiquant si ceux-ci sont générateurs de revenus ou non.
90.	Toute analyse réalisée sur la question de la taxation des barrages par les municipalités.
91.	Tous les échanges entre le ministère et des municipalités ou des municipalités régionales de comté (MRC), par région, au sujet de la taxation des barrages par les municipalités.
92.	Toute analyse commandée ou reçue depuis le 18 octobre 2018 au sujet du salaire des élus municipaux.
93.	Tous les échanges entre le ministère et la Ville de Saguenay concernant le salaire des élus municipaux.
94.	Tous les échanges entre le ministère, le cabinet de la ministre et la Commission municipale au sujet de la Ville de L'Ancienne-Lorette.

Étude des crédits 2019-2020
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
Table des matières

Demande numéro	Libellé de la demande
95.	Tous les échanges entre le ministère, le cabinet de la ministre et la Commission municipale au sujet de la Ville de Chambly.
96.	Tout document relatif à la mise sous tutelle de la Ville de Chambly.
97.	Portrait des municipalités sous tutelle en 2018-2019.
98.	Copie de tous les échanges entre le ministère, le cabinet de la ministre et la communauté métropolitaine de Montréal au sujet de la construction de l'Hôpital de Vaudreuil.
99.	Portrait des zones d'interventions spéciales en vigueur en 2018-2019, ainsi que celles ayant pris fin en 2018-2019.
100.	Tout document, scénario ou analyse sur la question de la construction en zone inondable entre le 18 octobre 2018 et le 31 mars 2019.
101.	Tout document, scénario ou analyse sur le transfert de la MRC de Haute-Yamaska et de la MRC de Brôme-Missisquoi de la Montérégie vers l'Estrie, notamment les impacts financiers.

Étude des crédits 2019-2020
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle – Habitation
Table des matières

1.	Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2018-2019, indiquer : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération; b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV; c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
2.	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2018-2019. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.
3.	Sommes dépensées en 2018-2019, et prévisions pour 2019-2020, par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
4.	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2018-2019, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.
5.	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2018-2019 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Étude des crédits 2019-2020
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle – Habitation
Table des matières

6.	Fournir la ventilation de toutes les compressions financières par le président du Conseil du trésor pour 2019-2020, considérant que le gouvernement a confirmé publiquement en janvier 2019 qu'il y aurait des efforts budgétaires.
7.	Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2018-2019, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
8.	Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2018-2019 par le ministère ou le cabinet de la ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.
9.	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2018-2019. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.
10.	Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2018-2019.
11.	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2018-2019 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.
12.	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020 : a) le nom de toutes les campagnes; b) les coûts de ces campagnes; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates de diffusion de la campagne; e) les objectifs visés par chaque campagne.
13.	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2018-2019 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

Étude des crédits 2019-2020
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle – Habitation
Table des matières

14.	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2018-2019 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2018-2019 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées; e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2018-2019 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
15.	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2018-2019, l'âge de ces créances, ventilées par année, et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2019-2020.</p>
16.	<p>Pour chacun des programmes suivants, fournir un état de situation ainsi qu'une copie des documents, notes, analyses, mémos ou résumés des rencontres tenues. Identifier les sommes allouées, totales et ventilées par région, en 2018-2019. Inclure la liste des entreprises, municipalités, organismes ou particuliers ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) SBL Public – régulier; b) SBL Public – Inuit; c) SBL Public – Inuit (Plan Nord – 300 logements); d) SBL Privé – Autochtones (urbains et ruraux); e) SBL Privé – régulier et spécial; f) Aide aux organismes communautaires; g) Supplément au loyer; h) Supplément au loyer spécial; i) Allocation-logement; j) Achat Rénovation; k) AccèsLogis Québec;

Étude des crédits 2019-2020
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle – Habitation
Table des matières

	<ul style="list-style-type: none"> l) Logement abordable Québec; m) Aide d'urgence aux ménages sans logis; n) Adaptation de domicile (PAD); o) Logements adaptés pour aînés autonomes; p) RénoVillage; q) RénoRégion; r) Réparation d'urgence; s) Amélioration des maisons d'hébergement; t) Revitalisation des vieux quartiers; u) Pyrrhotite; v) Rénovation Québec; w) Accession à la propriété et rénovation Kativik – Plan Nord; x) Accession à la propriété et rénovation Kativik – Anciennes unités; y) Programme spécial de rénovation – Kitcisakik; z) Projet du Bureau de promotion des produits du bois du Québec; aa) Appui au développement de l'industrie de l'habitation.
17.	<p>Concernant l'utilisation du bois dans la construction et la Charte du bois :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) toutes les recommandations, rencontres, le nom des personnes présentes à celles-ci, l'ordre du jour du Comité aviseur sur la Charte du Bois coprésidé par la Régie du bâtiment du Québec et le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs depuis octobre 2018; b) toutes les recommandations, rencontres, le nom des personnes présentes à celles-ci, l'ordre du jour du comité interministériel sur la charte du bois depuis octobre 2018 : <ul style="list-style-type: none"> i. veuillez détailler le processus de reddition de compte du comité interministériel. c) détail de tous les nouveaux édifices, financés en tout ou en partie par le gouvernement du Québec, de plus de trois étages ou les écoles qui utilisent le bois comme matériau structurel en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020; d) détailler les dépenses liées à la promotion de l'utilisation du bois dans la construction; e) détail des dépenses du ministère chez CECOBOIS et le Réseau CECOBOIS, et liste de tous les projets ayant bénéficié par ces investissements en 2018-2019; f) détail des dépenses du ministère chez FPIInnovations et liste de tous les projets ayant bénéficié de ces investissements en 2018-2019;

Étude des crédits 2019-2020
Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle – Habitation
Table des matières

	g) tous les projets financés par le Programme Innovation Bois pour développer la veille technologique et les connaissances sur l'intelligence de marché, encourager la recherche appliquée et le développement de produits, procédés, technologies et systèmes innovants et soutenir la démonstration et l'implantation en usine de technologies et de produits innovants pour 2018-2019; h) état d'avancement pour que les universités intègrent des formations obligatoires sur le matériau bois pour ces futurs professionnels de la construction.
18.	État d'avancement des actions posées depuis le 18 octobre 2018 concernant la volonté d'un projet de loi indépendant afin de séparer la copropriété du Code civil.
19.	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la réforme de la Régie du logement.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 1

Indiquer la somme dépensée en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, par votre ministère pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

	2018-2019¹ Sommes dépensées (Fonctionnement)	2018-2019¹ Sommes dépensées (Immobilisation)
Acquisition matériel informatique	41 900 \$	14 500 \$
Entretien de licences	134 600 \$	0 \$
Services professionnels internes	112 800 \$	0 \$
Services professionnels externes	1 054 300 \$	386 300 \$
Services professionnels (CSPQ)	2 528 000 \$	0 \$
TOTAL	3 871 600 \$	400 800 \$

(1) Au 28 février 2019. Une partie des dépenses et des investissements sont financés par le gouvernement fédéral ou la Société de financement des infrastructures locales dans le cadre d'ententes de gestion de programmes d'infrastructures.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 2

Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère, pour l'année 2018-2019, indiquer : a) la liste des employés ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre, leur rémunération et la date du début et de la fin de leur mandat; c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre, leur rémunération, leur curriculum vitae et la date du début et de la fin de leur mandat; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

a) Liste des employés de la Commission municipale du Québec au 28 février 2019 :

M ^{me} Barbara Hernandez Franco, gestionnaire	M ^{me} Pamela Severini, professionnelle
M ^{me} Denyse Lemay, gestionnaire	M ^{me} Karel Kirouac-Laplane, professionnelle
M ^{me} Maud Déry, gestionnaire	M. Wejih Ouarghi, professionnel
M ^{me} Mélanie Girard, gestionnaire	M. Allen Fontaine, professionnel
M ^{me} François Girard, gestionnaire	M. Salvator Habarugira, professionnel
M ^e Denis Gagnon, avocat	M. Malek Ben Saad, professionnel
M ^e Nicolas Dallaire, avocat	M ^{me} Manon Hébert, agente de secrétariat
M ^e Naomi Gunst, avocate	M ^{me} Lise Lavoie, agente de secrétariat
M ^e Alexandre Guyon Martin, avocat	M ^{me} Suzy Côté, agente de secrétariat
M ^{me} Isabelle Rivoal, professionnelle	M ^{me} Diana Chitac, agente de secrétariat
M ^{me} Barbara Poirier, professionnelle	M ^{me} Amélie Périgny, agente de secrétariat
M ^{me} Amal Yousfi, professionnelle	M ^{me} Vicky Gagnon-Leclerc, agente de secrétariat
M ^{me} Maria Isabel Bellido Mendez, professionnelle	M ^{me} Hélène Merlet, technicienne en administration
M ^{me} Sylvie Demers, professionnelle	M ^{me} Lucie Poulin, technicienne en administration
M ^{me} Jacinthe Gosselin-Jutras, professionnelle	M ^{me} Danielle Labranche, technicienne en administration
M ^{me} Eve Joseph, professionnelle	M ^{me} Diane Niedermayer, technicienne en administration
M. Pierre Lévesque, professionnel	

Liste des membres de la Commission municipale du Québec au 28 février 2019 :

M ^e Jean-Philippe Marois, président	M ^e Martine Savard
M ^{me} Vicky Lizotte, vice-présidente	M ^e Alain R. Roy
M ^e Thierry Usclat, vice-président	M ^e Céline Lahaie
M ^e Denis Michaud, vice-président	M ^e Martin St-Laurent
M ^e Sandra Bilodeau	M ^e Joseph-André Roy
M ^e Léonard Serafini	M ^{me} Nancy Lavoie
M ^e Sylvie Piérard	

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 2

Pour chacun des organismes, agences ou autres instances relevant du ministère, pour l'année 2018-2019, indiquer : a) la liste des employés ou membres du conseil d'administration; b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre, leur rémunération et la date du début et de la fin de leur mandat; c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre, leur rémunération, leur curriculum vitae et la date du début et de la fin de leur mandat; d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

b) Les mandats renouvelés :

- M^e Martine Savard, Décret 889-2018
- M^e Denis Michaud, Décret 1446-2018
- M^e Léonard Serafini, Décret 130-2019

c) Liste des personnes qui ont été nommées :

- M^{me} Vicky Lizotte, nommée aux termes du Décret 786-2018 le 20 juin 2018. Son entrée en fonction est le 1^{er} août 2018.
- M^e Jean-Philippe Marois, nommé aux termes du Décret 1319-2018 le 31 octobre 2018. Son entrée en fonction est le 1^{er} novembre 2018.
- M^e Céline Lahaie, nommée aux termes du Décret 1422-2018 le 12 décembre 2018. Son entrée en fonction est le 7 janvier 2019.
- M^e Martin St-Laurent, nommé aux termes du Décret 1423-2018 le 12 décembre 2018. Son entrée en fonction est le 14 janvier 2019.
- M^e Joseph-André Roy nommé aux termes du Décret 1424-2018 le 12 décembre 2018. Son entrée en fonction est le 7 janvier 2019.

d) Frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation et allocation de séjour :

En date du 28 février 2019, les dépenses en frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas, frais de représentation et allocation de séjour des employés et des membres de la Commission municipale du Québec pour la période du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019 ont totalisé 50 294,96 \$.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 3

Ventilation des paiements de transfert affectés à l'aide financière aux municipalités et aux fonds de péréquation pour 2018-2019 avec la liste des municipalités bénéficiaires et les critères d'attribution.

	Montant	Ventilation	Règles d'attribution
A) Programme de neutralité lors d'un regroupement municipal (compensations tenant lieu de taxes)	23 220 \$	Annexe A	Annexe D
B) Aide aux municipalités reconstituées	371 664 \$	Annexe B	Annexe E
C) Programme d'aide pour les municipalités à caractère industriel	355 237 \$	Annexe C	Annexe F

PROGRAMME DE NEUTRALITÉ LORS D'UN REGROUPEMENT MUNICIPAL
EXERCICE FINANCIER 2018-2019

A

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Saint-Alexis	1 395 \$
Ville de Témiscouata-sur-le-Lac	3 083 \$
Ville de Daveluyville	9 671 \$
Municipalité de Laverlochère-Angliers	1 735 \$
Ville de L'Épiphanie	7 336 \$
TOTAL	23 220 \$
<p>N.B. À compter de 2016, dans une perspective de simplification, la mesure de bonification des compensations a été regroupée avec les compensations de base prévues par la Loi. Dans ce contexte, le montant de neutralité des compensations a été ajusté afin d'inclure l'élément de neutralité des bonifications.</p>	
<p>Données au 28 février 2019</p>	

AIDE AUX MUNICIPALITÉS RECONSTITUÉES
EXERCICE FINANCIER 2018-2019

B

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Ville de Brossard	278 328 \$
Ville de Hampstead	63 277 \$
Ville de L'Ancienne-Lorette	30 059 \$
TOTAL	371 664 \$
Données au 28 février 2019	

PROGRAMME D'AIDE POUR LES MUNICIPALITÉS À CARACTÈRE INDUSTRIEL
EXERCICE FINANCIER 2018-2019

C

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Canton de Launay	5 686 \$
Municipalité de Champneuf	6 335 \$
Municipalité de Litchfield	37 110 \$
Ville de Chandler	98 368 \$
Ville de Lebel-sur-Quévillon	105 904 \$
Ville de New Richmond	101 834 \$
TOTAL	355 237 \$
Données au 28 février 2019	

**PROGRAMME DE NEUTRALITÉ FINANCIÈRE
LORS D'UN REGROUPEMENT MUNICIPAL**

RÈGLES ET NORMES

A. ADMISSIBILITÉ

1. Toute municipalité issue d'un regroupement ou qui a annexé le territoire entier d'une autre municipalité et dont l'entrée en vigueur du regroupement ou de l'annexion est postérieure au 31 décembre 1990.

B. ANNÉE DE RÉFÉRENCE

2. L'année de référence est la première année où le Règlement sur les compensations tenant lieu de taxes, le Règlement sur le régime de péréquation et le Règlement sur la répartition des recettes payées par les exploitants de certains réseaux de télécommunications, gaz et électricité (TGE) s'appliquent à une municipalité issue d'un regroupement ou à une municipalité annexante, en tenant compte du regroupement ou de l'annexion.

C. CALCUL DE LA SUBVENTION ANNUELLE

3. La subvention annuelle de neutralité est constituée de la somme des montants établis conformément aux articles 4 à 9 pour chacun des éléments suivants :
 - Élément Compensations tenant lieu de taxes
 - Sous élément Hausse des compensations tenant lieu de taxes
 - Élément Régime de péréquation
 - Élément Répartition des recettes de TGE

Si le montant calculé pour un des éléments de la subvention annuelle est négatif, ce montant est présumé être égal à zéro.

Section 1 Élément : Compensations tenant lieu de taxes

4. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997, la subvention de neutralité attribuable aux compensations tenant lieu de taxes est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe.*
 - 1° La somme des montants des compensations tenant lieu de taxes payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
 - 2° le montant des compensations tenant lieu de taxes payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, on tient compte uniquement des compensations calculées en fonction du taux global de taxation, du taux des taxes générales sur la valeur foncière, du taux de la taxe ou de la surtaxe sur les immeubles non résidentiels, du taux de la taxe d'affaires ainsi que tout autre taxe spéciale introduite à la suite du regroupement ou de l'annexion qui est appliquée sur tout le territoire d'une des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion. De plus, on ne tient compte que des immeubles faisant l'objet d'une compensation dans l'année de référence pour lesquels une compensation a été également versée dans l'année précédente.

Les valeurs servant à calculer les montants de compensation selon le paragraphe 1° sont celles au 31 décembre de l'exercice, compte tenu des modifications aux rôles prenant effet à cette date ou à une date antérieure pour lesquelles un avis de modification (ou, le cas échéant, une copie de la décision du Bureau de révision de l'évaluation foncière) a été transmis au Ministre avant la fin de l'année de référence.

Les valeurs servant à calculer les montants de compensation selon le paragraphe 2° sont celles au 1^{er} janvier de l'exercice, compte tenu des modifications au rôle prenant effet à cette date ou à une date antérieure pour lesquelles un avis de modification (ou, le cas échéant, une copie de la décision du Bureau de révision de l'évaluation foncière) a été transmis au Ministre avant la fin de l'exercice.

Lorsque les règles de calcul des compensations sont différentes entre l'année de référence et l'année précédente, les montants visés au paragraphe 1° sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.

Exceptionnellement, pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1991 et 1992, les compensations sur les écoles primaires et secondaires sont présumées être de 25% du taux global de taxation en 1990 et 1991, aux fins du calcul de la subvention annuelle.

5. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996*, la subvention de neutralité est établie sur la base des compensations tenant lieu de taxes de l'année précédente et est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe.

- 1° La somme des compensations tenant lieu de taxes qui seraient versées à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion si le montant à verser correspondait au produit de l'évaluation de l'immeuble compensable au 1^{er} janvier de l'exercice précédant l'année de référence par le taux global de taxation de la municipalité pour ce même exercice;

- 2° Le montant de compensations tenant lieu de taxes qui serait versé à l'unité de regroupement correspondant au produit de l'évaluation des immeubles compensables au 1^{er} janvier de l'exercice précédant l'année de référence par le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement pour ce même exercice.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble des réseaux de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble par le pourcentage applicable au taux global de taxation correspondant à sa catégorie tel que défini à l'article 255 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Aux fins du paragraphe 2°, les valeurs au rôle de chacune des municipalités sont les valeurs redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée.

Le taux global de taxation moyen d'une unité de regroupement est le résultat de la division de la somme des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation de chacune des municipalités membres par la somme des évaluations imposables redressées de chacune de ces mêmes municipalités.

- 5.1 *Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006 lorsque l'agglomération n'est pas financée par quote-part*, une portion de la subvention est versée à des fins de compétences d'agglomération, et une portion à des fins de compétences de proximité.

- A) La subvention de neutralité à des fins d'agglomération est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

- 1° La somme des compensations tenant lieu de taxes qui serait versée à chacune des municipalités parties au regroupement si le montant à verser correspondait au produit de l'évaluation de l'immeuble compensable tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement par le taux global de taxation de la municipalité pour ce même exercice;

- 2° Le montant de compensations tenant lieu de taxes qui serait versé à la municipalité centrale correspondant au produit de l'évaluation des immeubles compensables tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement par le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement pour ce même exercice.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble par le pourcentage du taux global de taxation alloué à des fins d'agglomération. Ce pourcentage est établi, à deux décimales près, de la façon suivante :

- les recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation à des fins d'agglomération divisées par le total des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation à des fins d'agglomération et de proximité telles que présentées aux prévisions budgétaires 2006 de la municipalité centrale.

De plus, aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble des réseaux de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble calculée précédemment par le pourcentage applicable au taux global de taxation correspondant à sa catégorie tel que défini à l'article 255 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Aux fins du paragraphe 2°, les valeurs au rôle de chacune des municipalités sont les valeurs redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée.

Le taux global de taxation moyen de la municipalité centrale à des fins d'agglomération est le résultat de la division de la somme des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation de chacune des municipalités liées par la somme des évaluations imposables redressées de chacune de ces mêmes municipalités.

- B) La subvention de neutralité à des fins de proximité est obtenue de la même façon en excluant les municipalités reconstituées du calcul et en utilisant le taux global de taxation alloué à des fins de proximité et les recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation à des fins de proximité.

5.2 Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006 lorsque l'agglomération est financée par quote-part, la subvention de neutralité est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1° La somme des compensations tenant lieu de taxes qui serait versée à chacune des municipalités parties au regroupement excluant celles s'étant reconstituées si le montant à verser correspondait au produit de l'évaluation de l'immeuble compensable tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement par le taux global de taxation de la municipalité pour ce même exercice;

2° Le montant de compensations tenant lieu de taxes qui serait versé à la municipalité centrale correspondant au produit de l'évaluation des immeubles compensables tel qu'établi lors du calcul de la subvention de neutralité de l'année de référence de l'unité de regroupement excluant les municipalités reconstituées par le taux global de taxation moyen de la municipalité centrale pour ce même exercice.

Aux fins de la détermination des montants de ces deux paragraphes, l'évaluation d'un immeuble des réseaux de la Santé et des Services sociaux et de l'Éducation correspond au produit de l'évaluation de cet immeuble par le pourcentage applicable au taux global de taxation correspondant à sa catégorie tel que défini à l'article 255 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Aux fins du paragraphe 2°, les valeurs au rôle de chacune des municipalités sont les valeurs redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée.

Le taux global de taxation moyen de la municipalité centrale est le résultat de la division de la somme des recettes de taxes admissibles au calcul du taux global de taxation de chacune des municipalités membres de l'unité de regroupement excluant les municipalités reconstituées par la somme des évaluations imposables redressées de chacune de ces mêmes municipalités.

Sous élément : Bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics

5.3 Pour les regroupements dont l'année de référence aux fins de l'élément *Compensations tenant lieu de taxes* est ultérieure à 2001, la subvention de neutralité attribuée à la bonification des compensations tenant lieu de taxes est obtenue en appliquant le taux de la bonification des compensations tenant lieu de taxes de l'année de référence, tel que calculé en vertu des normes du Programme de bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics, sur le montant de neutralité sur ces compensations établi en vertu des articles 5 et 5.1 ou 5.2 de la présente norme. Ces montants sont financés à même les sommes allouées concernant la bonification des compensations tenant lieu de taxes.

Section 2 Élément : Régime de péréquation

6. Pour les unités de regroupements dont l'année de référence est antérieure à 1996, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:
- 1° La somme des montants de péréquation payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
 - 2° Le montant de péréquation payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Lorsque les règles de calcul prescrites au règlement en vigueur dans l'année de référence sont différentes de celles prescrites au règlement en vigueur l'année précédente, les montants du paragraphe 1° sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.

Exceptionnellement, pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1991 et 1992, on utilise le régime de péréquation en vigueur en 1992 aux fins du calcul de la subvention annuelle attribuable à la péréquation. À cet égard, les richesses foncières per capita de 1989 et 1990 sont ajustées pour tenir compte de seulement 25 % des valeurs des écoles primaires et secondaires. Les taux de bonification pour les MRC à être utilisés pour ces années sont ceux de 1992 et les médianes des richesses foncières uniformisées par habitant sont les suivantes:

	Médianes de richesse foncière	
	1990	1991
catégorie 1	23 751,97 \$	23 778,93 \$
catégorie 2	25 841,16 \$	26 082,39 \$
catégorie 3	32 103,94 \$	32 113,01 \$

7. Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1996 et 1997, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:
- 1° La somme des montants de péréquation payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
 - 2° Le montant de péréquation qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la richesse foncière uniformisée, la population et les recettes de taxes sont respectivement la somme de la richesse foncière uniformisée, de la population et des recettes de taxes de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

Exceptionnellement pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 1997, l'article 7 s'applique en remplaçant, dans les paragraphes 1° et 2°, les mots *l'année précédant l'année de référence* par les mots *la deuxième année précédant l'année de référence*.

7.1 *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1997 et antérieure à 2002*, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant du deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

- 1° La somme des montants de péréquation payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° Le montant de péréquation payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Pour l'application du Règlement sur le régime de péréquation, le montant de neutralité calculé au premier alinéa est réputé être attribuable au premier volet du régime de péréquation.

7.2 *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est 2002*, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est égale à la somme des montants payables à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour 2001.

Pour l'application du Règlement sur le régime de péréquation, le montant de neutralité calculé au premier alinéa est réputé être attribuable au premier volet du régime de péréquation.

7.3 *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 2002 et antérieure à 2009*, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

- 1° la somme des montants de péréquation payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° le montant de péréquation qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul des montants visés aux paragraphes 1° et 2°, on prend en considération la quote-part de base calculée selon le Règlement sur le régime de péréquation, sans tenir compte des mesures de transition ni d'ajustement.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2°, la richesse foncière et la valeur moyenne des logements sont redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée alors que le nombre de logements et la population sont la somme de celles de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 2002, au montant de subvention de neutralité calculé ci-haut, s'ajoutera pour 2003 et 2004 un montant attribuable aux dispositions transitoires du Règlement sur le régime de péréquation qui représente respectivement 50 % et 25 % de la différence entre la somme des montants de péréquation payable à chacune des municipalités pour l'année 2001 en vertu de l'ancien régime de péréquation et le montant de subvention de neutralité calculé ci-haut. Le résultat de cette différence peut être soit positif, soit négatif.

Pour les municipalités parties au regroupement dont la péréquation a été réduite en vertu de l'un ou l'autre des articles 14 et 14.1 de la loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives (2000, c. 27), le montant de péréquation payable aux fins du calcul du montant visé au premier paragraphe est réputé être celui qu'elles auraient reçu s'il n'avait pas été réduit.

Pour l'application du Règlement sur le régime de péréquation, le montant de neutralité calculé au premier alinéa est réputé être attribuable au premier volet du régime de péréquation.

7.3.1 Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006, la subvention de neutralité calculée à l'égard de l'unité de regroupement est attribuée en totalité à des fins de proximité.

7.4 Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 2008, la subvention de neutralité attribuable au régime de péréquation est la somme des subventions versées en vertu des premier et second volets du régime de péréquation.

A) La subvention de neutralité attribuable au premier volet du régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1^o la somme des montants de péréquation attribuable au premier volet payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;

2^o le montant de péréquation attribuable au premier volet qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul des montants visés aux paragraphes 1^o et 2^o, on prend en considération la quote-part de base du premier volet calculée selon le Règlement sur le régime de péréquation, sans tenir compte des mesures de transition ni d'ajustement.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2^o, la richesse foncière et la valeur moyenne des logements sont redressées en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée alors que le nombre de logements et la population sont la somme de celles de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

B) La subvention de neutralité attribuable au second volet du régime de péréquation est obtenue en soustrayant le montant établi au deuxième paragraphe du montant établi au premier paragraphe:

1^o la somme des montants de péréquation attribuable au second volet payable à chacune des municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence;

2^o le montant de péréquation attribuable au second volet qui aurait été payable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence.

Aux fins du calcul des montants visés aux paragraphes 1^o et 2^o, on prend en considération la quote-part de base du second volet calculée selon le Règlement sur le régime de péréquation, sans tenir compte des mesures de transition ni d'ajustement.

Aux fins du calcul du montant visé au paragraphe 2^o, la valeur moyenne des logements est redressée en fonction de la médiane de la municipalité la plus peuplée alors que le nombre de logements est la somme de ceux de chacune des municipalités comprises dans l'unité de regroupement.

Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 2012, le montant de neutralité attribuable au second volet calculé au premier alinéa est multiplié par le facteur représentant le résultat de la division de la somme à répartir à l'égard du second volet pour l'année de référence par la somme à répartir à l'égard du second volet pour l'année précédant l'année de référence. Aux fins du calcul de ce facteur, on prend en considération la somme à répartir du second volet établie en vertu du Règlement sur le régime de péréquation sans tenir compte de la soustraction du total des montants de neutralité.

8. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997, la subvention de neutralité attribuable à l'application du Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux est obtenue en multipliant le montant du premier paragraphe par le taux obtenu au second paragraphe:*

- 1° Le montant net à répartir pour l'année de référence;
- 2° La somme des taux applicables aux municipalités parties au regroupement ou à l'annexion de l'année précédant l'année de référence moins celui applicable à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année de référence.

Aux fins de ce calcul, le montant visé au premier paragraphe est celui qui serait obtenu conformément à l'article 5 du règlement, si la seconde opération prévue à cet article consistait à soustraire les sommes prises dans l'année précédente pour l'application du programme destiné à rendre neutre les conséquences du regroupement ou de l'annexion.

Lorsque les règles de calcul du taux applicable à la municipalité sont différentes entre le règlement en vigueur dans l'année de référence et celui en vigueur l'année précédente, les taux applicables pour l'année précédant l'année de référence sont déterminés selon les règles en vigueur dans l'année de référence.

9. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996, la subvention de neutralité attribuable à l'application du Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux est obtenue en multipliant le montant du premier paragraphe par le taux obtenu au second paragraphe:*

- 1° Le montant net à répartir pour l'année précédant l'année de référence;
- 2° La somme des taux applicables aux municipalités parties au regroupement ou à l'annexion pour l'année précédant l'année de référence moins le taux qui se serait appliqué à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante pour l'année précédant l'année de référence, s'il y avait eu regroupement.

Aux fins de l'application de l'article 7 du Règlement sur la répartition des recettes de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux, le taux global de taxation uniformisé et pondéré qui se serait appliqué à la municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante est le produit que l'on obtient en multipliant la somme des populations des municipalités membres par le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement.

Le taux global de taxation moyen de l'unité de regroupement est le quotient que l'on obtient en divisant la somme des recettes admissibles au calcul du taux global de taxation des municipalités membres par le total des valeurs imposables uniformisées des immeubles situés sur le territoire de l'unité de regroupement.

- 9.1 *Pour les unités de regroupement dont l'entrée en vigueur se situe au cours de l'année 2000 et qui adoptent pour l'année 2001 le 1^{er} budget à l'égard de l'ensemble du territoire de la nouvelle municipalité, le calcul de la subvention de neutralité applicable à l'élément Répartition des recettes TGE s'effectue suivant le mode de calcul stipulé à l'article 9 en remplaçant « année précédant l'année de référence » par « année 2000 ».*
- 9.2 *Pour les unités de regroupement dont l'entrée en vigueur se situe à compter de l'année 2001, aucune subvention de neutralité n'est applicable à l'égard de l'élément Répartition des recettes TGE.*
- 9.3 *Pour les unités de regroupement qui constituent une municipalité centrale en 2006, la subvention de neutralité calculée à l'égard de l'unité de regroupement est attribuée en totalité à des fins de proximité.*

D. MODALITÉS DE VERSEMENTS DE LA SUBVENTION

RP 3-ANNEXE D

10. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est antérieure à 1997*, la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3 est versée pendant 8 exercices financiers à compter de l'année de référence. Toutefois, dans le cas d'un regroupement ou d'une annexion entré en vigueur en 1991 ou en 1992, la subvention annuelle de neutralité est versée pendant 8 exercices à compter de l'année 1993.

Pour les 9^e, 10^e et 11^e exercices, la subvention de neutralité versée à la municipalité est égale respectivement à 75 %, 50 % et 25 % de la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3. Par la suite, il n'y a plus de subvention de neutralité.

La partie de la subvention annuelle de neutralité attribuable aux éléments Régime de péréquation et Compensations tenant lieu de taxes fait l'objet d'un versement global effectué au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné.

La partie de la subvention annuelle de neutralité attribuable à l'élément Répartition des recettes de TGE est versée au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné ou dans les 60 jours de la date de référence définie au Règlement sur la répartition de la taxe payée par les exploitants de certains réseaux.

11. *Pour les unités de regroupement dont l'année de référence est ultérieure à 1996*, la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3 est versée pendant 5 exercices financiers à compter de l'année de référence.

Pour les 6^e, 7^e et 8^e exercices, la subvention de neutralité versée à la municipalité est égale respectivement à 75 %, 50 % et 25 % de la subvention annuelle de neutralité déterminée à l'article 3. Par la suite, il n'y a plus de subvention de neutralité.

La subvention de neutralité est versée au plus tard le 31 décembre de l'exercice concerné.

E. AUTRES MODALITÉS

12. La subvention de neutralité payable à une municipalité partie à un regroupement ou à une annexion est transférée à la suite du regroupement ou de l'annexion, à la nouvelle municipalité issue du regroupement ou à la municipalité annexante.

RÈGLES ET NORMES

Programme de subvention pour les intérêts encourus dans le cadre de la mesure d'étalement par recours à l'emprunt des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées

1.0 BUT DU PROGRAMME

Ce programme vise à financer tout ou partie, selon le cas, du coût des intérêts encourus par les municipalités reconstituées dans le cadre d'un emprunt contracté afin d'étalement une partie des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées.

2.0 ADMISSIBILITÉ AU PROGRAMME

Pour être admissible au programme, une municipalité doit :

- être une municipalité reconstituée en vertu de l'article 123 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. E-20.001);
- avoir un fardeau fiscal global (agglomération et proximité) établi à l'égard d'une catégorie d'immeubles situés sur son territoire qui excédait, pour l'exercice financier 2006, 105 % du fardeau fiscal établi à l'égard de la même catégorie pour l'exercice 2005;
- avoir été autorisée par la ministre à contracter des emprunts sur une période maximale non renouvelable de 20 ans pour le report d'une partie des hausses de taxes affectant, en 2006, 2007, 2008, 2009 ou 2010, les diverses catégories d'immeubles de leur territoire ou certaines d'entre elles.

Il est à noter que le recours à l'emprunt demeure facultatif. Une municipalité reconstituée demeure libre de s'en prévaloir ou pas pour chacune des années de la période 2006-2010. Elle peut décider de l'appliquer à l'ensemble des immeubles ou à certaines catégories seulement, et elle peut choisir d'emprunter un montant moindre que le maximum permis pour l'année concernée.

Le montant maximal de l'emprunt qu'une municipalité peut contracter pour 2006 correspond à la partie de la hausse du fardeau fiscal établi à l'égard des catégories d'immeubles visées qui excède 5 % entre 2005 et 2006. Pour les années suivantes, l'emprunt maximal est limité à 80 % de cette même somme en 2007, à 60 % de cette même somme en 2008, à 40 % de cette même somme en 2009 et à 20 % de cette même somme en 2010. La hausse du fardeau et le montant maximal de l'emprunt qui en découle sont calculés selon les règles décrites dans les articles 2 et 3 du décret 1210-2005 du 7 décembre 2005.

Pour être admissible au programme, la municipalité doit avoir affecté le produit des emprunts selon les modalités suivantes :

- pour l'exercice 2006, la municipalité doit avoir versé le produit de l'emprunt à la municipalité centrale, afin de diminuer le montant des taxes et des compensations imposées par celle-ci aux immeubles situés sur le territoire de la municipalité reconstituée;

➤ pour l'exercice 2007, la municipalité doit avoir opté pour l'une des modalités suivantes :

- soit de verser la totalité du produit de l'emprunt à la municipalité centrale, afin de diminuer le montant des taxes et des compensations imposées par celle-ci aux immeubles situés sur le territoire de la municipalité reconstituée;
- soit d'appliquer la totalité du produit de l'emprunt à la réduction des taxes et compensations que cette municipalité reconstituée impose aux immeubles situés sur son territoire;
- soit de répartir le produit de l'emprunt entre une partie versée à la municipalité centrale, afin de diminuer le montant des taxes et compensations que celle-ci impose aux immeubles situés sur le territoire de la municipalité reconstituée, et une partie appliquée à la réduction des taxes et compensations que cette municipalité impose elle-même.

➤ pour les exercices 2008, 2009 et 2010, les règles suivantes s'appliquent :

- dans les cas où la municipalité fait partie d'une agglomération pour laquelle les dispositions législatives applicables prévoient, pour l'année concernée, que les compétences d'agglomérations sont financées par des quote-parts payées par les municipalités liées, cette municipalité doit avoir affecté le produit de l'emprunt à la réduction du montant des taxes et des compensations qu'elle impose aux immeubles de son territoire pour chacune des années visées ;
- dans le cas contraire, les mêmes règles qu'en 2007 s'appliquent.

Les montants appliqués en 2006 et 2007 à la réduction des taxes et des compensations imposées par la municipalité centrale doivent l'avoir été conformément aux modalités prévues par le décret 1210-2005, tel qu'amendé par les décrets 549-2006 et 863-2006.

De plus, le montant affecté en 2007 par la municipalité reconstituée à la réduction des taxes et compensations qu'elle imposait ne peut avoir excédé la part du montant maximal de l'emprunt établi conformément aux articles 2 et 3 du décret 1210-2005 qui correspond à la proportion que représentent, en 2006, le fardeau fiscal de proximité par rapport au fardeau fiscal global (agglomération et proximité), étant entendu que le montant effectivement emprunté pourrait se limiter à la part affectée à la réduction du fardeau de proximité. Le calcul de ces proportions s'effectue à partir des revenus utilisés pour les calculs décrits dans l'article 2 du décret 1210-2005.

3.0 AIDE FINANCIÈRE

La subvention gouvernementale accordée à l'égard des intérêts découlant des emprunts contractés, conformément aux règles décrites dans la section précédente, afin d'étaier une partie des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées s'établit comme suit :

- lorsque le pourcentage de la hausse réelle, entre 2005 et 2006, du fardeau fiscal global des immeubles de la catégorie résiduelle et de la catégorie des immeubles de 6 logements et plus est supérieur au pourcentage de la

hausse du fardeau d'une résidence unifamiliale moyenne prévu, pour la première année de la reconstitution, dans l'étude¹ de la firme mandatée pour évaluer l'effet fiscal des reconstitutions, et que ce dernier pourcentage était supérieur à 5 %, la subvention porte sur les intérêts et les frais de financement admissibles découlant de l'emprunt ou de la portion de l'emprunt correspondant à la différence entre les deux montants suivants :

- montant de la hausse réelle du fardeau observée entre 2005 et 2006;
- montant de la hausse de fardeau qui résulterait de l'application, au fardeau observé en 2005, du pourcentage de hausse prévu par la firme¹.

Le montant ainsi établi est considéré selon les pourcentages suivants, soit 100 % pour 2006, 80 % pour 2007, 60% pour 2008, 40 % pour 2009 et 20 % pour 2010. Il ne peut excéder le montant de l'emprunt total réellement contracté par la municipalité pour l'année concernée.

- lorsque le pourcentage de la hausse réelle, entre 2005 et 2006, du fardeau fiscal global des immeubles de la catégorie résiduelle et de la catégorie des immeubles de six logements et plus est supérieur au pourcentage de la hausse du fardeau d'une résidence unifamiliale moyenne prévu, pour la première année de la reconstitution, dans l'étude¹ de la firme mandatée pour évaluer l'effet fiscal des reconstitutions, mais que ce pourcentage était égal ou inférieur à 5 %, la subvention porte sur les intérêts et les frais de financement admissibles découlant de l'emprunt correspondant à la différence entre les deux montants suivants :

- montant de la hausse réelle du fardeau observée entre 2005 et 2006;
- montant de la hausse de fardeau qui résulterait de l'application, au fardeau observé en 2005, d'un pourcentage de hausse de 5 %.

Le montant ainsi établi est considéré selon les pourcentages suivants, soit 100 % pour 2006, 80 % pour 2007, 60% pour 2008, 40 % pour 2009 et 20 % pour 2010. Il ne peut excéder le montant de l'emprunt total réellement contracté par la municipalité pour l'année concernée.

- la subvention ne s'applique qu'aux emprunts contractés pour reporter le fardeau des immeubles résidentiels;
- la subvention ne peut excéder les intérêts et les frais de financement admissibles réellement encourus par la municipalité.

Aucune subvention n'est accordée lorsque le pourcentage de la hausse réelle du fardeau est inférieur à celui prévu par la firme. Il en est de même dans tous les cas où la hausse réelle du fardeau est inférieure à 5 %, puisque ces cas ne sont pas admissibles à la mesure permettant le recours à l'emprunt.

Aux fins du présent programme, le montant pouvant faire l'objet d'une subvention comprend les intérêts sur l'emprunt temporaire contracté et les frais de financement liés aux titres émis et ce, jusqu'à un maximum de 10 % du montant calculé pour le report des hausses de fardeau. Seuls les frais réels encourus peuvent faire l'objet d'une subvention.

Pour être admissibles au présent programme de subvention, les emprunts contractés doivent avoir reçu toutes les approbations requises.

¹ Pour chacune des municipalités reconstituées, le pourcentage d'augmentation du fardeau fiscal des immeubles résidentiels prévu par les études des firmes mandatées pour analyser l'effet des reconstitutions se retrouve en annexe.

4.0 VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE

- Pour chaque emprunt contracté, le Ministère remboursera aux municipalités annuellement, à la date anniversaire de l'emprunt, la partie du coût des intérêts et des frais de financement admissibles en vertu de ce programme, et ce, sur présentation des pièces justificatives et de la cédule de remboursement de l'emprunt.
- Toute somme reçue par la municipalité ou par une tierce partie pour rembourser le coût de ces intérêts et de ces frais de financement viendra réduire d'un montant équivalent la subvention du Ministère à cet égard.

ANNEXE

Pourcentage d'augmentation du fardeau fiscal des immeubles résidentiels
prévu par les études des firmes mandatées pour analyser l'effet des
reconstitutions (An 1 de la reconstitution)

Agglomération / Municipalités	Pourcentage
Cookshire-Eaton	
Newport	28,7 %
Les-Îles-de-la-Madeleine	
Grosse-Île	-4,4 %
La Tuque	
La Bostonnaise	6,3 %
Lac Édouard	-10,0 %
Longueuil	
Doucherville	11,4 %
Brossard	-8,4 %
Saint-Bruno-de-Montarville	29,4 %
Saint-Lambert	11,0 %
Mont-Laurier	
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	-12,0 %
Montréal	
Basie-D'Urfé	25,8 %
Beaconsfield	13,4 %
Côte-Saint-Luc	14,8 %
Dollard-Des Ormeaux	14,8 %
Dorval	9,6 %
Hampstead	-1,2 %
Kirkland	16,5 %
L'Île-Doval	13,7 %
Montréal-Est	18,0 %
Montréal-Ouest	5,3 %
Mont-Royal	18,1 %
Pointe-Claire	6,8 %
Sainte-Anne-de-Bellevue	8,7 %
Senneville	25,4 %
Westmount	14,5 %
Mont-Tremblant	
Lac-Tremblant-Nord	-17,6 %
Québec	
L'Ancienne-Lorette	6,8 %
Saint-Augustin-de-Desmaures	27,1 %
Rivière-Rouge	
La Macaza	-15,3 %
Sainte-Agathe-des-Monts	
Irvy-sur-le-Lac	44,1 %
Sainte-Marguerite-Estérel	
Estérel	19,3 %

RÈGLES ET NORMES

Programme de soutien financier transitoire visant les municipalités à caractère industriel affectées par une baisse importante des recettes de taxes provenant des immeubles industriels situés sur leur territoire

1. OBJECTIFS DU PROGRAMME

Fournir une aide financière transitoire aux municipalités qui doivent composer avec les effets d'une baisse durable et prononcée de la valeur foncière des installations industrielles de leur territoire, afin qu'elles puissent :

- équilibrer leur budget, sans avoir à augmenter de façon brusque le fardeau des autres contribuables;
- maintenir les services municipaux jugés essentiels;
- disposer d'une certaine marge de manœuvre et de temps pour réussir à stabiliser et à équilibrer leur budget de fonctionnement.

2. ADMISSIBILITÉ AU PROGRAMME

Le programme d'aide sera limité dans le temps. Il ne s'appliquera qu'aux municipalités où la diminution des revenus découlant de la baisse de la valeur foncière d'immeubles industriels se sera produite à compter de 2009, 2010, 2011 ou 2012.

Pour être admissible au programme, une municipalité doit :

- être une municipalité affectée de façon importante par une baisse prononcée et durable de la valeur foncière d'immeubles industriels situés sur son territoire;

Pour être considérée, une baisse de la valeur foncière d'immeubles industriels doit se traduire par une diminution du total des revenus de taxes de la municipalité (incluant les taxes imposées sur la valeur foncière et celles imposées sur une autre base, soit la tarification fiscale) représentant au moins 10 % de ceux de l'année précédente, tels que constatés au rapport financier. Aucune aide ne sera accordée lorsque ce pourcentage est inférieur à 10 %.

Le pourcentage de diminution est établi en comparant les revenus de taxes totaux de la municipalité, pour l'année précédant la première année pour laquelle elle demande d'être admise au programme, avec la réduction des taxes et tarifs payés pour les immeubles industriels concernés qui aurait résulté de la prise en considération, dès cette année précédente, de la valeur plus basse attribuée à ces immeubles à compter de l'année pour laquelle elle demande d'être admise. Cette valeur est celle constatée dans le rôle d'évaluation foncière transmis annuellement au Ministère ou, le cas échéant, celle qui résulte d'une démarche de révision administrative ou de contestation de la valeur inscrite au rôle triennal en vigueur.

Cependant pour une municipalité admissible en 2009, qui aurait eu à composer avec une baisse durable et progressive d'un immeuble industriel sur deux rôles d'évaluation foncière consécutifs, soit une première baisse en 2006 et une seconde en 2009, la diminution du total des revenus de taxes de la municipalité sera calculée en comparant les revenus de taxes totaux de la municipalité en 2005, c'est-à-dire pour l'année précédant la première baisse de valeur durable de l'immeuble industriel, avec la réduction des taxes payées pour l'immeuble industriel concerné qui aurait résulté de la prise en considération, dès 2005, de la valeur plus basse attribuée à ces immeubles à compter de l'année 2009.

- réaliser, en collaboration avec la direction régionale du MAMROT concernée, un plan de resserrement budgétaire triennal comportant des mesures visant, à court et à moyen termes, à réduire les dépenses et à augmenter ses revenus autonomes, et s'engager à mettre ce plan en application. Advenant qu'une municipalité cesse d'appliquer les mesures ainsi convenues, aucune nouvelle aide ne lui sera consentie dans le cadre du programme;
- avoir été autorisée par le ministre à contracter les emprunts découlant du programme

Une municipalité n'est pas admissible

- lorsque la diminution des recettes de taxes découle d'une correction rétroactive de la valeur des immeubles concernés établie dans un rôle précédent;
- lorsque la diminution des recettes de taxes découle du refus d'une entreprise de payer les taxes qu'elle doit à la municipalité;
- lorsqu'elle reçoit de l'aide d'un autre programme ou d'un autre fonds et que cette aide vise à lui permettre de maintenir ses services municipaux et son équilibre budgétaire;
- lorsqu'elle fait l'objet d'une perte de revenus de taxes en raison du démantèlement ou d'une autre forme de cession des immeubles industriels concernés et qu'elle a été ou pourrait être compensée directement ou indirectement par les revenus découlant de la cession de ces immeubles.

De plus, une municipalité cessera d'être admissible à l'aide, pour les années suivant sa première année d'admissibilité au programme, s'il devait survenir une réévaluation à la hausse des installations industrielles concernées, qui ferait en sorte de réduire à moins de 10 % la diminution des revenus de taxes de la municipalité (incluant les taxes foncières et les taxes imposées sur une autre base).

3. MODALITÉS ET CALCUL DE L'AIDE FINANCIÈRE

L'aide gouvernementale portera sur le remboursement d'une partie du capital (incluant les frais d'escompte) et des intérêts reliés aux emprunts contractés par la municipalité pour compenser la diminution des recettes de taxes associée à la baisse de la valeur foncière d'immeubles industriels. L'aide gouvernementale s'appliquera au remboursement des emprunts admissibles contractés par une municipalité au cours d'une période maximale de trois années consécutives :

ANNÉES OÙ LA BAISSÉ DE LA VALEUR FONCIÈRE DES IMMEUBLES INDUSTRIELS S'EST PRODUITE	ANNÉES DES EMPRUNTS ADMISSIBLES À L'AIDE					
2009	2009	2010	2011			
2010		2010	2011	2012		
2011			2011	2012	2013	
2012				2012	2013	2014

Il est à noter que le recours à l'emprunt pour chacune des trois années d'admissibilité demeure facultatif, une municipalité pouvant décider de se prévaloir du programme d'aide pour une, deux ou trois années consécutives. Elle pourra aussi choisir d'emprunter un montant moindre que le maximum permis pour l'année concernée.

L'aide accordée sera balisée comme suit :

- le montant de l'emprunt admissible de la 1^{re} année ne pourra être supérieur à la diminution des revenus de taxes (incluant les taxes foncières et les taxes sur une

autre base, soit la tarification fiscale) ayant servi à établir l'admissibilité de la municipalité au programme, soit la diminution entraînée spécifiquement par la baisse de la valeur foncière des immeubles industriels concernés, telle que constatée dans le rôle transmis annuellement au Ministère. S'ajoutent les frais d'escompte reliés à la réalisation de l'emprunt.

Cependant, pour une municipalité admissible en 2009, qui aurait eu à composer avec une baisse durable et progressive d'un immeuble industriel sur deux rôles d'évaluation foncière consécutifs, soit une première baisse en 2006 et une seconde en 2009, la baisse de la valeur foncière des immeubles concernés sera calculée comme si cette baisse avait été effectuée en une seule fois.

Advenant que la perte de revenus de taxes établie pour la première année où une municipalité est admissible au programme, lorsque cette année coïncide avec la première année d'application d'un nouveau rôle, soit augmentée ultérieurement en raison du résultat d'une démarche de révision administrative ou de contestation de la valeur inscrite dans ce rôle pour les immeubles concernés, le montant des emprunts admissibles sera réajusté en conséquence. Dans le cas où le montant de ce réajustement serait connu trop tardivement pour être considéré dans l'emprunt contracté au cours de la première année d'admissibilité ou, le cas échéant, de la deuxième année d'admissibilité, une correction serait faite en même temps que l'emprunt de la deuxième ou de la troisième année de la période maximale de trois ans au cours de laquelle les emprunts peuvent être réalisés. Tout emprunt ainsi reporté sera assujéti aux règles applicables à l'année à laquelle il se rapporte, relativement au calcul du montant de l'emprunt et de la part assumée par le gouvernement.

Les mêmes règles s'appliqueront, avec les adaptations nécessaires, dans les cas où la perte de revenus de taxes constatée, pour la première année au cours de laquelle un nouveau rôle d'évaluation triennal s'applique dans une municipalité, serait inférieure au seuil de 10 % lui permettant d'être admissible au programme, mais où ce seuil serait atteint en raison du résultat d'une démarche de révision administrative ou de contestation de la valeur des immeubles concernés. La municipalité serait alors réputée admissible dès la première année d'application du nouveau rôle triennal.

Dans le cas où la diminution des revenus de taxes résulterait de la diminution de la valeur d'immeubles industriels survenue après l'entrée en vigueur d'un nouveau rôle triennal, en raison de l'incendie, de la destruction, de la démolition ou de la disparition de tout ou partie de ces immeubles, la demande d'aide sera traitée distinctement quant à la détermination de l'admissibilité, du montant des emprunts et du montant de l'aide, de toute demande qui aurait été présentée antérieurement.

- le montant de l'emprunt admissible à l'aide tiendra compte d'un pourcentage dégressif, soit
 - 1^{re} année : la totalité de l'emprunt admissible;
 - 2^e année : 75 % du montant de l'emprunt admissible de la 1^{re} année;
 - 3^e année : 50 % du montant de l'emprunt admissible de la 1^{re} année
- pour les municipalités admissibles dès 2009, l'aide versée pour le paiement des intérêts et le remboursement du capital consistera en
 - 100 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 1^{re} année;
 - 50 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 2^e année;

- 25 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 3^e année
- pour les municipalités dont l'admissibilité débutera en 2010, 2011 ou 2012, l'aide versée pour le paiement des intérêts et le remboursement du capital consistera en :
 - 75 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 1^{re} année;
 - 50 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 2^e année;
 - 25 % des paiements d'intérêts et des remboursements de capital découlant de l'emprunt admissible de la 3^e année
- l'aide sera versée jusqu'à l'échéance des emprunts contractés par les municipalités ayant satisfait aux conditions d'admissibilité du programme;
- les emprunts admissibles devront être d'un terme de 10 ans et avoir reçu toutes les approbations requises.

4. VERSEMENT DE L'AIDE FINANCIÈRE

- Pour chaque emprunt contracté, le Ministère remboursera aux municipalités annuellement à la date anniversaire de l'emprunt, la partie du coût des intérêts et des remboursements de capital admissibles en vertu du programme, et ce, sur présentation des pièces justificatives et de la cédule de remboursement de l'emprunt
- Toute somme reçue par la municipalité ou par une tierce partie pour rembourser le coût de ces intérêts et de ces remboursements de capital viendra réduire d'un montant équivalent la subvention du Ministère à cet égard.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 4

Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activité auxquels ont participé les employés du ministère en 2017-2018. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Les renseignements concernant les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 22). Lien Internet : voir annexe.

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2018/aout_2018/frais_activites_formation_colloques_congres_juin_2018.pdf

(Annexe pages 1 à 16 pour le 1^{er} trimestre)

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2018/novembre_2018/frais_activites_formation_colloques_congres_septembre_2018.pdf

(Annexe pages 17 à 24 pour le 2^e trimestre)

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2019/fevrier_2019/frais_activites_formation_colloque_congres_oct-dec_2018.pdf

(Annexe pages 25 à 43 pour le 3^e trimestre)

Frais liés aux activités de formation, colloques et congrès

Paragraphe 22° de l'article 4 du Règlement sur la diffusion
DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DÉPENSES

Exercice financier : 2018-2019

Trimestre : Avril à juin

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu (adresse)	Coût d'inscription
Formation de l'École nationale d'administration publique (ENAP) portant sur les méthodes de recherche et analyse des données	Direction à la métropole et aux affaires métropolitaines	1	2018-01-08 au 2018-04-27	4750, avenue Henri-Julien Montréal (Québec) H2T 2C8	345,59 \$
Formation de l'École nationale d'administration publique (ENAP) portant sur le management des organisations publiques	Direction générale des opérations régionales	2	2018-01-08 au 2018-04-27	555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	832,48 \$ (416,24 \$/pers.)
Formation de l'Université du Québec à Rimouski en comptabilité de gestion	Direction de la vérification	1	2018-01-08 au 2018-04-27	1595, boulevard Alphonse-Desjardins Lévis (Québec) G6V 0A6	707,27 \$
Formation de l'Université Laval portant sur la stratégie et la structure de l'entreprise	Direction des solutions d'affaires	1	2018-01-15 au 2018-04-27	Université Laval 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 7P4	346,70 \$
Formation de la TELUQ portant sur la gestion de la rémunération	Direction générale des opérations régionales	1	2018-01-22 au 2018-05-06	455, rue du Parvis Québec (Québec) G1K 9H8	511,25 \$
Formation de la TELUQ portant sur la fiscalité	Direction générale des opérations régionales	1	2018-03-01 au 2018-06-13	455, rue du Parvis Québec (Québec) G1K 9H8	421,52 \$
Formation de l'École nationale d'administration publique (ENAP) portant sur le programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL)	Direction des mandats stratégiques et de l'habitation	1	2018-04-10	555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	4 325,00 \$

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu (adresse)	Coût d'inscription
Formation de Retraite Québec portant sur le programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR)	Direction régionale de la Mauricie	1	2018-04-10 et 2018-04-11	Cégep de Trois-Rivières Pavillon des Humanités 3175, boulevard Laviolette Trois-Rivières (Québec) G8Z 1E9	300,00 \$
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur la gestion des risques d'un projet: identifier, évaluer et contrôler pour en réduire les impacts négatifs	Direction de la vérification	2	2018-04-11	Édifice 1001 1001, route de l'Église bureau 306 Québec (Québec) G1V 3V7	Abonnement annuel (781952)
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur la gestion des risques d'un projet: identifier, évaluer et contrôler pour en réduire les impacts négatifs	Direction de la vérification	1	2018-04-11	Édifice 1001 1001, route de l'Église bureau 306 Québec (Québec) G1V 3V7	Abonnement annuel (781942)
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur la gestion des risques d'un projet: identifier, évaluer et contrôler pour en réduire les impacts négatifs	Direction de la vérification	1	2018-04-12	3737, rue Crémazie Est 8e étage, local 804 Montréal (Québec) H1Z 2K4	Abonnement annuel (781914)
Colloque québécois de l'Association de la sécurité de l'information (CQSI)	Direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs	2	2018-04-13	Le Terminal 84, rue Dalhousie Québec (Québec) G1K 4C4	624,12 \$ (312,06 \$/pers.)
Colloque québécois de l'Association de la sécurité de l'information (CQSI)	Direction des ressources informationnelles	1	2018-04-13	Le Terminal 84, rue Dalhousie Québec (Québec) G1K 4C4	312,06 \$
Symposium du Project Management Institute en gestion de projets	Direction des infrastructures - Montréal	1	2018-04-17 et 2018-04-18	Plaza Centre-Ville 777, rue University Montréal (Québec) H3C 3Z7	670,00 \$
Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ)	Direction régionale du Saguenay-Lac Saint-Jean	1	2018-04-18	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré- Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	180,00 \$

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu (adresse)	Coût d'inscription
Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ)	Direction des politiques et de la démocratie municipales	2	2018-04-18	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	360,00 \$ (180,00 \$/pers.)
Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ)	Direction générale de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et de l'habitation	3	2018-04-18	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	540,00 \$ (180,00 \$/pers.)
Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ)	Direction des mandats stratégiques et de l'habitation	2	2018-04-18	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	360,00 \$ (180,00 \$/pers.)
Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ)	Direction de la coordination des interventions	3	2018-04-18	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	540,00 \$ (180,00 \$/pers.)
Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ)	Direction de l'opération des programmes	1	2018-04-18	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	180,00 \$
Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ)	Direction régionale du Bas-Saint-Laurent	1	2018-04-18 et 2018-04-19	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	350,00 \$
Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ)	Direction régionale du Saguenay-Lac Saint-Jean	1	2018-04-18 et 2018-04-19	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	350,00 \$
Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ)	Direction régionale de la Capitale-Nationale	1	2018-04-18 et 2018-04-19	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	350,00 \$

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu (adresse)	Coût d'inscription
Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ)	Direction régionale de la Mauricie	1	2018-04-18 et 2018-04-19	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	350,00 \$
Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ)	Direction régionale de l'Outaouais	1	2018-04-18 et 2018-04-19	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	350,00 \$
Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ)	Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue	1	2018-04-18 et 2018-04-19	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	350,00 \$
Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ)	Direction régionale de la Chaudière-Appalaches	1	2018-04-18 et 2018-04-19	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	350,00 \$
Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ)	Direction régionale de Lanaudière	2	2018-04-18 et 2018-04-19	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	700,00 \$ (350,00 \$/pers.)
Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ)	Direction régionale de Laval et des Laurentides	3	2018-04-18 et 2018-04-19	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	1 050,00 \$ (350,00 \$/pers.)
Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ)	Direction régionale de la Montérégie	3	2018-04-18 et 2018-04-19	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	1 050,00 \$ (350,00 \$/pers.)
Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ)	Direction régionale du Centre-du-Québec	1	2018-04-18 et 2018-04-19	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	350,00 \$

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu (adresse)	Coût d'inscription
Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ)	Direction des politiques et de la démocratie municipales	2	2018-04-18 et 2018-04-19	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	700,00 \$ (350,00 \$/pers.)
Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ)	Direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs	1	2018-04-18 et 2018-04-19	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	350,00 \$
Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ)	Direction à la métropole et aux affaires métropolitaines	3	2018-04-18 et 2018-04-19	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	1 050,00 \$ (350,00 \$/pers.)
Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ)	Direction de la coordination des interventions	2	2018-04-18 et 2018-04-19	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	700,00 \$ (350,00 \$/pers.)
Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ)	Direction générale de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et de l'habitation	1	2018-04-18 et 2018-04-19	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	350,00 \$
Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ)	Direction de la coordination des interventions	3	2018-04-18 et 2018-04-19	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	1 050,00 \$ (350,00 \$/pers.)
Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ)	Direction des mandats stratégiques et de l'habitation	2	2018-04-18 et 2018-04-19	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	700,00 \$ (350,00 \$/pers.)
Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ)	Direction générale des opérations régionales	2	2018-04-18 au 2018-04-20	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	900,00 \$ (450,00 \$/pers.)

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu (adresse)	Coût d'inscription
Congrès annuel de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ)	Direction régionale de l'Estrie	1	2018-04-18 au 2018-04-20	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	450,00 \$
Formation du Barreau du Québec portant sur les développements récents en droit du travail	Direction des ressources humaines	1	2018-04-20	Palais des congrès de Montréal 1001, Place Jean-Paul Riopelle Montréal (Québec) H2Z 1H2	497,00 \$
Formation de l'École nationale d'administration publique (ENAP) portant sur la préparation aux épreuves d'évaluation	Direction des politiques et de la démocratie municipales	1	2018-04-23	Hôtel Palace Royal 775, avenue Honoré-Mercier Québec (Québec) G1R 6A5	280,00 \$
Formation du Centre d'entrepreneurship nordique portant sur la communication et l'influence afin de dénouer l'impasse	Direction régionale du Nord-du-Québec	2	2018-04-25	Club de Golf de Chibougamau 130, rue des Forces-Armées, C.P 81 Chibougamau (Québec) G8P 2K5	160,00 \$ (80,00 \$/pers.)
Forum du Conseil régional de l'environnement du Centre-du-Québec portant sur les champs d'interventions des plans de gestion des milieux naturels	Direction régionale du Centre-du-Québec	1	2018-04-25 et 2018-04-26	Hôtel Monfort 1141, rue Saint-Jean-Baptiste Nicolet (Québec) J3T 1W4	130,00 \$
Forum du Conseil régional de l'environnement de la Capitale-Nationale portant sur les changements climatiques et de la transition énergétique	Direction des mandats stratégiques et de l'habitation	2	2018-04-26	Université Laval Pavillon La Laurentienne 1030, avenue du Séminaire Québec (Québec) G1V 0A6	80,00 \$ (40,00 \$/pers.)
Formation de Information Systems Audit and Control Association (ISACA-Québec) portant sur la place de la gestion des risques TI au sein de la gestion des risques organisationnels	Direction de l'audit interne et de l'évaluation des programmes	1	2018-04-26	Université Laval Pavillon Desjardins 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 7P4	350,00 \$

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu (adresse)	Coût d'inscription
Forum stratégique de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain (CCMM) portant sur le thème: Montréal, animée par l'international	Secrétariat à la région métropolitaine	1	2018-04-27	Palais des congrès de Montréal 1001, Place Jean-Paul Riopelle Montréal (Québec) H2Z 1H2	195,00 \$
Formation de Retraite Québec portant sur le programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR)	Direction générale des finances municipales	1	2018-04-30 et 2018-05-01	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$
Conférence des utilisateurs d'ESRI Canada	Direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs	2	2018-05-02	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	320,00 \$ (160,00 \$/pers.)
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur la revue des concepts fondamentaux en économie: enjeux et incidences pour mon organisation et mes clients	Direction des ressources financières et matérielles	1	2018-05-02	Hôtel Québec 3115, avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 3Z6	Abonnement annuel (788354)
Formation de l'Institut de la gestion financière du Canada (IGF) portant sur le thème: Investir dans les ressources humaines, est-ce payant?	Direction de l'information financière et du financement	1	2018-05-02	Hôtel Le Concorde 1225, cours du Général-de-Montcalm Québec (Québec) G1R 4W6	Abonnement IGF
Formation de l'Alliance des cadres de l'État portant sur le courage managérial	Sous-ministériat aux territoires	1	2018-05-04	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	115,00 \$
Colloque de Développement Mauricie portant sur le développement des PME de la région	Direction régionale de la Mauricie	1	2018-05-10	Auberge Le Florès 4291, chemin de Sainte-Flore Shawinigan (Québec) G9T 1A6	42,00 \$

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu (adresse)	Coût d'inscription
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur le logiciel Excel: rapports de gestion pour contrôleur et analyste	Direction des opérations financières et du suivi de programmes	1	2018-05-10	Hôtel Universel 2300, chemin Sainte-Foy Québec (Québec) G1V 1S5	Abonnement annuel (785292)
Formation du Réseau québécois de développement social (RQDS) portant sur le positionnement des démarches régionales en développement social	Direction régionale de la Chaudière-Appalaches	1	2018-05-10	Hôtel Québec 3115, avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 3Z6	25,00 \$
Formation de Retraite Québec portant sur le programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR)	Direction des programmes fiscaux	2	2018-05-14 et 2018-05-15	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	600,00 \$ (300,00 \$/pers.)
Formation de Retraite Québec portant sur le programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR)	Direction générale des finances municipales	1	2018-05-14 et 2018-05-15	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$
Formation de Retraite Québec portant sur le programme d'information et préparation à la retraite (PIPR)	Sous-ministériat aux territoires	1	2018-05-14 et 2018-05-15	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur les nouvelles normes sur les rapports d'audit d'états financiers et autres rapports sur des informations financières historiques selon les normes Canadiennes d'audit "NCA" (séries 700 et 800)	Direction de la vérification	2	2018-05-16	Hôtel Québec 3115, avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 3Z6	Abonnement annuel (781914)
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur les missions d'audit - nouvelles normes sur les rapports d'audit d'états financiers et autres rapports sur des informations financières historiques selon les normes Canadiennes d'audit "NCA" (séries 700 et 800)	Direction de la fiscalité	1	2018-05-16	Hôtel Québec 3115, avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 3Z6	Abonnement annuel (847855)

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu (adresse)	Coût d'inscription
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur les missions d'audit - nouvelles normes sur les rapports d'audit d'états financiers et autres rapports sur des informations financières historiques selon les normes Canadiennes d'audit "NCA" (séries 700 et 800)	Direction générale des finances municipales	1	2018-05-16	Hôtel Québec 3115, avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 3Z6	Abonnement annuel (781924)
Formation de Tous ruraux portant sur les grands enjeux de la ruralité	Direction régionale de la Chaudière-Appalaches	2	2018-05-23	2, rue Monseigneur-Marc-Leclerc Québec (Québec) G1C 2C4	210,30 \$ (105,15 \$/pers.)
Congrès annuel de l'Association des évaluateurs municipaux du Québec (AEMQ) portant sur le thème de l'évaluation foncière	Direction des programmes fiscaux	1	2018-05-24 au 2018-05-26	Hôtel Rimouski 225, boulevard René-Lepage Est Rimouski (Québec) G5L 1P2	675,00 \$
Congrès annuel de l'Association des évaluateurs municipaux du Québec (AEMQ) portant sur le thème de l'évaluation foncière	Direction générale de la fiscalité et de l'évaluation foncière	2	2018-05-24 au 2018-05-26	Hôtel Rimouski 225, boulevard René-Lepage Est Rimouski (Québec) G5L 1P2	1 250,00 \$ (675,00 \$/non membre 575,00 \$/membre)
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur la rédaction avec structure et clarté	Direction des ressources financières et matérielles	1	2018-05-24 et 2018-05-25	2323, boulevard du Versant-Nord Québec (Québec) G1N 4P4	Abonnement annuel (788354)
Conférence de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur l'ère numérique: enjeux et opportunités pour les CPA	Direction de la vérification	1	2018-05-25	800, rue du Square-Victoria Tour-de-la-Bourse Montréal (Québec) H4Z 1B7	Abonnement annuel (781942)
Congrès annuel de l'Association des évaluateurs municipaux du Québec (AEMQ) portant sur le thème de l'évaluation foncière	Direction générale de la fiscalité et de l'évaluation foncière	1	2018-05-25 et 2018-05-26	Hôtel Rimouski 225, boulevard René-Lepage Est Rimouski (Québec) G5L 1P2	575,00 \$
Congrès annuel de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) portant sur le domaine municipal sur la scène pancanadienne	Direction générale des politiques	1	2018-05-31 et 2018-06-01	Centre des congrès de Halifax 1800, Argyle Street Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3N8	1 186,00 \$

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu (adresse)	Coût d'inscription
Formation de l'Alliance des cadres de l'État portant sur le courage managérial	Secrétariat à la région métropolitaine	1	2018-06-01	Centre Mont-Royal 2200, rue Mansfield Montréal (Québec) H3A 3R8	115,00 \$
Formation de l'Ordre des évaluateurs agréés du Québec (OÉAQ) portant sur les études de cas dans le domaine de l'évaluation foncière	Direction générale de la fiscalité et de l'évaluation foncière	1	2018-06-01 et 2018-06-02	Université Laval Pavillon La Laurentienne 1030, avenue du Séminaire Québec (Québec) G1V 0A6	300,00 \$
Formation de l'Institut de la gestion financière du Canada (IGF) portant sur la gestion dans le secteur public	Direction des ressources financières et matérielles	3	2018-06-04	Hôtel Le Concorde 1225, cours du Général- de-Montcalm Québec (Québec) G1R 4W6	Abonnement IGF
Formation de Retraite Québec portant sur le programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR)	Sous-ministériat à l'urbanisme, à l'aménagement du territoire et à l'habitation	1	2018-06-04 et 2018-06-05	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe- aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$
Formation de l'Université de Sherbrooke portant sur les nouveautés en droit de l'environnement: entrée en vigueur du nouveau régime d'autorisation environnementale et la décision Ristigouche	Direction régionale de l'Estrie	1	2018-06-05	Centre des sciences de Montréal 150, place Charles-Le Moyne Longueuil (Québec) J4K 0A8	160,00 \$
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur la revue des concepts fondamentaux en contrôle interne	Direction générale des finances municipales	1	2018-06-05	Hôtel Québec 3115, avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 3Z6	Abonnement annuel (781924)
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur la revue des concepts fondamentaux en contrôle interne	Direction de la vérification	1	2018-06-05	Hôtel Québec 3115, avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 3Z6	Abonnement annuel (781914)
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur la revue des concepts fondamentaux en contrôle interne	Direction de la vérification	1	2018-06-05	Hôtel Québec 3115, avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 3Z6	Abonnement annuel (781952)

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu (adresse)	Coût d'inscription
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur la revue des concepts fondamentaux en contrôle interne	Direction de la vérification	1	2018-06-05	Hôtel Québec 3115, avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 3Z6	Abonnement annuel (781942)
Formation de l'Institut de la gestion financière du Canada (IGF) portant sur la gestion dans le secteur public	Direction des ressources humaines	1	2018-06-05	Hôtel Le Concorde 1225, cours du Général-de-Montcalm Québec (Québec) G1R 4W6	Abonnement IGF
Formation de l'Institut de la gestion financière du Canada (IGF) portant sur la gestion dans le secteur public	Direction des ressources financières et matérielles	2	2018-06-05	Hôtel Le Concorde 1225, cours du Général-de-Montcalm Québec (Québec) G1R 4W6	Abonnement IGF
Forum régional de l'Association forestière de l'Abitibi-Témiscamingue portant sur l'eau	Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue	1	2018-06-06	Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue 445, boulevard de l'Université Rouyn-Noranda (Québec) J9X 5E4	35,00 \$
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur les essentiels de la gestion de projets	Direction de la vérification	1	2018-06-06	Édifice 1001 1001, route de l'Église bureau 306 Québec (Québec) G1V 3V7	Abonnement annuel (781942)
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur les essentiels de la gestion de projets	Direction de la vérification	1	2018-06-06	Édifice 1001 1001, route de l'Église bureau 306 Québec (Québec) G1V 3V7	Abonnement annuel (781952)
Formation de la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (COMAQ) portant sur les nouvelles dispositions du projet de loi 155 (webinaire)	Commissaire aux plaintes	1	2018-06-08	10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 3e étage Aile Cook Québec (Québec) G1R 4J3	175,00 \$
Abonnements auprès de Pluralsight permettant l'accès en ligne à plusieurs formations sur des sujets en informatique	Direction des ressources informationnelles	S.O	2018-06-09	10, rue Pierre-Olivier-Chauveau Québec (Québec) G1R 4J3	7 709,86 \$

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu (adresse)	Coût d'inscription
Formation de la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (COMAQ) portant sur les notions de base en approvisionnement municipal: introduction, application et aspects pratiques	Commissaire aux plaintes	1	2018-06-13	Hôtel Sandman 999, rue Sévigny Longueuil (Québec) J4K 2T1	555,00 \$
Congrès de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)	Direction générale des opérations régionales	1	2018-06-13 au 2018-06-15	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	524,00 \$
Congrès de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)	Direction régionale du Bas-Saint-Laurent	1	2018-06-13 au 2018-06-15	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	524,00 \$
Congrès de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)	Direction régionale du Saguenay-Lac Saint-Jean	1	2018-06-13 au 2018-06-15	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	524,00 \$
Congrès de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)	Direction régionale de la Côte-Nord	1	2018-06-13 au 2018-06-15	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	524,00 \$
Congrès de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)	Direction régionale de l'Outaouais	1	2018-06-13 au 2018-06-15	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	524,00 \$
Congrès de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)	Direction régionale de Laval et des Laurentides	1	2018-06-13 au 2018-06-15	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	524,00 \$

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu (adresse)	Coût d'inscription
Congrès de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)	Direction régionale de la Chaudière-Appalaches	1	2018-06-13 au 2018-06-15	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	524,00 \$
Congrès de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)	Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue	1	2018-06-13 au 2018-06-15	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	524,00 \$
Congrès de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)	Direction régionale de la Montérégie	2	2018-06-13 au 2018-06-15	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	1 048,00 \$ (524,00 \$/pers.)
Congrès de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)	Direction des politiques et de la démocratie municipales	2	2018-06-13 au 2018-06-15	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	1 048,00 \$ (524,00 \$/pers.)
Congrès de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)	Direction régionale de l'Estrie	1	2018-06-13 et 2018-06-14	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	524,00 \$
Congrès de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)	Direction de la vérification	1	2018-06-13 et 2018-06-14	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	524,00 \$
Congrès de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)	Direction de la coordination des interventions	1	2018-06-13 et 2018-06-14	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T9	524,00 \$

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu (adresse)	Coût d'inscription
Congrès de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)	Direction de la vérification	1	2018-06-13 et 2018-06-15	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	524,00 \$
Congrès de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)	Direction des politiques et de la démocratie municipales	1	2018-06-13 et 2018-06-15	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	524,00 \$
Congrès de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)	Direction de la vérification	1	2018-06-14	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	524,00 \$
Congrès de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)	Sous-ministériat à l'urbanisme, à l'aménagement du territoire et à l'habitation	1	2018-06-14	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	524,00 \$
Congrès de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)	Direction régionale de la Capitale-Nationale	1	2018-06-14 et 2018-06-15	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	524,00 \$
Congrès de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)	Direction des infrastructures - Québec	1	2018-06-14 et 2018-06-15	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	524,00 \$
Formation de Retraite Québec portant sur le programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR)	Direction de la fiscalité	1	2018-06-14 et 2018-06-15	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu (adresse)	Coût d'inscription
Formation de Retraite Québec portant sur le programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR)	Direction régionale de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	2018-06-14 et 2018-06-15	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur le logiciel Visio (niveau débutant)	Direction de la vérification	1	2018-06-18	850, avenue Ernest Gagnon Parc Samuel Holland édifice 5, bureau 166 Québec (Québec) G1S 4S2	Abonnement annuel (781942)
Formation de Retraite Québec portant sur le programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR)	Sous-ministériat à l'urbanisme, à l'aménagement du territoire et à l'habitation	1	2018-06-18 et 2018-06-19	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$
Formation de Retraite Québec portant sur le programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR)	Direction de l'audit interne et de l'évaluation des programmes	1	2018-06-18 et 2018-06-19	Centre Louis-Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$
Formation d'Accent formation portant sur la rédaction de procédures efficaces	Direction générale des politiques	1	2018-06-19	1020, rue Bouvier, bureau 400 Québec (Québec) G2K 0K9	375,00 \$
Formation de Vision attractivité Cantons-de-l'est/Estrie portant sur l'attractivité régionale	Direction régionale de l'Estrie	2	2018-06-19	Hôtel Delta 2685, rue King Ouest Sherbrooke (Québec) J1L 1C1	153,98 \$ (76,99 \$/pers.)
Congrès mondial du Conseil international des initiatives environnementales locales (ICLEI) portant sur les initiatives en matière de développement urbain durable à travers le monde	Direction des mandats stratégiques et de l'habitation	1	2018-06-19 et 2018-06-20	Palais des Congrès de Montréal 1001, place Jean-Paul Riopelle Montréal (Québec) H2Z 1X7	465,00 \$

Information complémentaire

— Les abonnements annuels aux formations de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (Passeport Multi-CPA) permettent jusqu'à 49 heures de formation par passeport. Les passeports n° 781914, n° 781924 et n° 788354 sont valides du 1 septembre 2017 au 31 août 2018.

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu (adresse)	Coût d'inscription
<p>— Les abonnements annuels aux formations de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (Passeports Multi-usagers) permettent jusqu'à 63 heures de formation par passeport. Les passeports n° 781942, n°781952 et n° 785292 sont valides du 1 septembre 2017 au 31 août 2018.</p> <p>— Les abonnements annuels aux formations de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (Passeport CPA) permettent jusqu'à 49 heures de formation par passeport. Le passeport n° 847855 est valide du 16 septembre 2017 au 31 août 2018.</p> <p>— Les abonnements annuels aux formations de l'Institut de la gestion financière de Québec permettent l'accès pour trois participants aux formations de la programmation annuelle.</p> <p>— Les abonnements Pluralsight permettent d'accéder à plusieurs formations sur différents sujets en informatique. Ces abonnements permettent de remplacer, à moindres coûts, certaines formations spécialisées qui sont généralement plus dispendieuses et parfois difficiles à obtenir. La licence Pluralsight est valide du 9 juin 2018 au 9 juin 2019.</p> <p>— Le programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL) est destiné aux nouveaux gestionnaires de la fonction publique québécoise. Ce programme est obligatoire pour tout gestionnaire nouvellement nommé. Sa durée est de 19 jours sur une période de 16 mois.</p>					

Frais liés aux activités de formation, colloques et congrès

Paragraphe 22° de l'article 4 du Règlement sur la diffusion
DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DÉPENSES

Exercice financier : 2018-2019

Trimestre : Juillet à septembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu (adresse)	Coût d'inscription
Formation de la TELUQ portant sur le droit des affaires (formation à distance)	Direction générale des opérations régionales	1	2018-05-04 au 2018-08-16	TELUQ 455, rue du Parvis Québec (Québec) G1K 9H8	429,56 \$
Formation de l'Université Laval portant sur le projet d'intervention en entreprise (formation à distance)	Direction des solutions d'affaires	1	2018-05-07 au 2018-07-20	Université Laval 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	596,42 \$
Formation de la TELUQ portant sur la présentation et l'analyse des états financiers (formation à distance)	Direction générale des opérations régionales	1	2018-06-26 au 2018-10-08	TELUQ 455, rue du Parvis Québec (Québec) G1K 9H8	421,52 \$
Abonnements annuels aux formations de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) (Passeport Multi-CPA n° 868734 et n° 868744)	Direction des ressources financières et matérielles	s. o.	2018-07-03	10, rue Pierre-Olivier-Chauveau Québec (Québec) G1R 4J3	1 049,00 \$
Abonnement annuel aux formations de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) (Passeport Multi-usagers n° 869842)	Commissaire aux plaintes	s. o.	2018-07-04	10, rue Pierre-Olivier-Chauveau Québec (Québec) G1R 4J3	2 049,00 \$

Abonnements annuels aux formations de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) (Passeports Multi-CPA n° 873834, n° 873844 et n° 873854 et Multi-usagers n° 873862 et n° 873872)	Direction générale des finances municipales	s. o.	2018-07-06	10, rue Pierre-Olivier-Chauveau Québec (Québec) G1R 4J3	8 745,00 \$ (4 647,00 \$ pour 3 abonnements Multi-CPA et 4 098,00 \$ pour 2 abonnements Multi-usagers)
Formation de l'Université du Québec à Rimouski portant sur la gestion des risques dans l'exécution d'un projet d'ingénierie (formation en ligne)	Direction des infrastructures - Québec	1	2018-07-10	10, rue Pierre-Olivier-Chauveau Québec (Québec) G1R 4J3	108,72 \$
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur l'introduction à la gestion de projet Agile	Direction de la vérification	1	2018-07-10	Campus Notre-Dame-de-Foy 5000, rue Clément-Lockquell Saint-Augustin-de-Desmaures (Québec) G3A 1B3	Abonnement annuel (781952)
Formation de Technologia portant sur la programmation SQL	Direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs	1	2018-07-11 et 2018-07-12	2323, boulevard du Versant Nord, bureau 109 Québec (Québec) G1N 4P4	795,00 \$
Formation d'Entrevues Conseils portant sur préparation à une entrevue pour cadre 2	Direction des services bureautiques	1	2018-07-17	1751, rue du Marais, bureau 300 Québec (Québec) G1M 0A2	427,50 \$
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur le logiciel Excel (niveau avancé - VBA)	Direction des opérations financières et du suivi de programmes	1	2018-07-24 et 2018-07-25	850, avenue Ernest Gagnon, édifice 5, bureau 166 Québec (Québec) G1S 4S2	Abonnement annuel (785292)
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur les normes comptables du secteur public - nouveautés, enjeux et conseils pratiques (formation en ligne)	Direction de la vérification	1	2018-07-31	10, rue Pierre-Olivier-Chauveau Québec (Québec) G1R 4J3	Abonnement annuel (781914)

Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur les missions d'audit - nouveautés, enjeux et conseils pratiques (formation en ligne)	Direction de la vérification	1	2018-07-31	10, rue Pierre-Olivier-Chauveau Québec (Québec) G1R 4J3	Abonnement annuel (781914)
Abonnement annuel aux formations de l'Institut de la gestion financière de Québec (IGF)	Direction des ressources financières et matérielles	s.o.	2018-08-09	10, rue Pierre-Olivier-Chauveau Québec (Québec) G1R 4J3	680,00 \$
Congrès annuel de l'Institut d'administration publique du Canada (IAPC) portant sur le thème: l'administration publique sous pression	Direction de l'opération des programmes	1	2018-08-20 et 2018-08-21	Hôtel Hilton Québec 1110, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 4P3	1 055,00 \$
Congrès annuel de l'Institut d'administration publique du Canada (IAPC) portant sur le thème: l'administration publique sous pression	Direction générale de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire et de l'habitation	1	2018-08-20 et 2018-08-21	Hôtel Hilton Québec 1110, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 4P3	1 055,00 \$
Congrès annuel de l'Institut d'administration publique du Canada (IAPC) portant sur le thème: l'administration publique sous pression	Direction générale des politiques	1	2018-08-20 et 2018-08-21	Hôtel Hilton Québec 1110, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 4P3	1 055,00 \$
Congrès annuel de l'Institut d'administration publique du Canada (IAPC) portant sur le thème: l'administration publique sous pression	Bureau du sous-ministre	1	2018-08-20 et 2018-08-21	Hôtel Hilton Québec 1110, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 4P3	1 055,00 \$
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur le logiciel Excel, rapports de gestion pour contrôleur et analyste	Direction des opérations financières et du suivi de programmes	1	2018-08-22	Hôtel Universel 2300, chemin Sainte-Foy Québec (Québec) G1V 1S5	Abonnement annuel (785292)
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur les missions d'audit - nouveautés, enjeux et conseils pratiques (formation en ligne)	Direction de la vérification	1	2018-08-23	10, rue Pierre-Olivier-Chauveau Québec (Québec) G1R 4J3	Abonnement annuel (781942)

Formation de Technologia portant sur le logiciel Excel (niveau intermédiaire)	Direction des opérations financières et du suivi de programmes	1	2018-09-12	2323, boulevard du Versant Nord, bureau 109 Québec (Québec) G1N 4P4	295,00 \$
Conférence du Conseil régional de l'environnement de l'Abitibi-Témiscamingue portant sur l'urbanisme et l'adaptation aux changements climatiques	Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue	1	2018-09-13	Hôtel Les Eskers 201, avenue Authier Amos (Québec) J9T 1W1	20,00 \$
Sommet municipal de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) portant sur le thème : de la parole aux actes, les priorités de la plateforme municipale	Direction des politiques et de la démocratie municipales	2	2018-09-14	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	300,00 \$ (150,00 \$/pers.)
Formation de Global Knowledge portant sur l'architecture avancée sur Amazon Web Services (AWS) (formation en ligne)	Direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs	1	2018-09-17 au 2018-09-19	10, rue Pierre-Olivier-Chauveau Québec (Québec) G1R 4J3	1 865,50 \$
Formation de Global Knowledge portant sur l'architecture avancée avec la solution informatique Microsoft Azure (formation en ligne)	Direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs	1	2018-09-17 au 2018-09-21	10, rue Pierre-Olivier-Chauveau Québec (Québec) G1R 4J3	2 995,00 \$
Formation de l'Université Laval portant sur la gestion du temps et des priorités	Direction des infrastructures collectives	1	2018-09-18	Université Laval Pavillon La Laurentienne 1030, rue du Séminaire Québec (Québec) G1V 0A6	495,00 \$

Formation de l'École nationale d'administration publique (ENAP) portant sur le programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL) de niveau 2	Direction de l'information financière et du financement	1	2018-09-19	ENAP 555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	3 835,00 \$
Congrès annuel de l'Ordre des urbanistes du Québec (OUQ) portant sur le thème: l'urbaniste au cœur de la résilience	Direction des mandats stratégiques et de l'habitation	1	2018-09-19 au 2018-09-21	Hôtel Delta Saguenay 2675, boulevard du Royaume Jonquière (Québec) G7S 5B8	650,00 \$
Congrès annuel de l'Ordre des urbanistes du Québec (OUQ) portant sur le thème: l'urbaniste au cœur de la résilience	Direction des politiques et de la démocratie municipales	2	2018-09-19 au 2018-09-21	Hôtel Delta Saguenay 2675, boulevard du Royaume Jonquière (Québec) G7S 5B8	1 300,00 \$ (650,00 \$/pers.)
Congrès annuel de l'Ordre des urbanistes du Québec (OUQ) portant sur le thème: l'urbaniste au cœur de la résilience	Direction générale des opérations régionales	1	2018-09-20	Hôtel Delta Saguenay 2675, boulevard du Royaume Jonquière (Québec) G7S 5B8	300,00 \$
Congrès annuel de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) portant sur le thème: un Québec à l'image de ses régions	Direction régionale de la Mauricie	1	2018-09-20 et 2018-09-21	Palais des Congrès de Montréal 1001, Place Jean-Paul- Riopelle Montréal (Québec) H2Z 1H5	780,00 \$
Congrès annuel de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) portant sur le thème: un Québec à l'image de ses régions	Direction régionale de l'Estrie	1	2018-09-20 et 2018-09-21	Palais des Congrès de Montréal 1001, Place Jean-Paul- Riopelle Montréal (Québec) H2Z 1H5	780,00 \$

Congrès annuel de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) portant sur le thème: un Québec à l'image de ses régions	Direction régionale de l'Outaouais	1	2018-09-20 et 2018-09-21	Palais des Congrès de Montréal 1001, Place Jean-Paul-Riopelle Montréal (Québec) H2Z 1H5	780,00 \$
Congrès annuel de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) portant sur le thème: un Québec à l'image de ses régions	Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue	1	2018-09-20 et 2018-09-21	Palais des Congrès de Montréal 1001, Place Jean-Paul-Riopelle Montréal (Québec) H2Z 1H5	780,00 \$
Congrès annuel de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) portant sur le thème: un Québec à l'image de ses régions	Direction régionale de la Côte-Nord	1	2018-09-20 et 2018-09-21	Palais des Congrès de Montréal 1001, Place Jean-Paul-Riopelle Montréal (Québec) H2Z 1H5	780,00 \$
Congrès annuel de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) portant sur le thème: un Québec à l'image de ses régions	Direction régionale de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	2018-09-20 et 2018-09-21	Palais des Congrès de Montréal 1001, Place Jean-Paul-Riopelle Montréal (Québec) H2Z 1H5	780,00 \$
Congrès annuel de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) portant sur le thème: un Québec à l'image de ses régions	Direction régionale de la Chaudière-Appalaches	2	2018-09-20 et 2018-09-21	Palais des Congrès de Montréal 1001, Place Jean-Paul-Riopelle Montréal (Québec) H2Z 1H5	1 560,00 \$ (780 \$/pers.)
Congrès annuel de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) portant sur le thème: un Québec à l'image de ses régions	Direction régionale de Laval et des Laurentides	1	2018-09-20 et 2018-09-21	Palais des Congrès de Montréal 1001, Place Jean-Paul-Riopelle Montréal (Québec) H2Z 1H5	780,00 \$

Congrès annuel de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) portant sur le thème: un Québec à l'image de ses régions	Direction régionale de Lanaudière	1	2018-09-20 et 2018-09-21	Palais des Congrès de Montréal 1001, Place Jean-Paul-Riopelle Montréal (Québec) H2Z 1H5	780,00 \$
Congrès annuel de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) portant sur le thème: un Québec à l'image de ses régions	Direction régionale de la Montérégie	1	2018-09-20 et 2018-09-21	Palais des Congrès de Montréal 1001, Place Jean-Paul-Riopelle Montréal (Québec) H2Z 1H5	780,00 \$
Congrès annuel de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) portant sur le thème: un Québec à l'image de ses régions	Direction régionale du Centre-du-Québec	1	2018-09-20 et 2018-09-21	Palais des Congrès de Montréal 1001, Place Jean-Paul-Riopelle Montréal (Québec) H2Z 1H5	780,00 \$
Congrès annuel de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) portant sur le thème: un Québec à l'image de ses régions	Direction des politiques et de la démocratie municipales	2	2018-09-20 et 2018-09-21	Palais des Congrès de Montréal 1001, Place Jean-Paul-Riopelle Montréal (Québec) H2Z 1H5	1 560,00 \$ (780,00 \$/pers.)
Congrès annuel de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) portant sur le thème: un Québec à l'image de ses régions	Direction de la consultation et des relations Québec-municipalités	1	2018-09-20 et 2018-09-21	Palais des Congrès de Montréal 1001, Place Jean-Paul-Riopelle Montréal (Québec) H2Z 1H5	780,00 \$
Formation de Versalys portant sur le logiciel Word (niveau intermédiaire)	Direction des infrastructures - Montréal	1	2018-09-24 et 2018-09-25	1440, rue Sainte-Catherine Ouest bureau 1010 Montréal (Québec) H3G 1R3	220,00 \$

Formation d'AFI Expertise portant sur les systèmes de développement d'applications ASP.NET MVC	Direction des solutions d'affaires	2	2018-09-24 au 2018-09-28	1751, rue du Marais, bureau 300 Québec (Québec) G1M 0A2	5 010,00 \$ (2 505,00 \$/ pers.)
Formation d'AFI Expertise portant sur la réussite des présentations afin de gagner en impact	Direction des ressources informationnelles	1	2018-09-26	1751, rue du Marais, bureau 300 Québec (Québec) G1M 0A2	435,00 \$
Colloque de la firme DECIMAL portant sur les fonctionnalités de DECIMAL	Direction des ressources humaines	1	2018-09-27	Hôtel Québec 3115, avenue des Hôtels, salle Monet & Van Gogh Québec (Québec) G1W 3Z6	125,00 \$
Abonnement annuel aux formations de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) (Passeport Multi-CPA n° 915534)	Direction des ressources financières et matérielles	s.o.	2018-09-28	10, rue Pierre-Olivier- Chauveau Québec (Québec) G1R 4J3	1 699,00 \$

Information complémentaire

— Les abonnements annuels aux formations de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (Passeport Multi-CPA) permettent jusqu'à 49 heures de formation par passeport. Le passeport n° 781914 est valide du 1^{er} septembre au 31 août 2018. Les passeports n° 868734, n° 868744, n° 873834, n° 873844, n° 873854 et n° 915534 sont valides du 1^{er} septembre 2018 au 31 août 2019.

— Les abonnements annuels aux formations de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (Passeports Multi-usagers) permettent jusqu'à 63 heures de formation par passeport. Les passeports n° 781942, n° 781952 et n° 785292 sont valides du 1^{er} septembre au 30 août 2018. Les passeports n° 869842, n° 873862 et n° 873872 sont valides du 1^{er} septembre 2018 au 31 août 2019.

— L'abonnement annuel aux formations de l'Institut de la gestion financière de Québec (IGF) permet l'accès aux formations de la programmation annuelle de 2018-2019.

Frais liés aux activités de formation, colloques et congrès

Paragraphe 22° de l'article 4 du Règlement sur la diffusion
DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX DÉPENSES

Exercice financier : 2018-2019

Trimestre : Octobre à décembre

Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date	Lieu (adresse)	Coût d'inscription
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur les normes comptables pour les entreprises à capital fermé	Direction des ressources financières et matérielles	1	2018-09-24	Hôtel Québec 3115, avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 3Z6	Abonnement annuel (868744)
Formation de Retraite Québec portant sur le programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR)	Direction de l'information financière et du financement	1	2018-09-27 et 2018-09-28	Centre Louis Jolliet 1201, rue de la Pointe- aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$
Formation de Retraite Québec portant sur le programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR)	Direction des programmes d'infrastructures d'eau	1	2018-10-01 et 2018-10-02	Centre Raymond-Blais 4, rue Raymond-Blais Lévis (Québec) G6W 6N3	300,00 \$
Colloque annuel de l'Association de géomatique municipale du Québec (AGMQ) portant sur le thème : Rendez-vous géomatique 2018	Direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs	4	2018-10-02 et 2018-10-03	Hôtel Gouverneur 975, rue Hart Trois-Rivières (Québec) G9A 4S3	862,50 \$ (172,50 \$ pour 3 pers. membre et 345,00 \$ pour 1 pers. non-membre)

Formation de la firme Technologia portant sur la création de requêtes pour non-informaticiens sous Microsoft SQL	Direction des opérations financières et du suivi de programmes	1	2018-10-03 et 2018-10-04	2323, boulevard du Versant Nord bureau 109 Québec (Québec) G1N 4P4	860,00 \$
Colloque régional de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur les enjeux d'aménagement du territoire à l'échelle d'une région	Direction régionale de la Chaudière-Appalaches	1	2018-10-03 au 2018-10-05	Manoir du Lac William 3180, rue Principale Saint-Ferdinand (Québec) G0N 1N0	310,00 \$
Colloque régional de l'Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) portant sur les enjeux d'aménagement du territoire à l'échelle d'une région	Direction régionale du Centre-Du-Québec	1	2018-10-04	Manoir du Lac William 3180, rue Principale Saint-Ferdinand (Québec) G0N 1N0	200,00 \$
Conférence du groupe Misa portant sur l'industrie minière	Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue	1	2018-10-04	Centre des congrès de Rouyn-Noranda 41, 6 ^e rue Rouyn-Noranda (Québec) J9X 1Y8	50,00 \$
Formation de l'École nationale de l'administration publique (ÉNAP) portant sur la compréhension du fonctionnement de l'État	Direction du développement et de la coordination	1	2018-10-04 2018-11-01 et 2018-12-07	555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	2 150,00 \$
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur la comptabilité et les finances municipales	Direction des conseils et du soutien spécialisés en administration municipale	1	2018-10-04 et 2018-10-05	Centre des Congrès de Saint-Hyacinthe 1325, rue Daniel-Johnson Ouest Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 8S4	Abonnement annuel (873844)

Formation de la firme Technologia portant sur l'utilisation de la communication non verbale pour mieux communiquer	Direction des solutions d'affaires	1	2018-10-05	2323, boulevard du Versant Nord bureau 109 Québec (Québec) G1N 4P4	460,00 \$
Symposium du Réseau environnement portant sur la gestion de l'eau	Direction des programmes d'infrastructures d'eau	1	2018-10-10 et 2018-10-11	Centre des Congrès de Saint-Hyacinthe 1325, rue Daniel-Johnson Ouest Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 8S4	610,00 \$
Formation de l'École de technologie supérieure (ÉTS) portant sur le leadership transversal sans autorité directe	Commissaire à l'intégrité municipale et aux enquêtes	1	2018-10-10 et 2018-10-11	333, rue Franquet Québec (Québec) G1P 4C7	857,00 \$
Formation du Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU) portant sur la surveillance de travaux d'infrastructures municipales	Direction des infrastructures (Montréal)	1	2018-10-11	1255, boulevard Robert-Bourassa bureau 800 Montréal (Québec) H3B 3W3	726,24 \$
Formation de Retraite Québec portant sur le programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR)	Direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs	1	2018-10-11 et 2018-10-12	Centre Louis Jolliet 1201, rue de la Pointe-aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	300,00 \$
Formation de l'Académie du savoir portant sur le perfectionnement de la conversation et la grammaire anglaise (formation en ligne)	Direction des solutions d'affaires	1	2018-10-16	10, rue Pierre-Olivier-Chauveau Québec (Québec) G1R 4J3	1 500,00 \$
Formation d'AXXIO portant sur le coaching du gestionnaire en intégration	Direction des ressources humaines	1	2018-10-16 et 2018-11-06	Hôtel Québec Inn. 7175, boulevard Wilfrid-Hamel Québec (Québec) G2G 1B6	551,25 \$

Colloque du Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT) portant sur la gestion de la santé au travail	Direction des ressources humaines	2	2018-10-17	Université Laval Pavillon Maurice-Pollack 2305, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	700,00 \$ (350,00 \$/pers.)
Colloque du Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT) portant sur la gestion de la santé au travail	Commissaire à l'intégrité municipale et aux enquêtes	1	2018-10-17	Université Laval Pavillon Maurice-Pollack 2305, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	350,00 \$
Colloque du Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT) portant sur la gestion de la santé au travail	Direction des politiques et de la démocratie municipales	1	2018-10-17	Université Laval Pavillon Maurice-Pollack 2305, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	350,00 \$
Colloque du Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT) portant sur la gestion de la santé au travail	Direction des services bureautiques	1	2018-10-17	Université Laval Pavillon Maurice-Pollack 2305, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	350,00 \$
Colloque du Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT) portant sur la gestion de la santé au travail	Direction régionale du Bas-Saint-Laurent	1	2018-10-17	Université Laval Pavillon Maurice-Pollack 2305, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	350,00 \$
Colloque du Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT) portant sur la gestion de la santé au travail	Direction régionale de Lanaudière	1	2018-10-17	Université Laval Pavillon Maurice-Pollack 2305, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	350,00 \$
Colloque du Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail (RRSPT) portant sur la gestion de la santé au travail	Direction régionale Laval-Laurentides	1	2018-10-17	Université Laval Pavillon Maurice-Pollack 2305, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	350,00 \$

Formation de l'Alliance des cadres de l'État portant sur le thème : Vers de nouvelles fonctions (formation en ligne)	Direction à la métropole et aux affaires métropolitaines	1	2018-10-18	800, rue du Square-Victoria Montréal (Québec) H4Z 1A1	75,00 \$
Colloque de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur le secteur public	Direction de l'information financière et du financement	2	2018-10-18	900, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 2B5	Abonnement annuel (873834)
Colloque de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur le secteur public	Direction des ressources financières et matérielles	3	2018-10-18	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	Abonnement annuel (868734, 868744, et 915534)
Colloque de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur le secteur public	Direction générale des finances municipales	6	2018-10-18	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	Abonnement annuel (873834 et 873844)
Formation de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) portant sur la municipalité au cœur des environnements favorables à la qualité de vie (formation en ligne)	Direction régionale de l'Estrie	1	2018-10-18	Direction régionale de l'Estrie 200, rue Belvédère bureau 4.04, 4e étage Sherbrooke (Québec) J1H 4A9	95,00 \$
Colloque de la Société québécoise d'évaluation de programme (SQEP) portant sur le contexte et l'environnement de l'évaluation au Québec	Direction de l'audit interne et de l'évaluation des programmes	1	2018-10-18 et 2018-10-19	4750, avenue Henri-Julien Montréal (Québec) H2T 3E5	170,00 \$
Conférence de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) portant sur le thème rassembler, collaborer, réussir	Direction régionale de la Montérégie	3	2018-10-18 et 2018-10-19	2345, rue Jarry Est Montréal (Québec) H1Z 4P3	150,00 \$ (50,00 \$/pers.)

Formation de la firme Versalys portant sur le logiciel Excel de niveau débutant pour professionnels	Direction des infrastructures (Montréal)	1	2018-10-19	1440, rue Sainte-Catherine Ouest 10 ^e étage, bureau 1010 Montréal (Québec) H3G 1R8	110,00 \$
Formation de l'Ordre des urbanistes du Québec (OUQ) portant sur la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme	Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean	1	2018-10-19	Centre culture et environnement Frédéric Back 870, avenue de Salaberry Québec (Québec) G1R 2T9	475,00 \$
Formation de Retraite Québec portant sur le programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR)	Direction régionale de l'Outaouais	1	2018-10-22 et 2018-10-23	Cégep de l'Outaouais Campus Gabriel-Roy 333, boulevard de la Cité-des-Jeunes Gatineau (Québec) J8Y 6M4	300,00 \$
Formation de la firme Technologia portant sur la gestion efficace du temps et des priorités	Direction régionale de la Côte-Nord	1	2018-10-22 et 2018-10-23	440, boulevard René-Lévesque Ouest Montréal (Québec) H2Z 1V7	795,00 \$
Formation de la firme Versalys portant sur le logiciel Access	Direction des infrastructures (Montréal)	2	2018-10-22 et 2018-10-23	1440, rue Sainte-Catherine Ouest 10 ^e étage, bureau 1010 Montréal (Québec) H3G 1R8	440,00 \$ (220,00 \$/pers.)
Formation de l'Université Laval portant sur le passage de professionnel à gestionnaire	Direction à la métropole et aux affaires métropolitaines	2	2018-10-23	550, rue Sherbrooke Ouest Tour Est, 3 ^e étage Montréal (Québec) H3A 1E3	830,00 \$ (415,00 \$/pers.)
Formation de la firme AFI Expertise portant sur l'influence sans autorité formelle	Direction des ressources informationnelles	1	2018-10-23	1751, rue du Marais, local 300 Québec (Québec) G1M 2A2	435,00 \$

Formation d'Agile Québec portant sur les connaissances de l'agilité	Direction des solutions d'affaires	10	2018-10-23	Centre des foires de Québec 250, boulevard Wilfrid-Hamel Québec (Québec) G1L 5A7	1 612,70 \$ (161,27 \$/pers.)
Congrès annuel de l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés sur le thème : Se provoquer pour changer	Direction des ressources humaines	1	2018-10-23	Palais des congrès de Montréal 1001, Place Jean-Paul-Riopelle Montréal (Québec) H2Z 1H5	525,00 \$
Colloque de la fondation Rues principales portant sur les rues principales dans le milieu municipal	Direction à la métropole et aux affaires métropolitaines	1	2018-10-24	Centre des congrès Hyatt Montréal 1255, rue Jeanne-Mance Montréal (Québec) H5B 1E5	195,70 \$
Colloque annuel du Groupe d'intérêts en gestion de projets publics du Québec GP-Québec portant sur la transformation numérique comme gestionnaire de projets	Direction des ressources informationnelles	1	2018-10-24	Université Laval Pavillon Alphonse-Desjardins 2325, rue de l'Université, Québec (Québec) G1V 0A6	343,36 \$
Formation de la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (COMAQ) portant sur les outils de développement urbain	Direction régionale de la Montérégie	1	2018-10-24	Centre des Congrès de Saint-Hyacinthe 1325, rue Daniel-Johnson Ouest Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 8S4	455,00 \$
Formation de Daniel Tétreault, CPA inc., portant sur la comptabilité, les finances municipales et la fiscalité municipale	Direction régionale de l'Abitibi-Témiscamingue	1	2018-10-25	Amosphère Complexe hôtelier 1031, route 111 Est Amos (Québec) J9T 1N2	150,00 \$

Formation de la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (COMAQ) portant sur le contenu et la rédaction des documents d'appels d'offres et l'optimisation des pratiques	Direction régionale du Bas-Saint-Laurent	1	2018-10-25	Hôtel Gouverneur 975, rue Hart Trois-Rivières (Québec) G9A 4S3	455,00 \$
Formation de l'Académie de Transformation portant sur la réflexion à la carrière de gestion	Direction générale des politiques	1	2018-10-25	2396, chemin Saint-Louis Québec (Québec) G1T 1R6	695,00 \$
Formation d'AXXIO portant sur le coaching du gestionnaire en intégration	Direction des ressources humaines	1	2018-10-25 et 2018-11-14	Centre d'affaires du Vieux-Montréal 410, rue Saint-Nicolas Montréal (Québec) H2Y 2P5	551,25 \$
Colloque de l'École nationale de l'administration publique (ÉNAP) portant sur l'application des méthodes UX (l'expérience utilisateur) dans les organisations	Direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs	1	2018-10-25	555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	265,00 \$
Colloque de l'École nationale de l'administration publique (ÉNAP) portant sur l'application des méthodes UX (l'expérience utilisateur) dans les organisations	Direction des solutions d'affaires	2	2018-10-25	555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	530,00 \$ (265,00 \$/pers.)
Formation de la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (COMAQ) portant sur la maîtrise du processus de préparation budgétaire et le programme triennal d'immobilisations	Direction de la consultation et des relations Québec-municipalités	1	2018-10-26	Hostellerie du Suroît 255, rue Principale Beauharnois (Québec) J6N 0J5	455,00 \$
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur le logiciel Microsoft Visio	Direction de la vérification	1	2018-10-26	850, rue Ernest Gagnon Édifice 5, bureau 166 Québec (Québec) G1S 4S2	Abonnement annuel (873862)
Formation de la firme Versalys portant sur le logiciel Access	Direction des programmes d'infrastructures d'eau	2	2018-11-01 et 2018-11-02	850, avenue Ernest-Gagnon Édifice 5, bureau 166 Québec (Québec) G1S 4S2.	440,00 \$ (220,00 \$/pers.)

Formation de Retraite Québec portant sur le programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR)	Direction des programmes d'infrastructures d'eau	2	2018-11-01 et 2018-11-02	Centre Louis Jolliet 1201, rue de la Pointe- aux-Lièvres Québec (Québec) G1L 4M1	600,00 \$ (300,00 \$/pers.)
Congrès annuel de l'Association des techniciens en évaluation foncière du Québec (ATEFQ) portant sur la gestion efficace du temps et des priorités	Direction générale de la fiscalité et de l'évaluation foncière	1	2018-11-01 au 2018-11-03	Hôtel Universel 311, boulevard de l'hôtel de Ville Rivière-du-Loup (Québec) G5R 5S4	400,00 \$
Formation du Centre de services partagés du Québec (CSPQ) portant sur la négociation	Direction des programmes d'infrastructures d'eau	1	2018-11-01	150, boulevard René- Lévesque Est 11 ^e étage, salle 11.04 Québec (Québec) G1R 2B2	385,00 \$
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur la comptabilité, les finances municipales et la maîtrise des transactions particulières	Direction générale des finances municipales	1	2018-11-02	Hôtel l'Oiselière Lévis 165A, route du président Kennedy Lévis (Québec) G6V 6E2	Abonnement annuel (873834)
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur les missions d'audit: le contrôle interne dans le cadre des missions d'audit des PME et des OSBL	Direction de la vérification	1	2018-11-02	Hôtel Québec 3115, avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 3Z6	Abonnement annuel (873862)
Formation de la firme Formations Qualitemps portant sur l'amélioration de la rédaction des écrits	Direction de la consultation et des relations Québec-municipalités	1	2018-11-06	Édifice le 1001 1001, route de l'Église bureau 306 Québec (Québec) G1V 3V7	290,00 \$
Formation du Cégep de Ste-Foy portant sur la programmation Web avec MVC, C# et ASP.NET	Direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs	1	2018-09-27 au 2018-11-08	Cégep de Ste-Foy 2410, chemin Sainte- Foy Québec (Québec) G1V 1T3	261,24 \$

Formation de MP-Plus formations portant sur la communication avec impact	Commissaire à l'intégrité municipale et aux enquêtes	1	2018-11-08	Hôtel Plaza Québec 3031, boulevard Laurier Québec (Québec) G1V 2M2	389,99 \$
Formation de l'École nationale de l'administration publique (ÉNAP) portant sur la gestion de projets	Direction du développement et de la coordination	1	2018-11-13 et 2018-11-14	555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	775,00 \$
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur les nouveautés, les enjeux et les conseils pratiques sur la TPS, TVH et TVQ	Direction générale des finances municipales	1	2018-11-13	Hôtel Days Inn 1710, route des Rivières Saint-Nicolas (Québec) G7A 0E3	Abonnement annuel (873872)
Formation de l'École nationale de l'administration publique (ÉNAP) portant sur le programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL)	Direction régionale du Centre-Du-Québec	1	2018-11-14	555, boulevard Charest Est Québec (Québec) G1K 9E5	4 325,00 \$
Formation de la firme Accent formation portant sur le perfectionnement de la construction des phrases	Direction des solutions d'affaires	1	2018-11-14 et 2018-11-21	2828, boulevard Laurier 7 ^e étage, bureau 700 Québec (Québec) G1V 0B9	495,00 \$
Formation de la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec (COMAQ) portant sur les pouvoirs des municipalités en matière de développement économique	Direction régionale de l'Outaouais	1	2018-11-15	915, rue Hains Drummondville (Québec) J2C 3A1	455,00 \$
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur les rapports sur des missions autres que sur des états financiers et des informations financières historiques	Direction générale des finances municipales	1	2018-11-15	Hôtel Québec 3115, avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 3Z6	Abonnement annuel (873872)
Colloque de la Corporation d'innovation industrielle technologique et économique (CIITÉ) portant sur l'innovation de l'Est du Québec	Direction régionale du Bas-Saint-Laurent	1	2018-11-15	Hôtel Universel 311, boulevard de l'hôtel de Ville Rivière-du-Loup (Québec) G5R 5S4	50,00 \$

Formation du Pôle d'économie sociale Mauricie portant sur l'économie sociale	Direction régionale de la Mauricie	1	2018-11-16	1620, rue Notre-Dame Centre Trois-Rivières (Québec) G9A 6B2	25,00 \$
Formation de la firme Technologia portant sur la gestion documentaire avec le logiciel Microsoft SharePoint	Direction des services bureautiques	1	2018-11-16	2323, boulevard du Versant Nord bureau 109 Québec (Québec) G1N 4P4	460,00 \$
Formation de la TÉLUQ portant sur l'initiation à la comptabilité de management	Direction générale des opérations régionales	1	2018-08-06 au 2018-11-18	455, rue du Parvis Québec (Québec) G1K 9H8	361,52 \$
Congrès annuel INFRA du Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU) portant sur les défis du génie urbain	Direction des mandats stratégiques et de l'habitation	1	2018-11-19	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René- Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	430,00 \$
Congrès annuel INFRA du Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU) portant sur les défis du génie urbain	Direction de la coordination des interventions	1	2018-11-19	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René- Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	430,00 \$
Formation de la firme Technologia portant sur l'exécution des tests logiciels	Direction des solutions d'affaires	1	2018-11-19	2323, boulevard du Versant Nord bureau 109 Québec (Québec) G1N 4P4	860,00 \$
Formation de la firme Formations Qualitemps portant sur le contrôleur de projet	Direction des ressources informationnelles	1	2018-11-19	3737, boulevard Crémazie Est Montréal (Québec) H1Z 2K4	361,25 \$

Formation du Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM) portant sur les changements climatiques et l'économie verte	Direction à la métropole et aux affaires métropolitaines	1	2018-11-20	Le Westin Montréal 270, rue Saint-Antoine Ouest Montréal (Québec) H2Y 0A3	95,00 \$
Formation du Centre de recherche en géomatique portant sur le géocodage	Direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs	2	2018-11-20	Université Laval pavillon Gene-H. Kruger 2425, rue de la Terrasse Québec (Québec) G1V 0A6	100,00 \$ (50,00 \$/pers.)
Formation du Centre de recherche en géomatique portant sur le géocodage	Direction des ressources informationnelles	1	2018-11-20	Université Laval pavillon Gene-H. Kruger 2425, rue de la Terrasse Québec (Québec) G1V 0A6	50,00 \$
Formation de l'Alliance des cadres de l'État portant sur la délégation en tant qu'acte de leadership	Direction régionale de la Montérégie	1	2018-11-21	425, boulevard de Maisonneuve Ouest salle 519 Montréal (Québec) H3A3G5	125,00 \$
Formation de Retraite Québec portant sur le programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR)	Direction régionale de la Côte-Nord	1	2018-11-21 et 2018-11-22	Cégep de Baie-Comeau 537, boulevard Blanche Baie-Comeau (Québec) G5C 2B2	300,00 \$
Forum annuel d'Agroboréal portant sur l'industrie agroalimentaire régionale	Direction régionale du Saguenay-Lac-Saint-Jean	2	2018-11-21	Hôtel Universel Alma 1000, boulevard des Cascades Ouest Alma (Québec) G8B 1P5	120,00 \$ (60,00 \$/pers.)
Colloque de l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec (APIGQ) portant sur l'intérêt public au cœur des décisions	Direction des programmes d'infrastructures d'eau	2	2018-11-22	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	400,00 \$ (200,00 \$/pers.)

Colloque de l'Association professionnelle des ingénieurs du gouvernement du Québec (APIGQ) portant sur l'intérêt public au cœur des décisions	Direction des infrastructures (Montréal)	1	2018-11-22	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	200,00 \$
Formation de la firme AFI Expertise portant sur le logiciel Excel de niveau intermédiaire	Direction à la métropole et aux affaires métropolitaines	2	2018-11-22 et 2018-11-23	500, rue Saint-Jacques Bureau 500 Montréal (Québec) H2Y 1S1	500,00 \$ (250,00 \$/pers.)
Formation de la firme AFI Expertise portant sur le logiciel Excel de niveau intermédiaire	Direction régionale de la Montérégie	1	2018-11-22 et 2018-11-23	500, rue Saint-Jacques Bureau 500 Montréal (Québec) H2Y 1S1	250,00 \$
Conférence du Réseau ACTION TI portant sur les technologies de l'information	Direction des ressources informationnelles	3	2018-11-23	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	1 065,00 \$ (355,00 \$/pers.)
Conférence du Réseau ACTION TI portant sur les technologies de l'information	Direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs	1	2018-11-23	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	355,00 \$
Conférence du Réseau ACTION TI portant sur les technologies de l'information	Direction des solutions d'affaires	3	2018-11-23	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	1065,00 \$ (355,00 \$/pers.)

Conférence du Réseau ACTION TI portant sur les technologies de l'information	Direction des services bureautiques	1	2018-11-23	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	355,00 \$
Colloque du Ministère de la Sécurité publique portant sur la sécurité civile et la responsabilité partagée	Direction régionale de l'Estrie	1	2018-11-23 et 2018-11-24	Centre des congrès de Québec 1000, boulevard René-Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5T8	380,00 \$
Formation de la firme Technologia portant sur le logiciel Excel et les fonctionnalités Power Query, Power Pivot, Power Map et Power View	Direction des opérations financières et du suivi de programmes	4	2018-11-26	2323, boulevard du Versant Nord bureau 109 Québec (Québec) G1N 4P4	1 180,00 \$ (295,00 \$/pers.)
Formation de la firme Formations Qualitemps portant sur la planification stratégique avec la méthode Agile	Direction de la consultation et des relations Québec-municipalités	1	2018-11-26	Édifice le 1001 1001, route de l'Église bureau 306 Québec (Québec) G1V 3V7	425,00 \$
Formation de la firme Technologia portant sur le passage d'utilisateur à super utilisateur avec le logiciel Microsoft SharePoint	Direction des services bureautiques	1	2018-11-26 et 2018-11-27	2323, boulevard du Versant Nord bureau 109 Québec (Québec) G1N 4P4	860,00 \$
Formation du Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie maritime (CSMOIM) portant sur les connaissances générales en transport maritime	Direction régionale de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	2018-11-28	555, boulevard Roland-Therrien Longueuil (Québec) J4H 3Y9	295,00 \$
Formation de la firme AFI Expertise portant sur le logiciel Excel de niveau avancé	Direction à la métropole et aux affaires métropolitaines	2	2018-11-29 et 2018-11-30	500, rue Saint-Jacques Bureau 500 Montréal (Québec) H2Y 1S1	860,00 \$ (430,00 \$/pers.)

Formation du Forum jeunesse Côte-Nord portant sur le guide d'analyse des entreprises d'économie sociale du RISQ	Direction régionale de la Côte-Nord	1	2018-11-30	Motel Hauterive 1145, rue Nouvel Baie-Comeau (Québec) G5C 1H8	40,00 \$
Formation de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) portant sur les coulisses de la prise de décision en matière d'octroi de contrats municipaux	Direction des conseils et du soutien spécialisés en administration municipale	2	2018-12-01	1134, Grande-Allée Ouest salle RC 01 Québec (Québec) G1S 1E5	880,00 \$ (440,00 \$/pers.)
Forum stratégique de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain portant sur les industries créatives	Direction à la métropole et aux affaires métropolitaines	1	2018-12-03	950, rue Ottawa Montréal (Québec) H3C 1S4	250,00 \$
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur les organismes municipaux nouveautés, enjeux et conseils pratiques	Direction de la vérification	3	2018-12-03	Hôtel Québec 3115, avenue des Hôtels Québec (Québec) G1W 3Z6	Abonnement annuel (873844 et 873862)
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur les organismes municipaux nouveautés, enjeux et conseils pratiques	Direction des conseils et du soutien spécialisés en administration municipale	1	2018-12-04	Hôtel Holiday Inn 900, rue Saint-Charles Est Longueuil (Québec) J4H 3Y2	Abonnement annuel (873872)
Formation de l'institut de la gestion financière du Québec (IGF-Québec) portant sur les enjeux et les opportunités des médias sociaux dans l'administration publique	Direction générale des services à la gestion	1	2018-12-05	Hôtel le Concorde Salle de bal 1225, Cours du Général de Montcalm Québec (Québec) G1R 4W6	Abonnement IGF
Conférence de Recyc-Québec portant sur les assises québécoises de l'économie circulaire	Direction à la métropole et aux affaires métropolitaines	1	2018-12-05	Palais des congrès de Montréal 1001, Place Jean-Paul- Riopelle Montréal (Québec) H2Z 1H5	250,00 \$

Conférence de Recyc-Québec portant sur les assises québécoises de l'économie circulaire	Direction de la consultation et des relations Québec-municipalités	1	2018-12-05	Palais des congrès de Montréal 1001, Place Jean-Paul-Riopelle Montréal (Québec) H2Z 1H5	250,00 \$
Formation de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) portant sur les rôles et responsabilités des élus (formation en ligne)	Commissaire à l'intégrité municipale et aux enquêtes	2	2018-12-05	10, rue Pierre-Olivier-Chauveau Québec (Québec) G1R 4J3	600,00 \$ (300,00 \$/pers.)
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur les organismes municipaux nouveautés, enjeux et conseils pratiques	Direction de la vérification	2	2018-12-05	Château Royal 3500, boulevard du Souvenir (Chomedey) Laval (Québec) H7V 1X2	Abonnement annuel (873844 et 873872)
Formation de la firme AFI expertise portant sur le rôle conseil	Direction des programmes d'infrastructures d'eau	1	2018-12-06 et 2018-12-07	1751, rue du Marais, local 300 Québec (Québec) G1M 2A2	830,00 \$
Formation de la Société d'aide au développement de la collectivité des Îles-de-la-Madeleine portant sur le leadership collaboratif	Direction régionale de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	3	2018-12-06	Auberge Madeli 485, chemin Principal Cap-aux-Meules (Québec) G4T 1E4	75,00 \$ (25,00 \$/pers.)
Formation de l'Association canadienne des ressources hydriques portant sur la cartographie des plaines inondables et le changement climatique	Direction de la coordination des interventions	1	2018-12-06	Hôtel Sandman 999, rue de Sérigny Longueuil (Québec) J4K 2T1	125,00 \$
Formation de l'Association canadienne des ressources hydriques portant sur la cartographie des plaines inondables et le changement climatique	Direction des solutions technologiques et des services aux utilisateurs	1	2018-12-06	Hôtel Sandman 999, rue de Sérigny Longueuil (Québec) J4K 2T1	125,00 \$

Formation du Centre de leadership et de développement des compétences (CLDC) portant sur le thème : Bâtir une équipe gagnante	Direction des solutions d'affaires	1	2018-12-06	150, boulevard René-Lévesque Est 11 ^e étage, salle 11.03 Québec (Québec) G1R 2B2	325,00 \$
Formation de l'Institut des auditeurs internes Canada (IAIC) portant sur l'audit interne dans différents contextes	Direction de l'audit interne et de l'évaluation des programmes	1	2018-12-07	Hotel Le Bonne Entente 3400, chemin Sainte-Foy Québec (Québec) G1X 1S6	35,00 \$
Formation de l'association de la retraite et des avantages sociaux du Québec portant sur la contestation judiciaire de la loi 15	Direction générale de la fiscalité et de l'évaluation foncière	1	2018-12-07	Hôtel Château Laurier 1220, Place George V Ouest Québec (Québec) G1R 5B8	60,00 \$
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur les organismes municipaux nouveautés, enjeux et conseils pratiques	Direction des conseils et du soutien spécialisés en administration municipale	1	2018-12-07	Plaza Centre-Ville 777, boulevard Robert-Bourassa Montréal (Québec) H3C 3Z7	Abonnement annuel (873872)
Formation de l'École de technologie supérieure (ÉTS) portant sur la gestion urbaine ainsi que sur les technologies de l'information et les outils d'aide à la décision en milieu urbain	Direction des infrastructures (Montréal)	1	2018-11-09 au 2018-12-09	110, rue Notre-Dame Ouest Montréal (Québec) H3C 1K3	658,32 \$
Formation du Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU) portant sur les techniques de rétention : spécificités, applications, inspection et entretien	Direction des programmes d'infrastructures d'eau	2	2018-12-10	Institut national de la recherche scientifique 490, rue de la Couronne Québec (Québec) G1K 9A9	1 300,00 \$ (650,00 \$/pers.)
Formation de Retraite Québec portant sur le programme d'information et de préparation à la retraite (PIPR)	Direction régionale de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2	2018-12-11 et 2018-12-12	Cégep de Rimouski 60, rue de l'Évêché Ouest Rimouski (Québec) G5L 4H6	600,00 \$ (300,00 \$/pers.)

Formation de la firme AFI expertise portant sur le logiciel Visio	Direction des opérations financières et du suivi de programmes	1	2018-12-11 et 2018-12-12	1751, rue du Marais, local 300 Québec (Québec) G1M 2A2	250,00 \$
Formation de la firme Versalys portant sur le logiciel Word de niveau avancé	Direction des infrastructures (Montréal)	1	2018-12-13 et 2018-12-14	1440, rue Sainte- Catherine Ouest 10 ^e étage, bureau 1010 Montréal (Québec) H3G 1R8	220,00 \$
Formation de la firme AFI Expertise portant sur le logiciel Excel de niveau intermédiaire	Direction de l'audit interne et de l'évaluation des programmes	1	2018-12-13 et 2018-12-14	500, rue Saint-Jacques Bureau 500 Montréal (Québec) H2Y 1S1	217,50 \$
Formation de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (OCPAQ) portant sur la gestion du temps, des activités et des priorités	Direction des conseils et du soutien spécialisés en administration municipale	1	2018-12-14	Édifice le 1001 1001, route de l'Église bureau 306 Québec (Québec) G1V 3V7	Abonnement annuel (873872)
Formation de l'Université du Québec à Rimouski (campus de Lévis) portant sur la veille stratégique et les occasions d'affaires	Direction de la vérification	1	2018-08-31 au 2018-12-14	Université du Québec à Rimouski Campus de Lévis 1595, boulevard Alphonse-Desjardins Lévis (Québec) G6V 0A6	298,18 \$
Formation de l'Université Laval portant sur la gestion du changement	Direction des programmes d'infrastructures d'eau	1	2018-09-04 au 2018-12-14	Université Laval 2325, rue de l'Université Québec (Québec) G1V 0A6	346,68 \$
Formation de la Polytechnique de Montréal portant sur l'analyse dynamique des structures et les techniques du béton	Direction des infrastructures (Montréal)	1	2018-09-19 au 2018-12-14	Polytechnique de Montréal 2900, boulevard Édouard-Montpetit Montréal (Québec) H3T 1J4	610,50 \$

Information complémentaire

— Les abonnements annuels aux formations de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (Passeport Multi-CPA) permettent jusqu'à 49 heures de formation par passeport. Les passeports n° 868734, n° 868744, n° 873834, n° 873844 et n° 915534 sont valides du 1^{er} septembre 2018 au 31 août 2019.

— Les abonnements annuels aux formations de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (Passeports Multi-usagers) permettent jusqu'à 63 heures de formation par passeport. Les passeports n° 873862 et n° 873872 sont valides du 1^{er} septembre 2018 au 31 août 2019.

— L'abonnement annuel aux formations de l'Institut de la gestion financière de Québec (IGF) permet l'accès aux formations de la programmation annuelle de 2018-2019.

— Le programme gouvernemental d'apprentissage du gestionnaire-leader de la fonction publique québécoise (PGAGL) est destiné aux nouveaux gestionnaires de la fonction publique québécoise. Ce programme est obligatoire pour tout gestionnaire nouvellement nommé. Sa durée est de 19 jours sur une période de 16 mois.

— Le programme *Comprendre le fonctionnement de l'État* de l'École nationale de l'administration publique (ÉNAP) est d'une durée de 12 jours sur une période de 8 mois.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 5	Liste de tous les travaux de construction ou de rénovation effectués au ministère en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.
--------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Lieu	Description des travaux réalisés	Coûts
Québec	Améliorations locatives pour accueillir 40 nouveaux employés à la suite de l'adoption du projet de loi n° 155 qui prévoit de nouvelles responsabilités au Ministère en matière de traitement des divulgations d'actes répréhensibles et de nouvelles responsabilités à la Commission municipale du Québec en matière de vérification de la conformité des opérations, de vérification de l'optimisation des ressources et en éthique et déontologie dans le milieu municipal.	56 658,95
	Travaux de peinture, 2 ^e étage, secteur 300	14 013,66
	Installation d'une armoire de cuisine et lavabo, RC Cook	2 142,79
	Installation d'une prise électrique pour imprimante, RC Cook	277,47
	Ajout d'une prise électrique dans une colonnette	135,37
	Ajout de prises électriques	505,23
	Travaux de peinture, local 3-301	901,24
	Travaux de peinture d'un bureau fermé	371,79
	Sous-total - Québec	75 006,50
Cap-aux-Meules	Améliorations locatives dans le cadre de la mise en place du Bureau régional de coordination gouvernementale des Îles-de-la-Madeleine.	74 691,04
Gatineau	Travaux de plomberie	694,46
Total		150 392,00

La SQI est responsable des travaux effectués au Ministère le cas échéant.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 6	Liste des municipalités, des municipalités régionales de comté, des régies intermunicipales ou des organismes supralocaux qui ont reçu une aide financière spéciale de la part du ministère en 2018-2019. Indiquer le nom de ces entités et, pour chacune, l'objet de l'aide financière ainsi que le montant reçu.
--------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Nom du bénéficiaire	Objet	Montant
Diverses municipalités	Compensation à l'égard des municipalités ayant recours aux services de police fournis par la Sûreté du Québec afin de couvrir une partie de la hausse des coûts.	33 112 741,00 \$
Municipalité régionale de comté Les Etchemins	Aide financière afin d'appuyer la M.R.C. dans ses efforts de relance économique.	1 200 000,00 \$
Municipalité d'Hébertville	Aide financière pour permettre la réalisation de travaux de récupération et de mise en valeur du secteur impacté à la suite de la tornade du 18 juin 2017.	10 000,00 \$
Municipalité de l'Île-d'Anticosti	Compensation à l'égard des éléments structuraux de quais ou d'installations portuaires en remplacement des compensations tenant lieu de taxes.	123 926,00 \$
Municipalité Laverlochère- Angliers	Aide financière transitoire à la suite du regroupement des municipalités de Laverlochère et d'Angliers.	14 654,00 \$
Ville de Gatineau	Aide financière pour la démolition de deux résidences sur le territoire de la Ville.	12 647,00 \$
Ville de Matane	Compensation à l'égard des éléments structuraux de quais ou d'installations portuaires en remplacement des compensations tenant lieu de taxes.	178 471,00 \$
Total au 28 février 2019		34 652 439,00 \$

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 7

Liste des municipalités qui ont profité d'une aide financière pour se regrouper (PAFREM) en indiquant le montant de l'aide financière pour chacun des bénéficiaires en 2018-2019.

Programme d'aide financière au regroupement municipal (PAFREM)

Tous les versements effectués en 2018-2019 ont été effectués en vertu du volet 2 : Assistance financière à la suite d'un regroupement municipal ou d'une annexion totale de territoire. Pour le volet 2, les modalités du programme prévoient le versement de l'aide financière en cinq versements.

Volet 1 – Assistance financière à la réalisation d'études de regroupement

Aucun versement.

Volet 2 – Assistance financière à la suite d'un regroupement municipal ou d'une annexion totale de territoire

Municipalités	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	Total 5 ans
Daveluyville	49 474 \$	30 702 \$	21 930 \$	10 965 \$	6 579 \$				119 650 \$
Laverlochère-Angliers			45 028 \$	27 244 \$	19 460 \$	9 730 \$	5 838 \$		107 300 \$
L'Épiphanie				332 020 \$	250 460 \$	178 900 \$	89 450 \$	53 670 \$	904 500 \$
TOTAL	49 474 \$	30 702 \$	66 958 \$	370 229 \$	276 499 \$	188 630 \$	95 288 \$	53 670 \$	1 131 450 \$

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 8

Liste des municipalités qui ont demandé en 2018-2019 une étude d'opportunité d'un projet de regroupement dans le cadre de la politique des regroupements municipaux, la liste des études réalisées, ainsi que les coûts et les principales conclusions de ces études.

Municipalités	Date des demandes pour que le Ministère effectue une étude d'opportunité visant le regroupement	Coûts	Les suites aux études demandées et commentaires
Ville d'Asbestos Ville de Danville	Septembre 2018	Aucun. Ces études seront réalisées avec l'assistance technique du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.	Dossier en traitement à la Direction générale des opérations régionales (Sous-ministériat aux territoires) en étroite collaboration avec la Direction régionale de l'Estrie. L'étude devrait être complétée en juillet 2019.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 9

Liste des études de regroupement produites en 2018-2019, avec la date de réalisation et, s'il y a lieu, le nom de la firme qui a réalisé chacune de ces études et le montant du contrat.

Études de regroupement	Date de réalisation	Coûts	Nom de la firme
Étude sur l'opportunité d'un regroupement de la Ville d'Asbestos et de la Ville de Danville	En cours Le dépôt de l'étude est prévu à l'été 2019	Aucun ⁽¹⁾	Aucune ⁽¹⁾
Étude sur l'opportunité d'un regroupement de la Municipalité de Saint-Charles-sur-Richelieu et de la Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu	En cours Le dépôt de l'étude est prévu au printemps 2019	Aucun ⁽¹⁾	Aucune ⁽¹⁾
Étude sur l'opportunité d'un regroupement de la Municipalité de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine et de la Municipalité du village de Sainte-Madeleine	Mars 2019	Aucun ⁽¹⁾	Aucune ⁽¹⁾

(1) Ces études ont été réalisées avec l'assistance technique du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l’opposition officielle

Demande n° 10	Total des sommes transférées aux municipalités pour chacune des mesures apparaissant dans l’Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019 (remboursement de la TVQ, bonification des compensations tenant lieu de taxes pour les immeubles parapublics, compensation tenant lieu de taxes pour les terres publiques, partage des revenus des redevances sur les ressources naturelles, subvention de péréquation, subvention à la Capitale-Nationale, fonds de développement des territoires, aide à la voirie locale – volet réfection), en 2018-2019, pour chaque municipalité et par région, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.
---------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Pour l'exercice 2018-2019, sommes transférées aux municipalités (annexe 1) en vertu de l’ <i>Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019</i> (annexe 2)	106 M\$
Pour l'exercice 2018-2019, sommes accordées aux municipalités régionales de comté en vertu de l’ <i>Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019</i> pour le Fonds de développement des territoires (veuillez-vous référer à la demande n° 12 des renseignements particuliers de l’opposition officielle)	105 M\$
Notons par ailleurs qu’en vertu de l’Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019, la mesure de bonification des compensations tenant lieu de taxes, qui représentait 94 000 000 \$ en 2015, est regroupée avec les compensations de base à partir de 2016. Ces dernières figurent à la demande de renseignements particuliers numéro 39 de l’opposition officielle.	
Les montants indiqués dans la présente concernent uniquement les programmes financés par le budget de dépenses du Ministère.	
D’autres sommes sont également transférées aux municipalités par d’autres ministères et organismes du gouvernement en vertu de l’Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019 :	
<ul style="list-style-type: none">– la subvention à la capitale nationale est versée par le Secrétariat à la Capitale-Nationale;– le remboursement de la TVQ est géré par Revenu Québec et la Loi sur l’administration fiscale ne lui permet pas de communiquer au MAMH le détail des remboursements versés à chacune des municipalités;– l’aide à la voirie locale - volet réfection est gérée par le ministère des Transports, et le détail des sommes transférées n’est pas disponible.	

Sommes transférées en 2018-2019 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Partage des redevances ress. naturelles	Compensations terres publiques
Abercorn	VL	16			
Abitibi	MRC	08		605 500	
Abitibi	TR	08	78 386		11 373
Abitibi-Ouest	MRC	08		520 850	
Abitibi-Ouest	TR	08	51 023		2 099
Acton	MRC	16		24 075	
Acton Vale	V	16	101 064		
Adstock	M	12			17 472
Aguanish	M	09	88 443		97 225
Albanel	M	02	199 259		19 640
Albertville	M	01	68 042		3 888
Alleyn-et-Cawood	M	07			47 530
Alma	V	02			1 525
Amherst	CT	15			54 569
Amos	V	08	68 354		32 583
Amqui	V	01	282 038		11 260
Ange-Gardien	M	16			
Antoine-Labelle	MRC	15		267 674	
Antoine-Labelle	TR	15	18 477		195 816
Argenteuil	MRC	15		102 426	
Armagh	M	12	32 721		33 536
Arthabaska	MRC	17		151 052	
Arundel	CT	15			4 711
Asbestos	V	05	1 491 470		
Ascot Corner	M	05			
Aston-Jonction	M	17			
Auclair	M	01	81 357		15 032
Audet	M	05	8 262		68
Aumond	CT	07			26 973
Austin	M	05			1 542
Authier	M	08	88 562		8 563
Authier-Nord	M	08	77 028		21 892
Avignon	MRC	11		236 025	
Avignon	TR	11			7 824
Ayer's Cliff	VL	05			
Baie-Comeau	V	09	134 586		41 089
Baie-des-Sables	M	01	14 415		
Baie-du-Febvre	M	17			
Baie-D'Urfé	V	06			
Baie-Johan-Beetz	M	09	2 704		24 078
Baie-Sainte-Catherine	M	03	39 202		9 042
Baie-Saint-Paul	V	03			34
Baie-Trinité	VL	09	226 127		70 945
Barkmere	V	15			2 836
Barnston-Ouest	M	05			
Barraute	M	08	172 216		43 531
Batiscan	M	04			
Beaconsfield	V	06			
Béarn	M	08	45 568		48 723
Beauce-Sartigan	MRC	12		162 879	
Beauceville	V	12	157 608		
Beauharnois	V	16			
Beauharnois-Salaberry	MRC	16		100 911	
Beaulac-Garthby	M	12			1 888
Beaumont	M	12			
Beaupré	V	03			
Bécancour	MRC	17		42 669	
Bécancour	V	17			1 006
Bedford	V	16	95 512		
Bedford	CT	16			
Bégin	M	02	64 135		42 725
Belcourt	M	08	115 264		36 680
Bellechasse	MRC	12		113 432	
Belleterre	V	08	146 314		60 220

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2018-2019 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Partage des redevances ress. naturelles	Compensations terres publiques
Beloeil	V	16			
Berry	M	08	76 899		31 934
Berthier-sur-Mer	M	12			
Berthierville	V	14			
Béthanie	M	16			
Biencourt	M	01	240 426		26 506
Blainville	V	15			
Blanc-Sablon	M	09	50 518		37 205
Blue Sea	M	07			3 005
Boileau	M	07			13 698
Boisbriand	V	15			
Boischatel	M	03			
Bois-des-Filion	V	15			
Bois-Franc	M	07	10 471		3 500
Bolton-Est	M	05			
Bolton-Ouest	M	16			
Bonaventure	MRC	11		332 749	
Bonaventure	TR	11	7 066		13 566
Bonaventure	V	11	12 297		105
Bonne-Espérance	M	09	296 403		93 902
Bonsecours	M	05			34
Boucherville	V	16			22 858
Bouchette	M	07	11 473		6 812
Bowman	M	07			12 625
Brébeuf	P	15			1 587
Brigham	M	16			
Bristol	M	07			22
Brome	VL	16			
Brome-Missisquoi	MRC	16		90 932	
Bromont	V	16			
Brossard	V	16			1 216
Brownsburg-Chatham	V	15			
Bryson	M	07	79 209		
Bury	M	05			
Cacouna	M	01			290
Calixa-Lavallée	M	16			
Campbell's Bay	M	07	117 915		
Candiac	V	16			
Caniapiscau	MRC	09		70 625	
Caniapiscau	TR	09			199 181
Cantley	M	07			
Cap-Chat	V	11	455 418		6 180
Caplan	M	11	123 722		62
Cap-Saint-Ignace	M	12			39 123
Cap-Santé	V	03			
Carignan	V	16			
Carleton-sur-Mer	V	11			15 301
Cascapédia--Saint-Jules	M	11	34 811		5 295
Causapscal	V	01	647 070		429
Cayamant	M	07			72 215
Chambly	V	16			
Chambord	M	02			6 582
Champlain	M	04			
Champneuf	M	08	61 054		20 002
Chandler	V	11	874 138		43 986
Chapais	V	10	364 960	261 055	23 116
Charette	M	04	58 043		
Charlemagne	V	14			
Charlevoix	MRC	03		124 623	
Charlevoix	TR	03			30 189
Charlevoix-Est	MRC	03		101 557	
Charlevoix-Est	TR	03	18 952		11 773
Chartierville	M	05			6 456
Châteauguay	V	16			

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2018-2019 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Partage des redevances ress. naturelles	Compensations terres publiques
Château-Richer	V	03			
Chazel	M	08	48 150		5 693
Chelsea	M	07			
Chénéville	M	07			834
Chertsey	M	14			85 399
Chesterville	M	17			
Chibougamau	V	10	240 743	722 437	132 232
Chichester	CT	07			37 774
Chute-aux-Outardes	VL	09	519 293		1 257
Chute-Saint-Philippe	M	15			90 846
Clarendon	M	07			79
Clermont	V	03	101 361		5 274
Clermont	CT	08			5 078
Clerval	M	08	5		1 726
Cleveland	CT	05			
Cloridorme	CT	11	221 913		17 468
Coaticook	MRC	05		59 327	
Coaticook	V	05	19 679		
Colombier	M	09	301 718		45 294
Compton	M	05			
Contrecoeur	V	16			
Cookshire-Eaton	AG	05			
Cookshire-Eaton	V	05	501		
Coteau-du-Lac	V	16			
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	M	09	335 022		151 561
Côte-Saint-Luc	V	06			
Courcelles	M	05	210 210		
Cowansville	V	16			
Crabtree	M	14			
Danville	V	05	312 355		
D'Autray	MRC	14		31 916	
Daveluyville	V	17	89 608		
Dégelis	V	01	264 547		208 349
Déléage	M	07	163 466		31 871
Delson	V	16			
Denholm	M	07			36 347
Desbiens	V	02	136 457		360
Deschailions-sur-Saint-Laurent	M	17			
Deschambault-Grondines	M	03			
Deux-Montagnes	MRC	15		239 436	
Deux-Montagnes	V	15			
Disraeli	V	12	252 924		
Disraeli	P	12			625
Dixville	M	05			
Dolbeau-Mistassini	V	02	631 432		52 299
Dollard-Des Ormeaux	V	06			
Donnacona	V	03			
Dorval	V	06			
Dosquet	M	12			
Drummond	MRC	17		218 231	
Drummondville	V	17	22 077		67
Dudswell	M	05			
Duhamel	M	07			107 892
Duhamel-Ouest	M	08			
Dundee	CT	16			
Dunham	V	16			
Duparquet	V	08	3 033		16 452
Dupuy	M	08	146 224		799
Durham-Sud	M	17	1 067		
East Angus	V	05	344 029		
East Broughton	M	12	301 483		
East Farnham	M	16			
East Hereford	M	05			
Eastman	M	05			621

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2018-2019 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Partage des redevances ress. naturelles	Compensations terres publiques
Egan-Sud	M	07	15 683		50
Elgin	M	16			
Entrelacs	M	14			12 396
Escuminac	M	11	25 504		3 743
Esprit-Saint	M	01	70 836		31 980
Estérel	V	15			
Farnham	V	16			
Fassett	M	07			
Ferland-et-Boilleau	M	02			54 914
Ferme-Neuve	M	15	405		297 270
Fermont	V	09			54 646
Forestville	V	09	1 020 945		21 555
Fort-Coulonge	VL	07	438 410		
Fortierville	M	17	60 839		
Fossambault-sur-le-Lac	V	03			190
Frampton	M	12			
Franklin	M	16			
Franquelin	M	09	69 748		62 699
Frelighsburg	M	16			
Frontenac	M	05			40 610
Fugèreville	M	08	20 795		5 862
Gallichan	M	08	4 589		29
Gaspé	V	11	73 884		60 962
Gatineau	V	07			1 621
Girardville	M	02	195 568		20 051
Godbout	VL	09	171 341		21 024
Godmanchester	CT	16			
Golfe-du-Saint-Laurent	TR	09			162 352
Gore	CT	15			133
Gouvernement de la Nation Crie		10			142 000
G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	M	10	179 683	229 834	890 150
Gracefield	V	07			28 398
Granby	V	16			
Grande-Rivière	V	11	453 342		
Grandes-Piles	VL	04			26 232
Grande-Vallée	M	11	96 149		17 431
Grand-Métis	M	01			
Grand-Remous	M	07			62 242
Grand-Saint-Esprit	M	17			
Grenville	VL	15	35 626		
Grenville-sur-la-Rouge	M	15			12 383
Gros-Mécatina	M	09	195 191		87 396
Grosse-Île	M	11	105 438		
Grosses-Roches	M	01	114 595		3 771
Guérin	CT	08	8 585		9 752
Ham-Nord	CT	17			
Hampden	CT	05			49 458
Hampstead	V	06			
Ham-Sud	M	05			8 608
Harrington	CT	15			30 857
Hatley	M	05			
Hatley	CT	05			
Havelock	CT	16			
Havre-Saint-Pierre	M	09			224 917
Hébertville	M	02	5 311		42 778
Hébertville-Station	VL	02	105 831		2 093
Hemmingford	VL	16			
Hemmingford	CT	16			
Henryville	M	16			
Hérouxville	P	04	48 553		265
Hinchinbrooke	M	16			
Honfleur	M	12			
Hope	CT	11	73 655		1 124
Hope Town	M	11	31 177		57

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2018-2019 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Partage des redevances ress. naturelles	Compensations terres publiques
Howick	M	16			
Huberdeau	M	15			
Hudson	V	16			
Huntingdon	V	16	192 047		
Îles-de-la-Madeleine	AG	11		232 048	
Inverness	M	17			
Irlande	M	12	2 110		
Ivry-sur-le-Lac	M	15			
Joliette	MRC	14		50 884	
Joliette	V	14			
Kamouraska	MRC	01		159 445	
Kamouraska	TR	01	10 393		11 791
Kamouraska	M	01			
Kazabazua	M	07			9 988
Kiamika	M	15			96 562
Kingsbury	VL	05	7 124		
Kingsey Falls	V	17			
Kinnear's Mills	M	12			
Kipawa	M	08			2 687
Kirkland	V	06			
Labelle	M	15			82 444
La Bostonnais	M	04	14 762		19 708
Labrecque	M	02	7 443		27 802
Lac-au-Saumon	M	01	306 323		
Lac-aux-Sables	P	04			57 672
Lac-Beauport	M	03			
Lac-Bouchette	M	02	167 432		170 506
Lac-Brome	V	16			
Lac-Delage	V	03			
Lac-des-Aigles	M	01	165 758		216
Lac-des-Écorces	M	15	19 794		23 321
Lac-des-Plages	M	07			30 502
Lac-des-Seize-Îles	M	15			83
Lac-Drolet	M	05			
Lac-du-Cerf	M	15			24 515
Lac-Édouard	M	04			41 755
Lac-Etchemin	M	12	5 599		5 083
Lac-Frontière	M	12	15 124		7 993
Lachute	V	15			
Lac-Mégantic	V	05	39 574		
Lacolle	M	16			
La Conception	M	15			39 425
La Corne	M	08		289 536	18 356
La Côte-de-Beaupré	MRC	03		210 390	
La Côte-de-Beaupré	TR	03			44 937
La Côte-de-Gaspé	MRC	11		330 506	
La Côte-de-Gaspé	TR	11			11 285
Lac-Poulin	VL	12			
Lac-Saguay	VL	15			35 270
Lac-Sainte-Marie	M	07			22 266
Lac-Saint-Jean-Est	MRC	02		1 324 175	
Lac-Saint-Jean-Est	TR	02			13 400
Lac-Saint-Joseph	V	03			2 981
Lac-Saint-Paul	M	15			54 230
Lac-Sergent	V	03			
Lac-Simon	M	07			11 327
Lac-Supérieur	M	15			102 621
Lac-Tremblant-Nord	M	15			610
La Doré	P	02	144 046		75 633
La Durantaye	P	12			
Laforce	M	08	152 063		21 777
La Guadeloupe	VL	12	136 064		
La Haute-Côte-Nord	MRC	09		271 075	
La Haute-Côte-Nord	TR	09			35 545

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2018-2019 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Partage des redevances ress. naturelles	Compensations terres publiques
La Haute-Gaspésie	MRC	11		216 838	
La Haute-Gaspésie	TR	11	23 509		15 545
La Haute-Yamaska	MRC	16		310 072	
La Jacques-Cartier	MRC	03		266 966	
La Jacques-Cartier	TR	03			21 272
La Macaza	M	15			35 117
La Malbaie	V	03	13 340		61 996
Lamarche	M	02	1 739		24 447
La Martre	M	11	66 241		23 057
La Matanie	MRC	01		162 684	
La Matapédia	MRC	01		154 128	
La Matapédia	TR	01	10 270		42 373
Lambton	M	05			2 517
La Minerve	M	15			83 886
La Mitis	MRC	01		141 200	
La Mitis	TR	01	7 363		13 428
La Morandière	M	08	79 441		19 221
La Motte	M	08			5 484
L'Ancienne-Lorette	V	03			
Landrienne	CT	08	75 707		22 415
L'Ange-Gardien	M	03			
L'Ange-Gardien	M	07			3 418
Lanoraie	M	14			
La Nouvelle-Beauce	MRC	12		114 227	
L'Anse-Saint-Jean	M	02			146 953
Lantier	M	15			4 442
La Patrie	M	05			74 510
La Pêche	M	07			34 956
La Pocatière	V	01	7 755		150
La Prairie	V	16			
La Présentation	M	16			
La Rédemption	P	01	137 198		14 349
La Reine	M	08	124 872		844
La Rivière-du-Nord	MRC	15		306 399	
Larouche	M	02			9 198
La Sarre	V	08	368 219		1 124
L'Ascension	M	15			127 581
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	P	02	14 335		22 439
L'Ascension-de-Patapédia	M	11	102 427		4 635
L'Assomption	MRC	14		94 966	
L'Assomption	V	14			
La Trinité-des-Monts	P	01	78 544		51 282
Latulipe-et-Gaboury	CU	08	69 492		20 859
La Tuque	AG	04		110 092	243 663
La Tuque	V	04	1 327 079		409 715
Launay	CT	08	25 664		19 595
Laurier-Station	VL	12			
Laurierville	M	17	24 990		
Laval	V	13			
La Vallée-de-la-Gatineau	MRC	07		164 092	
La Vallée-de-la-Gatineau	TR	07			127 815
La Vallée-de-l'Or	MRC	08		1 060 575	
La Vallée-du-Richelieu	MRC	16		194 460	
Lavaltrie	V	14			
L'Avenir	M	17			
Laverlochère-Angliers	M	08	53 712		26 160
La Visitation-de-l'Île-Dupas	M	14			
La Visitation-de-Yamaska	M	17			
Lawrenceville	VL	05			
Lebel-sur-Quévillon	V	10	548 192	309 790	4 252
Leclercville	M	12			45 813
Le Domaine-du-Roy	MRC	02		738 650	
Le Domaine-du-Roy	TR	02	1 140		133 279
Lefebvre	M	17			

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2018-2019 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Partage des redevances ress. naturelles	Compensations terres publiques
Le Fjord-du-Saguenay	MRC	02		550 700	
Le Fjord-du-Saguenay	TR	02			300 601
Le Golfe-du-Saint-Laurent	MRC	09		97 275	
Le Granit	MRC	05		104 741	
Le Haut-Richelieu	MRC	16		185 655	
Le Haut-Saint-François	MRC	05		69 195	
Le Haut-Saint-Laurent	MRC	16		33 351	
Lejeune	M	01	60 777		72 794
Lemieux	M	17			
L'Épiphanie	V	14			
L'Érable	MRC	17		49 421	
Le Rocher-Percé	MRC	11		323 910	
Le Rocher-Percé	TR	11			7 039
Léry	V	16			
Les Appalaches	MRC	12		131 762	
Les Basques	MRC	01		67 258	
Les Basques	TR	01			1 916
Les Bergeronnes	M	09	87 749		21 981
Les Cèdres	M	16			
Les Chenaux	MRC	04		157 915	
Les Collines-de-l'Outaouais	MRC	07		367 612	
Les Coteaux	M	16			
Les Éboulements	M	03			
Les Escoumins	M	09	131 844		32 212
Les Etchemins	MRC	12		51 621	
Les Hauteurs	M	01	174 923		3 993
Les Îles-de-la-Madeleine	M	11	380 296		
Les Jardins-de-Napierville	MRC	16		42 959	
Les Laurentides	MRC	15		320 379	
Les Maskoutains	MRC	16		136 055	
Les Méchins	M	01	222 858		122 947
Les Moulins	MRC	14		122 385	
Les Pays-d'en-Haut	MRC	15		101 177	
Les Sources	MRC	05		44 949	
Le Val-Saint-François	MRC	05		94 102	
Lévis	V	12			
L'Île-Cadieux	V	16			
L'Île-d'Anticosti	M	09	6 845		94 544
L'Île-d'Orléans	MRC	03		41 227	
L'Île-Dorval	V	06			
L'Île-du-Grand-Calumet	M	07			2 364
L'Île-Perrot	V	16			
Lingwick	CT	05			10 558
L'Isle-aux-Allumettes	M	07			1 642
L'Isle-aux-Coudres	M	03			
L'Islet	MRC	12		63 237	
L'Islet	M	12	98 697		
L'Isle-Verte	M	01	42 499		
Litchfield	M	07			1 688
Lochaber	CT	07			2 147
Lochaber-Partie-Ouest	CT	07			
Longue-Pointe-de-Mingan	M	09	44 259		72 706
Longue-Rive	M	09	330 515		36 920
Longueuil	AG	16			
Longueuil	V	16			4 386
Lorraine	V	15			
Lorrainville	M	08	102 453		149
Lotbinière	MRC	12		96 937	
Lotbinière	M	12			
Louiseville	V	04	142 994		
Low	CT	07			18 828
Lyster	M	17	1 820		
Macamic	V	08	341 719		1 987
Maddington Falls	M	17	30 989		

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2018-2019 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Partage des redevances ress. naturelles	Compensations terres publiques
Magog	V	05			1 767
Malartic	V	08	8 479		31 826
Mandeville	M	14			128 932
Manicouagan	MRC	09		719 450	
Manicouagan	TR	09			103 825
Maniwaki	V	07	995 468		3 266
Manseau	M	17	63 589		1 307
Mansfield-et-Pontefract	M	07			89 766
Marguerite-D'Youville	MRC	16		122 266	
Maria	M	11			1 866
Maria-Chapdelaine	MRC	02		622 200	
Maria-Chapdelaine	TR	02	20 418		283 076
Maricourt	M	05			
Marieville	V	16			
Marsoui	VL	11	136 742		40 888
Marston	CT	05			15 511
Martinville	M	05			
Mascouche	V	14			
Maskinongé	MRC	04		316 647	
Maskinongé	M	04			
Massueville	VL	16	38 193		
Matagami	V	10	506 341	255 724	19 068
Matane	TR	01	7 745		25 949
Matane	V	01	103 588		283
Matapédia	M	11	132 425		49
Matawinie	MRC	14		248 340	
Matawinie	TR	14			169 704
Mayo	M	07			1 815
McMasterville	M	16			
Mékinac	MRC	04		112 957	
Mékinac	TR	04	1 566		60 383
Melbourne	CT	05			1 148
Memphrémagog	MRC	05		157 339	
Mercier	V	16			
Messines	M	07			6 597
Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	V	02	17 643		24 922
Métis-sur-Mer	V	01			
Milan	M	05			33 120
Mille-Isles	M	15			
Minganie	MRC	09		131 150	
Minganie	TR	09			158 249
Mirabel	V	15		118 901	
Moffet	M	08	39 779		20 691
Montcalm	MRC	14		40 775	
Montcalm	M	15			23 213
Mont-Carmel	M	01	44 486		120 382
Montcerf-Lytton	M	07	69 905		53 785
Montebello	M	07			
Mont-Joli	V	01	428 324		
Mont-Laurier	AG	15			
Mont-Laurier	V	15			189 661
Montmagny	MRC	12		69 494	
Montmagny	V	12	52 664		
Montpellier	M	07			64 919
Montréal	AG	06			
Montréal	V	06			
Montréal-Est	V	06			
Montréal-Ouest	V	06			
Mont-Royal	V	06			
Mont-Saint-Grégoire	M	16			
Mont-Saint-Hilaire	V	16			
Mont-Saint-Michel	M	15			31 164
Mont-Saint-Pierre	VL	11	97 987		8 524
Mont-Tremblant	AG	15			9 782

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2018-2019 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Partage des redevances ress. naturelles	Compensations terres publiques
Mont-Tremblant	V	15			18 750
Morin-Heights	M	15			2 201
Mulgrave-et-Derry	M	07			28 896
Murdochville	V	11	572 414		35 336
Namur	M	07	758		2 383
Nantes	M	05	23 077		
Napierville	M	16			
Natashquan	M	09	99 827		35 722
Nédélec	CT	08	86 654		21 252
Neuveville	V	03			
New Carlisle	M	11	44 706		233
Newport	M	05			
New Richmond	V	11	148 082		4 088
Nicolet	V	17			
Nicolet-Yamaska	MRC	17		47 286	
Nominingue	M	15			68 744
Normandin	V	02	182 133		29 499
Normétal	M	08	504 531		8 194
North Hatley	VL	05			
N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	P	12			51
N.-D.-de-Bonsecours	M	07			
Notre-Dame-de-Ham	M	17	18 081		
Notre-Dame-de-la-Merci	M	14			118 089
Notre-Dame-de-la-Paix	M	07			
Notre-Dame-de-la-Salette	M	07			5 534
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	V	16			
Notre-Dame-de-Lorette	M	02	58 978		64 004
Notre-Dame-de-Lourdes	P	17			2 185
Notre-Dame-de-Lourdes	M	14			
Notre-Dame-de-Montauban	M	04	30 522		23 673
Notre-Dame-de-Pontmain	M	15			90 561
Notre-Dame-des-Bois	M	05	7 497		54 493
Notre-Dame-des-Monts	M	03	91 270		389
Notre-Dame-des-Neiges	M	01			21
Notre-Dame-des-Pins	P	12			
Notre-Dame-des-Prairies	V	14			
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	P	01			
Notre-Dame-de-Stanbridge	M	16			
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	VL	17	76 690		
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	P	17			
Notre-Dame-du-Laus	M	15			185 355
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	P	04	387 944		
Notre-Dame-du-Nord	M	08	44 982		425
Notre-Dame-du-Portage	M	01			
Notre-Dame-du-Rosaire	M	12	2 718		60 740
N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	P	12			129
Nouvelle	M	11	63 628		11 746
Noyan	M	16			
Ogden	M	05			703
Oka	M	15			8 324
Orford	CT	05			69 580
Ormstown	M	16			
Otterburn Park	V	16			
Otter Lake	M	07			57 317
Packington	P	01	17 645		14 098
Padoue	M	01	76 268		
Palmarolle	M	08	98 363		
Papineau	MRC	07		192 872	
Papineauville	M	07			
Parisville	P	17	872		
Paspébiac	V	11	228 522		3 028
Percé	V	11	453 911		25 750
Péribonka	M	02			8 913
Petite-Rivière-Saint-François	M	03			17 024

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2018-2019 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Partage des redevances ress. naturelles	Compensations terres publiques
Petite-Vallée	M	11	25 742		4 207
Petit-Saguenay	M	02	159 463		73 129
Piedmont	M	15			
Pierre-De Saurel	MRC	16		80 050	
Pierreville	M	17	3 602		1 580
Pike River	M	16			
Pincourt	V	16			
Piopolis	M	05			10 192
Plaisance	M	07	28 511		6 709
Plessisville	V	17	542 526		
Plessisville	P	17			5 642
Pohénégamook	V	01	108 727		78 504
Pointe-à-la-Croix	M	11	292 076		39 139
Pointe-aux-Outardes	VL	09	56 502		6 249
Pointe-Calumet	M	15			488
Pointe-Claire	V	06			
Pointe-des-Cascades	VL	16			
Pointe-Fortune	VL	16			
Pointe-Lebel	VL	09	212 924		8 413
Pontiac	MRC	07		128 774	
Pontiac	TR	07			127 806
Pontiac	M	07			533
Pont-Rouge	V	03			
Portage-du-Fort	VL	07	14 706		
Port-Cartier	V	09			144 747
Port-Daniel--Gascons	M	11	527 386		18 198
Portneuf	MRC	03		330 561	
Portneuf	TR	03			15 769
Portneuf	V	03	4 515		
Portneuf-sur-Mer	M	09	253 076		32 647
Potton	CT	05			
Poularies	M	08	148 823		5 787
Preissac	M	08			23 508
Prévost	V	15			
Price	VL	01	413 062		
Princeville	V	17	98 080		
Québec	AG	03			
Québec	V	03			
Racine	M	05			27 975
Ragueneau	P	09	416 389		28 443
Rapide-Danseur	M	08			9 004
Rapides-des-Joachims	M	07	10 767		64 004
Rawdon	M	14			12 419
Rémigny	M	08			76 797
Repentigny	V	14			
Richelieu	V	16			
Richmond	V	05	185 243		
Rigaud	V	16			24
Rimouski	V	01			20 169 5341
Rimouski-Neigette	MRC	01		438 239	
Rimouski-Neigette	TR	01			15 199
Ripon	M	07			8 168
Ristigouche-Partie-Sud-Est	CT	11	14 454		1 849
Rivière-à-Claude	M	11	38 354		16 669
Rivière-à-Pierre	M	03			76 669
Rivière-au-Tonnerre	M	09	39 202		42 084
Rivière-Beaudette	M	16			
Rivière-Bleue	M	01	342 563		32 424
Rivière-du-Loup	MRC	01		264 314	
Rivière-du-Loup	V	01			112
Rivière-Éternité	M	02	91 239		136 298
Rivière-Héva	M	08			12 510
Rivière-Ouelle	M	01			
Rivière-Rouge	AG	15			

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2018-2019 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Partage des redevances ress. naturelles	Compensations terres publiques
Rivière-Rouge	V	15			102 737
Rivière-Saint-Jean	M	09	73 245		72 140
Robert-Cliche	MRC	12		60 115	
Roberval	V	02	59 279		23 277
Rochebaucourt	M	08	82 486		15 166
Roquemaure	M	08	35 005		2 849
Rosemère	V	15			
Rougemont	M	16			
Roussillon	MRC	16		272 483	
Rouville	MRC	16		57 943	
Rouyn-Noranda	V	08		1 054 500	479 602
Roxton	CT	16			
Roxton Falls	VL	16	61 924		
Roxton Pond	M	16			7 428
Sacré-Coeur	M	09	150 219		29 514
Sacré-Coeur-de-Jésus	P	12			
Saguenay	V	02			80 335
Saint-Adalbert	M	12	117 921		32 214
Saint-Adelme	P	01	26 917		1 005
Saint-Adelphe	P	04			
Saint-Adolphe-d'Howard	M	15			17 753
Saint-Adrien	M	05			
Saint-Adrien-d'Irlande	M	12			
Saint-Agapit	M	12			
Saint-Aimé	M	16			
Saint-Aimé-des-Lacs	M	03			70 887
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	M	15			40 191
Saint-Alban	M	03			14 021
Saint-Albert	M	17			
Saint-Alexandre	M	16			
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	M	01	16 205		390
Saint-Alexandre-des-Lacs	P	01	87 754		13 902
Saint-Alexis	M	14			
Saint-Alexis-de-Matapédia	M	11	199 862		161
Saint-Alexis-des-Monts	P	04			302 634
Saint-Alfred	M	12			
Saint-Alphonse	M	11	132 644		2 214
Saint-Alphonse-de-Granby	M	16			
Saint-Alphonse-Rodriguez	M	14			2 653
Saint-Amable	M	16			
Saint-Ambroise	M	02	4 987		3 921
Saint-Ambroise-de-Kildare	M	14			
Saint-Anaclet-de-Lessard	P	01			35
Saint-André	M	01	1 674		4 430
Saint-André-Avellin	M	07			
Saint-André-d'Argenteuil	M	15			
Saint-André-de-Restigouche	M	11	61 260		8 317
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	VL	02	71 246		24 844
Saint-Anicet	M	16			
Saint-Anselme	M	12			
Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	P	12			
Saint-Antoine-de-Tilly	M	12			
Saint-Antoine-sur-Richelieu	M	16			
Saint-Antonin	M	01			30 371
Saint-Apollinaire	M	12			
Saint-Armand	M	16			
Saint-Arsène	P	01			
Saint-Athanase	M	01	80 864		73 408
Saint-Aubert	M	12			
Saint-Augustin	P	02	92 685		14 153
Saint-Augustin	M	09	199 001		119 082
Saint-Augustin-de-Desmaures	V	03			
Saint-Augustin-de-Woburn	P	05			130 540
Saint-Barnabé	P	04	22 320		163

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2018-2019 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Partage des redevances ress. naturelles	Compensations terres publiques
Saint-Barnabé-Sud	M	16			
Saint-Barthélemy	P	14			
Saint-Basile	V	03			
Saint-Basile-le-Grand	V	16			
Saint-Benjamin	M	12	833		43
Saint-Benoît-Labre	M	12			
Saint-Bernard	M	12			
Saint-Bernard-de-Lacolle	M	16			
Saint-Bernard-de-Michaudville	M	16			
Saint-Blaise-sur-Richelieu	M	16			
Saint-Bonaventure	M	17			
Saint-Boniface	M	04			
Saint-Bruno	M	02			
Saint-Bruno-de-Guigues	M	08			263
Saint-Bruno-de-Kamouraska	M	01	75 361		66
Saint-Bruno-de-Montarville	V	16			15 956
Saint-Calixte	M	14	5 753		1 543
Saint-Camille	CT	05			
Saint-Camille-de-Lellis	P	12	200 248		107 184
Saint-Casimir	M	03	100 297		
Saint-Célestin	VL	17	25 345		
Saint-Célestin	M	17			
Saint-Césaire	V	16			
Saint-Charles-Borromée	M	14			
Saint-Charles-de-Bellechasse	M	12			
Saint-Charles-de-Bourget	M	02			984
Saint-Charles-Garnier	P	01	65 898		5 189
Saint-Charles-sur-Richelieu	M	16			
Saint-Christophe-d'Arthabaska	P	17			
Saint-Chrysostome	M	16			
Saint-Claude	M	05			
Saint-Clément	M	01	96 223		
Saint-Cléophas	P	01	108 100		8 153
Saint-Cléophas-de-Brandon	M	14			
Saint-Clet	M	16			
Saint-Colomban	V	15			
Saint-Côme	M	14			44 249
Saint-Côme--Linière	M	12	207 535		9 451
Saint-Constant	V	16			
Saint-Cuthbert	M	14			
Saint-Cyprien	M	01	142 643		22 028
Saint-Cyprien	P	12	125 185		
Saint-Cyprien-de-Napierville	M	16			
Saint-Cyrille-de-Lessard	P	12			64 195
Saint-Cyrille-de-Wendover	M	17			
Saint-Damase	P	01	84 554		5 703
Saint-Damase	M	16			
Saint-Damase-de-L'Islet	M	12	90 863		70 038
Saint-Damien	P	14			67 486
Saint-Damien-de-Buckland	P	12	11 991		
Saint-David	M	16			
Saint-David-de-Falardeau	M	02			65 491
Saint-Denis-de-Brompton	M	05			9 323
Saint-Denis-De La Bouteillerie	M	01			
Saint-Denis-sur-Richelieu	M	16			
Saint-Didace	P	14			
Saint-Dominique	M	16			
Saint-Dominique-du-Rosaire	M	08	39 636		34 052
Saint-Donat	P	01	17 764		419
Saint-Donat	M	14			146 524
Sainte-Adèle	V	15			7 561
Sainte-Agathe-de-Lotbinière	M	12			
Sainte-Agathe-des-Monts	AG	15			24
Sainte-Agathe-des-Monts	V	15			42

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2018-2019 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Partage des redevances ress. naturelles	Compensations terres publiques
Sainte-Angèle-de-Méridi	M	01	149 903		
Sainte-Angèle-de-Monnoir	M	16			
Sainte-Angèle-de-Prémont	M	04	59 779		
Sainte-Anne-de-Beaupré	V	03			
Sainte-Anne-de-Bellevue	V	06			
Sainte-Anne-de-la-Pérade	M	04	1 694		256
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	P	01			
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	M	05			
Sainte-Anne-de-Sabrevois	P	16			
Sainte-Anne-des-Lacs	P	15			
Sainte-Anne-des-Monts	V	11	713 761		20 969
Sainte-Anne-de-Sorel	M	16			
Sainte-Anne-des-Plaines	V	15			
Sainte-Anne-du-Lac	M	15			100 202
Sainte-Apolline-de-Patton	P	12	83 020		44 249
Sainte-Aurélie	M	12			40
Sainte-Barbe	M	16			
Sainte-Béatrix	M	14			
Sainte-Brigide-d'Iberville	M	16			
Sainte-Brigitte-de-Laval	V	03			
Sainte-Brigitte-des-Saults	P	17			
Sainte-Catherine	V	16			
Sainte-Catherine-de-Hatley	M	05			46
Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	V	03			11 992
Sainte-Cécile-de-Lévrard	P	17	8 262		
Sainte-Cécile-de-Milton	M	16			
Sainte-Cécile-de-Whitton	M	05			
Sainte-Christine	P	16			
Sainte-Christine-d'Auvergne	M	03			599
Sainte-Claire	M	12			
Sainte-Clotilde	M	16			
Sainte-Clotilde-de-Beauce	M	12	276		
Sainte-Clotilde-de-Horton	M	17	6 117		
Sainte-Croix	M	12			
Saint-Edmond-de-Grantham	P	17			
Saint-Edmond-les-Plaines	M	02	112 209		14 579
Saint-Édouard	M	16			
Saint-Édouard-de-Fabre	P	08	3 695		8 892
Saint-Édouard-de-Lotbinière	P	12			10 295
Saint-Édouard-de-Maskinongé	M	04	29 671		
Sainte-Edwidge-de-Clifton	CT	05			
Sainte-Élisabeth	M	14			
Sainte-Élisabeth-de-Warwick	M	17			
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	M	14			58 618
Sainte-Eulalie	M	17			820
Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	M	12	36 661		28 268
Sainte-Famille-de-l'Île-d'Orléans	M	03			
Sainte-Félicité	M	01	198 589		1 300
Sainte-Félicité	M	12	106 197		2 431
Sainte-Flavie	P	01	1 671		
Sainte-Florence	M	01	212 537		10 372
Sainte-Françoise	P	01	41 201		3 022
Sainte-Françoise	M	17			4 068
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	P	04			
Sainte-Geneviève-de-Berthier	M	14			
Sainte-Germaine-Boulé	M	08	116 082		1 695
Sainte-Gertrude-Manneville	M	08			9 484
Sainte-Hedwidge	M	02	73 502		120 996
Sainte-Hélène-de-Bagot	M	16			
Sainte-Hélène-de-Chester	M	17			
Sainte-Hélène-de-Kamouraska	M	01	46 623		
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	P	08	28 830		
Sainte-Hénédine	P	12			
Sainte-Irène	P	01	10 448		11 561

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2018-2019 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Partage des redevances ress. naturelles	Compensations terres publiques
Sainte-Jeanne-d'Arc	P	01	52 302		52
Sainte-Jeanne-d'Arc	VL	02	70 438		26 234
Sainte-Julie	V	16			317
Sainte-Julienne	M	14			2 356
Sainte-Justine	M	12	116 267		3 051
Sainte-Justine-de-Newton	M	16			
Saint-Élie-de-Caxton	M	04			202
Saint-Éloi	P	01	2 532		
Sainte-Louise	P	12	8 732		
Saint-Elphège	P	17			
Sainte-Luce	M	01			970
Sainte-Lucie-de-Beauregard	M	12	72 305		26 688
Sainte-Lucie-des-Laurentides	M	15			26 680
Saint-Elzéar	M	11	128 874		15 557
Saint-Elzéar	M	12			
Saint-Elzéar-de-Témiscouata	M	01	78 138		20 707
Sainte-Madeleine	VL	16			
Sainte-Madeleine-Riv.-Madeleine	M	11	108 659		28 944
Sainte-Marcelline-de-Kildare	M	14			117
Sainte-Marguerite	P	12			
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	V	15			5 697
Sainte-Marguerite--Estérel	AG	15			
Sainte-Marguerite-Marie	M	01	83 713		17 508
Sainte-Marie	V	12			
Sainte-Marie-de-Blandford	M	17			6 072
Sainte-Marie-Madeleine	P	16			
Sainte-Marie-Salomé	M	14			
Sainte-Marthe	M	16			
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	V	15			
Sainte-Martine	M	16			
Sainte-Mélanie	M	14			
Saint-Émile-de-Suffolk	M	07			1 207
Sainte-Monique	M	17			
Sainte-Monique	M	02			32 689
Sainte-Paule	M	01			24 930
Sainte-Perpétue	M	12	468 860		111 005
Sainte-Perpétue	P	17			
Sainte-Pétronille	VL	03			
Saint-Éphrem-de-Beauce	M	12	46 144		
Saint-Épiphane	M	01	61 952		57
Sainte-Praxède	P	12			21 649
Sainte-Rita	M	01	117 724		7 721
Sainte-Rose-de-Watford	M	12	13 629		13 293
Sainte-Rose-du-Nord	P	02			14 231
Sainte-Sabine	P	12	74 500		763
Sainte-Sabine	M	16			
Sainte-Séraphine	P	17			
Sainte-Sophie	M	15			
Sainte-Sophie-de-Lévrard	P	17	11 903		
Sainte-Sophie-d'Halifax	M	17			
Saint-Esprit	M	14			
Sainte-Thècle	M	04	7 519		37 093
Sainte-Thérèse	V	15			
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	M	11	211 447		
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	M	07			4 194
Saint-Étienne-de-Beauharnois	M	16			
Saint-Étienne-de-Bolton	M	05			
Saint-Étienne-des-Grès	P	04			67
Saint-Eugène	M	17			
Saint-Eugène-d'Argentenay	M	02	100 750		57
Saint-Eugène-de-Guigues	M	08			3 206
Saint-Eugène-de-Ladrière	P	01	22 084		51 477
Sainte-Ursule	M	04	9 645		
Saint-Eusèbe	P	01	33 790		1 553

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2018-2019 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Partage des redevances ress. naturelles	Compensations terres publiques
Saint-Eustache	V	15			
Saint-Évariste-de-Forsyth	M	12			
Sainte-Victoire-de-Sorel	M	16			
Saint-Fabien	P	01	6 299		6 120
Saint-Fabien-de-Panet	P	12	133 549		44 071
Saint-Faustin--Lac-Carré	M	15			23 377
Saint-Félicien	V	02	44 650		28 058
Saint-Félix-de-Dalquier	M	08			3 294
Saint-Félix-de-Kingsey	M	17			
Saint-Félix-de-Valois	M	14			
Saint-Félix-d'Otis	M	02			46 625
Saint-Ferdinand	M	17			
Saint-Ferréol-les-Neiges	M	03			
Saint-Flavien	M	12			
Saint-Fortunat	M	12			
Saint-François-d'Assise	M	11	236 232		10 172
Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	M	12			3 696
Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	M	03			
Saint-François-de-Sales	M	02	162 452		43 179
Saint-François-du-Lac	M	17			973
Saint-François-Xavier-Brompton	M	05			4 744
Saint-François-Xavier-de-Viger	M	01	57 984		18 058
Saint-Frédéric	P	12	2 958		
Saint-Fulgence	M	02			68 287
Saint-Gabriel	V	14	799 380		
Saint-Gabriel-de-Brandon	M	14			
Saint-Gabriel-de-Rimouski	M	01	55 753		5 150
Saint-Gabriel-de-Valcartier	M	03			13 909
Saint-Gabriel-Lalemant	M	01	209 946		2 472
Saint-Gédéon	M	02			32
Saint-Gédéon-de-Beauce	M	12	133 069		
Saint-Georges	V	12	188 258		
Saint-Georges-de-Clarenceville	M	16			
Saint-Georges-de-Windsor	M	05			
Saint-Gérard-Majella	P	16			
Saint-Germain	P	01			
Saint-Germain-de-Grantham	M	17			
Saint-Gervais	M	12			
Saint-Gilbert	P	03	543		
Saint-Gilles	M	12			
Saint-Godefroi	CT	11	55 145		1 948
Saint-Guillaume	M	17			
Saint-Guy	M	01	40 312		27 125
Saint-Henri	M	12			
Saint-Henri-de-Taillon	M	02			994
Saint-Herménégilde	M	05			
Saint-Hilaire-de-Dorset	P	12	10 613		
Saint-Hilarion	P	03	4 362		83
Saint-Hippolyte	M	15			5 161
Saint-Honoré	V	02			7 621
Saint-Honoré-de-Shenley	M	12			
Saint-Honoré-de-Témiscouata	M	01	184 110		42 334
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	M	01			19 377
Saint-Hugues	M	16			
Saint-Hyacinthe	V	16			
Saint-Ignace-de-Loyola	M	14			
Saint-Ignace-de-Stanbridge	M	16			
Saint-Irénée	P	03			
Saint-Isidore	M	12			
Saint-Isidore	P	16			
Saint-Isidore-de-Clifton	M	05			
Saint-Jacques	M	14			
Saint-Jacques-de-Leeds	M	12			
Saint-Jacques/Wolfestown	P	12			330

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2018-2019 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Partage des redevances ress. naturelles	Compensations terres publiques
Saint-Jacques-le-Mineur	M	16			
Saint-Janvier-de-Joly	M	12			26 089
Saint-Jean-Baptiste	M	16			
Saint-Jean-de-Brébeuf	M	12			
Saint-Jean-de-Cherbourg	P	01	66 419		29 985
Saint-Jean-de-Dieu	M	01	370 603		1 976
Saint-Jean-de-la-Lande	M	01	33 094		4 752
Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	M	03			
Saint-Jean-de-Matha	M	14			
Saint-Jean-Port-Joli	M	12			
Saint-Jean-sur-Richelieu	V	16			119
Saint-Jérôme	V	15			
Saint-Joachim	P	03			
Saint-Joachim-de-Shefford	M	16			5 841
Saint-Joseph-de-Beauce	V	12	149 848		
Saint-Joseph-de-Coleraine	M	12			29 393
Saint-Joseph-de-Kamouraska	P	01	18 190		4 216
Saint-Joseph-de-Lepage	P	01	12 003		
Saint-Joseph-des-Érables	M	12			
Saint-Joseph-de-Sorel	V	16	336 412		
Saint-Joseph-du-Lac	M	15			315
Saint-Jude	M	16			
Saint-Jules	P	12	2 150		
Saint-Julien	M	12			
Saint-Just-de-Bretenières	M	12	150 417		62 282
Saint-Juste-du-Lac	M	01	17 752		31 362
Saint-Justin	M	04			
Saint-Lambert	V	16			2 688
Saint-Lambert	P	08	77 988		8 558
Saint-Lambert-de-Lauzon	M	12			
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	M	03			
Saint-Lazare	V	16			
Saint-Lazare-de-Bellechasse	M	12			
Saint-Léandre	P	01	18 518		13 156
Saint-Léonard-d'Aston	M	17			
Saint-Léonard-de-Portneuf	M	03			19 328
Saint-Léon-de-Standon	P	12	7 317		1 451
Saint-Léon-le-Grand	P	01	231 989		
Saint-Léon-le-Grand	P	04			
Saint-Liboire	M	16			
Saint-Liguori	M	14			
Saint-Lin--Laurentides	V	14			
Saint-Louis	M	16			
Saint-Louis-de-Blandford	M	17			533
Saint-Louis-de-Gonzague	M	12	75 907		334
Saint-Louis-de-Gonzague	P	16			
Saint-Louis-du-Ha! Ha!	P	01	243 464		14 432
Saint-Luc-de-Bellechasse	M	12	18 999		38 529
Saint-Luc-de-Vincennes	M	04	22 258		
Saint-Lucien	M	17			
Saint-Ludger	M	05	123 464		2 953
Saint-Ludger-de-Milot	M	02	19 186		26 184
Saint-Magloire	M	12	125 856		39 230
Saint-Majorique-de-Grantham	P	17			
Saint-Malachie	P	12			
Saint-Malo	M	05			
Saint-Marc-de-Figuery	P	08			507
Saint-Marc-des-Carrières	V	03	102 550		
Saint-Marc-du-Lac-Long	P	01	26 788		15 024
Saint-Marcel	M	12	41 964		43 514
Saint-Marcel-de-Richelieu	M	16			
Saint-Marcellin	P	01			13 187
Saint-Marc-sur-Richelieu	M	16			
Saint-Martin	P	12	139 633		

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2018-2019 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Partage des redevances ress. naturelles	Compensations terres publiques
Saint-Mathias-sur-Richelieu	M	16			
Saint-Mathieu	M	16			
Saint-Mathieu-de-Beloil	M	16			
Saint-Mathieu-de-Rioux	P	01			17 177
Saint-Mathieu-d'Harricana	M	08			4 486
Saint-Mathieu-du-Parc	M	04			48 556
Saint-Maurice	P	04			
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	M	11	326 250		22 752
Saint-Médard	M	01	107 528		16 957
Saint-Michel	M	16			
Saint-Michel-de-Bellechasse	M	12			
Saint-Michel-des-Saints	M	14			231 460
Saint-Michel-du-Squatec	M	01	271 534		107 011
Saint-Modeste	M	01			11 594
Saint-Moïse	P	01	167 821		1 670
Saint-Narcisse	P	04	9 199		3 256
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	P	12			
Saint-Narcisse-de-Rimouski	P	01	3 262		38 173
Saint-Nazaire	M	02	46 029		7 394
Saint-Nazaire-d'Acton	P	16			
Saint-Nazaire-de-Dorchester	P	12			
Saint-Nérée-de-Bellechasse	M	12			
Saint-Noël	VL	01	202 531		113
Saint-Norbert	P	14			
Saint-Norbert-d'Arthabaska	M	17			
Saint-Octave-de-Métis	P	01	44 928		
Saint-Odilon-de-Cranbourne	P	12	7 875		117
Saint-Omer	M	12	22 477		18 865
Saint-Onésime-d'Ixworth	M	01	41 082		8 926
Saint-Ours	V	16			
Saint-Pacôme	M	01	125 548		
Saint-Pamphile	V	12	633 940		49
Saint-Pascal	V	01	156 110		
Saint-Patrice-de-Beaurivage	M	12			
Saint-Patrice-de-Sherrington	M	16			
Saint-Paul	M	14			
Saint-Paul-d'Abbotsford	M	16			
Saint-Paul-de-la-Croix	P	01	45 344		27
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	M	16			
Saint-Paul-de-Montminy	M	12	48 307		8 055
Saint-Paulin	M	04	29 739		17 716
Saint-Philémon	P	12			39 982
Saint-Philibert	M	12			
Saint-Philippe	V	16			
Saint-Philippe-de-Néri	P	01	153 221		
Saint-Pie	V	16			
Saint-Pie-de-Guire	P	17			
Saint-Pierre	VL	14			
Saint-Pierre-Baptiste	P	17			
Saint-Pierre-de-Broughton	M	12			
Saint-Pierre-de-Lamy	M	01	30 976		28 280
Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	P	12			10 810
Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	M	03			
Saint-Pierre-les-Becquets	M	17			
Saint-Placide	M	15			
Saint-Polycarpe	M	16			
Saint-Prime	M	02	133 030		17 971
Saint-Prosper	M	12	316 768		
Saint-Prosper-de-Champlain	M	04	17 198		
Saint-Raphaël	M	12			
Saint-Raymond	V	03			60 768
Saint-Rémi	V	16			
Saint-Rémi-de-Tingwick	M	17			
Saint-René	P	12			

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2018-2019 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Partage des redevances ress. naturelles	Compensations terres publiques
Saint-René-de-Matane	M	01	131 242		62 377
Saint-Robert	M	16			
Saint-Robert-Bellarmin	M	05	95 575		98 939
Saint-Roch-de-l'Achigan	M	14			
Saint-Roch-de-Mékinac	P	04			26 409
Saint-Roch-de-Richelieu	M	16			
Saint-Roch-des-Aulnaies	P	12			
Saint-Roch-Ouest	M	14			
Saint-Romain	M	05			37 495
Saint-Rosaire	P	17			792
Saint-Samuel	M	17	2 469		
Saints-Anges	P	12			
Saint-Sauveur	V	15			
Saint-Sébastien	M	05	52 528		
Saint-Sébastien	M	16			
Saint-Sévère	P	04			
Saint-Séverin	P	12			
Saint-Séverin	P	04	53 020		1 419
Saint-Siméon	P	11	64 945		134
Saint-Siméon	M	03	3 477		39 347
Saint-Simon	P	01			456
Saint-Simon	M	16			
Saint-Simon-les-Mines	M	12			
Saint-Sixte	M	07			753
Saints-Martyrs-Canadiens	P	17			8 963
Saint-Stanislas	M	04			
Saint-Stanislas	M	02	37 353		25 903
Saint-Stanislas-de-Kostka	M	16			
Saint-Sulpice	P	14			
Saint-Sylvère	M	17	1 750		
Saint-Sylvestre	M	12			
Saint-Télesphore	M	16			
Saint-Tharcisius	P	01	126 204		1 423
Saint-Théodore-d'Acton	M	16			
Saint-Théophile	M	12	77 036		68 733
Saint-Thomas	M	14			
Saint-Thomas-Didyme	M	02	61 447		78 374
Saint-Thuribe	P	03			
Saint-Tite	V	04	22 365		614
Saint-Tite-des-Caps	M	03			
Saint-Ubalde	M	03			122 948
Saint-Ulric	M	01	74 376		
Saint-Urbain	P	03			34
Saint-Urbain-Premier	M	16			
Saint-Valentin	M	16			
Saint-Valère	M	17			674
Saint-Valérien	P	01	2 275		16 731
Saint-Valérien-de-Milton	M	16			
Saint-Vallier	M	12			
Saint-Venant-de-Paquette	M	05			
Saint-Vianney	M	01	145 438		24 853
Saint-Victor	M	12			
Saint-Wenceslas	M	17			
Saint-Zacharie	M	12	338 673		19 280
Saint-Zénon	M	14			160 778
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	P	01	98 264		1 342
Saint-Zéphirin-de-Courval	P	17			
Saint-Zotique	M	16			
Salaberry-de-Valleyfield	V	16			
Sayabec	M	01	179 849		33 905
Schefferville	V	09	285 932	300 000	16 025
Scotstown	V	05	177 226		
Scott	M	12			
Senneterre	V	08	746 263		349 526

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2018-2019 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Partage des redevances ress. naturelles	Compensations terres publiques
Senneterre	P	08	94 798		33 477
Senneville	VL	06			
Sept-Îles	V	09			173 198
Sept-Rivières	MRC	09		804 475	
Sept-Rivières	TR	09			88 309
Shannon	V	03			454
Shawinigan	V	04	3 547 492	450 499	5 428
Shawville	M	07	8 378		
Sheenboro	M	07			39 012
Shefford	CT	16			
Sherbrooke	V	05			276
Shigawake	M	11	101 601		2 268
Sorel-Tracy	V	16	209 039		
Stanbridge East	M	16			
Stanbridge Station	M	16			
Stanstead	V	05	161 731		
Stanstead	CT	05			
Stanstead-Est	M	05			
Stoke	M	05			736
Stoneham-et-Tewkesbury	CU	03			66 474
Stornoway	M	05			59 944
Stratford	CT	05			32 683
Stukely-Sud	VL	05			
Sutton	V	16			
Tadoussac	VL	09			2 563
Taschereau	M	08	306 946		19 830
Témiscaming	V	08			48 929
Témiscamingue	MRC	08		385 100	
Témiscamingue	TR	08			39 518
Témiscouata	MRC	01		152 639	
Témiscouata-sur-le-Lac	V	01	27 477		33 464 33286
Terrasse-Vaudreuil	M	16			
Terrebonne	V	14			
Thérèse-De Blainville	MRC	15		377 851	
Thetford Mines	V	12	1 558 549		1 386
Thorne	M	07			1 686
Thurso	V	07	15 544		356
Tingwick	M	17			
Tourville	M	12	253 687		109 227
Trécesson	CT	08			9 375
Très-Saint-Rédempteur	M	16			
Très-Saint-Sacrement	P	16			
Tring-Jonction	VL	12	135 171		
Trois-Pistoles	V	01	851 544		
Trois-Rives	M	04			86 289
Trois-Rivières	V	04	1 826 461		1 937
Ulverton	M	05			
Upton	M	16			
Val-Alain	M	12			17 387
Val-Brillant	M	01	50 695		
Valcourt	V	05	1 937		
Valcourt	CT	05			
Val-David	VL	15			
Val-des-Bois	M	07			38 199
Val-des-Lacs	M	15			43 209
Val-des-Monts	M	07			18 488
Val-d'Or	V	08		1 174 458	388 960
Val-Joli	M	05			
Vallée-de-l'Or	TR	08	103 920		19 239
Vallée-Jonction	M	12	61 157		
Val-Morin	M	15			184
Val-Racine	M	05			35 964
Val-Saint-Gilles	M	08	44 120		9 563
Varenes	V	16			

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Sommes transférées en 2018-2019 aux municipalités en vertu de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019

Nom de la municipalité	Dés.	Reg.	Péréquation ¹	Partage des redevances ress. naturelles	Compensations terres publiques
Vaudreuil-Dorion	V	16			
Vaudreuil-Soulanges	MRC	16		235 361	
Vaudreuil-sur-le-Lac	VL	16			
Venise-en-Québec	M	16			
Verchères	M	16			
Victoriaville	V	17	311 707		
Ville-Marie	V	08	24 927		
Villeroiy	M	17			28 201
Waltham	M	07			63 005
Warden	VL	16			
Warwick	V	17	6 942		
Waterloo	V	16	217 882		
Waterville	V	05			
Weedon	M	05			
Wentworth	CT	15			6 424
Wentworth-Nord	M	15			19 083
Westbury	CT	05			
Westmount	V	06			
Wickham	M	17	3 903		
Windsor	V	05	32 314		
Wotton	M	05	4 973		
Yamachiche	M	04	2 624		
Yamaska	M	16			
Total			60 000 100	24 999 999	20 778 931 105 779 030

1: Incluant la subvention de neutralité financière lors d'un regroupement municipal.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 11

Nombre de rencontres de négociations tenues avec le milieu municipal, au 31 mars 2019, au sujet de la renégociation du pacte fiscal Québec-municipalités.

Aucune rencontre de négociation n'a été tenue avec le milieu municipal au sujet de la renégociation de l'Entente Québec-Municipalités.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 12

Pour l'exercice 2018-2019, sommes accordées aux municipalités régionales de comté au Fonds de développement des territoires, par région, ventilées par provenance des sommes (solde des CRÉ et de leur FDR, solde du programme d'aide au développement économique local, programme d'aide aux MRC, enveloppe des pactes ruraux et des agents de développement rural) et prévisions pour 2019-2020.

Comme prévu dans le Pacte fiscal transitoire 2015, l'enveloppe du Fonds de développement des territoires (FDT) est composée de l'enveloppe 2014-2015 du Programme d'aide aux MRC et du Pacte rural, incluant les agents ruraux, ainsi que de l'enveloppe 2014-2015, après réduction, du Fonds de développement régional et de l'aide aux CLD. L'enveloppe du FDT de 100,0 M\$ est répartie entre les MRC selon les mêmes paramètres qui prévalaient pour la répartition des quatre programmes qu'il remplace.

Tel que prévu à l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019, l'enveloppe du FDT de 100,0 M\$ pour les années financières 2015-2016 à 2017-2018 a été bonifié de 5,0 M\$ pour l'année 2018-2019 et de 10,0 M\$ pour l'année 2019-2020. La répartition de la bonification est effectuée selon trois paramètres, soit la population, l'indice de vitalité économique ainsi qu'un montant uniforme par MRC.

Le tableau à l'annexe 1 présente les données détaillées.

Région	MRC	Aide MRC 2014-2015	Pacte rural et agents ruraux 2014-2015	Aide au développement économique local	Fonds de développement régional	FDT 2015-2016 À 2017-2018	FDT 2018-2019	FDT 2019-2020
01	Kamouraska	108 900 \$	477 565 \$	267 643 \$	122 384 \$	976 492 \$	1 019 783 \$	1 106 352 \$
01	La Matanie	126 900 \$	457 606 \$	269 346 \$	138 781 \$	992 634 \$	1 046 318 \$	1 153 483 \$
01	La Matapédia	126 900 \$	658 626 \$	285 152 \$	142 366 \$	1 213 044 \$	1 266 101 \$	1 372 121 \$
01	La Mitis	126 900 \$	537 736 \$	260 403 \$	134 996 \$	1 060 034 \$	1 113 207 \$	1 219 542 \$
01	Les Basques	125 000 \$	380 955 \$	277 965 \$	129 584 \$	913 503 \$	964 918 \$	1 067 700 \$
01	Rimouski-Neigette	88 550 \$	319 618 \$	237 094 \$	161 352 \$	806 613 \$	842 087 \$	912 947 \$
01	Rivière-du-Loup	88 550 \$	324 655 \$	220 962 \$	132 524 \$	766 692 \$	804 222 \$	879 402 \$
01	Témiscouata	115 000 \$	653 326 \$	284 204 \$	136 919 \$	1 189 449 \$	1 242 894 \$	1 349 636 \$
02	Lac-Saint-Jean-Est	88 550 \$	471 894 \$	293 685 \$	201 899 \$	1 056 029 \$	1 096 871 \$	1 178 613 \$
02	Le Domaine-du-Roy	106 550 \$	465 898 \$	226 083 \$	180 998 \$	979 529 \$	1 024 794 \$	1 115 145 \$
02	Le Fjord-du-Saguenay	126 900 \$	451 056 \$	233 338 \$	199 482 \$	1 010 777 \$	1 046 015 \$	1 116 493 \$
02	Maria-Chapdelaine	126 900 \$	548 546 \$	238 404 \$	217 472 \$	1 131 322 \$	1 175 331 \$	1 263 331 \$
02	Saguenay	- \$	- \$	708 652 \$	289 753 \$	998 404 \$	1 055 983 \$	1 170 543 \$
03	Charlevoix	115 000 \$	328 091 \$	270 297 \$	145 611 \$	858 999 \$	892 659 \$	959 928 \$
03	Charlevoix-Est	115 000 \$	358 174 \$	254 370 \$	146 754 \$	874 298 \$	916 667 \$	1 001 343 \$
03	La Côte-de-Beaupré	88 550 \$	222 490 \$	139 229 \$	120 924 \$	571 192 \$	597 123 \$	649 242 \$
03	La Jacques-Cartier	52 185 \$	261 277 \$	133 509 \$	115 935 \$	562 907 \$	591 554 \$	649 359 \$
03	L'Île-d'Orléans	85 000 \$	213 847 \$	91 144 \$	112 951 \$	502 942 \$	535 382 \$	600 334 \$
03	Portneuf	88 550 \$	580 122 \$	231 964 \$	150 409 \$	1 051 045 \$	1 085 657 \$	1 155 023 \$
03	Québec	- \$	- \$	1 324 418 \$	347 238 \$	1 671 655 \$	1 798 424 \$	2 049 245 \$
04	La Tuque	116 590 \$	339 853 \$	202 870 \$	174 168 \$	833 481 \$	886 019 \$	991 016 \$
04	Les Chenaux	115 000 \$	334 532 \$	204 488 \$	141 431 \$	795 451 \$	830 087 \$	899 384 \$
04	Maskinongé	88 550 \$	718 819 \$	277 725 \$	173 677 \$	1 258 771 \$	1 304 898 \$	1 397 283 \$
04	Mékinac	115 000 \$	418 323 \$	244 367 \$	183 939 \$	961 629 \$	1 013 733 \$	1 117 910 \$
04	Shawinigan	115 000 \$	223 258 \$	307 892 \$	224 253 \$	870 403 \$	929 090 \$	1 046 371 \$
04	Trois-Rivières	- \$	- \$	553 021 \$	266 818 \$	819 839 \$	875 725 \$	987 460 \$
05	Coaticook	88 550 \$	276 559 \$	133 270 \$	115 648 \$	614 027 \$	648 718 \$	718 043 \$
05	Le Granit	88 550 \$	384 823 \$	144 347 \$	137 101 \$	754 821 \$	798 361 \$	885 275 \$
05	Le Haut-Saint-François	88 550 \$	471 222 \$	233 107 \$	146 677 \$	939 557 \$	983 074 \$	1 070 171 \$
05	Le Val-Saint-François	88 550 \$	404 982 \$	140 461 \$	115 223 \$	749 216 \$	785 926 \$	859 515 \$
05	Les Sources	115 000 \$	382 884 \$	252 949 \$	140 540 \$	891 374 \$	943 800 \$	1 048 646 \$
05	Memphrémagog	88 550 \$	364 228 \$	157 311 \$	131 053 \$	741 142 \$	781 530 \$	862 509 \$
05	Sherbrooke	- \$	- \$	464 015 \$	227 030 \$	691 045 \$	746 286 \$	856 003 \$
06	Montréal	- \$	- \$	6 464 808 \$	2 085 681 \$	8 550 489 \$	9 040 488 \$	10 019 387 \$
07	Gatineau	- \$	- \$	455 251 \$	278 699 \$	733 950 \$	805 922 \$	949 973 \$
07	La Vallée-de-la-Gatineau	126 900 \$	615 934 \$	262 174 \$	155 082 \$	1 160 089 \$	1 213 644 \$	1 320 683 \$
07	Les Collines-de-l'Outaouais	70 185 \$	372 484 \$	130 055 \$	137 761 \$	710 484 \$	740 461 \$	800 474 \$
07	Papineau	106 550 \$	536 263 \$	244 786 \$	156 261 \$	1 043 860 \$	1 097 841 \$	1 205 879 \$
07	Pontiac	126 900 \$	488 626 \$	220 074 \$	151 241 \$	986 841 \$	1 039 192 \$	1 143 857 \$
08	Abitibi	106 550 \$	449 703 \$	201 538 \$	260 834 \$	1 018 625 \$	1 048 179 \$	1 107 317 \$
08	Abitibi-Ouest	106 550 \$	576 400 \$	266 788 \$	308 829 \$	1 258 566 \$	1 301 841 \$	1 388 362 \$
08	La Vallée-de-l'Or	106 550 \$	409 682 \$	225 503 \$	306 935 \$	1 048 670 \$	1 081 682 \$	1 147 595 \$
08	Rouyn-Noranda	106 550 \$	233 026 \$	230 384 \$	282 868 \$	852 829 \$	885 527 \$	950 964 \$
08	Témiscamingue	115 000 \$	413 401 \$	201 185 \$	278 333 \$	1 007 919 \$	1 050 363 \$	1 135 094 \$
09	Caniapiscau	76 450 \$	204 135 \$	153 930 \$	136 402 \$	570 918 \$	592 592 \$	635 894 \$
09	La Haute-Côte-Nord	126 900 \$	426 464 \$	247 916 \$	195 379 \$	996 659 \$	1 048 487 \$	1 152 061 \$
09	Le Golfe-du-Saint-Laurent	140 000 \$	321 703 \$	276 196 \$	187 921 \$	925 819 \$	976 524 \$	1 077 903 \$
09	Manicouagan	88 550 \$	337 699 \$	189 974 \$	234 791 \$	851 014 \$	887 909 \$	961 483 \$
09	Minganie	125 550 \$	287 859 \$	221 121 \$	180 848 \$	815 379 \$	847 815 \$	912 663 \$
09	Sept-Rivières	106 550 \$	277 335 \$	194 932 \$	245 413 \$	824 230 \$	855 667 \$	918 209 \$
10	Baie-James	25 000 \$	333 595 \$	272 211 \$	1 699 548 \$	2 330 354 \$	2 330 354 \$	2 330 354 \$
11	Avignon	126 900 \$	462 075 \$	263 116 \$	231 638 \$	1 083 728 \$	1 136 273 \$	1 241 387 \$
11	Bonaventure	126 900 \$	597 307 \$	277 987 \$	242 121 \$	1 244 314 \$	1 297 329 \$	1 403 313 \$
11	La Côte-de-Gaspé	126 900 \$	521 512 \$	268 720 \$	244 200 \$	1 161 333 \$	1 204 009 \$	1 289 322 \$
11	La Haute-Gaspésie	140 000 \$	503 459 \$	283 058 \$	273 321 \$	1 199 838 \$	1 251 739 \$	1 355 501 \$
11	Le Rocher-Percé	140 000 \$	653 665 \$	301 506 \$	296 060 \$	1 391 231 \$	1 444 161 \$	1 550 046 \$
11	Les Îles-de-la-Madeleine	126 900 \$	358 597 \$	258 337 \$	205 682 \$	949 516 \$	1 001 563 \$	1 105 630 \$
12	Beauce-Sartigan	88 550 \$	363 786 \$	165 778 \$	95 234 \$	713 347 \$	748 024 \$	817 245 \$
12	Bellechasse	88 550 \$	481 935 \$	151 280 \$	86 543 \$	808 308 \$	840 065 \$	903 715 \$
12	La Nouvelle-Beauce	88 550 \$	342 571 \$	145 018 \$	101 169 \$	677 308 \$	704 985 \$	760 491 \$
12	Les Appalaches	88 550 \$	424 205 \$	266 969 \$	102 502 \$	882 226 \$	929 508 \$	1 023 906 \$
12	Les Etchemins	115 000 \$	433 889 \$	256 789 \$	94 294 \$	899 972 \$	952 837 \$	1 058 529 \$
12	Lévis	- \$	- \$	359 008 \$	139 392 \$	498 399 \$	545 677 \$	640 070 \$
12	L'Islet	115 000 \$	431 004 \$	257 514 \$	95 041 \$	898 559 \$	941 376 \$	1 026 939 \$
12	Lotbinière	88 550 \$	405 664 \$	157 241 \$	83 332 \$	734 788 \$	765 570 \$	827 411 \$
12	Montmagny	108 900 \$	439 078 \$	228 958 \$	91 365 \$	868 301 \$	911 906 \$	999 118 \$
12	Robert-Cliche	88 550 \$	310 813 \$	204 341 \$	76 940 \$	680 644 \$	715 442 \$	785 003 \$
13	Laval	- \$	- \$	872 580 \$	891 871 \$	1 764 451 \$	1 863 285 \$	2 061 101 \$
14	D'Autray	88 550 \$	571 438 \$	170 206 \$	152 135 \$	982 328 \$	1 029 438 \$	1 123 855 \$
14	Joliette	88 550 \$	267 581 \$	180 814 \$	163 734 \$	700 679 \$	744 058 \$	831 087 \$
14	L'Assomption	52 185 \$	213 183 \$	192 482 \$	162 073 \$	619 923 \$	663 494 \$	750 754 \$
14	Les Moulins	52 185 \$	- \$	226 089 \$	177 613 \$	455 887 \$	505 996 \$	606 653 \$
14	Matawinie	88 550 \$	825 405 \$	273 534 \$	156 208 \$	1 343 696 \$	1 392 668 \$	1 490 479 \$
14	Montcalm	88 550 \$	564 483 \$	215 856 \$	156 295 \$	1 025 184 \$	1 059 963 \$	1 129 888 \$

Région	MRC	Aide MRC 2014-2015	Pacte rural et agents ruraux 2014-2015	Aide au développement économique local	Fonds de développement régional	FDT 2015-2016 À 2017-2018	FDT 2018-2019	FDT 2019-2020
15	Antoine-Labelle	126 900 \$	750 257 \$	292 575 \$	117 944 \$	1 287 676 \$	1 343 851 \$	1 456 258 \$
15	Argenteuil	88 550 \$	476 485 \$	216 775 \$	116 810 \$	898 620 \$	944 061 \$	1 034 911 \$
15	Deux-Montagnes	52 185 \$	217 470 \$	222 453 \$	121 950 \$	614 058 \$	653 437 \$	732 290 \$
15	La Rivière-du-Nord	88 550 \$	335 662 \$	228 191 \$	145 679 \$	798 082 \$	846 747 \$	944 641 \$
15	Les Laurentides	106 550 \$	554 984 \$	161 523 \$	120 971 \$	944 028 \$	991 966 \$	1 087 945 \$
15	Les Pays-d'en-Haut	52 185 \$	353 320 \$	132 513 \$	98 380 \$	636 399 \$	669 252 \$	735 087 \$
15	Mirabel	- \$	313 141 \$	129 193 \$	92 590 \$	534 924 \$	565 016 \$	626 082 \$
15	Thérèse-De Blainville	52 185 \$	- \$	254 362 \$	137 970 \$	444 517 \$	494 561 \$	594 625 \$
16	Acton	115 000 \$	311 261 \$	133 759 \$	103 570 \$	663 590 \$	705 877 \$	790 470 \$
16	Beauharnois-Salaberry	88 550 \$	213 479 \$	245 661 \$	182 693 \$	730 382 \$	773 308 \$	859 376 \$
16	Brome-Missisquoi	88 550 \$	559 123 \$	171 787 \$	113 082 \$	932 542 \$	968 124 \$	1 039 701 \$
16	La Haute-Yamaska	88 550 \$	320 205 \$	217 445 \$	124 817 \$	751 018 \$	792 203 \$	874 891 \$
16	La Vallée-du-Richelieu	52 185 \$	233 862 \$	207 605 \$	117 463 \$	611 116 \$	654 552 \$	741 966 \$
16	Le Haut-Richelieu	88 550 \$	331 924 \$	227 219 \$	122 499 \$	770 192 \$	816 736 \$	909 726 \$
16	Le Haut-Saint-Laurent	88 550 \$	393 517 \$	146 341 \$	172 860 \$	801 268 \$	845 233 \$	933 146 \$
16	Les Jardins-de-Napierville	88 550 \$	332 491 \$	133 497 \$	163 150 \$	717 687 \$	747 717 \$	808 125 \$
16	Les Maskoutains	88 550 \$	362 630 \$	208 003 \$	124 340 \$	783 523 \$	824 327 \$	906 060 \$
16	Longueuil	- \$	- \$	753 434 \$	928 953 \$	1 682 387 \$	1 784 479 \$	1 988 054 \$
16	Marguerite-d'Youville	52 185 \$	167 218 \$	157 462 \$	99 944 \$	476 808 \$	511 889 \$	582 165 \$
16	Pierre-De Saurel	88 550 \$	319 508 \$	262 797 \$	117 627 \$	788 482 \$	837 247 \$	934 674 \$
16	Roussillon	52 185 \$	211 563 \$	260 185 \$	217 326 \$	741 260 \$	795 583 \$	904 304 \$
16	Rouville	88 550 \$	324 858 \$	132 616 \$	91 280 \$	637 303 \$	664 940 \$	720 264 \$
16	Vaudreuil-Soulanges	52 185 \$	410 157 \$	194 724 \$	194 085 \$	851 151 \$	899 320 \$	996 261 \$
17	Arthabaska	88 550 \$	407 218 \$	190 130 \$	215 678 \$	901 576 \$	945 849 \$	1 034 572 \$
17	Bécancour	88 550 \$	379 746 \$	136 937 \$	163 786 \$	769 018 \$	803 979 \$	873 890 \$
17	Drummond	88 550 \$	364 920 \$	230 782 \$	247 033 \$	931 286 \$	981 352 \$	1 081 814 \$
17	L'Érable	88 550 \$	413 547 \$	210 397 \$	197 560 \$	910 054 \$	945 563 \$	1 016 611 \$
17	Nicolet-Yamaska	88 550 \$	417 852 \$	217 988 \$	195 534 \$	919 924 \$	963 582 \$	1 050 970 \$

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 13

Sommes accordées en vertu du Fonds d'aide au rayonnement des régions (FARR), par région, pour l'exercice 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020. Ventiler par territoire et par MRC en indiquant les montants déjà engagés pour 2019-2020, en fournissant une liste des projets financés, une description de ceux-ci et le montant accordé par projet.

Veillez vous référer aux demandes de renseignements particuliers no 20 et no 21 du troisième groupe d'opposition.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 14

État de situation du régime de financement des centres d'urgence 911.

L'Entente 2007-2013 sur un partenariat fiscal et financier avec les municipalités a prévu une mesure visant à faire en sorte que tous les clients d'un service téléphonique soient désormais tenus de contribuer au financement des centres d'urgence 9-1-1, y compris ceux qui sont desservis par des fournisseurs de téléphonie sans fil, qui ne contribuaient pas jusqu'alors. Cette mesure prend la forme d'une taxe municipale.

Les dispositions législatives requises pour la mise en œuvre de la mesure ont été adoptées par l'Assemblée nationale au printemps 2008 (projet de loi n° 84) et au printemps 2009 (projet de loi n° 45). Le règlement gouvernemental encadrant la taxe municipale pour le 9-1-1 est entré en vigueur le 26 juin 2009. Au cours de l'été et de l'automne 2009, les municipalités ont adopté leur règlement imposant la taxe. Le ministre a désigné, le 2 novembre 2009, l'Agence municipale de financement et de développement des centres d'urgence 9-1-1 du Québec (l'Agence) comme l'organisme chargé de recevoir et de gérer le produit de la taxe municipale imposée aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1. Enfin, le conseil d'administration de l'Agence a adopté, le 13 novembre 2009, la formule de répartition du produit de cette taxe entre les municipalités.

La taxe municipale a commencé à s'appliquer le 1^{er} décembre 2009. Cette taxe, qui est de 0,40 \$ par mois par numéro de téléphone, remplace le tarif municipal mensuel de 0,47 \$, qui était appliqué depuis 1995. Les clients (utilisateurs des services de téléphonie filaire et sans-fil) qui doivent maintenant payer cette taxe sont deux fois plus nombreux que ceux qui payaient le tarif municipal (c.-à-d. les utilisateurs des services de téléphonie filaire), le nombre passant de 4,4 millions à plus de 8 millions. Dès l'entrée en vigueur de la nouvelle taxe, les montants versés aux municipalités par l'Agence en 2010 (29,7 M\$ pour 11 mois) ont constitué une majoration importante des sommes mises à la disposition des centres d'urgence 9-1-1 par rapport au régime antérieur (21,1 M\$ en 2009), permettant ainsi d'améliorer le service.

En octobre 2013, le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation a entrepris une démarche de révision de la taxe municipale pour le 9-1-1, dont le montant était fixé à 0,40 \$ par mois depuis 2009. Conformément à l'obligation de consultation prévue par l'article 262 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1), le Ministère a consulté, du 10 novembre au 8 décembre 2014, l'Union des municipalités du Québec, la Fédération québécoise des municipalités, la Ville de Montréal, les représentants des fournisseurs de services téléphoniques et les exploitants des centres d'urgence 9-1-1 sur l'option d'ajuster le montant mensuel de la taxe pour le 9-1-1, sans modifier aucune autre modalité de perception ou de gestion de la taxe. La Ville de Québec a aussi été consultée bien qu'il ne s'agissait pas d'une obligation légale. L'engagement d'actualiser le montant de la taxe a été inscrit dans l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019.

Le Règlement modifiant le Règlement encadrant la taxe municipale pour le 9-1-1 et autorisant le nouveau tarif mensuel de 0,46 \$ a été édicté le 24 février 2016. Les municipalités devaient, par la suite, procéder à la modification de leur propre règlement d'imposition de la taxe pour le 9-1-1 pour permettre l'augmentation à 0,46 \$ du montant de la taxe à compter du 1^{er} août 2016. Le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation a procédé à l'adoption du règlement pour les municipalités qui n'avaient pas modifié leur règlement municipal avant la date limite du 20 mai 2016 et un avis a été publié à cet effet dans la Gazette officielle du Québec du 30 juillet 2016. La hausse du montant de la taxe en vigueur depuis le 1^{er} août 2016 devrait produire des revenus additionnels de l'ordre de 6,4 M\$ sur une base annuelle. En 2018, les sommes remises aux municipalités ont totalisé 46,6 M\$ (annexe 1) et 352 M\$ depuis 2010.



Remises - Taxe 9-1-1

Année 2018

Mois de versement	Somme brute cotisée par Revenu Québec	Frais de gestion de Revenu Québec	Somme reçue par l'Agence	Réserve et administration	Remise nette aux municipalités
Janvier	4 008 698,31	24 697,67	3 984 000,64	129 680,17	3 854 320,47
Février	3 220 058,24	24 697,67	3 195 360,57	47 930,56	3 147 430,01
Mars	4 726 908,44	24 697,67	4 702 210,77	144 044,44	4 558 166,33
Avril	3 954 775,79	24 697,63	3 930 078,16	89 300,92	3 840 777,24
Mai	3 857 685,93	24 963,75	3 832 722,18	80 610,04	3 752 112,14
Juin	4 052 118,62	24 963,75	4 027 154,87	46 312,84	3 980 842,03
Juillet	3 977 289,63	24 963,75	3 952 325,88	3 952,58	3 948 373,30
Août	3 977 970,38	24 963,75	3 953 006,63	11 859,25	3 941 147,38
Septembre	3 948 742,91	24 963,75	3 923 779,16	29 428,65	3 894 350,51
Octobre	3 974 670,85	24 963,75	3 949 707,10	59 245,99	3 890 461,11
Novembre	3 968 826,90	24 963,75	3 943 863,15	55 214,34	3 888 648,81
Décembre	4 016 967,04	24 963,75	3 992 003,29	55 489,11	3 936 514,18
Totaux	47 684 713,04	298 500,64	47 386 212,40	753 068,89	46 633 143,51

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 15

Liste des villes qui contestent en justice une décision du gouvernement. Indiquer le motif de la contestation et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec ces municipalités.

Ville de Chambly c. PGQ

Requête en nullité de la décision du ministre de la Sécurité publique de refuser que la Ville de Chambly crée son propre corps de police et d'une décision du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire de maintenir la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent et de prolonger l'entente intermunicipale, jusqu'au 31 décembre 2020, à laquelle est partie la Ville de Chambly. La Ville de Richelieu est également intervenue à la requête.

Quatre jours d'audition ont eu lieu en février 2019. La cause est en délibéré.

Municipalité de Saint-Paul-de-Montminy c. PGQ

La Municipalité de Saint-Paul-de-Montminy est le donneur d'ouvrage pour la conception et la réalisation de travaux visant à permettre la réfection, le remplacement ou la construction de son système de collecte et de traitement des eaux usées. Ces travaux font l'objet d'une subvention du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIQM). Le 8 décembre 2015, la firme Roche Ltée Groupe-conseil (Roche) a déposé devant la Cour supérieure une requête introductive d'instance dans laquelle elle réclame à la Municipalité la somme de 213 399,57 \$ pour la surveillance des travaux. La Municipalité a déposé un acte d'intervention forcée contre le MAMH, pour faire déclarer opposable à ce dernier le jugement à intervenir sur la requête introductive d'instance.

Le 4 juillet 2016, la Cour supérieure a accueilli la requête en opposition de la PGQ et a rejeté l'acte d'intervention forcée de la Municipalité. Le 7 juin 2017, la Cour d'appel a rejeté l'appel de la Municipalité.

Le 4 août 2017, la Municipalité a déposé une nouvelle demande introductive d'instance de *bene esse* devant la Cour supérieure lui demandant d'ordonner à la PGQ de reconnaître admissibles certaines directives de changement et en conséquence, de verser à la Municipalité un montant de 454 280, 23\$.

Le 21 septembre 2017, la Municipalité a demandé la suspension de cette nouvelle demande et la PGQ a déposé une requête en rejet de cette demande de suspension.

Le 25 octobre 2017, la Cour supérieure a rejeté la demande de suspension de la Municipalité.

Le 23 novembre 2017, la Municipalité a déposé devant la Cour supérieure une demande pour instruction commune afin que ce nouveau dossier soit instruit en même temps et jugé sur la même preuve que le dossier initial impliquant Roche, demande à laquelle s'est opposée la PGQ.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 15

Liste des villes qui contestent en justice une décision du gouvernement. Indiquer le motif de la contestation et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec ces municipalités.

Le 16 mars 2018, la Cour supérieure a rejeté la demande de jonction d'instances.

Le dossier de la Municipalité contre la PGQ procède donc indépendamment du dossier de Roche contre la Municipalité.

Elle le sera lors du prochain appel général du rôle des causes longues en mars 2020. La date de l'audition n'est pas encore fixée.

Municipalités de Saint-Bruno, de Larouche et d'Hébertville-Station c. PGQ

Le 20 septembre 2016, les Municipalités de Saint-Bruno, de Larouche et d'Hébertville-Station ont signifié à la PGQ une requête introductive d'instance en dommages et intérêts.

Ce dossier découle d'un projet commun de construction d'infrastructures pour l'alimentation en eau potable pour lequel les municipalités concernées ont reçu des aides financières du MAMH dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités et du Fonds pour l'infrastructure municipale rurale.

Les municipalités sont en désaccord avec la façon dont le MAMH applique la convention d'aide financière.

La PGQ a produit sa défense le 4 avril 2018 et l'a amendée le 8 février 2019.

Le 15 février 2019, la PGQ a produit sa demande individuelle pour instruction et jugement. La date de l'audition n'est pas encore fixée.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 16

Pour 2018-2019, fournir la liste des requêtes en cassation ou en annulation d'un règlement du conseil ou d'un procès-verbal, d'un rôle, d'une résolution ou d'une autre ordonnance du conseil ou du comité exécutif d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal, présentés par le procureur général du Québec. Indiquer les motifs des requêtes et les mesures prises par le gouvernement pour s'entendre avec les municipalités visées par ces requêtes.

Il n'y a pas eu de telle requête.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 17

Pour 2018-2019, fournir la liste des recours exercés par le procureur général du Québec en vertu des articles 838 à 843 du Code de procédure civile (chapitre C-25) contre un membre du conseil ou un fonctionnaire ou employé d'une municipalité ou d'un organisme supramunicipal qui est inhabile à exercer ses fonctions. Indiquer les motifs des recours et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions.

Il n'y a pas eu de tel recours.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 18

Pour 2018-2019, fournir la liste des actions en déclaration d'incapacité ou des requêtes en quo warranto intentées par le procureur général contre un élu municipal, un ancien élu municipal ou un candidat à un poste d'élu municipal. Indiquer les motifs des actions et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces recours n'occupent plus leurs fonctions électives.

Il n'y a pas eu de telle action.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 19

Pour 2018-2019, fournir la liste des requêtes demandant la confirmation judiciaire de la fin du mandat du membre d'un conseil municipal présentées par le procureur général. Indiquer les motifs des requêtes et les autres mesures prises par le gouvernement pour que les personnes visées par ces requêtes n'occupent plus leur fonction électorale.

Aucune requête en ce sens.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 20

Pour 2018-2019, fournir la liste des vérifications effectuées par le ministère dans des municipalités. Indiquer les motifs des vérifications (soupçon d'inefficacité, de malversation, etc.), les objets visés par ces vérifications (contrats, avantages reçus par des élus, etc.), les suites de ces vérifications (recommandation à une municipalité, transfert d'un dossier au procureur général, etc.) et les dates prévues pour le dépôt des rapports à venir.

Travaux effectués par la Direction générale des finances municipales du Ministère en matière de gestion contractuelle (projet de loi n° 76 de 2010, chapitre I)

Depuis 2010, le Ministère effectue des vérifications (audits) portant principalement sur la gestion contractuelle faite par les organismes municipaux. Les travaux réalisés visent à s'assurer du respect des dispositions législatives pertinentes et des principes de saine gestion.

Les organismes municipaux faisant l'objet d'un audit sont sélectionnés à partir d'une analyse de risque qui tient compte des plaintes soumises au Ministère, de l'information recueillie en matière de gestion des programmes d'aide portant sur les infrastructures et des autres directions du Ministère, ainsi que des informations diffusées par les médias ou toute autre source.

Les rapports produits incluent les commentaires des organismes municipaux audités et sont publiés sur le site Web du Ministère à l'adresse <http://www.mamh.gouv.qc.ca/plaintes-et-gestion-contractuelle/rapports-de-verification/>. Les recommandations formulées aux organismes municipaux, et les directives émises, s'il y a lieu, font l'objet d'un suivi et visent à guider les responsables municipaux dans l'amélioration de la gestion municipale.

Au cours de 2018-2019, le Ministère a publié un rapport d'audit concernant la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures.

L'audit réalisé a démontré que les opérations de la Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures n'ont pas été gérées en conformité avec la réglementation applicable. Par ailleurs, des carences concernant la gestion contractuelle ont été relevées. Il s'agit principalement du non-respect des seuils d'adjudication des contrats, de la division de contrats sans qu'elle soit justifiée par des motifs de saine administration et de l'utilisation inadéquate des exceptions prévues par la Loi pour octroyer des contrats de gré à gré. En dernier lieu, la planification et la gestion des projets d'investissement ne sont pas effectuées de façon efficiente et économique.

Au 28 février 2019, le suivi des recommandations concernant huit municipalités a été réalisé. Un suivi de directives demeure à finaliser.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 21

État de la révision des schémas d'aménagement au Québec, fournir la liste complète des schémas complétés en 2018-2019 et la liste complète des schémas dont la révision connaît un retard en précisant les raisons du retard. Indiquer la nature et l'objet des objections et demandes gouvernementales formulées pour assurer la conformité aux orientations gouvernementales. Indiquer quels schémas sont en cours d'analyse et n'ont pas fait l'objet d'un avis gouvernemental à ce jour.

Pour l'ensemble des 101 MRC¹, en date du 28 février 2019, la situation est la suivante (voir les tableaux détaillés fournis à l'annexe 1) :

- 84 MRC disposent d'un schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR) en vigueur, dont 5 disposent d'un SADR de 3^e génération en vigueur;
- 17 MRC disposent d'un schéma d'aménagement et de développement de 1^{re} génération, dont 14 sont en processus de révision de ce document.

MRC dont la révision du schéma d'aménagement et de développement est en cours :

- 21 des 101 MRC sont en révision de leur schéma d'aménagement et de développement. Elles ont soit adopté un projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR) de 2^e ou de 3^e génération sans avoir franchi d'autres étapes ou soit un SADR de 2^e ou de 3^e génération, mais celui-ci n'est pas en vigueur² (voir le tableau 2 à l'annexe 1);
- De ces 21 MRC, 2 SADR de 3^e génération sont en cours d'analyse (MRC des Collines-de-l'Outaouais et Ville de Shawinigan).

MRC n'ayant pas entrepris la révision de leur schéma d'aménagement et de développement :

- 3 des 17 MRC n'ont pas encore entrepris la révision de leur schéma d'aménagement et de développement (SAD) de 1^{re} génération.
 - o Le SAD de la MRC de La Côte-de-Beaupré est entré en vigueur le 30 septembre 2002. Cette MRC a, par ailleurs, adopté une modification qui remplace intégralement le contenu de son SAD dans le cadre de la concordance au plan d'aménagement et de développement (PMAD) de la Communauté métropolitaine de Québec qui est entrée en vigueur le 17 janvier 2014.
 - o L'agglomération de Montréal n'a pas entrepris la révision de son SAD, mais a respecté l'obligation qui lui était faite d'adopter un plan d'urbanisme unifié pour son territoire; celui-ci a été adopté le 23 novembre 2004.
 - o La MRC du Golfe-du-Saint-Laurent a été constituée le 7 juillet 2010 en vertu du décret numéro 516-2010. Son premier SAD est entré en vigueur le 28 février 2018. Voir le tableau 3 à l'annexe 1.

La révision des SAD a été entreprise par la plupart des MRC en 1994. Le processus de révision prévoit l'adoption du PSADR (1^{er} projet) dans un délai de deux ans de la date du début de la révision. La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) ne fixe aucun délai pour les étapes suivantes, soit l'adoption du second PSADR (2^e projet), les assemblées publiques de consultation et l'adoption finale du SADR.

En vertu de la LAU, la responsabilité du processus de révision des SAD appartient aux MRC. La ministre des Affaires municipales et de l'Habitation doit, pour sa part, statuer sur la conformité des SAD aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire.

1 Le terme MRC désigne ici les 87 MRC et les 14 villes ou agglomérations exerçant certaines compétences de MRC.

2 Soit en raison des objections et des demandes gouvernementales formulées pour assurer la conformité aux orientations gouvernementales, soit parce qu'il est en cours d'analyse et que l'avis gouvernemental n'a pas été signifié à ce jour.

ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA RÉVISION
 DES SCHÉMAS D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT
 Au 28 février 2019

Note : Le terme « municipalité régionale de comté » (MRC) désigne les 87 MRC et les 14 villes ou agglomérations exerçant certaines compétences de MRC.

- 84 MRC disposent d’un schéma d’aménagement et de développement révisé (SADR) en vigueur.
- Des 84 MRC ayant un SADR en vigueur, 5 MRC disposent d’un SADR de 3^e génération, soit la MRC de L’Assomption, la MRC de Coaticook, la Ville de Gatineau, l’Agglomération de Longueuil et la MRC de Papineau.

Tableau 1				
Région administrative	MRC	Génération		
		1 ^{re}	2 ^e	3 ^e
01 - Bas Saint-Laurent	Kamouraska		2016-11-24	
	La Matapédia		2011-05-09	
	La Mitis		2007-07-05	
	Les Basques	1988-05-26		
	La Matanie		2001-07-13	
	Rimouski-Neigette		2010-03-25	
	Rivière-du-Loup	1987-05-17		
	Témiscouata		2010-10-14	
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	Lac-Saint-Jean-Est		2001-06-27	
	Le Domaine-du-Roy		2015-10-01	
	Le Fjord-du-Saguenay		2012-03-02	
	Maria-Chapdelaine		2007-06-27	
	Saguenay		2011-08-25	
03 - Capitale-Nationale	Charlevoix		2015-05-06	
	Charlevoix-Est		2012-01-10	
	L'Île-d'Orléans		2001-08-22	
	La Côte-de-Beaupré	2002-09-30		
	La Jacques-Cartier		2004-07-15	
	Portneuf		2009-03-09	
	Agglomération de Québec	1985-10-02		
04 - Mauricie	La Tuque		2000-03-24	
	Les Chenaux		2007-06-21	
	Maskinongé		2002-12-20	
	Mékinac		2008-02-27	
	Shawinigan ¹		1999-07-30	
	Trois-Rivières		2017-04-05	
05 - Estrie	Coaticook			2018-04-24
	Le Granit ²		2003-04-25	
	Le Haut-Saint-François		1998-06-16	
	Le Val-Saint-François		2002-08-09	
	Les Sources ³		1999-04-14	
	Memphrémagog ⁴		1998-12-22	
	Sherbrooke		2014-11-25	
06 - Montréal	Agglomération de Montréal	1987-12-31		
07 - Outaouais	Gatineau			2015-12-04
	La Vallée-de-la-Gatineau	1988-10-13		
	Les Collines-de-l'Outaouais ⁵		1998-02-04	
	Papineau			2018-02-21
	Pontiac		2001-02-23	

¹ La Ville de Shawinigan a adopté un SADR de 3^e génération le 16 octobre 2018. Il fait actuellement l’objet d’une analyse de la conformité.

² La MRC du Granit a adopté un PSADR de 3^e génération le 21 mai 2014.

³ La MRC des Sources a adopté un PSADR de 3^e génération le 25 septembre 2017.

⁴ La MRC de Memphrémagog a adopté un PSADR de 3^e génération le 15 avril 2009.

⁵ La MRC des Collines-de-l’Outaouais a adopté le remplacement du SADR de 3^e génération le 20 décembre 2018. Il fait actuellement l’objet d’une analyse de la conformité aux OGAT.

Tableau 1				
Région administrative	MRC	Génération		
		1 ^{re}	2 ^e	3 ^e
08 - Abitibi-Témiscamingue	Abitibi		2010-10-18	
	Abitibi-Ouest		2017-03-14	
	La Vallée-de-l'Or		2015-07-16	
	Rouyn-Noranda		2010-07-27	
	Témiscamingue		2012-10-10	
09 - Côte-Nord	Caniapiscau		2016-06-30	
	Le Golfe-du-Saint-Laurent	2018-02-28		
	La Haute-Côte-Nord	1987-06-26		
	Manicouagan		2012-04-03	
	Minganie	1987-08-07		
	Sept-Rivières	1987-04-23		
11 - Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	Avignon	1998-10-13		
	Bonaventure		2008-10-10	
	La Côte-de-Gaspé		2004-03-31	
	La Haute-Gaspésie	1989-07-05		
	Le Rocher-Percé		2010-01-14	
	Les Îles-de-la-Madeleine		2010-06-25	
12 - Chaudière-Appalaches	Beauce-Sartigan		2005-04-01	
	Bellechasse		2000-08-08	
	Les Appalaches		2002-10-10	
	L'Islet		2010-10-19	
	La Nouvelle-Beauce		2005-05-20	
	Les Etchemins		2006-03-22	
	Lévis		2008-09-16	
	Lotbinière		2005-06-22	
	Montmagny	1988-02-25		
	Robert-Cliche		2011-02-09	
13 - Laval	Laval		2017-12-08	
14 - Lanaudière	D'Autray	1988-03-31		
	Joliette	1987-12-14		
	L'Assomption ⁶			2012-12-19
	Les Moulins		2002-12-18	
	Matawinie		2018-01-15	
	Montcalm		2009-05-08	
15 - Laurentides	Antoine-Labelle		1999-03-24	
	Argenteuil		2009-06-01	
	Deux-Montagnes	1987-03-06		
	La Rivière-du-Nord		2008-03-18	
	Les Laurentides		2000-06-29	
	Les Pays-d'en-Haut		2005-10-27	
	Mirabel ⁷		1996-04-30	
	Thérèse-De Blainville		2005-03-10	
16 – Montérégie	Acton		2000-12-15	
	Beauharnois-Salaberry		2000-06-28	
	Brome-Missisquoi		2008-09-23	
	La Haute-Yamaska		2014-12-19	
	La Vallée-du-Richelieu		2007-02-02	
	Pierre-De Saurel	1988-10-13		
	Le Haut-Richelieu		2004-06-23	
	Le Haut-Saint-Laurent		2003-09-18	
	Les Jardins-de-Napierville		2014-12-16	
	Les Maskoutain		2003-09-18	
	Longueuil			2016-12-19
	Marguerite-D'Youville		2006-02-14	
	Roussillon		2015-09-09	
	Rouville		2005-02-04	
	Vaudreuil-Soulanges ⁸		2004-10-25	
17 - Centre-du-Québec	Arthabaska		2006-04-04	
	Bécancour		2007-12-18	

⁶ La MRC de L'Assomption a adopté son SADR de 3^e génération qui est entré en vigueur le 19 décembre 2012.
⁷ La Ville de Mirabel a adopté un projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR) de 3^e génération le 7 mars 2005.
⁸ La MRC de Vaudreuil-Soulanges a adopté un PSADR de 3^e génération le 27 janvier 2017.

Tableau 1				
Région administrative	MRC	Génération		
		1 ^{re}	2 ^e	3 ^e
	Drummond		2017-07-25	
	L'Érable		2013-11-06	
	Nicolet-Yamaska		2011-05-19	
	Total	17	79	5

- Des 101 MRC, 21 MRC ont entamé la révision de leur SADR de 2^e ou de 3^e génération, mais celui-ci n’est pas en vigueur soit parce qu’ils ont été jugés non conformes aux orientations gouvernementales, soit parce que le document est en cours d’analyse.

Tableau 2		
MRC	Date d’adoption du PSADR	Date d’adoption du dernier SADR ou du SADR de remplacement
Agglomération de Québec	s. o.	2016-05-04
Avignon	s. o.	2010-11-24
D’Autray	s. o.	2009-10-21
Deux-Montagnes	s. o.	2006-03-22
Joliette ⁹	2018-01-23	2012-10-16
La Haute-Côte-Nord	s. o.	2017-10-17
La Haute-Gaspésie	s. o.	2014-10-14
La Vallée-de-la-Gatineau ¹⁰	2015-08-18	s. o.
Le Granit (3 ^e génération)	2014-04-21	s. o.
Les Basques	2001-10-18	s. o.
Les Collines-de-l’Outaouais (3 ^e génération)	s. o.	2018-12-20
Les Sources (3 ^e génération)	2017-09-25	s. o.
Minganie	2009-05-19	s. o.
Mirabel (3 ^e génération)	2005-03-07	s. o.
Montmagny	2002-07-09	s. o.
Pierre-De Saurel	2000-08-09	s. o.
Rivière-du-Loup	s. o.	2013-10-03
Roussillon (3 ^e génération)	s. o.	2017-10-25
Sept-Rivières	2002-02-19	s. o.
Shawinigan (3 ^e génération)	s. o.	2018-10-16
Vaudreuil-Soulanges (3 ^e génération)	2017-01-27	s. o.

- Des 101 MRC, 3 MRC n’ont pas entrepris la révision de leur schéma d’aménagement et de développement (SAD).

Tableau 3	
MRC	Date d’entrée en vigueur du SAD de 1 ^{re} génération
La Côte-de-Beaupré ¹¹	2002-09-30
Agglomération de Montréal	1987-12-31
Le Golfe-du-Saint-Laurent ¹²	2018-02-28

- Les deux plans métropolitains d’aménagement et de développement (PMAD), soit celui de la Communauté métropolitaine de Montréal et de la Communauté métropolitaine de Québec, sont entrés en vigueur le 12 mars 2012 et le 15 juin 2012 respectivement.

⁹ La MRC de Joliette a décidé, en 2018, d’adopter un PSADR, alors qu’elle avait franchi, en 2012, plusieurs étapes de la révision de son SAD.

¹⁰ La MRC de La Vallée-de-la-Gatineau avait adopté un PSADR le 29 octobre 1999 pour lequel elle a reçu un avis de non-conformité. Elle a décidé d’abandonner ce projet et de recommencer le processus avec l’adoption d’un nouveau PSADR le 18 août 2015.

¹¹ La MRC de La Côte-de-Beaupré a adopté une modification à son SAD qui fait la concordance au PMAD de la CMQ. Entré en vigueur le 17 janvier 2014, ce règlement remplace intégralement le contenu de son SAD de 1^{re} génération.

¹² La MRC du Golfe-du-Saint-Laurent a été créée le 7 juillet 2010. Elle a adopté un règlement édictant son SAD qui est entré en vigueur le 28 février 2018.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 22	Pour 2018-2019, fournir la liste des schémas d'aménagement révisés envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de schémas approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque schéma révisé non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus d'approuver et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du schéma révisé.
---------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Projet de schéma d'aménagement et de développement révisé (PSADR)									
	Nombre	MRC*	N° de règlement	Date de réception	Date de l'avis	Motifs du refus	Date de réception du SAD de remplacement	Avis sur remplacement	Date de l'avis
Signifié	1								
Non conforme	1	Joliette	ND	2018-02-01	2018-05-31	Non conforme aux orientations gouvernementales	S. O.		
Schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR)									
	Nombre	MRC	N° de règlement	Date de signification	Date de l'avis	Motifs du refus	Date de réception du SAD de remplacement	Avis sur remplacement	Date de l'avis
Signifiés	4								
Non conformes	1	Agglomération de Québec	R.A.V.Q. 1200	2018-06-21	2018-10-19	Non conformes aux orientations gouvernementales	S. O.		
	1	La Haute-Côte-Nord	2017-10-254	2018-09-10	2018-12-20				
	1	Les Collines-de-l'Outaouais	252-17	2018-01-08	2018-05-04		2019-01-14	En analyse	
En analyse	1	Shawinigan	SH-500	2018-11-14	Échéance légale : 2019-03-14				
Remplacement de schéma d'aménagement et de développement révisé (SADR)									
	Nombre	MRC	N° de règlement	Date de signification	Date de l'avis	Motifs du refus	Date de réception du SAD de remplacement	Avis sur remplacement	Date de l'avis
Signifiés	2								
Conforme	1	Coaticook	6-25	2018-02-28	2018-04-25	S. O.	S. O.		
En analyse	1	Les Collines-de-l'Outaouais	269-18	2019-01-14	Échéance légale : 2019-05-14		S. O.		

Etat de situation au 28 février 2019

* Le terme MRC désigne ici les 87 MRC et les 14 villes ou agglomérations exerçant certaines compétences de MRC.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande no 23	Pour 2018-2019, fournir la liste des projets de modifications à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.
---------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	Nombre	MRC* et communauté métropolitaine	N° projet de règlement	Date signification	Date de l'avis gouvernemental	Motifs du refus
Projets de règlement de modification du schéma d'aménagement et de développement pour lesquels un avis de la ministre est demandé						
Signifiés	106					
Conformes = 52	2	Antoine-Labelle	N.D.	2018-04-23	2018-06-18	S. O.
		Antoine-Labelle	N.D.	2018-12-21	2019-02-14	
	2	Argenteuil	68-20-18	2018-06-20	2018-08-14	
		Argenteuil	68-21-18	2018-07-25	2018-09-11	
	1	Arthabaska	N.D.	2018-04-05	2018-05-31	
	1	Bonaventure	2018-06	2018-09-18	2018-11-06	
	1	Drummond	MRC-845	2018-04-16	2018-06-14	
	1	La Côte-de-Beaupré	184.5	2018-07-16	2018-09-10	
	1	La Côte-de-Gaspé	18-203	2018-06-21	2018-08-14	
	1	La Haute-Gaspésie	2018-358	2018-04-24	2018-06-14	
	2	La Haute-Yamaska	N.D.	2018-09-26	2018-11-19	
		La Haute-Yamaska	N.D.	2018-09-26	2018-11-19	
	1	La Matapédia	2018-07	2018-10-16	2018-12-06	
	1	La Nouvelle-Beauce	387-09-2018	2018-09-26	2018-11-19	
	2	La Rivière-du-Nord	313-18	2018-07-10	2018-08-21	
		La Rivière-du-Nord	315-18	2018-09-20	2018-11-08	
	1	L'Assomption	146-09	2018-04-19	2018-06-14	
	2	Le Fjord-du-Saguenay	18-386	2018-04-19	2018-06-14	
		Le Fjord-du-Saguenay	18-392	2018-09-18	2018-11-08	
	1	Le Rocher-Percé	308-2018	2018-09-14	2018-11-05	
	1	Les Basques	258	2018-10-23	2018-12-07	
	2	Les Chenaux	2018-108	2018-06-28	2018-08-21	
		Les Chenaux	2018-109	2018-09-13	2018-10-24	
	1	Les Jardins-de-Napierville	URB-205-8-2018	2018-12-07	2019-01-31	
	1	Les Pays-d'en-Haut	361-2018	2018-06-04	2018-07-16	
	1	Lévis	RV-2018-18-54	2018-10-18	2018-12-13	
	5	Lotbinière	285-2018	2018-04-25	2018-06-18	
		Lotbinière	284-2018	2018-04-25	2018-06-18	
		Lotbinière	287-2018	2018-07-04	2018-08-21	
		Lotbinière	283-2018	2018-07-04	2018-08-21	
		Lotbinière	286-2018	2018-07-04	2018-08-21	
	1	Maria-Chapdelaine	18-426	2018-06-05	2018-07-30	
	3	Maskinongé	N.D.	2018-05-02	2018-06-27	
		Maskinongé	N.D.	2018-05-03	2018-06-27	
		Maskinongé	N.D.	2018-08-27	2018-10-16	
	1	Mirabel	PS-2234	2018-04-18	2018-06-06	
	1	Nicolet-Yamaska	2018-03	2018-11-02	2018-12-13	
	1	Portneuf	383	2018-05-29	2018-07-16	
	1	Rimouski-Neigette	2018C	2018-07-20	2018-08-29	

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande no 23	Pour 2018-2019, fournir la liste des projets de modifications à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.
---------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	Nombre	MRC* et communauté métropolitaine	N° projet de règlement	Date signification	Date de l'avis gouvernemental	Motifs du refus
Projets de règlement de modification du schéma d'aménagement et de développement pour lesquels un avis de la ministre est demandé						
Conformes (suite)	1	Rivière-du-Loup	247-18	2018-10-04	2018-12-03	S.O.
	2	Robert-Cliche	195-17	2018-05-15	2018-07-05	
		Robert-Cliche	203-18	2018-12-07	2019-01-31	
	1	Rouyn-Noranda	2018-992	2018-06-11	2018-08-07	
	2	Saguenay	N.D.	2018-07-16	2018-09-10	
		Saguenay	N.D.	2018-09-14	2018-11-06	
	1	Sherbrooke	1000-14	2018-10-09	2018-12-06	
	2	Témiscouata	02-10-27	2018-12-07	2019-01-28	
		Témiscouata	02-10-25	2018-12-21	2019-02-15	
	3	Trois-Rivières	47/2018	2018-05-07	2018-07-05	
		Trois-Rivières	78/2018	2018-07-11	2018-08-21	
		Trois-Rivières	97 / 2018	2018-10-09	2018-12-06	
Non conformes = 37	1	Vaudreuil-Soulanges	167-21	2018-09-24	2018-11-21	Non conformes aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire
	1	Abitibi-Ouest	P06-2018	2018-09-26	2018-11-21	
	1	Acton	N.D.	2018-08-23	2018-10-16	
	1	Antoine-Labelle	N.D.	2018-12-21	2019-02-14	
	2	Beauce-Sartigan	2004-71-33	2018-06-28	2018-08-23	
		Beauce-Sartigan	2004-71-34	2018-08-22	2018-10-16	
	1	Bellechasse	271-18	2018-10-25	2018-12-14	
	1	Bonaventure	2018-08	2018-09-18	2018-11-12	
	1	Brome-Missisquoi	10-0618	2018-07-11	2018-08-27	
	1	Charlevoix	174-18	2018-07-27	2018-09-19	
	1	Deux-Montagnes	AME-2018-02	2018-11-15	2019-01-14	
	1	Gatineau	2050-3-2018	2018-04-19	2018-06-14	
	1	Kamouraska	223-2018	2018-11-13	2019-01-10	
	2	La Côte-de-Beaupré	184.4	2018-07-16	2018-09-11	
		La Côte-de-Beaupré	184.6	2018-12-20	2019-02-15	
	1	La Côte-de-Gaspé	18-204	2018-12-27	2019-02-21	
	1	La Haute-Yamaska	N.D.	2018-04-16	2018-06-14	
	1	La Rivière-du-Nord	314-18	2018-07-10	2018-08-27	
	1	La Vallée-de-l'Or	N.D.	2018-12-18	2019-02-14	
	1	Le Domaine-du-Roy	258-2018	2018-06-20	2018-08-14	
	2	Le Fjord-du-Saguenay	18-387	2018-04-16	2018-06-14	
		Le Fjord-du-Saguenay	18-389	2018-06-29	2018-08-23	
	2	Le Haut-Saint-Laurent	303-2018	2018-05-23	2018-07-16	
		Le Haut-Saint-Laurent	302-2018	2018-05-25	2018-07-16	
	1	Les Appalaches	183	2018-09-21	2018-11-12	
	1	Les Laurentides	N.D.	2018-11-30	2019-01-23	
	1	Les Maskoutains	18-515	2018-09-17	2018-11-08	

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande no 23	Pour 2018-2019, fournir la liste des projets de modifications à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.						
	Nombre	MRC* et communauté métropolitaine	N° projet de règlement	Date signification	Date de l'avis gouvernemental	Motifs du refus	
Projets de règlement de modification du schéma d'aménagement et de développement pour lesquels un avis de la ministre est demandé							
Non conformes (suite)	2	Les Pays-d'en-Haut	370-2018	2018-11-06	2018-12-14	Non conformes aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire	
		Les Pays-d'en-Haut	369-2018	2018-10-25	2018-12-18		
	1	Les Sources	243-2018	2018-04-30	2018-06-27		
	2	Memphrémagog	15-18	2018-05-23	2018-07-16		
		Memphrémagog	19-18	2018-11-05	2018-12-18		
	2	Mirabel	PS-2245	2018-07-05	2018-08-27		
		Mirabel	PS-2256	2018-07-19	2018-09-11		
	2	Rimouski-Neigette	2018A	2018-04-20	2018-06-14		
		Rimouski-Neigette	2018B	2018-05-23	2018-07-16		
1	Saguenay	N.D.	2018-06-15	2018-09-28			
1	Témiscouata	02-10-23	2018-04-04	2018-05-31			
						Échéance légale	
En analyse = 17	1	Antoine-Labelle	N.D.	2019-02-14	S.O.	2019-04-15	
	1	Arthabaska	N.D.	2019-01-18		2019-03-19	
	4	La Nouvelle-Beauce	391-12-2018	2019-01-14		2019-03-15	
		La Nouvelle-Beauce	389-12-2018	2019-01-14		2019-03-15	
		La Nouvelle-Beauce	393-01-2019	2019-01-30		2019-03-31	
		La Nouvelle-Beauce	390-12-2018	2019-01-14		2019-03-15	
	1	Lac-Saint-Jean-Est	289-2019	2019-02-18		2019-04-19	
	1	Le Haut-Saint-François	482-19	2019-02-08		2019-04-09	
	1	Les Appalaches	189	2019-01-22		2019-03-23	
	1	Les Etchemins	130-19	2019-01-16		2019-03-17	
	1	Les Laurentides	N.D.	2019-01-16		2019-03-17	
	1	Les Moulins	97-33R-13	2019-02-18		2019-04-19	
	1	Longueuil	CA-2019-294	2019-02-08		2019-04-09	
	2	Maskinongé	N.D.	2019-01-21		2019-03-22	
		Maskinongé	N.D.	2019-02-25		2019-04-26	
	1	Portneuf	N.D.	2019-01-07		2019-03-08	
	1	Rouyn-Noranda	2019-1026	2019-02-08		2019-04-09	

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande no 23	Pour 2018-2019, fournir la liste des projets de modifications à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.
---------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	Nombre	MRC* et communauté métropolitaine	N° de règlement	Date signification	Date de l'avis gouvernemental	Motifs du refus
Règlements de modification du schéma d'aménagement et de développement						
Signifiés	156					
Conformes = 127	1	Antoine-Labelle	472	2018-07-11	2018-08-14	S. O.
	2	Argenteuil	68-20-18	2018-09-18	2018-11-08	
		Argenteuil	68-21-18	2018-12-21	2019-02-06	
	4	Arthabaska	381	2018-04-05	2018-05-29	
		Arthabaska	383	2018-06-12	2018-07-30	
		Arthabaska	385	2018-09-14	2018-10-26	
		Arthabaska	384	2018-09-14	2018-11-05	
	3	Beauce-Sartigan	2004-71-32	2018-05-23	2018-07-03	
		Beauce-Sartigan	2004-71-33	2018-09-24	2018-11-08	
		Beauce-Sartigan	2004-71-34	2018-12-10	2019-02-06	
	1	Bécancour	386	2018-04-16	2018-06-06	
	1	Bellechasse	266-18	2018-05-15	2018-07-03	
	2	Bonaventure	2017-08	2018-04-16	2018-05-29	
		Bonaventure	2018-06	2018-12-04	2019-01-31	
	1	Brome-Missisquoi	10-0618	2018-12-12	2019-02-06	
	1	Charlevoix	173-18	2018-06-28	2018-08-21	
	1	Coaticook	6-25.1	2018-09-20	2018-11-12	
	1	Communauté métropolitaine de Montréal	2018-73	2018-05-25	2018-07-05	
	1	Deux-Montagnes	AME-2018-01	2018-07-19	2018-09-13	
	2	Drummond	MRC-826	2018-04-17	2018-05-31	
		Drummond	MRC-845	2018-06-26	2018-07-31	
	1	Gatineau	2050-3-2018	2018-09-04	2018-10-24	
	2	Kamouraska	213-2017	2018-07-30	2018-09-10	
		Kamouraska	216-2018	2018-07-30	2018-09-12	
	3	La Côte-de-Beaupré	184.3	2018-04-11	2018-05-08	
		La Côte-de-Beaupré	184.5	2018-10-16	2018-11-12	
		La Côte-de-Beaupré	184.4	2018-10-16	2018-12-06	
	1	La Côte-de-Gaspé	18-203	2018-10-01	2018-10-24	
	1	La Haute-Gaspésie	2018-358	2018-07-16	2018-08-27	
	2	La Haute-Yamaska	2018-312	2018-12-10	2019-02-06	
		La Haute-Yamaska	2018-316	2018-12-27	2019-02-21	
	3	La Jacques-Cartier	02-2018	2018-05-29	2018-07-03	
		La Jacques-Cartier	04-2018	2018-09-05	2018-10-29	
		La Jacques-Cartier	05-2018	2018-12-04	2019-01-31	
	1	La Matapédia	2017-09	2018-04-18	2018-06-14	
	1	La Mitis	RÉG316-2018	2018-05-15	2018-07-05	
	1	La Nouvelle-Beauce	382-03-2018	2018-05-25	2018-07-16	
	2	La Rivière-du-Nord	313-18	2018-10-29	2018-12-06	
		La Rivière-du-Nord	315-18	2019-01-22	2019-02-20	

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande no 23	Pour 2018-2019, fournir la liste des projets de modifications à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.
---------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	Nombre	MRC* et communauté métropolitaine	N° de règlement	Date signification	Date de l'avis gouvernemental	Motifs du refus
Règlements de modification du schéma d'aménagement et de développement						
Conformes (suite)	1	La Vallée-de-l'Or	325-01-18	2018-05-31	2018-07-30	S. O.
	2	Lac-Saint-Jean-Est	282-2018	2018-06-20	2018-08-14	
		Lac-Saint-Jean-Est	231-2014	2018-10-15	2018-12-06	
	1	L'Assomption	146-09	2018-08-27	2018-10-01	
	1	Le Domaine-du-Roy	258-2018	2018-09-18	2018-11-05	
	3	Le Fjord-du-Saguenay	17-376	2018-06-29	2018-07-31	
		Le Fjord-du-Saguenay	18-386	2018-10-31	2018-11-14	
		Le Fjord-du-Saguenay	16-355	2018-10-24	2018-12-13	
	1	Le Granit	2018-13	2018-12-20	2019-02-15	
	1	Le Haut-Richelieu	542	2018-12-06	2019-01-31	
	1	Le Haut-Saint-François	467-18	2018-12-05	2019-01-31	
	2	Le Haut-Saint-Laurent	303-2018	2018-12-12	2019-02-06	
		Le Haut-Saint-Laurent	302-2018	2018-12-12	2019-02-06	
	1	Le Rocher-Percé	308-2018	2018-12-03	2019-01-28	
	2	Le Val-Saint-François	2017-05	2018-04-24	2018-05-22	
		Le Val-Saint-François	2018-01	2018-07-05	2018-08-14	
	3	Les Appalaches	180	2018-04-23	2018-05-08	
		Les Appalaches	182	2018-05-23	2018-07-03	
		Les Appalaches	183	2018-12-18	2019-02-06	
	2	Les Chenaux	2017-105B	2018-04-12	2018-06-06	
		Les Chenaux	2018-108	2018-11-16	2018-12-07	
	1	Les Collines-de-l'Outaouais	247-17	2018-05-09	2018-07-03	
	2	Les Etchemins	128-18	2018-05-15	2018-07-03	
		Les Etchemins	129-18	2018-05-15	2018-07-03	
	1	Les Jardins-de-Napierville	URB-205-6-2018	2018-07-18	2018-09-11	
	1	Les Laurentides	338-2018	2018-07-05	2018-08-27	
	2	Les Maskoutains	18-509	2018-04-27	2018-06-06	
		Les Maskoutains	17-495	2018-07-20	2018-09-11	
	1	Les Moulins	97-33R-8	2018-12-17	2019-02-07	
	1	Les Pays-d'en-Haut	361-2018	2018-12-28	2019-02-06	
	2	Les Sources	243-2018	2018-08-28	2018-10-03	
		Les Sources	246-2018	2018-11-08	2018-12-13	
	2	Lévis	RV-2018-17-84	2018-05-22	2018-07-05	
		Lévis	RV-2018-18-30	2018-09-04	2018-10-24	
	2	L'Islet	01-2018	2018-06-18	2018-07-16	
		L'Islet	02-2018	2018-09-26	2018-11-08	
	1	Longueuil	CA-2018-283	2018-07-09	2018-08-22	

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande no 23	Pour 2018-2019, fournir la liste des projets de modifications à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.
---------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	Nombre	MRC* et communauté métropolitaine	N° de règlement	Date signification	Date de l'avis gouvernemental	Motifs du refus
Règlements de modification du schéma d'aménagement et de développement						
Conformes (suite)	5	Lotbinière	284-2018	2018-07-25	2018-08-14	S. O.
		Lotbinière	285-2018	2018-07-25	2018-08-14	
		Lotbinière	283-2018	2018-09-26	2018-10-24	
		Lotbinière	286-2018	2018-09-26	2018-10-24	
		Lotbinière	287-2018	2018-09-26	2018-10-24	
	1	Manicouagan	2017-05	2018-07-04	2018-08-21	
	1	Maria-Chapdelaine	18-426	2018-10-17	2018-12-06	
	4	Maskinongé	259-18	2018-05-28	2018-07-03	
		Maskinongé	261-18	2018-08-27	2018-09-11	
		Maskinongé	262-18	2018-08-27	2018-09-11	
		Maskinongé	263-18	2018-12-07	2019-01-17	
	3	Matawinie	189-2018	2018-07-16	2018-09-11	
		Matawinie	190-2018	2018-07-16	2018-09-11	
		Matawinie	194-2018	2018-10-09	2018-12-06	
	1	Memphrémagog	15-18	2018-08-30	2018-10-03	
	1	Minganie	172-18-03-20	2018-04-06	2018-05-08	
	4	Mirabel	S-2219	2018-04-06	2018-05-04	
		Mirabel	S-2228	2018-05-07	2018-07-03	
		Mirabel	S-2206	2018-05-07	2018-07-05	
		Mirabel	S-2234	2018-09-10	2018-10-29	
	3	Nicolet-Yamaska	2017-03	2018-04-25	2018-06-18	
		Nicolet-Yamaska	2017-05	2018-06-04	2018-07-30	
		Nicolet-Yamaska	2018-03	2019-01-22	2019-02-20	
	3	Papineau	161-2018	2018-07-12	2018-08-27	
		Papineau	162-2018	2018-09-06	2018-10-26	
		Papineau	163-2018	2018-11-23	2019-01-17	
	1	Pierre-De Saurel	287-18	2018-07-11	2018-08-27	
	2	Portneuf	382	2018-04-25	2018-06-18	
		Portneuf	383	2018-08-03	2018-08-29	
	2	Agglomération de Québec	R.A.V.Q. 1144	2018-06-11	2018-07-30	
		Agglomération de Québec	R.A.V.Q. 1206	2018-11-08	2018-12-13	
	3	Rimouski-Neigette	4-18	2018-07-19	2018-09-12	
		Rimouski-Neigette	7-18	2018-09-18	2018-11-06	
		Rimouski-Neigette	6-18	2018-09-26	2018-11-14	
	1	Rivière-du-Loup	247-18	2018-12-21	2019-02-06	
	1	Robert-Cliche	195-17	2018-09-04	2018-09-19	
	1	Roussillon	193	2018-05-07	2018-06-28	
	2	Rouville	306-18	2018-05-08	2018-07-05	
		Rouville	307-18	2018-07-06	2018-08-21	
	1	Rouyn-Noranda	2018-992	2018-09-17	2018-10-01	

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande no 23	Pour 2018-2019, fournir la liste des projets de modifications à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.
---------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

	Nombre	MRC* et communauté métropolitaine	N° de règlement	Date signification	Date de l'avis gouvernemental	Motifs du refus	
Règlements de modification du schéma d'aménagement et de développement							
Conformes (suite)	2	Saguenay	VS-RU-2018-27	2018-04-13	2018-05-08	S. O.	
		Saguenay	VS-RU-2018-143	2018-12-18	2019-02-06		
	3	Sherbrooke	1000-9	2018-05-29	2018-07-16		
		Sherbrooke	1000-10	2018-10-12	2018-12-06		
		Sherbrooke	1000-14	2018-12-27	2019-02-06		
	1	Thérèse-De Blainville	14-02	2018-07-19	2018-09-11		
	4	Trois-Rivières	2018, chapitre 53	2018-04-24	2018-05-22		
		Trois-Rivières	2018, chapitre 91	2018-08-28	2018-09-12		
		Trois-Rivières	2018, chapitre 107	2018-09-11	2018-09-26		
		Trois-Rivières	2019, chapitre 5	2019-01-21	2019-02-20		
1	Vaudreuil-Soulanges	167-22	2018-12-12	2019-02-06			
Non conformes = 10	2	Avignon	2018-002	2018-11-02	2018-12-14	Non conformes aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire	
		Avignon	2018-005	2018-11-02	2018-12-18		
	1	Laval	S.A.D.R.-1.1	2018-11-15	2019-01-10		
	1	Le Granit	2018-09	2018-07-24	2018-09-12		
	1	Le Haut-Richelieu	547	2018-12-06	2019-01-31		
	2	Matawinie	192-2018	2018-10-09	2018-12-06		
		Matawinie	193-2018	2018-10-09	2018-12-06		
	1	Memphrémagog	15-17	2018-08-31	2018-10-24		
	1	Saguenay	VS-RU-2018-116	2018-10-15	2018-12-12		
1	Sherbrooke	1000-8	2018-09-26	2018-11-19			
Échéance légale							
En analyse = 19	1	Argenteuil	68-22-18	2019-02-05	S.O.	2019-03-27	
	1	Beauce-Sartigan	2004-71-35	2019-02-22		2019-04-12	
	1	Bellechasse	271-19	2019-02-08		2019-03-29	
	1	Charlevoix	174-18	2019-01-25		2019-03-15	
	1	La Haute-Yamaska	2019-317	2019-02-22		2019-04-12	
	1	La Matapédia	2018-07	2019-01-30		2019-03-21	
	1	Laval	S.A.D.R.-1.2	2019-01-29		2019-03-20	
	1	Le Fjord-du-Saguenay	18-392	2019-02-18		2019-04-09	
	1	Les Basques	258	2019-01-29		2019-03-20	
	1	Les Chenaux	2018-109	2019-01-25		2019-03-15	
	1	Les Jardins-de-Napierville	URB-205-8-2018	2019-02-20		2019-04-11	
	2	Les Maskoutains	18-515	2019-02-21		2019-04-12	
		Les Maskoutains	18-523	2019-02-21		2019-04-12	
	1	Mirabel	S-2256	2019-01-25		2019-03-15	
	1	Papineau	165-2018	2019-01-24		2019-03-15	
	1	Pierre-De Saurel	298-19	2019-01-22		2019-03-13	
	1	Saguenay	VS-RU-2019-1	2019-01-24		2019-03-15	
	1	Sherbrooke	1000-12	2019-02-12		2019-04-03	
	1	Vaudreuil-Soulanges	167-21	2019-02-06		2019-03-28	

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande no 23	Pour 2018-2019, fournir la liste des projets de modifications à un schéma d'aménagement envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de projets approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de projets qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque projet non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du projet.						
	Nombre	MRC* et communauté métropolitaine	N° de règlement	Date signification	Date de l'avis gouvernemental	Motifs du refus	
Règlements de remplacement de règlement de modification du schéma d'aménagement et de développement							
Signifiés	8						
Conformes = 7	1	Bécancour	387	2018-05-25	2018-07-16	S. O.	
	1	La Vallée-du-Richelieu	32-17-23.1	2018-05-07	2018-07-05		
	3	Le Granit	2018-10	2018-05-25	2018-07-16		
		Le Granit	2018-11	2018-07-10	2018-08-27		
		Le Granit	2018-12	2018-09-20	2018-11-06		
	1	L'Île-d'Orléans	2018-01	2018-06-11	2018-08-10		
	1	Memphrémagog	15-17-1	2018-12-28	2019-02-15		
						Échéance légale	
En analyse = 1	1	Avignon	2018-005-R	2019-02-26		2019-04-27	
État de situation au 28 février 2019							

* Le terme MRC désigne ici les 87 MRC et les 14 villes ou agglomérations exerçant certaines compétences de MRC.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande no 24	Pour 2018-2019, fournir la liste des règlements de contrôle intérimaire envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de règlements approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de règlements qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque règlement non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du règlement.
---------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Règlements de contrôle intérimaire (RCI)									
	Nombre	MRC* et communauté métropolitaine	N° RCI	Date de signification	Date de l'avis gouvernemental	Motifs du refus	Remplacement règlement	Date de signification	Date de l'avis gouvernemental
Signifiés	10								
Conformes = 9	2	Brome-Missisquoi	08-0518	2018-07-03	2018-08-21	S. O.			
		Brome-Missisquoi	09-0518	2018-07-03	2018-08-21				
	1	La Vallée-de-la-Gatineau	2018-325	2018-09-05	2018-10-29				
	1	Lac-Saint-Jean-Est	283-2018	2018-07-16	2018-09-10				
	1	L'Assomption	170	2018-05-02	2018-06-27				
	1	Le Haut-Saint-François	466-18	2018-12-05	2019-01-31				
	1	Montmagny	2018-92	2018-11-05	2018-12-13				
	1	Pierre-De Saurel	288-18	2018-07-11	2018-08-27				
	1	Pontiac	245-2018	2018-04-16	2018-06-14				
						Échéance légale			
En analyse = 1	1	Le Haut-Saint-François	469-18	2019-02-08		2019-04-09			

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande no 24	Pour 2018-2019, fournir la liste des règlements de contrôle intérimaire envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de règlements approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de règlements qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque règlement non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du règlement.
---------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Modifications de règlement de contrôle intérimaire									
	Nombre	MRC* et communauté métropolitaine	N° RCI	Date de signification	Date de l'avis gouvernemental	Motifs du refus	Remplacement règlement	Date de signification	Date de l'avis gouvernemental
Signifiés	24								
Conformes = 17	1	Acton	2018-02	2018-08-17	2018-10-16	S. O.			
	1	Coaticook	7-004.1 (2018)	2018-06-28	2018-08-21				
	5	Deux-Montagnes	RCI-2005-01-38	2018-04-11	2018-06-06				
		Deux-Montagnes	RCI-2005-01-39	2018-05-17	2018-07-05				
		Deux-Montagnes	RCI-2005-01-40	2018-05-17	2018-07-05				
		Deux-Montagnes	RCI-2005-01-41	2018-05-17	2018-07-05				
		Deux-Montagnes	RCI-2005-01-42	2018-09-04	2018-10-29				
	2	Kamouraska	220-2018	2018-07-11	2018-08-21				
		Kamouraska	227-2018	2018-12-28	2019-02-20				
	1	Les Basques	261	2018-12-20	2019-02-06				
	1	Matawinie	110-2007-4	2018-06-11	2018-08-07				
	3	Agglomération de Québec	R.A.V.Q. 1143	2018-05-11	2018-07-05				
		Agglomération de Québec	R.A.V.Q. 1204	2018-06-21	2018-08-14				
		Agglomération de Québec	R.A.V.Q. 1207	2018-09-05	2018-10-24				
	2	Trois-Rivières	2018, chapitre 46	2018-04-10	2018-05-29				
		Trois-Rivières	2018, chapitre 58	2018-05-28	2018-07-16				
	1	Vaudreuil-Soulanges	230-2	2018-07-18	2018-09-11				
Non conforme = 1	1	Pontiac	N.D.	2018-10-19	2018-12-07	Non conforme aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire			
						Échéance légale			
En analyse = 6	1	D'Autray	232-1	2019-02-14	S.O.	2019-04-15	S.O.		
	2	Deux-Montagnes	RCI-2005-1-44	2019-02-14		2019-04-15			
		Deux-Montagnes	RCI-2005-1-43	2019-02-05		2019-04-06			
	1	La Haute-Gaspésie	2018-366	2019-01-30		2019-03-31			
	1	Les Appalaches	190	2019-02-21		2019-04-22			
	1	Pierre-De Saurel	300-19	2019-02-19		2019-04-20			

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande no 24	Pour 2018-2019, fournir la liste des règlements de contrôle intérimaire envoyés par des MRC, la CMM ou la CMQ pour approbation par le ministère. Indiquer le nombre de règlements approuvés à la suite du premier envoi et le nombre de règlements qui n'ont pas été approuvés à la suite du premier envoi. Pour chaque règlement non approuvé au premier envoi, indiquer les motifs du refus et le délai entre ce refus et l'approbation d'une version subséquente du règlement.
---------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Règlements de contrôle intérimaire de remplacement									
	Nombre	MRC* et communauté métropolitaine	N° RCI	Date de signification	Date de l'avis gouvernemental	Motifs du refus	Remplacement règlement	Date de signification	Date de l'avis gouvernemental
Signifiés	3								
Conformes = 3	1	Memphrémagog	14-18	2018-05-03	2018-06-27	S. O.			
	1	Pontiac	246-2018	2018-07-01	2018-08-21				
	1	Rivière-du-Loup	246-18	2018-07-10	2018-08-27				

État de situation au 28 février 2019
 * Le terme MRC désigne ici les 87 MRC et les 14 villes ou agglomérations exerçant certaines compétences de MRC.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 25

Pour 2018-2019, fournir la liste des règlements et des autres actes municipaux, y compris les schémas d'aménagement et les règlements de contrôle intérimaire, soumis au ministère pour approbation. Indiquer le nombre d'actes approuvés, le nombre d'actes non approuvés et le délai entre la réception d'un acte et son approbation ou le refus de son approbation.

RÈGLEMENTS ET AUTRES ACTES MUNICIPAUX

En vertu des lois en vigueur, les organismes municipaux doivent transmettre certains documents pour l'approbation de leurs actes financiers par le ministre.

Voici le détail **des actes financiers, c'est-à-dire règlements d'emprunt et cautionnements**, traités à la Direction de l'information financière et du financement du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019 :

Pendant la période, 1 843 actes financiers ont été approuvés, soit :

- 1 810 règlements d'emprunt;
- 33 cautionnements.

Pendant la période, 10 actes financiers ont été refusés, soit :

- 7 règlements d'emprunt;
- 3 cautionnements.

Le délai moyen du traitement financier et juridique des actes financiers pendant cette période est de 18,9 jours.

Contrairement à 2017-2018, aucun engagement de crédit n'a été approuvé en 2018-2019. La Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs (le projet de loi n° 122) est entrée en vigueur en décembre 2017. Depuis, les organismes municipaux n'ont plus l'obligation d'obtenir l'autorisation du ministre pour engager leur crédit.

SCHÉMAS D'AMÉNAGEMENT ET RÈGLEMENTS DE CONTRÔLE INTÉRIMAIRE

Pour les schémas d'aménagement et les règlements de contrôle intérimaire, voir les réponses aux questions 30, 31 et 32 des renseignements particuliers de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 26

Liste complète des programmes, fonds et sommes du gouvernement fédéral dédiés aux municipalités (par exemple : mesures d'urgence, programmes d'infrastructures, bibliothèques, patrimoine, habitation, équipements sportifs, etc.) pour 2018-2019.

Programmes d'aide financière dédiés aux municipalités (participation du gouvernement fédéral)	
Programme	Aide financière fédérale associée aux travaux réalisés en 2018-2019
Fonds Chantiers Canada-Québec – Volets Collectivités et Grandes Villes (FCCQ – VCGV) ¹	27 912 789 \$
Fonds Chantiers Canada-Québec – Volet Grands Projets (FCCQ – GP) ¹	28 894 377 \$
Nouveau Fonds Chantiers Canada-Québec – Volet Fonds des petites collectivités (NFCCQ – FPC) ¹	125 954 019 \$
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTU) ¹	147 802 049 \$
Taxe fédérale d'accise sur l'essence 2014-2018 (TECQ III) ²	467 370 000 \$
TOTAL	797 933 234 \$

¹ Il s'agit des dépenses prévues par le MAMH correspondant à la part fédérale des travaux réalisés par les municipalités. Les données sont basées sur les calendriers de travaux fournis par les municipalités.

² Il s'agit des dépenses effectuées par la SOFIL correspondant à la part fédérale des travaux réalisés par les municipalités. Les données sont basées sur les programmations de travaux présentées par les municipalités.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 27	Pour le Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU) : <ul style="list-style-type: none"> a) la liste des demandes reçues pour 2018-2019, par volet du programme; b) pour chacune des demandes, la décision du ministère et la date à laquelle cette décision a été prise; c) le montant accordé à la municipalité ou le cas échéant, le motif du refus; d) fournir le total des sommes versées pour 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.
---------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>La structure du Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU) a été modifiée au printemps 2018 dans le cadre d'une importante réorganisation touchant plusieurs programmes d'infrastructures du Ministère et se décline maintenant en deux volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Volet 1 – Infrastructures d'eau <ul style="list-style-type: none"> ○ Sous-volet 1.1 : Études préliminaires et plans et devis (réalisation des études préliminaires, la conception des ouvrages et la confection des plans et devis) ○ Sous-volet 1.2 : Réalisation des travaux (mise aux normes visant la conformité à la réglementation (Règlement sur la qualité de l'eau potable et Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées) et construction, réfection ou agrandissement d'infrastructures d'eau potable et d'eaux usées) • Volet 2 – Renouvellement de conduites d'eau (réhabilitation ou remplacement de conduites d'eau potable et d'égouts prioritaires) <p>Dans le cadre du PRIMEAU, pour l'année 2018-2019, au 28 février 2019, le MAMH avait accordé des aides financières pour un montant total de 39 165 325 \$.</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la liste des demandes reçues pour 2018-2019, par volet du programme; (Voir en annexe) b) pour chacune des demandes ; la décision du ministère et la date à laquelle cette décision a été prise; (Voir en annexe) c) le montant accordé à la municipalité ou, le cas échéant, le motif du refus; (Voir en annexe) d) le total des sommes versées pour 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020 : 			
Volets	Sous-volets	Sommes*	
		Versées 2018-2019	Prévues 2019-2020
1. Infrastructure d'eau	1.1 Études préliminaires et plans et devis	32 516 \$	44 334 \$
	1.2 Réalisation de travaux	190 693 \$	2 686 091 \$
2. Infrastructure de conduite	2. Conduites d'eau potable et d'eaux usées	0 \$	3 675 \$
TOTAL		223 209 \$	2 734 100 \$
<p>*Note : Il s'agit de montants de versement du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019 correspondant à des annuités sur une période de 20 ans et non aux montants des promesses d'aide financières. Ces versements sont possibles lorsque les municipalités présentent au MAMH des réclamations de dépenses associées à la réalisation de travaux complétés.</p>			

Liste des demandes reçues au PRIMEAU pour l'année 2018-2019

Sous-volet	No dossier	Code géo	Requérant	Région	Titre du projet	Date réception	Statut	Date de décision	Aide financière accordée	État d'avancement des dossiers "en traitement"	Motif de fermeture
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 491	09092	Sainte-Luce	01 Bas-Saint-Laurent	Mise aux normes eau potable municipalité de Ste-Luce secteurs Ste-Luce et Luceville	2019-01-16	En traitement	----	----	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 443	09055	Saint-Octave-de-Métis	01 Bas-Saint-Laurent	Mise aux normes de l'arsenic dans l'eau potable	2018-05-01	Promis	2018-11-27	40 157 \$	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 441	07070	Saint-Tharcisius	01 Bas-Saint-Laurent	Mise aux normes des eaux usées	2018-04-23	En traitement	----	----	Des ajustements ont été demandés au requérant	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 496	10010	La Trinité-des-Monts	01 Bas-Saint-Laurent	Mise aux normes de la station d'épuration des eaux usées	2019-02-06	Sélectionné pour aide financière	2019-03-20	----	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 442	12072	Rivière-du-Loup	01 Bas-Saint-Laurent	Construction d'infrastructures d'aqueduc et d'égout dans le secteur de Place Carrier	2018-04-26	Sélectionné pour aide financière	2018-10-30	----	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 492	94068	Saguenay	02 Saguenay--Lac-Saint-Jean	Honoraires pour la réfection/modernisation de 3 postes de surpression d'eau potable	2019-01-17	En traitement	----	----	Des justifications sont manquantes	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 494	94068	Saguenay	02 Saguenay--Lac-Saint-Jean	Honoraires pour la réfection et la modernisation de 7 postes de pompage d'égout	2019-01-17	En traitement	----	----	Des justifications sont manquantes	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 482	91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	02 Saguenay--Lac-Saint-Jean	Plans et devis pour construction infrastructure de traitement des eaux usées	2018-11-27	Sélectionné pour aide financière	2019-01-24	----	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 462	37210	Batiscan	04 Mauricie	Mise à niveau - station de traitement d'eau potables	2018-09-10	Fermé	2019-02-07	----	----	Projet non prioritaire
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 452	90012	La Tuque	04 Mauricie	Interception et traitement des eaux usées - secteur Parent	2018-07-19	Sélectionné pour aide financière	2018-10-30	----	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 509	90012	La Tuque	04 Mauricie	Interception et traitement des eaux usées - secteur La Croche	2019-02-28	En traitement	----	----	En analyse, une partie des travaux est prévue en en zone inondable 0-20 ans	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 500	51025	Saint-Barnabé	04 Mauricie	Plans et devis - Prolongement d'aqueduc sur 3 900 mètres	2019-02-07	En traitement	----	----	Des justifications sont manquantes	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 489	45072	Magog	05 Estrie	Détournement des eaux usées du secteur Omerville vers la station d'épuration de Magog	2018-12-18	En traitement	----	----	Des ajustements ont été demandés au requérant	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 467	66127	Senneville	06 Montréal	Prolongement du réseau d'aqueduc sur le Chemin Senneville	2018-09-19	Sélectionné pour aide financière	2018-12-19	----	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 481	83032	Gracefield	07 Outaouais	Amélioration des performances du système de traitement de l'usine de production d'eau potable	2018-11-19	Sélectionné pour aide financière	2019-02-06	----	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 506	80010	Montebello	07 Outaouais	Traitement du fer et manganèse dans l'eau potable	2019-02-13	En traitement	----	----	L'analyse se poursuit pour la sélection du dossier.	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 465	85020	Béarn	08 Abitibi-Témiscamingue	Mise aux normes de l'eau potable	2018-09-18	Sélectionné pour aide financière	2018-10-31	----	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 457	85065	Belleterre	08 Abitibi-Témiscamingue	Approvisionnement et traitement d'eau potable	2018-08-07	Sélectionné pour aide financière	2018-11-05	----	----	----

Liste des demandes reçues au PRIMEAU pour l'année 2018-2019

Sous-volet	No dossier	Code géo	Requérant	Région	Titre du projet	Date réception	Statut	Date de décision	Aide financière accordée	État d'avancement des dossiers "en traitement"	Motif de fermeture
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 484	98010	Bonne-Espérance	09 Côte-Nord	Système de traitement des eaux usées - Secteur Vieux-Fort	2018-11-27	Sélectionné pour aide financière	2019-01-29	----	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 471	98010	Bonne-Espérance	09 Côte-Nord	Système de traitement des eaux usées - Secteur Rivière St-Paul	2018-10-05	Sélectionné pour aide financière	2019-01-29	----	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 483	98010	Bonne-Espérance	09 Côte-Nord	Plan d'intervention pour le renouvellement des conduites d'eau et d'égouts ainsi que de la route pour Old Fort Bay	2018-11-27	Fermé	2019-01-11	----	----	Projet non admissible
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 450	96025	Pointe-Lebel	09 Côte-Nord	Mise aux normes des infrastructures d'aqueduc et d'égout pour les parcs Langlois et Murray	2018-07-05	Sélectionné pour aide financière	2018-08-24	----	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 507	96040	Ragueneau	09 Côte-Nord	EAU USÉE - AIDE FINANCIÈRE PRIMEAU S-V 1.1	2019-02-18	En traitement	----	----	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 472	99020	Chapais	10 Nord-du-Québec	Assainissement des eaux usées - Mise aux normes	2018-10-09	Sélectionné pour aide financière	2018-10-31	----	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 439	05040	New Carlisle	11 Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	Mise aux normes des infrastructures d'eau potable	2018-04-11	En traitement	----	----	En attente d'une étude de mise en commun d'infrastructures d'eau de New-Carlisle et de Paspébiac	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 468	02015	Grande-Rivière	11 Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	Prolongement du réseau d'aqueduc et d'égout de Grande-Rivière Ouest	2018-09-28	En traitement	----	----	Des ajustements ont été demandés au requérant	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 453	26055	Saint-Bernard	12 Chaudière-Appalaches	Construction d'un bâtiment et d'une station de traitement de l'eau potable	2018-07-23	Sélectionné pour aide financière	2018-10-24	----	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 505	28025	Saint-Benjamin	12 Chaudière-Appalaches	Projet d'assainissement des eaux usées du secteur Morisset-Station	2019-02-13	Sélectionné pour aide financière	2019-04-01	----	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 487	29057	Saint-Côme--Linière	12 Chaudière-Appalaches	Remplacement du poste de pompage principal	2018-12-12	Sélectionné pour aide financière	2019-02-06	----	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 476	29073	Saint-Georges	12 Chaudière-Appalaches	Étude de mise à niveau des ouvrages de surverses, des collecteurs et de l'usine d'épuration.	2018-10-23	Fermé	2018-12-13	----	----	Projet non admissible
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 456	29125	Saint-Simon-les-Mines	12 Chaudière-Appalaches	Implantation des réseaux d'aqueduc et d'égouts	2018-08-06	Sélectionné pour aide financière	2018-10-30	----	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 449	26070	Saint-Lambert-de-Lauzon	12 Chaudière-Appalaches	Raccordement d'un puits au réseau d'aqueduc municipal	2018-06-18	Sélectionné pour aide financière	2019-03-26	----	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 470	17025	Sainte-Félicité	12 Chaudière-Appalaches	Collecte et assainissement des eaux usées	2018-10-03	En traitement	----	----	Des ajustements ont été demandés au requérant	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 454	31095	Saint-Adrien-d'Irlande	12 Chaudière-Appalaches	Travaux d'égouts et réalisation d'ouvrages d'assainissement des eaux usées	2018-07-25	Sélectionné pour aide financière	2019-02-05	----	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 447	33045	Saint-Agapit	12 Chaudière-Appalaches	Mise aux normes de la station d'épuration de St Agapit	2018-06-14	Fermé	2018-08-23	----	----	Projet non admissible
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 459	52080	Saint-Gabriel	14 Lanaudière	Traitement du fer et manganèse dans l'eau potable	2018-08-07	Sélectionné pour aide financière	2018-11-27	----	----	----

Liste des demandes reçues au PRIMEAU pour l'année 2018-2019

Sous-volet	No dossier	Code géo	Requérant	Région	Titre du projet	Date réception	Statut	Date de décision	Aide financière accordée	État d'avancement des dossiers "en traitement"	Motif de fermeture
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 488	62037	Rawdon	14 Lanaudière	Mise à niveau/maintien actifs usine épuration eaux usées	2018-12-17	En traitement	----	----	Des ajustements ont été demandés au requérant	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 464	61025	Joliette	14 Lanaudière	Services professionnels - ajout d'un système à rayons ultraviolet à l'usine	2018-09-17	En traitement	----	----	Projet non prioritaire	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 444	76008	Saint-André-d'Argenteuil	15 Laurentides	Traitement des eaux usées, Carillon	2018-05-17	Fermé	2019-02-05	----	----	Abandon par le requérant
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 461	R1017	R.I. eau Tracy/St-Joseph/St-Roch	16 Montérégie	Construction d'un nouveau puits de pompage d'eau brute et installation d'une désinfection par rayonnement à l'ultraviolet	2018-08-15	En traitement	----	----	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 473	46010	Frelighsburg	16 Montérégie	Solution au problème de fonctionnement du système d'épuration des eaux	2018-10-11	En traitement	----	----	Des ajustements ont été demandés au requérant	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 435	55065	Saint-Mathias-sur-Richelieu	16 Montérégie	Réfection de la station d'épuration des eaux usées	2018-04-04	En traitement	----	----	Des ajustements ont été demandés au requérant	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 501	54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	16 Montérégie	Construction d'une nouvelle usine de traitement des eaux usées	2019-02-07	Sélectionné pour aide financière	2019-02-21	----	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 477	67010	Saint-Philippe	16 Montérégie	Mise aux normes des infrastructures de traitement des eaux usées	2018-10-30	En traitement	----	----	Des ajustements ont été demandés au requérant	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 478	71050	Les Cèdres	16 Montérégie	Prolongement des réseaux eaux usées et potable - secteur Leech, Lalonde et Leroux	2018-10-30	Fermé	2019-01-18	----	----	Projet non admissible
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 495	R8001	S. Expl.Cent.Trait.eau ChamblyMarieville-Richelieu	16 Montérégie	Construction d'une nouvelle chambre de mesure pour les débitmètres	2019-01-23	En traitement	----	----	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 458	39060	Saint-Christophe-d'Arthabaska	17 Centre-du-Québec	Prolongement aqueduc rue de la Plage-Beauchesne, du Lac et Omer	2018-08-07	Sélectionné pour aide financière	2018-11-30	----	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 498	50030	Saint-Célestin	17 Centre-du-Québec	Ajout d'un étang non aéré à l'ouvrage municipal d'assainissement des eaux usées	2019-02-07	Sélectionné pour aide financière	2019-02-22	----	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .1	514 490	50128	Saint-François-du-Lac	17 Centre-du-Québec	Mise aux normes des postes de pompage et de la station d'épuration	2019-01-08	En traitement	----	----	En attente d'une décision du requérant	----
PRIMEAU \ -1 \ .2	514 438	09055	Saint-Octave-de-Métis	01 Bas-Saint-Laurent	Mise aux normes de l'arsenic dans l'eau potable	2018-04-05	Promis	2018-11-27	480 496 \$	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .2	514 508	10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	01 Bas-Saint-Laurent	Prolongement du réseau d'aqueduc	2019-02-20	En traitement	----	----	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .2	514 493	94068	Saguenay	02 Saguenay--Lac-Saint-Jean	Construction de deux collecteurs d'égout pour l'abandon de postes de pompage	2019-01-17	En traitement	----	----	Des justifications sont manquantes	----
PRIMEAU \ -1 \ .2	514 469	16013	Baie-Saint-Paul	03 Capitale-Nationale	Conformité du système de traitement des eaux usées-Ajout d'un dégrilleur	2018-10-01	Fermé	2018-11-29	----	----	Projet non prioritaire
PRIMEAU \ -1 \ .2	514 463	37210	Batiscan	04 Mauricie	Mise à niveau - station de traitement d'eau potables	2018-09-10	Fermé	2019-02-05	----	----	Projet non prioritaire
PRIMEAU \ -1 \ .2	514 475	51015	Louiseville	04 Mauricie	Aqueduc traverse petite rivière Du Loup	2018-10-22	Fermé	2018-11-26	----	----	Projet non admissible
PRIMEAU \ -1 \ .2	514 451	41038	Cookshire-Eaton	05 Estrie	Construction d'une nouvelle station d'épuration pour le secteur Johnville	2018-07-12	Sélectionné pour aide financière	2018-09-10	----	----	----

Liste des demandes reçues au PRIMEAU pour l'année 2018-2019

Sous-volet	No dossier	Code géo	Requérant	Région	Titre du projet	Date réception	Statut	Date de décision	Aide financière accordée	État d'avancement des dossiers "en traitement"	Motif de fermeture
PRIMEAU \ -1 \ .2	514 448	42088	Windsor	05 Estrie	Mise aux normes des installations de production d'eau potable	2018-06-14	Promis	2018-10-23	7 502 667 \$	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .2	514 440	44055	Sainte-Edwidge-de-Clifton	05 Estrie	Égout sanitaire Chemin Favreau	2018-04-16	Fermé	2018-11-29	----	----	Projet non admissible
PRIMEAU \ -1 \ .2	514 497	80010	Montebello	07 Outaouais	Réfection de l'émissaire du réseau pluvial de la rue Saint-Dominique	2019-02-07	En traitement	----	----	En attente du plan de réduction de débordement d'eaux usées approuvé par le MELCC	----
PRIMEAU \ -1 \ .2	514 445	87080	La Reine	08 Abitibi-Témiscamingue	Mise aux normes des installations de production d'eau potable	2018-05-23	Promis	2018-09-26	737 706 \$	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .2	514 480	29073	Saint-Georges	12 Chaudière-Appalaches	Mise à niveau des stations de pompage SP-1 et SP-4	2018-11-09	Sélectionné pour aide financière	2019-02-22	----	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .2	514 455	62060	Saint-Donat	14 Lanaudière	Réfection du réservoir d'eau potable	2018-08-02	Promis	2018-12-20	124 000 \$	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .2	514 466	61025	Joliette	14 Lanaudière	Fourniture et installation d'un système à rayons ultraviolets à l'usine de filtration	2018-09-19	En traitement	----	----	Projet non prioritaire	----
PRIMEAU \ -1 \ .2	514 436	61035	Saint-Charles-Borromée	14 Lanaudière	CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE PRISE D'EAU BRUTE ET RÉFECTION DE LA STATION DE POMPAGE EXISTANTE - CENTRALE D'EAU POTABLE ROBERT-BOUCHER	2018-04-05	Promis	2019-02-07	697 500 \$	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .2	514 437	76020	Lachute	15 Laurentides	Travaux de mise en place d'un système de traitement de fer et manganèse-eau potable	2018-04-05	En traitement	----	----	Dossier incomplet; les plans et devis sont manquants	----
PRIMEAU \ -1 \ .2	514 499	R1005	R.I. aqu. Bas-Richelieu	16 Montérégie	Remplacement de la prise d'eau et de la conduite d'adduction	2019-02-07	En traitement	----	----	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .2	514 446	57030	Otterburn Park	16 Montérégie	Installation de réseaux d'aqueduc, eau sanitaire et eau pluviale	2018-06-02	Sélectionné pour aide financière	2018-08-24	----	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .2	514 486	47017	Granby	16 Montérégie	Remplacement du système de lavage de surface des filtres 4 et 5	2018-12-07	Promis	2019-02-07	238 500 \$	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .2	514 190	69037	Ormstown	16 Montérégie	Arrimage avec PIQM 1,4 - 555 778 Prolongement réseau aqueduc et égout	2018-07-04	Promis	2018-10-23	844 000 \$	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .2	514 460	54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	16 Montérégie	Reconstruction de l'usine d'épuration des eaux usées	2018-08-07	En traitement	----	----	Dossier incomplet; les plans et devis sont manquants	----
PRIMEAU \ -1 \ .2	514 485	56083	Saint-Jean-sur-Richelieu	16 Montérégie	Mise à niveau des réserves d'eau potable à l'usine de filtration rive ouest phase 1	2018-11-30	Promis	2019-02-07	476 500 \$	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .2	514 474	71083	Vaudreuil-Dorion	16 Montérégie	Conduite d'amenée d'eau potable / Secteur Hudson Acres et Ritchie	2018-10-17	Promis	2018-11-22	765 339 \$	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .2	514 503	49058	Drummondville	17 Centre-du-Québec	Rues de la Commune et Place de la Garde	2019-02-11	En traitement	----	----	----	----
PRIMEAU \ -1 \ .2	514 502	49058	Drummondville	17 Centre-du-Québec	Rues Bahl, Monique, Gérard-Niquette et Boulevard Mercure	2019-02-11	En traitement	----	----	Précisions demandées au requérant	----

Liste des demandes reçues au PRIMEAU pour l'année 2018-2019

Sous-volet	No dossier	Code géo	Requérant	Région	Titre du projet	Date réception	Statut	Date de décision	Aide financière accordée	État d'avancement des dossiers "en traitement"	Motif de fermeture
PRIMEAU \ -1 \ .2	514 504	49058	Drummondville	17 Centre-du-Québec	Rue Giguère et des Muguets	2019-02-12	En traitement	----	----	Précisions demandées au requérant	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 070	08053	Matane	01 Bas-Saint-Laurent	Renouvellement de conduites	2019-02-22	Sélectionné pour aide financière	2019-03-22	----	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 001	09077	Mont-Joli	01 Bas-Saint-Laurent	Renouvellement de conduites	2018-06-22	Sélectionné pour aide financière	2019-03-18	----	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 002	09077	Mont-Joli	01 Bas-Saint-Laurent	Renouvellement de conduites	2018-06-22	En traitement	----	----	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 003	09077	Mont-Joli	01 Bas-Saint-Laurent	Renouvellement de conduites	2018-06-22	En traitement	----	----	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 009	10043	Rimouski	01 Bas-Saint-Laurent	Renouvellement de conduites	2018-07-05	Promis	2018-12-04	1 981 950 \$	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 069	13095	Pohénégamook	01 Bas-Saint-Laurent	Renouvellement de conduites	2019-02-20	En traitement	----	----	Projet non admissible	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 056	94068	Saguenay	02 Saguenay--Lac-Saint-Jean	Renouvellement de conduites	2019-01-17	En traitement	----	----	Précisions demandées au requérant	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 026	94240	Saint-Honoré	02 Saguenay--Lac-Saint-Jean	Renouvellement de conduites	2018-09-06	En traitement	----	----	Précisions demandées au requérant	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 029	93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	02 Saguenay--Lac-Saint-Jean	Renouvellement de conduites	2018-09-19	Promis	2018-12-03	794 540 \$	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 059	91025	Roberval	02 Saguenay--Lac-Saint-Jean	Renouvellement de conduites	2019-01-29	Fermé	2019-02-25	----	----	Projet non admissible
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 039	15035	Clermont	03 Capitale-Nationale	Renouvellement de conduites	2018-11-05	Fermé	2019-01-08	----	----	Abandon par le requérant
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 028	15013	La Malbaie	03 Capitale-Nationale	Renouvellement de conduites	2018-09-18	Promis	2019-02-06	549 530 \$	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 046	15058	Saint-Siméon	03 Capitale-Nationale	Renouvellement de conduites	2018-11-16	Promis	2018-12-04	453 150 \$	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 072	34038	Saint-Basile	03 Capitale-Nationale	Renouvellement de conduites	2019-02-28	Sélectionné pour aide financière	2019-03-22	----	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 008	37215	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	04 Mauricie	Renouvellement de conduites	2018-07-05	Promis	2018-12-04	318 720 \$	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 042	37245	Saint-Stanislas	04 Mauricie	Renouvellement de conduites	2018-11-09	Promis	2018-12-04	279 500 \$	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 043	37245	Saint-Stanislas	04 Mauricie	Renouvellement de conduites	2018-11-09	Fermé	2018-11-29	----	----	Projet non admissible
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 068	51045	Saint-Justin	04 Mauricie	Renouvellement de conduites	2019-02-19	En traitement	----	----	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 027	30090	Courcelles	05 Estrie	Renouvellement de conduites	2018-09-13	Fermé	2018-11-28	----	----	Transfert de programme
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 018	41080	Scotstown	05 Estrie	Renouvellement de conduites	2018-07-20	En traitement	----	----	Résolution municipale manquante	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 030	45072	Magog	05 Estrie	Renouvellement de conduites	2018-09-21	En traitement	----	----	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 051	40043	Asbestos	05 Estrie	Renouvellement de conduites	2018-12-19	En traitement	----	----	L'analyse se poursuit pour la sélection du dossier.	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 005	40047	Danville	05 Estrie	Renouvellement de conduites d'eau	2018-06-27	En traitement	----	----	Dossier à fermer; l'ajout de conduites n'est pas admissible au volet 2	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 061	43027	Sherbrooke	05 Estrie	Renouvellement de conduites	2019-02-01	En traitement	----	----	Demande non admissible; elle vise un réseau privé; le requérant devra l'acquérir au préalable.	----

Liste des demandes reçues au PRIMEAU pour l'année 2018-2019

Sous-volet	No dossier	Code géo	Requérant	Région	Titre du projet	Date réception	Statut	Date de décision	Aide financière accordée	État d'avancement des dossiers "en traitement"	Motif de fermeture
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 062	43027	Sherbrooke	05 Estrie	Renouvellement de conduites	2019-02-01	En traitement	----	----	Demande non admissible; elle vise un réseau privé; le requérant devra l'acquérir au préalable.	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 004	43027	Sherbrooke	05 Estrie	Renouvellement de conduites	2018-06-27	En traitement	----	----	Des ajustements ont été demandés au requérant	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 052	66107	Beaconsfield	06 Montréal	Renouvellement de conduites	2019-01-08	En traitement	----	----	Des ajustements ont été demandés au requérant	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 053	66097	Pointe-Claire	06 Montréal	Renouvellement de conduites	2019-01-14	En traitement	----	----	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 054	66097	Pointe-Claire	06 Montréal	Renouvellement de conduites	2019-01-14	Fermé	2019-02-26	----	----	Abandon par le requérant
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 055	66097	Pointe-Claire	06 Montréal	Renouvellement de conduites	2019-01-14	Fermé	2019-02-26	----	----	Abandon par le requérant
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 034	66117	Sainte-Anne-de-Bellevue	06 Montréal	Remplacement des conduites de la rue Legault	2018-10-04	Promis	2018-11-27	449 420 \$	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 007	66047	Montréal-Ouest	06 Montréal	Remplacement des conduites des avenues Crestwood et Wolseley	2018-06-28	Promis	2018-11-27	1 020 300 \$	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 049	66007	Montréal-Est	06 Montréal	Remplacement des conduites d'eau potable des avenues Laurendeau, Broadway et Victoria	2018-11-23	En traitement	----	----	La résolution de la Ville de Montréal est manquante; les travaux communs à Montréal-Est et à Montréal.	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 050	66023	Montréal	06 Montréal	Renouvellement de conduites	2018-12-19	En traitement	----	----	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 013	88055	Amos	08 Abitibi-Témiscamingue	Renouvellement de conduites	2018-07-17	Fermé	2018-07-24	----	----	Projet non admissible
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 063	86042	Rouyn-Noranda	08 Abitibi-Témiscamingue	Renouvellement de conduites	2019-02-08	Sélectionné pour aide financière	2019-03-22	----	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 064	86042	Rouyn-Noranda	08 Abitibi-Témiscamingue	Renouvellement de conduites	2019-02-08	Sélectionné pour aide financière	2019-03-22	----	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 047	27008	Saint-Victor	12 Chaudière-Appalaches	Renouvellement de conduites	2018-11-21	Promis	2018-12-13	1 536 890 \$	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 048	27008	Saint-Victor	12 Chaudière-Appalaches	Renouvellement de conduites	2018-11-21	Promis	2018-12-04	1 292 560 \$	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 012	29057	Saint-Côme--Linière	12 Chaudière-Appalaches	Renouvellement de conduites	2018-07-13	Promis	2018-12-04	2 034 100 \$	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 038	29073	Saint-Georges	12 Chaudière-Appalaches	Renouvellement de conduites	2018-10-31	Promis	2018-12-04	2 104 740 \$	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 057	28045	Sainte-Justine	12 Chaudière-Appalaches	Renouvellement de conduites	2019-01-17	Promis	2019-02-07	254 280 \$	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 041	31122	East Broughton	12 Chaudière-Appalaches	Renouvellement de conduites	2018-11-08	En traitement	----	----	Des ajustements ont été demandés au requérant	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 058	52045	Saint-Ignace-de-Loyola	14 Lanaudière	Renouvellement de conduites	2019-01-23	En traitement	----	----	L'analyse se poursuit pour la sélection du dossier.	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 014	61025	Joliette	14 Lanaudière	Remplacement conduites eau potable et eaux usées - Rue St-Charles-Borromée	2018-07-18	Promis	2018-12-07	1 259 940 \$	----	----

Liste des demandes reçues au PRIMEAU pour l'année 2018-2019

Sous-volet	No dossier	Code géo	Requérant	Région	Titre du projet	Date réception	Statut	Date de décision	Aide financière accordée	État d'avancement des dossiers "en traitement"	Motif de fermeture
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 015	61025	Joliette	14 Lanaudière	Renouvellement de conduites	2018-07-19	En traitement	----	----	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 010	61035	Saint-Charles-Borromée	14 Lanaudière	Renouvellement de conduites	2018-07-05	En traitement	----	----	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 011	61035	Saint-Charles-Borromée	14 Lanaudière	Renouvellement de conduites	2018-07-05	En traitement	----	----	Actuellement la demande est non recevable; les travaux sont prévus en 2020.	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 031	77022	Sainte-Adèle	15 Laurentides	Renouvellement de conduites	2018-09-28	Promis	2018-12-07	746 460 \$	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 033	77022	Sainte-Adèle	15 Laurentides	Renouvellement de conduites	2018-10-01	Promis	2018-11-27	2 296 500 \$	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 071	77022	Sainte-Adèle	15 Laurentides	Renouvellement de conduites	2019-02-26	En traitement	----	----	Des ajustements ont été demandés au requérant	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 066	72032	Oka	15 Laurentides	Renouvellement de conduites	2019-02-18	En traitement	----	----	Actuellement la demande est non recevable; les travaux sont prévus en 2020.	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 067	72032	Oka	15 Laurentides	Renouvellement de conduites	2019-02-18	En traitement	----	----	Actuellement la demande est non recevable; les travaux sont prévus en 2020.	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 017	70022	Beauharnois	16 Montérégie	Renouvellement de conduites	2018-07-19	En traitement	----	----	Des ajustements ont été demandés au requérant	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 019	70052	Salaberry-de-Valleyfield	16 Montérégie	Remplacement des conduites - Secteur Élisabeth-Monette	2018-07-23	Promis	2018-11-27	967 020 \$	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 025	70052	Salaberry-de-Valleyfield	16 Montérégie	Remplacement des conduites	2018-08-10	Promis	2018-12-07	2 900 720 \$	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 024	70052	Salaberry-de-Valleyfield	16 Montérégie	Réhabilitation des conduites	2018-08-08	Promis	2018-12-07	2 551 950 \$	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 045	57045	Saint-Mathieu-de-Beloeil	16 Montérégie	Remplacement des conduites des chemins de l'Industrie, Trudeau et du Ruisseau	2018-11-15	Fermé	2019-02-14	----	----	Projet non admissible
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 060	46035	Bedford	16 Montérégie	Renouvellement de conduites	2019-01-29	En traitement	----	----	Des ajustements ont été demandés au requérant	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 016	47025	Waterloo	16 Montérégie	Renouvellement de conduites	2018-07-19	En traitement	----	----	Des ajustements ont été demandés au requérant	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 036	47025	Waterloo	16 Montérégie	Renouvellement de conduites	2018-10-14	En traitement	----	----	Des ajustements ont été demandés au requérant	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 044	57005	Chambly	16 Montérégie	Remplacement des conduites des rues de l'Église et des Carrières	2018-11-12	Promis	2018-12-18	884 240 \$	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 035	55008	Ange-Gardien	16 Montérégie	Remplacement des conduites des rues Principale et Canrobert	2018-10-09	En traitement	----	----	Des ajustements ont été demandés au requérant	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 023	67030	Sainte-Catherine	16 Montérégie	Renouvellement des conduites prioritaires	2018-08-06	Promis	2018-08-27	174 400 \$	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 020	67030	Sainte-Catherine	16 Montérégie	Renouvellement de conduites	2018-07-26	Fermé	2018-08-07	----	----	Abandon par le requérant
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 021	67030	Sainte-Catherine	16 Montérégie	Renouvellement de conduites	2018-07-31	Fermé	2018-08-03	----	----	Transfert de programme
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 022	71025	Saint-Zotique	16 Montérégie	Remplacement des conduites de la rue Principale	2018-08-02	Promis	2018-09-25	1 782 250 \$	----	----

Liste des demandes reçues au PRIMEAU pour l'année 2018-2019

Sous-volet	No dossier	Code géo	Requérant	Région	Titre du projet	Date réception	Statut	Date de décision	Aide financière accordée	État d'avancement des dossiers "en traitement"	Motif de fermeture
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 006	71083	Vaudreuil-Dorion	16 Montérégie	Renouvellement de conduites	2018-06-28	En traitement	----	----	Des ajustements ont été demandés au requérant	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 065	59035	Contrecoeur	16 Montérégie	Renouvellement de conduites	2019-02-15	En traitement	----	----	Des ajustements ont été demandés au requérant	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 032	59010	Sainte-Julie	16 Montérégie	Réhabilitation des conduites des rues Pépin, Brassard, Roger, Place Gaudette et Place Villeneuve	2018-09-28	Promis	2019-01-10	625 300 \$	----	----
PRIMEAU \ -2 \ .0	2 025 037	50095	Saint-Elphège	17 Centre-du-Québec	Renouvellement de conduites	2018-10-30	Fermé	2018-12-12	----	----	Abandon par le requérant

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 28

Pour le Fonds Chantiers Canada-Québec : pour chacun des volets et sous-volets, la liste des demandes reçues pour 2018-2019 et, pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité selon la région ou, le cas échéant, le motif du refus. Fournir le total des sommes versées en 2018-2019 pour chacun des volets et sous-volets.

Depuis août 2015, tous les sous-volets du Fonds Chantiers Canada-Québec sont fermés aux nouvelles demandes. Ainsi, aucune demande n'a été reçue en 2018-2019.

Les sommes versées aux municipalités en 2018-2019 pour chacun des volets et sous-volets sont :

Volets	Sous-volets	Total des sommes versées pour 2018-2019 Au 28 février 2019 (Provincial¹ et Fédéral²)		
Collectivités	1.1 Infrastructures d'eau potable ou d'eaux usées	Provincial :	9 539 034 \$	Fédéral : 0 \$
	1.2 Infrastructures de support au développement local ou régional	Provincial :	4 082 908 \$	Fédéral : 0 \$
	1.3 Infrastructures de support au développement local ou régional (« Top up »)	Provincial :	12 001 677 \$	Fédéral : 0 \$
Grandes Villes	2.1 Infrastructures d'eau potable ou d'eaux usées	Provincial :	4 161 661 \$	Fédéral : 0 \$
	2.2 Infrastructures de support au développement local ou régional	Provincial :	4 909 979 \$	Fédéral : 0 \$
Grands Projets	1.1 Infrastructures d'eau potable ou d'eaux usées	Provincial :	7 788 348 \$	Fédéral : 0 \$
	1.2 Infrastructures de support au développement local ou régional	Provincial :	10 204 713 \$	Fédéral : 0 \$
Recherche et Planification	1.1 Recherche appliquée dans le domaine des infrastructures municipales	Provincial :	0 \$	Fédéral : 0 \$
Total		Provincial :	52 688 320 \$	Fédéral : 0 \$

(1) Ces sommes se composent du capital et des intérêts.

(2) Les sommes versées correspondent aux dépenses comptabilisées dans l'exercice en cours. Il n'y a pas de montants versés en 2018-2019 pour le gouvernement fédéral, parce que les déboursés ont été faits à la suite de dépenses comptabilisées dans les exercices antérieurs.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 29	Pour le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités, pour chacun des volets et sous-volets : a) la liste des demandes reçues pour 2018-2019; b) la liste de toute demande dont le traitement a été complété en 2018-2019, nonobstant leur année de réception; c) la liste de toutes les demandes pour lesquelles une promesse d'aide a été émise en 2018-2019 avec la date d'émission de la promesse d'aide; d) la grille d'évaluation des demandes et les critères qui sont pris en compte; e) le pointage ou toute autre mesure d'évaluation de la priorité ou de la qualité de toute demande dont le traitement a été complété ou est en cours en 2018-2019; f) le montant accordé à la municipalité selon la région, ou le cas échéant, le motif du refus; g) fournir le total des sommes versées en 2018-2019 pour chacun des volets et sous-volets; h) inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2018-2019.
---------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

La liste des demandes reçues pour 2018-2019 incluant, pour chacune des demandes, la décision du Ministère, le montant accordé à la municipalité ou, le cas échéant, le motif du refus est présentée à l'Annexe 1. Il est à noter que cette liste inclut également des demandes d'aide financière reçues au MAMH avant le 1^{er} avril 2018 dans le cadre d'autres programmes que le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIQM), mais transférées au PIQM en 2018-2019.

Le programme PIQM a été fermé aux nouvelles demandes le 1^{er} juillet 2018 et toutes les demandes déposées dans les sous-volets 1.5, 2.5 et 5.1 non promises à ce moment ont été transférées dans le Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU), le Programme Réfection et construction des infrastructures municipales (RÉCIM) et le Programme d'infrastructures Municipalité amie des aînés (PRIMADA).

- a) la liste des demandes reçues pour 2018-2019; **(voir Annexe 1)**
- b) la liste de toute demande dont le traitement a été complété en 2018-2019, nonobstant leur année de réception; **(voir Annexe 2)**
- c) la liste de toutes les demandes pour lesquelles une promesse d'aide a été émise en 2018-2019 avec la date d'émission de la promesse d'aide; **(voir Annexe 1 pour les demandes reçues après le 1^{er} avril 2018 et Annexe 2 pour les demandes reçues antérieurement)**
- d) la grille d'évaluation des demandes et les critères qui sont pris en compte; **(la réponse à cette question n'est pas pertinente dans le cadre de l'étude des crédits)**
- e) le pointage ou toute autre mesure d'évaluation de la priorité ou de la qualité de toute demande dont le traitement a été complété ou est en cours en 2018-2019; **(la réponse à cette question n'est pas pertinente dans le cadre de l'étude des crédits)**
- f) le montant accordé à la municipalité selon la région, ou le cas échéant, le motif du refus; **(voir Annexe 1)**
- g) le total des sommes versées en 2018-2019 et prévues en 2019-2020 pour chacun des volets et sous-volets (au 28 février 2019)

Volets	Sous-volets	Sommes	
		Versées 2018-2019	Prévues 2019-2020
1. Aqueduc et égouts	1.1 Infrastructures d'aqueduc et d'égouts (municipalités de 2 000 habitants et plus)	9 116 016 \$	4 581 909 \$
	1.2 Infrastructures d'aqueduc et d'égouts (municipalités de moins de 2 000 habitants)	6 292 908 \$	4 661 273 \$

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 29	<p>Pour le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités, pour chacun des volets et sous-volets : a) la liste des demandes reçues pour 2018-2019; b) la liste de toute demande dont le traitement a été complété en 2018-2019, nonobstant leur année de réception; c) la liste de toutes les demandes pour lesquelles une promesse d'aide a été émise en 2018-2019 avec la date d'émission de la promesse d'aide; d) la grille d'évaluation des demandes et les critères qui sont pris en compte; e) le pointage ou toute autre mesure d'évaluation de la priorité ou de la qualité de toute demande dont le traitement a été complété ou est en cours en 2018-2019; f) le montant accordé à la municipalité selon la région, ou le cas échéant, le motif du refus; g) fournir le total des sommes versées en 2018-2019 pour chacun des volets et sous-volets; h) inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2018-2019.</p>
---------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

		1.3 Infrastructures pour le développement économique en région	495 037 \$	259 956 \$
		1.4 Infrastructures d'aqueduc et d'égouts (pour toutes les municipalités)	40 070 254 \$	45 414 035 \$
		1.5 Infrastructures d'aqueduc et d'égouts-renouvellement de conduites	13 542 947 \$	24 038 217 \$
	2. Projets à incidences économiques, urbaines ou régionales	2.1 Projets à incidences régionales ou urbaines	26 645 285 \$	30 695 140 \$
		2.2 Infrastructures municipales à la suite de regroupements	269 672 \$	148 216 \$
		2.5 Municipalité amie des aînés (MADA)	242 043 \$	124 860 \$
		2.6 Amphithéâtre de la Ville de Québec	10 597 522 \$	10 894 221 \$
	3. Implantation et maintien d'expertises techniques		2 579 \$	0 \$
	4. Plan Nord	4.1 Infrastructures municipales	1 174 758 \$	2 698 596 \$
		4.2 Accompagnement financier additionnel	635 430 \$	0 \$
	5. Réfection et construction des infrastructures municipales	5.1 Projets d'infrastructures à vocations municipale et communautaire	2 643 433 \$	6 163 477 \$
	TOTAL		111 727 884 \$	129 679 000 \$

h) l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2018-2019 :

En date du 28 février 2019, les dépenses effectuées au programme PIQM correspondaient à plus de **80% du budget de 138,3 M\$ alloué** pour ce programme en 2018-2019.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

ANNEXE 1

Demande n° 29	<p>Pour le Programme d’infrastructures Québec-Municipalités, pour chacun des volets et sous-volets : a) la liste des demandes reçues pour 2018-2019; b) la liste de toute demande dont le traitement a été complété en 2018-2019, nonobstant leur année de réception; c) la liste de toutes les demandes pour lesquelles une promesse d’aide a été émise en 2018-2019 avec la date d’émission de la promesse d’aide; d) la grille d’évaluation des demandes et les critères qui sont pris en compte; e) le pointage ou toute autre mesure d’évaluation de la priorité ou de la qualité de toute demande dont le traitement a été complété ou est en cours en 2018-2019; f) le montant accordé à la municipalité selon la région, ou le cas échéant, le motif du refus; g) fournir le total des sommes versées en 2018-2019 pour chacun des volets et sous-volets; h) inclure également l’état d’avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2018-2019.</p>
---------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

DEMANDES REÇUES EN 2018-2019 - DU 1er AVRIL 2018 AU 28 FÉVRIER 2019 (Sous-volets 1.5, 2.1, 2.5 et 5.1)

Volet	Demandeur	Région administrative	Projet	Date demande reçue	Décision	Date d'émission de la promesse	Montant accordé	Motif de refus
PIQM-2008-1.5	Amqui		Renouvellement de conduites	2018-04-03	Refus			Projet non admissible
PIQM-2008-1.5	Tring-Jonction	Chaudière-Appalaches	Renouvellement de conduites	2018-05-03	Promesse	2018-06-07	308 000 \$	
PIQM-2008-1.5	Roberval	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Renouvellement de conduites	2018-04-09	Promesse	2018-06-07	703 130 \$	
PIQM-2008-1.5	Sainte-Edwidge-de-Clifton	Estrie	Renouvellement de conduites	2018-04-16	Promesse	2018-06-20	249 000 \$	
PIQM-2008-1.5	Waterloo		Renouvellement de conduites	2018-04-20	Transfert de programme			
PIQM-2008-1.5	New Richmond	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Renouvellement de conduites	2018-04-27	Promesse	2018-06-07	193 600 \$	
PIQM-2008-1.5	Montréal		Renouvellement de conduites	2018-05-01	Transfert de programme			
PIQM-2008-1.5	Chibougamau		Renouvellement de conduites	2018-05-02	Programme fermé			
PIQM-2008-1.5	Scotstown		Renouvellement de conduites	2018-05-03	Transfert de programme			
PIQM-2008-1.5	Drummondville	Centre-du-Québec	Renouvellement de conduites	2018-05-09	Promesse	2018-06-07	3 919 200 \$	
PIQM-2008-1.5	Châteauguay		Renouvellement de conduites	2018-05-16	Refus			Projet non admissible
PIQM-2008-1.5	Lachute	Laurentides	Renouvellement de conduites	2018-05-16	Promesse	2018-06-07	1 174 100 \$	
PIQM-2008-1.5	Saint-Édouard-de-Fabre	Abitibi-Témiscamingue	Renouvellement de conduites	2018-05-16	Promesse	2018-06-07	283 100 \$	

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

ANNEXE 1

Demande n° 29	Pour le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités, pour chacun des volets et sous-volets : a) la liste des demandes reçues pour 2018-2019; b) la liste de toute demande dont le traitement a été complété en 2018-2019, nonobstant leur année de réception; c) la liste de toutes les demandes pour lesquelles une promesse d'aide a été émise en 2018-2019 avec la date d'émission de la promesse d'aide; d) la grille d'évaluation des demandes et les critères qui sont pris en compte; e) le pointage ou toute autre mesure d'évaluation de la priorité ou de la qualité de toute demande dont le traitement a été complété ou est en cours en 2018-2019; f) le montant accordé à la municipalité selon la région, ou le cas échéant, le motif du refus; g) fournir le total des sommes versées en 2018-2019 pour chacun des volets et sous-volets; h) inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2018-2019.
---------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

DEMANDES REÇUES EN 2018-2019 - DU 1er AVRIL 2018 AU 28 FÉVRIER 2019 (Sous-volets 1.5, 2.1, 2.5 et 5.1)

Volet	Demandeur	Région administrative	Projet	Date demande reçue	Décision	Date d'émission de la promesse	Montant accordé	Motif de refus
PIQM-2008-1.5	Salaberry-de-Valleyfield		Renouvellement de conduites	2018-05-22	Transfert de programme			
PIQM-2008-1.5	Salaberry-de-Valleyfield		Renouvellement de conduites	2018-05-23	Transfert de programme			
PIQM-2008-1.5	Roberval		Renouvellement de conduites	2018-05-25	Refus			Projet non admissible
PIQM-2008-1.5	Bury	Estrie	Renouvellement de conduites	2018-05-28	Promesse	2018-06-20	198 000 \$	
PIQM-2008-2.1	Québec	Capitale Nationale	Aménagement des voies d'accès et des infrastructures de services du nouveau parc industriel Chauveau	2018-05-04	Promesse	2018-07-30	7 258 650 \$	
PIQM-2008-5.1	Sainte-Anne-de-Bellevue		Réno. et mise aux normes toiture et système de déshumidification du garage municipal	2018-04-04	Refus			Projet non sélectionné
PIQM-2008-5.1	Oka		Revitalisation de la mairie d'Oka	2018-04-17	Refus			Projet non admissible
PIQM-2008-5.1	Sainte-Marguerite		Réaménagement des bureaux municipaux	2018-04-20	Refus			Projet non sélectionné
PIQM-2008-5.1	Oka		Réfection des infrastructures de la Salle des loisirs (Salle communautaire)	2018-05-07	Refus			Projet non admissible
PIQM-2008-5.1	Saint-Patrice-de-Sherrington		Mise aux normes de la station d'épuration des eaux usées	2018-05-11	Refus			Projet non admissible

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

ANNEXE 1

Demande n° 29	Pour le Programme d’infrastructures Québec-Municipalités, pour chacun des volets et sous-volets : a) la liste des demandes reçues pour 2018-2019; b) la liste de toute demande dont le traitement a été complété en 2018-2019, nonobstant leur année de réception; c) la liste de toutes les demandes pour lesquelles une promesse d’aide a été émise en 2018-2019 avec la date d’émission de la promesse d’aide; d) la grille d’évaluation des demandes et les critères qui sont pris en compte; e) le pointage ou toute autre mesure d’évaluation de la priorité ou de la qualité de toute demande dont le traitement a été complété ou est en cours en 2018-2019; f) le montant accordé à la municipalité selon la région, ou le cas échéant, le motif du refus; g) fournir le total des sommes versées en 2018-2019 pour chacun des volets et sous-volets; h)inclure également l’état d’avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2018-2019.
---------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

DEMANDES REÇUES EN 2018-2019 - DU 1er AVRIL 2018 AU 28 FÉVRIER 2019 (Sous-volets 1.5, 2.1, 2.5 et 5.1)

Volet	Demandeur	Région administrative	Projet	Date demande reçue	Décision	Date d'émission de la promesse	Montant accordé	Motif de refus
PIQM-2008-5.1	Saint-Bruno-de-Montarville		Mise à niveau et accessibilité universelle des installations sportives pour aînés	2018-05-15	Fermé - Mauvais sous-volet			
PIQM-2008-5.1	Sainte-Lucie-de-Beauregard		Aménagement d'un parc intergénérationnel scolaire/municipal	2018-05-16	Fermé - Mauvais sous-volet			
PIQM-2008-5.1	Saint-Léonard-d'Aston		Relocalisation et construction d'une nouvelle caserne de pompiers	2018-06-06	Refus			Projet non sélectionné
PIQM-2008-5.1	Auclair		Mise aux normes du garage municipal	2018-06-06	Refus			Projet non sélectionné

27 demandes reçues

Le programme a été fermé aux nouvelles demandes le 1er juillet 2018 et toutes les demandes non promises dans les sous-volets 1.5, 2.5 et 5.1 à ce moment ont été transférées dans le PRIMEAU, PRIMADA et RÉCIM.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

ANNEXE 2

Demande n° 29	Pour le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités, pour chacun des volets et sous-volets : a) la liste des demandes reçues pour 2018-2019; b) la liste de toute demande dont le traitement a été complété en 2018-2019, nonobstant leur année de réception; c) la liste de toutes les demandes pour lesquelles une promesse d'aide a été émise en 2018-2019 avec la date d'émission de la promesse d'aide; d) la grille d'évaluation des demandes et les critères qui sont pris en compte; e) le pointage ou toute autre mesure d'évaluation de la priorité ou de la qualité de toute demande dont le traitement a été complété ou est en cours en 2018-2019; f) le montant accordé à la municipalité selon la région, ou le cas échéant, le motif du refus; g) fournir le total des sommes versées en 2018-2019 pour chacun des volets et sous-volets; h)inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2018-2019.
---------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

DEMANDES dont le traitement a été complété en 2018-2019, nonobstant leur année de réception

Volet	Demandeur	Région administrative	Projet	Date demande reçue	Décision	Date d'émission de la promesse	Montant accordé	Date fermeture	Motif de refus
PIQM-2008-1.4	Cookshire-Eaton		Remplacement du système de traitement des eaux usées - Secteur Johnville	2010-11-01	Transfert			2018-09-10	Transfert de programme
PIQM-2008-1.5	Saint-Pierre-les-Becquets		Renouvellement de conduites	2013-04-23	Transfert			2018-06-28	Transfert de programme
PIQM-2008-1.5	Sainte-Julienne		Renouvellement de conduites	2013-01-24	Refus			2018-06-01	Projet non admissible
PIQM-2008-1.5	Pointe-Lebel		Renouvellement de conduites	2013-01-30	Transfert			2018-06-28	Transfert de programme
PIQM-2008-1.5	Sainte-Sophie-d'Halifax		Renouvellement de conduites	2013-12-18	Transfert			2018-06-28	Transfert de programme
PIQM-2008-1.5	Repentigny		Renouvellement de conduites	2013-10-03	Refus			2018-06-14	Projet non admissible
PIQM-2008-1.5	Repentigny		Renouvellement de conduites	2015-01-24	Transfert			2018-06-14	Transfert de programme
PIQM-2008-1.5	Prévost		Renouvellement de conduites	2015-05-21	Refus			2018-04-26	Projet non admissible
PIQM-2008-1.5	Sainte-Julienne		Renouvellement de conduites	2015-06-20	Refus			2018-06-01	Projet non admissible
PIQM-2008-1.5	Berthierville		Renouvellement de conduites	2017-03-16	Refus			2018-08-07	Projet non admissible
PIQM-2008-1.5	Joliette		Renouvellement de conduites	2017-04-13	Transfert			2018-08-02	Transfert de programme
PIQM-2008-1.5	Beauharnois		Renouvellement de conduites	2017-07-14	Transfert			2018-07-06	Transfert de programme
PIQM-2008-1.5	Mont-Royal		Renouvellement de conduites	2017-10-13	Transfert			2018-05-03	Transfert de programme

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

ANNEXE 2

Demande n° 29	Pour le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités, pour chacun des volets et sous-volets : a) la liste des demandes reçues pour 2018-2019; b) la liste de toute demande dont le traitement a été complété en 2018-2019, nonobstant leur année de réception; c) la liste de toutes les demandes pour lesquelles une promesse d'aide a été émise en 2018-2019 avec la date d'émission de la promesse d'aide; d) la grille d'évaluation des demandes et les critères qui sont pris en compte; e) le pointage ou toute autre mesure d'évaluation de la priorité ou de la qualité de toute demande dont le traitement a été complété ou est en cours en 2018-2019; f) le montant accordé à la municipalité selon la région, ou le cas échéant, le motif du refus; g) fournir le total des sommes versées en 2018-2019 pour chacun des volets et sous-volets; h)inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2018-2019.
---------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

DEMANDES dont le traitement a été complété en 2018-2019, nonobstant leur année de réception

Volet	Demandeur	Région administrative	Projet	Date demande reçue	Décision	Date d'émission de la promesse	Montant accordé	Date fermeture	Motif de refus
PIQM-2008-1.5	Saint-Charles-Borromée		Renouvellement de conduites	2017-11-22	Transfert			2018-10-12	Transfert de programme
PIQM-2008-1.5	Saint-Charles-Borromée		Renouvellement de conduites	2017-11-22	Transfert			2018-10-12	Transfert de programme
PIQM-2008-1.5	Sainte-Julie		Renouvellement de conduites	2018-02-05	Fermé			2018-07-06	Transfert de programme
PIQM-2008-1.5	Sainte-Julie		Renouvellement de conduites	2018-02-19	Refus			2018-07-06	Projet non admissible
PIQM-2008-1.5	Baie-D'Urfé		Renouvellement de conduites	2018-03-02	Refus			2018-07-27	Projet non admissible
PIQM-2008-1.5	Baie-D'Urfé		Renouvellement de conduites	2018-03-05	Refus			2018-07-27	Projet non admissible
PIQM-2008-1.5	Baie-D'Urfé		Renouvellement de conduites	2018-03-05	Refus			2018-07-27	Projet non admissible
PIQM-2008-1.5	Sainte-Julie		Renouvellement de conduites	2018-03-15	Refus			2018-07-06	Projet non admissible
PIQM-2008-1.5	Sainte-Julie		Renouvellement de conduites	2018-03-16	Refus			2018-07-06	Projet non admissible
PIQM-2008-1.5	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot		Renouvellement de conduites	2018-03-29	Transfert			2018-04-19	Transfert de programme
PIQM-2008-1.5	Sainte-Hénédine	Chaudière-Appalaches	Renouvellement de conduites	2017-12-19	En réalisation	2018-06-07	688 860 \$		
PIQM-2008-2.1	Québec	Capitale Nationale	Création de l'Espace d'innovation D'Estimauville	2015-06-25	En réalisation	2018-07-16	1 104 533 \$		
PIQM-2008-2.1	Corporation Avantages Témiscouata	Bas-Saint-Laurent	Construction d'un motel industriel à Notre-Dame-du-Lac	2008-07-28	Annulation			2018-04-26	Annulation d'une promesse par l'organisme

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

ANNEXE 2

Demande n° 29	Pour le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités, pour chacun des volets et sous-volets : a) la liste des demandes reçues pour 2018-2019; b) la liste de toute demande dont le traitement a été complété en 2018-2019, nonobstant leur année de réception; c) la liste de toutes les demandes pour lesquelles une promesse d'aide a été émise en 2018-2019 avec la date d'émission de la promesse d'aide; d) la grille d'évaluation des demandes et les critères qui sont pris en compte; e) le pointage ou toute autre mesure d'évaluation de la priorité ou de la qualité de toute demande dont le traitement a été complété ou est en cours en 2018-2019; f) le montant accordé à la municipalité selon la région, ou le cas échéant, le motif du refus; g) fournir le total des sommes versées en 2018-2019 pour chacun des volets et sous-volets; h)inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2018-2019.
---------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

DEMANDES dont le traitement a été complété en 2018-2019, nonobstant leur année de réception

Volet	Demandeur	Région administrative	Projet	Date demande reçue	Décision	Date d'émission de la promesse	Montant accordé	Date fermeture	Motif de refus
PIQM-2008-2.5	Gatineau		Travaux de réfection intérieurs et extérieurs au Centre communautaire Fontaine	2010-12-15	Refus			2018-04-19	Projet non sélectionné
PIQM-2008-2.5	Gatineau		Travaux de rénovation et d'application de l'accessibilité universelle dans le salon Jean-Alie à la Maison du Citoyen	2010-12-15	Refus			2018-04-19	Projet non sélectionné
PIQM-2008-2.5	Saint-Roch-de-Richelieu		Aménagement d'un sentier pédestre dans un boisé	2015-05-07	Abandon			2018-04-11	Abandon par le requérant
PIQM-2008-2.5	Notre-Dame-des-Prairies		Aménagement d'un espace intergénérationnel au parc Raymond-Villeneuve	2016-09-24	Refus			2018-04-09	Projet non sélectionné
PIQM-2008-2.5	Saint-Léon-le-Grand	Bas-Saint-Laurent	Aménagement du parc municipal	2017-06-06	Promis	2018-06-18	39 040 \$		
PIQM-2008-2.5	L'Île-Perrot	Montréal	Accessibilité universelle au centre communautaire	2015-05-06	Promis	2018-06-18	60 150 \$		
PIQM-2008-2.5	Saint-Jacques-le-Mineur	Montréal	Installation de mobilier urbain et aménagement d'une aire de repos	2015-05-07	Promis	2018-06-18	59 520 \$		
PIQM-2008-2.5	Saint-Odilon-de-Cranbourne	Chaudière-Appalaches	Réfection de trottoirs sur la rue Langevin	2015-05-08	Promis	2018-06-18	100 000 \$		
PIQM-2008-2.5	Sainte-Clotilde-de-Horton	Centre-du-Québec	Aménagement d'une gloriette	2015-05-08	Promis	2018-06-18	11 616 \$		
PIQM-2008-2.5	Kiamika	Laurentides	Installation d'un monte-personne pour accéder à la bibliothèque municipale	2015-05-08	Promis	2018-06-29	80 880 \$		

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

ANNEXE 2

Demande n° 29	<p>Pour le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités, pour chacun des volets et sous-volets : a) la liste des demandes reçues pour 2018-2019; b) la liste de toute demande dont le traitement a été complété en 2018-2019, nonobstant leur année de réception; c) la liste de toutes les demandes pour lesquelles une promesse d'aide a été émise en 2018-2019 avec la date d'émission de la promesse d'aide; d) la grille d'évaluation des demandes et les critères qui sont pris en compte; e) le pointage ou toute autre mesure d'évaluation de la priorité ou de la qualité de toute demande dont le traitement a été complété ou est en cours en 2018-2019; f) le montant accordé à la municipalité selon la région, ou le cas échéant, le motif du refus; g) fournir le total des sommes versées en 2018-2019 pour chacun des volets et sous-volets; h) inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2018-2019.</p>
---------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

DEMANDES dont le traitement a été complété en 2018-2019, nonobstant leur année de réception

Volet	Demandeur	Région administrative	Projet	Date demande reçue	Décision	Date d'émission de la promesse	Montant accordé	Date fermeture	Motif de refus
PIQM-2008-2.5	Saint-Prime	Saguenay-Lac-St-Jean	Aménagement d'un circuit de mise en forme	2015-05-10	Promis	2018-06-18	100 000 \$		
PIQM-2008-2.5	Sainte-Anne-de-Sorel	Montérégie	Réaménagement du parc Constant-Plante	2015-05-10	Promis	2018-06-18	100 000 \$		
PIQM-2008-2.5	Bedford	Montérégie	Ajout de luminaires sur le chemin de Mystic	2016-07-26	Promis	2018-06-18	2 560 \$		
PIQM-2008-2.5	Crabtree	Lanaudière	Installation d'une rampe d'accès au bureau municipal	2017-03-06	Promis	2018-06-29	46 700 \$		
PIQM-2008-2.5	Les Éboulements	Capitale Nationale	Installation de sièges mécanisés dans un bâtiment logeant les services municipaux	2017-05-17	Promis	2018-06-18	27 360 \$		
PIQM-2008-2.5	Saint-Henri-de-Taillon	Saguenay-Lac-St-Jean	Aménagement d'un parc intergénérationnel	2017-06-01	Promis	2018-06-18	100 000 \$		
PIQM-2008-2.5	Beloeil	Montérégie	Aménagement d'une placette intergénérationnelle	2017-06-02	Promis	2018-06-26	9 050 \$		
PIQM-2008-2.5	Saint-Marc-du-Lac-Long	Bas-Saint-Laurent	Aménagement d'un jardin communautaire	2017-06-07	Promis	2018-06-29	35 680 \$		
PIQM-2008-2.5	Saint-Isidore	Chaudière-Appalaches	Aménagement d'un jardin communautaire et réfection d'une salle communautaire	2017-06-07	Promis	2018-06-18	38 160 \$		
PIQM-2008-2.5	Sainte-Julie	Montérégie	Parcours santé pour les aînés au parc intergénérationnel du Sorbier	2017-06-07	Promis	2018-06-11	100 000 \$		
PIQM-2008-2.5	Baie-des-Sables	Bas-Saint-Laurent	Rénovation du centre communautaire	2017-06-08	Promis	2018-06-29	65 760 \$		
PIQM-2008-2.5	Saint-Jean-Baptiste	Montérégie	Aménagement du parc de loisirs pour la clientèle aînée	2017-06-08	Promis	2018-06-29	17 250 \$		

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

ANNEXE 2

Demande n° 29	Pour le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités, pour chacun des volets et sous-volets : a) la liste des demandes reçues pour 2018-2019; b) la liste de toute demande dont le traitement a été complété en 2018-2019, nonobstant leur année de réception; c) la liste de toutes les demandes pour lesquelles une promesse d'aide a été émise en 2018-2019 avec la date d'émission de la promesse d'aide; d) la grille d'évaluation des demandes et les critères qui sont pris en compte; e) le pointage ou toute autre mesure d'évaluation de la priorité ou de la qualité de toute demande dont le traitement a été complété ou est en cours en 2018-2019; f) le montant accordé à la municipalité selon la région, ou le cas échéant, le motif du refus; g) fournir le total des sommes versées en 2018-2019 pour chacun des volets et sous-volets; h) inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2018-2019.
---------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

DEMANDES dont le traitement a été complété en 2018-2019, nonobstant leur année de réception

Volet	Demandeur	Région administrative	Projet	Date demande reçue	Décision	Date d'émission de la promesse	Montant accordé	Date fermeture	Motif de refus
PIQM-2008-2.5	Terrebonne	Lanaudière	Aménagement de terrains de Pickleball dans divers parcs	2017-06-08	Promis	2018-06-29	7 500 \$		
PIQM-2008-2.5	L'Isle-Verte	Bas-Saint-Laurent	Aménagement d'un parc pour les aînés	2017-06-08	Promis	2018-06-18	8 640 \$		
PIQM-2008-2.5	Maskinongé	Mauricie	Aménagement d'un parc intergénérationnel	2017-06-09	Promis	2018-06-18	100 000 \$		
PIQM-2008-2.5	Longueuil	Montréal	Réaménagement du parc Le Moyne	2017-06-09	Promis	2018-06-18	100 000 \$		
PIQM-2008-3.0	La Mitis		Implantation et maintien d'expertise technique	2012-01-13	En versement				
PIQM-2008-3.0	Rimouski-Neigette		Implantation et maintien d'expertise technique	2013-01-09	Annulation			2019-02-11	Annulation d'une promesse par le requérant
PIQM-2008-3.0	Brome-Missisquoi		Implantation et maintien d'expertise technique	2011-12-02	Abandon			2019-01-30	Abandon par le requérant
PIQM-2008-3.0	Le Haut-Richelieu		Implantation et maintien d'expertise technique	2011-10-26	Annulation			2019-02-20	Annulation du projet par le requérant
PIQM-2008-3.0	Les Jardins-de-Napierville		Implantation et maintien d'expertise technique	2011-07-27	Annulation			2019-02-20	Annulation du projet par le requérant
PIQM-2008-3.0	Les Pays-d'en-Haut		Implantation et maintien d'expertise technique	2011-08-09	Annulation			2019-02-20	Annulation du projet par le requérant
PIQM-2008-3.0	Pontiac		Implantation et maintien d'expertise technique	2012-02-09	Annulation			2019-02-20	Annulation du projet par le requérant
PIQM-2008-3.0	Témiscamingue		Implantation et maintien d'expertise technique	2012-01-10	Annulation			2019-01-15	Annulation d'une promesse par le requérant

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

ANNEXE 2

Demande n° 29	Pour le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités, pour chacun des volets et sous-volets : a) la liste des demandes reçues pour 2018-2019; b) la liste de toute demande dont le traitement a été complété en 2018-2019, nonobstant leur année de réception; c) la liste de toutes les demandes pour lesquelles une promesse d'aide a été émise en 2018-2019 avec la date d'émission de la promesse d'aide; d) la grille d'évaluation des demandes et les critères qui sont pris en compte; e) le pointage ou toute autre mesure d'évaluation de la priorité ou de la qualité de toute demande dont le traitement a été complété ou est en cours en 2018-2019; f) le montant accordé à la municipalité selon la région, ou le cas échéant, le motif du refus; g) fournir le total des sommes versées en 2018-2019 pour chacun des volets et sous-volets; h) inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2018-2019.
---------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

DEMANDES dont le traitement a été complété en 2018-2019, nonobstant leur année de réception

Volet	Demandeur	Région administrative	Projet	Date demande reçue	Décision	Date d'émission de la promesse	Montant accordé	Date fermeture	Motif de refus
PIQM-2008-4.1	Sept-Îles		Prolongement des services municipaux dans le parc industriel Ferco	2016-06-28	Transfert			2019-03-05	Transfert de programme
PIQM-2008-5.1	Administration régionale Kativik		Rénovation casernes de pompiers - Tasiujaq(233) Aupaluk(234) Ivujivik(235)Akulivik(236)Umiuiaq(237)	2013-08-01	Refus			2018-11-16	Projet non admissible
PIQM-2008-5.1	Laurier-Station		Agrandissement de l'hotel de ville	2015-09-19	Abandon			2018-04-12	Abandon par le requérant
PIQM-2008-5.1	Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier		Construction d'une caserne de pompiers satellitte	2016-11-17	Abandon			2018-04-26	Abandon par le requérant
PIQM-2008-5.1	Saint-Michel-du-Squatec		Réfection et mise à niveau de l'édifice Fraser	2017-06-12	Abandon			2018-04-11	Abandon par le requérant
PIQM-2008-5.1	Sainte-Anne-de-Sabrevois		Rénovation et mise aux normes Hôtel de ville pour accessibilité universelle et rénovation de la toiture du Centre communautaire/loisirs	2018-03-29	Refus			2018-04-23	Projet non admissible
PIQM-2008-5.1	Sainte-Anne-de-Sabrevois		Agrandissement garage municipal	2018-03-29	Refus			2018-04-23	Projet non admissible
PIQM-2008-5.1	Sainte-Flavie		Déménagement et réaménagement du garage municipal	2018-03-29	Refus			2018-04-25	Projet non sélectionné
PIQM-2008-5.1	Saint-Raymond	Capitale Nationale	Construction d'un garage municipal	2015-09-15	Promis	2018-06-07	2 076 480 \$		

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

ANNEXE 2

Demande n° 29	Pour le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités, pour chacun des volets et sous-volets : a) la liste des demandes reçues pour 2018-2019; b) la liste de toute demande dont le traitement a été complété en 2018-2019, nonobstant leur année de réception; c) la liste de toutes les demandes pour lesquelles une promesse d'aide a été émise en 2018-2019 avec la date d'émission de la promesse d'aide; d) la grille d'évaluation des demandes et les critères qui sont pris en compte; e) le pointage ou toute autre mesure d'évaluation de la priorité ou de la qualité de toute demande dont le traitement a été complété ou est en cours en 2018-2019; f) le montant accordé à la municipalité selon la région, ou le cas échéant, le motif du refus; g) fournir le total des sommes versées en 2018-2019 pour chacun des volets et sous-volets; h) inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2018-2019.
---------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

DEMANDES dont le traitement a été complété en 2018-2019, nonobstant leur année de réception

Volet	Demandeur	Région administrative	Projet	Date demande reçue	Décision	Date d'émission de la promesse	Montant accordé	Date fermeture	Motif de refus
PIQM-2008-5.1	Bois-des-Filion	Laurentides	Construction d'une nouvelle caserne de pompiers	2015-09-12	Promis	2018-06-07	3 158 415 \$		
PIQM-2008-5.1	Saint-Raymond	Capitale Nationale	Construction d'une caserne de pompiers	2015-09-22	Promis	2018-06-07	2 391 600 \$		
PIQM-2008-5.1	Sainte-Monique	Saguenay-Lac-St-Jean	Construction d'un centre communautaire	2015-09-22	Promis	2018-06-07	1 035 970 \$		
PIQM-2008-5.1	Portneuf-sur-Mer	Côte-Nord	Rénovation extérieure de l'édifice municipal	2016-03-01	Promis	2018-06-07	223 790 \$		
PIQM-2008-5.1	Sainte-Clotilde-de-Beauce	Chaudière-Appalaches	Réfection du centre communautaire	2016-11-15	Promis	2018-06-29	291 200 \$		
PIQM-2008-5.1	La Matapédia	Bas-Saint-Laurent	Construction d'une caserne de pompiers	2017-07-17	Promis	2018-06-29	2 955 680 \$		

Le programme a été fermé aux nouvelles demandes le 1er juillet 2018 et toutes les demandes non promises dans les sous-volets 1.5, 2.5 et 5.1 à ce moment ont été transférées dans le PRIMEAU, PRIMADA et RÉCIM.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 30

Pour le Fonds municipal vert : la liste des demandes reçues pour 2018-2019 et, pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou à l'organisme municipal ou, le cas échéant, le motif du refus. Spécifier si le montant accordé est une subvention ou un prêt. Fournir le total des sommes versées en 2018-2019.

Le Fonds municipal vert (FMV) est un fonds de 625 M\$, mis sur pied par le gouvernement fédéral, qui est administré par la Fédération canadienne des municipalités (FCM). Il est destiné à encourager les initiatives municipales pour l'environnement. Il donne aux municipalités accès à des prêts à des taux inférieurs au marché et à des subventions. En vertu d'une entente conclue en 2003, le MAMH constitue le guichet unique de réception des demandes de financement faites par les municipalités et les organismes municipaux du Québec. La FCM ne peut traiter une demande que si elle a fait l'objet d'un avis favorable du MAMH. La décision de retenir ou non un projet est celle de la FCM.

La liste des demandes reçues au MAMH, au cours de l'année financière 2018-2019, est jointe au tableau annexé.

Depuis le 1^{er} avril 2018, 13 nouveaux projets ont été soumis par les municipalités ou les organismes municipaux du Québec dans le cadre du FMV.

10 projets soumis au MAMH ont fait l'objet d'un avis favorable et, par conséquent, ont été transmis à la FCM pour traitement. Un projet soumis au MAMH a dû être annulé puisque le demandeur était un OBNL et non un organisme municipal. Un autre projet a été annulé préalablement par la FCM puisqu'il ne répondait pas aux critères d'admissibilité du FMV. Finalement, un dernier projet est toujours en cours d'analyse au MAMH.

Demande n° 30 Annexe	Pour le Fonds municipal vert : la liste des demandes reçues pour 2018-2019 et, pour chacune des demandes, la décision du ministère, le montant accordé à la municipalité ou à l'organisme municipal ou, le cas échéant, le motif du refus. Spécifier si le montant accordé est une subvention ou un prêt. Fournir le total des sommes accordées en 2018-2019.
-------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

REQUÉRANT	PROJET	AVIS FAVORABLE MAMH
Demandes reçues au MAMH en 2018-2019		
Ville de Magog	Projet pilote d'apport volontaire de matières résiduelles dans des îlots centraux sur la rue Principale à la Ville de Magog	Oui
Municipalité de Saint-Anicet	ANNULÉ	ANNULÉ
Ville de Montréal - Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie	Défi zéro déchet	Oui
Municipalité d'Ascot Corner	Évaluation des performances et des incidences environnementales, sociales et économiques liées à l’implantation du système ECOFIXE dans le premier étang d’un système de traitement des eaux usées de type étangs aérés traitant exclusivement un affluent d’origine domestique	Oui
Ville de Québec	Valorisation de la vapeur de l'incinérateur de la Ville de Québec à l'Hôpital de l'Enfant-Jésus	Oui
Municipalité de Rivière-Saint-Jean	Éclairage public à faible consommation d’énergie	Oui
Ville d'Alma	Récupération de l'eau de pluie pour le remplissage des unités et les exercices de maintien des compétences : Caserne de pompiers Sud d'Alma	Oui
Ville de Notre-Dame-de-l’Île-Perrot	Réduction du volume des boues in-situ par digestion microbologique	Oui
Agriculture urbaine Saint-Bruno (OBNL)	ANNULÉ	ANNULÉ
Ville de Contrecoeur	Élaboration du plan d'action d'aménagement durable	Oui
Ville de Gatineau	Audit et étude opérationnelle pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre de la flotte de véhicules municipaux	Oui
Municipalité d'Oka	Optimisation des installations et des équipements de l'écocentre municipal	Oui
Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre	Déménagement de l'écocentre	En traitement

Le Fonds municipal vert (FMV) est sous la responsabilité de la Fédération canadienne des municipalités (FCM). La décision d'accepter ou de refuser un projet ainsi que le montant accordé est donc celle de la FCM. Les décisions ainsi que les sommes accordées par la FCM ne sont donc pas présentées. L'information concernant les projets du FMV autorisés par la FCM se retrouve au rapport annuel de cet organisme.

Informations fournies au 28 février 2019

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 31

Pour le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec : fournir le détail des modalités du programme 2014-2018.

Voir les modalités du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) 2014-2018 en annexe.

434-2018

ANNEXE 1

Modalités de versement de l'aide financière de la Société de financement des infrastructures locales du Québec

**Provenant du transfert d'une partie des revenus de la taxe fédérale d'accise sur l'essence
et des contributions du gouvernement du Québec pour les infrastructures municipales
en matière d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et d'autres types d'infrastructures
pour les années 2014-2018**

**Société de financement
des infrastructures
locales**

Québec



434 - 2018

**Modalités de versement de l'aide financière de la
Société de financement des infrastructures locales du Québec**
Provenant du transfert d'une partie des revenus de la taxe fédérale d'accise sur
l'essence et des contributions du gouvernement du Québec pour les
infrastructures municipales en matière d'eau potable, d'eaux usées, de voirie
locale et d'autres types d'infrastructures pour les années 2014-2018

Le gouvernement du Québec établit les modalités de versement de l'aide financière de la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) telles que déterminées ci-après.

1. PROVENANCE DES SOMMES DISPONIBLES

L'aide gouvernementale disponible totalise 2,67 G\$ pour la durée du programme, soit 1,89 G\$ (70,8 %) provenant du gouvernement fédéral dans le cadre de l'Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence conclue entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec le 23 juin 2014 et 0,78 G\$ (29,2 %) provenant du gouvernement du Québec.

La partie de l'aide financière du gouvernement du Québec qui est versée au comptant sera assumée par la SOFIL, alors que la partie de l'aide financière du gouvernement du Québec qui prend la forme d'un remboursement du service de la dette sera versée par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT).

2. RÉPARTITION DES SOMMES DISPONIBLES

2.1. Les sommes disponibles sont réparties de la façon suivante :

- pour les municipalités de 6 500 habitants et plus, une somme de 289,39 \$ est allouée par personne, selon le décret de population en vigueur le 1^{er} janvier 2014;
- pour les municipalités de moins de 6 500 habitants, un montant forfaitaire de 427 500 \$ est alloué par municipalité, plus un montant par personne de 226,13 \$, selon le décret de population en vigueur le 1^{er} janvier 2014;
- dans l'éventualité où deux municipalités font l'objet d'un regroupement pour n'en former qu'une seule pendant la période visée, les montants alloués à chacune des municipalités au début de la période seront additionnés pour constituer le montant alloué à la nouvelle municipalité.

Les MRC d'Abitibi, d'Abitibi-Ouest, de La Haute-Gaspésie, de La Matapédia, de Maria-Chapdelaine et de Matawinie, lesquelles agissent à titre de municipalité locale pour les localités situées en territoires non organisés à l'intérieur de leur juridiction, sont admissibles au présent programme. Toutefois, seuls les travaux admissibles destinés à desservir les résidents permanents peuvent être l'objet d'une aide financière.

Les municipalités peuvent associer les fonds du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) pour la période 2014-2018 à d'autres sources de financement provenant d'un programme d'infrastructures pour financer la réalisation d'un projet, sous réserve que la contribution fédérale ou la contribution du Québec maximale fixée dans l'entente de financement encadrant ce programme continue de s'appliquer.

2.2. La contribution aux municipalités est accessible de la façon suivante :

- 19,23 % pour la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 mars 2015;
- 19,23 % pour la période du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016;
- 20,19 % pour la période du 1^{er} avril 2016 au 31 mars 2017;
- 20,19 % pour la période du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018;
- 21,16 % pour la période du 1^{er} avril 2018 au 31 décembre 2018.

434-2018

Advenant que la contribution de la municipalité à une année spécifique n'ait pas fait l'objet de travaux présentés à la hauteur du pourcentage déterminé ci-haut, la différence non octroyée à la municipalité devient accessible à l'année suivante.

Nonobstant l'obligation du Québec d'effectuer des paiements aux termes des présentes modalités, cette obligation est annulée si, au moment où le paiement est dû aux termes des présentes modalités, le Québec n'a pas octroyé un crédit suffisant lors du vote des crédits annuels par l'Assemblée nationale du Québec pour assurer le versement au bénéficiaire.

3. MODALITÉS DE VERSEMENT

3.1. Types de travaux admissibles

Les municipalités devront réaliser des travaux ou des dépenses admissibles, à partir du 1^{er} janvier 2014, à l'intérieur des priorités suivantes :

1. l'installation, la mise aux normes et la mise à niveau des équipements d'eau potable et d'assainissement des eaux;
2. les études qui visent à améliorer la connaissance des infrastructures municipales;
3. le renouvellement des conduites d'eau potable et d'égout;
4. la voirie locale (réfection ou amélioration des infrastructures de voirie locale, telles que les ouvrages d'art municipaux, rues municipales ou autres routes locales), les infrastructures liées à la gestion des matières résiduelles, les travaux d'amélioration énergétique des bâtiments, la réfection des barrages municipaux assujettis à la Loi sur la sécurité des barrages (chapitre S-3.1.01) et identifiés au répertoire des barrages ainsi que la construction ou la rénovation des bâtiments municipaux et d'infrastructures municipales à vocation culturelle, communautaire, sportive ou de loisir.

Chaque municipalité pourra utiliser, pour la réalisation de travaux admissibles dans les priorités de son choix, l'équivalent de 20 % de son enveloppe allouée.

La municipalité devra respecter l'ordre de priorité des travaux pour 80 % de son enveloppe. Pour cette portion de son enveloppe, avant de réaliser des travaux de la priorité 4, la municipalité doit démontrer qu'il n'y a pas de travaux à réaliser dans les priorités 1 à 3 à court terme.

Les travaux en régie, les travaux usuels d'entretien, la location de machinerie, les achats de terrain et les frais juridiques ainsi que les dépenses liées aux salaires des employés municipaux ne sont pas admissibles dans le cadre de la TECQ 2014-2018. Il en est de même pour la partie de la taxe de vente du Québec et de la partie de la taxe sur les produits et services pour lesquelles une municipalité ou un organisme municipal reçoit un remboursement.

Exceptionnellement, dans le cas des villages nordiques, des infrastructures, des travaux ou dépenses adaptés à la situation particulière de cette région pourront être reconnus admissibles.

3.2. Programmation de travaux

Pour obtenir l'aide financière de la SOFIL, ou du MAMOT, le cas échéant, chaque municipalité doit déposer au MAMOT une programmation de travaux constituée de la liste des travaux à réaliser.

Si cette programmation contient des travaux de renouvellement de conduites d'eau potable et d'égout, ceux-ci devront être reconnus comme prioritaires au plan d'intervention pour le renouvellement de ces conduites approuvé par le MAMOT, à l'exception des réseaux ou parties de réseaux qui sont exemptés d'un tel plan à cause de leur vétusté manifeste, lesquels sont acceptables sans plan d'intervention. Lorsque tous les

434-2018

travaux reconnus prioritaires au plan d'intervention sont réalisés et que tous les réseaux reconnus vétustes sont renouvelés, une municipalité peut réaliser d'autres travaux de renouvellement de conduites à son choix.

Une municipalité peut déposer une programmation partielle des travaux prévus. En tout temps, une municipalité est tenue d'informer le MAMOT des modifications qu'elle apporte à sa programmation.

Par ailleurs, chaque municipalité doit déposer au MAMOT une programmation de travaux finale avant le 31 décembre 2018. Toutefois, une programmation finale approuvée peut comporter des travaux à réaliser après le 31 décembre 2018. Cette programmation permettra d'établir une prévision des versements finaux et la répartition annuelle des dépenses pour les travaux admissibles.

3.3. Seuil minimal d'immobilisations en infrastructures municipales

Les travaux faisant l'objet d'une aide financière gouvernementale dans le cadre du programme doivent constituer un investissement additionnel pour la municipalité. Ainsi, cette dernière devra réaliser un seuil minimal d'immobilisations en réfection d'infrastructures municipales d'eau potable, d'égout, de voirie, ou en construction ou réfection d'infrastructures requises au schéma de couverture de risques ou liées à la gestion des matières résiduelles. De même, les sommes investies par les municipalités dans des initiatives favorisant la réfection des infrastructures d'évacuation et de traitement des eaux usées des résidences isolées afin de les rendre conformes au Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (chapitre Q-2, r. 22) pourront être comptabilisées pour le seuil. Lorsqu'une municipalité n'a plus d'infrastructures à rénover ou à construire, comme celles mentionnées précédemment, elle peut comptabiliser pour la réalisation du seuil la réfection de bâtiments municipaux ou d'infrastructures municipales de sport.

Ce seuil est fixé à 28 \$ par habitant pour chacune des cinq années du programme, excluant toute subvention de même que la part du coût maximal admissible assumée par la municipalité pour des travaux subventionnés dans le cadre de tout programme et les sommes transférées à la municipalité conformément aux présentes modalités. La population utilisée pour le calcul du seuil minimal d'immobilisations est celle du décret de population en vigueur au 1^{er} janvier 2014.

Une municipalité qui réalise déjà un seuil dans le cadre du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités ou de tout autre programme similaire géré par le MAMOT, excluant le programme TECQ 2009-2013, pour une année de réalisation du présent programme, n'est pas tenue de réaliser à nouveau un seuil pour cette année.

Une municipalité qui ne réaliserait pas la totalité du seuil exigé verra la contribution gouvernementale réduite d'un montant équivalant au montant manquant pour la réalisation du seuil.

Chacun des quatorze villages nordiques est exempté de réaliser un seuil minimal d'immobilisations en infrastructures municipales.

3.4. Examen des programmations et déclenchement des premiers versements

L'autorité chargée en vertu des dispositions de la Loi sur la Société de financement des infrastructures locales du Québec (chapitre S-11.0102) d'autoriser une aide financière à être accordée par cette dernière examinera les programmations de travaux qui lui seront soumises par les municipalités pour s'assurer que les conditions de versement exigées seront respectées.

Lorsque l'autorité chargée, en vertu des dispositions de la Loi sur la Société de financement des infrastructures locales du Québec, d'autoriser une aide financière à être accordée par cette dernière aura approuvé la programmation comportant les travaux réalisés, le MAMOT interviendra

434-2018

auprès de la SOFIL pour déclencher les versements qui seront effectués à date fixe une fois par année, en fonction de la réalisation des travaux.

Une fois par année, pour les exercices de 2015-2016 à 2018-2019 inclusivement, avant le 15 octobre de chaque exercice, la municipalité est tenue de déposer une programmation de travaux révisée précisant et confirmant les travaux réalisés avant le 30 septembre de l'année en cours. Cette programmation de travaux permettra d'établir ou d'ajuster le versement à venir sur la base des travaux réalisés et confirmés par un officier municipal ou par une résolution du conseil municipal.

De plus, la municipalité devra indiquer ses prévisions de dépenses pour les travaux admissibles qu'elle prévoit réaliser entre le 1^{er} octobre de l'année en cours et le 31 mars de l'année suivante, et ce, afin que le MAMOT puisse obtenir l'information exigée en vertu de la norme comptable sur les paiements de transfert (SP 3410).

La contribution du gouvernement fédéral (70,8 %) est versée au comptant par la SOFIL, et ce, une fois par année au plus tard le 15 mars de chaque année à compter de 2015.

Pour les municipalités de moins de 2 500 habitants et pour les villages nordiques, la contribution du gouvernement du Québec est versée au comptant par la SOFIL une fois par année au plus tard le 15 mars de chaque année à partir de 2015.

Le MAMOT pourra toutefois approuver toute programmation de travaux déposée après le 15 octobre, et présentant des travaux réalisés au-delà du 30 septembre, dans la mesure où il peut en assurer le traitement aux fins de versements avant le 15 mars suivant.

Pour les municipalités de 2 500 habitants et plus, la contribution du gouvernement du Québec est versée par le MAMOT sur 20 ans, au plus tard le 15 mars de chaque année à compter de 2015. Le versement, comprenant le capital et les intérêts, sera calculé en fonction du taux à long terme pour le Québec (10 ans) disponible en janvier de chaque année selon les paramètres de référence fournis par le ministère des Finances du Québec et publiés par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Un calendrier de versement sur 20 ans sera établi pour chacune des années où un versement doit être effectué, selon l'évolution de l'approbation des programmations de travaux et des travaux réalisés par le bénéficiaire au 30 septembre de chaque année.

Nonobstant les sept alinéas précédents, après le 31 décembre 2018 :

- les programmations de travaux comportant à la fois des travaux réalisés et des travaux à être réalisés ne pourront faire l'objet d'une approbation de versements.
- les programmations de travaux comportant uniquement des travaux réalisés pourront faire l'objet d'une approbation de versements. Les versements associés à de telles programmations pourront être effectués par le MAMOT à toute date de l'année en cours après réception de la reddition de compte finale.

Une retenue représentant, en tout ou en partie, le financement accessible pour l'année 2018 pourra être appliquée jusqu'à l'approbation de la reddition de comptes finale, incluant le rapport du vérificateur externe. L'approbation de la reddition de comptes déclenche les versements associés à la retenue.

3.5. Communications publiques

L'annonce publique d'un projet réalisé à l'aide du programme de la TECQ concernant des infrastructures d'eau potable, d'eaux usées ou de voirie locale et d'autres types d'infrastructures sera faite par le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada en concertation avec la municipalité.

434 - 2018

La municipalité devra mentionner la participation du gouvernement du Québec et celle du gouvernement du Canada dans toute publicité à un tel projet.

Les coûts de confection, d'installation et de désinstallation d'affiches demandées par les gouvernements font partie des dépenses admissibles d'un projet.

4. REDDITION DE COMPTES

Une reddition de comptes finale est exigée à chacune des municipalités pour vérifier le respect de l'application des conditions de versement exigées. La reddition de comptes doit indiquer les travaux réalisés au cours des années financières 2014-2018 et les coûts réels de leur réalisation. Pour les municipalités retardataires, cette période peut être prolongée.

Un rapport d'un vérificateur externe validant la reddition de comptes finale sur la base des coûts réels devra être transmis au MAMOT au plus tard six mois après cette reddition de comptes. Ce rapport devra démontrer le respect de l'application des conditions de versement exigées, sans quoi la retenue pourra ne pas être recommandée pour versement, ou un remboursement des versements reçus en trop pourra être exigé, le cas échéant.

La liste des travaux réalisés pour le seuil d'immobilisations devra être présentée avec la reddition de comptes finale ou une attestation voulant que le seuil minimal d'immobilisations en réfection d'infrastructures ait été réalisé pour une ou les années couvertes par la reddition dans le cadre d'un autre programme.

Les coûts devront avoir été encourus avant la fin du programme et devront avoir été payés au moment du dépôt du rapport du vérificateur externe. Nonobstant ce qui précède, aux fins uniquement des travaux du vérificateur externe, les retenues contractuelles appliquées sur des travaux réalisés doivent être considérées comme payées.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 32

Pour le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec : fournir tout échange entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec au sujet du renouvellement du programme pour 2019-2023, ainsi que les modalités envisagées.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 33

Concernant le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec, identifier les sommes allouées, totales et ventilées, par région et par années pour les cinq dernières années. Inclure la liste des entreprises, municipalités ou organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi, le nombre d'emplois créés (le cas échéant) et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2019-2020 pour la TECQ.

Dans le cadre du Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ), seules les municipalités et certaines MRC sont admissibles.

TECQ III (2014-2018)

L'Annexe 1 présente la liste des sommes allouées **par région et par municipalité** ainsi qu'une estimation du nombre d'emplois créés.

Dans le cadre de la TECQ 2014-2018, l'enveloppe totale de 2,7 milliards de dollars a été octroyée en août 2014. Le plan budgétaire pour 2019-2020 se traduira par des dépenses associées aux programmations de travaux déposées par les municipalités dans le cadre du programme et approuvées par le Ministère. Les versements prévus pour 2019-2020 se chiffrent à 127,7 M\$ provenant de la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) et à 32,9 M\$ provenant du MAMH, pour un montant total de 160,6 M\$.

TECQ II (2010-2013)

L'Annexe 2 présente la liste des sommes allouées **par région et par municipalité** ainsi qu'une estimation du nombre d'emplois créés.

Dans le cadre de la TECQ 2010-2013, l'enveloppe totale de 2,1 milliards de dollars a été octroyée en juin 2010. Les versements prévus pour 2019-2020 se chiffrent à 10,0 M\$ provenant de la SOFIL et à 27,3 M\$ provenant du MAMH pour un montant total de 37,3 M\$.

À titre d'information, le nombre d'emplois créés est établi sur la base suivante : chaque million de dollars investi représente 8 emplois créés.

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Abitibi-Témiscamingue		
Abitibi (MRC)	476 344 \$	4
Abitibi-Ouest (MRC)	451 470 \$	4
Amos	3 718 662 \$	30
Angliers	496 470 \$	4
Authier	491 043 \$	4
Authier-Nord	488 781 \$	4
Barraute	891 745 \$	7
Béarn	606 821 \$	5
Belcourt	482 450 \$	4
Belleterre	493 530 \$	4
Berry	571 997 \$	5
Champneuf	458 254 \$	4
Chazel	495 791 \$	4
Clermont	542 374 \$	4
Clerval	514 108 \$	4
Duhamel-Ouest	622 198 \$	5
Duparquet	569 510 \$	5
Dupuy	652 725 \$	5
Fugèreville	499 409 \$	4
Gallichan	539 887 \$	4
Guérin	501 671 \$	4
Kipawa	536 947 \$	4
La Corne	592 575 \$	5
La Morandière	478 379 \$	4
La Motte	535 590 \$	4
La Reine	506 872 \$	4
La Sarre	2 221 068 \$	18
Laforce	543 957 \$	4
Landrienne	650 012 \$	5
Latulipe-et-Gaboury	496 922 \$	4
Launay	479 510 \$	4
Laverlochère	588 278 \$	5
Lorrainville	733 002 \$	6
Macamic	1 064 508 \$	9
Malartic	1 183 226 \$	9
Moffet	472 048 \$	4
Nédélec	516 821 \$	4
Normétal	620 163 \$	5
Notre-Dame-du-Nord	683 931 \$	5
Palmarolle	770 765 \$	6
Poularies	586 469 \$	5
Preissac	611 570 \$	5
Rapide-Danseur	501 671 \$	4
Rémigny	491 269 \$	4
Rivière-Héva	779 811 \$	6
Rochebaucourt	463 455 \$	4
Roquemaure	526 545 \$	4
Rouyn-Noranda	12 135 280 \$	97
Saint-Bruno-de-Guigues	688 228 \$	6
Saint-Dominique-du-Rosaire	530 615 \$	4
Saint-Édouard-de-Fabre	574 711 \$	5
Sainte-Germaine-Boulé	641 419 \$	5
Sainte-Gertrude-Manneville	603 881 \$	5
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	508 907 \$	4
Saint-Eugène-de-Guigues	532 877 \$	4
Saint-Félix-de-Dalquier	631 695 \$	5
Saint-Lambert	474 987 \$	4
Saint-Marc-de-Figuery	615 414 \$	5
Saint-Mathieu-d'Harricana	586 922 \$	5

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Senneterre	1 107 247 \$	9
Senneterre	707 901 \$	6
Taschereau	652 725 \$	5
Témiscaming	967 951 \$	8
Trécesson	696 821 \$	6
Val-d'Or	9 505 304 \$	76
Val-Saint-Gilles	467 977 \$	4
Ville-Marie	1 026 292 \$	8
Total	65 857 756 \$	527
Bas-Saint-Laurent		
Albertville	484 259 \$	4
Amqui	1 856 415 \$	15
Auclair	531 294 \$	4
Baie-des-Sables	567 701 \$	5
Biencourt	541 922 \$	4
Cacouna	880 212 \$	7
Causapscal	982 423 \$	8
Dégelis	1 107 925 \$	9
Esprit-Saint	512 073 \$	4
Grand-Métis	482 450 \$	4
Grosses-Roches	520 213 \$	4
Kamouraska	562 726 \$	5
La Matapédia (MRC)	434 510 \$	3
La Pocatière	1 392 397 \$	11
La Rédemption	545 540 \$	4
La Trinité-des-Monts	486 068 \$	4
Lac-au-Saumon	752 675 \$	6
Lac-des-Aigles	553 907 \$	4
Lejeune	493 304 \$	4
Les Hauteurs	547 575 \$	4
Les Méchins	679 409 \$	5
L'Isle-Verte	759 233 \$	6
Matane	4 208 309 \$	34
Métis-sur-Mer	564 535 \$	5
Mont-Carmel	683 479 \$	5
Mont-Joli	1 934 862 \$	15
Notre-Dame-des-Neiges	681 670 \$	5
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	438 580 \$	4
Notre-Dame-du-Portage	698 404 \$	6
Packington	566 796 \$	5
Padoue	489 912 \$	4
Pohénégamook	1 047 096 \$	8
Price	815 539 \$	7
Rimouski	13 935 575 \$	111
Rivière-Bleue	717 399 \$	6
Rivière-du-Loup	5 780 276 \$	46
Rivière-Ouelle	664 937 \$	5
Saint-Adelme	541 470 \$	4
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	917 750 \$	7
Saint-Alexandre-des-Lacs	489 912 \$	4
Saint-Anaclet-de-Lessard	1 138 453 \$	9
Saint-André	581 947 \$	5
Saint-Antonin	1 372 950 \$	11
Saint-Arsène	714 685 \$	6
Saint-Athanase	496 244 \$	4
Saint-Bruno-de-Kamouraska	548 932 \$	4
Saint-Charles-Garnier	486 972 \$	4
Saint-Clément	540 113 \$	4
Saint-Cléophas	505 063 \$	4
Saint-Cyprien	690 941 \$	6

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Saint-Damase	522 475 \$	4
Saint-Denis-De La Bouteillerie	546 671 \$	4
Saint-Donat	633 504 \$	5
Sainte-Angèle-de-Méridi	664 032 \$	5
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	815 313 \$	7
Sainte-Félicité	691 394 \$	6
Sainte-Flavie	638 705 \$	5
Sainte-Florence	521 118 \$	4
Sainte-Françoise	517 274 \$	4
Sainte-Hélène	638 479 \$	5
Sainte-Irène	503 706 \$	4
Sainte-Jeanne-d'Arc	500 992 \$	4
Saint-Éloi	501 218 \$	4
Sainte-Luce	1 076 267 \$	9
Saint-Elzéar-de-Témiscouata	506 193 \$	4
Sainte-Marguerite-Marie	471 143 \$	4
Sainte-Paule	476 344 \$	4
Saint-Épiphanie	624 007 \$	5
Sainte-Rita	495 565 \$	4
Saint-Eugène-de-Ladrière	525 640 \$	4
Saint-Eusèbe	569 057 \$	5
Saint-Fabien	863 026 \$	7
Saint-François-Xavier-de-Viger	484 033 \$	4
Saint-Gabriel-de-Rimouski	693 203 \$	6
Saint-Gabriel-Lalemant	607 726 \$	5
Saint-Germain	490 816 \$	4
Saint-Guy	448 078 \$	4
Saint-Honoré-de-Témiscouata	604 334 \$	5
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	714 911 \$	6
Saint-Jean-de-Cherbourg	471 821 \$	4
Saint-Jean-de-Dieu	797 675 \$	6
Saint-Jean-de-la-Lande	498 279 \$	4
Saint-Joseph-de-Kamouraska	524 962 \$	4
Saint-Joseph-de-Lepage	545 540 \$	4
Saint-Juste-du-Lac	559 786 \$	4
Saint-Léandre	519 535 \$	4
Saint-Léon-le-Grand	654 761 \$	5
Saint-Louis-du-Ha! Ha!	726 670 \$	6
Saint-Marc-du-Lac-Long	524 736 \$	4
Saint-Marcellin	503 706 \$	4
Saint-Mathieu-de-Rioux	578 103 \$	5
Saint-Médard	478 832 \$	4
Saint-Michel-du-Squatec	702 022 \$	6
Saint-Modeste	697 273 \$	6
Saint-Moïse	556 168 \$	4
Saint-Narcisse-de-Rimouski	658 831 \$	5
Saint-Noël	530 163 \$	4
Saint-Octave-de-Métis	547 349 \$	4
Saint-Onésime-d'Ixworth	557 977 \$	4
Saint-Pacôme	796 318 \$	6
Saint-Pascal	1 231 166 \$	10
Saint-Paul-de-la-Croix	510 490 \$	4
Saint-Philippe-de-Néri	630 791 \$	5
Saint-Pierre-de-Lamy	455 088 \$	4
Saint-René-de-Matane	677 148 \$	5
Saint-Simon	529 485 \$	4
Saint-Tharcisius	529 937 \$	4
Saint-Ulric	804 911 \$	6
Saint-Valérien	634 183 \$	5
Saint-Vianney	538 304 \$	4
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	511 168 \$	4

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Sayabec	844 710 \$	7
Témiscouata-sur-le-Lac	1 574 657 \$	13
Trois-Pistoles	1 211 267 \$	10
Val-Brillant	647 524 \$	5
Total	99 033 584 \$	792
Capitale-Nationale		
Baie-Sainte-Catherine	474 309 \$	4
Baie-Saint-Paul	2 135 119 \$	17
Beaupré	1 249 256 \$	10
Boischatel	1 988 399 \$	16
Cap-Santé	1 168 302 \$	9
Château-Richer	1 327 271 \$	11
Clermont	1 146 820 \$	9
Deschambault-Grondines	923 403 \$	7
Donncona	1 980 585 \$	16
Fossambault-sur-le-Lac	824 810 \$	7
La Malbaie	2 577 886 \$	21
Lac-Beauport	2 214 991 \$	18
Lac-Delage	571 997 \$	5
Lac-Saint-Joseph	481 093 \$	4
Lac-Sergent	541 017 \$	4
L'Ancienne-Lorette	4 891 270 \$	39
L'Ange-Gardien	1 279 332 \$	10
Les Éboulements	739 107 \$	6
L'Isle-aux-Coudres	712 650 \$	6
Neuville	1 375 211 \$	11
Notre-Dame-des-Anges	517 952 \$	4
Notre-Dame-des-Monts	619 484 \$	5
Petite-Rivière-Saint-François	601 846 \$	5
Pont-Rouge	2 608 561 \$	21
Portneuf	1 148 629 \$	9
Québec	153 423 871 \$	1 227
Rivière-à-Pierre	580 816 \$	5
Saint-Aimé-des-Lacs	676 469 \$	5
Saint-Alban	709 710 \$	6
Saint-Augustin-de-Desmaures	5 386 127 \$	43
Saint-Basile	1 013 177 \$	8
Saint-Casimir	770 991 \$	6
Sainte-Anne-de-Beaupré	1 087 800 \$	9
Sainte-Brigitte-de-Laval	1 920 971 \$	15
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	2 083 608 \$	17
Sainte-Christine-d'Auvergne	536 495 \$	4
Sainte-Famille	622 424 \$	5
Sainte-Pétronille	662 449 \$	5
Saint-Ferréol-les-Neiges	1 142 071 \$	9
Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	546 671 \$	4
Saint-Gabriel-de-Valcartier	1 114 483 \$	9
Saint-Gilbert	493 756 \$	4
Saint-Hilarion	703 152 \$	6
Saint-Irénée	579 685 \$	5
Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	650 012 \$	5
Saint-Joachim	773 705 \$	6
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	786 821 \$	6
Saint-Léonard-de-Portneuf	674 434 \$	5
Saint-Marc-des-Carières	1 087 121 \$	9
Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	839 961 \$	7
Saint-Raymond	2 893 611 \$	23
Saint-Siméon	721 243 \$	6
Saint-Thuribe	493 982 \$	4
Saint-Tite-des-Caps	773 479 \$	6

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Saint-Ubalde	744 534 \$	6
Saint-Urbain	759 459 \$	6
Shannon	1 691 341 \$	14
Stoneham-et-Tewkesbury	2 211 808 \$	18
Total	223 255 536 \$	1 786
Centre-du-Québec		
Aston-Jonction	522 022 \$	4
Baie-du-Febvre	659 283 \$	5
Bécancour	3 756 282 \$	30
Chesterville	630 112 \$	5
Daveluyville	645 942 \$	5
Deschaillons-sur-Saint-Laurent	643 228 \$	5
Drummondville	21 434 249 \$	171
Durham-Sud	654 308 \$	5
Fortierville	590 992 \$	5
Grand-Saint-Esprit	537 625 \$	4
Ham-Nord	616 092 \$	5
Inverness	618 354 \$	5
Kingsey Falls	888 805 \$	7
La Visitation-de-Yamaska	502 349 \$	4
Laurierville	751 544 \$	6
L'Avenir	714 911 \$	6
Lefebvre	622 650 \$	5
Lemieux	496 922 \$	4
Lyster	805 589 \$	6
Maddington	527 676 \$	4
Manseau	624 007 \$	5
Nicolet	2 321 487 \$	19
Notre-Dame-de-Ham	519 761 \$	4
Notre-Dame-de-Lourdes	588 505 \$	5
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	754 710 \$	6
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	655 665 \$	5
Parisville	550 515 \$	4
Pierreville	923 629 \$	7
Plessisville	1 968 431 \$	16
Plessisville	1 044 157 \$	8
Princeville	1 759 858 \$	14
Saint-Albert	785 464 \$	6
Saint-Bonaventure	655 891 \$	5
Saint-Célestin	607 047 \$	5
Saint-Célestin	567 927 \$	5
Saint-Christophe-d'Arthabaska	1 137 774 \$	9
Saint-Cyrille-de-Wendover	1 462 045 \$	12
Sainte-Anne-du-Sault	714 233 \$	6
Sainte-Brigitte-des-Saults	601 846 \$	5
Sainte-Cécile-de-Lévrard	510 037 \$	4
Sainte-Clotilde-de-Horton	789 534 \$	6
Saint-Edmond-de-Grantham	588 505 \$	5
Sainte-Élizabeth-de-Warwick	511 846 \$	4
Sainte-Eulalie	636 896 \$	5
Sainte-Françoise	537 851 \$	4
Sainte-Hélène-de-Chester	512 977 \$	4
Saint-Elphège	493 982 \$	4
Sainte-Marie-de-Blandford	529 485 \$	4
Sainte-Monique	555 263 \$	4
Sainte-Perpétue	648 655 \$	5
Sainte-Séraphine	516 143 \$	4
Sainte-Sophie-de-Lévrard	595 967 \$	5
Sainte-Sophie-d'Halifax	582 625 \$	5
Saint-Eugène	684 384 \$	5

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Saint-Félix-de-Kingsey	792 926 \$	6
Saint-Ferdinand	902 825 \$	7
Saint-François-du-Lac	881 569 \$	7
Saint-Germain-de-Grantham	1 515 638 \$	12
Saint-Guillaume	790 213 \$	6
Saint-Léonard-d'Aston	951 443 \$	8
Saint-Louis-de-Blandford	643 906 \$	5
Saint-Lucien	793 604 \$	6
Saint-Majorique-de-Grantham	727 122 \$	6
Saint-Norbert-d'Arthabaska	706 544 \$	6
Saint-Pie-de-Guire	529 711 \$	4
Saint-Pierre-Baptiste	543 279 \$	4
Saint-Pierre-les-Becquets	703 152 \$	6
Saint-Rémi-de-Tingwick	535 590 \$	4
Saint-Rosaire	625 590 \$	5
Saint-Samuel	607 047 \$	5
Saints-Martyrs-Canadiens	483 806 \$	4
Saint-Sylvère	624 233 \$	5
Saint-Valère	724 635 \$	6
Saint-Wenceslas	679 183 \$	5
Saint-Zéphirin-de-Courval	591 897 \$	5
Tingwick	756 293 \$	6
Victoriaville	12 977 405 \$	104
Villeroy	533 781 \$	4
Warwick	1 501 165 \$	12
Wickham	1 000 513 \$	8
Total	95 679 112 \$	765
Chaudière-Appalaches		
Adstock	1 044 609 \$	8
Armagh	758 554 \$	6
Beauceville	1 883 325 \$	15
Beaulac-Garthby	607 726 \$	5
Beaumont	1 023 126 \$	8
Berthier-sur-Mer	763 077 \$	6
Cap-Saint-Ignace	1 135 061 \$	9
Disraeli	972 247 \$	8
Disraeli	681 896 \$	5
Dosquet	635 540 \$	5
East Broughton	930 187 \$	7
Frampton	748 605 \$	6
Honfleur	606 595 \$	5
Irlande	643 906 \$	5
Kinnear's Mills	510 716 \$	4
La Durantaye	596 419 \$	5
La Guadeloupe	835 891 \$	7
Lac-Etchemin	1 345 588 \$	11
Lac-Frontière	473 631 \$	4
Lac-Poulin	458 706 \$	4
Laurier-Station	1 038 729 \$	8
Leclercville	539 208 \$	4
Lévis	41 154 152 \$	329
L'Islet	1 348 075 \$	11
Lotbinière	621 293 \$	5
Montmagny	3 335 220 \$	27
Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	608 630 \$	5
Notre-Dame-des-Pins	726 896 \$	6
Notre-Dame-du-Rosaire	515 465 \$	4
Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun	628 303 \$	5
Sacré-Coeur-de-Jésus	552 098 \$	4
Saint-Adalbert	548 706 \$	4
Saint-Adrien-d'Irlande	515 917 \$	4

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Saint-Agapit	1 332 246 \$	11
Saint-Alfred	542 148 \$	4
Saint-Anselme	1 277 749 \$	10
Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues	461 193 \$	4
Saint-Antoine-de-Tilly	802 876 \$	6
Saint-Apollinaire	1 661 718 \$	13
Saint-Aubert	749 735 \$	6
Saint-Benjamin	634 861 \$	5
Saint-Benoît-Labre	785 012 \$	6
Saint-Bernard	908 026 \$	7
Saint-Camille-de-Lellis	618 806 \$	5
Saint-Charles-de-Bellechasse	957 323 \$	8
Saint-Côme–Linière	1 176 895 \$	9
Saint-Cyprien	550 741 \$	4
Saint-Cyrille-de-Lessard	602 751 \$	5
Saint-Damase-de-L'Islet	565 213 \$	5
Saint-Damien-de-Buckland	903 730 \$	7
Sainte-Agathe-de-Lotbinière	695 916 \$	6
Sainte-Apolline-de-Patton	567 927 \$	5
Sainte-Aurélie	634 861 \$	5
Sainte-Claire	1 194 081 \$	10
Sainte-Clotilde-de-Beauce	575 163 \$	5
Sainte-Croix	988 076 \$	8
Saint-Édouard-de-Lotbinière	711 972 \$	6
Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud	505 515 \$	4
Sainte-Félicité	516 369 \$	4
Sainte-Hénédine	710 615 \$	6
Sainte-Justine	844 710 \$	7
Sainte-Louise	585 339 \$	5
Sainte-Lucie-de-Beauregard	496 244 \$	4
Saint-Elzéar	931 544 \$	7
Sainte-Marguerite	683 253 \$	5
Sainte-Marie	3 909 370 \$	31
Sainte-Perpétue	825 489 \$	7
Saint-Éphrem-de-Beauce	1 017 699 \$	8
Sainte-Praxède	515 238 \$	4
Sainte-Rose-de-Watford	606 369 \$	5
Sainte-Sabine	513 429 \$	4
Saint-Évariste-de-Forsyth	545 314 \$	4
Saint-Fabien-de-Panet	652 952 \$	5
Saint-Flavien	791 343 \$	6
Saint-Fortunat	488 555 \$	4
Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	798 127 \$	6
Saint-Frédéric	676 469 \$	5
Saint-Gédéon-de-Beauce	944 433 \$	8
Saint-Georges	9 314 596 \$	75
Saint-Gervais	912 097 \$	7
Saint-Gilles	953 931 \$	8
Saint-Henri	1 642 496 \$	13
Saint-Hilaire-de-Dorset	450 113 \$	4
Saint-Honoré-de-Shenley	794 735 \$	6
Saint-Isidore	1 109 734 \$	9
Saint-Jacques-de-Leeds	588 957 \$	5
Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown	474 761 \$	4
Saint-Janvier-de-Joly	657 248 \$	5
Saint-Jean-de-Brébeuf	511 168 \$	4
Saint-Jean-Port-Joli	1 190 463 \$	10
Saint-Joseph-de-Beauce	1 531 919 \$	12
Saint-Joseph-de-Coleraine	844 936 \$	7
Saint-Joseph-des-Érables	525 640 \$	4
Saint-Jules	560 464 \$	4

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Saint-Julien	518 178 \$	4
Saint-Just-de-Bretenières	586 017 \$	5
Saint-Lambert-de-Lauzon	1 900 135 \$	15
Saint-Lazare-de-Bellechasse	706 771 \$	6
Saint-Léon-de-Standon	689 811 \$	6
Saint-Louis-de-Gonzague	525 188 \$	4
Saint-Luc-de-Bellechasse	537 851 \$	4
Saint-Magloire	591 670 \$	5
Saint-Malachie	777 323 \$	6
Saint-Marcel	531 294 \$	4
Saint-Martin	989 659 \$	8
Saint-Michel-de-Bellechasse	852 624 \$	7
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	686 871 \$	5
Saint-Nazaire-de-Dorchester	510 716 \$	4
Saint-Nérée-de-Bellechasse	598 680 \$	5
Saint-Odilon-de-Cranbourne	758 102 \$	6
Saint-Omer	497 374 \$	4
Saint-Pamphile	1 036 468 \$	8
Saint-Patrice-de-Beaurivage	675 338 \$	5
Saint-Paul-de-Montminy	614 962 \$	5
Saint-Philémon	595 288 \$	5
Saint-Philibert	510 942 \$	4
Saint-Pierre-de-Broughton	630 339 \$	5
Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud	641 419 \$	5
Saint-Prosper	1 259 432 \$	10
Saint-Raphaël	1 001 644 \$	8
Saint-René	589 861 \$	5
Saint-Roch-des-Aulnaies	651 369 \$	5
Saints-Anges	695 012 \$	6
Saint-Séverin	488 781 \$	4
Saint-Simon-les-Mines	548 480 \$	4
Saint-Sylvestre	664 032 \$	5
Saint-Théophile	595 967 \$	5
Saint-Vallier	666 972 \$	5
Saint-Victor	994 860 \$	8
Saint-Zacharie	828 202 \$	7
Scott	938 554 \$	8
Thetford Mines	7 475 522 \$	60
Tourville	571 997 \$	5
Tring-Jonction	770 087 \$	6
Val-Alain	645 715 \$	5
Vallée-Jonction	875 237 \$	7
Total	165 533 494 \$	1 324
Côte-Nord		
Aguanish	491 269 \$	4
Baie-Comeau	6 483 494 \$	52
Baie-Johan-Beetz	446 721 \$	4
Baie-Trinité	537 851 \$	4
Blanc-Sablon	678 957 \$	5
Bonne-Espérance	594 836 \$	5
Chute-aux-Outardes	805 137 \$	6
Colombier	590 314 \$	5
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	647 298 \$	5
Fermont	1 085 538 \$	9
Forestville	1 177 347 \$	9
Franquelin	499 183 \$	4
Godbout	495 339 \$	4
Gros-Mécatina	540 113 \$	4
Havre-Saint-Pierre	1 239 985 \$	10
Les Bergeronnes	588 957 \$	5
Les Escoumins	884 735 \$	7

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
L'Île-d'Anticosti	481 093 \$	4
Longue-Pointe-de-Mingan	542 148 \$	4
Longue-Rive	677 826 \$	5
Natashquan	491 269 \$	4
Pointe-aux-Outardes	730 062 \$	6
Pointe-Lebel	893 554 \$	7
Port-Cartier	1 978 849 \$	16
Portneuf-sur-Mer	596 871 \$	5
Ragueneau	743 177 \$	6
Rivière-au-Tonnerre	495 791 \$	4
Rivière-Saint-Jean	481 997 \$	4
Sacré-Coeur	857 147 \$	7
Saint-Augustin	607 952 \$	5
Schefferville	479 962 \$	4
Sept-Îles	7 559 446 \$	60
Tadoussac	613 605 \$	5
Total	36 017 823 \$	288
Etrie		
Asbestos	2 054 380 \$	16
Ascot Corner	1 139 810 \$	9
Audet	598 680 \$	5
Austin	768 278 \$	6
Ayer's Cliff	681 896 \$	5
Barnston-Ouest	562 500 \$	4
Bolton-Est	640 967 \$	5
Bonsecours	566 344 \$	5
Bury	708 127 \$	6
Chartierville	496 244 \$	4
Cleveland	797 449 \$	6
Coaticook	2 681 198 \$	21
Compton	1 157 900 \$	9
Cookshire-Eaton	1 633 904 \$	13
Courcelles	645 263 \$	5
Danville	1 368 427 \$	11
Dixville	588 052 \$	5
Dudswell	827 750 \$	7
East Angus	1 298 553 \$	10
East Hereford	495 339 \$	4
Eastman	839 057 \$	7
Frontenac	804 006 \$	6
Hampden	472 500 \$	4
Ham-Sud	478 379 \$	4
Hatley	604 786 \$	5
Hatley	899 433 \$	7
Kingsbury	462 324 \$	4
La Patrie	592 575 \$	5
Lac-Drolet	667 650 \$	5
Lac-Mégantic	1 792 421 \$	14
Lambton	789 082 \$	6
Lawrenceville	575 615 \$	5
Lingwick	520 213 \$	4
Magog	7 757 099 \$	62
Maricourt	549 384 \$	4
Marston	582 173 \$	5
Martinville	537 399 \$	4
Melbourne	648 655 \$	5
Milan	487 424 \$	4
Nantes	744 760 \$	6
Newport	595 741 \$	5
North Hatley	581 495 \$	5
Notre-Dame-des-Bois	628 530 \$	5

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Ogden	607 273 \$	5
Orford	1 309 633 \$	10
Piopolis	508 907 \$	4
Potton	842 675 \$	7
Racine	705 414 \$	6
Richmond	1 180 287 \$	9
Saint-Adrien	546 897 \$	4
Saint-Augustin-de-Woburn	583 530 \$	5
Saint-Benoît-du-Lac	438 354 \$	4
Saint-Camille	546 444 \$	4
Saint-Claude	672 851 \$	5
Saint-Denis-de-Brompton	1 261 015 \$	10
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	568 379 \$	5
Sainte-Catherine-de-Hatley	995 539 \$	8
Sainte-Cécile-de-Whitton	629 886 \$	5
Sainte-Edwidge-de-Clifton	539 434 \$	4
Saint-Étienne-de-Bolton	557 072 \$	4
Saint-François-Xavier-de-Brompton	921 368 \$	7
Saint-Georges-de-Windsor	645 715 \$	5
Saint-Herménégilde	586 469 \$	5
Saint-Isidore-de-Clifton	588 957 \$	5
Saint-Ludger	709 258 \$	6
Saint-Malo	538 756 \$	4
Saint-Robert-Bellarmin	580 364 \$	5
Saint-Romain	592 801 \$	5
Saint-Sébastien	586 469 \$	5
Saint-Venant-de-Paquette	450 565 \$	4
Scotstown	547 801 \$	4
Sherbrooke	46 142 657 \$	369
Stanstead	1 077 850 \$	9
Stanstead	653 856 \$	5
Stanstead-Est	566 570 \$	5
Stoke	1 083 277 \$	9
Stornoway	555 490 \$	4
Stratford	670 137 \$	5
Stukely-Sud	655 891 \$	5
Ulverton	517 047 \$	4
Valcourt	941 041 \$	8
Valcourt	656 344 \$	5
Val-Joli	805 137 \$	6
Val-Racine	470 239 \$	4
Waterville	895 137 \$	7
Weedon	1 035 564 \$	8
Westbury	659 736 \$	5
Windsor	1 646 793 \$	13
Wotton	757 198 \$	6
Total	121 353 838 \$	971
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine		
Bonaventure	1 060 212 \$	8
Cap-Chat	1 016 343 \$	8
Caplan	899 207 \$	7
Carleton-sur-Mer	1 346 945 \$	11
Cascapédia–Saint-Jules	598 907 \$	5
Chandler	2 233 512 \$	18
Cloridorme	594 384 \$	5
Escuminac	562 952 \$	5
Gaspé	4 417 538 \$	35
Grande-Rivière	1 209 910 \$	10
Grande-Vallée	687 323 \$	5
Grosse-Île	536 495 \$	4

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Hope	569 284 \$	5
Hope Town	511 168 \$	4
La Haute-Gaspésie	473 631 \$	4
La Martre	483 128 \$	4
L'Ascension-de-Patapédia	469 108 \$	4
Les Îles-de-la-Madeleine	3 517 246 \$	28
Maria	1 002 775 \$	8
Marsoui	496 922 \$	4
Matapédia	578 555 \$	5
Mont-Saint-Pierre	471 821 \$	4
Murdochville	600 263 \$	5
New Carlisle	738 429 \$	6
New Richmond	1 297 196 \$	10
Nouvelle	821 645 \$	7
Paspébiac	1 151 794 \$	9
Percé	1 171 242 \$	9
Petite-Vallée	466 847 \$	4
Pointe-à-la-Croix	760 137 \$	6
Port-Daniel–Gascons	982 875 \$	8
Ristigouche-Partie-Sud-Est	465 490 \$	4
Rivière-à-Claude	455 766 \$	4
Saint-Alexis-de-Matapédia	550 062 \$	4
Saint-Alphonse	586 243 \$	5
Saint-André-de-Restigouche	463 229 \$	4
Sainte-Anne-des-Monts	2 018 206 \$	16
Saint-Elzéar	536 269 \$	4
Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine	499 862 \$	4
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	667 424 \$	5
Saint-François-d'Assise	583 756 \$	5
Saint-Godefroi	526 093 \$	4
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	682 801 \$	5
Saint-Siméon	700 439 \$	6
Shigawake	500 314 \$	4
Total	40 963 744 \$	328
Lanaudière		
Berthierville	1 380 638 \$	11
Charlemagne	1 777 044 \$	14
Chertsey	1 541 416 \$	12
Crabtree	1 331 342 \$	11
Entrelacs	638 932 \$	5
Joliette	5 882 141 \$	47
La Visitation-de-l'Île-Dupas	570 640 \$	5
Lanoraie	1 476 969 \$	12
L'Assomption	6 226 805 \$	50
Lavaltrie	3 984 032 \$	32
L'Épiphanie	1 680 939 \$	13
L'Épiphanie	1 179 608 \$	9
Mandeville	901 242 \$	7
Mascouche	13 185 766 \$	105
Matawinie (MRC)	446 721 \$	4
Notre-Dame-de-la-Merci	656 570 \$	5
Notre-Dame-de-Lourdes	1 062 021 \$	8
Notre-Dame-des-Prairies	2 728 948 \$	22
Rawdon	3 141 907 \$	25
Repentigny	24 445 352 \$	196
Saint-Alexis	757 876 \$	6
Saint-Alphonse-Rodriguez	1 141 166 \$	9
Saint-Ambroise-de-Kildare	1 329 533 \$	11
Saint-Barthélemy	870 036 \$	7
Saint-Calixte	1 812 320 \$	14

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Saint-Charles-Borromée	3 890 849 \$	31
Saint-Cléophas-de-Brandon	488 555 \$	4
Saint-Côme	938 554 \$	8
Saint-Cuthbert	840 640 \$	7
Saint-Damien	874 785 \$	7
Saint-Didace	562 047 \$	4
Saint-Donat	1 367 070 \$	11
Sainte-Béatrix	863 026 \$	7
Sainte-Élisabeth	773 479 \$	6
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	798 805 \$	6
Sainte-Geneviève-de-Berthier	978 579 \$	8
Sainte-Julienne	2 846 151 \$	23
Sainte-Marcelline-de-Kildare	777 549 \$	6
Sainte-Marie-Salomé	697 273 \$	6
Sainte-Mélanie	1 105 664 \$	9
Saint-Esprit	871 393 \$	7
Saint-Félix-de-Valois	1 829 280 \$	15
Saint-Gabriel	1 074 232 \$	9
Saint-Gabriel-de-Brandon	1 038 051 \$	8
Saint-Ignace-de-Loyola	910 061 \$	7
Saint-Jacques	1 357 120 \$	11
Saint-Jean-de-Matha	1 436 944 \$	11
Saint-Liguori	882 021 \$	7
Saint-Lin–Laurentides	5 519 246 \$	44
Saint-Michel-des-Saints	981 066 \$	8
Saint-Norbert	666 519 \$	5
Saint-Paul	1 700 838 \$	14
Saint-Pierre	501 671 \$	4
Saint-Roch-de-l'Achigan	1 584 155 \$	13
Saint-Roch-Ouest	490 590 \$	4
Saint-Sulpice	1 213 754 \$	10
Saint-Thomas	1 176 669 \$	9
Saint-Zénon	713 554 \$	6
Terrebonne	31 915 376 \$	255
Total	153 815 532 \$	1 231
Laurentides		
Amherst	777 323 \$	6
Arundel	561 821 \$	4
Barkmere	440 389 \$	4
Blainville	16 121 917 \$	129
Boisbriand	7 900 058 \$	63
Bois-des-Filion	2 798 401 \$	22
Brébeuf	668 102 \$	5
Brownsburg-Chatham	2 113 415 \$	17
Chute-Saint-Philippe	633 731 \$	5
Deux-Montagnes	5 145 933 \$	41
Estérel	474 535 \$	4
Ferme-Neuve	1 059 986 \$	8
Gore	852 624 \$	7
Grenville	804 911 \$	6
Grenville-sur-la-Rouge	1 059 081 \$	8
Harrington	621 293 \$	5
Huberdeau	633 957 \$	5
Ivry-sur-le-Lac	528 806 \$	4
Kiamika	609 987 \$	5
La Conception	734 358 \$	6
La Macaza	669 459 \$	5
La Minerve	702 022 \$	6
Labelle	1 003 001 \$	8
Lac-des-Écorces	1 057 498 \$	8

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Lac-des-Seize-Îles	477 249 \$	4
Lac-du-Cerf	524 962 \$	4
Lachute	3 705 350 \$	30
Lac-Saguay	530 389 \$	4
Lac-Saint-Paul	536 947 \$	4
Lac-Supérieur	871 393 \$	7
Lac-Tremblant-Nord	440 163 \$	4
Lantier	591 218 \$	5
L'Ascension	619 711 \$	5
Lorraine	2 749 494 \$	22
Mille-Isles	817 348 \$	7
Mirabel	13 333 934 \$	107
Montcalm	583 077 \$	5
Mont-Laurier	4 042 778 \$	32
Mont-Saint-Michel	567 474 \$	5
Mont-Tremblant	2 794 929 \$	22
Morin-Heights	1 340 839 \$	11
Nominingue	892 423 \$	7
Notre-Dame-de-Pontmain	596 193 \$	5
Notre-Dame-du-Laus	789 986 \$	6
Oka	1 692 697 \$	14
Piedmont	1 107 925 \$	9
Pointe-Calumet	1 883 325 \$	15
Prévost	3 765 543 \$	30
Rivière-Rouge	1 483 301 \$	12
Rosemère	4 157 087 \$	33
Saint-Adolphe-d'Howard	1 270 060 \$	10
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	609 309 \$	5
Saint-André-d'Argenteuil	1 177 799 \$	9
Saint-Colomban	4 178 792 \$	33
Sainte-Adèle	3 661 362 \$	29
Sainte-Agathe-des-Monts	3 067 534 \$	25
Sainte-Anne-des-Lacs	1 234 106 \$	10
Sainte-Anne-des-Plaines	4 337 956 \$	35
Sainte-Anne-du-Lac	562 952 \$	5
Sainte-Lucie-des-Laurentides	722 147 \$	6
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	1 076 719 \$	9
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	4 969 405 \$	40
Sainte-Sophie	4 234 065 \$	34
Sainte-Thérèse	7 688 803 \$	62
Saint-Eustache	13 028 048 \$	104
Saint-Faustin–Lac-Carré	1 239 985 \$	10
Saint-Hippolyte	2 513 931 \$	20
Saint-Jérôme	20 725 244 \$	166
Saint-Joseph-du-Lac	1 883 350 \$	15
Saint-Placide	813 278 \$	7
Saint-Sauveur	2 989 109 \$	24
Val-David	1 469 281 \$	12
Val-des-Lacs	594 158 \$	5
Val-Morin	1 057 950 \$	8
Wentworth	545 088 \$	4
Wentworth-Nord	766 695 \$	6
Total	185 285 472 \$	1 482
Laval		
Laval	120 448 459 \$	964
Total	120 448 459 \$	964
Mauricie		
Batiscan	643 002 \$	5
Champlain	821 418 \$	7
Charette	657 926 \$	5

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Grandes-Piles	513 429 \$	4
Hérouxville	716 946 \$	6
La Bostonnais	554 811 \$	4
La Tuque	3 203 258 \$	26
Lac-aux-Sables	736 846 \$	6
Lac-Édouard	467 299 \$	4
Louiseville	2 151 615 \$	17
Maskinongé	948 730 \$	8
Notre-Dame-de-Montauban	598 680 \$	5
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	1 709 657 \$	14
Saint-Adelphe	644 133 \$	5
Saint-Alexis-des-Monts	1 121 493 \$	9
Saint-Barnabé	706 771 \$	6
Saint-Boniface	1 467 924 \$	12
Sainte-Angèle-de-Prémont	576 520 \$	5
Sainte-Anne-de-la-Pérade	908 252 \$	7
Saint-Édouard-de-Maskinongé	604 560 \$	5
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	667 876 \$	5
Saint-Élie-de-Caxton	873 428 \$	7
Sainte-Thècle	999 383 \$	8
Saint-Étienne-des-Grès	1 416 140 \$	11
Sainte-Ursule	741 368 \$	6
Saint-Justin	661 545 \$	5
Saint-Léon-le-Grand	658 379 \$	5
Saint-Luc-de-Vincennes	569 057 \$	5
Saint-Mathieu-du-Parc	754 258 \$	6
Saint-Maurice	1 104 759 \$	9
Saint-Narcisse	836 795 \$	7
Saint-Paulin	777 097 \$	6
Saint-Prosper-de-Champlain	546 897 \$	4
Saint-Roch-de-Mékinac	525 414 \$	4
Saint-Sévère	500 766 \$	4
Saint-Séverin	624 911 \$	5
Saint-Stanislas	663 127 \$	5
Saint-Tite	1 323 201 \$	11
Shawinigan	14 512 330 \$	116
Trois-Rives	536 721 \$	4
Trois-Rivières	38 781 733 \$	310
Yamachiche	1 076 719 \$	9
Total	88 905 176 \$	711
Montérégie		
Abercorn	516 821 \$	4
Acton Vale	2 243 062 \$	18
Ange-Gardien	993 277 \$	8
Beauharnois	3 575 992 \$	29
Bedford	1 038 503 \$	8
Bedford	586 696 \$	5
Beloeil	6 274 554 \$	50
Béthanie	506 193 \$	4
Bolton-Ouest	588 505 \$	5
Boucherville	11 895 087 \$	95
Brigham	972 021 \$	8
Brome	483 580 \$	4
Bromont	2 441 873 \$	20
Brossard	24 138 020 \$	193
Calixa-Lavallée	543 052 \$	4
Candiac	5 986 322 \$	48
Carignan	2 418 143 \$	19
Chambly	8 035 203 \$	64
Châteauguay	13 735 607 \$	110
Contrecoeur	1 996 791 \$	16

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Coteau-du-Lac	2 026 598 \$	16
Cowansville	3 759 465 \$	30
Delson	2 199 364 \$	18
Dundee	522 022 \$	4
Dunham	1 214 659 \$	10
East Farnham	555 263 \$	4
Elgin	518 630 \$	4
Farnham	2 509 590 \$	20
Franklin	815 313 \$	7
Frelighsburg	675 791 \$	5
Godmanchester	747 926 \$	6
Granby	19 108 422 \$	153
Havelock	597 776 \$	5
Hemmingford	618 354 \$	5
Hemmingford	839 961 \$	7
Henryville	751 770 \$	6
Hinchinbrooke	931 092 \$	7
Howick	574 032 \$	5
Hudson	1 615 587 \$	13
Huntingdon	981 745 \$	8
La Prairie	6 992 241 \$	56
La Présentation	1 005 262 \$	8
Lac-Brome	1 729 557 \$	14
Lacolle	1 046 644 \$	8
Léry	965 237 \$	8
Les Cèdres	1 898 977 \$	15
Les Coteaux	1 553 854 \$	12
L'Île-Cadieux	451 470 \$	4
L'Île-Perrot	3 119 624 \$	25
Longueuil	68 844 145 \$	551
Marieville	3 089 528 \$	25
Massueville	546 671 \$	4
McMasterville	1 726 843 \$	14
Mercier	3 588 147 \$	29
Mont-Saint-Grégoire	1 135 965 \$	9
Mont-Saint-Hilaire	5 445 741 \$	44
Napierville	1 253 779 \$	10
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	3 120 203 \$	25
Notre-Dame-de-Stanbridge	580 816 \$	5
Noyan	730 966 \$	6
Ormstown	1 258 075 \$	10
Otterburn Park	2 451 133 \$	20
Pike River	547 801 \$	4
Pincourt	4 280 946 \$	34
Pointe-des-Cascades	748 831 \$	6
Pointe-Fortune	551 419 \$	4
Richelieu	1 671 667 \$	13
Rigaud	2 106 759 \$	17
Rivière-Beaudette	888 805 \$	7
Rougemont	1 063 378 \$	9
Roxton	672 173 \$	5
Roxton Falls	710 615 \$	6
Roxton Pond	1 253 553 \$	10
Saint-Aimé	544 183 \$	4
Saint-Alexandre	1 015 438 \$	8
Saint-Alphonse-de-Granby	1 131 669 \$	9
Saint-Amable	3 428 403 \$	27
Saint-Anicet	1 012 046 \$	8
Saint-Antoine-sur-Richelieu	816 217 \$	7
Saint-Armand	714 685 \$	6
Saint-Barnabé-Sud	626 721 \$	5

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Saint-Basile-le-Grand	4 938 440 \$	40
Saint-Bernard-de-Lacolle	761 494 \$	6
Saint-Bernard-de-Michaudville	547 575 \$	4
Saint-Blaise-sur-Richelieu	838 830 \$	7
Saint-Bruno-de-Montarville	7 698 932 \$	62
Saint-Césaire	1 779 531 \$	14
Saint-Charles-sur-Richelieu	806 720 \$	6
Saint-Chrysostome	1 019 508 \$	8
Saint-Clet	816 444 \$	7
Saint-Constant	7 564 076 \$	61
Saint-Cyprien-de-Napierville	865 740 \$	7
Saint-Damase	995 991 \$	8
Saint-David	617 449 \$	5
Saint-Denis-sur-Richelieu	957 323 \$	8
Saint-Dominique	995 086 \$	8
Sainte-Angèle-de-Monnoir	856 242 \$	7
Sainte-Anne-de-Sabrevois	901 242 \$	7
Sainte-Anne-de-Sorel	1 028 101 \$	8
Sainte-Barbe	754 032 \$	6
Sainte-Brigide-d'Iberville	738 881 \$	6
Sainte-Catherine	4 975 193 \$	40
Sainte-Cécile-de-Milton	907 348 \$	7
Sainte-Christine	582 851 \$	5
Sainte-Clotilde	820 966 \$	7
Saint-Édouard	736 620 \$	6
Sainte-Hélène-de-Bagot	815 765 \$	7
Sainte-Julie	8 781 250 \$	70
Sainte-Justine-de-Newton	644 133 \$	5
Sainte-Madeleine	974 056 \$	8
Sainte-Marie-Madeleine	1 108 151 \$	9
Sainte-Marthe	678 957 \$	5
Sainte-Martine	1 631 190 \$	13
Sainte-Sabine	682 801 \$	5
Saint-Étienne-de-Beauharnois	609 535 \$	5
Sainte-Victoire-de-Sorel	1 007 523 \$	8
Saint-Georges-de-Clarenceville	674 660 \$	5
Saint-Gérard-Majella	490 816 \$	4
Saint-Hugues	713 554 \$	6
Saint-Hyacinthe	15 818 926 \$	127
Saint-Ignace-de-Stanbridge	573 354 \$	5
Saint-Isidore	1 014 986 \$	8
Saint-Jacques-le-Mineur	801 519 \$	6
Saint-Jean-Baptiste	1 163 327 \$	9
Saint-Jean-sur-Richelieu	27 386 712 \$	219
Saint-Joachim-de-Shefford	714 685 \$	6
Saint-Joseph-de-Sorel	804 685 \$	6
Saint-Jude	713 554 \$	6
Saint-Lambert	6 320 278 \$	51
Saint-Lazare	5 734 842 \$	46
Saint-Liboire	1 124 659 \$	9
Saint-Louis	606 369 \$	5
Saint-Louis-de-Gonzague	762 851 \$	6
Saint-Marcel-de-Richelieu	549 384 \$	4
Saint-Marc-sur-Richelieu	911 644 \$	7
Saint-Mathias-sur-Richelieu	1 488 502 \$	12
Saint-Mathieu	890 388 \$	7
Saint-Mathieu-de-Beloeil	1 035 337 \$	8
Saint-Michel	1 099 332 \$	9
Saint-Nazaire-d'Acton	616 771 \$	5
Saint-Ours	823 228 \$	7
Saint-Patrice-de-Sherrington	878 629 \$	7

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Saint-Paul-d'Abbotsford	1 058 855 \$	8
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	858 052 \$	7
Saint-Philippe	1 766 190 \$	14
Saint-Pie	1 703 099 \$	14
Saint-Polycarpe	925 664 \$	7
Saint-Rémi	2 279 814 \$	18
Saint-Robert	847 876 \$	7
Saint-Roch-de-Richelieu	934 936 \$	7
Saint-Sébastien	599 585 \$	5
Saint-Simon	715 363 \$	6
Saint-Stanislas-de-Kostka	777 549 \$	6
Saint-Télesphore	599 811 \$	5
Saint-Théodore-d'Acton	765 790 \$	6
Saint-Urbain-Premier	699 308 \$	6
Saint-Valentin	535 590 \$	4
Saint-Valérien-de-Milton	857 825 \$	7
Saint-Zotique	2 151 036 \$	17
Salaberry-de-Valleyfield	11 804 507 \$	94
Shefford	1 948 752 \$	16
Sorel-Tracy	10 190 001 \$	82
Stanbridge East	628 303 \$	5
Stanbridge Station	489 686 \$	4
Sutton	1 343 100 \$	11
Terrasse-Vaudreuil	867 775 \$	7
Très-Saint-Rédempteur	645 942 \$	5
Très-Saint-Sacrement	696 142 \$	6
Upton	910 740 \$	7
Varennnes	6 160 534 \$	49
Vaudreuil-Dorion	10 483 442 \$	84
Vaudreuil-sur-le-Lac	737 976 \$	6
Venise-en-Québec	798 353 \$	6
Verchères	1 745 838 \$	14
Warden	510 264 \$	4
Waterloo	1 443 728 \$	12
Yamaska	785 690 \$	6
Total	471 270 937 \$	3 770
Montréal		
Baie-D'Urfé	1 304 432 \$	10
Beaconsfield	5 656 706 \$	45
Côte-Saint-Luc	9 524 982 \$	76
Dollard-Des Ormeaux	14 502 490 \$	116
Dorval	5 454 712 \$	44
Hampstead	2 107 627 \$	17
Kirkland	6 121 756 \$	49
Montréal	491 402 162 \$	3 931
Montréal-Est	1 278 879 \$	10
Montréal-Ouest	1 595 688 \$	13
Mont-Royal	5 808 925 \$	46
Pointe-Claire	9 008 132 \$	72
Sainte-Anne-de-Bellevue	1 560 864 \$	12
Senneville	639 384 \$	5
Westmount	5 819 922 \$	47
Total	561 786 663 \$	4 494
Nord-du-Québec		
Akulivik	578 103 \$	5
Aupaluk	473 857 \$	4
Chapais	792 700 \$	6
Chibougamau	2 215 570 \$	18
Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James	888 353 \$	7
Inukjuak	840 187 \$	7
Ivujivik	514 786 \$	4

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Kangiqsualujuaq	612 700 \$	5
Kangiqsujuaq	594 610 \$	5
Kangirsuk	548 932 \$	4
Kuuujuaq	998 478 \$	8
Kuujuarapik	581 495 \$	5
Lebel-sur-Quévillon	944 885 \$	8
Matagami	772 348 \$	6
Puvirnituq	832 499 \$	7
Quaqtaq	517 726 \$	4
Salluit	742 047 \$	6
Tasiujaq	499 409 \$	4
Umiujaq	533 781 \$	4
Total	14 482 466 \$	116
Outaouais		
Alleyne-et-Cawood	473 857 \$	4
Aumond	596 193 \$	5
Blue Sea	579 007 \$	5
Boileau	514 560 \$	4
Bois-Franc	530 615 \$	4
Bouchette	606 595 \$	5
Bowman	581 495 \$	5
Bristol	687 097 \$	5
Bryson	568 379 \$	5
Campbell's Bay	602 525 \$	5
Cantley	3 013 129 \$	24
Cayamant	624 007 \$	5
Chelsea	2 045 119 \$	16
Chénéville	613 605 \$	5
Chichester	510 716 \$	4
Clarendon	699 534 \$	6
Déléage	851 268 \$	7
Denholm	561 821 \$	4
Duhamel	522 475 \$	4
Egan-Sud	552 550 \$	4
Fassett	532 198 \$	4
Fort-Coulonge	727 801 \$	6
Gatineau	79 268 262 \$	634
Gracefield	972 021 \$	8
Grand-Remous	697 951 \$	6
Kazabazua	621 067 \$	5
La Pêche	2 294 863 \$	18
Lac-des-Plages	547 801 \$	4
Lac-Sainte-Marie	564 761 \$	5
Lac-Simon	658 379 \$	5
L'Ange-Gardien	1 634 808 \$	13
L'Île-du-Grand-Calumet	589 183 \$	5
L'Isle-aux-Allumettes	731 871 \$	6
Litchfield	530 389 \$	4
Lochaber	525 867 \$	4
Lochaber-Partie-Ouest	583 077 \$	5
Low	638 705 \$	5
Maniwaki	1 315 739 \$	11
Mansfield-et-Pontefract	965 011 \$	8
Mayo	567 022 \$	5
Messines	798 353 \$	6
Montcerf-Lytton	592 123 \$	5
Montebello	650 464 \$	5
Montpellier	658 379 \$	5
Mulgrave-et-Derry	505 741 \$	4
Namur	562 726 \$	5
Notre-Dame-de-Bonsecours	486 972 \$	4

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Notre-Dame-de-la-Paix	592 801 \$	5
Notre-Dame-de-la-Salette	597 550 \$	5
Otter Lake	676 695 \$	5
Papineauville	919 107 \$	7
Plaisance	677 148 \$	5
Pontiac	1 753 074 \$	14
Portage-du-Fort	488 329 \$	4
Rapides-des-Joachims	464 811 \$	4
Ripon	779 132 \$	6
Saint-André-Avellin	1 294 256 \$	10
Saint-Émile-de-Suffolk	554 359 \$	4
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	550 515 \$	4
Saint-Sixte	538 304 \$	4
Shawville	810 112 \$	6
Sheenboro	455 088 \$	4
Thorne	494 208 \$	4
Thurso	1 018 604 \$	8
Val-des-Bois	640 967 \$	5
Val-des-Monts	3 190 525 \$	26
Waltham	514 334 \$	4
Total	131 965 998 \$	1 056
Saguenay - Lac-Saint-Jean		
Albanel	945 112 \$	8
Alma	9 086 267 \$	73
Bégin	630 339 \$	5
Chambord	839 057 \$	7
Desbiens	672 399 \$	5
Dolbeau-Mistassini	4 200 785 \$	34
Ferland-et-Boilleau	560 238 \$	4
Girardville	679 183 \$	5
Hébertville	1 001 870 \$	8
Hébertville-Station	715 590 \$	6
La Doré	753 127 \$	6
Labrecque	734 358 \$	6
Lac-Bouchette	691 620 \$	6
Lamarche	555 490 \$	4
L'Anse-Saint-Jean	704 509 \$	6
Larouche	728 027 \$	6
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	882 247 \$	7
Maria-Chapdelaine (MRC)	487 424 \$	4
Métabetchouan–Lac-à-la-Croix	1 393 753 \$	11
Normandin	1 155 186 \$	9
Notre-Dame-de-Lorette	470 917 \$	4
Péribonka	541 470 \$	4
Petit-Saguenay	590 992 \$	5
Rivière-Éternité	539 208 \$	4
Roberval	2 900 267 \$	23
Saguenay	42 569 269 \$	341
Saint-Ambroise	1 267 573 \$	10
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	536 495 \$	4
Saint-Augustin	517 274 \$	4
Saint-Bruno	1 040 538 \$	8
Saint-Charles-de-Bourget	593 479 \$	5
Saint-David-de-Falardeau	1 045 287 \$	8
Saint-Edmond-les-Plaines	517 047 \$	4
Sainte-Hedwidge	627 625 \$	5
Sainte-Jeanne-d'Arc	676 243 \$	5
Sainte-Monique	622 198 \$	5
Sainte-Rose-du-Nord	519 761 \$	4
Saint-Eugène-D'Argentenay	553 002 \$	4
Saint-Félicien	2 988 241 \$	24

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Saint-Félix-d'Otis	665 163 \$	5
Saint-François-de-Sales	575 389 \$	5
Saint-Fulgence	882 700 \$	7
Saint-Gédéon	882 926 \$	7
Saint-Henri-de-Taillon	604 786 \$	5
Saint-Honoré	1 723 903 \$	14
Saint-Ludger-de-Milot	578 781 \$	5
Saint-Nazaire	897 172 \$	7
Saint-Prime	1 059 986 \$	8
Saint-Stanislas	513 429 \$	4
Saint-Thomas-Didyme	581 495 \$	5
	95 499 197 \$	764
Enveloppe totale	2 671 154 786 \$	21 369

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Abitibi-Témiscamingue		
Abitibi	375 698 \$	3
Abitibi-Ouest	362 830 \$	3
Amos	3 072 271 \$	25
Angliers	396 513 \$	3
Authier	387 430 \$	3
Authier-Nord	396 513 \$	3
Barraute	729 747 \$	6
Béarn	507 969 \$	4
Belcourt	388 754 \$	3
Belleterre	403 514 \$	3
Berry	444 199 \$	4
Champneuf	361 127 \$	3
Chazel	397 081 \$	3
Clermont	438 333 \$	4
Clerval	412 030 \$	3
Duhamel-Ouest	512 322 \$	4
Duparquet	459 526 \$	4
Dupuy	520 837 \$	4
Fugèreville	394 053 \$	3
Gallichan	420 734 \$	3
Guérin	395 567 \$	3
Kipawa	441 928 \$	4
La Corne	473 340 \$	4
La Morandière	383 834 \$	3
La Motte	415 247 \$	3
La Reine	405 407 \$	3
La Sarre	1 785 099 \$	14
Laforce	405 785 \$	3
Landrienne	527 649 \$	4
Latulipe-et-Gaboury	400 865 \$	3
Launay	380 050 \$	3
Laverlochère	474 854 \$	4
Lorrainville	593 691 \$	5
Macamic	861 262 \$	7
Malartic	1 041 219 \$	8
Moffet	374 562 \$	3
Nédélec	418 085 \$	3
Normétal	500 211 \$	4
Notre-Dame-du-Nord	555 466 \$	4
Palmarolle	618 480 \$	5
Poularies	470 313 \$	4
Preissac	477 693 \$	4
Rapide-Danseur	394 242 \$	3
Rémigny	398 594 \$	3
Rivière-Héva	571 551 \$	5
Rochebaucourt	369 642 \$	3
Roquemaure	417 707 \$	3
Rouyn-Noranda	9 753 358 \$	78
Saint-Bruno-de-Guigues	543 355 \$	4
Saint-Dominique-du-Rosaire	422 816 \$	3
Saint-Édouard-de-Fabre	468 420 \$	4
Sainte-Germaine-Boulé	514 403 \$	4
Sainte-Gertrude-Manneville	492 831 \$	4
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	405 974 \$	3
Saint-Eugène-de-Guigues	431 710 \$	3
Saint-Félix-de-Dalquier	519 323 \$	4
Saint-Lambert	379 482 \$	3
Saint-Marc-de-Figuery	476 557 \$	4
Saint-Mathieu-d'Harricana	470 880 \$	4
Senneterre	567 388 \$	5
Senneterre	915 760 \$	7
Taschereau	527 271 \$	4
Témiscaming	840 068 \$	7
Trécesson	573 443 \$	5
Val-d'Or	7 652 077 \$	61
Val-Saint-Gilles	373 616 \$	3

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Ville-Marie	841 582 \$	7
Total	53 104 138 \$	425
Bas-Saint-Laurent		
Albertville	397 459 \$	3
Amqui	1 534 731 \$	12
Auclair	437 576 \$	4
Baie-des-Sables	454 796 \$	4
Biencourt	451 200 \$	4
Cacouna	697 199 \$	6
Causapscal	806 763 \$	6
Dégelis	947 551 \$	8
Esprit-Saint	413 544 \$	3
Grand-Métis	389 322 \$	3
Grosses-Roches	419 977 \$	3
Kamouraska	466 528 \$	4
La Matapédia	345 799 \$	3
La Pocatière	1 201 308 \$	10
La Rédemption	439 657 \$	4
La Trinité-des-Monts	391 214 \$	3
Lac-au-Saumon	615 452 \$	5
Lac-des-Aigles	456 877 \$	4
Lejeune	409 002 \$	3
Les Hauteurs	444 388 \$	4
Les Méchins	561 900 \$	4
L'Isle-Verte	610 343 \$	5
Matane	3 565 129 \$	29
Métis-sur-Mer	452 146 \$	4
Mont-Carmel	567 198 \$	5
Mont-Joli	1 596 355 \$	13
Notre-Dame-des-Neiges	572 497 \$	5
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	350 530 \$	3
Notre-Dame-du-Portage	577 227 \$	5
Packington	466 717 \$	4
Padoue	390 079 \$	3
Pohénégamook	892 485 \$	7
Price	675 438 \$	5
Rimouski	11 266 724 \$	90
Rivière-Bleue	596 529 \$	5
Rivière-du-Loup	4 579 323 \$	37
Rivière-Ouelle	550 735 \$	4
Saint-Adelme	433 223 \$	3
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	694 929 \$	6
Saint-Alexandre-des-Lacs	391 782 \$	3
Saint-Anaclet-de-Lessard	837 230 \$	7
Saint-André	457 634 \$	4
Saint-Antonin	1 077 741 \$	9
Saint-Arsène	562 468 \$	4
Saint-Athanase	403 704 \$	3
Saint-Bruno-de-Kamouraska	436 819 \$	3
Saint-Charles-Garnier	394 999 \$	3
Saint-Clément	435 116 \$	3
Saint-Cléophas	408 056 \$	3
Saint-Cyprien	575 524 \$	5
Saint-Damase	423 005 \$	3
Saint-Denis-De La Bouteillerie	440 414 \$	4
Saint-Donat	505 699 \$	4
Sainte-Angèle-de-Méridi	546 383 \$	4
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	687 549 \$	6
Sainte-Félicité	568 901 \$	5
Sainte-Flavie	515 539 \$	4
Sainte-Florence	425 654 \$	3
Sainte-Françoise	421 302 \$	3
Sainte-Hélène-de-Kamouraska	513 835 \$	4
Sainte-Irène	401 622 \$	3
Sainte-Jeanne-d'Arc	394 621 \$	3
Saint-Éloi	397 459 \$	3
Sainte-Luce	903 838 \$	7

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Saint-Elzéar-de-Témiscouata	401 811 \$	3
Sainte-Marguerite-Marie	382 510 \$	3
Sainte-Paule	384 781 \$	3
Saint-Épiphane	505 320 \$	4
Sainte-Rita	407 677 \$	3
Saint-Eugène-de-Ladrière	419 599 \$	3
Saint-Eusèbe	455 363 \$	4
Saint-Fabien	708 932 \$	6
Saint-François-Xavier-de-Viger	389 133 \$	3
Saint-Gabriel-de-Rimouski	576 660 \$	5
Saint-Gabriel-Lalemant	485 829 \$	4
Saint-Germain	393 485 \$	3
Saint-Guy	353 936 \$	3
Saint-Honoré-de-Témiscouata	488 479 \$	4
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	607 504 \$	5
Saint-Jean-de-Cherbourg	380 618 \$	3
Saint-Jean-de-Dieu	652 919 \$	5
Saint-Jean-de-la-Lande	397 081 \$	3
Saint-Joseph-de-Kamouraska	413 165 \$	3
Saint-Joseph-de-Lepage	440 793 \$	4
Saint-Juste-du-Lac	458 770 \$	4
Saint-Léandre	416 193 \$	3
Saint-Léon-le-Grand	542 409 \$	4
Saint-Louis-du-Ha! Ha!	593 880 \$	5
Saint-Marc-du-Lac-Long	425 087 \$	3
Saint-Marcellin	402 568 \$	3
Saint-Mathieu-de-Rioux	468 420 \$	4
Saint-Médard	385 727 \$	3
Saint-Michel-du-Squatec	566 063 \$	5
Saint-Modeste	526 325 \$	4
Saint-Moïse	458 013 \$	4
Saint-Narcisse-de-Rimouski	543 166 \$	4
Saint-Noël	428 493 \$	3
Saint-Octave-de-Métis	428 114 \$	3
Saint-Onésime-d'Ixworth	445 713 \$	4
Saint-Pacôme	660 489 \$	5
Saint-Pascal	1 003 752 \$	8
Saint-Paul-de-la-Croix	412 976 \$	3
Saint-Philippe-de-Néri	503 995 \$	4
Saint-Pierre-de-Lamy	361 316 \$	3
Saint-René-de-Matane	540 328 \$	4
Saint-Simon	422 437 \$	3
Saint-Tharcisius	425 276 \$	3
Saint-Ulric	658 218 \$	5
Saint-Valérien	497 183 \$	4
Saint-Vianney	430 385 \$	3
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	420 734 \$	3
Sayabec	713 852 \$	6
Témiscouata-sur-le-Lac	1 678 622 \$	13
Trois-Pistoles	993 912 \$	8
Val-Brillant	529 542 \$	4
Total	80 834 297 \$	647
Capitale-Nationale		
Baie-Sainte-Catherine	378 158 \$	3
Baie-Saint-Paul	1 766 031 \$	14
Beaupré	922 572 \$	7
Boischatel	1 410 029 \$	11
Cap-Santé	849 529 \$	7
Château-Richer	1 019 269 \$	8
Clermont	916 138 \$	7
Deschambault-Grondines	714 987 \$	6
Donnacoona	1 423 653 \$	11
Fossambault-sur-le-Lac	639 673 \$	5
La Malbaie	2 155 345 \$	17
Lac-Beauport	1 545 139 \$	12
Lac-Delage	444 766 \$	4
Lac-Saint-Joseph	389 511 \$	3

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Lac-Sergent	419 977 \$	3
L'Ancienne-Lorette	4 008 990 \$	32
L'Ange-Gardien	935 251 \$	7
Les Éboulements	579 498 \$	5
L'Isle-aux-Coudres	579 309 \$	5
Neuville	1 025 324 \$	8
Notre-Dame-des-Monts	485 262 \$	4
Petite-Rivière-Saint-François	475 043 \$	4
Pont-Rouge	1 900 227 \$	15
Portneuf	920 491 \$	7
Québec	120 212 244 \$	962
Rivière-à-Pierre	474 665 \$	4
Saint-Aimé-des-Lacs	544 869 \$	4
Saint-Alban	559 440 \$	4
Saint-Augustin-de-Desmaures	4 246 729 \$	34
Saint-Basile	822 470 \$	7
Saint-Casimir	634 753 \$	5
Sainte-Anne-de-Beaupré	864 479 \$	7
Sainte-Brigitte-de-Laval	1 087 392 \$	9
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	1 327 524 \$	11
Sainte-Christine-d'Auvergne	428 493 \$	3
Sainte-Famille	499 454 \$	4
Sainte-Pétronille	542 220 \$	4
Saint-Ferréol-les-Neiges	827 390 \$	7
Saint-François-de-l'Île-d'Orléans	448 930 \$	4
Saint-Gabriel-de-Valcartier	906 488 \$	7
Saint-Gilbert	397 837 \$	3
Saint-Hilarion	564 171 \$	5
Saint-Irénée	471 448 \$	4
Saint-Jean-de-l'Île-d'Orléans	523 865 \$	4
Saint-Joachim	598 232 \$	5
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	637 213 \$	5
Saint-Léonard-de-Portneuf	534 651 \$	4
Saint-Marc-des-Carières	857 477 \$	7
Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	682 061 \$	5
Saint-Raymond	2 256 716 \$	18
Saint-Siméon	596 340 \$	5
Saint-Thuribe	397 270 \$	3
Saint-Tite-des-Caps	608 261 \$	5
Saint-Ubalde	614 506 \$	5
Saint-Urbain	611 667 \$	5
Shannon	1 122 210 \$	9
Stoneham-et-Tewkesbury	1 496 318 \$	12
Total	173 301 955 \$	1 386
Centre-du-Québec		
Aston-Jonction	408 245 \$	3
Baie-du-Febvre	543 923 \$	4
Bécancour	2 696 233 \$	22
Chesterville	517 999 \$	4
Daveluyville	526 135 \$	4
Deschailons-sur-Saint-Laurent	525 946 \$	4
Drummondville	16 520 127 \$	132
Durham-Sud	537 111 \$	4
Fortierville	472 773 \$	4
Grand-Saint-Esprit	430 763 \$	3
Ham-Nord	508 348 \$	4
Inverness	491 696 \$	4
Kingsey Falls	737 505 \$	6
La Visitation-de-Yamaska	401 622 \$	3
Laurierville	609 018 \$	5
L'Avenir	585 554 \$	5
Lefebvre	489 992 \$	4
Lemieux	402 947 \$	3
Lyster	644 593 \$	5
Maddington	416 382 \$	3
Manseau	515 539 \$	4
Nicolet	1 880 436 \$	15

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Notre-Dame-de-Ham	419 410 \$	3
Notre-Dame-de-Lourdes	476 746 \$	4
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	510 051 \$	4
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	600 881 \$	5
Parisville	432 845 \$	3
Pierreville	779 325 \$	6
Plessisville	827 200 \$	7
Plessisville	1 616 147 \$	13
Princeville	1 410 218 \$	11
Saint-Albert	635 700 \$	5
Saint-Bonaventure	526 325 \$	4
Saint-Célestin	455 174 \$	4
Saint-Célestin	487 343 \$	4
Saint-Christophe-d'Arthabaska	861 072 \$	7
Saint-Cyrille-de-Wendover	1 136 591 \$	9
Sainte-Anne-du-Sault	586 878 \$	5
Sainte-Brigitte-des-Saults	486 586 \$	4
Sainte-Cécile-de-Lévrard	416 950 \$	3
Sainte-Clotilde-de-Horton	630 401 \$	5
Saint-Edmond-de-Grantham	459 148 \$	4
Sainte-Élizabeth-de-Warwick	407 867 \$	3
Sainte-Eulalie	506 645 \$	4
Sainte-Françoise	426 411 \$	3
Sainte-Hélène-de-Chester	405 596 \$	3
Saint-Elphège	390 079 \$	3
Sainte-Marie-de-Blandford	433 980 \$	3
Sainte-Monique	439 279 \$	4
Sainte-Perpétue	517 620 \$	4
Sainte-Séraphine	415 436 \$	3
Sainte-Sophie-de-Lévrard	486 397 \$	4
Sainte-Sophie-d'Halifax	453 282 \$	4
Saint-Eugène	551 303 \$	4
Saint-Félix-de-Kingsey	611 478 \$	5
Saint-Ferdinand	746 778 \$	6
Saint-François-du-Lac	715 176 \$	6
Saint-Germain-de-Grantham	1 120 318 \$	9
Saint-Guillaume	636 835 \$	5
Saint-Léonard-d'Aston	749 048 \$	6
Saint-Louis-de-Blandford	528 028 \$	4
Saint-Lucien	634 375 \$	5
Saint-Majorique-de-Grantham	562 468 \$	4
Saint-Norbert-d'Arthabaska	890 101 \$	7
Saint-Pie-de-Guire	426 979 \$	3
Saint-Pierre-Baptiste	417 707 \$	3
Saint-Pierre-les-Becquets	560 008 \$	4
Saint-Rémi-de-Tingwick	426 033 \$	3
Saint-Rosaire	490 749 \$	4
Saint-Samuel	463 122 \$	4
Saints-Martyrs-Canadiens	387 808 \$	3
Saint-Sylvère	493 399 \$	4
Saint-Valère	580 634 \$	5
Saint-Wenceslas	548 465 \$	4
Saint-Zéphirin-de-Courval	494 912 \$	4
Tingwick	618 858 \$	5
Victoriaville	9 988 684 \$	80
Villeroy	429 817 \$	3
Warwick	1 248 994 \$	10
Wickham	815 279 \$	7
Total	75 637 826 \$	605
Chaudière-Appalaches		
Adstock	858 045 \$	7
Armagh	646 107 \$	5
Beauceville	1 530 379 \$	12
Beaulac-Garthby	513 646 \$	4
Beaumont	745 642 \$	6
Berthier-sur-Mer	580 255 \$	5
Cap-Saint-Ignace	940 171 \$	8

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Disraeli	541 274 \$	4
Disraeli	824 551 \$	7
Dosquet	509 862 \$	4
East Broughton	784 245 \$	6
Frampton	594 069 \$	5
Honfleur	489 236 \$	4
Irlande	517 620 \$	4
Kinnear's Mills	399 919 \$	3
La Durantaye	471 637 \$	4
La Guadeloupe	667 490 \$	5
Lac-Etchemin	1 111 802 \$	9
Lac-Frontière	373 805 \$	3
Lac-Poulin	364 533 \$	3
Laurier-Station	800 708 \$	6
Leclercville	434 548 \$	3
Lévis	32 185 839 \$	257
L'Islet	1 066 009 \$	9
Lotbinière	510 240 \$	4
Montmagny	2 739 436 \$	22
Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland	493 777 \$	4
Notre-Dame-des-Pins	541 274 \$	4
Notre-Dame-du-Rosaire	412 597 \$	3
Notre-Dame-du-Sacré-Coeur-d'Issoudun	490 371 \$	4
Sacré-Coeur-de-Jésus	449 308 \$	4
Saint-Adalbert	451 579 \$	4
Saint-Adrien-d'Irlande	416 760 \$	3
Saint-Agapit	907 245 \$	7
Saint-Alfred	429 817 \$	3
Saint-Anselme	956 634 \$	8
Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues	366 993 \$	3
Saint-Antoine-de-Tilly	614 884 \$	5
Saint-Apollinaire	1 206 228 \$	10
Saint-Aubert	621 507 \$	5
Saint-Benjamin	501 157 \$	4
Saint-Benoît-Labre	646 675 \$	5
Saint-Bernard	711 959 \$	6
Saint-Camille-de-Lellis	507 591 \$	4
Saint-Charles-de-Bellechasse	742 236 \$	6
Saint-Côme--Linière	959 283 \$	8
Saint-Cyprien	458 391 \$	4
Saint-Cyrille-de-Lessard	485 072 \$	4
Saint-Damase-de-L'Islet	445 334 \$	4
Saint-Damien-de-Buckland	733 153 \$	6
Sainte-Agathe-de-Lotbinière	571 172 \$	5
Sainte-Apolline-de-Patton	465 960 \$	4
Sainte-Aurélie	519 134 \$	4
Sainte-Claire	940 738 \$	8
Sainte-Clotilde-de-Beauce	452 903 \$	4
Sainte-Croix	798 627 \$	6
Saint-Édouard-de-Lotbinière	576 092 \$	5
Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud	404 461 \$	3
Sainte-Félicité	414 868 \$	3
Sainte-Hénédine	539 003 \$	4
Sainte-Justine	685 467 \$	5
Sainte-Louise	474 097 \$	4
Sainte-Lucie-de-Beauregard	401 433 \$	3
Saint-Elzéar	693 036 \$	6
Sainte-Marguerite	541 274 \$	4
Sainte-Marie	2 861 806 \$	23
Sainte-Perpétue	699 092 \$	6
Saint-Éphrem-de-Beauce	836 473 \$	7
Sainte-Praxède	420 167 \$	3
Sainte-Rose-de-Watford	479 585 \$	4
Sainte-Sabine	410 894 \$	3
Saint-Évariste-de-Forsyth	461 419 \$	4
Saint-Fabien-de-Panet	534 083 \$	4
Saint-Flavien	639 863 \$	5
Saint-Fortunat	394 242 \$	3

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	632 293 \$	5
Saint-Frédéric	539 949 \$	4
Saint-Gédéon-de-Beauce	781 596 \$	6
Saint-Georges	7 268 074 \$	58
Saint-Gervais	705 525 \$	6
Saint-Gilles	682 629 \$	5
Saint-Henri	1 145 485 \$	9
Saint-Hilaire-de-Dorset	357 531 \$	3
Saint-Honoré-de-Shenley	650 081 \$	5
Saint-Isidore	819 820 \$	7
Saint-Jacques-de-Leeds	468 042 \$	4
Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown	373 616 \$	3
Saint-Janvier-de-Joly	506 455 \$	4
Saint-Jean-de-Brébeuf	413 354 \$	3
Saint-Jean-Port-Joli	990 127 \$	8
Saint-Joseph-de-Beauce	1 187 873 \$	10
Saint-Joseph-de-Coleraine	720 096 \$	6
Saint-Joseph-des-Érables	421 302 \$	3
Saint-Jules	436 630 \$	3
Saint-Julien	415 247 \$	3
Saint-Just-de-Bretenières	487 722 \$	4
Saint-Lambert-de-Lauzon	1 392 430 \$	11
Saint-Lazare-de-Bellechasse	563 414 \$	5
Saint-Léon-de-Standon	569 469 \$	5
Saint-Louis-de-Gonzague	425 654 \$	3
Saint-Luc-de-Bellechasse	430 007 \$	3
Saint-Magloire	477 314 \$	4
Saint-Malachie	604 666 \$	5
Saint-Marcel	435 873 \$	3
Saint-Martin	829 471 \$	7
Saint-Michel-de-Bellechasse	654 055 \$	5
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	526 135 \$	4
Saint-Nazaire-de-Dorchester	412 219 \$	3
Saint-Nérée-de-Bellechasse	488 668 \$	4
Saint-Odilon-de-Cranbourne	618 480 \$	5
Saint-Omer	402 379 \$	3
Saint-Pamphile	848 773 \$	7
Saint-Patrice-de-Beaurivage	537 678 \$	4
Saint-Paul-de-Montminy	498 697 \$	4
Saint-Philémon	486 019 \$	4
Saint-Philibert	414 679 \$	3
Saint-Pierre-de-Broughton	505 320 \$	4
Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud	532 380 \$	4
Saint-Prosper	1 022 675 \$	8
Saint-Raphaël	776 676 \$	6
Saint-René	452 336 \$	4
Saint-Roch-des-Aulnaies	519 702 \$	4
Saints-Anges	532 380 \$	4
Saint-Séverin	393 485 \$	3
Saint-Simon-les-Mines	434 170 \$	3
Saint-Sylvestre	525 378 \$	4
Saint-Théophile	482 991 \$	4
Saint-Vallier	533 705 \$	4
Saint-Victor	821 145 \$	7
Saint-Zacharie	700 227 \$	6
Scott	681 115 \$	5
Thetford Mines	6 212 365 \$	50
Tourville	478 071 \$	4
Tring-Jonction	598 800 \$	5
Val-Alain	514 214 \$	4
Vallée-Jonction	696 821 \$	6
Total	131 000 265 \$	1 048
Côte-Nord		
Aguanish	395 188 \$	3
Baie-Comeau	5 442 909 \$	44
Baie-Johan-Beetz	356 207 \$	3
Baie-Trinité	435 116 \$	3

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Blanc-Sablon	578 363 \$	5
Bonne-Espérance	494 156 \$	4
Chute-aux-Outardes	680 926 \$	5
Colombier	493 777 \$	4
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	535 408 \$	4
Fermont	847 826 \$	7
Forestville	1 001 670 \$	8
Franquelin	404 461 \$	3
Godbout	402 757 \$	3
Gros-Mécatina	448 362 \$	4
Havre-Saint-Pierre	938 278 \$	8
Les Bergeronnes	466 149 \$	4
Les Escoumins	731 639 \$	6
L'Île-d'Anticosti	394 999 \$	3
Longue-Pointe-de-Mingan	415 625 \$	3
Longue-Rive	577 795 \$	5
Natashquan	389 701 \$	3
Pointe-aux-Outardes	618 101 \$	5
Pointe-Lebel	711 959 \$	6
Port-Cartier	1 648 006 \$	13
Portneuf-sur-Mer	496 048 \$	4
Ragueneau	629 833 \$	5
Rivière-au-Tonnerre	408 056 \$	3
Rivière-Saint-Jean	385 538 \$	3
Sacré-Coeur	716 312 \$	6
Saint-Augustin	507 780 \$	4
Schefferville	375 887 \$	3
Sept-Îles	6 243 259 \$	50
Tadoussac	503 239 \$	4
Total	29 675 330 \$	237
Estrie		
Asbestos	1 649 454 \$	13
Ascot Corner	834 013 \$	7
Audet	464 825 \$	4
Austin	609 397 \$	5
Ayer's Cliff	541 841 \$	4
Barnston-Ouest	444 766 \$	4
Bolton-Est	475 989 \$	4
Bonsecours	435 873 \$	3
Bury	575 714 \$	5
Chartierville	411 651 \$	3
Cleveland	639 484 \$	5
Coaticook	2 243 441 \$	18
Compton	877 157 \$	7
Cookshire-Eaton	1 332 255 \$	11
Courcelles	515 917 \$	4
Danville	1 116 533 \$	9
Dixville	465 203 \$	4
Dudswell	670 518 \$	5
East Angus	988 235 \$	8
East Hereford	404 271 \$	3
Eastman	646 675 \$	5
Frontenac	648 567 \$	5
Hampden	379 293 \$	3
Ham-Sud	377 968 \$	3
Hatley	490 371 \$	4
Hatley	680 547 \$	5
Kingsbury	355 639 \$	3
La Patrie	486 019 \$	4
Lac-Drolet	557 358 \$	4
Lac-Mégantic	1 484 585 \$	12
Lambton	647 053 \$	5
Lawrenceville	462 933 \$	4
Lingwick	426 790 \$	3
Magog	5 879 288 \$	47
Maricourt	421 113 \$	3
Marston	470 691 \$	4

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Martinville	429 250 \$	3
Melbourne	547 708 \$	4
Milan	392 539 \$	3
Nantes	610 910 \$	5
Newport	498 886 \$	4
North Hatley	476 557 \$	4
Notre-Dame-des-Bois	526 325 \$	4
Ogden	484 883 \$	4
Orford	910 272 \$	7
Piopolis	409 570 \$	3
Potton	672 410 \$	5
Racine	579 498 \$	5
Richmond	977 260 \$	8
Saint-Adrien	430 763 \$	3
Saint-Augustin-de-Woburn	475 043 \$	4
Saint-Benoît-du-Lac	347 692 \$	3
Saint-Camille	427 168 \$	3
Saint-Claude	547 708 \$	4
Saint-Denis-de-Brompton	923 329 \$	7
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	465 393 \$	4
Sainte-Catherine-de-Hatley	790 111 \$	6
Sainte-Cécile-de-Whitton	504 942 \$	4
Sainte-Edwidge-de-Clifton	420 356 \$	3
Saint-Étienne-de-Bolton	433 223 \$	3
Saint-François-Xavier-de-Brompton	724 070 \$	6
Saint-Georges-de-Windsor	511 943 \$	4
Saint-Herménégilde	479 396 \$	4
Saint-Isidore-de-Clifton	490 182 \$	4
Saint-Ludger	568 712 \$	5
Saint-Malo	439 847 \$	4
Saint-Robert-Bellarmin	462 176 \$	4
Saint-Romain	461 419 \$	4
Saint-Sébastien	476 179 \$	4
Saint-Venant-de-Paquette	363 398 \$	3
Scotstown	450 065 \$	4
Sherbrooke	36 082 113 \$	289
Stanstead	896 459 \$	7
Stanstead	537 868 \$	4
Stanstead-Est	457 256 \$	4
Stoke	865 236 \$	7
Stornoway	444 199 \$	4
Stratford	541 274 \$	4
Stukely-Sud	520 269 \$	4
Ulverton	411 084 \$	3
Valcourt	787 084 \$	6
Valcourt	534 651 \$	4
Val-Joli	619 047 \$	5
Val-Racine	365 101 \$	3
Waterville	715 555 \$	6
Weedon	868 831 \$	7
Westbury	520 080 \$	4
Windsor	1 342 095 \$	11
Wotton	628 698 \$	5
Total	95 957 510 \$	768
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine		
Bonaventure	840 446 \$	7
Cap-Chat	853 125 \$	7
Caplan	699 849 \$	6
Carleton-sur-Mer	1 118 047 \$	9
Cascapédia--Saint-Jules	475 800 \$	4
Chandler	1 905 054 \$	15
Cloridorme	479 963 \$	4
Escuminac	463 311 \$	4
Gaspé	3 610 263 \$	29
Grande-Rivière	980 666 \$	8
Grande-Vallée	574 011 \$	5
Grosse-Île	440 225 \$	4

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Hope	473 151 \$	4
Hope Town	406 731 \$	3
La Haute-Gaspésie	383 078 \$	3
La Martre	384 402 \$	3
L'Ascension-de-Patapédia	377 211 \$	3
Les Îles-de-la-Madeleine	3 047 894 \$	24
Maria	793 896 \$	6
Marsoui	400 865 \$	3
Matapédia	468 042 \$	4
Mont-Saint-Pierre	379 861 \$	3
Murdochville	500 211 \$	4
New Carlisle	601 260 \$	5
New Richmond	1 055 979 \$	8
Nouvelle	679 979 \$	5
Paspébiac	952 660 \$	8
Percé	979 720 \$	8
Petite-Vallée	385 727 \$	3
Pointe-à-la-Croix	642 133 \$	5
Port-Daniel--Gascons	827 390 \$	7
Ristigouche-Partie-Sud-Est	369 264 \$	3
Rivière-à-Claude	370 399 \$	3
Saint-Alexis-de-Matapédia	453 660 \$	4
Saint-Alphonse	477 503 \$	4
Saint-André-de-Restigouche	374 941 \$	3
Sainte-Anne-des-Monts	1 632 800 \$	13
Saint-Elzéar	435 305 \$	3
Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine	408 624 \$	3
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	548 654 \$	4
Saint-François-d'Assise	481 477 \$	4
Saint-Godefroi	411 840 \$	3
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	560 197 \$	4
Saint-Siméon	560 386 \$	4
Shigawake	403 136 \$	3
Total	33 669 136 \$	269
Lanaudière		
Berthierville	1 092 122 \$	9
Charlemagne	1 424 789 \$	11
Chertsey	1 277 000 \$	10
Crabtree	1 006 590 \$	8
Entrelacs	516 485 \$	4
Joliette	4 625 182 \$	37
La Visitation-de-l'Île-Dupas	454 796 \$	4
Lanoraie	1 139 998 \$	9
L'Assomption	4 240 937 \$	34
Lavaltrie	3 020 379 \$	24
L'Épiphanie	951 335 \$	8
L'Épiphanie	1 227 422 \$	10
Mandeville	769 107 \$	6
Mascouche	8 629 827 \$	69
Matawinie	359 802 \$	3
Notre-Dame-de-la-Merci	538 246 \$	4
Notre-Dame-de-Lourdes	766 079 \$	6
Notre-Dame-des-Prairies	2 027 183 \$	16
Rawdon	2 474 181 \$	20
Repentigny	19 022 064 \$	152
Saint-Alexis	446 659 \$	4
Saint-Alexis	477 314 \$	4
Saint-Alphonse-Rodriguez	943 009 \$	8
Saint-Ambroise-de-Kildare	1 004 698 \$	8
Saint-Barthélemy	725 773 \$	6
Saint-Calixte	1 441 441 \$	12
Saint-Charles-Borromée	2 979 589 \$	24
Saint-Cléophas-de-Brandon	389 890 \$	3
Saint-Côme	752 076 \$	6
Saint-Cuthbert	712 527 \$	6
Saint-Damien	750 941 \$	6
Saint-Didace	472 773 \$	4

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Saint-Donat	1 165 922 \$	9
Sainte-Béatrix	681 304 \$	5
Sainte-Élisabeth	614 884 \$	5
Sainte-Émélie-de-l'Énergie	655 379 \$	5
Sainte-Genève-de-Berthier	775 541 \$	6
Sainte-Julienne	2 004 012 \$	16
Sainte-Marcelline-de-Kildare	612 235 \$	5
Sainte-Marie-Salomé	576 660 \$	5
Sainte-Mélanie	873 562 \$	7
Saint-Esprit	695 875 \$	6
Saint-Félix-de-Valois	1 438 981 \$	12
Saint-Gabriel	869 588 \$	7
Saint-Gabriel-de-Brandon	867 696 \$	7
Saint-Ignace-de-Loyola	711 013 \$	6
Saint-Jacques	1 045 193 \$	8
Saint-Jean-de-Matha	1 143 214 \$	9
Saint-Liguori	704 579 \$	6
Saint-Lin--Laurentides	3 620 400 \$	29
Saint-Michel-des-Saints	844 231 \$	7
Saint-Norbert	539 760 \$	4
Saint-Paul	1 113 127 \$	9
Saint-Pierre	395 567 \$	3
Saint-Roch-de-l'Achigan	1 218 717 \$	10
Saint-Roch-Ouest	392 161 \$	3
Saint-Sulpice	971 961 \$	8
Saint-Thomas	883 212 \$	7
Saint-Zénon	596 340 \$	5
Terrebonne	23 764 064 \$	190
Total	116 435 392 \$	931
Laurentides		
Amherst	603 909 \$	5
Arundel	455 742 \$	4
Barkmere	354 693 \$	3
Blainville	11 783 437 \$	94
Boisbriand	6 438 037 \$	52
Bois-des-Filion	2 143 760 \$	17
Brébeuf	524 054 \$	4
Brownsburg-Chatham	1 636 421 \$	13
Chute-Saint-Philippe	504 752 \$	4
Deux-Montagnes	4 213 180 \$	34
Estérel	385 916 \$	3
Ferme-Neuve	907 812 \$	7
Gore	635 510 \$	5
Grenville	602 774 \$	5
Grenville-sur-la-Rouge	856 153 \$	7
Harrington	486 019 \$	4
Huberdeau	522 351 \$	4
Ivry-sur-le-Lac	412 030 \$	3
Kiamika	483 180 \$	4
La Conception	583 283 \$	5
La Macaza	522 729 \$	4
La Minerve	590 474 \$	5
Labelle	767 971 \$	6
Lac-des-Écorces	887 565 \$	7
Lac-des-Seize-Îles	367 750 \$	3
Lac-du-Cerf	421 302 \$	3
Lachute	2 869 529 \$	23
Lac-Saguay	432 088 \$	3
Lac-Saint-Paul	444 010 \$	4
Lac-Supérieur	666 544 \$	5
Lac-Tremblant-Nord	342 961 \$	3
Lantier	491 696 \$	4
L'Ascension	507 780 \$	4
Lorraine	2 338 296 \$	19
Mille-Isles	615 263 \$	5
Mirabel	8 794 193 \$	70
Montcalm	459 716 \$	4

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Mont-Laurier	3 232 776 \$	26
Mont-Saint-Michel	458 391 \$	4
Mont-Tremblant	2 186 480 \$	17
Morin-Heights	1 014 349 \$	8
Nominingue	778 568 \$	6
Notre-Dame-de-Pontmain	471 826 \$	4
Notre-Dame-du-Laus	634 943 \$	5
Oka	1 232 909 \$	10
Piedmont	799 573 \$	6
Pointe-Calumet	1 652 592 \$	13
Prévost	2 525 591 \$	20
Rivière-Rouge	1 198 848 \$	10
Rosemère	3 447 586 \$	28
Saint-Adolphe-d'Howard	1 038 192 \$	8
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	489 614 \$	4
Saint-André-d'Argenteuil	932 601 \$	7
Saint-Colomban	2 648 443 \$	21
Sainte-Adèle	2 650 374 \$	21
Sainte-Agathe-des-Monts	2 338 054 \$	19
Sainte-Anne-des-Lacs	932 223 \$	7
Sainte-Anne-des-Plaines	3 237 120 \$	26
Sainte-Anne-du-Lac	452 714 \$	4
Sainte-Lucie-des-Laurentides	568 334 \$	5
Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	818 685 \$	7
Sainte-Marthe-sur-le-Lac	2 917 801 \$	23
Sainte-Sophie	2 645 788 \$	21
Sainte-Thérèse	6 188 953 \$	50
Saint-Eustache	10 321 036 \$	83
Saint-Faustin--Lac-Carré	919 355 \$	7
Saint-Hippolyte	1 794 029 \$	14
Saint-Jérôme	15 749 947 \$	126
Saint-Joseph-du-Lac	1 306 141 \$	10
Saint-Placide	648 756 \$	5
Saint-Sauveur	2 246 338 \$	18
Val-David	1 148 891 \$	9
Val-des-Lacs	483 748 \$	4
Val-Morin	870 345 \$	7
Wentworth	433 980 \$	3
Wentworth-Nord	597 854 \$	5
Total	140 066 628 \$	1 121
Laval		
Laval	91 072 852 \$	729
Total	91 072 852 \$	729
Mauricie		
Batiscan	520 080 \$	4
Champlain	638 538 \$	5
Charette	509 483 \$	4
Grandes-Piles	405 974 \$	3
Hérouxville	570 983 \$	5
La Bostonnais	455 742 \$	4
La Tuque	2 838 152 \$	23
Lac-aux-Sables	586 121 \$	5
Lac-Édouard	368 696 \$	3
Louiseville	1 805 131 \$	14
Maskinongé	765 133 \$	6
Notre-Dame-de-Montauban	500 968 \$	4
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	1 340 960 \$	11
Saint-Adelphe	524 054 \$	4
Saint-Alexis-des-Monts	939 792 \$	8
Saint-Barnabé	574 957 \$	5
Saint-Boniface	1 143 971 \$	9
Sainte-Angèle-de-Prémont	469 745 \$	4
Sainte-Anne-de-la-Pérade	717 636 \$	6
Saint-Édouard-de-Maskinongé	489 046 \$	4
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	529 731 \$	4
Saint-Élie-de-Caxton	658 218 \$	5
Sainte-Thècle	808 277 \$	6

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Saint-Étienne-des-Grès	1 099 692 \$	9
Sainte-Ursule	605 801 \$	5
Saint-Justin	539 003 \$	4
Saint-Léon-le-Grand	520 269 \$	4
Saint-Luc-de-Vincennes	438 522 \$	4
Saint-Mathieu-du-Parc	596 718 \$	5
Saint-Maurice	795 220 \$	6
Saint-Narcisse	686 602 \$	5
Saint-Paulin	644 783 \$	5
Saint-Prosper-de-Champlain	437 197 \$	3
Saint-Roch-de-Mékinac	400 865 \$	3
Saint-Sévère	400 108 \$	3
Saint-Séverin	503 239 \$	4
Saint-Stanislas	532 380 \$	4
Saint-Tite	1 060 710 \$	8
Shawinigan	12 586 683 \$	101
Trois-Rives	416 004 \$	3
Trois-Rivières	30 913 872 \$	247
Yamachiche	861 072 \$	7
Total	72 200 128 \$	578
Montérégie		
Abercorn	405 974 \$	3
Acton Vale	1 801 270 \$	14
Ange-Gardien	724 259 \$	6
Beauharnois	2 908 871 \$	23
Bedford	839 311 \$	7
Bedford	479 396 \$	4
Beloil	4 693 728 \$	38
Béthanie	400 487 \$	3
Bolton-Ouest	474 476 \$	4
Boucherville	9 582 957 \$	77
Brigham	799 573 \$	6
Brome	390 079 \$	3
Bromont	1 549 302 \$	12
Brossard	17 629 176 \$	141
Calixa-Lavallée	439 657 \$	4
Candiac	4 060 882 \$	32
Carignan	1 893 711 \$	15
Chambly	5 663 030 \$	45
Châteauguay	10 463 680 \$	84
Contrecoeur	1 440 873 \$	12
Coteau-du-Lac	1 591 769 \$	13
Cowansville	2 968 004 \$	24
Delson	1 836 508 \$	15
Dundee	419 220 \$	3
Dunham	988 046 \$	8
East Farnham	436 062 \$	3
Elgin	420 924 \$	3
Farnham	1 908 675 \$	15
Franklin	648 756 \$	5
Frelighsburg	532 758 \$	4
Godmanchester	609 586 \$	5
Granby	14 532 286 \$	116
Havelock	484 505 \$	4
Hemmingford	679 979 \$	5
Hemmingford	484 126 \$	4
Henryville	633 618 \$	5
Hinchinbrooke	789 733 \$	6
Howick	453 471 \$	4
Hudson	1 335 851 \$	11
Huntingdon	818 307 \$	7
La Prairie	5 409 360 \$	43
La Présentation	763 998 \$	6
Lac-Brome	1 400 756 \$	11
Lacolle	822 659 \$	7
Léry	788 030 \$	6
Les Cèdres	1 446 172 \$	12
Les Coteaux	1 079 065 \$	9

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
L'Île-Cadieux	364 722 \$	3
L'Île-Perrot	2 437 012 \$	19
Longueuil	55 741 851 \$	446
Marieville	1 869 816 \$	15
Massueville	433 602 \$	3
McMasterville	1 378 238 \$	11
Mercier	2 505 075 \$	20
Mont-Saint-Grégoire	890 214 \$	7
Mont-Saint-Hilaire	3 904 481 \$	31
Napierville	997 129 \$	8
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	2 477 319 \$	20
Notre-Dame-de-Stanbridge	476 936 \$	4
Noyan	596 907 \$	5
Ormstown	1 023 621 \$	8
Otterburn Park	2 063 628 \$	17
Pike River	440 603 \$	4
Pincourt	2 842 497 \$	23
Pointe-des-Cascades	551 492 \$	4
Pointe-Fortune	433 034 \$	3
Richelieu	1 335 472 \$	11
Rigaud	1 703 278 \$	14
Rivière-Beaudette	678 087 \$	5
Rougemont	834 580 \$	7
Roxton	531 245 \$	4
Roxton Falls	592 177 \$	5
Roxton Pond	1 034 029 \$	8
Saint-Aimé	435 683 \$	3
Saint-Alexandre	786 137 \$	6
Saint-Alphonse-de-Granby	911 786 \$	7
Saint-Amable	2 167 413 \$	17
Saint-Anicet	848 583 \$	7
Saint-Antoine-sur-Richelieu	644 593 \$	5
Saint-Armand	562 657 \$	5
Saint-Barnabé-Sud	500 968 \$	4
Saint-Basile-le-Grand	3 883 000 \$	31
Saint-Bernard-de-Lacolle	630 969 \$	5
Saint-Bernard-de-Michaudville	431 899 \$	3
Saint-Blaise-sur-Richelieu	715 365 \$	6
Saint-Bruno-de-Montarville	5 948 559 \$	48
Saint-Césaire	1 331 309 \$	11
Saint-Charles-sur-Richelieu	667 869 \$	5
Saint-Chrysostome	828 714 \$	7
Saint-Clet	665 787 \$	5
Saint-Constant	5 901 735 \$	47
Saint-Cyprien-de-Napierville	646 486 \$	5
Saint-Damase	820 010 \$	7
Saint-David	491 885 \$	4
Saint-Denis-sur-Richelieu	762 862 \$	6
Saint-Dominique	746 778 \$	6
Sainte-Angèle-de-Monnoir	643 458 \$	5
Sainte-Anne-de-Sabrevois	698 902 \$	6
Sainte-Anne-de-Sorel	868 642 \$	7
Sainte-Barbe	614 127 \$	5
Sainte-Brigide-d'Iberville	578 741 \$	5
Sainte-Catherine	3 935 616 \$	31
Sainte-Cécile-de-Milton	720 475 \$	6
Sainte-Christine	481 288 \$	4
Sainte-Clotilde	641 755 \$	5
Saint-Édouard	571 361 \$	5
Sainte-Hélène-de-Bagot	612 992 \$	5
Sainte-Julie	7 134 843 \$	57
Sainte-Justine-de-Newton	517 242 \$	4
Sainte-Madeleine	762 105 \$	6
Sainte-Marie-Madeleine	858 991 \$	7
Sainte-Marthe	543 355 \$	4
Sainte-Martine	1 178 222 \$	9
Sainte-Sabine	540 517 \$	4
Saint-Étienne-de-Beauharnois	485 640 \$	4

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Sainte-Victoire-de-Sorel	802 600 \$	6
Saint-Georges-de-Clarenceville	549 978 \$	4
Saint-Gérard-Majella	381 753 \$	3
Saint-Hugues	593 312 \$	5
Saint-Hyacinthe	12 652 574 \$	101
Saint-Ignace-de-Stanbridge	458 391 \$	4
Saint-Isidore	809 413 \$	6
Saint-Jacques-le-Mineur	657 272 \$	5
Saint-Jean-Baptiste	915 949 \$	7
Saint-Jean-sur-Richelieu	21 627 546 \$	173
Saint-Joachim-de-Shefford	547 140 \$	4
Saint-Joseph-de-Sorel	654 055 \$	5
Saint-Jude	560 575 \$	4
Saint-Lambert	5 212 893 \$	42
Saint-Lazare	4 298 380 \$	34
Saint-Liboire	889 646 \$	7
Saint-Louis	474 097 \$	4
Saint-Louis-de-Gonzague	613 749 \$	5
Saint-Marcel-de-Richelieu	447 794 \$	4
Saint-Marc-sur-Richelieu	697 010 \$	6
Saint-Mathias-sur-Richelieu	1 199 794 \$	10
Saint-Mathieu	696 064 \$	6
Saint-Mathieu-de-Beloeil	787 651 \$	6
Saint-Michel	848 205 \$	7
Saint-Nazaire-d'Acton	500 211 \$	4
Saint-Ours	660 678 \$	5
Saint-Patrice-de-Sherrington	704 201 \$	6
Saint-Paul-d'Abbotsford	874 129 \$	7
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	707 607 \$	6
Saint-Philippe	1 338 878 \$	11
Saint-Pie	1 303 114 \$	10
Saint-Polycarpe	658 596 \$	5
Saint-Rémi	1 541 544 \$	12
Saint-Robert	670 707 \$	5
Saint-Roch-de-Richelieu	700 605 \$	6
Saint-Sébastien	463 500 \$	4
Saint-Simon	572 875 \$	5
Saint-Stanislas-de-Kostka	653 109 \$	5
Saint-Télesphore	482 991 \$	4
Saint-Théodore-d'Acton	630 023 \$	5
Saint-Urbain-Premier	548 843 \$	4
Saint-Valentin	430 953 \$	3
Saint-Valérien-de-Milton	657 650 \$	5
Saint-Zotique	1 391 295 \$	11
Salaberry-de-Valleyfield	9 661 158 \$	77
Shefford	1 571 254 \$	13
Sorel-Tracy	8 280 579 \$	66
Stanbridge East	499 643 \$	4
Stanbridge Station	396 702 \$	3
Sutton	1 060 710 \$	8
Terrasse-Vaudreuil	708 932 \$	6
Très-Saint-Rédempteur	480 531 \$	4
Très-Saint-Sacrement	568 144 \$	5
Upton	713 095 \$	6
Varennes	5 111 039 \$	41
Vaudreuil-Dorion	6 596 369 \$	53
Vaudreuil-sur-le-Lac	598 232 \$	5
Venise-en-Québec	588 203 \$	5
Verchères	1 342 095 \$	11
Warden	409 380 \$	3
Waterloo	1 109 721 \$	9
Yamaska	643 836 \$	5
Total	365 986 253 \$	2 928
Montréal		
Baie-D'Urfé	1 084 932 \$	9
Beaconsfield	4 626 388 \$	37
Côte-Saint-Luc	7 592 703 \$	61
Dollard-Des Ormeaux	11 930 425 \$	95

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Dorval	4 401 924 \$	35
Hampstead	1 723 310 \$	14
Kirkland	4 998 324 \$	40
Montréal	395 966 768 \$	3 168
Montréal-Est	1 061 467 \$	8
Montréal-Ouest	1 321 280 \$	11
Mont-Royal	4 587 530 \$	37
Pointe-Claire	7 326 241 \$	59
Sainte-Anne-de-Bellevue	1 356 477 \$	11
Senneville	519 512 \$	4
Westmount	4 959 465 \$	40
Total	453 456 746 \$	3 628
Nord-du-Québec		
Administration régionale Kativik	6 843 621 \$	55
Chapais	651 973 \$	5
Chibougamau	1 857 507 \$	15
Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James	718 582 \$	6
Lebel-sur-Quévillon	855 774 \$	7
Matagami	626 238 \$	5
Total	11 553 695 \$	92
Outaouais		
Alleyr-et-Cawood	381 753 \$	3
Aumond	490 939 \$	4
Blue Sea	457 256 \$	4
Boileau	434 737 \$	3
Bois-Franc	422 248 \$	3
Bouchette	475 800 \$	4
Bowman	462 743 \$	4
Bristol	571 929 \$	5
Bryson	454 606 \$	4
Campbell's Bay	474 476 \$	4
Cantley	2 036 113 \$	16
Cayamant	493 209 \$	4
Chelsea	1 645 110 \$	13
Chénéville	486 397 \$	4
Chichester	411 651 \$	3
Clarendon	572 875 \$	5
Déléage	703 633 \$	6
Denholm	452 146 \$	4
Duhamel	425 087 \$	3
Egan-Sud	437 954 \$	4
Fassett	428 493 \$	3
Fort-Coulonge	621 129 \$	5
Gatineau	59 649 469 \$	477
Gracefield	799 573 \$	6
Grand-Remous	568 334 \$	5
Kazabazua	504 752 \$	4
La Pêche	1 836 508 \$	15
Lac-des-Plages	413 354 \$	3
Lac-Sainte-Marie	461 419 \$	4
Lac-Simon	504 563 \$	4
L'Ange-Gardien	1 183 142 \$	9
L'Île-du-Grand-Calumet	489 046 \$	4
L'Isle-aux-Allumettes	606 937 \$	5
Litchfield	428 682 \$	3
Lochaber	435 116 \$	3
Lochaber-Partie-Ouest	436 440 \$	3
Low	512 132 \$	4
Maniwaki	1 100 070 \$	9
Mansfield-et-Pontefract	724 070 \$	6
Mayo	449 497 \$	4
Messines	642 512 \$	5
Montcerf-Lytton	475 422 \$	4
Montebello	526 703 \$	4
Montpellier	520 080 \$	4
Mulgrave-et-Derry	413 354 \$	3
Namur	430 953 \$	3

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Notre-Dame-de-Bonsecours	389 701 \$	3
Notre-Dame-de-la-Paix	477 503 \$	4
Notre-Dame-de-la-Salette	485 829 \$	4
Otter Lake	521 215 \$	4
Papineauville	747 724 \$	6
Plaisance	531 055 \$	4
Pontiac	1 355 530 \$	11
Portage-du-Fort	393 864 \$	3
Rapides-des-Joachims	371 156 \$	3
Ripon	621 507 \$	5
Saint-André-Avellin	990 317 \$	8
Saint-Émile-de-Suffolk	439 279 \$	4
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	397 837 \$	3
Saint-Sixte	425 654 \$	3
Shawville	633 050 \$	5
Sheenboro	370 967 \$	3
Thorne	415 057 \$	3
Thurso	770 431 \$	6
Val-des-Bois	500 022 \$	4
Val-des-Monts	2 383 671 \$	19
Waltham	405 974 \$	3
Total	101 079 755 \$	809
Saguenay - Lac-Saint-Jean		
Albanel	779 136 \$	6
Alma	7 273 142 \$	58
Bégin	504 563 \$	4
Chambord	663 327 \$	5
Desbiens	542 977 \$	4
Dolbeau-Mistassini	3 493 445 \$	28
Ferland-et-Boilleau	453 093 \$	4
Girardville	560 954 \$	4
Hébertville	797 491 \$	6
Hébertville-Station	574 768 \$	5
La Doré	611 667 \$	5
Labrecque	589 338 \$	5
Lac-Bouchette	584 607 \$	5
Lamarche	449 119 \$	4
L'Anse-Saint-Jean	542 788 \$	4
Larouche	568 144 \$	5
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	719 718 \$	6
Maria-Chapdelaine	374 562 \$	3
Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	1 128 454 \$	9
Normandin	942 441 \$	8
Notre-Dame-de-Lorette	372 102 \$	3
Péribonka	441 928 \$	4
Petit-Saguenay	484 883 \$	4
Rivière-Éternité	444 010 \$	4
Roberval	2 537 176 \$	20
Saguenay	34 950 376 \$	280
Saint-Ambroise	1 009 618 \$	8
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	425 465 \$	3
Saint-Augustin	412 408 \$	3
Saint-Bruno	790 679 \$	6
Saint-Charles-de-Bourget	462 743 \$	4
Saint-David-de-Falardeau	833 634 \$	7
Saint-Edmond-les-Plaines	424 140 \$	3
Sainte-Hedwidge	493 209 \$	4
Sainte-Jeanne-d'Arc	554 520 \$	4
Sainte-Monique	510 051 \$	4
Sainte-Rose-du-Nord	424 897 \$	3
Saint-Eugène-d'Argentenay	448 362 \$	4
Saint-Félicien	2 561 071 \$	20
Saint-Félix-d'Otis	527 460 \$	4
Saint-François-de-Sales	482 991 \$	4
Saint-Fulgence	723 881 \$	6
Saint-Gédéon	707 229 \$	6
Saint-Henri-de-Taillon	477 882 \$	4
Saint-Honoré	1 258 077 \$	10

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013

Municipalité	Somme totale allouée	Prévision du nombre d'emplois créés
Saint-Ludger-de-Milot	478 828 \$	4
Saint-Nazaire	693 604 \$	6
Saint-Prime	844 988 \$	7
Saint-Stanislas	403 136 \$	3
Saint-Thomas-Didyme	476 368 \$	4
	77 809 450 \$	622
Enveloppe totale	2 102 841 356 \$	16 823

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 34

Nombre de rencontres de la Table Québec-Municipalités en 2018-2019. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2019-2020.

2018-2019 :

La Déclaration sur la reconnaissance des municipalités comme gouvernements de proximité, signée le 6 décembre 2016, prévoit que le premier ministre présidera une rencontre de la Table Québec-municipalités par année portant sur les priorités politiques du gouvernement et les grands enjeux concernant le milieu municipal. Cette rencontre s'est tenue le 29 mai 2018.

2019-2020 :

Il est envisagé de tenir une rencontre à l'automne de 2019.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 35

Nombre de rencontres de la Table Québec-Régions en 2018-2019. Indiquer les dates et lieux. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2019-2020.

Aucune rencontre n'a eu lieu en 2018-2019 et aucune rencontre n'est prévue pour 2019-2020.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 36

État de situation détaillé concernant la diversification des sources de revenus pour les municipalités. Copie des scénarios, analyses ou comptes rendus produits par le ministère en 2018-2019 à ce sujet. Actions à venir pour 2019-2020.

Transferts financiers du gouvernement du Québec au bénéfice des organismes municipaux

Au cours des dernières années, les représentants des municipalités ont demandé, à plusieurs reprises, que le gouvernement élargisse leurs accès à des sources de revenus autres que l'impôt foncier, et ce, même si plusieurs municipalités n'utilisent pas l'ensemble des pouvoirs fiscaux que leur confère la Loi sur la fiscalité municipale ou les nouveaux outils fiscaux qui ont été mis à leur disposition suite à l'adoption, en juin 2017, du projet de loi n°122 sur les gouvernements de proximité.

Les demandes de diversification des municipalités visent le plus souvent le partage des champs fiscaux occupés par le gouvernement du Québec ou une augmentation des transferts à leur égard. Or, les transferts qui sont accordés aux organismes municipaux par le gouvernement du Québec sont substantiels; ils ont atteint 3,7 G\$ en 2017-2018 (annexe).

(en M\$)	<u>2017-2018</u>	<u>2016-2017</u>
Mesures à caractère fiscal et quasi fiscal	697,1	632,9
Transferts inconditionnels	664,7	649,2
Transferts conditionnels		
Fonctionnement	1 083,7	777,3
Investissement	1 281,3	905,2
total	3 726,8	2 964,6

Par ailleurs, en adoptant en juin 2017 le projet de loi n°122 sur les gouvernements de proximité, le gouvernement a accordé aux municipalités de nouveaux pouvoirs de diversification de leurs revenus, dont :

- un pouvoir d'exiger des redevances réglementaires (municipalités locales et agglomérations);
- un pouvoir général de taxation (municipalités locales);
- la révision des règles de fixation des taux de la taxe foncière permettant aux municipalités de déterminer jusqu'à cinq catégories d'immeubles non résidentiels (incluant les immeubles industriels), un plafond distinct et légèrement plus élevé pour les immeubles industriels, le rehaussement du plafond de taxation pour les terrains vagues desservis et le pouvoir de fixer des taux de taxes foncières variant selon des strates de valeur pour les immeubles non résidentiels;
- le pouvoir de fixer des droits de mutation pour la tranche des transactions excédant 500 000 \$.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 36

État de situation détaillé concernant la diversification des sources de revenus pour les municipalités. Copie des scénarios, analyses ou comptes rendus produits par le ministère en 2018-2019 à ce sujet. Actions à venir pour 2019-2020.

- **Entente Réflexe Montréal :**

L'Entente-cadre Réflexe-Montréal, signée le 8 décembre 2016, engage le gouvernement à remplacer certaines subventions spécifiques à la Ville de Montréal par un transfert inconditionnel annuel totalisant 83 M\$ qui sera ajusté annuellement selon un indicateur de l'activité économique.

- 83 M\$ a été octroyé par le décret 736-2017 du 4 juillet 2017 pour l'année 2017;
- 86,5 M\$ a été octroyé à la Ville par le décret 1295-2017 du 20 décembre 2017 pour l'année 2018;
- 88,6 M\$ est prévu pour l'année 2019.

- **Budget du Québec 2017-2018 :**

Le Budget 2017-2018 a prévu :

- la création du Fonds d'aide au rayonnement des régions (FARR) doté de 30 M\$ en 2017-2018, 45 M\$ en 2018-2019, 60 M\$ en 2019-2020, 75 M\$ en 2020-2021, 100 M\$ en 2021-2022.
 - Le FARR est un programme d'aide financière mis à la disposition des régions, à l'exception de celles de Montréal et de la Capitale-Nationale pour qui d'autres fonds sont prévus, afin d'investir dans des projets mobilisateurs ayant un rayonnement régional. Bien qu'il n'ait pas de clause distinctive permettant d'appuyer les municipalités, les projets sont choisis et priorisés par un comité régional de sélection en fonction des priorités de développement propres à chaque région.
 - La réponse à la demande de renseignements particuliers n° 20 du troisième groupe d'opposition présente la répartition des sommes par région.
- Des sommes additionnelles de 8 M\$ en 2017-2018 pour la reconnaissance du statut de capitale nationale de la Ville de Québec (10 M\$ en 2018-2019, 12 M\$ en 2019-2020, 14 M\$ en 2020-2021, 18 M\$ en 2021-2022).
- Un appui financier de 10 M\$ en 2017-2018 pour la reconnaissance du statut de métropole de la Ville de Montréal (20 M\$ en 2018-2019, 30 M\$ en 2019-2020, 40 M\$ en 2020-2021, 50 M\$ en 2021-2022).

- **Budget du Québec 2018-2019 :**

Le Budget 2018-2019 a prévu :

- Le versement, à l'ensemble des municipalités, d'une aide de 10 M\$ par année au cours des exercices financiers 2018-2019 et 2019-2020 pour les aider à faire face à leurs dépenses additionnelles occasionnées par la légalisation du cannabis. Le montant total de 20 M\$ a été versé en 2018-2019.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 36

État de situation détaillé concernant la diversification des sources de revenus pour les municipalités. Copie des scénarios, analyses ou comptes rendus produits par le ministère en 2018-2019 à ce sujet. Actions à venir pour 2019-2020.

- Une aide financière de 20 M\$ pour la réalisation d'activités prévues au *Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations* et plus particulièrement pour la conception et l'actualisation des plans d'urgences des municipalités. Ainsi, une aide financière de 20 M\$ a été attribuée par le MAMH en mars 2018 à l'Agence municipale de financement et de développement des centres d'appel d'urgence 9-1-1 pour qu'elle mette en place un programme d'aide à l'attention des municipalités.
- Une bonification des investissements pour le réseau routier local de 100 M\$ sur 5 ans, afin de répondre à la croissance des besoins du milieu municipal (mesure MTQ).
- L'octroi de 10 M\$ sur 5 ans pour le financement additionnel des programmes *Municipalité amie des aînés* et *Québec ami des aînés* (mesure du ministère de la Famille).
- L'octroi d'une aide de 16,2 M\$ afin d'appuyer les MRC dans l'élaboration des plans régionaux en matière de gestion des milieux humides et hydriques (mesure MELCC).
- Une aide financière de 75 M\$ pour la réhabilitation de terrains contaminés situés sur le territoire de la ville de Montréal (mesure MELCC et ministre responsable de la région de Montréal).
- Une aide financière totalisant 23,5 M\$ à la Ville de Québec pour compléter la décontamination des sols et la construction d'une passerelle cyclopiétonne entre l'écoquartier de la Pointe-aux-Lièvres et le quartier Limoilou (mesure MAMH).
- Une aide financière de 13,7 M\$ pour aider les municipalités à assurer l'entretien adéquat de leurs barrages. Pour ce faire, des crédits additionnels de 0,8 M\$ en 2018-2019, de 2,2 M\$ en 2019-2020, de 3 M\$ en 2020-2021, de 3,3 M\$ en 2021-2022 et de 4,4 M\$ en 2022-2023 seront octroyés au MELCC.

- **Fonds de développement des territoires** (engagement 1.7 de l'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019) (mesure MAMH) :

L'enveloppe du Fonds, maintenue à 100 M\$ en 2017, a été majorée à 105 M\$ en 2018 et le sera à 115 M\$ en 2019.

Transferts financiers du gouvernement du Québec au bénéfice des organismes municipaux

Année financière 2017-2018



MARS 2019

Sommaire des transferts aux organismes municipaux

(en milliers de dollars)

Transferts par entité

(en milliers de dollars)

	2017-2018	2016-2017
Mesures à caractère fiscal et quasi fiscal	697 070	632 893
Distribution par entité		
Ministères	1 532 415	1 235 729
Fonds spéciaux	1 301 798	867 568
Organismes non budgétaires	195 430	228 397
Total des transferts	3 726 713	2 964 588

Transferts par catégorie

(en milliers de dollars)

	2017-2018	2016-2017
Mesures à caractère fiscal et quasi fiscal	697 070	632 893
Transferts Inconditionnels	664 681	649 233
Transferts conditionnels		
Fonctionnement	1 083 659	777 279
Investissement - Service de dette	934 438	777 758
Investissement - Comptant	346 865	127 424
Total des transferts conditionnels	2 364 962	1 682 461
Total des transferts	3 726 713	2 964 588

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 37

Scénarios, analyses ou notes concernant le transfert d'un montant équivalant à 1 point de pourcentage de la Taxe de vente du Québec aux municipalités.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 38

Liste de tous les comités interministériels impliquant le ministère, ses organismes ou agences et d'autres partenaires, leurs mandats, le nombre de rencontres, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Mandats	Membres
Bureau régional de coordination gouvernementale de la CAR Côte-Nord	Assurer la concertation et la coordination interministérielle en région en vue de promouvoir une vision intégrée et cohérente de l'action gouvernementale sur son territoire.	MAMH, MAPAQ, MCC, MEI, MELCC, MERN, MSP, MTESS, MTQ, SPN, HQ
Comité ad hoc sur les enjeux de ressources humaines au sein de la fonction publique du Nord-du-Québec	<ul style="list-style-type: none"> Documenter les enjeux de recrutement et de rétention des ressources humaines pour les M/O du Nord-du-Québec; Mettre en place des stratégies répondant aux enjeux identifiés. 	MAMH, MTESS, SPN, MERN, MTQ, MFFP
Comité affaires autochtones de la CAR du Nord-du-Québec	Développer une communauté de pratique pour mettre en valeur l'expertise des ministères du Nord-du-Québec en matière d'affaires autochtones.	MAMH, MAPAQ, SAA, SPN, MCC, MELCC, MERN, MFFP, MSSS, MSP, MTQ, MEI, SDBJ, MEES, Tourisme Québec, MTESS, MFQ
Comité aménagement de la CAR (un par région)	Favoriser l'échange d'informations, la concertation et l'harmonisation des actions des M/O dans les régions, et ce, dans le cadre de la mise en œuvre de politiques, de stratégies ou autres actions gouvernementales ayant des incidences en matière d'aménagement du territoire.	MAMH, MELCC, MTQ, MAPAQ, MSP, MEI, MFFP, MERN, MCC, CIUSSS, HQ
Comité conjoint pour la revitalisation de l'Est de Montréal	Faciliter la réalisation et assurer le suivi des engagements pris dans le cadre de la Déclaration du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal pour la revitalisation de l'Est de Montréal signée le 14 décembre 2018. Comité à deux niveaux : comité directeur (politique) et comité de suivi (administratif).	MAMH, MEI, MTQ et Ville de Montréal. Autres ministères et organismes invités selon les sujets.
Comité consultatif sur les finances municipales (CCFM)	Comité permanent où sont abordées diverses questions et problématiques relatives à la présentation de l'information financière municipale et à différents aspects des finances municipales. Ce comité chapeaute le Groupe de travail sur la présentation de l'information financière. Il se réunit à raison de 3 fois par année.	OCPAQ, COMAQ, ADMQ, ADGMQ, AGFMQ, AVGMQ, UMQ, FQM, ADGMRCQ, MAMH

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l’opposition officielle

Demande n° 38

Liste de tous les comités interministériels impliquant le ministère, ses organismes ou agences et d’autres partenaires, leurs mandats, le nombre de rencontres, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Mandats	Membres
Comité de liaison pour la cartographie des zones inondables (7 régions, excluant Montréal : Mauricie, Communauté métropolitaine de Québec, Estrie, Outaouais, Gaspésie, Chaudière-Appalaches, Montérégie)	<ul style="list-style-type: none"> Déterminer une nouvelle cartographie de la zone inondable à être intégrée dans les schémas d’aménagement des MRC concernées; Formation et accompagnement des MRC et municipalités dans la mise en œuvre de la nouvelle cartographie; Élaborer un plan de communication et une trousse d’information pour les personnes concernées. 	MAMH, MELCC, MSP, MFFP, MERN, MRC concernées
Comité de gestion de l’entente Canada-Québec concernant le Fonds pour les petites collectivités	Assurer le suivi de l'entente.	MAMH, Infrastructure Canada
Comité de gestion de l’entente Canada-Québec sur les volets Collectivités et Grandes Villes du Fonds Chantiers Canada-Québec	Assurer le suivi de l'entente.	MAMH, Infrastructure Canada
Comité de gestion des ententes Canada-Québec sur le volet Grands Projets du Fonds Chantiers Canada	Assurer le suivi de l'entente.	MAMH, Infrastructure Canada
Comité de gestion de l’entente Canada-Québec concernant le Fonds pour l’eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU)	Assurer le suivi de l'entente.	MAMH, Infrastructure Canada
Comité de sélection des projets du programme de soutien aux municipalités dans la mise en place d'infrastructures de gestion durable des eaux de pluie à la source.	Évaluer les projets déposés au programme de soutien aux municipalités dans la mise en place d'infrastructures de gestion durable des eaux de pluie à la source et convenir du choix des projets à retenir.	MAMH, MELCC, expert externe

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l’opposition officielle

Demande n° 38	Liste de tous les comités interministériels impliquant le ministère, ses organismes ou agences et d’autres partenaires, leurs mandats, le nombre de rencontres, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
---------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Nom	Mandats	Membres
Comité de travail sur l’allègement du fardeau administratif des municipalités	Soutenir les travaux du Réseau des répondants (SMA) pour assurer le suivi et la mise en œuvre du Plan d’action gouvernemental pour alléger le fardeau administratif des municipalités (PAGAFAM) et de la Politique gouvernementale de consultation et de simplification administrative à l’égard des municipalités.	Comité composé de 16 représentants (professionnels) de MO, dont MAMH, MTQ, MELCC, MERN
Comité des fonctionnaires de provinces et territoires pour les administrations locales (CFPT)	Mener des actions concertées entre les provinces et territoires à travers la table des sous-ministres, le conseil d’administration du CFPT et les groupes de travail provinciaux-territoriaux.	Les ministères des Affaires municipales des 10 provinces et des trois territoires canadiens
Comité développement social de la CAR des Laurentides	Assurer la réalisation des plans d’action gouvernementaux qui figurent à l’agenda commun dudit comité et de les arrimer aux priorités et aux initiatives du milieu.	MAMH, CISSS, DSP, MAPAQ, MCC, MÉES, MFA, MIDI, MJQ, MTQ, OPHQ et Services Québec
Comité interministériel sur le plan d’action collectif de Montréal-Nord – Priorité jeunesse	Favoriser la concertation des acteurs gouvernementaux concernés par le plan d’action collectif de Montréal-Nord – Priorité jeunesse	MAMH, Secrétariat à la jeunesse, MTESS, MIDI, MCC, MSP, arrondissement de Montréal-Nord, Ville de Montréal, Table de quartier Montréal-Nord en santé
Comité mixte de la Basse-Côte-Nord	Démarche régionale de concertation interministérielle avec le territoire de la MRC du Golfe-du-Saint-Laurent visant à supporter le milieu afin d’assurer l’OVT.	MAMH, CISSS, MEI, MEES, MJQ, SAA, SPN
Comité national de suivi des conventions d’aide financière pour la cartographie des zones inondables	Assurer la cohérence des différentes démarches de cartographie des zones inondables qui seront réalisées par différents organismes municipaux ayant obtenu une aide financière du MAMH.	MAMH, MSP, MELCC, MERN, MFFP
Comité permanent de liaison environnement-municipalités (COLEM)	Sous la présidence conjointe du MAMH et du MELCC, le COLEM est un forum d’échange entre le gouvernement et le milieu municipal sur les questions d’environnement. Composé de deux instances, il traite les dossiers de nature stratégique (COLEM d’orientation) et de nature technique (COLEM technique).	MAMH, MELCC, FQM, UMQ, Ville de Québec, Ville de Montréal

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 38	Liste de tous les comités interministériels impliquant le ministère, ses organismes ou agences et d'autres partenaires, leurs mandats, le nombre de rencontres, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
---------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Nom	Mandats	Membres
Comité Premières Nations au Saguenay- Lac-Saint-Jean	Partager de l'information sur des dossiers régionaux et de concertation sur les politiques, programmes et mesures des différents ministères et organismes y participant dont les objectifs se basent sur le partage des enjeux liés aux Premières Nations sur le territoire du Saguenay–Lac Saint-Jean, le partage de l'expertise développée dans chacun des ministères en lien avec les relations avec les Premières Nations et le partage de l'information en lien avec les demandes de consultation adressées aux Premières Nations; Il s'agit d'un comité de la CAR dont la coordination est assurée par le MAMH.	MAMH, MTQ, MFFP, MERN, CIUSSS, SAA, MTESS, MEI, MCC, MELCC
Comité spécial de la CAR Lanaudière Municipalité de Saint-Donat - Enjeux en matière de développement économique	À la demande du ministre responsable de la région, la CAR a été mandatée pour : <ul style="list-style-type: none"> • Mettre sur pied un comité spécial formé du MAMH et du MÉI, en concertation avec le ministère du Tourisme ainsi que les intervenants gouvernementaux et non gouvernementaux de la région; • Prendre acte de l'ensemble des enjeux de développement économique de la municipalité de Saint-Donat; • Produire un rapport proposant des pistes de solution auprès des instances gouvernementales. 	MAMH, MÉI, Tourisme Québec, MFFP ministre responsable de la région, MAPAQ, MTQ, SÉPAQ, Tourisme, MERN
Comité sur la planification des infrastructures scolaires	Le mandat du comité est, notamment, de documenter les problématiques et les enjeux liés à la planification des infrastructures scolaires et d'identifier les pistes de solution en vue de favoriser un meilleur arrimage entre les planifications municipales et scolaires.	MAMH, MEES, 5 Commissions scolaires de Montréal
Comité technique OVT de la Côte-Nord	Proposer une révision du fonctionnement de la CAR de la Côte-Nord afin de l'adapter aux nouvelles responsabilités identifiées au décret et assurer le suivi et la mise en œuvre du plan de travail de la CAR et du comité directeur OVT de la Côte-Nord	MAMH, CISSS, MAPAQ, MCC, MEI, MRC de Sept-Rivières
Comité technique sur la définition des besoins et le choix du mode d'octroi de contrats (Comité 1)	Le mandat du Comité 1 est d'analyser les différents obstacles à la définition des besoins pour les municipalités et de développer des outils pour les appuyer à cette étape du processus de gestion contractuelle, notamment pour leur permettre de choisir le mode d'octroi de contrat le plus optimal possible.	MAMH, ADMQ, ADGMQ, ADGMRCQ, COMAQ, Association des ingénieurs municipaux du Québec (AIMQ) UMQ (observateur), FQM (observateur).

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 38

Liste de tous les comités interministériels impliquant le ministère, ses organismes ou agences et d'autres partenaires, leurs mandats, le nombre de rencontres, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Mandats	Membres
Comité technique sur les appels d'offres publics (Comité 2)	Le mandat du Comité 2 est d'offrir un soutien aux municipalités en développant des outils sur les différentes étapes liés à un appel d'offres public (AOP) qui est une étape critique en matière de contrat public.	MAMH, ADMQ, ADGMQ, ADGMRCQ, COMAQ, Association des ingénieurs municipaux du Québec (AIMQ) UMQ (observateur), FQM (observateur).
Comité technique sur le suivi des contrats (pôle d'expertise en gestion contractuelle municipale) (Comité 3)	Le mandat du Comité 3 est d'établir les principaux problèmes en lien avec le suivi des contrats et cibler ceux sur lesquels porteront les travaux du comité technique. Établir la priorité des travaux du comité technique. Développer des outils, des guides, etc. pour appuyer les municipalités dans le suivi de leurs contrats.	FQM, UMQ, ADMQ, ADGMQ, ADGMRCQ, COMAQ, AIMQ
Comités de suivis des parcs régionaux	Assurer l'application des différentes dispositions prévues à l'entente générale pour l'exploitation du parc régional, l'harmonisation interministérielle nécessaire à l'application de l'entente et le suivi et l'évaluation des résultats de la mise en valeur des parcs régionaux en fonction des objectifs poursuivis.	MAMH, MERN, MFFP, MELCC, MRC
Comité-conseil sur l'allègement du fardeau administratif des municipalités	Fournir périodiquement des avis sur la nature et l'évolution du fardeau administratif des municipalités et proposer des pistes pour les alléger.	MAMH, ADGMQ, ADMQ, ADGMRCQ, COMAQ, UMQ, FQM
Conférence administrative régionale (une par région)	Favoriser la concertation entre les ministères et les organismes ou entreprises du gouvernement et la cohérence de leurs actions à l'échelle de la région, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires (OVT).	MAMH, CIUSSS, HQ, IQ, FADQ, MAPAQ, MCE-SAA, MCC, MELCC, MEI, MEES, MERN, MF, MFFP, MIDI, MJQ, MSP, Tourisme, MTQ, MTESS, OPHQ, ministres responsables de la région
Conseil de gestion de l'approche de coopération en réseau pour information géographique (ACRIGéo)	Assumer la gestion courante de la coopération interministérielle en vue de mettre en application les décisions de la Table gouvernementale de coopération en information géographique.	MAMH, MERN, MTQ, MSP, MELCC, SCT, DGEQ, MAPAQ, MEES

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 38

Liste de tous les comités interministériels impliquant le ministère, ses organismes ou agences et d'autres partenaires, leurs mandats, le nombre de rencontres, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Mandats	Membres
Groupes de réflexion et d'actions sur les priorités estriennes - GRAPE (4)	<ul style="list-style-type: none"> Définir annuellement un plan de travail sur les actions à réaliser au niveau régional en lien avec les priorités régionales; Documenter, en collaboration avec le milieu, les problématiques rencontrées dans la mise en œuvre des priorités régionales et identifier des pistes d'action; Rendre compte annuellement d'un bilan des travaux réalisés; S'assurer de faire connaître les problématiques « macros » aux entités centrales du gouvernement; Suivi des projets financés par le FARR. 	MAMH, MIDI, MERN, FADQ, MFFP, MEES, OPHQ, HQ, MSP, MF, MJQ, Services Québec, MEI, Tourisme, MELCC, MTQ, CIUSSE-CHUS, MAPAQ
Groupe de travail pour la mise en œuvre de l'Entente-cadre Réflexe Montréal — volet partage des infrastructures scolaires et municipales (renommé Comité de suivi de l'entente sur le partage des installations scolaires et municipales en 2019)	Examiner les moyens de favoriser une utilisation partagée des infrastructures et équipements scolaires et municipaux, et plus particulièrement faciliter les échanges entre la Ville de Montréal et les commissions scolaires présentes sur son territoire afin de convenir d'une entente-cadre sur le partage de ces infrastructures.	MEES, MAMH, Ville de Montréal, 5 Commissions scolaires de Montréal
Groupe de travail sur la présentation de l'information financière municipale	<p>Répondre aux interrogations soulevées par l'application des normes de CPA Canada.</p> <p>Consulter le milieu municipal dans l'amélioration et la mise aux normes des formulaires financiers pour les fins de reddition de comptes ainsi que dans l'élaboration des directives et de la documentation de support en matière de présentation de l'information financière et de gestion financière.</p> <p>Ce groupe de travail se réunit à raison de trois fois par année.</p>	OCPAQ, COMAQ, ADMQ, AGFMQ, ADGMRCQ, ADGMQ, AVGMQ, MAMH
Groupe de travail sur l'orientation gouvernementale en matière d'aménagement du territoire portant sur la conservation de la biodiversité	Élaborer le document d'orientation gouvernementale en aménagement du territoire portant sur la conservation de la biodiversité.	MELCC, MAMH, MERN, MCC, HQ, MSP, MAPAQ, MTMDDET, MFFP

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 38

Liste de tous les comités interministériels impliquant le ministère, ses organismes ou agences et d'autres partenaires, leurs mandats, le nombre de rencontres, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Mandats	Membres
Groupe de travail sur l'orientation gouvernementale en matière d'aménagement du territoire portant sur la gestion durable des forêts et de la faune	Élaborer le document d'orientation gouvernementale en matière d'aménagement du territoire (OGAT) portant sur la gestion durable des forêts et de la faune.	MAMH, MFFP, MAPAQ, MDDELCC, MTMDDET, MERN, MCC, HQ
Groupe de travail sur l'orientation gouvernementale en matière d'aménagement du territoire portant sur la gestion intégrée des ressources en eau	Élaborer le document d'orientation gouvernementale en aménagement du territoire portant sur la gestion intégrée des ressources en eau.	MELCC, MAMH, MERN, HQ, MSP, MAPAQ, MSSS, MTQ, MFFP, MTO
Groupe de travail sur l'orientation gouvernementale en matière d'aménagement du territoire portant sur l'aménagement harmonieux du territoire public	Élaborer le document d'orientation gouvernementale en matière d'aménagement du territoire portant sur l'aménagement harmonieux du territoire public.	MAMH, MERN, MELCC, MSSS, MTQ, MFFP, MAPAQ, MEES, MTO, MCC, HQ
Groupe de travail sur l'orientation gouvernementale en matière d'aménagement du territoire portant sur le développement durable des milieux de vie	Élaborer le document d'orientation gouvernementale en aménagement du territoire portant sur le développement durable des milieux de vie en y intégrant les thématiques suivantes : mobilité durable, santé et saines habitudes de vie, gestion de l'urbanisation, réduction des émissions de gaz à effet de serre, adaptation aux changements climatiques, sécurité des personnes et des biens, aménagement culturel du territoire et habitation.	MAMH, MELCC, MTQ, MSSS, MCC, MSP, MAPAQ, SHQ
Groupe de travail sur l'orientation gouvernementale en matière d'aménagement du territoire portant sur le territoire et les activités agricoles	Élaborer le document d'orientation gouvernementale en matière d'aménagement du territoire portant sur le territoire et les activités agricoles.	MAMH, MAPAQ, MSSS, MELCC, MERN, MTQ, MFFP, HQ
Groupe de travail sur l'orientation gouvernementale en matière d'aménagement du territoire portant sur les hydrocarbures	Élaborer le document d'orientation gouvernementale en matière d'aménagement du territoire portant sur les hydrocarbures.	MAMH, MERN, HQ, MAPAQ, MELCC, MFFP, MSSS, MSP, MTQ

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 38

Liste de tous les comités interministériels impliquant le ministère, ses organismes ou agences et d'autres partenaires, leurs mandats, le nombre de rencontres, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Mandats	Membres
Groupe de travail sur l'orientation gouvernementale en matière d'aménagement du territoire portant sur les installations d'Hydro-Québec	Élaborer le document d'orientation gouvernementale en matière d'aménagement du territoire portant sur les installations d'Hydro-Québec.	MAMH, MERN, HQ, MELCC, MSSS, MFFP, MTQ, MAPAQ, MCC
Réseau des répondants	Assurer un suivi et la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental pour alléger le fardeau administratif des municipalités (PAGAFAM) et de la Politique gouvernementale de consultation et de simplification administrative à l'égard des municipalités.	Composé des SMA de 18 MO
Sous-Conférence administrative (CAR) en santé publique	La sous-CAR favorise les partenariats et la collaboration entre les organisations publiques. Sous le thème <i>Inégalités sociales de santé et qualité de vie</i> , les membres identifient et mettent en œuvre des mesures pour apporter des réponses cohérentes, intersectorielles et concertées. La sous-CAR a aussi un rôle d'orientation, de mobilisation et de soutien dans la mise en œuvre de la Politique gouvernementale de prévention en santé et du Plan d'action régional intégré de santé publique de Montréal.	MAMH, MSSS, MAPAQ, MCC, MELCC, MEI, MEES, MERN, MF, MIDI, MFFP, MRIF, ARQ, MSP, MTQ, Tourisme, MTESS, OPHQ, SHQ Invités : Ville de Montréal et Association des municipalités de banlieue
Table de concertation Québec-métropole	Assurer la mise en œuvre du « Réflexe Montréal » et renforcer les relations de partenariat entre la Ville de Montréal et le gouvernement du Québec.	MAMH-SRM, Ville de Montréal, autres ministères et organismes invités selon les sujets
Table interministérielle des directeurs sur le renouvellement des orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire (OGAT)	Opérationnaliser les décisions prises par la table interministérielle des sous-ministres adjoints (TSMA) en vue du renouvellement des OGAT. À cette fin, la table des directeurs : <ul style="list-style-type: none"> Prend les mesures nécessaires pour respecter les priorités et décisions stratégiques prises par la TSMA; Convient des modalités des travaux requérant la collaboration de plusieurs ministères; Le cas échéant, fait des recommandations à la TSMA.	MAMH HQ, SHQ, SQI, MAPAQ, MCC, MELCC, MEI, MEES, MERN, MFFP, MSSS, MSP, MTO, MTQ

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 38	Liste de tous les comités interministériels impliquant le ministère, ses organismes ou agences et d'autres partenaires, leurs mandats, le nombre de rencontres, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.
---------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Nom	Mandats	Membres
Table interministérielle des sous-ministres adjoints sur le renouvellement des orientations gouvernementales en matière d'aménagement du territoire (TSMA)	Établir les priorités et prendre les décisions stratégiques; Valider les grandes lignes des documents d'orientation; Approuver, le cas échéant, les versions finales des documents préalablement à leur dépôt au Conseil des ministres; S'assurer du respect des échéanciers.	MAMH, HQ, SHQ, SQI, MAPAQ, MCC, MELCC, MEI, MEES, MERN, MFFP, MSSS, MSP, MTO, MTQ
Table d'accompagnement conseil en développement durable auprès des organismes municipaux (TACOM)	Mener des activités auprès des organismes municipaux pour qu'ils entreprennent ou poursuivent une démarche de développement durable (SGDD 2015-2020).	MAMH, MELCC, MAPAQ, MCC, MF, MRN, MSP, MTQ, RECYC- QUÉBEC, UMQ, FQM, Ville de Québec, Ville de Montréal, MSSS
Table d'échanges entre le MAMH et les services d'évaluation des neuf grandes villes du Québec	Le mandat de cette table d'échanges consiste à partager des façons de faire en évaluation; permettre aux participants d'exposer leurs préoccupations quant à la pratique de l'évaluation foncière; approfondir les discussions relatives aux interventions pouvant être requises pour les résoudre; amorcer la définition de lignes directrices.	Directeurs des services d'évaluation des Villes de Montréal, Québec, Laval, Sherbrooke, Trois-Rivières, Lévis, Longueuil, Gatineau et Saguenay Deux représentants de la DGFEF
Table des partenaires Femmes et politique municipale	Le mandat de la Table est de favoriser la participation des femmes à la politique municipale québécoise, notamment en visant à : (1) accroître la participation citoyenne des femmes à la vie municipale et favoriser l'atteinte d'une gouvernance municipale égalitaire; (2) accroître la présence des femmes comme candidates aux élections municipales, tant au poste de mairesse que de conseillère; (3) améliorer la réponse aux besoins des élues municipales notamment en favorisant leur maintien en fonction; (4) partager l'information sur les femmes et la politique municipale.	MAMH, SCF, CSF, Conseil des Montréalaises, Élections Québec, FQM, Groupe Femmes, Politique et Démocratie, UMQ, Réseau des élues municipales de la Montérégie Est, Ville de Montréal
Table en développement social de la CAR de l'Abitibi-Témiscamingue	Concertation interministérielle sur le développement social de la région et les priorités régionales relatives à ce thème.	MAMH, CISSSAT, MTESS, OPHQ, MEES, MIDI, MCC

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 38

Liste de tous les comités interministériels impliquant le ministère, ses organismes ou agences et d'autres partenaires, leurs mandats, le nombre de rencontres, les membres, le budget dépensé et les résultats atteints.

Nom	Mandats	Membres
Table Québec-municipalités (TQM)	La TQM est un mécanisme de concertation et de partenariat ayant pour but d'identifier les enjeux et d'en débattre, de dégager les consensus et d'élaborer des propositions dont bénéficieront les municipalités et les contribuables québécois.	MAMH, UMQ, FQM, Ville de Montréal, Ville de Québec
Table Santé-Qualité de vie de la Côte-Nord	Démarche régionale de concertation interministérielle intégrant à la fois les priorités régionales en OVT et les orientations des principaux plans d'action gouvernementaux en matière de santé et qualité de vie afin de supporter les territoires de MRC dans la mise en œuvre de leur priorités en développement social et en développement des communautés.	MAMH, CISSS, MAPAQ, MCC, MEES, MF, MTQ, OPHQ, SPN

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 39

Liste des municipalités, par région, qui reçoivent une compensation financière, par catégorie de programme, en indiquant le montant reçu en 2018-2019 pour : a) un paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces et des gouvernements étrangers; b) un paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de la santé et des services sociaux; c) un paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de l'éducation, selon le niveau d'enseignement (distinguer les montants pour les écoles primaires et secondaires, ainsi que pour les collèges et les universités); d) un paiement tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement du Québec.

Référer à l'annexe pour les informations demandées.

- A) Paiements tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces et des gouvernements étrangers.
- B) Paiements tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de la santé et des services sociaux.
- C) Paiements tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du réseau de l'éducation, selon le niveau d'enseignement (distinguer les montants pour les écoles primaires et secondaires, ainsi que pour les collèges et les universités).
- D) Paiements tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles du gouvernement du Québec.

Compensations tenant lieu de taxes 2018

Code org.	Nom	Écoles primaires (C)	Écoles secondaires (C)	Collégial (C)	Universitaire (C)	Santé (B)	Total Réseaux	Gouvernement (D)	Gouvernement étrangers (A)	Total compensations
01023	Les Îles-de-la-Madeleine	71 516 \$	124 262 \$	21 300 \$	- \$	381 635 \$	598 713 \$	46 445 \$	- \$	645 158 \$
01042	Grosse-Île	- \$	15 897 \$	- \$	- \$	2 128 \$	18 025 \$	- \$	- \$	18 025 \$
02005	Percé	34 006 \$	240 \$	- \$	8 568 \$	- \$	42 814 \$	77 157 \$	- \$	119 971 \$
02010	Sainte-Thérèse-de-Gaspé	16 338 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	16 338 \$	157 \$	- \$	16 495 \$
02015	Grande-Rivière	22 978 \$	138 508 \$	107 157 \$	- \$	8 438 \$	277 081 \$	111 827 \$	- \$	388 908 \$
02028	Chandler	62 732 \$	138 664 \$	- \$	- \$	396 513 \$	597 909 \$	13 100 \$	- \$	611 009 \$
02047	Port-Daniel--Gascons	20 290 \$	118 \$	- \$	- \$	- \$	20 408 \$	74 \$	- \$	20 482 \$
03005	Gaspé	88 553 \$	296 062 \$	333 314 \$	- \$	504 702 \$	1 222 631 \$	26 667 \$	- \$	1 249 298 \$
03010	Cloridorme	15 100 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	15 100 \$	602 \$	- \$	15 702 \$
03020	Grande-Vallée	15 349 \$	40 472 \$	- \$	- \$	18 994 \$	74 815 \$	- \$	- \$	74 815 \$
03025	Murdochville	13 237 \$	612 \$	- \$	- \$	14 401 \$	28 250 \$	- \$	- \$	28 250 \$
04005	Sainte-Madeleine-Riv.-Madeleine	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 012 \$	- \$	1 012 \$
04010	Saint-Maxime-du-Mont-Louis	10 797 \$	35 108 \$	- \$	- \$	- \$	45 905 \$	20 087 \$	- \$	65 992 \$
04015	Mont-Saint-Pierre	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	447 \$	- \$	447 \$
04025	Marsoui	16 799 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	16 799 \$	- \$	- \$	16 799 \$
04037	Sainte-Anne-des-Monts	25 541 \$	190 590 \$	- \$	- \$	385 656 \$	601 787 \$	1 813 \$	- \$	603 600 \$
04047	Cap-Chat	10 253 \$	34 470 \$	- \$	- \$	64 625 \$	109 348 \$	213 \$	- \$	109 561 \$
05010	Shigawake	- \$	98 \$	- \$	- \$	- \$	98 \$	- \$	- \$	98 \$
05020	Hope Town	- \$	20 \$	- \$	- \$	- \$	20 \$	- \$	- \$	20 \$
05032	Paspébiac	1 082 \$	167 951 \$	- \$	- \$	57 187 \$	226 220 \$	- \$	- \$	226 220 \$
05040	New Carlisle	- \$	59 280 \$	- \$	- \$	62 042 \$	121 322 \$	- \$	- \$	121 322 \$
05045	Bonaventure	23 041 \$	150 108 \$	- \$	- \$	22 415 \$	195 564 \$	44 886 \$	- \$	240 450 \$
05050	Saint-Elzéar	6 221 \$	- \$	- \$	- \$	5 113 \$	11 334 \$	- \$	- \$	11 334 \$
05055	Saint-Siméon	7 959 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 959 \$	566 \$	- \$	8 525 \$
05060	Caplan	10 292 \$	- \$	- \$	- \$	27 595 \$	37 887 \$	2 350 \$	- \$	40 237 \$
05065	Saint-Alphonse	8 223 \$	47 \$	- \$	- \$	- \$	8 270 \$	- \$	- \$	8 270 \$
05070	New Richmond	66 719 \$	2 \$	- \$	- \$	18 274 \$	84 995 \$	8 723 \$	- \$	93 718 \$
05077	Cascapédia--Saint-Jules	- \$	3 \$	- \$	- \$	- \$	3 \$	167 \$	- \$	170 \$
06005	Maria	26 420 \$	11 182 \$	- \$	- \$	345 417 \$	383 019 \$	- \$	- \$	383 019 \$
06013	Carleton-sur-Mer	30 147 \$	150 157 \$	61 888 \$	- \$	6 846 \$	249 038 \$	616 \$	- \$	249 654 \$
06020	Nouvelle	9 132 \$	4 995 \$	- \$	280 \$	- \$	14 407 \$	70 312 \$	- \$	84 719 \$
06025	Escuminac	6 533 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 533 \$	579 \$	- \$	7 112 \$
06030	Pointe-à-la-Croix	23 227 \$	- \$	- \$	- \$	2 951 \$	26 178 \$	- \$	- \$	26 178 \$
06045	Matapédia	- \$	90 901 \$	- \$	- \$	58 143 \$	149 044 \$	6 940 \$	- \$	155 984 \$
06050	Saint-Alexis-de-Matapédia	8 568 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	8 568 \$	- \$	- \$	8 568 \$
06055	Saint-François-d'Assise	9 761 \$	19 \$	- \$	- \$	- \$	9 780 \$	- \$	- \$	9 780 \$
07005	Sainte-Marguerite-Marie	- \$	8 \$	- \$	- \$	- \$	8 \$	- \$	- \$	8 \$
07018	Causapscal	24 978 \$	96 588 \$	- \$	- \$	4 334 \$	125 900 \$	- \$	- \$	125 900 \$
07025	Albertville	2 266 \$	2 \$	- \$	- \$	- \$	2 268 \$	- \$	- \$	2 268 \$

Compensations tenant lieu de taxes 2018

Code org.	Nom	Écoles primaires (C)	Écoles secondaires (C)	Collégial (C)	Universitaire (C)	Santé (B)	Total Réseaux	Gouvernement (D)	Gouvernement étrangers (A)	Total compensations
07030	Saint-Léon-le-Grand	11 111 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	11 111 \$	- \$	- \$	11 111 \$
07040	Sainte-Irène	2 091 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 091 \$	- \$	- \$	2 091 \$
07047	Amqui	93 489 \$	139 435 \$	18 977 \$	- \$	113 888 \$	365 789 \$	614 \$	- \$	366 403 \$
07057	Lac-au-Saumon	11 742 \$	- \$	- \$	- \$	110 384 \$	122 126 \$	73 \$	- \$	122 199 \$
07070	Saint-Tharcisius	3 851 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 851 \$	- \$	- \$	3 851 \$
07075	Saint-Vianney	4 388 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 388 \$	- \$	- \$	4 388 \$
07080	Val-Brillant	10 775 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	10 775 \$	- \$	- \$	10 775 \$
07085	Sayabec	15 007 \$	42 981 \$	- \$	- \$	7 000 \$	64 988 \$	- \$	- \$	64 988 \$
07095	Saint-Moïse	4 010 \$	- \$	- \$	- \$	1 295 \$	5 305 \$	- \$	- \$	5 305 \$
07100	Saint-Noël	7 233 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 233 \$	- \$	- \$	7 233 \$
07105	Saint-Damase	3 964 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 964 \$	- \$	- \$	3 964 \$
08005	Les Méchins	15 123 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	15 123 \$	- \$	- \$	15 123 \$
08010	Saint-Jean-de-Cherbourg	1 330 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 330 \$	- \$	- \$	1 330 \$
08015	Grosses-Roches	4 797 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 797 \$	- \$	- \$	4 797 \$
08023	Sainte-Félicité	11 316 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	11 316 \$	- \$	- \$	11 316 \$
08030	Saint-Adelme	7 177 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 177 \$	- \$	- \$	7 177 \$
08035	Saint-René-de-Matane	17 950 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	17 950 \$	104 \$	- \$	18 054 \$
08040	Sainte-Paule	2 097 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 097 \$	- \$	- \$	2 097 \$
08053	Matane	135 547 \$	280 216 \$	379 210 \$	- \$	392 043 \$	1 187 016 \$	113 418 \$	- \$	1 300 434 \$
08065	Saint-Léandre	3 749 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 749 \$	- \$	- \$	3 749 \$
08073	Saint-Ulric	13 053 \$	15 \$	- \$	- \$	- \$	13 068 \$	124 \$	- \$	13 192 \$
08080	Baie-des-Sables	7 153 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 153 \$	477 \$	- \$	7 630 \$
09005	La Rédemption	6 773 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 773 \$	- \$	- \$	6 773 \$
09010	Saint-Charles-Garnier	5 957 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 957 \$	- \$	- \$	5 957 \$
09015	Les Hauteurs	6 350 \$	14 \$	- \$	- \$	- \$	6 364 \$	- \$	- \$	6 364 \$
09020	Sainte-Jeanne-d'Arc	6 091 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 091 \$	- \$	- \$	6 091 \$
09025	Saint-Gabriel-de-Rimouski	11 819 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	11 819 \$	155 \$	- \$	11 974 \$
09030	Saint-Donat	9 536 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	9 536 \$	- \$	- \$	9 536 \$
09035	Sainte-Angèle-de-Mérici	6 282 \$	1 \$	- \$	- \$	- \$	6 283 \$	- \$	- \$	6 283 \$
09040	Padoue	7 340 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 340 \$	- \$	- \$	7 340 \$
09048	Métis-sur-Mer	10 087 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	10 087 \$	111 \$	- \$	10 198 \$
09055	Saint-Octave-de-Métis	3 938 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 938 \$	- \$	- \$	3 938 \$
09060	Grand-Métis	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	313 \$	- \$	313 \$
09065	Price	18 329 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	18 329 \$	101 \$	- \$	18 430 \$
09070	Saint-Joseph-de-Lepage	- \$	29 527 \$	- \$	- \$	- \$	29 527 \$	64 \$	- \$	29 591 \$
09077	Mont-Joli	72 689 \$	279 408 \$	- \$	- \$	541 373 \$	893 470 \$	2 802 \$	- \$	896 272 \$
09085	Sainte-Flavie	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	372 \$	- \$	372 \$
09092	Sainte-Luce	18 623 \$	4 374 \$	- \$	- \$	6 338 \$	29 335 \$	17 009 \$	- \$	46 344 \$
10005	Esprit-Saint	2 843 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 843 \$	- \$	- \$	2 843 \$

Compensations tenant lieu de taxes 2018

Code org.	Nom	Écoles primaires (C)	Écoles secondaires (C)	Collégial (C)	Universitaire (C)	Santé (B)	Total Réseaux	Gouvernement (D)	Gouvernement étrangers (A)	Total compensations
10015	Saint-Narcisse-de-Rimouski	8 811 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	8 811 \$	5 852 \$	- \$	14 663 \$
10025	Saint-Marcellin	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 267 \$	- \$	1 267 \$
10030	Saint-Anaclet-de-Lessard	13 393 \$	- \$	- \$	- \$	7 430 \$	20 823 \$	- \$	- \$	20 823 \$
10043	Rimouski	302 218 \$	553 424 \$	958 908 \$	661 609 \$	1 212 794 \$	3 688 953 \$	110 752 \$	- \$	3 799 705 \$
10060	Saint-Valérien	4 034 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 034 \$	- \$	- \$	4 034 \$
10070	Saint-Fabien	12 118 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	12 118 \$	- \$	- \$	12 118 \$
10075	Saint-Eugène-de-Ladrière	1 462 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 462 \$	4 769 \$	- \$	6 231 \$
11005	Saint-Clément	4 282 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 282 \$	- \$	- \$	4 282 \$
11010	Saint-Jean-de-Dieu	26 706 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	26 706 \$	- \$	- \$	26 706 \$
11015	Sainte-Rita	9 464 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	9 464 \$	- \$	- \$	9 464 \$
11020	Saint-Guy	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	856 \$	- \$	856 \$
11030	Sainte-Françoise	5 316 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 316 \$	- \$	- \$	5 316 \$
11035	Saint-Éloi	6 308 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 308 \$	- \$	- \$	6 308 \$
11040	Trois-Pistoles	46 860 \$	245 175 \$	- \$	- \$	155 521 \$	447 556 \$	- \$	- \$	447 556 \$
11050	Saint-Mathieu-de-Rioux	2 375 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 375 \$	- \$	- \$	2 375 \$
11055	Saint-Simon	5 390 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 390 \$	- \$	- \$	5 390 \$
12005	Saint-Cyprien	14 736 \$	- \$	- \$	- \$	34 793 \$	49 529 \$	- \$	- \$	49 529 \$
12010	Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	20 481 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	20 481 \$	- \$	- \$	20 481 \$
12015	Saint-Antonin	25 367 \$	- \$	- \$	- \$	24 880 \$	50 247 \$	839 \$	- \$	51 086 \$
12020	Saint-Modeste	9 184 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	9 184 \$	126 263 \$	- \$	135 447 \$
12025	Saint-François-Xavier-de-Viger	3 928 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 928 \$	- \$	- \$	3 928 \$
12030	Saint-Épiphane	6 842 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 842 \$	50 \$	- \$	6 892 \$
12035	Saint-Paul-de-la-Croix	4 080 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 080 \$	- \$	- \$	4 080 \$
12043	L'Isle-Verte	31 570 \$	17 \$	- \$	2 387 \$	5 485 \$	39 459 \$	- \$	- \$	39 459 \$
12045	Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	- \$	- \$	- \$	- \$	1 649 \$	1 649 \$	- \$	- \$	1 649 \$
12057	Cacouna	25 569 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	25 569 \$	1 250 \$	- \$	26 819 \$
12065	Saint-Arsène	16 474 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	16 474 \$	- \$	- \$	16 474 \$
12072	Rivière-du-Loup	122 062 \$	572 898 \$	438 883 \$	- \$	651 835 \$	1 785 678 \$	4 330 \$	- \$	1 790 008 \$
12080	Notre-Dame-du-Portage	11 015 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	11 015 \$	4 396 \$	- \$	15 411 \$
13005	Dégelis	7 062 \$	166 349 \$	- \$	- \$	7 679 \$	181 090 \$	18 471 \$	- \$	199 561 \$
13015	Packington	8 869 \$	276 \$	- \$	- \$	- \$	9 145 \$	- \$	- \$	9 145 \$
13020	Saint-Marc-du-Lac-Long	4 581 \$	9 \$	- \$	- \$	- \$	4 590 \$	- \$	- \$	4 590 \$
13025	Rivière-Bleue	24 508 \$	- \$	- \$	- \$	31 955 \$	56 463 \$	- \$	- \$	56 463 \$
13030	Saint-Eusèbe	6 771 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 771 \$	- \$	- \$	6 771 \$
13040	Saint-Juste-du-Lac	12 915 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	12 915 \$	779 \$	- \$	13 694 \$
13045	Auclair	9 074 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	9 074 \$	- \$	- \$	9 074 \$
13050	Lejeune	4 016 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 016 \$	1 061 \$	- \$	5 077 \$
13055	Biencourt	3 784 \$	4 \$	- \$	- \$	- \$	3 788 \$	- \$	- \$	3 788 \$
13060	Lac-des-Aigles	9 087 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	9 087 \$	- \$	- \$	9 087 \$

Compensations tenant lieu de taxes 2018

Code org.	Nom	Écoles primaires (C)	Écoles secondaires (C)	Collégial (C)	Universitaire (C)	Santé (B)	Total Réseaux	Gouvernement (D)	Gouvernement étrangers (A)	Total compensations
13065	Saint-Michel-du-Squatec	- \$	94 830 \$	- \$	- \$	12 128 \$	106 958 \$	1 188 \$	- \$	108 146 \$
13073	Témiscouata-sur-le-Lac	47 251 \$	143 444 \$	- \$	- \$	151 878 \$	342 573 \$	5 039 \$	- \$	347 612 \$
13080	Saint-Louis-du-Ha! Ha!	13 306 \$	1 \$	- \$	- \$	22 600 \$	35 907 \$	2 372 \$	- \$	38 279 \$
13085	Saint-Elzéar-de-Témiscouata	2 223 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 223 \$	- \$	- \$	2 223 \$
13090	Saint-Honoré-de-Témiscouata	8 216 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	8 216 \$	975 \$	- \$	9 191 \$
13095	Pohénégamook	36 212 \$	112 731 \$	429 \$	- \$	37 853 \$	187 225 \$	343 \$	- \$	187 568 \$
13100	Saint-Athanase	3 079 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 079 \$	- \$	- \$	3 079 \$
14005	Mont-Carmel	5 617 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 617 \$	- \$	- \$	5 617 \$
14010	Saint-Bruno-de-Kamouraska	3 517 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 517 \$	- \$	- \$	3 517 \$
14018	Saint-Pascal	35 315 \$	184 371 \$	- \$	- \$	22 381 \$	242 067 \$	- \$	- \$	242 067 \$
14025	Sainte-Hélène-de-Kamouraska	6 787 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 787 \$	- \$	- \$	6 787 \$
14030	Saint-Joseph-de-Kamouraska	2 689 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 689 \$	- \$	- \$	2 689 \$
14035	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	31 622 \$	- \$	- \$	- \$	38 147 \$	69 769 \$	409 \$	- \$	70 178 \$
14040	Saint-André	5 821 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 821 \$	48 \$	- \$	5 869 \$
14050	Kamouraska	2 737 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 737 \$	- \$	- \$	2 737 \$
14055	Saint-Denis-De La Boutellerie	3 831 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 831 \$	- \$	- \$	3 831 \$
14060	Saint-Philippe-de-Néri	6 864 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 864 \$	10 551 \$	- \$	17 415 \$
14065	Rivière-Ouelle	6 778 \$	- \$	- \$	- \$	35 912 \$	42 690 \$	- \$	- \$	42 690 \$
14070	Saint-Pacôme	12 611 \$	- \$	- \$	- \$	49 857 \$	62 468 \$	702 \$	- \$	63 170 \$
14075	Saint-Gabriel-Lalemant	6 062 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 062 \$	- \$	- \$	6 062 \$
14080	Saint-Onésime-d'Ixworth	4 763 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 763 \$	- \$	- \$	4 763 \$
14085	La Pocatière	32 116 \$	313 899 \$	357 817 \$	- \$	185 915 \$	889 747 \$	294 686 \$	- \$	1 184 433 \$
15005	Saint-Irénée	5 401 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 401 \$	- \$	- \$	5 401 \$
15013	La Malbaie	70 053 \$	240 976 \$	23 797 \$	- \$	248 016 \$	582 842 \$	2 887 \$	- \$	585 729 \$
15025	Notre-Dame-des-Monts	8 009 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	8 009 \$	- \$	- \$	8 009 \$
15030	Saint-Aimé-des-Lacs	5 181 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 181 \$	- \$	- \$	5 181 \$
15035	Clermont	35 829 \$	- \$	- \$	- \$	54 642 \$	90 471 \$	4 169 \$	- \$	94 640 \$
15058	Saint-Siméon	12 078 \$	- \$	- \$	- \$	28 489 \$	40 567 \$	4 872 \$	- \$	45 439 \$
16005	Petite-Rivière-Saint-François	7 981 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 981 \$	3 726 \$	- \$	11 707 \$
16013	Baie-Saint-Paul	66 561 \$	152 218 \$	- \$	- \$	2 721 953 \$	2 940 732 \$	- \$	- \$	2 940 732 \$
16023	L'Isle-aux-Coudres	- \$	17 589 \$	- \$	- \$	- \$	17 589 \$	- \$	- \$	17 589 \$
16048	Les Éboulements	5 286 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 286 \$	- \$	- \$	5 286 \$
16050	Saint-Hilarion	7 357 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 357 \$	- \$	- \$	7 357 \$
16055	Saint-Urbain	11 008 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	11 008 \$	- \$	- \$	11 008 \$
17010	Saint-Pamphile	17 280 \$	104 711 \$	- \$	- \$	20 507 \$	142 498 \$	- \$	- \$	142 498 \$
17020	Saint-Marcel	5 305 \$	2 \$	- \$	- \$	- \$	5 307 \$	- \$	- \$	5 307 \$
17025	Sainte-Félicité	3 013 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 013 \$	- \$	- \$	3 013 \$
17030	Sainte-Perpétue	8 779 \$	- \$	- \$	- \$	42 172 \$	50 951 \$	630 \$	- \$	51 581 \$
17045	Saint-Cyrille-de-Lessard	6 693 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 693 \$	- \$	- \$	6 693 \$

Compensations tenant lieu de taxes 2018

Code org.	Nom	Écoles primaires (C)	Écoles secondaires (C)	Collégial (C)	Universitaire (C)	Santé (B)	Total Réseaux	Gouvernement (D)	Gouvernement étrangers (A)	Total compensations
17055	Saint-Aubert	4 612 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 612 \$	- \$	- \$	4 612 \$
17060	Sainte-Louise	6 776 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 776 \$	- \$	- \$	6 776 \$
17065	Saint-Roch-des-Aulnaies	7 568 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 568 \$	30 \$	- \$	7 598 \$
17070	Saint-Jean-Port-Joli	17 791 \$	- \$	- \$	- \$	94 014 \$	111 805 \$	1 306 \$	- \$	113 111 \$
17078	L'Islet	33 409 \$	52 777 \$	- \$	- \$	44 088 \$	130 274 \$	1 076 \$	- \$	131 350 \$
18005	Saint-Just-de-Bretenières	8 260 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	8 260 \$	167 \$	- \$	8 427 \$
18015	Saint-Fabien-de-Panet	7 312 \$	- \$	- \$	- \$	32 172 \$	39 484 \$	- \$	- \$	39 484 \$
18020	Sainte-Lucie-de-Beauregard	6 509 \$	57 \$	- \$	- \$	- \$	6 566 \$	- \$	- \$	6 566 \$
18025	Sainte-Apolline-de-Patton	5 548 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 548 \$	- \$	- \$	5 548 \$
18030	Saint-Paul-de-Montminy	9 469 \$	45 426 \$	- \$	- \$	- \$	54 895 \$	- \$	- \$	54 895 \$
18045	Cap-Saint-Ignace	20 269 \$	- \$	- \$	- \$	43 756 \$	64 025 \$	2 080 \$	- \$	66 105 \$
18050	Montmagny	109 795 \$	337 175 \$	- \$	- \$	511 407 \$	958 377 \$	3 985 \$	- \$	962 362 \$
18055	Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	12 902 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	12 902 \$	- \$	- \$	12 902 \$
18060	Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	17 627 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	17 627 \$	- \$	- \$	17 627 \$
18065	Berthier-sur-Mer	7 583 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 583 \$	- \$	- \$	7 583 \$
18070	Saint-Antoine/l'Isle-aux-Grues	- \$	- \$	- \$	- \$	1 214 \$	1 214 \$	4 389 \$	- \$	5 603 \$
19005	Saint-Philémon	8 356 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	8 356 \$	1 864 \$	- \$	10 220 \$
19010	N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	6 607 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 607 \$	36 \$	- \$	6 643 \$
19020	Saint-Léon-de-Standon	10 376 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	10 376 \$	- \$	- \$	10 376 \$
19025	Saint-Malachie	7 179 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 179 \$	- \$	- \$	7 179 \$
19030	Saint-Damien-de-Buckland	54 068 \$	77 990 \$	- \$	- \$	2 656 \$	134 714 \$	- \$	- \$	134 714 \$
19037	Armagh	7 413 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 413 \$	- \$	- \$	7 413 \$
19045	Saint-Nérée-de-Bellechasse	10 263 \$	484 \$	- \$	- \$	- \$	10 747 \$	- \$	- \$	10 747 \$
19050	Saint-Lazare-de-Bellechasse	9 629 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	9 629 \$	1 183 \$	- \$	10 812 \$
19055	Sainte-Claire	20 840 \$	- \$	- \$	- \$	33 671 \$	54 511 \$	112 \$	- \$	54 623 \$
19062	Saint-Anselme	33 343 \$	107 812 \$	- \$	- \$	33 033 \$	174 188 \$	790 \$	- \$	174 978 \$
19068	Saint-Henri	22 208 \$	16 209 \$	- \$	- \$	3 187 \$	41 604 \$	428 \$	- \$	42 032 \$
19075	Saint-Gervais	15 918 \$	15 607 \$	- \$	- \$	21 750 \$	53 275 \$	- \$	- \$	53 275 \$
19082	Saint-Raphaël	15 871 \$	9 933 \$	- \$	- \$	27 006 \$	52 810 \$	- \$	- \$	52 810 \$
19090	La Durantaye	8 927 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	8 927 \$	13 \$	- \$	8 940 \$
19097	Saint-Charles-de-Bellechasse	15 021 \$	41 054 \$	- \$	- \$	3 445 \$	59 520 \$	- \$	- \$	59 520 \$
19105	Beaumont	10 372 \$	- \$	- \$	- \$	2 633 \$	13 005 \$	- \$	- \$	13 005 \$
19110	Saint-Michel-de-Bellechasse	7 610 \$	21 174 \$	- \$	- \$	- \$	28 784 \$	12 261 \$	- \$	41 045 \$
19117	Saint-Vallier	7 268 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 268 \$	255 \$	- \$	7 523 \$
20020	Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	6 260 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 260 \$	- \$	- \$	6 260 \$
20025	Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	8 738 \$	- \$	- \$	- \$	26 937 \$	35 675 \$	- \$	- \$	35 675 \$
21005	Saint-Tite-des-Caps	5 990 \$	8 342 \$	- \$	- \$	- \$	14 332 \$	- \$	- \$	14 332 \$
21010	Saint-Ferréol-les-Neiges	9 389 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	9 389 \$	- \$	- \$	9 389 \$
21020	Saint-Joachim	7 389 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 389 \$	- \$	- \$	7 389 \$

Compensations tenant lieu de taxes 2018

Code org.	Nom	Écoles primaires (C)	Écoles secondaires (C)	Collégial (C)	Universitaire (C)	Santé (B)	Total Réseaux	Gouvernement (D)	Gouvernement étrangers (A)	Total compensations
21025	Beaupré	12 549 \$	77 612 \$	- \$	- \$	249 284 \$	339 445 \$	1 145 \$	- \$	340 590 \$
21030	Sainte-Anne-de-Beaupré	16 021 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	16 021 \$	1 497 \$	- \$	17 518 \$
21035	Château-Richer	20 808 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	20 808 \$	2 603 \$	- \$	23 411 \$
21040	L'Ange-Gardien	22 964 \$	- \$	- \$	- \$	13 792 \$	36 756 \$	- \$	- \$	36 756 \$
21045	Boischatel	21 179 \$	36 200 \$	- \$	- \$	6 792 \$	64 171 \$	960 \$	- \$	65 131 \$
22005	Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	112 800 \$	83 534 \$	- \$	- \$	15 829 \$	212 163 \$	1 920 \$	- \$	214 083 \$
22020	Shannon	43 631 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	43 631 \$	- \$	- \$	43 631 \$
22025	Saint-Gabriel-de-Valcartier	9 866 \$	21 331 \$	- \$	- \$	863 \$	32 060 \$	252 \$	- \$	32 312 \$
22035	Stoneham-et-Tewkesbury	55 860 \$	- \$	- \$	- \$	3 295 \$	59 155 \$	35 832 \$	- \$	94 987 \$
22040	Lac-Beauport	69 311 \$	- \$	- \$	- \$	18 626 \$	87 937 \$	- \$	- \$	87 937 \$
22045	Sainte-Brigitte-de-Laval	92 729 \$	- \$	- \$	- \$	7 481 \$	100 210 \$	- \$	- \$	100 210 \$
23027	Québec	5 118 389 \$	7 367 249 \$	3 837 625 \$	13 459 464 \$	16 535 126 \$	46 317 853 \$	4 866 847 \$	- \$	51 184 700 \$
23057	L'Ancienne-Lorette	126 146 \$	173 987 \$	- \$	- \$	18 417 \$	318 550 \$	2 330 \$	- \$	320 880 \$
23072	Saint-Augustin-de-Desmaures	191 652 \$	322 409 \$	553 410 \$	82 213 \$	35 221 \$	1 184 905 \$	37 082 \$	- \$	1 221 987 \$
25213	Lévis	873 755 \$	1 458 954 \$	584 193 \$	264 396 \$	1 941 122 \$	5 122 420 \$	94 812 \$	- \$	5 217 232 \$
26005	Frampton	4 137 \$	2 \$	- \$	- \$	- \$	4 139 \$	19 \$	- \$	4 158 \$
26010	Saints-Anges	6 009 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 009 \$	20 \$	- \$	6 029 \$
26015	Vallée-Jonction	9 770 \$	- \$	- \$	- \$	12 228 \$	21 998 \$	4 938 \$	- \$	26 936 \$
26022	Saint-Elzéar	14 177 \$	512 \$	- \$	2 200 \$	8 804 \$	25 693 \$	- \$	- \$	25 693 \$
26030	Sainte-Marie	79 994 \$	201 288 \$	- \$	- \$	172 518 \$	453 800 \$	10 793 \$	- \$	464 593 \$
26035	Sainte-Marguerite	8 590 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	8 590 \$	- \$	- \$	8 590 \$
26040	Sainte-Hénédine	5 436 \$	- \$	- \$	- \$	20 125 \$	25 561 \$	1 774 \$	- \$	27 335 \$
26048	Scott	11 506 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	11 506 \$	6 520 \$	- \$	18 026 \$
26055	Saint-Bernard	13 782 \$	58 \$	- \$	- \$	6 629 \$	20 469 \$	- \$	- \$	20 469 \$
26063	Saint-Isidore	12 069 \$	- \$	- \$	- \$	24 828 \$	36 897 \$	4 088 \$	- \$	40 985 \$
26070	Saint-Lambert-de-Lauzon	44 163 \$	- \$	- \$	- \$	15 574 \$	59 737 \$	14 886 \$	- \$	74 623 \$
27008	Saint-Victor	21 692 \$	- \$	- \$	- \$	3 410 \$	25 102 \$	- \$	- \$	25 102 \$
27028	Beauceville	65 737 \$	152 390 \$	- \$	- \$	239 838 \$	457 965 \$	619 \$	- \$	458 584 \$
27035	Saint-Odilon-de-Cranbourne	11 031 \$	118 \$	- \$	- \$	- \$	11 149 \$	408 \$	- \$	11 557 \$
27043	Saint-Joseph-de-Beauce	39 900 \$	128 670 \$	- \$	- \$	25 634 \$	194 204 \$	788 \$	- \$	194 992 \$
27050	Saint-Joseph-des-Érables	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	796 \$	- \$	796 \$
27060	Tring-Jonction	9 644 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	9 644 \$	5 932 \$	- \$	15 576 \$
27065	Saint-Frédéric	7 960 \$	- \$	- \$	- \$	8 492 \$	16 452 \$	1 454 \$	- \$	17 906 \$
27070	Saint-Séverin	20 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	20 \$	- \$	- \$	20 \$
28005	Saint-Zacharie	10 791 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	10 791 \$	- \$	- \$	10 791 \$
28015	Sainte-Aurélie	2 958 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 958 \$	- \$	- \$	2 958 \$
28020	Saint-Prosper	20 337 \$	100 024 \$	- \$	- \$	34 247 \$	154 608 \$	- \$	- \$	154 608 \$
28025	Saint-Benjamin	3 925 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 925 \$	1 848 \$	- \$	5 773 \$
28030	Sainte-Rose-de-Watford	6 924 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 924 \$	864 \$	- \$	7 788 \$

Compensations tenant lieu de taxes 2018

Code org.	Nom	Écoles primaires (C)	Écoles secondaires (C)	Collégial (C)	Universitaire (C)	Santé (B)	Total Réseaux	Gouvernement (D)	Gouvernement étrangers (A)	Total compensations
28035	Saint-Louis-de-Gonzague	- \$	15 \$	- \$	- \$	- \$	15 \$	- \$	- \$	15 \$
28040	Saint-Cyprien	5 904 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 904 \$	- \$	- \$	5 904 \$
28045	Sainte-Justine	6 069 \$	38 684 \$	- \$	- \$	- \$	44 753 \$	1 272 \$	- \$	46 025 \$
28053	Lac-Échemin	25 708 \$	- \$	- \$	- \$	189 860 \$	215 568 \$	1 411 \$	- \$	216 979 \$
28070	Saint-Camille-de-Lellis	11 282 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	11 282 \$	- \$	- \$	11 282 \$
28075	Saint-Magloire	10 752 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	10 752 \$	- \$	- \$	10 752 \$
29005	Saint-Théophile	4 645 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 645 \$	2 355 \$	- \$	7 000 \$
29013	Saint-Gédéon-de-Beauce	14 105 \$	9 \$	- \$	- \$	4 877 \$	18 991 \$	- \$	- \$	18 991 \$
29025	Saint-Évariste-de-Forsyth	- \$	4 573 \$	- \$	- \$	- \$	4 573 \$	- \$	- \$	4 573 \$
29030	La Guadeloupe	18 829 \$	- \$	- \$	- \$	35 528 \$	54 357 \$	- \$	- \$	54 357 \$
29038	Saint-Honoré-de-Shenley	11 038 \$	5 \$	- \$	- \$	- \$	11 043 \$	- \$	- \$	11 043 \$
29045	Saint-Martin	25 770 \$	99 942 \$	- \$	- \$	6 596 \$	132 308 \$	- \$	- \$	132 308 \$
29057	Saint-Côme--Linière	13 871 \$	12 \$	- \$	- \$	3 789 \$	17 672 \$	- \$	- \$	17 672 \$
29073	Saint-Georges	312 591 \$	580 181 \$	335 624 \$	- \$	592 336 \$	1 820 732 \$	18 074 \$	- \$	1 838 806 \$
29100	Saint-Benoît-Labre	6 332 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 332 \$	- \$	- \$	6 332 \$
29112	Saint-Éphrem-de-Beauce	20 642 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	20 642 \$	- \$	- \$	20 642 \$
29120	Notre-Dame-des-Pins	7 149 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 149 \$	- \$	- \$	7 149 \$
30005	Saint-Augustin-de-Woburn	6 222 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 222 \$	- \$	- \$	6 222 \$
30010	Notre-Dame-des-Bois	5 543 \$	2 \$	- \$	- \$	- \$	5 545 \$	1 219 \$	- \$	6 764 \$
30025	Frontenac	- \$	35 \$	- \$	- \$	- \$	35 \$	- \$	- \$	35 \$
30030	Lac-Mégantic	65 337 \$	175 312 \$	- \$	- \$	271 029 \$	511 678 \$	162 \$	- \$	511 840 \$
30045	Nantes	5 718 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 718 \$	- \$	- \$	5 718 \$
30050	Sainte-Cécile-de-Whitton	6 414 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 414 \$	- \$	- \$	6 414 \$
30055	Audet	6 700 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 700 \$	- \$	- \$	6 700 \$
30070	Saint-Robert-Bellarmin	6 277 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 277 \$	- \$	- \$	6 277 \$
30072	Saint-Ludger	6 812 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 812 \$	- \$	- \$	6 812 \$
30080	Lac-Drolet	5 409 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 409 \$	- \$	- \$	5 409 \$
30085	Saint-Sébastien	7 967 \$	42 \$	- \$	- \$	- \$	8 009 \$	- \$	- \$	8 009 \$
30090	Courcelles	7 293 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 293 \$	- \$	- \$	7 293 \$
30095	Lambton	7 754 \$	2 \$	- \$	- \$	14 411 \$	22 167 \$	- \$	- \$	22 167 \$
30100	Saint-Romain	- \$	10 244 \$	- \$	- \$	2 482 \$	12 726 \$	- \$	- \$	12 726 \$
30105	Stornoway	6 023 \$	14 \$	- \$	- \$	- \$	6 037 \$	3 476 \$	- \$	9 513 \$
30110	Stratford	5 261 \$	2 \$	- \$	- \$	- \$	5 263 \$	- \$	- \$	5 263 \$
31008	Beaulac-Garthby	4 627 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 627 \$	4 525 \$	- \$	9 152 \$
31015	Disraeli	20 533 \$	144 048 \$	- \$	- \$	66 332 \$	230 913 \$	- \$	- \$	230 913 \$
31020	Disraeli	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 002 \$	- \$	1 002 \$
31025	Saint-Jacques/Wolfestown	- \$	28 \$	- \$	- \$	- \$	28 \$	- \$	- \$	28 \$
31045	Saint-Joseph-de-Coleraine	10 172 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	10 172 \$	- \$	- \$	10 172 \$
31050	Sainte-Praxède	- \$	36 \$	- \$	- \$	- \$	36 \$	21 082 \$	- \$	21 118 \$

Compensations tenant lieu de taxes 2018

Code org.	Nom	Écoles primaires (C)	Écoles secondaires (C)	Collégial (C)	Universitaire (C)	Santé (B)	Total Réseaux	Gouvernement (D)	Gouvernement étrangers (A)	Total compensations
31056	Adstock	7 545 \$	171 \$	- \$	- \$	- \$	7 716 \$	24 350 \$	- \$	32 066 \$
31060	Sainte-Clotilde-de-Beauce	5 888 \$	34 \$	- \$	- \$	- \$	5 922 \$	- \$	- \$	5 922 \$
31084	Thetford Mines	196 108 \$	648 759 \$	456 782 \$	- \$	735 844 \$	2 037 493 \$	17 311 \$	- \$	2 054 804 \$
31095	Saint-Adrien-d'Irlande	- \$	10 \$	- \$	- \$	- \$	10 \$	- \$	- \$	10 \$
31100	Saint-Jean-de-Brébeuf	- \$	9 \$	- \$	- \$	- \$	9 \$	- \$	- \$	9 \$
31122	East Broughton	20 287 \$	- \$	- \$	- \$	30 452 \$	50 739 \$	751 \$	- \$	51 490 \$
31130	Sacré-Coeur-de-Jésus	- \$	32 \$	- \$	- \$	- \$	32 \$	- \$	- \$	32 \$
31135	Saint-Pierre-de-Broughton	6 047 \$	63 \$	- \$	- \$	- \$	6 110 \$	- \$	- \$	6 110 \$
31140	Saint-Jacques-de-Leeds	6 114 \$	51 \$	- \$	- \$	- \$	6 165 \$	- \$	- \$	6 165 \$
32013	Saint-Ferdinand	10 508 \$	6 \$	- \$	- \$	35 544 \$	46 058 \$	171 \$	- \$	46 229 \$
32023	Sainte-Sophie-d'Halifax	4 346 \$	4 \$	- \$	- \$	- \$	4 350 \$	- \$	- \$	4 350 \$
32033	Princeville	49 823 \$	2 547 \$	- \$	- \$	8 538 \$	60 908 \$	349 \$	- \$	61 257 \$
32040	Plessisville	31 299 \$	186 767 \$	- \$	- \$	109 197 \$	327 263 \$	- \$	- \$	327 263 \$
32045	Plessisville	6 614 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 614 \$	- \$	- \$	6 614 \$
32050	Saint-Pierre-Baptiste	3 775 \$	9 \$	- \$	- \$	- \$	3 784 \$	- \$	- \$	3 784 \$
32058	Inverness	5 354 \$	69 \$	- \$	- \$	- \$	5 423 \$	- \$	- \$	5 423 \$
32065	Lyster	4 926 \$	60 \$	- \$	- \$	13 862 \$	18 848 \$	- \$	- \$	18 848 \$
32072	Laurierville	5 659 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 659 \$	- \$	- \$	5 659 \$
32080	Notre-Dame-de-Lourdes	3 119 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 119 \$	- \$	- \$	3 119 \$
32085	Villeroy	2 095 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 095 \$	- \$	- \$	2 095 \$
33007	Saint-Sylvestre	8 619 \$	85 \$	- \$	- \$	11 138 \$	19 842 \$	- \$	- \$	19 842 \$
33017	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	6 060 \$	4 \$	- \$	- \$	- \$	6 064 \$	- \$	- \$	6 064 \$
33025	Saint-Patrice-de-Beaurivage	11 736 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	11 736 \$	- \$	- \$	11 736 \$
33030	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	4 970 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 970 \$	- \$	- \$	4 970 \$
33035	Saint-Gilles	14 424 \$	- \$	- \$	- \$	678 \$	15 102 \$	- \$	- \$	15 102 \$
33040	Dosquet	3 404 \$	38 \$	- \$	- \$	- \$	3 442 \$	- \$	- \$	3 442 \$
33045	Saint-Agapit	21 547 \$	95 954 \$	- \$	- \$	- \$	117 501 \$	- \$	- \$	117 501 \$
33052	Saint-Flavien	4 011 \$	- \$	- \$	- \$	12 856 \$	16 867 \$	- \$	- \$	16 867 \$
33060	Laurier-Station	19 910 \$	- \$	- \$	- \$	55 808 \$	75 718 \$	- \$	- \$	75 718 \$
33065	Saint-Janvier-de-Joly	4 875 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 875 \$	- \$	- \$	4 875 \$
33070	Val-Alain	6 152 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 152 \$	- \$	- \$	6 152 \$
33090	Saint-Apollinaire	15 123 \$	- \$	- \$	- \$	16 168 \$	31 291 \$	- \$	- \$	31 291 \$
33095	Saint-Antoine-de-Tilly	7 032 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 032 \$	- \$	- \$	7 032 \$
33102	Sainte-Croix	11 293 \$	124 745 \$	280 \$	- \$	26 159 \$	162 477 \$	- \$	- \$	162 477 \$
33115	Lotbinière	2 109 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 109 \$	- \$	- \$	2 109 \$
33123	Leclercville	2 678 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 678 \$	- \$	- \$	2 678 \$
34007	Neuveville	23 931 \$	- \$	- \$	- \$	9 950 \$	33 881 \$	- \$	- \$	33 881 \$
34017	Pont-Rouge	78 143 \$	- \$	- \$	- \$	105 298 \$	183 441 \$	- \$	- \$	183 441 \$
34025	Donnacona	66 074 \$	230 518 \$	- \$	- \$	130 892 \$	427 484 \$	- \$	- \$	427 484 \$

Compensations tenant lieu de taxes 2018

Code org.	Nom	Écoles primaires (C)	Écoles secondaires (C)	Collégial (C)	Universitaire (C)	Santé (B)	Total Réseaux	Gouvernement (D)	Gouvernement étrangers (A)	Total compensations
34030	Cap-Santé	27 836 \$	- \$	- \$	- \$	8 779 \$	36 615 \$	- \$	- \$	36 615 \$
34038	Saint-Basile	9 426 \$	7 \$	- \$	- \$	- \$	9 433 \$	1 092 \$	- \$	10 525 \$
34048	Portneuf	14 854 \$	4 \$	- \$	- \$	4 925 \$	19 783 \$	- \$	- \$	19 783 \$
34058	Deschambault-Grondines	6 322 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 322 \$	56 851 \$	- \$	63 173 \$
34065	Saint-Marc-des-Carrières	20 762 \$	86 783 \$	- \$	- \$	82 389 \$	189 934 \$	- \$	- \$	189 934 \$
34078	Saint-Casimir	12 303 \$	16 \$	- \$	- \$	47 776 \$	60 095 \$	- \$	- \$	60 095 \$
34090	Saint-Ubalde	7 033 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 033 \$	- \$	- \$	7 033 \$
34097	Saint-Alban	2 786 \$	4 \$	- \$	- \$	- \$	2 790 \$	- \$	- \$	2 790 \$
34115	Saint-Léonard-de-Portneuf	3 039 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 039 \$	- \$	- \$	3 039 \$
34128	Saint-Raymond	37 364 \$	98 111 \$	- \$	- \$	123 001 \$	258 476 \$	3 831 \$	- \$	262 307 \$
34135	Rivière-à-Pierre	7 178 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 178 \$	1 028 \$	- \$	8 206 \$
35005	Notre-Dame-de-Montauban	11 523 \$	8 \$	- \$	- \$	- \$	11 531 \$	- \$	- \$	11 531 \$
35010	Lac-aux-Sables	9 085 \$	1 \$	- \$	- \$	- \$	9 086 \$	7 238 \$	- \$	16 324 \$
35015	Saint-Adelphe	8 708 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	8 708 \$	- \$	- \$	8 708 \$
35020	Saint-Séverin	7 413 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 413 \$	449 \$	- \$	7 862 \$
35027	Saint-Tite	14 162 \$	162 901 \$	- \$	- \$	49 819 \$	226 882 \$	- \$	- \$	226 882 \$
35035	Hérouxville	7 140 \$	39 \$	- \$	- \$	- \$	7 179 \$	231 \$	- \$	7 410 \$
35040	Grandes-Piles	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	24 422 \$	- \$	24 422 \$
35050	Sainte-Thècle	20 096 \$	- \$	- \$	- \$	26 354 \$	46 450 \$	- \$	- \$	46 450 \$
35055	Trois-Rives	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 355 \$	- \$	1 355 \$
36033	Shawinigan	469 407 \$	766 426 \$	391 148 \$	- \$	1 248 947 \$	2 875 928 \$	14 300 \$	- \$	2 890 228 \$
37067	Trois-Rivières	1 190 930 \$	2 120 895 \$	1 247 722 \$	2 402 244 \$	3 142 098 \$	10 103 889 \$	78 206 \$	- \$	10 182 095 \$
37205	Sainte-Anne-de-la-Pérade	15 341 \$	23 \$	- \$	- \$	27 618 \$	42 982 \$	966 \$	- \$	43 948 \$
37210	Batiscan	3 264 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 264 \$	- \$	- \$	3 264 \$
37215	Sainte-Geneviève-de-Batiscan	5 099 \$	58 943 \$	- \$	- \$	32 863 \$	96 905 \$	23 \$	- \$	96 928 \$
37220	Champlain	3 967 \$	- \$	835 \$	- \$	- \$	4 802 \$	800 \$	- \$	5 602 \$
37230	Saint-Maurice	10 793 \$	- \$	- \$	- \$	4 483 \$	15 276 \$	- \$	- \$	15 276 \$
37235	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	14 688 \$	- \$	- \$	- \$	8 222 \$	22 910 \$	- \$	- \$	22 910 \$
37240	Saint-Narcisse	16 862 \$	6 \$	- \$	- \$	20 841 \$	37 709 \$	- \$	- \$	37 709 \$
37245	Saint-Stanislas	8 401 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	8 401 \$	- \$	- \$	8 401 \$
38005	Saint-Sylvère	146 \$	- \$	- \$	- \$	1 184 \$	1 330 \$	- \$	- \$	1 330 \$
38010	Bécancour	60 880 \$	1 \$	- \$	- \$	8 500 \$	69 381 \$	11 128 \$	- \$	80 509 \$
38015	Sainte-Marie-de-Blandford	- \$	3 704 \$	- \$	- \$	- \$	3 704 \$	- \$	- \$	3 704 \$
38028	Manseau	6 316 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 316 \$	- \$	- \$	6 316 \$
38035	Sainte-Françoise	4 448 \$	9 \$	- \$	- \$	- \$	4 457 \$	- \$	- \$	4 457 \$
38040	Sainte-Sophie-de-Lévrard	7 520 \$	- \$	- \$	- \$	3 313 \$	10 833 \$	- \$	- \$	10 833 \$
38047	Fortierville	- \$	- \$	- \$	- \$	44 396 \$	44 396 \$	- \$	- \$	44 396 \$
38055	Parisville	- \$	2 112 \$	- \$	- \$	- \$	2 112 \$	- \$	- \$	2 112 \$
38060	Sainte-Cécile-de-Lévrard	5 982 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 982 \$	- \$	- \$	5 982 \$

Compensations tenant lieu de taxes 2018

Code org.	Nom	Écoles primaires (C)	Écoles secondaires (C)	Collégial (C)	Universitaire (C)	Santé (B)	Total Réseaux	Gouvernement (D)	Gouvernement étrangers (A)	Total compensations
38065	Saint-Pierre-les-Becquets	6 717 \$	70 067 \$	- \$	- \$	17 138 \$	93 922 \$	- \$	- \$	93 922 \$
38070	Deschailions-sur-Saint-Laurent	14 400 \$	- \$	- \$	- \$	5 890 \$	20 290 \$	- \$	- \$	20 290 \$
39010	Ham-Nord	5 184 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 184 \$	- \$	- \$	5 184 \$
39025	Tingwick	6 107 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 107 \$	- \$	- \$	6 107 \$
39030	Chesterville	10 610 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	10 610 \$	216 \$	- \$	10 826 \$
39043	Saint-Norbert-d'Arthabaska	6 916 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 916 \$	- \$	- \$	6 916 \$
39062	Victoriaville	403 423 \$	796 973 \$	540 535 \$	- \$	928 625 \$	2 669 556 \$	23 510 \$	- \$	2 693 066 \$
39077	Warwick	34 516 \$	71 655 \$	- \$	- \$	34 270 \$	140 441 \$	658 \$	- \$	141 099 \$
39085	Saint-Albert	3 796 \$	2 \$	- \$	- \$	- \$	3 798 \$	11 \$	- \$	3 809 \$
39097	Kingsey Falls	14 210 \$	9 \$	- \$	- \$	- \$	14 219 \$	16 \$	- \$	14 235 \$
39117	Sainte-Clotilde-de-Horton	6 508 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 508 \$	- \$	- \$	6 508 \$
39130	Saint-Samuel	2 281 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 281 \$	- \$	- \$	2 281 \$
39135	Saint-Valère	6 342 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 342 \$	71 \$	- \$	6 413 \$
39145	Saint-Rosaire	6 617 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 617 \$	- \$	- \$	6 617 \$
39152	Daveluyville	23 733 \$	21 682 \$	- \$	- \$	2 520 \$	47 935 \$	1 927 \$	- \$	49 862 \$
39170	Saint-Louis-de-Blandford	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
40010	Saint-Adrien	3 708 \$	3 \$	- \$	- \$	- \$	3 711 \$	- \$	- \$	3 711 \$
40017	Wotton	8 400 \$	- \$	- \$	- \$	4 994 \$	13 394 \$	- \$	- \$	13 394 \$
40025	Saint-Camille	3 572 \$	4 \$	- \$	- \$	- \$	3 576 \$	- \$	- \$	3 576 \$
40032	Saint-Georges-de-Windsor	7 741 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 741 \$	- \$	- \$	7 741 \$
40043	Asbestos	55 070 \$	105 420 \$	- \$	- \$	192 173 \$	352 663 \$	- \$	- \$	352 663 \$
40047	Danville	20 970 \$	2 \$	- \$	- \$	930 \$	21 902 \$	- \$	- \$	21 902 \$
41012	Saint-Isidore-de-Clifton	6 708 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 708 \$	- \$	- \$	6 708 \$
41027	La Patrie	8 302 \$	- \$	- \$	5 360 \$	4 080 \$	17 742 \$	- \$	- \$	17 742 \$
41038	Cookshire-Eaton	29 144 \$	713 \$	- \$	4 531 \$	6 725 \$	41 113 \$	- \$	- \$	41 113 \$
41055	Ascot Corner	10 673 \$	- \$	- \$	- \$	4 010 \$	14 683 \$	3 171 \$	- \$	17 854 \$
41060	East Angus	50 124 \$	124 580 \$	- \$	- \$	286 017 \$	460 721 \$	20 632 \$	- \$	481 353 \$
41065	Westbury	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	996 \$	- \$	996 \$
41070	Bury	3 150 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 150 \$	- \$	- \$	3 150 \$
41080	Scotstown	5 000 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 000 \$	- \$	- \$	5 000 \$
41098	Weedon	10 086 \$	- \$	- \$	- \$	46 407 \$	56 493 \$	10 553 \$	- \$	67 046 \$
41117	Dudswell	4 472 \$	5 \$	- \$	- \$	- \$	4 477 \$	- \$	- \$	4 477 \$
42005	Stoke	15 970 \$	- \$	- \$	- \$	1 750 \$	17 720 \$	- \$	- \$	17 720 \$
42020	Saint-François-Xavier-Brompton	7 429 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 429 \$	- \$	- \$	7 429 \$
42025	Saint-Denis-de-Brompton	18 885 \$	32 \$	- \$	- \$	4 574 \$	23 491 \$	1 775 \$	- \$	25 266 \$
42032	Racine	3 489 \$	9 \$	- \$	- \$	- \$	3 498 \$	- \$	- \$	3 498 \$
42040	Bonsecours	3 269 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 269 \$	- \$	- \$	3 269 \$
42045	Lawrenceville	3 433 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 433 \$	- \$	- \$	3 433 \$
42050	Sainte-Anne-de-la-Rochelle	4 308 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 308 \$	- \$	- \$	4 308 \$

Compensations tenant lieu de taxes 2018

Code org.	Nom	Écoles primaires (C)	Écoles secondaires (C)	Collégial (C)	Universitaire (C)	Santé (B)	Total Réseaux	Gouvernement (D)	Gouvernement étrangers (A)	Total compensations
42055	Valcourt	31 532 \$	32 877 \$	- \$	- \$	48 356 \$	112 765 \$	- \$	- \$	112 765 \$
42075	Melbourne	16 \$	16 \$	- \$	- \$	- \$	32 \$	- \$	- \$	32 \$
42088	Windsor	40 580 \$	145 957 \$	- \$	- \$	71 355 \$	257 892 \$	- \$	- \$	257 892 \$
42098	Richmond	50 098 \$	61 613 \$	- \$	- \$	56 553 \$	168 264 \$	933 \$	- \$	169 197 \$
42100	Saint-Claude	5 531 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 531 \$	- \$	- \$	5 531 \$
42110	Cleveland	- \$	6 780 \$	- \$	- \$	45 502 \$	52 282 \$	- \$	- \$	52 282 \$
43027	Sherbrooke	1 122 294 \$	2 385 179 \$	1 198 081 \$	6 079 420 \$	5 241 186 \$	16 026 160 \$	46 656 \$	- \$	16 072 816 \$
44003	Saint-Malo	4 488 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 488 \$	- \$	- \$	4 488 \$
44005	Saint-Venant-de-Paquette	- \$	14 \$	- \$	- \$	- \$	14 \$	- \$	- \$	14 \$
44010	East Hereford	2 283 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 283 \$	- \$	- \$	2 283 \$
44015	Saint-Herménégilde	- \$	8 \$	- \$	- \$	- \$	8 \$	146 \$	- \$	154 \$
44023	Dixville	5 517 \$	- \$	- \$	- \$	10 178 \$	15 695 \$	- \$	- \$	15 695 \$
44037	Coaticook	58 010 \$	252 331 \$	- \$	- \$	122 471 \$	432 812 \$	85 077 \$	- \$	517 889 \$
44050	Stanstead-Est	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	598 \$	- \$	598 \$
44055	Sainte-Edwidge-de-Clifton	4 526 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 526 \$	729 \$	- \$	5 255 \$
44060	Martinville	2 862 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 862 \$	- \$	- \$	2 862 \$
44071	Compton	11 732 \$	- \$	- \$	- \$	2 281 \$	14 013 \$	- \$	- \$	14 013 \$
44080	Waterville	16 995 \$	65 129 \$	- \$	- \$	- \$	82 124 \$	- \$	- \$	82 124 \$
45008	Stanstead	38 547 \$	114 524 \$	- \$	- \$	2 665 \$	155 736 \$	751 \$	- \$	156 487 \$
45025	Stanstead	2 \$	551 \$	- \$	- \$	- \$	553 \$	- \$	- \$	553 \$
45030	Potton	6 486 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 486 \$	- \$	- \$	6 486 \$
45035	Ayer's Cliff	8 346 \$	31 093 \$	- \$	- \$	2 541 \$	41 980 \$	276 \$	- \$	42 256 \$
45043	Hatley	- \$	132 \$	- \$	- \$	- \$	132 \$	- \$	- \$	132 \$
45050	North Hatley	13 280 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	13 280 \$	- \$	- \$	13 280 \$
45055	Hatley	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	715 \$	- \$	715 \$
45060	Sainte-Catherine-de-Hatley	3 769 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 769 \$	- \$	- \$	3 769 \$
45072	Magog	145 691 \$	287 205 \$	- \$	- \$	441 708 \$	874 604 \$	4 199 \$	- \$	878 803 \$
45085	Austin	- \$	- \$	- \$	18 434 \$	- \$	18 434 \$	- \$	- \$	18 434 \$
45093	Eastman	8 135 \$	1 \$	- \$	- \$	3 023 \$	11 159 \$	- \$	- \$	11 159 \$
45095	Bolton-Est	- \$	4 \$	- \$	2 199 \$	- \$	2 203 \$	- \$	- \$	2 203 \$
45115	Orford	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	64 085 \$	- \$	64 085 \$
46010	Frelighsburg	4 561 \$	46 \$	- \$	- \$	- \$	4 607 \$	- \$	- \$	4 607 \$
46017	Saint-Armand	2 164 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 164 \$	- \$	- \$	2 164 \$
46025	Pike River	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	112 \$	- \$	112 \$
46035	Bedford	84 791 \$	- \$	- \$	- \$	93 259 \$	178 050 \$	1 811 \$	- \$	179 861 \$
46045	Stanbridge East	- \$	14 \$	- \$	- \$	- \$	14 \$	- \$	- \$	14 \$
46050	Dunham	10 520 \$	77 \$	- \$	- \$	- \$	10 597 \$	- \$	- \$	10 597 \$
46058	Sutton	12 200 \$	376 \$	- \$	- \$	29 398 \$	41 974 \$	- \$	- \$	41 974 \$
46065	Bolton-Ouest	- \$	26 \$	- \$	- \$	- \$	26 \$	- \$	- \$	26 \$

Compensations tenant lieu de taxes 2018

Code org.	Nom	Écoles primaires (C)	Écoles secondaires (C)	Collégial (C)	Universitaire (C)	Santé (B)	Total Réseaux	Gouvernement (D)	Gouvernement étrangers (A)	Total compensations
46075	Lac-Brome	26 089 \$	2 \$	- \$	1 870 \$	4 981 \$	32 942 \$	- \$	- \$	32 942 \$
46078	Bromont	58 983 \$	- \$	- \$	378 266 \$	- \$	437 249 \$	- \$	- \$	437 249 \$
46080	Cowansville	74 588 \$	387 331 \$	- \$	- \$	371 206 \$	833 125 \$	- \$	- \$	833 125 \$
46085	East Farnham	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	38 \$	- \$	38 \$
46090	Brigham	- \$	11 \$	- \$	- \$	11 570 \$	11 581 \$	78 \$	- \$	11 659 \$
46100	Notre-Dame-de-Stanbridge	3 642 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 642 \$	- \$	- \$	3 642 \$
46105	Sainte-Sabine	- \$	5 \$	- \$	- \$	- \$	5 \$	- \$	- \$	5 \$
46112	Farnham	59 002 \$	110 929 \$	- \$	- \$	85 365 \$	255 296 \$	837 \$	- \$	256 133 \$
47010	Saint-Alphonse-de-Granby	20 277 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	20 277 \$	- \$	- \$	20 277 \$
47017	Granby	322 125 \$	562 530 \$	128 034 \$	- \$	542 787 \$	1 555 476 \$	1 094 \$	- \$	1 556 570 \$
47025	Waterloo	77 190 \$	73 717 \$	- \$	- \$	34 003 \$	184 910 \$	4 091 \$	- \$	189 001 \$
47035	Shefford	- \$	28 \$	- \$	- \$	16 138 \$	16 166 \$	18 593 \$	- \$	34 759 \$
47040	Saint-Joachim-de-Shefford	5 156 \$	8 \$	- \$	- \$	- \$	5 164 \$	2 752 \$	- \$	7 916 \$
47047	Roxton Pond	25 788 \$	7 \$	- \$	- \$	7 677 \$	33 472 \$	151 078 \$	- \$	184 550 \$
47055	Sainte-Cécile-de-Milton	12 437 \$	- \$	- \$	- \$	6 886 \$	19 323 \$	- \$	- \$	19 323 \$
48010	Roxton Falls	22 153 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	22 153 \$	- \$	- \$	22 153 \$
48020	Sainte-Christine	4 871 \$	39 \$	- \$	- \$	- \$	4 910 \$	- \$	- \$	4 910 \$
48028	Acton Vale	36 864 \$	158 879 \$	- \$	- \$	82 983 \$	278 726 \$	- \$	- \$	278 726 \$
48038	Upton	8 611 \$	1 \$	- \$	- \$	- \$	8 612 \$	- \$	- \$	8 612 \$
48045	Saint-Théodore-d'Acton	3 640 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 640 \$	- \$	- \$	3 640 \$
48050	Saint-Nazaire-d'Acton	4 323 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 323 \$	- \$	- \$	4 323 \$
49005	Saint-Félix-de-Kingsey	5 217 \$	13 \$	- \$	- \$	- \$	5 230 \$	- \$	- \$	5 230 \$
49015	Durham-Sud	3 648 \$	1 \$	- \$	- \$	- \$	3 649 \$	42 \$	- \$	3 691 \$
49025	L'Avenir	3 516 \$	24 \$	- \$	- \$	- \$	3 540 \$	- \$	- \$	3 540 \$
49040	Wickham	8 393 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	8 393 \$	- \$	- \$	8 393 \$
49048	Saint-Germain-de-Grantham	28 838 \$	29 333 \$	- \$	- \$	4 694 \$	62 865 \$	202 \$	- \$	63 067 \$
49058	Drummondville	463 409 \$	760 852 \$	227 635 \$	- \$	908 616 \$	2 360 512 \$	1 672 \$	- \$	2 362 184 \$
49070	Saint-Cyrille-de-Wendover	15 353 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	15 353 \$	- \$	- \$	15 353 \$
49075	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	10 016 \$	- \$	- \$	- \$	23 120 \$	33 136 \$	- \$	- \$	33 136 \$
49080	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	56 \$	- \$	56 \$
49085	Sainte-Brigitte-des-Saults	2 933 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 933 \$	- \$	- \$	2 933 \$
49095	Saint-Majorique-de-Grantham	12 339 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	12 339 \$	- \$	- \$	12 339 \$
49105	Saint-Eugène	1 964 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 964 \$	- \$	- \$	1 964 \$
49113	Saint-Guillaume	4 680 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 680 \$	- \$	- \$	4 680 \$
49125	Saint-Bonaventure	3 128 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 128 \$	- \$	- \$	3 128 \$
50005	Sainte-Eulalie	5 851 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 851 \$	- \$	- \$	5 851 \$
50013	Aston-Jonction	2 791 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 791 \$	- \$	- \$	2 791 \$
50023	Saint-Wenceslas	7 768 \$	- \$	- \$	- \$	1 783 \$	9 551 \$	- \$	- \$	9 551 \$
50030	Saint-Célestin	4 241 \$	- \$	- \$	- \$	53 236 \$	57 477 \$	- \$	- \$	57 477 \$

Compensations tenant lieu de taxes 2018

Code org.	Nom	Écoles primaires (C)	Écoles secondaires (C)	Collégial (C)	Universitaire (C)	Santé (B)	Total Réseaux	Gouvernement (D)	Gouvernement étrangers (A)	Total compensations
50042	Saint-Léonard-d'Aston	81 198 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	81 198 \$	- \$	- \$	81 198 \$
50050	Sainte-Perpétue	5 387 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 387 \$	- \$	- \$	5 387 \$
50057	Sainte-Monique	5 677 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 677 \$	- \$	- \$	5 677 \$
50072	Nicolet	56 675 \$	304 355 \$	- \$	- \$	218 028 \$	579 058 \$	1 028 489 \$	- \$	1 607 547 \$
50090	Saint-Zéphirin-de-Courval	5 799 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 799 \$	- \$	- \$	5 799 \$
50100	Baie-du-Febvre	7 771 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 771 \$	- \$	- \$	7 771 \$
50113	Pierreville	18 388 \$	- \$	- \$	- \$	38 428 \$	56 816 \$	1 074 \$	- \$	57 890 \$
50128	Saint-François-du-Lac	13 640 \$	35 \$	- \$	- \$	- \$	13 675 \$	69 \$	- \$	13 744 \$
51008	Maskinongé	5 962 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 962 \$	242 \$	- \$	6 204 \$
51015	Louiseville	73 603 \$	159 574 \$	- \$	- \$	313 388 \$	546 565 \$	10 745 \$	- \$	557 310 \$
51020	Yamachiche	17 109 \$	7 \$	- \$	- \$	- \$	17 116 \$	512 \$	- \$	17 628 \$
51025	Saint-Barnabé	1 935 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 935 \$	- \$	- \$	1 935 \$
51035	Saint-Léon-le-Grand	5 797 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 797 \$	- \$	- \$	5 797 \$
51040	Sainte-Ursule	7 200 \$	- \$	- \$	- \$	1 696 \$	8 896 \$	- \$	- \$	8 896 \$
51045	Saint-Justin	5 144 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 144 \$	- \$	- \$	5 144 \$
51060	Saint-Paulin	13 656 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	13 656 \$	- \$	- \$	13 656 \$
51065	Saint-Alexis-des-Monts	21 914 \$	4 \$	- \$	- \$	- \$	21 918 \$	- \$	- \$	21 918 \$
51070	Saint-Mathieu-du-Parc	12 737 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	12 737 \$	170 \$	- \$	12 907 \$
51075	Saint-Élie-de-Caxton	6 379 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 379 \$	106 \$	- \$	6 485 \$
51080	Charette	10 696 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	10 696 \$	- \$	- \$	10 696 \$
51085	Saint-Boniface	25 611 \$	- \$	- \$	- \$	9 122 \$	34 733 \$	70 \$	- \$	34 803 \$
51090	Saint-Étienne-des-Grès	18 728 \$	- \$	- \$	- \$	3 540 \$	22 268 \$	216 \$	- \$	22 484 \$
52007	Lavaltrie	123 275 \$	75 465 \$	- \$	- \$	23 344 \$	222 084 \$	- \$	- \$	222 084 \$
52017	Lanoraie	19 488 \$	- \$	- \$	- \$	33 442 \$	52 930 \$	- \$	- \$	52 930 \$
52030	Sainte-Élisabeth	3 109 \$	- \$	- \$	- \$	24 409 \$	27 518 \$	- \$	- \$	27 518 \$
52035	Berthierville	34 318 \$	150 735 \$	- \$	- \$	10 956 \$	196 009 \$	858 \$	- \$	196 867 \$
52040	Sainte-Geneviève-de-Berthier	8 873 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	8 873 \$	56 623 \$	- \$	65 496 \$
52045	Saint-Ignace-de-Loyola	2 795 \$	(1 401) \$	- \$	- \$	- \$	1 394 \$	148 \$	- \$	1 542 \$
52055	Saint-Barthélemy	12 638 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	12 638 \$	- \$	- \$	12 638 \$
52062	Saint-Cuthbert	9 592 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	9 592 \$	- \$	- \$	9 592 \$
52070	Saint-Norbert	2 350 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 350 \$	- \$	- \$	2 350 \$
52080	Saint-Gabriel	- \$	32 048 \$	- \$	- \$	62 264 \$	94 312 \$	- \$	- \$	94 312 \$
52085	Saint-Gabriel-de-Brandon	- \$	34 936 \$	- \$	- \$	- \$	34 936 \$	- \$	- \$	34 936 \$
52090	Saint-Didace	3 074 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 074 \$	321 \$	- \$	3 395 \$
52095	Mandeville	3 600 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 600 \$	559 \$	- \$	4 159 \$
53005	Saint-David	7 419 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 419 \$	- \$	- \$	7 419 \$
53010	Massueville	13 125 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	13 125 \$	- \$	- \$	13 125 \$
53020	Saint-Robert	7 076 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 076 \$	- \$	- \$	7 076 \$
53025	Sainte-Victoire-de-Sorel	3 933 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 933 \$	- \$	- \$	3 933 \$

Compensations tenant lieu de taxes 2018

Code org.	Nom	Écoles primaires (C)	Écoles secondaires (C)	Collégial (C)	Universitaire (C)	Santé (B)	Total Réseaux	Gouvernement (D)	Gouvernement étrangers (A)	Total compensations
53032	Saint-Ours	9 453 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	9 453 \$	122 \$	- \$	9 575 \$
53040	Saint-Roch-de-Richelieu	32 362 \$	1 \$	- \$	- \$	- \$	32 363 \$	- \$	- \$	32 363 \$
53050	Saint-Joseph-de-Sorel	20 405 \$	- \$	- \$	- \$	4 453 \$	24 858 \$	- \$	- \$	24 858 \$
53052	Sorel-Tracy	219 939 \$	508 223 \$	178 606 \$	- \$	792 469 \$	1 699 237 \$	8 290 \$	- \$	1 707 527 \$
53065	Sainte-Anne-de-Sorel	16 622 \$	36 \$	- \$	- \$	- \$	16 658 \$	218 \$	- \$	16 876 \$
53072	Yamaska	7 343 \$	- \$	- \$	- \$	3 676 \$	11 019 \$	- \$	- \$	11 019 \$
54008	Saint-Pie	32 849 \$	- \$	- \$	- \$	6 567 \$	39 416 \$	261 \$	- \$	39 677 \$
54017	Saint-Damase	12 446 \$	- \$	- \$	- \$	3 919 \$	16 365 \$	- \$	- \$	16 365 \$
54025	Sainte-Madeleine	21 584 \$	- \$	- \$	- \$	9 173 \$	30 757 \$	- \$	- \$	30 757 \$
54030	Sainte-Marie-Madeleine	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 996 \$	- \$	1 996 \$
54035	La Présentation	16 650 \$	- \$	- \$	- \$	5 376 \$	22 026 \$	- \$	- \$	22 026 \$
54048	Saint-Hyacinthe	270 581 \$	1 081 977 \$	617 095 \$	727 465 \$	1 273 583 \$	3 970 701 \$	1 272 159 \$	- \$	5 242 860 \$
54060	Saint-Dominique	10 403 \$	- \$	- \$	- \$	5 167 \$	15 570 \$	- \$	- \$	15 570 \$
54065	Saint-Valérien-de-Milton	8 825 \$	13 \$	- \$	- \$	- \$	8 838 \$	- \$	- \$	8 838 \$
54072	Saint-Liboire	9 862 \$	- \$	- \$	- \$	3 930 \$	13 792 \$	- \$	- \$	13 792 \$
54090	Saint-Simon	6 336 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 336 \$	181 \$	- \$	6 517 \$
54095	Sainte-Hélène-de-Bagot	6 437 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 437 \$	- \$	- \$	6 437 \$
54100	Saint-Hugues	5 291 \$	- \$	- \$	- \$	4 951 \$	10 242 \$	- \$	- \$	10 242 \$
54105	Saint-Barnabé-Sud	13 057 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	13 057 \$	- \$	- \$	13 057 \$
54110	Saint-Jude	8 457 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	8 457 \$	- \$	- \$	8 457 \$
54115	Saint-Bernard-de-Michaudville	2 051 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 051 \$	- \$	- \$	2 051 \$
54120	Saint-Louis	3 694 \$	8 \$	- \$	- \$	- \$	3 702 \$	- \$	- \$	3 702 \$
54125	Saint-Marcel-de-Richelieu	4 754 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 754 \$	- \$	- \$	4 754 \$
55008	Ange-Gardien	29 417 \$	- \$	- \$	- \$	16 214 \$	45 631 \$	279 \$	- \$	45 910 \$
55015	Saint-Paul-d'Abbotsford	9 109 \$	- \$	- \$	- \$	3 423 \$	12 532 \$	- \$	- \$	12 532 \$
55023	Saint-Césaire	63 371 \$	69 741 \$	- \$	- \$	18 343 \$	151 455 \$	- \$	- \$	151 455 \$
55030	Sainte-Angèle-de-Monnoir	9 212 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	9 212 \$	- \$	- \$	9 212 \$
55037	Rougemont	8 089 \$	- \$	- \$	- \$	2 505 \$	10 594 \$	- \$	- \$	10 594 \$
55048	Marieville	108 614 \$	133 470 \$	- \$	- \$	112 874 \$	354 958 \$	3 743 \$	- \$	358 701 \$
55057	Richelieu	27 360 \$	- \$	- \$	- \$	35 907 \$	63 267 \$	244 \$	- \$	63 511 \$
55065	Saint-Mathias-sur-Richelieu	19 940 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	19 940 \$	423 \$	- \$	20 363 \$
56010	Saint-Georges-de-Clarenceville	5 671 \$	19 \$	- \$	- \$	- \$	5 690 \$	- \$	- \$	5 690 \$
56015	Noyan	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
56023	Lacolle	12 655 \$	- \$	- \$	- \$	6 372 \$	19 027 \$	141 \$	- \$	19 168 \$
56035	Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	5 006 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 006 \$	- \$	- \$	5 006 \$
56042	Henryville	5 684 \$	- \$	- \$	- \$	3 296 \$	8 980 \$	- \$	- \$	8 980 \$
56050	Saint-Sébastien	2 199 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 199 \$	- \$	- \$	2 199 \$
56055	Saint-Alexandre	11 771 \$	- \$	- \$	- \$	4 652 \$	16 423 \$	- \$	- \$	16 423 \$
56060	Sainte-Anne-de-Sabrevois	9 481 \$	- \$	- \$	- \$	5 576 \$	15 057 \$	- \$	- \$	15 057 \$

Compensations tenant lieu de taxes 2018

Code org.	Nom	Écoles primaires (C)	Écoles secondaires (C)	Collégial (C)	Universitaire (C)	Santé (B)	Total Réseaux	Gouvernement (D)	Gouvernement étrangers (A)	Total compensations
56065	Saint-Blaise-sur-Richelieu	4 871 \$	8 \$	- \$	- \$	5 061 \$	9 940 \$	- \$	- \$	9 940 \$
56083	Saint-Jean-sur-Richelieu	637 101 \$	790 428 \$	355 451 \$	- \$	1 041 772 \$	2 824 752 \$	3 020 \$	- \$	2 827 772 \$
56097	Mont-Saint-Grégoire	7 450 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 450 \$	- \$	- \$	7 450 \$
56105	Sainte-Brigide-d'Iberville	8 941 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	8 941 \$	- \$	- \$	8 941 \$
57005	Chambly	150 910 \$	160 497 \$	- \$	- \$	246 297 \$	557 704 \$	148 \$	- \$	557 852 \$
57010	Carignan	86 635 \$	- \$	- \$	- \$	10 356 \$	96 991 \$	1 696 \$	- \$	98 687 \$
57020	Saint-Basile-le-Grand	146 395 \$	248 \$	- \$	- \$	29 023 \$	175 666 \$	- \$	- \$	175 666 \$
57025	McMasterville	69 359 \$	131 147 \$	- \$	- \$	25 530 \$	226 036 \$	- \$	- \$	226 036 \$
57030	Otterburn Park	64 510 \$	- \$	- \$	- \$	16 164 \$	80 674 \$	- \$	- \$	80 674 \$
57033	Saint-Jean-Baptiste	21 364 \$	- \$	- \$	78 \$	7 724 \$	29 166 \$	- \$	- \$	29 166 \$
57035	Mont-Saint-Hilaire	101 437 \$	173 179 \$	- \$	79 024 \$	48 576 \$	402 216 \$	6 519 \$	- \$	408 735 \$
57040	Beloil	413 053 \$	5 318 \$	- \$	- \$	160 168 \$	578 539 \$	46 \$	- \$	578 585 \$
57050	Saint-Marc-sur-Richelieu	10 443 \$	- \$	- \$	- \$	2 966 \$	13 409 \$	- \$	- \$	13 409 \$
57057	Saint-Charles-sur-Richelieu	4 303 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 303 \$	- \$	- \$	4 303 \$
57068	Saint-Denis-sur-Richelieu	6 746 \$	- \$	- \$	- \$	3 748 \$	10 494 \$	- \$	- \$	10 494 \$
57075	Saint-Antoine-sur-Richelieu	10 730 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	10 730 \$	- \$	- \$	10 730 \$
58007	Brossard	308 552 \$	331 605 \$	- \$	- \$	136 692 \$	776 849 \$	33 971 \$	13 203 \$	824 023 \$
58012	Saint-Lambert	117 959 \$	558 445 \$	309 287 \$	- \$	80 813 \$	1 066 504 \$	- \$	- \$	1 066 504 \$
58033	Boucherville	189 372 \$	174 079 \$	- \$	- \$	77 862 \$	441 313 \$	191 263 \$	- \$	632 576 \$
58037	Saint-Bruno-de-Montarville	165 193 \$	300 875 \$	- \$	- \$	99 815 \$	565 883 \$	23 416 \$	- \$	589 299 \$
58227	Longueuil	1 371 513 \$	2 108 909 \$	1 027 632 \$	856 196 \$	3 254 750 \$	8 619 000 \$	85 315 \$	- \$	8 704 315 \$
59010	Sainte-Julie	243 443 \$	244 615 \$	- \$	- \$	56 257 \$	544 315 \$	46 170 \$	- \$	590 485 \$
59015	Saint-Amable	141 908 \$	37 021 \$	- \$	- \$	25 811 \$	204 740 \$	- \$	- \$	204 740 \$
59020	Varennes	153 698 \$	218 380 \$	- \$	89 461 \$	105 326 \$	566 865 \$	825 \$	- \$	567 690 \$
59025	Verchères	25 651 \$	- \$	- \$	- \$	9 176 \$	34 827 \$	202 \$	- \$	35 029 \$
59035	Contrecoeur	64 740 \$	51 \$	- \$	- \$	52 154 \$	116 945 \$	2 563 \$	- \$	119 508 \$
60005	Charlemagne	31 677 \$	- \$	- \$	- \$	9 548 \$	41 225 \$	1 724 \$	- \$	42 949 \$
60013	Repentigny	949 301 \$	793 129 \$	40 357 \$	- \$	672 209 \$	2 454 996 \$	1 061 \$	- \$	2 456 057 \$
60020	Saint-Sulpice	15 512 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	15 512 \$	76 \$	- \$	15 588 \$
60028	L'Assomption	132 464 \$	489 936 \$	320 966 \$	- \$	202 895 \$	1 146 261 \$	413 \$	- \$	1 146 674 \$
60035	L'Épiphanie	20 925 \$	235 \$	- \$	- \$	4 479 \$	25 639 \$	- \$	- \$	25 639 \$
60037	L'Épiphanie	32 862 \$	368 \$	- \$	- \$	7 034 \$	40 264 \$	- \$	- \$	40 264 \$
61005	Saint-Paul	57 875 \$	3 \$	- \$	- \$	8 767 \$	66 645 \$	- \$	- \$	66 645 \$
61013	Crabtree	19 956 \$	- \$	- \$	- \$	7 040 \$	26 996 \$	- \$	- \$	26 996 \$
61025	Joliette	156 476 \$	617 615 \$	405 533 \$	- \$	279 898 \$	1 459 522 \$	122 112 \$	- \$	1 581 634 \$
61027	Saint-Thomas	8 970 \$	- \$	- \$	- \$	5 631 \$	14 601 \$	478 \$	- \$	15 079 \$
61030	Notre-Dame-des-Prairies	29 009 \$	- \$	- \$	- \$	3 567 \$	32 576 \$	- \$	- \$	32 576 \$
61035	Saint-Charles-Borromée	130 842 \$	95 305 \$	1 592 \$	- \$	910 410 \$	1 138 149 \$	233 \$	- \$	1 138 382 \$
61040	Saint-Ambroise-de-Kildare	17 999 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	17 999 \$	- \$	- \$	17 999 \$

Compensations tenant lieu de taxes 2018

Code org.	Nom	Écoles primaires (C)	Écoles secondaires (C)	Collégial (C)	Universitaire (C)	Santé (B)	Total Réseaux	Gouvernement (D)	Gouvernement étrangers (A)	Total compensations
61045	Notre-Dame-de-Longueuil	8 098 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	8 098 \$	- \$	- \$	8 098 \$
61050	Sainte-Mélanie	7 905 \$	164 \$	- \$	- \$	- \$	8 069 \$	- \$	- \$	8 069 \$
62007	Saint-Félix-de-Valois	29 327 \$	113 878 \$	- \$	- \$	5 663 \$	148 868 \$	- \$	- \$	148 868 \$
62015	Saint-Jean-de-Matha	18 076 \$	- \$	- \$	- \$	76 166 \$	94 242 \$	- \$	- \$	94 242 \$
62020	Sainte-Béatrix	5 672 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 672 \$	- \$	- \$	5 672 \$
62025	Saint-Alphonse-Rodriguez	9 598 \$	40 \$	- \$	- \$	- \$	9 638 \$	- \$	- \$	9 638 \$
62030	Sainte-Marcelline-de-Kildare	4 392 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 392 \$	- \$	- \$	4 392 \$
62037	Rawdon	86 292 \$	107 716 \$	- \$	- \$	9 386 \$	203 394 \$	- \$	- \$	203 394 \$
62047	Chertsey	22 039 \$	70 \$	- \$	5 460 \$	6 365 \$	33 934 \$	- \$	- \$	33 934 \$
62053	Entrelacs	2 880 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 880 \$	- \$	- \$	2 880 \$
62055	Notre-Dame-de-la-Merci	2 757 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 757 \$	- \$	- \$	2 757 \$
62060	Saint-Donat	9 218 \$	6 819 \$	- \$	- \$	32 208 \$	48 245 \$	- \$	- \$	48 245 \$
62065	Saint-Côme	4 252 \$	- \$	- \$	- \$	5 511 \$	9 763 \$	- \$	- \$	9 763 \$
62070	Sainte-Émélie-de-l'Énergie	4 643 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 643 \$	- \$	- \$	4 643 \$
62075	Saint-Damien	6 518 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 518 \$	- \$	- \$	6 518 \$
62080	Saint-Zénon	3 292 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 292 \$	- \$	- \$	3 292 \$
62085	Saint-Michel-des-Saints	8 228 \$	16 292 \$	- \$	- \$	22 252 \$	46 772 \$	1 154 \$	- \$	47 926 \$
63005	Sainte-Marie-Salomé	4 756 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 756 \$	- \$	- \$	4 756 \$
63013	Saint-Jacques	30 425 \$	113 917 \$	- \$	- \$	28 266 \$	172 608 \$	64 \$	- \$	172 672 \$
63023	Saint-Alexis	16 241 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	16 241 \$	- \$	- \$	16 241 \$
63030	Saint-Esprit	12 718 \$	6 011 \$	- \$	- \$	5 297 \$	24 026 \$	- \$	- \$	24 026 \$
63035	Saint-Roch-de-l'Achigan	31 576 \$	101 485 \$	- \$	- \$	5 888 \$	138 949 \$	- \$	- \$	138 949 \$
63040	Saint-Roch-Ouest	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	9 \$	- \$	9 \$
63048	Saint-Lin--Laurentides	161 329 \$	39 884 \$	- \$	- \$	81 331 \$	282 544 \$	- \$	- \$	282 544 \$
63055	Saint-Calixte	46 395 \$	- \$	- \$	- \$	6 733 \$	53 128 \$	- \$	- \$	53 128 \$
63060	Sainte-Julienne	124 249 \$	106 432 \$	- \$	- \$	14 974 \$	245 655 \$	- \$	- \$	245 655 \$
63065	Saint-Liguori	7 138 \$	216 \$	- \$	- \$	15 154 \$	22 508 \$	- \$	- \$	22 508 \$
64008	Terrebonne	1 176 416 \$	1 211 592 \$	320 978 \$	- \$	1 932 270 \$	4 641 256 \$	109 \$	- \$	4 641 365 \$
64015	Mascouche	477 568 \$	225 530 \$	- \$	- \$	49 297 \$	752 395 \$	182 \$	- \$	752 577 \$
65005	Laval	2 614 442 \$	4 060 112 \$	850 195 \$	842 507 \$	3 620 390 \$	11 987 646 \$	323 006 \$	- \$	12 310 652 \$
66007	Montréal-Est	24 952 \$	- \$	- \$	- \$	4 086 \$	29 038 \$	- \$	- \$	29 038 \$
66023	Montréal	16 775 027 \$	21 523 780 \$	8 657 154 \$	41 527 789 \$	66 388 598 \$	154 872 348 \$	9 025 497 \$	1 700 508 \$	165 598 353 \$
66032	Westmount	337 617 \$	424 876 \$	1 285 977 \$	- \$	410 292 \$	2 458 762 \$	43 027 \$	34 014 \$	2 535 803 \$
66047	Montréal-Ouest	85 630 \$	141 611 \$	- \$	- \$	7 742 \$	234 983 \$	953 \$	- \$	235 936 \$
66058	Côte-Saint-Luc	435 768 \$	395 838 \$	- \$	- \$	454 080 \$	1 285 686 \$	- \$	- \$	1 285 686 \$
66062	Hampstead	90 076 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	90 076 \$	- \$	- \$	90 076 \$
66072	Mont-Royal	236 428 \$	191 396 \$	- \$	15 554 \$	- \$	443 378 \$	- \$	- \$	443 378 \$
66087	Dorval	108 717 \$	345 259 \$	- \$	- \$	156 685 \$	610 661 \$	75 113 \$	- \$	685 774 \$
66097	Pointe-Claire	301 302 \$	601 770 \$	- \$	- \$	542 860 \$	1 445 932 \$	1 914 \$	- \$	1 447 846 \$

Compensations tenant lieu de taxes 2018

Code org.	Nom	Écoles primaires (C)	Écoles secondaires (C)	Collégial (C)	Universitaire (C)	Santé (B)	Total Réseaux	Gouvernement (D)	Gouvernement étrangers (A)	Total compensations
66102	Kirkland	116 479 \$	40 560 \$	- \$	- \$	98 903 \$	255 942 \$	- \$	- \$	255 942 \$
66107	Beaconsfield	233 830 \$	259 133 \$	- \$	- \$	179 588 \$	672 551 \$	317 \$	12 253 \$	685 121 \$
66112	Baie-D'Urfé	58 863 \$	60 816 \$	- \$	- \$	- \$	119 679 \$	9 825 \$	- \$	129 504 \$
66117	Sainte-Anne-de-Bellevue	45 620 \$	64 648 \$	755 693 \$	1 099 656 \$	938 740 \$	2 904 357 \$	33 680 \$	- \$	2 938 037 \$
66127	Senneville	- \$	38 801 \$	- \$	75 731 \$	- \$	114 532 \$	- \$	- \$	114 532 \$
66142	Dollard-Des Ormeaux	685 808 \$	79 184 \$	21 117 \$	- \$	6 008 \$	792 117 \$	- \$	- \$	792 117 \$
67005	Saint-Mathieu	7 042 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 042 \$	- \$	- \$	7 042 \$
67010	Saint-Philippe	87 044 \$	256 \$	- \$	- \$	23 721 \$	111 021 \$	- \$	- \$	111 021 \$
67015	La Prairie	182 317 \$	395 560 \$	- \$	- \$	85 175 \$	663 052 \$	48 536 \$	- \$	711 588 \$
67020	Candiac	216 422 \$	4 \$	- \$	- \$	40 555 \$	256 981 \$	436 \$	- \$	257 417 \$
67025	Delson	96 145 \$	- \$	- \$	- \$	12 498 \$	108 643 \$	4 872 \$	- \$	113 515 \$
67030	Sainte-Catherine	146 672 \$	225 387 \$	- \$	- \$	18 288 \$	390 347 \$	1 999 \$	- \$	392 346 \$
67035	Saint-Constant	135 861 \$	156 891 \$	- \$	- \$	50 675 \$	343 427 \$	4 495 \$	- \$	347 922 \$
67040	Saint-Isidore	14 219 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	14 219 \$	- \$	- \$	14 219 \$
67045	Mercier	94 246 \$	19 953 \$	- \$	- \$	15 270 \$	129 469 \$	6 226 \$	- \$	135 695 \$
67050	Châteauguay	602 370 \$	921 153 \$	- \$	- \$	1 272 011 \$	2 795 534 \$	18 684 \$	- \$	2 814 218 \$
67055	Léry	1 300 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 300 \$	115 \$	- \$	1 415 \$
68005	Saint-Bernard-de-Lacolle	3 620 \$	4 \$	- \$	- \$	- \$	3 624 \$	3 127 \$	- \$	6 751 \$
68010	Hemmingford	20 197 \$	1 324 \$	- \$	- \$	5 832 \$	27 353 \$	- \$	- \$	27 353 \$
68020	Sainte-Clotilde	11 160 \$	- \$	- \$	- \$	2 376 \$	13 536 \$	- \$	- \$	13 536 \$
68025	Saint-Patrice-de-Sherrington	9 597 \$	- \$	- \$	- \$	3 134 \$	12 731 \$	- \$	- \$	12 731 \$
68030	Napierville	1 558 \$	51 728 \$	- \$	- \$	8 669 \$	61 955 \$	- \$	- \$	61 955 \$
68035	Saint-Cyprien-de-Napierville	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 555 \$	- \$	2 555 \$
68040	Saint-Jacques-le-Mineur	7 912 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 912 \$	657 \$	- \$	8 569 \$
68045	Saint-Édouard	3 014 \$	- \$	- \$	- \$	3 060 \$	6 074 \$	- \$	- \$	6 074 \$
68050	Saint-Michel	7 707 \$	- \$	- \$	- \$	2 354 \$	10 061 \$	- \$	- \$	10 061 \$
68055	Saint-Rémi	11 577 \$	50 932 \$	- \$	- \$	48 327 \$	110 836 \$	1 145 \$	- \$	111 981 \$
69010	Franklin	4 980 \$	- \$	- \$	- \$	2 532 \$	7 512 \$	- \$	- \$	7 512 \$
69017	Saint-Chrysostome	19 414 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	19 414 \$	30 \$	- \$	19 444 \$
69025	Howick	40 354 \$	359 \$	- \$	- \$	- \$	40 713 \$	2 532 \$	- \$	43 245 \$
69030	Très-Saint-Sacrement	41 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	41 \$	- \$	- \$	41 \$
69037	Ormstown	16 022 \$	64 552 \$	- \$	- \$	62 209 \$	142 783 \$	7 \$	- \$	142 790 \$
69045	Hinchinbrooke	- \$	386 \$	- \$	- \$	2 372 \$	2 758 \$	- \$	- \$	2 758 \$
69060	Godmanchester	- \$	70 \$	- \$	- \$	- \$	70 \$	397 \$	- \$	467 \$
69065	Sainte-Barbe	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	41 \$	- \$	41 \$
69070	Saint-Anicet	5 586 \$	49 \$	- \$	- \$	- \$	5 635 \$	152 \$	- \$	5 787 \$
69075	Dundee	- \$	5 \$	- \$	- \$	- \$	5 \$	2 004 \$	- \$	2 009 \$
70005	Saint-Urbain-Premier	6 996 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 996 \$	- \$	- \$	6 996 \$
70012	Sainte-Martine	14 130 \$	12 469 \$	- \$	- \$	11 477 \$	38 076 \$	- \$	- \$	38 076 \$

Compensations tenant lieu de taxes 2018

Code org.	Nom	Écoles primaires (C)	Écoles secondaires (C)	Collégial (C)	Universitaire (C)	Santé (B)	Total Réseaux	Gouvernement (D)	Gouvernement étrangers (A)	Total compensations
70022	Beauharnois	74 213 \$	157 457 \$	- \$	- \$	86 209 \$	317 879 \$	6 463 \$	- \$	324 342 \$
70030	Saint-Étienne-de-Beauharnois	4 586 \$	58 \$	- \$	- \$	- \$	4 644 \$	1 016 \$	- \$	5 660 \$
70035	Saint-Louis-de-Gonzague	7 863 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 863 \$	- \$	- \$	7 863 \$
70040	Saint-Stanislas-de-Kostka	4 728 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 728 \$	- \$	- \$	4 728 \$
70052	Salaberry-de-Valleyfield	218 857 \$	425 788 \$	439 173 \$	- \$	838 697 \$	1 922 515 \$	9 548 \$	- \$	1 932 063 \$
71005	Rivière-Beaudette	115 \$	2 786 \$	- \$	- \$	- \$	2 901 \$	- \$	- \$	2 901 \$
71015	Saint-Télesphore	3 292 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 292 \$	- \$	- \$	3 292 \$
71020	Saint-Polycarpe	8 261 \$	88 474 \$	- \$	- \$	12 225 \$	108 960 \$	- \$	- \$	108 960 \$
71025	Saint-Zotique	118 760 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	118 760 \$	- \$	- \$	118 760 \$
71033	Les Coteaux	18 850 \$	- \$	- \$	- \$	8 987 \$	27 837 \$	- \$	- \$	27 837 \$
71040	Coteau-du-Lac	42 815 \$	613 \$	- \$	- \$	39 057 \$	82 485 \$	- \$	- \$	82 485 \$
71045	Saint-Clet	4 725 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 725 \$	- \$	- \$	4 725 \$
71050	Les Cèdres	18 481 \$	24 516 \$	- \$	- \$	- \$	42 997 \$	4 026 \$	- \$	47 023 \$
71060	L'Île-Perrot	70 736 \$	38 961 \$	- \$	20 292 \$	52 438 \$	182 427 \$	18 590 \$	- \$	201 017 \$
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	44 428 \$	- \$	- \$	- \$	26 005 \$	70 433 \$	- \$	- \$	70 433 \$
71070	Pincourt	101 365 \$	179 283 \$	- \$	- \$	17 636 \$	298 284 \$	1 093 \$	- \$	299 377 \$
71075	Terrasse-Vaudreuil	11 730 \$	- \$	- \$	10 181 \$	- \$	21 911 \$	- \$	- \$	21 911 \$
71083	Vaudreuil-Dorion	252 579 \$	426 023 \$	- \$	- \$	77 344 \$	755 946 \$	21 843 \$	- \$	777 789 \$
71100	Hudson	52 580 \$	69 478 \$	- \$	- \$	6 283 \$	128 341 \$	- \$	- \$	128 341 \$
71105	Saint-Lazare	244 523 \$	57 067 \$	- \$	- \$	11 618 \$	313 208 \$	- \$	- \$	313 208 \$
71110	Sainte-Marthe	6 870 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 870 \$	- \$	- \$	6 870 \$
71115	Sainte-Justine-de-Newton	3 791 \$	5 885 \$	- \$	- \$	- \$	9 676 \$	- \$	- \$	9 676 \$
71133	Rigaud	20 037 \$	237 941 \$	- \$	- \$	59 118 \$	317 096 \$	1 176 \$	- \$	318 272 \$
72005	Saint-Eustache	310 326 \$	254 594 \$	- \$	- \$	682 358 \$	1 247 278 \$	396 \$	- \$	1 247 674 \$
72010	Deux-Montagnes	151 946 \$	295 349 \$	- \$	- \$	43 519 \$	490 814 \$	- \$	- \$	490 814 \$
72015	Sainte-Marthe-sur-le-Lac	191 352 \$	113 440 \$	- \$	- \$	26 883 \$	331 675 \$	170 \$	- \$	331 845 \$
72020	Pointe-Calumet	61 961 \$	- \$	- \$	- \$	6 069 \$	68 030 \$	- \$	- \$	68 030 \$
72025	Saint-Joseph-du-Lac	75 713 \$	- \$	- \$	- \$	6 853 \$	82 566 \$	- \$	- \$	82 566 \$
72032	Oka	20 757 \$	44 787 \$	- \$	- \$	2 632 \$	68 176 \$	94 111 \$	- \$	162 287 \$
72043	Saint-Placide	10 089 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	10 089 \$	- \$	- \$	10 089 \$
73005	Boisbriand	228 989 \$	192 232 \$	- \$	- \$	64 725 \$	485 946 \$	- \$	- \$	485 946 \$
73010	Sainte-Thérèse	144 605 \$	645 837 \$	916 106 \$	- \$	337 842 \$	2 044 390 \$	271 \$	- \$	2 044 661 \$
73015	Blainville	370 491 \$	179 151 \$	- \$	- \$	55 084 \$	604 726 \$	490 \$	- \$	605 216 \$
73020	Rosemère	180 389 \$	230 308 \$	- \$	- \$	72 922 \$	483 619 \$	- \$	- \$	483 619 \$
73025	Lorraine	99 171 \$	- \$	- \$	- \$	27 841 \$	127 012 \$	- \$	- \$	127 012 \$
73030	Bois-des-Filion	41 894 \$	76 553 \$	- \$	- \$	14 077 \$	132 524 \$	- \$	- \$	132 524 \$
73035	Sainte-Anne-des-Plaines	104 316 \$	127 878 \$	- \$	- \$	25 699 \$	257 893 \$	- \$	- \$	257 893 \$
74005	Mirabel	267 756 \$	141 998 \$	5 202 \$	- \$	75 718 \$	490 674 \$	8 164 \$	- \$	498 838 \$
75005	Saint-Colomban	155 877 \$	- \$	- \$	- \$	18 289 \$	174 166 \$	- \$	- \$	174 166 \$

Compensations tenant lieu de taxes 2018

Code org.	Nom	Écoles primaires (C)	Écoles secondaires (C)	Collégial (C)	Universitaire (C)	Santé (B)	Total Réseaux	Gouvernement (D)	Gouvernement étrangers (A)	Total compensations
75017	Saint-Jérôme	723 054 \$	1 015 704 \$	407 780 \$	173 028 \$	1 119 799 \$	3 439 365 \$	2 096 \$	- \$	3 441 461 \$
75028	Sainte-Sophie	91 818 \$	244 \$	- \$	- \$	15 409 \$	107 471 \$	39 \$	- \$	107 510 \$
75040	Prévost	98 625 \$	- \$	- \$	1 267 \$	21 719 \$	121 611 \$	2 381 \$	- \$	123 992 \$
75045	Saint-Hippolyte	17 905 \$	440 \$	- \$	6 852 \$	4 690 \$	29 887 \$	- \$	- \$	29 887 \$
76020	Lachute	106 494 \$	429 629 \$	- \$	- \$	293 313 \$	829 436 \$	- \$	- \$	829 436 \$
76025	Gore	- \$	86 \$	2 706 \$	- \$	- \$	2 792 \$	- \$	- \$	2 792 \$
76043	Brownsburg-Chatham	30 480 \$	178 \$	- \$	- \$	6 404 \$	37 062 \$	1 033 \$	- \$	38 095 \$
76052	Grenville-sur-la-Rouge	- \$	48 317 \$	- \$	- \$	- \$	48 317 \$	1 243 \$	- \$	49 560 \$
76055	Grenville	39 894 \$	- \$	- \$	- \$	7 667 \$	47 561 \$	- \$	- \$	47 561 \$
76065	Harrington	- \$	2 \$	- \$	- \$	- \$	2 \$	- \$	- \$	2 \$
77012	Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	5 438 \$	4 753 \$	- \$	2 276 \$	- \$	12 467 \$	447 \$	- \$	12 914 \$
77022	Sainte-Adèle	52 817 \$	133 155 \$	- \$	7 356 \$	169 489 \$	362 817 \$	1 500 \$	- \$	364 317 \$
77030	Piedmont	- \$	- \$	- \$	- \$	39 081 \$	39 081 \$	- \$	- \$	39 081 \$
77043	Saint-Sauveur	28 010 \$	- \$	- \$	- \$	7 402 \$	35 412 \$	- \$	- \$	35 412 \$
77050	Morin-Heights	13 589 \$	- \$	- \$	- \$	4 533 \$	18 122 \$	636 \$	- \$	18 758 \$
77065	Saint-Adolphe-d'Howard	130 \$	- \$	- \$	- \$	3 692 \$	3 822 \$	- \$	- \$	3 822 \$
78005	Val-Morin	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
78010	Val-David	34 163 \$	- \$	- \$	- \$	8 986 \$	43 149 \$	- \$	- \$	43 149 \$
78020	Sainte-Lucie-des-Laurentides	- \$	22 \$	- \$	- \$	- \$	22 \$	- \$	- \$	22 \$
78032	Sainte-Agathe-des-Monts	64 081 \$	199 110 \$	- \$	- \$	412 134 \$	675 325 \$	765 \$	- \$	676 090 \$
78047	Saint-Faustin--Lac-Carré	- \$	- \$	- \$	- \$	4 456 \$	4 456 \$	17 675 \$	- \$	22 131 \$
78060	Arundel	5 950 \$	2 988 \$	- \$	- \$	- \$	8 938 \$	- \$	- \$	8 938 \$
78065	Huberdeau	3 747 \$	- \$	- \$	- \$	62 610 \$	66 357 \$	- \$	- \$	66 357 \$
78070	Amherst	17 765 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	17 765 \$	- \$	- \$	17 765 \$
78095	Lac-Supérieur	- \$	- \$	- \$	1 489 \$	- \$	1 489 \$	16 292 \$	- \$	17 781 \$
78102	Mont-Tremblant	24 694 \$	66 246 \$	- \$	- \$	22 037 \$	112 977 \$	1 005 \$	- \$	113 982 \$
78120	Labelle	9 307 \$	- \$	- \$	- \$	24 142 \$	33 449 \$	- \$	- \$	33 449 \$
78130	La Minerve	4 074 \$	1 536 \$	- \$	- \$	- \$	5 610 \$	- \$	- \$	5 610 \$
79005	Notre-Dame-du-Laus	6 464 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 464 \$	2 958 \$	- \$	9 422 \$
79010	Notre-Dame-de-Pontmain	5 587 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 587 \$	- \$	- \$	5 587 \$
79025	Kiamika	5 280 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 280 \$	- \$	- \$	5 280 \$
79030	Nominingue	6 506 \$	198 \$	- \$	- \$	- \$	6 704 \$	- \$	- \$	6 704 \$
79037	Rivière-Rouge	78 326 \$	- \$	- \$	- \$	340 213 \$	418 539 \$	1 018 \$	- \$	419 557 \$
79047	La Macaza	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 085 \$	- \$	2 085 \$
79050	L'Ascension	8 409 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	8 409 \$	949 \$	- \$	9 358 \$
79065	Chute-Saint-Philippe	3 870 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 870 \$	- \$	- \$	3 870 \$
79078	Lac-des-Écorces	15 329 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	15 329 \$	8 124 \$	- \$	23 453 \$
79088	Mont-Laurier	107 128 \$	382 860 \$	54 825 \$	- \$	318 472 \$	863 285 \$	9 719 \$	- \$	873 004 \$
79097	Ferme-Neuve	24 610 \$	20 \$	- \$	- \$	- \$	24 630 \$	3 205 \$	- \$	27 835 \$

Compensations tenant lieu de taxes 2018

Code org.	Nom	Écoles primaires (C)	Écoles secondaires (C)	Collégial (C)	Universitaire (C)	Santé (B)	Total Réseaux	Gouvernement (D)	Gouvernement étrangers (A)	Total compensations
79110	Mont-Saint-Michel	3 237 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 237 \$	- \$	- \$	3 237 \$
79115	Sainte-Anne-du-Lac	7 703 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 703 \$	- \$	- \$	7 703 \$
80010	Montebello	20 426 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	20 426 \$	- \$	- \$	20 426 \$
80027	Saint-André-Avellin	26 167 \$	36 \$	- \$	- \$	113 067 \$	139 270 \$	- \$	- \$	139 270 \$
80037	Papineauville	5 937 \$	161 877 \$	- \$	- \$	6 854 \$	174 668 \$	226 \$	- \$	174 894 \$
80045	Plaisance	5 706 \$	1 \$	- \$	- \$	- \$	5 707 \$	29 897 \$	- \$	35 604 \$
80050	Thurso	18 051 \$	15 678 \$	- \$	- \$	7 403 \$	41 132 \$	- \$	- \$	41 132 \$
80065	Mayo	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 101 \$	- \$	2 101 \$
80078	Ripon	6 622 \$	- \$	- \$	22 988 \$	- \$	29 610 \$	- \$	- \$	29 610 \$
80085	Mulgrave-et-Derry	- \$	12 \$	- \$	- \$	- \$	12 \$	- \$	- \$	12 \$
80103	Chénéville	9 820 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	9 820 \$	- \$	- \$	9 820 \$
80110	Namur	10 808 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	10 808 \$	- \$	- \$	10 808 \$
80135	Duhamel	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 166 \$	- \$	1 166 \$
80140	Val-des-Bois	- \$	- \$	- \$	- \$	1 072 \$	1 072 \$	- \$	- \$	1 072 \$
81017	Gatineau	2 558 258 \$	3 435 625 \$	1 381 612 \$	1 039 823 \$	3 826 586 \$	12 241 904 \$	49 809 \$	5 382 \$	12 297 095 \$
82005	L'Ange-Gardien	- \$	39 \$	- \$	- \$	20 515 \$	20 554 \$	- \$	- \$	20 554 \$
82010	Notre-Dame-de-la-Salette	10 350 \$	2 \$	- \$	- \$	- \$	10 352 \$	- \$	- \$	10 352 \$
82015	Val-des-Monts	66 434 \$	200 \$	- \$	- \$	9 891 \$	76 525 \$	- \$	- \$	76 525 \$
82020	Cantley	81 590 \$	- \$	- \$	- \$	10 185 \$	91 775 \$	- \$	- \$	91 775 \$
82025	Chelsea	50 362 \$	- \$	- \$	- \$	9 266 \$	59 628 \$	- \$	- \$	59 628 \$
82030	Pontiac	39 311 \$	13 \$	- \$	- \$	1 956 \$	41 280 \$	121 \$	- \$	41 401 \$
82035	La Pêche	47 359 \$	34 875 \$	- \$	- \$	82 019 \$	164 253 \$	1 711 \$	- \$	165 964 \$
83010	Low	2 694 \$	- \$	- \$	- \$	1 580 \$	4 274 \$	- \$	- \$	4 274 \$
83015	Kazabazua	2 623 \$	23 \$	- \$	- \$	2 308 \$	4 954 \$	- \$	- \$	4 954 \$
83020	Lac-Sainte-Marie	2 678 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 678 \$	- \$	- \$	2 678 \$
83032	Gracefield	40 \$	35 027 \$	- \$	- \$	18 100 \$	53 167 \$	702 \$	- \$	53 869 \$
83040	Cayamant	1 304 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 304 \$	- \$	- \$	1 304 \$
83045	Blue Sea	1 539 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 539 \$	- \$	- \$	1 539 \$
83050	Bouchette	2 098 \$	93 \$	- \$	- \$	- \$	2 191 \$	- \$	- \$	2 191 \$
83055	Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	2 782 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 782 \$	- \$	- \$	2 782 \$
83060	Messines	2 285 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 285 \$	- \$	- \$	2 285 \$
83065	Maniwaki	72 903 \$	224 086 \$	- \$	- \$	208 886 \$	505 875 \$	437 \$	- \$	506 312 \$
83070	Déléage	- \$	2 398 \$	- \$	- \$	- \$	2 398 \$	- \$	- \$	2 398 \$
83075	Egan-Sud	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
83085	Bois-Franc	2 775 \$	1 393 \$	- \$	- \$	- \$	4 168 \$	- \$	- \$	4 168 \$
83088	Montcerf-Lytton	2 239 \$	2 755 \$	- \$	- \$	- \$	4 994 \$	- \$	- \$	4 994 \$
83095	Grand-Remous	2 937 \$	1 211 \$	- \$	- \$	- \$	4 148 \$	- \$	- \$	4 148 \$
84005	Bristol	6 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 \$	- \$	- \$	6 \$
84010	Shawville	16 118 \$	32 774 \$	- \$	- \$	162 429 \$	211 321 \$	- \$	- \$	211 321 \$

Compensations tenant lieu de taxes 2018

Code org.	Nom	Écoles primaires (C)	Écoles secondaires (C)	Collégial (C)	Universitaire (C)	Santé (B)	Total Réseaux	Gouvernement (D)	Gouvernement étrangers (A)	Total compensations
84015	Clarendon	- \$	153 \$	- \$	- \$	- \$	153 \$	- \$	- \$	153 \$
84030	Campbell's Bay	- \$	64 705 \$	- \$	- \$	3 288 \$	67 993 \$	- \$	- \$	67 993 \$
84035	L'Île-du-Grand-Calumet	4 327 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 327 \$	- \$	- \$	4 327 \$
84055	Otter Lake	3 410 \$	5 \$	- \$	- \$	- \$	3 415 \$	- \$	- \$	3 415 \$
84060	Fort-Coulonge	43 529 \$	13 138 \$	- \$	- \$	- \$	56 667 \$	- \$	- \$	56 667 \$
84065	Mansfield-et-Pontefract	- \$	50 609 \$	- \$	- \$	31 813 \$	82 422 \$	- \$	- \$	82 422 \$
84070	Waltham	- \$	6 \$	- \$	- \$	- \$	6 \$	- \$	- \$	6 \$
84082	L'Isle-aux-Allumettes	10 588 \$	3 534 \$	- \$	- \$	2 168 \$	16 290 \$	- \$	- \$	16 290 \$
84090	Chichester	- \$	12 \$	- \$	- \$	- \$	12 \$	- \$	- \$	12 \$
85005	Témiscaming	51 186 \$	6 166 \$	- \$	- \$	49 529 \$	106 881 \$	63 \$	- \$	106 944 \$
85010	Kipawa	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	21 331 \$	- \$	21 331 \$
85015	Saint-Édouard-de-Fabre	3 635 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 635 \$	- \$	- \$	3 635 \$
85020	Béarn	7 904 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 904 \$	- \$	- \$	7 904 \$
85025	Ville-Marie	21 692 \$	32 768 \$	- \$	- \$	145 702 \$	200 162 \$	- \$	- \$	200 162 \$
85030	Duhamel-Ouest	- \$	- \$	- \$	- \$	688 \$	688 \$	- \$	- \$	688 \$
85037	Lorrainville	1 128 \$	80 176 \$	- \$	- \$	1 950 \$	83 254 \$	- \$	- \$	83 254 \$
85045	Saint-Bruno-de-Guigues	9 181 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	9 181 \$	19 076 \$	- \$	28 257 \$
85052	Laverlochère-Angliers	4 882 \$	39 \$	- \$	- \$	- \$	4 921 \$	11 437 \$	- \$	16 358 \$
85055	Fugèreville	2 976 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 976 \$	- \$	- \$	2 976 \$
85060	Latulipe-et-Gaboury	14 562 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	14 562 \$	- \$	- \$	14 562 \$
85065	Belleterre	2 374 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 374 \$	- \$	- \$	2 374 \$
85085	Saint-Eugène-de-Guigues	5 296 \$	19 \$	- \$	- \$	- \$	5 315 \$	- \$	- \$	5 315 \$
85090	Notre-Dame-du-Nord	6 157 \$	55 003 \$	- \$	56 695 \$	- \$	117 855 \$	- \$	- \$	117 855 \$
85095	Guérin	2 692 \$	1 \$	- \$	- \$	- \$	2 693 \$	- \$	- \$	2 693 \$
85100	Nédélec	6 022 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 022 \$	- \$	- \$	6 022 \$
86042	Rouyn-Noranda	275 119 \$	410 861 \$	501 663 \$	446 939 \$	764 354 \$	2 398 936 \$	22 345 \$	- \$	2 421 281 \$
87005	Duparquet	6 737 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 737 \$	- \$	- \$	6 737 \$
87010	Rapide-Danseur	- \$	- \$	- \$	19 301 \$	- \$	19 301 \$	- \$	- \$	19 301 \$
87015	Roquemaure	3 216 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 216 \$	- \$	- \$	3 216 \$
87020	Gallichan	105 \$	4 \$	- \$	- \$	- \$	109 \$	- \$	- \$	109 \$
87025	Palmarolle	10 819 \$	- \$	- \$	- \$	10 326 \$	21 145 \$	- \$	- \$	21 145 \$
87030	Sainte-Germaine-Boulé	6 934 \$	- \$	- \$	- \$	5 179 \$	12 113 \$	- \$	- \$	12 113 \$
87035	Poularies	5 841 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 841 \$	- \$	- \$	5 841 \$
87042	Taschereau	4 816 \$	966 \$	- \$	- \$	- \$	5 782 \$	- \$	- \$	5 782 \$
87050	Authier	2 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 \$	- \$	- \$	2 \$
87058	Macamic	12 159 \$	34 343 \$	- \$	- \$	129 316 \$	175 818 \$	1 110 \$	- \$	176 928 \$
87070	Sainte-Hélène-de-Mancebourg	5 666 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	5 666 \$	- \$	- \$	5 666 \$
87080	La Reine	- \$	16 \$	- \$	- \$	- \$	16 \$	- \$	- \$	16 \$
87085	Dupuy	13 621 \$	5 \$	- \$	- \$	- \$	13 626 \$	- \$	- \$	13 626 \$

Compensations tenant lieu de taxes 2018

Code org.	Nom	Écoles primaires (C)	Écoles secondaires (C)	Collégial (C)	Universitaire (C)	Santé (B)	Total Réseaux	Gouvernement (D)	Gouvernement étrangers (A)	Total compensations
87090	La Sarre	70 914 \$	284 831 \$	- \$	- \$	192 795 \$	548 540 \$	- \$	- \$	548 540 \$
87100	Authier-Nord	3 466 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 466 \$	- \$	- \$	3 466 \$
87110	Clermont	2 150 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 150 \$	- \$	- \$	2 150 \$
87115	Normétal	27 939 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	27 939 \$	- \$	- \$	27 939 \$
88010	Rochebaucourt	17 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	17 \$	- \$	- \$	17 \$
88015	La Morandière	2 530 \$	4 542 \$	- \$	- \$	- \$	7 072 \$	- \$	- \$	7 072 \$
88022	Barraute	9 670 \$	36 288 \$	- \$	- \$	- \$	45 958 \$	- \$	- \$	45 958 \$
88030	La Corne	1 852 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 852 \$	- \$	- \$	1 852 \$
88035	Landrienne	7 751 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 751 \$	- \$	- \$	7 751 \$
88040	Saint-Marc-de-Figuery	3 338 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 338 \$	- \$	- \$	3 338 \$
88045	La Motte	3 036 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 036 \$	- \$	- \$	3 036 \$
88050	Saint-Mathieu-d'Harricana	2 351 \$	4 \$	- \$	- \$	- \$	2 355 \$	- \$	- \$	2 355 \$
88055	Amos	92 456 \$	381 627 \$	- \$	- \$	507 660 \$	981 743 \$	1 025 \$	- \$	982 768 \$
88060	Saint-Félix-de-Dalquier	6 684 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 684 \$	- \$	- \$	6 684 \$
88065	Saint-Dominique-du-Rosaire	3 723 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 723 \$	- \$	- \$	3 723 \$
88070	Berry	4 581 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 581 \$	- \$	- \$	4 581 \$
88075	Trécesson	3 507 \$	118 \$	- \$	- \$	- \$	3 625 \$	21 865 \$	- \$	25 490 \$
88080	Launay	2 762 \$	85 \$	- \$	- \$	- \$	2 847 \$	- \$	- \$	2 847 \$
88085	Sainte-Gertrude-Manneville	4 700 \$	3 \$	- \$	- \$	- \$	4 703 \$	- \$	- \$	4 703 \$
88090	Preissac	2 210 \$	65 \$	- \$	- \$	- \$	2 275 \$	- \$	- \$	2 275 \$
89008	Val-d'Or	225 055 \$	287 257 \$	147 528 \$	26 917 \$	390 860 \$	1 077 617 \$	21 827 \$	- \$	1 099 444 \$
89010	Rivière-Héva	3 464 \$	14 \$	- \$	- \$	- \$	3 478 \$	- \$	- \$	3 478 \$
89015	Malartic	133 610 \$	145 137 \$	- \$	- \$	349 407 \$	628 154 \$	- \$	- \$	628 154 \$
89040	Senneterre	55 821 \$	77 931 \$	- \$	- \$	76 353 \$	210 105 \$	2 443 \$	- \$	212 548 \$
89050	Belcourt	9 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	9 \$	- \$	- \$	9 \$
90012	La Tuque	93 237 \$	340 916 \$	- \$	- \$	416 562 \$	850 715 \$	10 687 \$	- \$	861 402 \$
91005	Lac-Bouchette	9 724 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	9 724 \$	- \$	- \$	9 724 \$
91010	Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	16 270 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	16 270 \$	- \$	- \$	16 270 \$
91015	Saint-François-de-Sales	19 835 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	19 835 \$	- \$	- \$	19 835 \$
91020	Chambord	17 816 \$	- \$	- \$	- \$	9 886 \$	27 702 \$	- \$	- \$	27 702 \$
91025	Roberval	62 961 \$	251 367 \$	- \$	- \$	1 037 666 \$	1 351 994 \$	- \$	- \$	1 351 994 \$
91030	Sainte-Hedwidge	4 797 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 797 \$	1 629 \$	- \$	6 426 \$
91035	Saint-Prime	25 463 \$	2 \$	- \$	- \$	8 439 \$	33 904 \$	103 \$	- \$	34 007 \$
91042	Saint-Félicien	66 024 \$	199 071 \$	264 394 \$	- \$	55 323 \$	584 812 \$	- \$	- \$	584 812 \$
91050	La Doré	18 205 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	18 205 \$	- \$	- \$	18 205 \$
92005	Saint-Augustin	11 954 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	11 954 \$	- \$	- \$	11 954 \$
92010	Péribonka	- \$	19 \$	- \$	- \$	- \$	19 \$	- \$	- \$	19 \$
92015	Sainte-Jeanne-d'Arc	8 411 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	8 411 \$	- \$	- \$	8 411 \$
92022	Dolbeau-Mistassini	159 428 \$	405 863 \$	- \$	- \$	486 027 \$	1 051 318 \$	501 \$	- \$	1 051 819 \$

Compensations tenant lieu de taxes 2018

Code org.	Nom	Écoles primaires (C)	Écoles secondaires (C)	Collégial (C)	Universitaire (C)	Santé (B)	Total Réseaux	Gouvernement (D)	Gouvernement étrangers (A)	Total compensations
92030	Albanel	24 926 \$	6 \$	- \$	- \$	- \$	24 932 \$	- \$	- \$	24 932 \$
92040	Normandin	42 111 \$	127 255 \$	- \$	- \$	67 516 \$	236 882 \$	23 906 \$	- \$	260 788 \$
92045	Saint-Thomas-Didyme	10 871 \$	338 \$	- \$	- \$	- \$	11 209 \$	- \$	- \$	11 209 \$
92050	Saint-Edmond-les-Plaines	4 233 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 233 \$	- \$	- \$	4 233 \$
92055	Girardville	22 390 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	22 390 \$	- \$	- \$	22 390 \$
92060	Notre-Dame-de-Lorette	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 203 \$	- \$	1 203 \$
92065	Saint-Eugène-d'Argentenay	6 814 \$	10 \$	- \$	- \$	- \$	6 824 \$	- \$	- \$	6 824 \$
93005	Desbiens	11 154 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	11 154 \$	- \$	- \$	11 154 \$
93012	Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	50 101 \$	75 700 \$	- \$	- \$	127 424 \$	253 225 \$	- \$	- \$	253 225 \$
93020	Hébertville	13 778 \$	64 256 \$	- \$	- \$	37 223 \$	115 257 \$	- \$	- \$	115 257 \$
93025	Hébertville-Station	21 406 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	21 406 \$	- \$	- \$	21 406 \$
93030	Saint-Bruno	34 055 \$	5 \$	- \$	- \$	13 887 \$	47 947 \$	- \$	- \$	47 947 \$
93035	Saint-Gédéon	20 751 \$	2 \$	- \$	- \$	- \$	20 753 \$	- \$	- \$	20 753 \$
93042	Alma	246 619 \$	679 953 \$	293 141 \$	- \$	662 681 \$	1 882 394 \$	1 495 \$	- \$	1 883 889 \$
93045	Saint-Nazaire	28 145 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	28 145 \$	- \$	- \$	28 145 \$
93055	Labrecque	20 409 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	20 409 \$	- \$	- \$	20 409 \$
93060	Lamarche	10 644 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	10 644 \$	- \$	- \$	10 644 \$
93065	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	19 315 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	19 315 \$	- \$	- \$	19 315 \$
93070	Saint-Henri-de-Taillon	7 279 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 279 \$	18 708 \$	- \$	25 987 \$
93075	Sainte-Monique	12 446 \$	8 \$	- \$	- \$	- \$	12 454 \$	- \$	- \$	12 454 \$
93080	Saint-Ludger-de-Milot	7 312 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 312 \$	2 661 \$	- \$	9 973 \$
94068	Saguenay	1 018 438 \$	2 748 611 \$	1 542 399 \$	1 447 717 \$	3 347 000 \$	10 104 165 \$	21 565 \$	- \$	10 125 730 \$
94205	Petit-Saguenay	17 693 \$	8 \$	- \$	- \$	- \$	17 701 \$	7 754 \$	- \$	25 455 \$
94210	L'Anse-Saint-Jean	- \$	40 182 \$	- \$	- \$	6 731 \$	46 913 \$	1 235 \$	- \$	48 148 \$
94215	Rivière-Éternité	11 325 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	11 325 \$	35 014 \$	- \$	46 339 \$
94220	Ferland-et-Boilleau	8 741 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	8 741 \$	- \$	- \$	8 741 \$
94225	Saint-Félix-d'Otis	10 355 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	10 355 \$	1 507 \$	- \$	11 862 \$
94230	Sainte-Rose-du-Nord	8 620 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	8 620 \$	- \$	- \$	8 620 \$
94235	Saint-Fulgence	17 365 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	17 365 \$	586 \$	- \$	17 951 \$
94240	Saint-Honoré	75 855 \$	33 \$	41 561 \$	- \$	6 675 \$	124 124 \$	105 709 \$	- \$	229 833 \$
94245	Saint-David-de-Falardeau	20 865 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	20 865 \$	- \$	- \$	20 865 \$
94250	Bégin	10 157 \$	13 \$	- \$	- \$	- \$	10 170 \$	625 \$	- \$	10 795 \$
94255	Saint-Ambroise	49 217 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	49 217 \$	46 \$	- \$	49 263 \$
94260	Saint-Charles-de-Bourget	8 978 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	8 978 \$	- \$	- \$	8 978 \$
94265	Larouche	22 014 \$	- \$	- \$	- \$	7 029 \$	29 043 \$	- \$	- \$	29 043 \$
95005	Tadoussac	26 147 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	26 147 \$	46 016 \$	- \$	72 163 \$
95010	Sacré-Coeur	24 139 \$	- \$	- \$	- \$	9 038 \$	33 177 \$	15 277 \$	- \$	48 454 \$
95018	Les Bergeronnes	8 182 \$	124 368 \$	- \$	- \$	62 177 \$	194 727 \$	- \$	- \$	194 727 \$
95032	Longue-Rive	12 363 \$	55 \$	- \$	- \$	- \$	12 418 \$	7 146 \$	- \$	19 564 \$

Compensations tenant lieu de taxes 2018

Code org.	Nom	Écoles primaires (C)	Écoles secondaires (C)	Collégial (C)	Universitaire (C)	Santé (B)	Total Réseaux	Gouvernement (D)	Gouvernement étrangers (A)	Total compensations
95040	Portneuf-sur-Mer	24 826 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	24 826 \$	- \$	- \$	24 826 \$
95045	Forestville	30 899 \$	109 256 \$	- \$	- \$	86 664 \$	226 819 \$	6 128 \$	- \$	232 947 \$
95050	Colombier	23 054 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	23 054 \$	- \$	- \$	23 054 \$
96005	Baie-Trinité	20 604 \$	- \$	- \$	- \$	26 322 \$	46 926 \$	5 132 \$	- \$	52 058 \$
96010	Godbout	8 456 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	8 456 \$	117 \$	- \$	8 573 \$
96015	Franquelin	6 107 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 107 \$	- \$	- \$	6 107 \$
96020	Baie-Comeau	242 235 \$	478 667 \$	199 398 \$	- \$	837 767 \$	1 758 067 \$	4 990 \$	- \$	1 763 057 \$
96025	Pointe-Lebel	36 981 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	36 981 \$	- \$	- \$	36 981 \$
96030	Pointe-aux-Outardes	17 408 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	17 408 \$	49 742 \$	- \$	67 150 \$
96035	Chute-aux-Outardes	32 202 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	32 202 \$	1 579 \$	- \$	33 781 \$
96040	Ragueneau	39 147 \$	- \$	- \$	- \$	5 103 \$	44 250 \$	- \$	- \$	44 250 \$
97007	Sept-Îles	358 918 \$	468 673 \$	212 108 \$	77 997 \$	539 618 \$	1 657 314 \$	29 911 \$	- \$	1 687 225 \$
97022	Port-Cartier	84 155 \$	79 011 \$	- \$	- \$	149 756 \$	312 922 \$	19 \$	- \$	312 941 \$
97035	Fermont	108 144 \$	39 608 \$	- \$	- \$	42 175 \$	189 927 \$	7 787 \$	- \$	197 714 \$
97040	Schefferville	- \$	30 702 \$	- \$	1 990 \$	52 908 \$	85 600 \$	5 955 \$	- \$	91 555 \$
98005	Blanc-Sablon	51 362 \$	54 876 \$	- \$	- \$	236 080 \$	342 318 \$	5 804 \$	- \$	348 122 \$
98010	Bonne-Espérance	33 949 \$	53 675 \$	- \$	- \$	1 049 \$	88 673 \$	280 \$	- \$	88 953 \$
98012	Saint-Augustin	28 716 \$	6 538 \$	- \$	- \$	20 173 \$	55 427 \$	20 852 \$	- \$	76 279 \$
98015	Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	119 866 \$	13 591 \$	- \$	- \$	82 531 \$	215 988 \$	73 683 \$	- \$	289 671 \$
98020	L'Île-d'Anticosti	11 899 \$	3 218 \$	- \$	- \$	- \$	15 117 \$	60 847 \$	- \$	75 964 \$
98025	Natashquan	- \$	29 624 \$	- \$	- \$	- \$	29 624 \$	- \$	- \$	29 624 \$
98030	Aguanish	6 234 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	6 234 \$	2 373 \$	- \$	8 607 \$
98035	Baie-Johan-Beetz	2 552 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 552 \$	- \$	- \$	2 552 \$
98040	Havre-Saint-Pierre	25 537 \$	76 887 \$	- \$	194 \$	149 968 \$	252 586 \$	10 007 \$	- \$	262 593 \$
98045	Longue-Pointe-de-Mingan	14 355 \$	- \$	- \$	- \$	7 643 \$	21 998 \$	- \$	- \$	21 998 \$
98055	Rivière-au-Tonnerre	18 326 \$	49 \$	- \$	- \$	9 644 \$	28 019 \$	3 242 \$	- \$	31 261 \$
99005	Lebel-sur-Quévillon	169 750 \$	- \$	- \$	- \$	47 819 \$	217 569 \$	- \$	- \$	217 569 \$
99015	Matagami	83 478 \$	82 187 \$	- \$	- \$	117 130 \$	282 795 \$	130 620 \$	- \$	413 415 \$
99020	Chapais	35 910 \$	74 502 \$	- \$	- \$	43 251 \$	153 663 \$	- \$	- \$	153 663 \$
99025	Chibougamau	111 205 \$	341 187 \$	- \$	- \$	296 253 \$	748 645 \$	17 124 \$	- \$	765 769 \$
99060	G.R. d'Eeyou Istchee Baie-James	8 891 \$	3 992 \$	- \$	- \$	6 612 \$	19 495 \$	- \$	- \$	19 495 \$
AG010	Îles-de-la-Madeleine	55 081 \$	104 777 \$	16 406 \$	- \$	295 153 \$	471 417 \$	70 255 \$	- \$	541 672 \$
AG780	Sainte-Agathe-des-Monts	21 038 \$	65 374 \$	- \$	- \$	135 306 \$	221 718 \$	224 \$	- \$	221 942 \$
AG781	Mont-Tremblant	23 389 \$	62 739 \$	- \$	- \$	20 870 \$	106 998 \$	787 \$	- \$	107 785 \$
NR030	La Côte-de-Gaspé	- \$	- \$	- \$	- \$	114 \$	114 \$	825 \$	- \$	939 \$
NR040	La Haute-Gaspésie	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	43 264 \$	- \$	43 264 \$
NR070	La Matapédia	- \$	1 570 \$	- \$	- \$	- \$	1 570 \$	1 067 \$	- \$	2 637 \$
NR080	Matane	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	32 \$	- \$	32 \$
NR150	Charlevoix-Est	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 408 \$	- \$	1 408 \$

Compensations tenant lieu de taxes 2018

Code org.	Nom	Écoles primaires (C)	Écoles secondaires (C)	Collégial (C)	Universitaire (C)	Santé (B)	Total Réseaux	Gouvernement (D)	Gouvernement étrangers (A)	Total compensations
NR160	Charlevoix	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	17 982 \$	- \$	17 982 \$
NR210	La Côte-de-Beaupré	- \$	- \$	- \$	39 919 \$	- \$	39 919 \$	2 114 \$	- \$	42 033 \$
NR220	La Jacques-Cartier	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	19 801 \$	- \$	19 801 \$
NR340	Portneuf	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	8 945 \$	- \$	8 945 \$
NR350	Mékinac	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	3 621 \$	- \$	3 621 \$
NR620	Matawinie	- \$	40 \$	- \$	8 164 \$	- \$	8 204 \$	14 038 \$	- \$	22 242 \$
NR790	Antoine-Labelle	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	66 080 \$	- \$	66 080 \$
NR830	La Vallée-de-la-Gatineau	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	7 158 \$	- \$	7 158 \$
NR840	Pontiac	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 803 \$	- \$	1 803 \$
NR850	Témiscamingue	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	4 709 \$	- \$	4 709 \$
NR880	Abitibi	- \$	5 \$	- \$	- \$	- \$	5 \$	- \$	- \$	5 \$
NR890	Vallée-de-l'Or	- \$	- \$	- \$	- \$	920 \$	920 \$	- \$	- \$	920 \$
NR910	Le Domaine-du-Roy	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
NR942	Le Fjord-du-Saguenay	- \$	60 \$	40 \$	- \$	- \$	100 \$	8 522 \$	- \$	8 622 \$
NR950	La Haute-Côte-Nord	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 938 \$	- \$	1 938 \$
NR960	Manicouagan	- \$	- \$	680 \$	- \$	- \$	680 \$	210 \$	- \$	890 \$
99075	Kuujuaraapik							395 287 \$		395 287 \$
99080	Umiujaq							253 654 \$		253 654 \$
99085	Inukjuak							1 081 770 \$		1 081 770 \$
99090	Kangiqsualujjuaq							401 183 \$		401 183 \$
99095	Kuujuuaq							3 057 736 \$		3 057 736 \$
99100	Tasiujaq							235 027 \$		235 027 \$
99105	Aupaluk							219 196 \$		219 196 \$
99110	Kangirsuk							322 829 \$		322 829 \$
99115	Quaqtaq							300 685 \$		300 685 \$
99120	Puvirnituq							1 640 098 \$		1 640 098 \$
99125	Akulivik							373 719 \$		373 719 \$
99130	Kangiqsujuaq							434 467 \$		434 467 \$
99135	Salluit							922 944 \$		922 944 \$
99140	Ivujivik							276 671 \$		276 671 \$
Taxes scolaires visant les immeubles d'organismes internationaux										
	Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal								85 156 \$	85 156 \$
	Commission scolaire de la Rivière-du-Nord								168 \$	168 \$
	Commission scolaire des Portages de l'Outaouais								554 \$	554 \$
		65 853 315 \$	90 004 467 \$	33 777 939 \$	72 103 747 \$	156 647 925 \$	418 387 393 \$	30 965 801 \$	1 851 238 \$	451 204 432 \$

Compensations tenant lieu de taxes 2018

Code org.	Nom	Écoles primaires (C)	Écoles secondaires (C)	Collégial (C)	Universitaire (C)	Santé (B)	Total Réseaux	Gouvernement (D)	Gouvernement étrangers (A)	Total compensations
-----------	-----	-------------------------	---------------------------	---------------	-------------------	-----------	---------------	---------------------	-------------------------------	---------------------

Note: Les montants indiqués dans cette liste sont les compensations tenant lieu de taxes concernant l'année 2018 versées jusqu'au 28 février 2019. Il convient de préciser que les montants versés pour les immeubles des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux constituent un acompte de 90 % calculé à partir du plus élevé entre le taux global de taxation (TGT) prévisionnel ou le TGT pondéré de chaque municipalité. Le solde sera versé au cours de 2019 à la suite de la réception des rapports financiers 2018 des municipalités.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 40	Sommes engagées en 2018-2019 pour promouvoir la démocratie municipale et prévisions des sommes pour 2019-2020. Préciser les moyens mis de l'avant pour encourager les candidatures des jeunes et des femmes.
---------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Nom	Sommes engagées 2018-2019	Sommes prévues 2019-2020	Moyens
Table des partenaires Femmes et politique municipale	750 \$	1 000 \$	<p>Cette Table vise la concertation des intervenants du milieu municipal ainsi que des organisations assurant la promotion des droits des femmes au Québec, afin de favoriser la participation des femmes à la politique municipale.</p> <p>Le Ministère et le Secrétariat à la condition féminine coprésident cette Table composée du Conseil des Montréalaises, du Conseil du statut de la femme, d'Élections Québec, de la Fédération québécoise des municipalités, de l'Union des municipalités du Québec, du Groupe Femmes, Politique et Démocratie, de la Ville de Montréal et du Réseau des élues municipales de la Montérégie Est.</p> <p>Deux rencontres de la Table ont été tenues les 20 juin 2018 et 22 novembre 2018.</p> <p>Deux rencontres de la Table sont prévues pour 2019-2020 et les sommes prévues sont d'environ 1 000 \$.</p>
Commandite de l'événement : Activité de réseautage de femmes élues aux différents paliers gouvernementaux		10 000 \$	<p>Cet événement prévu à l'automne 2019 est organisé à l'initiative du Secrétariat à la condition féminine (SCF) et s'inscrit dans le cadre de la Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Il a pour objectif d'offrir un espace de réseautage et de formation aux femmes élues afin de les accompagner dans l'exercice de leurs responsabilités.</p> <p>Il réunira environ 250 participantes dont une centaine du milieu municipal.</p>

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 41

Toutes études, analyses ou scénarios commandés ou réalisés au sujet d'une modification à la date des élections municipales.

Les analyses sont en cours à ce sujet.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 42

Liste des rencontres tenues par les conférences administratives régionales (CAR) en 2018-2019. Indiquer les dates, les lieux, les résultats atteints. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2019-2020.

Conférence administrative régionale (CAR)	Rencontres tenues : nombre, dates et lieux
01 - Bas-Saint-Laurent	4 rencontres : 6 avril 2018, 15 juin 2018, 28 septembre 2018, 30 novembre 2018. Les rencontres ont eu lieu à Rimouski.
02 - Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 rencontres : 23 mai 2018 et 1 ^{er} novembre 2018. Les rencontres ont eu lieu respectivement à Saguenay et à Alma.
03 - Capitale-Nationale	4 rencontres : 17 mai 2018, 13 juin 2018, 15 novembre 2018 et 21 février 2019. Les rencontres ont eu lieu à Québec.
04 - Mauricie	4 rencontres : 1 ^{er} juin 2018, 14 septembre 2018, 23 novembre 2018 et le 15 mars 2019. Les rencontres ont eu lieu à Trois-Rivières.
05 - Estrie	3 rencontres : 7 juin 2018, 4 octobre 2018 et 21 février 2019. Les rencontres ont eu lieu à Sherbrooke.
06 - Montréal	4 rencontres : 29 mai 2018, 25 septembre 2018, 29 novembre 2018 et 12 mars 2019. Les rencontres ont eu lieu à Montréal.
07 - Outaouais	4 rencontres : 21 juin 2018, 29 octobre 2018, 3 décembre 2018 et 1 ^{er} mars 2019. Les rencontres ont eu lieu à Gatineau
08 - Abitibi-Témiscamingue	4 rencontres : 18 mai 2018, 14 septembre 2018, 16 novembre 2018 et 18 janvier 2019. Les rencontres ont eu lieu à Rouyn-Noranda.
09 - Côte-Nord	5 rencontres : 12 juin 2018 (Sept-Îles), 21 août 2018 (conférence téléphonique), 18 octobre 2018 (Baie-Comeau), 19 décembre 2018 (visio-conférence) et 26 mars 2019 (Sept-Îles).

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 42

Liste des rencontres tenues par les conférences administratives régionales (CAR) en 2018-2019. Indiquer les dates, les lieux, les résultats atteints. Identifier les personnes présentes et fournir une copie des ordres du jour et procès-verbaux. Indiquer les rencontres inscrites à l'agenda pour 2019-2020.

Conférence administrative régionale (CAR)	Rencontres tenues : nombre, dates et lieux
10 - Nord-du-Québec	3 rencontres : 20 juin 2018, 4 octobre 2018 et 7 février 2019. Les rencontres ont eu lieu à Chibougamau.
11 - Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	3 rencontres : 21 juin 2018 (Percé), 22 novembre 2018 (Gaspé) et 7 mars 2019 (Chandler).
12 - Chaudière-Appalaches	4 rencontres : 8 juin 2018 (Sainte-Marie), 5 octobre 2018 (Lévis), 7 décembre 2018 (Sainte-Marie), 1 ^{er} mars 2019 (Sainte-Marie).
13 - Laval	5 rencontres : 13 juin 2018, 10 septembre 2018, 24 octobre 2018, 5 décembre 2018 et 25 février 2019. Les rencontres ont eu lieu à Laval.
14 - Lanaudière	2 rencontres : 23 mai 2018 (Joliette) et 13 décembre 2018 (Joliette).
15 - Laurentides	4 rencontres : 8 juin 2018, 2 octobre 2018, 27 novembre 2018 et 27 février 2019. Les rencontres ont eu lieu à Saint-Jérôme.
16 - Montérégie	3 rencontres : 20 juin 2018 (Longueuil), 4 octobre 2018 (Saint-Hyacinthe) et 18 février 2019 (Longueuil).
17 - Centre-du-Québec	4 rencontres : 25 mai 2018, 28 septembre 2018, 30 novembre 2018 et 22 février 2019. Les rencontres ont eu lieu à Bécancour.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 43

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités, ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2018-2019, incluant les rencontres tenues par la ministre ou le cabinet ministériel.

- **Rencontre du sous-ministre avec l'UMQ et la FQM**

1. 23 janvier 2019 – Rencontre du sous-ministre avec l'UMQ et la FQM pour présenter le projet d'orientations et d'objectifs du plan stratégique 2019-2023.

- **Table des partenaires – Femmes et politique municipale**

2. 20 juin 2018 (Ville de Trois-Rivières) – Rencontre de la Table des partenaires – Femmes et politique municipale réunissant des représentants du Ministère, du Secrétariat à la condition féminine, de la Ville de Montréal, de la Fédération québécoise des municipalités, de l'Union des municipalités du Québec, du Conseil du statut de la femme et du Groupe Femmes, Politique et Démocratie.
3. 22 novembre 2018 (Ville de Québec et participants en conférence téléphonique) – Rencontre de la Table des partenaires – Femmes et politique municipale réunissant des représentants du Ministère, du Secrétariat à la condition féminine, de la Ville de Montréal, de la Fédération québécoise des municipalités, de l'Union des municipalités du Québec, du Conseil du statut de la femme, du Groupe Femmes, Politique et Démocratie, du Conseil des Montréalaises, du Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec et du Directeur général des élections du Québec.

- **Table d'accompagnement des gouvernements de proximité**

4. 30 octobre 2018 (Ville de Québec) – Rencontre de la Table d'accompagnement des gouvernements de proximité réunissant des représentants du Ministère, de l'Union des municipalités du Québec, de la Fédération québécoise des municipalités, de l'Association des directeurs municipaux du Québec, de l'Association des directeurs généraux des municipalités du Québec, de l'Association des directeurs généraux des municipalités régionales de comté du Québec et de la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec.
5. 28 novembre 2018 (Ville de Québec) – Rencontre de la Table d'accompagnement des gouvernements de proximité réunissant des représentants du Ministère, de l'Union des municipalités du Québec, de la Fédération québécoise des municipalités, de l'Association des directeurs municipaux du Québec, de l'Association des directeurs généraux des municipalités du Québec, de l'Association des directeurs généraux des municipalités régionales de comté du Québec et de la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 43

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités, ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2018-2019, incluant les rencontres tenues par la ministre ou le cabinet ministériel.

- **Comité permanent de liaison environnement-municipalités (COPLEM) technique**

6. 2 novembre 2018 (Ville de Québec) – Rencontre du Comité permanent de liaison environnement-municipalités (COPLEM) technique réunissant des représentants du Ministère, du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de l'Union des municipalités du Québec, de la Fédération québécoise des municipalités, de la Ville de Montréal et de la Ville de Québec.

- **Comité permanent de liaison environnement-municipalités (COPLEM) d'orientation**

7. 11 décembre 2018 (Ville de Québec) – Rencontre du Comité permanent de liaison environnement-municipalités (COPLEM) d'orientation réunissant des représentants du Ministère, du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de l'Union des municipalités du Québec, de la Fédération québécoise des municipalités, de la Ville de Montréal et de la Ville de Québec.

- **Rencontre de consultation sur la LERM**

8. 11 janvier 2019 (Ville de Québec) – Rencontre de consultation sur la révision de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* réunissant des représentants du Ministère, de l'Union des municipalités du Québec, de la Fédération des municipalités du Québec, de l'Association des directeurs municipaux du Québec, de l'Association des directeurs généraux des municipalités du Québec, de l'Association des directeurs généraux des municipalités régionales de comté du Québec, de la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec, de la Ville de Montréal et de la Ville de Québec.

- **Rencontres régulières du Comité-conseil sur l'allègement du fardeau administratif des municipalités mettant en présence le personnel de l'UMQ ou de la FQM**

9. 18 avril 2018 – Rencontre du Comité-conseil réunissant des représentants du MAMH, de l'UMQ, de la FQM, de l'ADMQ, de l'ADGMQ, de l'ADGMRCQ et de la COMAQ
10. 18 juin 2018 – Rencontre du Comité-conseil réunissant des représentants du MAMH, de l'UMQ, de la FQM, de l'ADMQ, de l'ADGMQ, de l'ADGMRCQ et de la COMAQ
11. 12 septembre 2018 – Rencontre du Comité-conseil réunissant des représentants du MAMH, de l'UMQ, de la FQM, de l'ADMQ, de l'ADGMQ, de l'ADGMRCQ et de la COMAQ
12. 31 octobre 2018 – Rencontre du Comité-conseil réunissant des représentants du MAMH, de l'UMQ, de la FQM, de l'ADMQ, de l'ADGMQ, de l'ADGMRCQ et de la COMAQ
13. 7 février 2019 – Rencontre du Comité-conseil réunissant des représentants du MAMH, de l'UMQ, de la FQM, de l'ADMQ, de l'ADGMQ, de l'ADGMRCQ et de la COMAQ

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 43

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités, ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2018-2019, incluant les rencontres tenues par la ministre ou le cabinet ministériel.

- **Rencontres spéciales du Comité-conseil sur l'allègement du fardeau administratif des municipalités mettant en présence le personnel de l'UMQ ou de la FQM**
 - 14. 11 octobre 2018 – Rencontre spéciale du Comité-conseil portant les besoins de formation en matière de gestion contractuelle réunissant des représentants du MAMH, de l'UMQ, de la FQM, de l'ADMQ, de l'ADGMQ, de l'ADGMRCQ et de la COMAQ
 - 15. 20 novembre 2018 – Rencontre spéciale du Comité-conseil portant sur le projet de règlement sur les concours d'architecture réunissant des représentants du MAMH, de l'UMQ, de la FQM, de l'ADMQ, de l'ADGMQ, de l'ADGMRCQ et de la COMAQ
- **Rencontre de la Table Québec-municipalités**
 - 16. 29 mai 2018 – Rencontre de la Table Québec-municipalités réunissant des représentants de l'UMQ, de la FQM, de la Ville de Montréal et de la Ville de Québec
- **Rencontres du comité technique # 1 portant sur la définition des besoins et le choix du mode d'octroi (pôle d'expertise en gestion contractuelle)**
 - 17. 24 mai 2018 – Rencontre réunissant la FQM, l'UMQ, l'ADMQ, l'ADGMQ, l'ADGMRCQ, la COMAQ et l'AIMQ
 - 18. 26 septembre 2018 – Rencontre réunissant la FQM, l'UMQ, l'ADMQ, l'ADGMQ, l'ADGMRCQ, la COMAQ et l'AIMQ
 - 19. 13 décembre 2018 – Rencontre réunissant la FQM, l'UMQ, l'ADMQ, l'ADGMQ, l'ADGMRCQ, la COMAQ et l'AIMQ
 - 20. 7 février 2019 – Rencontre réunissant la FQM, l'UMQ, l'ADGMQ, l'ADGMRCQ, la COMAQ et l'AIMQ
- **Rencontres du comité technique # 2 portant sur l'appel d'offres public et les comités de sélection (pôle d'expertise en gestion contractuelle)**
 - 21. 14 juin 2018 – Rencontre réunissant la FQM, l'UMQ, l'ADMQ, l'ADGMQ, l'ADGMRCQ, la COMAQ et l'AIMQ
 - 22. 12 septembre 2018 – Formation sur les pénalités lors du suivi d'un contrat réunissant la FQM, l'UMQ, l'ADMQ et l'ADGMRCQ
 - 23. 13 novembre 2018 – Rencontre réunissant la FQM, l'UMQ, l'ADMQ, l'ADGMQ, l'ADGMRCQ, la COMAQ et l'AIMQ
 - 24. 16 janvier 2019 – Rencontre réunissant la FQM, l'UMQ, l'ADGMQ, l'ADGMRCQ, la COMAQ et l'AIMQ

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 43

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités, ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2018-2019, incluant les rencontres tenues par la ministre ou le cabinet ministériel.

25. 28 février 2019 – Rencontre réunissant la FQM, l'UMQ, l'ADGMQ, l'ADGMRCQ, la COMAQ et l'AIMQ
- **Rencontres du comité technique # 3 portant sur le suivi des contrats (pôle d'expertise en matière de gestion contractuelle)**
26. 30 mai 2018 – Rencontre réunissant la FQM, l'UMQ, l'ADMQ, l'ADGMQ, l'ADGMRCQ, la COMAQ et l'AIMQ
27. 18 septembre 2018 – Formation sur les pénalités lors du suivi d'un contrat réunissant la FQM, l'UMQ, l'ADMQ et l'ADGMRCQ
28. 26 septembre 2018 – Rencontre réunissant la FQM, l'UMQ, l'ADMQ, l'ADGMQ, l'ADGMRCQ, la COMAQ et l'AIMQ
29. 7 novembre 2018 – Rencontre réunissant la FQM, l'UMQ, l'ADGMQ, l'ADGMRCQ, la COMAQ et l'AIMQ
30. 9 janvier 2019 – Rencontre réunissant la FQM, l'UMQ, l'ADGMQ, l'ADGMRCQ, la COMAQ et l'AIMQ
31. 6 février 2019 – Rencontre réunissant la FQM, l'UMQ, l'ADGMQ, l'ADGMRCQ, la COMAQ et l'AIMQ
- **Rencontres portant sur le règlement gouvernemental sur la passation de contrats professionnels à la suite d'un concours d'architecture, d'ingénierie, de design ou pluridisciplinaire**
32. 18 octobre 2018 – Rencontre réunissant la FQM, l'UMQ, l'OAQ, l'OIQ, l'ADIQ, l'ADMQ, l'ADGMQ, l'ADGMRCQ, la COMAQ ainsi que les villes de Québec et Montréal
33. 20 novembre 2018 – Formation sur les pénalités lors du suivi d'un contrat réunissant la FQM, l'UMQ, l'ADGMQ et la COMAQ
- **Rencontre portant sur le projet de Règlement sur l'autorisation d'aliénation et d'utilisation d'un lot sans l'autorisation de la Commission de protection du territoire agricole du Québec**
34. 6 novembre 2018 – Rencontre réunissant des représentants de la FQM, du MAPAQ et du MAMH, ainsi que des MRC de Memphrémagog et de Brome-Missisquoi

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 43

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités, ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2018-2019, incluant les rencontres tenues par la ministre ou le cabinet ministériel.

- **Rencontres portant sur la Stratégie d'économie d'eau potable**

- 35. 4 avril 2018 – Rencontre réunissant la FQM
- 36. 1^{er} novembre 2018 – Rencontre réunissant la FQM, l'UMQ, les villes de Québec et Montréal ainsi que Réseau Environnement
- 37. 7 février 2019 – Rencontre réunissant la FQM
- 38. 13 février 2019 – Rencontre réunissant l'UMQ

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 43

Dates et lieux des rencontres avec l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités, ainsi que les ordres du jour et procès-verbaux pour 2018-2019, incluant les rencontres tenues par la ministre ou le cabinet ministériel.

Légende :

- UMQ : Union des municipalités du Québec
- FQM : Fédération québécoise des municipalités
- ADMQ : Association des directeurs municipaux du Québec
- ADGMQ : Association des directeurs généraux des municipalités du Québec
- ADGMRCQ : Association des directeurs généraux des municipalités régionales de comté du Québec
- COMAQ : Corporation des officiers municipaux agréés du Québec
- AIMQ : Association des ingénieurs municipaux du Québec
- OAQ : Ordre des architectes du Québec
- OIQ : Ordre des ingénieurs du Québec
- ADIQ : Association des designers industriels du Québec

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 44	Liste des droits d'opposition dont se sont prévalués les municipalités reconstituées en 2018-2019. Indiquer l'objet du litige, les municipalités en cause et la décision de la Commission municipale. Fournir une copie de la correspondance adressée au ministre et indiquer l'action entreprise par le ministère.
Aucun	

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 45

Fournir la liste de tous les médiateurs, négociateurs ou arbitres nommés par le ministre en 2018-2019. Indiquer l'objet de leur mandat et les sommes qui leur ont été versées ou qui leur seront versées.

Nomination	Mandat	Sommes impliquées au 28 février 2019
Michel Riendeau	Le 27 juin 2018, le sous-ministre a nommé monsieur Michel Riendeau pour agir comme conciliateur afin d'aider les Aliments Breton Inc. et la Municipalité de Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup à trouver un accord quant aux mesures d'atténuation auxquelles est assujettie la délivrance du permis de construction d'un bâtiment d'élevage porcin.	3 220,84 \$
Jean-Pierre Lessard	Le 4 février 2019, le sous-ministre a nommé monsieur Jean-Pierre Lessard pour agir comme conciliateur afin d'aider l'entreprise agricole Porc Héden Inc. et la Municipalité de Saint-Léonard-de-Portneuf à trouver un accord quant aux mesures d'atténuation auxquelles est assujettie la délivrance du permis de construction d'un bâtiment d'élevage porcin.	1 000,00 \$

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 46

Liste des projets et montants totaux, par municipalité et par région, accordés dans le cadre du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU) et détail des montants décaissés jusqu'à maintenant.

L'Entente Canada-Québec concernant le FEPTEU a été signée par les gouvernements le 29 juin 2016, dans le cadre d'une première phase du plan d'infrastructures du Canada. Le Ministère a mis en place le programme FEPTEU pour concrétiser ce fonds.

État de situation :

- 197 projets ont fait l'objet d'une confirmation d'aide financière dans le FEPTEU. De ce nombre, 7 projets ont depuis été abandonnés par les bénéficiaires. Ainsi, l'aide financière octroyée totalise près de 582 M\$ (Québec et Canada) et permet des investissements de 701 M\$, en incluant la part assumée par les municipalités.
- Les sommes versées aux municipalités du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019 totalisent 79 493 326 \$, soit :
 - 78 682 828 \$ provenant de sommes fédérales;
 - 810 498 \$ provenant de sommes provinciales.

Voir les détails en annexe.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

ANNEXE

Demande 46	Liste des projets et montant totaux, par municipalité et par région, accordés dans le cadre du Fonds pour l’eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU) et détail des montants décaissés jusqu'à maintenant.
------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Programme	Volet	Demandeur	Titre du projet	Région	Coût maximal admissible du projet	Montant de la promesse	Sommes fédérales versées 2018-2019 (jusqu'au 28 février 2019)	Sommes provinciales versées 2018-2019 (jusqu'au 28 février 2019)*
FEPTEU	1.0	Amqui	Renouvellement de conduites d'eau	01	1 847 049 \$	1 608 178 \$	968 782 \$	
FEPTEU	2.0	Amqui	Réseaux sanitaire et aqueduc-Place Lévesque	01	330 000 \$	273 900 \$		
FEPTEU	1.0	Métis-sur-Mer	Renouvellement de conduites d'eau	01	624 948 \$	600 082 \$	361 495 \$	
FEPTEU	1.0	Price	Renouvellement de conduites d'eau	01	2 052 558 \$	1 703 625 \$		
FEPTEU	1.0	Rimouski	Renouvellement de conduites d'eau	01	8 226 744 \$	6 719 000 \$		
FEPTEU	2.0	Rimouski	Mise à niveau des installations d'eau potable et d'eaux usées	01	1 904 818 \$	1 580 999 \$		
FEPTEU	1.0	Saint-Alexandre-de-Kamouraska	Renouvellement de conduites d'eau	01	635 060 \$	485 100 \$	292 229 \$	
FEPTEU	1.0	Sainte-Îrène	Renouvellement de conduites d'eau	01	582 530 \$	444 125 \$	267 545 \$	11 596 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Épiphane	Remplacement du réservoir d'emmagasinement d'eau potable	01	1 632 615 \$	1 355 067 \$	816 305 \$	17 746 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Gabriel-de-Rimouski	Alimentation et traitement de l'eau potable	01	2 689 161 \$	2 232 003 \$		
FEPTEU	2.0	Sayabec	Mise aux normes des ouvrages d'alimentation en eau et prolongement des services route 132	01	8 536 556 \$	7 085 341 \$		
FEPTEU	2.0	Témiscouata-sur-le-Lac	Mise aux normes de l'alimentation en eau potable du quartier Notre-Dame-du-Lac	01	9 292 267 \$	7 712 581 \$		
12 projets actifs				Total 01	38 354 306 \$	31 800 001 \$	2 706 357 \$	29 342 \$
FEPTEU	2.0	Girardville	Modernisation station production eau potable et déphosphatation eaux usées	02	1 071 041 \$	888 964 \$	339 464 \$	14 676 \$
FEPTEU	2.0	Larouche	Construction d'une conduite d'eau potable pour le Lac-du-Camp-Droit et partie de la rue Champigny	02	963 148 \$	799 411 \$	481 573 \$	21 305 \$
FEPTEU	1.0	Saguenay	Renouvellement de conduites d'eau	02	9 740 593 \$	8 154 453 \$	4 912 321 \$	
FEPTEU	2.0	Saint-Henri-de-Taillon	Prolongement de la conduite d'eau potable -Secteur 2 (2,627km)	02	480 220 \$	398 581 \$	240 109 \$	
4 projets actifs				Total 02	12 255 002 \$	10 241 409 \$	5 973 467 \$	35 981 \$
FEPTEU	1.0	Beaupré	Renouvellement de conduites d'eau	03	4 997 801 \$	4 148 175 \$	2 498 901 \$	
FEPTEU	2.0	Boischatel	Mise aux normes Usine de traitement de l'eau potable	03	10 599 175 \$	8 797 316 \$		
FEPTEU	1.0	Clermont	Renouvellement de conduites d'eau	03	1 186 614 \$	976 490 \$	588 247 \$	
FEPTEU	1.0	Donncona	Renouvellement de conduites d'eau	03	5 093 669 \$	4 129 605 \$	2 487 714 \$	
FEPTEU	2.0	Fossambault-sur-le-Lac	Reconstruction du poste de pompage principal	03	4 010 000 \$	3 328 300 \$		
FEPTEU	2.0	La Malbaie	Assainissement des eaux usées secteur St-Fidèle	03	3 553 811 \$	2 949 664 \$		
FEPTEU	2.0	Lac-Beauport	Mont-Cervin phase 2, 3 et 4	03	6 480 000 \$	5 378 400 \$	2 591 999 \$	54 908 \$
FEPTEU	1.0	L'Ancienne-Lorette	Renouvellement de conduites d'eau	03	8 603 513 \$	7 429 211 \$	4 475 428 \$	
FEPTEU	1.0	L'Ange-Gardien	Renouvellement de conduites d'eau	03	5 313 043 \$	3 369 745 \$	2 029 967 \$	
FEPTEU	2.0	L'Ange-Gardien	Ajout de deux (2) nouvelles chambres de réduction de pression	03	520 599 \$	432 097 \$	140 002 \$	
FEPTEU	1.0	Les Éboulements	Renouvellement de conduites d'eau	03	845 484 \$	701 749 \$		

* La part provinciale représente les annuités des versements long terme sur 20 ans ainsi que les versements au comptant dans l’année courante.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

ANNEXE

Demande 46	Liste des projets et montant totaux, par municipalité et par région, accordés dans le cadre du Fonds pour l’eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU) et détail des montants décaissés jusqu'à maintenant.
------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Programme	Volet	Demandeur	Titre du projet	Région	Coût maximal admissible du projet	Montant de la promesse	Sommes fédérales versées 2018-2019 (jusqu'au 28 février 2019)	Sommes provinciales versées 2018-2019 (jusqu'au 28 février 2019)*
FEPTEU	2.0	Neuville	Prolongement du réseau d'égout sanitaire - Secteur Est	03	15 355 439 \$	12 745 020 \$		
FEPTEU	1.0	Pont-Rouge	Renouvellement de conduites d'eau	03	5 000 040 \$	4 150 033 \$		
FEPTEU	1.0	Portneuf	Renouvellement de conduites d'eau	03	2 644 759 \$	2 195 150 \$		
FEPTEU	2.0	Portneuf	Distribution en eau potable - Réservoir et conduites de raccordement	03	3 455 834 \$	2 868 342 \$		
FEPTEU	2.0	Québec	Réfection UTE Ste-Foy - Remplacement du système d'ozoneur	03	2 803 854 \$	2 327 199 \$		
FEPTEU	2.0	Québec	Installation d'un système de racleurs des écumes aux épaisseurs	03	806 908 \$	669 734 \$		
FEPTEU	2.0	Québec	Mise à niveau du système de lavage des filtres	03	1 359 588 \$	1 128 457 \$		
FEPTEU	2.0	Québec	Drainage pluvial autoroutes Laurentienne et Félix-Leclerc	03	17 772 494 \$	14 751 170 \$		
FEPTEU	2.0	Québec	Réfection des chambres de vannes, boul. Quatre-Bourgeois et ajout de vannes Bouvier	03	1 640 430 \$	1 361 557 \$		
FEPTEU	2.0	Québec	Réfection postes U396, U397, U392 et ajout d'un trop-plein pompé poste U303	03	1 713 659 \$	1 422 337 \$		
FEPTEU	2.0	Québec	Remaniement des paliers de pression, secteur Loretteville et St-Émile	03	1 527 305 \$	1 267 663 \$		
FEPTEU	2.0	Québec	Pose d'une nouvelle conduite d'adduction en Haute-ville (Salaberry, St-Jean, Turnbull)	03	7 083 507 \$	5 879 311 \$		
FEPTEU	2.0	Québec	Agrandissement du réservoir Bélair	03	5 496 096 \$	4 561 760 \$		
FEPTEU	2.0	Québec	Poste de pompage Gaudarville	03	2 545 947 \$	2 113 136 \$		
FEPTEU	2.0	Québec	Construction du poste de pompage des Canetons et Réfection collecteur d'égout pluvial	03	7 198 993 \$	5 975 164 \$		
FEPTEU	2.0	Saint-Casimir	Mise aux normes du traitement de l'eau potable / Secteur du pied de la Montagne	03	1 621 578 \$	1 345 910 \$	617 258 \$	
FEPTEU	2.0	Sainte-Anne-de-Beaupré	Installations d'alimentation, de production et de distribution d'eau potable	03	11 917 523 \$	9 891 543 \$		
FEPTEU	1.0	Saint-Hilarion	Renouvellement de conduites d'eau Modification des coûts à la baisse	03	2 099 306 \$	1 742 425 \$		
FEPTEU	2.0	Saint-Joachim	Construction d'un réservoir d'eau potable (secteur village)	03	2 365 707 \$	1 963 537 \$		
FEPTEU	1.0	Saint-Marc-des-Carières	Renouvellement de conduites d'eau	03	1 176 115 \$	976 175 \$		
FEPTEU	1.0	Saint-Raymond	Renouvellement de conduites d'eau	03	2 519 757 \$	2 091 398 \$		
FEPTEU	2.0	Saint-Raymond	Égouts - Rues Bourgeois, de l'Aqueduc, Bureau et Notre-Dame	03	756 000 \$	627 480 \$		
FEPTEU	2.0	Saint-Urbain	Mise aux normes de l'approvisionnement en eau potable	03	2 777 183 \$	2 305 063 \$		
FEPTEU	2.0	Shannon	Projet d'enlèvement du manganèse	03	2 492 000 \$	2 068 360 \$		
FEPTEU	1.0	Ste-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	Renouvellement de conduites d'eau	03	2 829 772 \$	2 348 710 \$		
FEPTEU	2.0	Stoneham-et-Tewkesbury	Mise à niveau de la station d'épuration avec l'ajout d'un traitement tertiaire de déphosphatation par filtration granulaire	03	1 814 187 \$	1 505 775 \$		
35 projets actifs				Total 03	159 977 690 \$	131 923 161 \$	15 429 516 \$	54 908 \$
FEPTEU	1.0	Charette	Renouvellement de conduites d'eau	04	880 746 \$	731 019 \$	440 373 \$	
FEPTEU	1.0	Louiseville	Renouvellement de conduites d'eau	04	2 644 217 \$	2 194 700 \$		

* La part provinciale représente les annuités des versements long terme sur 20 ans ainsi que les versements au comptant dans l’année courante.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

ANNEXE

Demande 46	Liste des projets et montant totaux, par municipalité et par région, accordés dans le cadre du Fonds pour l’eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU) et détail des montants décaissés jusqu'à maintenant.
------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Programme	Volet	Demandeur	Titre du projet	Région	Coût maximal admissible du projet	Montant de la promesse	Sommes fédérales versées 2018-2019 (jusqu'au 28 février 2019)	Sommes provinciales versées 2018-2019 (jusqu'au 28 février 2019)*
FEPTEU	1.0	Notre-Dame-du-Mont-Carmel	Renouvellement de conduites d'eau	04	1 348 456 \$	1 119 218 \$	674 228 \$	29 223 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Barnabé	Rue Bellerive - Construction d'égout sanitaire et réfection égout pluvial	04	924 000 \$	766 918 \$	461 999 \$	20 025 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Boniface	Assainissement des eaux usées et travaux de collecte	04	6 312 369 \$	5 239 267 \$	734 569 \$	
FEPTEU	1.0	Sainte-Genève-de-Batiscan	Renouvellement de conduites d'eau	04	1 078 336 \$	935 270 \$	563 416 \$	
FEPTEU	2.0	Sainte-Genève-de-Batiscan	Remplacement du réservoir d'eau potable et conduite Rang des Forges	04	3 450 000 \$	2 863 500 \$	1 134 749 \$	
FEPTEU	2.0	Sainte-Thècle	Prolongement du réseau d'eau potable Sainte-Thècle et Lac-aux-Sables	04	2 808 000 \$	2 330 640 \$	1 000 948 \$	
FEPTEU	2.0	Saint-Étienne-des-Grès	Mise à jour du système de traitement des eaux usées	04	2 672 507 \$	2 218 181 \$		
FEPTEU	1.0	Saint-Justin	Renouvellement de conduites d'eau	04	1 104 291 \$	916 562 \$		
FEPTEU	2.0	Saint-Paulin	Assainissement au Lac Bergeron	04	690 000 \$	572 700 \$		
FEPTEU	2.0	Shawinigan	Assainissement des eaux, Lac-à-la-Tortue	04	42 995 000 \$	35 685 850 \$		
FEPTEU	1.0	Trois-Rivières	Renouvellement de conduites d'eau	04	4 808 783 \$	3 991 290 \$		
FEPTEU	2.0	Trois-Rivières	Poste de pompage Matton	04	5 191 217 \$	4 308 710 \$		
FEPTEU	2.0	Yamachiche	Secteur chemin de la rivière-du-loup - Aqueduc, égout sanitaire et poste de pompage	04	3 510 000 \$	2 913 300 \$		
13 projets actifs				Total 04	80 417 922 \$	66 787 125 \$	5 010 281 \$	49 248 \$
FEPTEU	1.0	Asbestos	Renouvellement de conduites d'eau	05	2 305 837 \$	1 913 845 \$		
FEPTEU	1.0	Asbestos	Renouvellement de conduites d'eau	05	883 916 \$	733 650 \$		
FEPTEU	2.0	Asbestos	Bassin de rétention des eaux usées	05	989 239 \$	821 069 \$		
FEPTEU	1.0	Nantes	Renouvellement de conduites d'eau	05	1 699 398 \$	1 410 500 \$		
FEPTEU	1.0	Saint-Robert-Bellarmin	Renouvellement de conduites d'eau	05	1 359 005 \$	1 127 975 \$		
FEPTEU	2.0	Stanstead	Raccordement du puits ST-PE-3-13 au réseau d'eau potable de la Ville de Stanstead	05	2 270 500 \$	1 884 515 \$		
FEPTEU	2.0	Stanstead	Mise à niveau des stations de traitement des eaux usées	05	2 812 500 \$	2 334 375 \$		
FEPTEU	1.0	Weedon	Renouvellement de conduites d'eau	05	1 492 608 \$	1 238 865 \$		
8 projets actifs				Total 05	13 813 003 \$	11 464 794 \$	0 \$	0 \$
FEPTEU	1.0	Montréal	Renouvellement de diverses conduites	06	99 974 288 \$	82 978 664 \$		
FEPTEU	1.0	Montréal-Ouest	Remplacement des conduites d'eaux usées des rues Ballantyne et Brock	06	1 775 174 \$	1 442 700 \$	869 096 \$	
2 projets actifs				Total 06	101 749 462 \$	84 421 364 \$	869 096 \$	0 \$
FEPTEU	2.0	Montebello	Réservoir d'eau potable	07	790 000 \$	655 700 \$	316 000 \$	
1 projet actif				Total 07	790 000 \$	655 700 \$	316 000 \$	0 \$
FEPTEU	1.0	Barraute	Renouvellement de conduites d'eau	08	242 293 \$	201 103 \$	121 146 \$	
FEPTEU	2.0	Barraute	Prolongement de l'égout sanitaire, secteurs route 397 Nord et Sud et 1ère rue ouest	08	1 449 000 \$	1 202 670 \$	724 500 \$	31 402 \$

* La part provinciale représente les annuités des versements long terme sur 20 ans ainsi que les versements au comptant dans l’année courante.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

ANNEXE

Demande 46	Liste des projets et montant totaux, par municipalité et par région, accordés dans le cadre du Fonds pour l’eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU) et détail des montants décaissés jusqu'à maintenant.
------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Programme	Volet	Demandeur	Titre du projet	Région	Coût maximal admissible du projet	Montant de la promesse	Sommes fédérales versées 2018-2019 (jusqu'au 28 février 2019)	Sommes provinciales versées 2018-2019 (jusqu'au 28 février 2019)*
FEPTEU	2.0	Rouyn-Noranda	Assainissement des eaux - Quartier Cléricy	08	3 060 000 \$	2 539 800 \$	1 168 504 \$	
			3 projets actifs	Total 08	4 751 293 \$	3 943 573 \$	2 014 150 \$	31 402 \$
			0 projets actifs	Total 09	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
FEPTEU	2.0	Chibougamau	Mise aux normes-stations de pompage d'égout P1 et P2-optimisation déversoirs d'orage	10	2 666 076 \$	2 212 844 \$		
			1 projet actif	Total 10	2 666 076 \$	2 212 844 \$	0 \$	0 \$
FEPTEU	1.0	Bonaventure	Renouvellement de conduites d'eau	11	1 180 272 \$	979 625 \$		
FEPTEU	2.0	Bonaventure	Réservoir d'eau avenue Louisbourg	11	6 332 653 \$	5 256 102 \$	1 293 736 \$	56 075 \$
FEPTEU	2.0	Gaspé	Mise aux normes eau potable Gaspé-centre	11	7 655 880 \$	6 354 380 \$	1 649 209 \$	71 482 \$
FEPTEU	2.0	Les Îles-de-la-Madeleine	Bouclage du réseau de l'Île-du-Havre-Aubert	11	1 793 128 \$	1 488 296 \$		
FEPTEU	2.0	Les Îles-de-la-Madeleine	Interception et traitement des eaux usées - secteur centre de Havre-aux-Maisons	11	3 570 000 \$	2 963 100 \$		
			3 projets actifs	Total 11	20 531 933 \$	17 041 503 \$	2 942 945 \$	127 557 \$
FEPTEU	1.0	Adstock	Renouvellement de conduites d'eau	12	3 533 966 \$	2 933 192 \$		
FEPTEU	2.0	Adstock	Mise aux normes réseau d'aqueduc Ostiguy (Lac Jolicoeur)	12	531 027 \$	440 752 \$		
FEPTEU	2.0	Armagh	Projet d'assainissement des eaux usées	12	2 143 794 \$	1 779 349 \$		
FEPTEU	1.0	Cap-Saint-Ignace	Renouvellement de conduites d'eau	12	4 984 790 \$	4 137 375 \$		
FEPTEU	2.0	Cap-Saint-Ignace	Mise aux normes de l'eau potable	12	2 953 760 \$	2 451 620 \$	854 683 \$	
FEPTEU	1.0	Lac-Etchemin	Renouvellement de conduites d'eau	12	853 308 \$	698 166 \$	420 582 \$	
FEPTEU	1.0	Lévis	Renouvellement de conduites d'eau	12	7 533 519 \$	6 252 820 \$		
FEPTEU	2.0	L'Islet	Prolong. infrastructures aqueduc et égout - section chemin Pionniers Est/Petit-Moulin	12	3 030 000 \$	2 514 899 \$	1 514 999 \$	65 665 \$
FEPTEU	1.0	Montmagny	Renouvellement de conduites d'eau	12	1 993 296 \$	1 654 435 \$		
FEPTEU	1.0	Saint-Camille-de-Lellis	Renouvellement de conduites d'eau	12	2 095 373 \$	1 665 925 \$	1 003 569 \$	
FEPTEU	1.0	Saint-Damien-de-Buckland	Renouvellement de conduites d'eau	12	1 669 037 \$	1 385 300 \$		
FEPTEU	1.0	Sainte-Agathe-de-Lotbinière	Renouvellement de conduites d'eau	12	867 168 \$	719 750 \$		
FEPTEU	1.0	Sainte-Claire	Renouvellement de conduites d'eau	12	1 819 457 \$	1 399 325 \$		
FEPTEU	2.0	Sainte-Clotilde-de-Beauce	Prolongement égout sanitaire - route 271 et Ave des Entreprises	12	189 000 \$	156 870 \$		
FEPTEU	1.0	Sainte-Croix	Renouvellement de conduites d'eau	12	978 102 \$	811 825 \$		
FEPTEU	2.0	Saint-Elzéar	Prolongement des services municipaux - route 216 (rue des Érables)	12	270 000 \$	224 100 \$		
FEPTEU	1.0	Sainte-Marguerite	Renouvellement de conduites d'eau	12	1 211 673 \$	958 413 \$		
FEPTEU	2.0	Sainte-Marguerite	Renforcement des étangs	12	1 447 348 \$	1 201 298 \$		
FEPTEU	2.0	Sainte-Marie	Travaux d'infrastructure d'eau potable et d'eaux usées domestiques du secteur ouest	12	5 274 000 \$	4 377 420 \$	2 637 000 \$	91 437 \$

* La part provinciale représente les annuités des versements long terme sur 20 ans ainsi que les versements au comptant dans l’année courante.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

ANNEXE

Demande 46	Liste des projets et montant totaux, par municipalité et par région, accordés dans le cadre du Fonds pour l’eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU) et détail des montants décaissés jusqu'à maintenant.
------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Programme	Volet	Demandeur	Titre du projet	Région	Coût maximal admissible du projet	Montant de la promesse	Sommes fédérales versées 2018-2019 (jusqu'au 28 février 2019)	Sommes provinciales versées 2018-2019 (jusqu'au 28 février 2019)*
FEPTEU	2.0	Sainte-Marie	Travaux d'infrastructure d'eau potable, d'eaux usées domestiques - rue Notre-Dame S	12	2 100 000 \$	1 743 000 \$	1 050 000 \$	45 511 \$
FEPTEU	1.0	Sainte-Perpétue	Renouvellement de conduites d'eau	12	571 114 \$	474 025 \$		
FEPTEU	1.0	Saint-Georges	Renouvellement de conduites d'eau	12	644 337 \$	543 900 \$	327 651 \$	14 495 \$
FEPTEU	1.0	Saint-Jean-Port-Joli	Renouvellement de conduites d'eau	12	1 702 133 \$	1 448 775 \$	872 756 \$	
FEPTEU	2.0	Saint-Joseph-de-Beauce	Mise aux normes de l'eau potable / Saint-Joseph	12	6 853 684 \$	5 688 555 \$	2 741 473 \$	
FEPTEU	2.0	Saint-Just-de-Bretenières	Construction d'un nouveau réservoir d'eau potable	12	2 281 409 \$	1 893 570 \$		
FEPTEU	1.0	Saint-Malachie	Renouvellement de conduites d'eau	12	3 058 103 \$	2 440 000 \$	1 469 880 \$	
FEPTEU	2.0	Saint-Narcisse-de-Beaurivage	Ajout d'un système de déphosphatation et d'enlèvement des sulfures	12	584 277 \$	484 948 \$	292 137 \$	
FEPTEU	1.0	Saint-Philémon	Renouvellement de conduites d'eau	12	1 110 392 \$	921 625 \$	555 196 \$	
FEPTEU	2.0	Saint-Prosper	Prolongement du réseau d'aqueduc pour résidences	12	180 000 \$	149 399 \$	89 999 \$	59 400 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Victor	Prolongement de services égout sanitaire - Route 108	12	861 000 \$	714 629 \$	430 499 \$	
FEPTEU	2.0	Saint-Victor	Mise aux normes de l'approvisionnement et le traitement de l'eau potable	12	2 010 996 \$	1 669 126 \$		
FEPTEU	1.0	Tring-Jonction	Renouvellement de conduites d'eau	12	896 087 \$	752 242 \$	453 158 \$	
FEPTEU	1.0	Tring-Jonction	Renouvellement de conduites d'eau	12	3 660 096 \$	2 723 995 \$	1 640 961 \$	
FEPTEU	1.0	Vallée-Jonction	Renouvellement de conduites d'eau	12	1 692 409 \$	1 404 700 \$		
33 projets actifs				Total 12	71 584 655 \$	58 815 323 \$	16 354 543 \$	276 508 \$
0 projets actifs				Total 13	0 \$	0 \$	0 \$	
FEPTEU	1.0	Saint-Ambroise-de-Kildare	Renouvellement de conduites d'eau	14	451 156 \$	325 180 \$	195 892 \$	
FEPTEU	1.0	Saint-Ambroise-de-Kildare	Renouvellement de conduites d'eau	14	465 842 \$	347 449 \$	209 307 \$	
FEPTEU	2.0	Sainte-Élisabeth	Réseau d'eau potable - Grand rang St-Pierre	14	9 770 372 \$	8 109 409 \$		
FEPTEU	2.0	Saint-Félix-de-Valois	Station d'épuration - mise aux normes	14	2 626 855 \$	2 180 290 \$		
FEPTEU	1.0	Saint-Gabriel-de-Brandon	Renouvellement de conduites d'eau	14	1 151 260 \$	1 059 706 \$	638 377 \$	
FEPTEU	1.0	Saint-Jean-de-Matha	Remplacement et réhabilitation de conduites	14	961 253 \$	797 840 \$		
FEPTEU	2.0	Saint-Liguori	Assainissement au coeur du village de St-Liguori	14	9 894 000 \$	8 212 020 \$		
FEPTEU	2.0	Saint-Paul	Réfection d'infrastructures d'eau des rues Adrien et Claude	14	942 138 \$	781 975 \$		
FEPTEU	2.0	Saint-Thomas	Mise en place d'une conduite d'aqueduc au rang St-Charles	14	522 002 \$	433 260 \$	261 000 \$	
9 projets actifs				Total 14	26 784 878 \$	22 247 129 \$	1 304 575 \$	0 \$
FEPTEU	1.0	Deux-Montagnes	Renouvellement de conduites d'eau	15	5 559 064 \$	4 614 025 \$		
FEPTEU	2.0	Deux-Montagnes	Traitement des eaux usées, usine de filtration d'eau potable et correctifs au réseau.	15	550 000 \$	456 500 \$	192 802 \$	
FEPTEU	1.0	Saint-Adolphe-d'Howard	Renouvellement de conduites d'eau	15	1 631 531 \$	1 354 171 \$		

* La part provinciale représente les annuités des versements long terme sur 20 ans ainsi que les versements au comptant dans l’année courante.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

ANNEXE

Demande 46	Liste des projets et montant totaux, par municipalité et par région, accordés dans le cadre du Fonds pour l’eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU) et détail des montants décaissés jusqu'à maintenant.
------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Programme	Volet	Demandeur	Titre du projet	Région	Coût maximal admissible du projet	Montant de la promesse	Sommes fédérales versées 2018-2019 (jusqu'au 28 février 2019)	Sommes provinciales versées 2018-2019 (jusqu'au 28 février 2019)*
FEPTEU	1.0	Sainte-Agathe-des-Monts	Renouvellement de conduites d'eau	15	441 812 \$	870 238 \$	524 240 \$	22 722 \$
FEPTEU	1.0	Sainte-Agathe-des-Monts	Renouvellement de conduites d'eau	15	690 723 \$	560 700 \$		
FEPTEU	1.0	Sainte-Agathe-des-Monts	Renouvellement de conduites d'eau	15	182 982 \$	144 375 \$		
FEPTEU	1.0	Sainte-Agathe-des-Monts	Renouvellement de conduites d'eau	15	834 639 \$	489 000 \$		
FEPTEU	2.0	Sainte-Agathe-des-Monts	Poste de surpression Lac-des-Sables (pour la desserte en eau du secteur Belvoir)	15	526 608 \$	437 082 \$	263 302 \$	
FEPTEU	1.0	Saint-Sauveur	Renouvellement de conduites d'eau	15	6 313 084 \$	5 239 860 \$		
FEPTEU	2.0	Val-Morin	Égout collecteur du village de Val-Morin vers la station d'épuration de Val-David	15	1 404 996 \$	1 166 147 \$		
FEPTEU	2.0	Val-Morin	Assainissement des eaux usées au Domaine Val-Morin	15	3 006 320 \$	2 495 245 \$		
FEPTEU	2.0	Val-Morin	Construction collecteur reliant le secteur Belle Neige au village, lot 2	15	4 600 328 \$	3 818 272 \$		
12 projets actifs				Total 15	25 742 087 \$	21 645 615 \$	980 344 \$	22 722 \$
FEPTEU	1.0	Acton Vale	Renouvellement de conduites d'eau	16	3 419 188 \$	3 103 045 \$	1 869 304 \$	
FEPTEU	1.0	Ange-Gardien	Renouvellement de conduites d'eau	16	4 999 948 \$	4 149 955 \$		
FEPTEU	1.0	Cowansville	Renouvellement de conduites d'eau	16	10 880 504 \$	8 294 342 \$		
FEPTEU	2.0	Granby	Réfection de la prise d'eau au réservoir du Lac-sur-la-Montagne	16	2 260 000 \$	1 875 800 \$	904 000 \$	
FEPTEU	2.0	Granby	Mise aux normes de l'ouvrage de retenue du lac Boivin	16	3 530 000 \$	2 929 900 \$	1 411 999 \$	
FEPTEU	1.0	Lac-Brome	Renouvellement de conduites d'eau	16	806 006 \$	2 210 882 \$		
FEPTEU	1.0	Massueville	Renouvellement de conduites d'eau	16	624 121 \$	518 020 \$		
FEPTEU	2.0	R. ass. Coteaux	Réhabilitation de la station d'épuration des eaux usées	16	361 601 \$	300 129 \$	134 549 \$	
FEPTEU	2.0	R.I. aqu. Bas-Richelieu	Remplacement du système de chlore gazeux	16	1 747 096 \$	1 450 089 \$		
FEPTEU	2.0	Sainte-Angèle-de-Monnoir	Mise à niveau de la station d'épuration	16	1 968 122 \$	1 633 541 \$		
FEPTEU	2.0	Sainte-Anne-de-Sorel	Collecte des eaux usées et prolongement d'aqueduc sur l'Île d'Embarras	16	695 000 \$	576 850 \$		
FEPTEU	1.0	Sainte-Julie	Renouvellement de conduites d'eau	16	2 924 958 \$	2 427 715 \$		
FEPTEU	2.0	Saint-Hyacinthe	Mise aux normes de l'usine de filtration	16	14 418 000 \$	11 966 940 \$	4 200 527 \$	
FEPTEU	1.0	Saint-Pie	Renouvellement de conduites d'eau	16	2 240 084 \$	1 859 270 \$	1 120 042 \$	48 546 \$
FEPTEU	1.0	Salaberry-de-Valleyfield	Chemisage d'aqueduc de différentes rues	16	2 135 335 \$	1 735 454 \$	1 045 454 \$	
FEPTEU	2.0	Salaberry-de-Valleyfield	Réhabilitation structurale du collecteur d'eaux usées Taillefer	16	3 320 000 \$	2 755 600 \$	1 328 000 \$	
FEPTEU	1.0	Sorel-Tracy	Renouvellement de conduites	16	1 664 349 \$	1 338 285 \$	806 196 \$	
FEPTEU	1.0	Sorel-Tracy	Renouvellement de conduites de la route Marie-Victorin	16	607 824 \$	517 620 \$	311 819 \$	
FEPTEU	2.0	Sorel-Tracy	Réfection du mur de palplanches derrière la Centrale de traitement de l'eau	16	2 688 540 \$	2 231 483 \$	1 344 267 \$	
FEPTEU	2.0	Verchères	Réfection du poste de pompage Sainte-Famille	16	481 115 \$	399 325 \$	192 446 \$	

* La part provinciale représente les annuités des versements long terme sur 20 ans ainsi que les versements au comptant dans l’année courante.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

ANNEXE

Demande 46	Liste des projets et montant totaux, par municipalité et par région, accordés dans le cadre du Fonds pour l’eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU) et détail des montants décaissés jusqu'à maintenant.
------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Programme	Volet	Demandeur	Titre du projet	Région	Coût maximal admissible du projet	Montant de la promesse	Sommes fédérales versées 2018-2019 (jusqu'au 28 février 2019)	Sommes provinciales versées 2018-2019 (jusqu'au 28 février 2019)*
FEPTEU	2.0	Verchères	Mise à niveau de la station d'épuration des eaux usées	16	408 000 \$	338 640 \$	163 200 \$	
21 projets actifs				Total 16	62 179 791 \$	52 612 885 \$	14 831 804 \$	48 546 \$
FEPTEU	2.0	Bécancour	Station épuration (Mares noires) secteur ouest	17	6 950 000 \$	5 768 500 \$		
FEPTEU	2.0	Bécancour	Mise aux normes et maintien des actifs Centrale de Traitement de l'Eau	17	2 300 000 \$	1 909 000 \$		
FEPTEU	2.0	Bécancour	Source Gentilly mise aux normes et maintien des actifs	17	750 000 \$	622 500 \$		
FEPTEU	1.0	Chesterville	Renouvellement de conduites d'eau	17	2 052 952 \$	1 703 950 \$		
FEPTEU	2.0	Chesterville	Mise aux normes réservoir eau potable et déphosphatation eaux usées	17	860 400 \$	714 132 \$		
FEPTEU	1.0	Drummondville	Renouvellement de conduites d'eau	17	1 724 745 \$	1 431 540 \$		
FEPTEU	2.0	Drummondville	Mise à niveau du surpresseur St-Nicéphore	17	5 857 500 \$	4 861 725 \$	2 342 999 \$	56 956 \$
FEPTEU	1.0	Fortierville	Renouvellement de conduites d'eau	17	3 502 544 \$	2 815 382 \$	1 696 013 \$	
FEPTEU	1.0	Ham-Nord	Renouvellement de conduites d'eau	17	363 434 \$	267 235 \$		
FEPTEU	1.0	Notre-Dame-du-Bon-Conseil	Renouvellement de conduites d'eau	17	1 900 458 \$	1 577 380 \$		
FEPTEU	1.0	Plessisville	Renouvellement de conduites d'eau	17	4 459 627 \$	3 605 440 \$		
FEPTEU	1.0	Plessisville	Renouvellement de conduites d'eau	17	659 511 \$	547 395 \$		
FEPTEU	2.0	Plessisville	Remplacement des conduites d'aération à la station d'épuration	17	367 405 \$	304 942 \$	183 700 \$	8 127 \$
FEPTEU	1.0	Princeville	Renouvellement de conduites d'eau	17	1 442 638 \$	1 197 390 \$		
FEPTEU	1.0	Saint-Célestin	Renouvellement de conduites d'eau	17	1 354 163 \$	1 123 955 \$		
FEPTEU	2.0	Saint-Célestin	Mise aux normes de l'eau potable	17	3 630 357 \$	3 013 196 \$	713 161 \$	
FEPTEU	2.0	Saint-Cyrille-de-Wendover	Alimentation en eau potable - Raccordement à Drummondville	17	10 798 984 \$	8 963 157 \$		
FEPTEU	1.0	Sainte-Eulalie	Renouvellement de conduites d'eau	17	1 051 299 \$	821 287 \$	494 751 \$	
FEPTEU	2.0	Sainte-Eulalie	Augmentation de la capacité de la station d'épuration	17	5 535 000 \$	4 594 050 \$		
FEPTEU	2.0	Sainte-Perpétue	Mise aux normes des installations d'eau potable	17	4 685 500 \$	3 888 965 \$	1 238 390 \$	
FEPTEU	1.0	Saint-Germain-de-Grantham	Renouvellement de conduites d'eau	17	3 193 148 \$	2 650 313 \$	1 596 574 \$	69 201 \$
FEPTEU	2.0	Saint-Germain-de-Grantham	Mise aux normes des étangs aérés et du poste de pompage des étangs	17	5 550 000 \$	4 606 500 \$		
FEPTEU	1.0	Saint-Léonard-d'Aston	Renouvellement de conduites d'eau	17	2 311 301 \$	1 918 380 \$		
FEPTEU	1.0	Victoriaville	Renouvellement de conduites d'eau	17	1 203 243 \$	1 066 193 \$	642 285 \$	
FEPTEU	2.0	Victoriaville	Mise à niveau des équipements de traitement des eaux usées à la STEP	17	4 882 536 \$	4 052 505 \$		
FEPTEU	1.0	Warwick	Renouvellement de conduites d'eau	17	2 184 775 \$	1 729 513 \$	1 041 875 \$	
26 projets actifs				Total 17	79 571 520 \$	65 754 525 \$	9 949 749 \$	134 284 \$
183 projets actifs					701 169 618 \$	581 566 951 \$	78 682 828 \$	810 498 \$

* La part provinciale représente les annuités des versements long terme sur 20 ans ainsi que les versements au comptant dans l’année courante.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 47

Toute correspondance entre le ministère et le gouvernement fédéral au sujet du renouvellement du programme FEPTU.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 48	Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2018-2019 : a) l'objet des consultations; b) le moyen utilisé; c) les dates des rencontres; d) les communautés et les personnes consultées; e) les résultats des consultations; f) les montants afférents.
---------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Objet des consultations et moyen utilisé	Dates des rencontres	Communautés et les personnes consultées	Résultats des consultations	Montants afférents
<p><u>Consultation en 2017-2018 sur quatre projets d'orientation gouvernementale en matière d'aménagement du territoire (OGAT), soit :</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Développement durable des milieux de vie; 2. Le territoire et les activités agricoles; 3. Pour un aménagement harmonieux du territoire public; 4. Gestion durable des forêts et de la faune. <p>Pour les projets d'OGAT Développement durable des milieux de vie, Le territoire et les activités agricoles, Pour un aménagement harmonieux du territoire public et Gestion durable des forêts et de la faune, la démarche de consultation a consisté essentiellement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Compiler et analyser les commentaires reçus (MAMH, MAPAQ, MERN et MFFP); - Transmettre les lettres de réponse aux chefs. 		<p>Les lettres réponses ont été transmises aux communautés suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La Nation huronne-wendat 2. La Première Nation des Innus de Nutashkuan 3. Le Conseil de bande d'Odanak 4. Le Conseil de bande de Pekuakamiulnuatsh Takuhikan 5. La Première Nation de Wolf Lake 6. Le Conseil de bande des Abénaquis de Wôlinak 7. La Première Nation d'Eagle Village-Kipawa 8. Le Conseil des Mohawks de Kahnawake 9. Le Conseil de la Première Nation des Innus d'Essipit 10. Le Conseil des Innus de Pessamit 	Les lettres réponse ont été transmises le 14 juin 2018.	Aucun

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 48	Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2018-2019 : a) l'objet des consultations; b) le moyen utilisé; c) les dates des rencontres; d) les communautés et les personnes consultées; e) les résultats des consultations; f) les montants afférents.
---------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Objet des consultations et moyen utilisé	Dates des rencontres	Communautés et les personnes consultées	Résultats des consultations	Montants afférents
<p><u>Consultation sur le projet d'OGAT Conservation de la biodiversité :</u></p> <p>La démarche de consultation a consisté essentiellement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tenir une rencontre d'information, au cours de laquelle les participants ont notamment été mis au courant de la démarche d'élaboration des chapitres régionaux visant le milieu municipal dans le cadre de l'OGAT Développement durable des milieux de vie; - Recevoir les commentaires écrits (MAMH), les compiler et commencer leur analyse (MAMH, MELCC); - Transmettre les lettres réponses. <p>Au 28 février 2019, la dernière étape reste à franchir.</p>	<p>La rencontre concernant le projet d'OGAT Conservation de la biodiversité s'est tenue le 14 juin 2018 à Québec.</p>	<p>Outre les représentants du Ministère et du MELCC, étaient présents lors de la rencontre portant sur le projet d'OGAT Conservation de la biodiversité du 14 juin 2018 :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le Conseil des Atikamekw de Manawan 2. Le Conseil des Innus de Pessamit 3. Le Conseil de la Première Nation des Innus d'Essipit 4. Le Grand Conseil de la Nation Waban-Aki 5. La Nation huronne-wendat 6. La Nation des Innus de Unamen Shipu 7. La Première Nation des Innus de Nutashkuan 8. Le Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi (conseil tribal) 9. L'Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador 	<p>Au 28 février 2019, le processus de consultation concernant le projet d'OGAT Conservation de la biodiversité n'est pas terminé. L'intégration des commentaires se poursuit en concertation avec le MELCC.</p> <p>Le MAMH entend inciter les municipalités régionales de comté à maintenir le dialogue ouvert avec le milieu autochtone, dans un esprit de partenariat.</p>	<p>Aucun</p>

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 48

Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2018-2019 : a) l'objet des consultations; b) le moyen utilisé; c) les dates des rencontres; d) les communautés et les personnes consultées; e) les résultats des consultations; f) les montants afférents.

Objet des consultations et moyen utilisé	Dates des rencontres	Communautés et les personnes consultées	Résultats des consultations	Montants afférents
<p>Le financement que le gouvernement fédéral accorde aux projets dans le cadre du Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU) est conditionnel au respect du droit applicable en matière de consultations autochtones.</p> <p>Dans un premier temps, lors du lancement du programme FEPTEU en 2016, les municipalités qui ont présenté une demande d'aide financière ont dû transmettre au Ministère les informations demandées sous forme de questionnaire afin que le gouvernement fédéral soit en mesure d'évaluer si des consultations autochtones devraient être tenues.</p> <p>Dans un second temps, les municipalités visées selon le gouvernement fédéral ont dû transmettre au Ministère les réponses à deux questions supplémentaires adressées par courriel.</p> <p>Le gouvernement fédéral se réserve le droit d'adresser à certaines municipalités des questions additionnelles pour compléter le processus de consultations autochtones.</p>		Les consultations sont sous la responsabilité des municipalités bénéficiaires du FEPTEU.		

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n°49

Un état de situation quant aux transferts d'actifs entre des municipalités et le gouvernement du Québec concernant le remboursement du déficit actuariel des employés de municipalités.

Il n'y a pas de municipalité autre que les villes de Montréal et de Québec concernée par ce genre de transfert.

- La Ville de Montréal a emprunté en 2004 une somme de 240 000 000 \$ qu'elle a déposée dans une réserve financière créée pour le financement de certains régimes de retraite de l'ancienne Ville de Montréal. Le service de dette relié à cet emprunt d'une durée de 20 ans (de 2005 à 2025) est assumé par le gouvernement du Québec.

Le versement prévu en 2019-2020 par le gouvernement du Québec est de 23 942 700 \$ (23 437 666 \$ en 2018-2019).

- La Ville de Québec a emprunté en 2006 une somme de 20 000 000 \$ qu'elle a déposée dans une réserve financière créée pour le financement de certains régimes de retraite de l'ancienne Ville de Québec. Le service de dette relié à cet emprunt d'une durée de 20 ans (de 2007 à 2027) est assumé par le gouvernement du Québec.

Le versement prévu en 2019-2020 par le gouvernement du Québec est de 1 667 682 \$ (1 632 935 \$ en 2018-2019).

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n°50

État de situation sur le suivi de l'Entente-cadre sur les engagements du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal pour la reconnaissance du statut particulier de la métropole, notamment au chapitre des ententes découlant de cette entente-cadre et des sommes transférées.

Par la signature de l'Entente-cadre « Réflexe Montréal » le 8 décembre 2016, le gouvernement du Québec s'est engagé à conclure des ententes sectorielles avec la Ville de Montréal en matière d'habitation, de lutte contre l'itinérance, d'immigration, de culture et de patrimoine, d'équipements scolaires, de même qu'à soutenir le développement économique de la Ville.

En matière d'habitation, la Société d'habitation du Québec (SHQ) a conclu une entente d'une durée de cinq ans avec la Ville de Montréal en mars 2018. Cette entente prévoit le transfert à la Ville d'un pourcentage du budget dont dispose la SHQ pour gérer les programmes AccèsLogis Québec, Rénovation Québec et Adaptation de domicile. Les sommes réservées à la Ville de Montréal à cette fin sont de 103,9 M\$ en 2018-2019.

Le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) a transféré à la Ville de Montréal un montant de 86,5 M\$ en 2018-2019 en soutien à son développement et son rôle de métropole du Québec.

Les informations relatives aux autres ententes conclues suivant l'Entente-cadre « Réflexe Montréal » relève des ministères concernés.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 51	État de situation sur le suivi de l'Entente-cadre sur les engagements du gouvernement du Québec et de la Ville de Québec pour la reconnaissance du statut particulier de la Capitale-Nationale, notamment au chapitre des ententes découlant de cette entente-cadre et des sommes transférées.
---------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Mesures prévues à l'Entente-cadre	Mesures réalisées		Mesures en cours		Responsables
Mesures en matière d'aménagement	2	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer l'accompagnement offert aux MRC dans leurs démarches de planification en aménagement du territoire. Modifier la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme en accordant davantage d'autonomie aux municipalités et aux MRC. 	3	<ul style="list-style-type: none"> Finaliser le renouvellement des orientations gouvernementales en aménagement. Simplifier la présentation des orientations gouvernementales en aménagement. Mettre sur pied un groupe de travail ayant pour mandat d'identifier des mesures pour alléger et simplifier le processus d'approbation gouvernemental à l'égard des modifications aux schémas d'aménagement. 	MAMH
Mesures en matière de logement social		-	1	<ul style="list-style-type: none"> Engagement de la Société d'habitation du Québec (SHQ) à modifier ses programmes de façon à permettre leur mise en œuvre et conclure avec la Ville les ententes relatives à leur financement et à leur gestion. 	SHQ
Mesures en matière d'itinérance		-	1	<ul style="list-style-type: none"> Examiner comment améliorer la coordination des actions de l'ensemble des intervenants ainsi qu'étudier les moyens de mieux soutenir la Ville tant financièrement qu'en ce qui a trait à l'organisation et à l'efficacité des services publics et municipaux en matière d'itinérance. 	MSSS (collaboration MAMH)
Mesures en matière d'intégration à la société québécoise des immigrants et des réfugiés		-	1	<ul style="list-style-type: none"> Examiner comment améliorer la coordination des actions de l'ensemble des intervenants ainsi qu'étudier les moyens de mieux soutenir la Ville tant financièrement qu'en ce qui a trait à l'organisation et à l'efficacité des services publics et municipaux en matière d'immigration. 	MIDI (collaboration MAMH)
Mesures en matière de culture et de patrimoine	2	<ul style="list-style-type: none"> Conclure avec la Ville une entente de délégation d'application de la Politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement. Conclure avec la Ville une entente de développement culturel d'une durée de trois ans. 		-	MCC

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 51	État de situation sur le suivi de l'Entente-cadre sur les engagements du gouvernement du Québec et de la Ville de Québec pour la reconnaissance du statut particulier de la Capitale-Nationale, notamment au chapitre des ententes découlant de cette entente-cadre et des sommes transférées.
---------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Analyse des impacts des projets de loi, règlements, politiques et programmes pour les municipalités dans les mémoires au Conseil des ministres	1	<ul style="list-style-type: none"> Appui du Ministère sur la Politique gouvernementale de consultation et de simplification administrative à l'égard des municipalités pour favoriser également l'élaboration, par l'ensemble des ministères et organismes du gouvernement, de lois, règlements, politiques et programmes prenant mieux en compte la réalité du milieu municipal. 	-	MAMH
Demandes étudiées par la Table sur les relations Québec-municipalités	2	<ul style="list-style-type: none"> Abolir la nécessité d'obtenir l'autorisation du ministre pour conclure une entente engageant le crédit des municipalités pour plus de 10 ans. Permettre la prise en charge, par les municipalités, pour cession à un tiers, d'un immeuble détérioré. 	2 <ul style="list-style-type: none"> Fixer l'indemnité d'expropriation en fonction de la valeur réelle conformément à la Loi sur la fiscalité municipale. Obtenir pour la cour municipale le pouvoir d'autoriser une solution de rechange aux travaux compensatoires dans le cadre du programme IMPAC. 	MAMH, MTQ, MJQ
Financement de projets de développement économique, incluant le soutien des secteurs de force de la région	2	<ul style="list-style-type: none"> Proposer la reconnaissance légale d'un fonds d'appui à la capitale nationale et sa région. Déterminer les modalités de gouvernance et de gestion applicables pour ce fonds en collaboration avec la Ville de Québec et sa région. 	-	MAMH, SCN
Établissement des catégories d'immeubles aux fins de fixation de plusieurs taux de taxe foncière générale	1	<ul style="list-style-type: none"> Proposer des mesures visant à habilitier la Ville à déterminer des catégories additionnelles d'immeubles non résidentiels pouvant faire l'objet de taux de taxation foncière différents. 	-	MAMH
Seuils pour l'adjudication des contrats de gré à gré	1	<ul style="list-style-type: none"> Proposer des mesures (dans le contexte des travaux de la Table sur les relations Québec-municipalités) pour hausser à 100 000 \$ les seuils d'autorisation des contrats de gré à gré en matière d'approvisionnement, de services 	-	MAMH

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 51

État de situation sur le suivi de l'Entente-cadre sur les engagements du gouvernement du Québec et de la Ville de Québec pour la reconnaissance du statut particulier de la Capitale-Nationale, notamment au chapitre des ententes découlant de cette entente-cadre et des sommes transférées.

		professionnels et de travaux de construction pour les municipalités, dont la Ville de Québec.		
Pouvoirs pour forcer l'entretien des immeubles détériorés	1	<ul style="list-style-type: none">Poursuivre les travaux afin d'identifier des mesures visant à accroître les compétences de la Ville et à améliorer l'efficacité de ses pouvoirs en matière d'immeubles détériorés et proposer les dispositions législatives nécessaires à cette fin.	-	MAMH
Amendes imposées pour démolition illégale d'un immeuble	1	<ul style="list-style-type: none">Poursuivre les travaux visant à conférer aux amendes un plus grand caractère dissuasif.	-	MAMH
Pouvoir d'aide de la Ville	1	<ul style="list-style-type: none">Poursuivre les travaux pour déterminer comment le pouvoir d'aide de la Ville pourrait être modifié ou modulé pour lui permettre notamment de résoudre la problématique de la conversion à d'autres usages des édifices religieux et des immeubles laissés vacants.	-	MAMH
Aéroport international Jean-Lesage	1	<ul style="list-style-type: none">Soutenir financièrement l'aéroport de Québec pour qu'il paie un coût de taxe foncière par passager plus raisonnable et comparable à la moyenne canadienne.	-	MAMH
Engagements en matière d'environnement	1	<ul style="list-style-type: none">Formuler au MELCC diverses propositions visant à permettre à la Ville d'assumer davantage de responsabilités et d'exercer certains pouvoirs en matière d'environnement.		MAMH

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 51

État de situation sur le suivi de l'Entente-cadre sur les engagements du gouvernement du Québec et de la Ville de Québec pour la reconnaissance du statut particulier de la Capitale-Nationale, notamment au chapitre des ententes découlant de cette entente-cadre et des sommes transférées.

Concernant les **mesures en matière d'itinérance** :

- octroi à la Ville de Québec d'un financement de 1,380 M\$ pour bonifier l'accès à des logements avec accompagnement pour combattre le phénomène de l'itinérance et aider des personnes vulnérables à se sortir de la rue.

Concernant les **mesures en matière de culture et de patrimoine** :

- renouvellement de l'Entente de développement culturel 2018-2020, qui s'établit à 56,66 M\$ sur trois ans.

Concernant le **financement de projets de développement économique, incluant le soutien des secteurs de force de la région** :

- une enveloppe de 97 M\$ a été attribuée au Fonds de la région de la Capitale-Nationale en juin 2018 pour les cinq prochaines années afin de permettre à l'agglomération de Québec et l'ensemble des MRC de la région de soutenir financièrement des projets régionaux qui ont un effet significatif sur le territoire.

Concernant l'**aéroport international Jean-Lesage** :

- un montant de 2,5 M\$ a été octroyé en 2017-2018 à l'Aéroport (décret 277-2018 du 21 mars 2018).

Le Ministère ne dispose pas d'autres d'informations sur le montant des sommes transférées dans le cadre de l'Entente-cadre.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 52

État de la mise aux normes des infrastructures en eau potable au Québec en 2018-2019. Fournir les prévisions pour 2019-2020.

Les investissements dans les infrastructures d'eau sont une priorité du gouvernement du Québec. Le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) offre différents programmes d'aide financière pour soutenir les municipalités dans la réalisation de travaux visant la réfection et la mise aux normes d'infrastructures d'eau.

Le MAMH alloue une priorité d'aide financière à tout projet d'eau qui ne respecte pas le Règlement sur la qualité de l'eau potable ou le Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées. Toutefois, c'est le MELCC qui est responsable de l'application de la réglementation et effectue le suivi des dossiers problématiques.

De 2007-2008 à 2018-2019, les programmes du MAMH ont permis de réaliser des investissements totaux en eau (eau potable, eaux usées et réseaux souterrains) de 11,9 G\$, et ce, grâce à une aide financière gouvernementale de 8,8 G\$ (Canada + Québec).

Pour 2019-2020, des investissements totaux en eau de 894 M\$ sont prévus grâce à une aide financière gouvernementale de 626 M\$ (Canada + Québec).

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 53

Liste des programmes disponibles pour les municipalités qui n'ont pas encore de système de traitement d'eau potable conforme aux normes prévues par le Règlement sur la qualité de l'eau potable. Pour chacun des programmes, fournir la liste des municipalités qui en ont bénéficié et les montants versés en 2018-2019.

Le MAMH met à la disposition des municipalités différents programmes offrant un soutien financier important pour la réalisation de projets d'infrastructure d'eau visant :

- la mise aux normes en vue de se conformer à la réglementation (Règlement sur la qualité de l'eau potable et Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées);
- la construction, la réfection ou l'agrandissement d'infrastructures d'eau potable et d'eaux usées;
- la réhabilitation ou le remplacement de conduites de distribution d'eau potable et d'égouts prioritaires.

Au cours de l'année financière 2018-2019, les programmes suivants étaient disponibles pour la réalisation de projets d'infrastructures municipales d'eau :

- Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU);
- Programme d'infrastructures Québec-Municipalités, sous-volet Renouvellement de conduites (PIQM 2008 – volet 1.5);
- Programme de la Taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) 2014-2018.

En 2018-2019, soit du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019, 57 confirmations d'aide pour la réalisation de projets d'infrastructures d'eau (voir Annexe 1) ont été effectuées. Il est à noter qu'un projet présenté peut concerner à la fois les systèmes de traitement de l'eau potable et ceux des eaux usées.

Programme	Nombre de projets	Montant de la subvention
PRIMEAU	46	55 155 195 \$
PIQM 2008 – volet 1.5	11	9 421 730 \$
TOTAL	57	64 576 925 \$

Pour ce qui est de la TECQ 2014-2018, chaque municipalité doit déposer au MAMH une programmation de travaux pour obtenir l'aide financière. Cette programmation comprend la liste des travaux admissibles à réaliser pour chacune des années du programme. La priorité 1 de ce programme permet l'installation, la mise aux normes et à niveau des équipements d'eau potable et d'assainissement des eaux usées. La priorité 3 permet, quant à elle, le renouvellement des conduites d'eau potable et d'égouts.

Au 28 février 2019, des travaux admissibles totalisant près de 2,65 G\$ ont été approuvés dans la TECQ 2014-2018, incluant 771,2 M \$ pour la priorité 1 et 1,12 G \$ pour la priorité 3. Ces travaux couvrent les exercices financiers 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020.

Par ailleurs, le programme Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU) a permis la poursuite en 2018-2019 de nombreux projets d'infrastructures d'eau dont l'aide financière se situe à un total de 581,5 M\$ (350,3 M\$ du Canada et 231,2 M\$ du Québec). En ajoutant la contribution exigée aux municipalités, l'aide totale consentie dans le cadre du FEPTEU permet des investissements de 703,0 M\$.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande 53 Annexe	Liste des programmes disponibles pour les municipalités qui n'ont pas encore de système de traitement d'eau potable conforme aux normes prévues par le Règlement sur la qualité de l'eau potable. Pour chacun des programmes, fournir la liste des municipalités qui en ont bénéficié et les montants versés en 2018-2019.
----------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Liste des confirmations d'aide financière 2018-2019, du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019, pour PRIMEAU et PIQM-2008.

Programme	Volet	Demandeur	Titre du projet	Région	Catégorie de travaux	Date de promesse	Montant de la promesse	Sommes versées 2018-2019	Modalités de versement	Échéance
PIQM-2008	1.5	Sainte-Hénédine	Renouvellement de conduites	12	Renouvellement de conduites	2018-06-07	688 860 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PIQM-2008	1.5	Rouyn-Noranda	Renouvellement de conduites	08	Renouvellement de conduites	2018-06-07	1 435 790 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PIQM-2008	1.5	Sainte-Marguerite	Renouvellement de conduites	12	Renouvellement de conduites	2018-06-07	268 950 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PIQM-2008	1.5	Tring-Jonction	Renouvellement de conduites	12	Renouvellement de conduites	2018-06-07	308 000 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PIQM-2008	1.5	Roberval	Renouvellement de conduites	02	Renouvellement de conduites	2018-06-07	703 130 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PIQM-2008	1.5	Sainte-Edwidge-de-Clifton	Remplacement des conduites du tronçon 18 du chemin Tremblay	05	Renouvellement de conduites	2018-06-20	249 000 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PIQM-2008	1.5	New Richmond	Renouvellement de conduites	11	Renouvellement de conduites	2018-06-07	193 600 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PIQM-2008	1.5	Drummondville	Renouvellement de conduites	17	Renouvellement de conduites	2018-06-07	3 919 200 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PIQM-2008	1.5	Lachute	Remplacement des conduites prioritaires de la Ville de Lachute	15	Renouvellement de conduites	2018-06-07	1 174 100 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PIQM-2008	1.5	Saint-Édouard-de-Fabre	Renouvellement de conduites	08	Renouvellement de conduites	2018-06-07	283 100 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PIQM-2008	1.5	Bury	Remplacement des conduites du tronçon #6 de la rue McIver	05	Renouvellement de conduites	2018-06-20	198 000 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	1.1	Saint-Prime	Intégration des équipements de déphosphatation à la station d'épuration	02	Eaux usées	2019-02-07	78 267 \$	0,00 \$	Comptant	
PRIMEAU	1.1	Vaudreuil-Dorion	Conduite d'amenée d'eau potable pour desservir les secteurs Hudson Acres et Ritchie	16	Eau potable	2018-11-22	93 259 \$	0,00 \$	Comptant	
PRIMEAU	1.1	Val-d'Or	Déphosphatation et désinfection des eaux usées de la station d'épuration principale	08	Eaux usées	2018-12-03	135 620 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	1.1	Ville-Marie	Réduction du phosphore dans les rejets d'eaux usées (Station# 75700-1)	08	Eaux usées	2018-06-07	107 082 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	1.1	Lachute	traitement du fer et de manganèse à l'usine de production d'eau potable	15	Eau potable	2018-12-13	19 560 \$	0,00 \$	Comptant	
PRIMEAU	1.1	Saint-Octave-de-Métis	Mise aux normes de l'arsenic dans l'eau potable	01	Eau potable	2018-11-27	40 157 \$	0,00 \$	Comptant	
PRIMEAU	1.2	Sept-Îles	Prolongement des services municipaux dans le parc industriel Ferco - Plan Nord (en lien avec dossier no 514063)	09	Prolongement de services	2018-08-27	1 420 094 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	1.2	Ormstown	Arrimage avec PIQM 1,4 - 555 778 Prolongement réseau aqueduc et égout	16	Prolongement de services	2018-10-23	844 000 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	1.2	Grand-Saint-Esprit	Aqueduc Rue Principale - prolongement	17	Eau potable	2018-06-20	780 000 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	1.2	Roxton Pond	Modification-optimisation de la capacité-Usine d'épuration	16	Eaux usées	2018-08-08	2 479 279 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	1.2	Rivière-Éternité	Approvisionnement et distribution de l'eau potable	02	Eau potable	2018-06-01	3 021 000 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	1.2	Sainte-Adèle	Reconstruction du poste de suppression Des Souchets	15	Eau potable	2018-06-29	403 388 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	1.2	La Rédemption	Mise aux normes des installations de production d'eau potable	01	Eau potable	2018-06-20	2 692 976 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	1.2	Saint-Alfred	Projet d'alimentation en eau, de distribution, de collecte et de traitement des eaux usées	12	Eaux usées	2018-06-01	3 283 200 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	1.2	Saint-Thomas-Didyme	Assainissement des eaux usées	02	Eaux usées	2018-06-29	1 476 145 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	1.2	Saint-Charles-Borromée	Construction d'une nouvelle prise d'eau brute et réfection de la station de pompage existante - centrale d'eau potable robert-boucher	14	Eau potable	2019-02-07	697 500 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	1.2	Saint-Octave-de-Métis	Mise aux normes de l'arsenic dans l'eau potable	01	Eau potable	2018-11-27	480 496 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	1.2	La Reine	Mise aux normes des installations de production d'eau potable	08	Eau potable	2018-09-26	737 706 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	1.2	Windsor	Mise aux normes des installations de production d'eau potable	05	Eau potable	2018-10-23	7 502 667 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	1.2	Saint-Donat	Réfection du réservoir d'eau potable	14	Eau potable	2018-12-20	124 000 \$	0,00 \$	Financé	20 ans

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande 53 Annexe	Liste des programmes disponibles pour les municipalités qui n'ont pas encore de système de traitement d'eau potable conforme aux normes prévues par le Règlement sur la qualité de l'eau potable. Pour chacun des programmes, fournir la liste des municipalités qui en ont bénéficié et les montants versés en 2018-2019.
----------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Liste des confirmations d'aide financière 2018-2019, du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019, pour PRIMEAU et PIQM-2008.

Programme	Volet	Demandeur	Titre du projet	Région	Catégorie de travaux	Date de promesse	Montant de la promesse	Sommes versées 2018-2019	Modalités de versement	Échéance
PRIMEAU	1.2	Vaudreuil-Dorion	Conduite d'amenée d'eau potable / Secteur Hudson Acres et Ritchie	16	Eau potable	2018-11-22	765 339 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	1.2	Saint-Jean-sur-Richelieu	Mise à niveau des réserves d'eau potable à l'usine de filtration rive ouest phase 1	16	Eau potable	2019-02-07	476 500 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	1.2	Granby	Remplacement du système de lavage de surface des filtres 4 et 5	16	Eau potable	2019-02-07	238 500 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	2.0	Montréal-Ouest	Remplacement des conduites des avenues Crestwood et Wolseley	06	Renouvellement de conduites	2018-11-27	1 020 300 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	2.0	Sainte-Genève-de-Batiscan	Renouvellement de conduites	04	Renouvellement de conduites	2018-12-04	318 720 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	2.0	Rimouski	Renouvellement de conduites	01	Renouvellement de conduites	2018-12-04	1 981 950 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	2.0	Saint-Côme--Linière	Renouvellement de conduites	12	Renouvellement de conduites	2018-12-04	2 034 100 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	2.0	Joliette	Remplacement conduites eau potable et eaux usées - Rue St-Charles-Borromée	14	Eau potable	2018-12-07	1 259 940 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	2.0	Salaberry-de-Valleyfield	Remplacement des conduites	16	Renouvellement de conduites	2018-11-27	967 020 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	2.0	Saint-Zotique	Remplacement des conduites de la rue Principale	16	Renouvellement de conduites	2018-09-25	1 782 250 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	2.0	Sainte-Catherine	Renouvellement des conduites prioritaires	16	Renouvellement de conduites	2018-08-27	174 400 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	2.0	Salaberry-de-Valleyfield	Réhabilitation des conduites	16	Renouvellement de conduites	2018-12-07	2 551 950 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	2.0	Salaberry-de-Valleyfield	Remplacement des conduites	16	Renouvellement de conduites	2018-12-07	2 900 720 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	2.0	La Malbaie	Renouvellement de conduites	03	Renouvellement de conduites	2019-02-06	549 530 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	2.0	L'Ascension-de-Notre-Seigneur	Renouvellement de conduites	02	Renouvellement de conduites	2018-12-03	794 540 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	2.0	Sainte-Adèle	Renouvellement de conduites	15	Renouvellement de conduites	2018-12-07	746 460 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	2.0	Sainte-Julie	Réhabilitation des conduites des rues Pépin, Brassard, Roger, Place Gaudette et Place Villeneuve	16	Renouvellement de conduites	2019-01-10	625 300 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	2.0	Sainte-Adèle	Renouvellement de conduites	15	Renouvellement de conduites	2018-11-27	2 296 500 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	2.0	Sainte-Anne-de-Bellevue	Remplacement des conduites de la rue Legault	06	Renouvellement de conduites	2018-11-27	449 420 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	2.0	Saint-Georges	Renouvellement de conduites	12	Renouvellement de conduites	2018-12-04	2 104 740 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	2.0	Saint-Stanislas	Renouvellement de conduites	04	Renouvellement de conduites	2018-12-04	279 500 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	2.0	Chambly	Remplacement des conduites des rues de l'Église et des Carrières	16	Renouvellement de conduites	2018-12-18	884 240 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	2.0	Saint-Siméon	Renouvellement de conduites	03	Renouvellement de conduites	2018-12-04	453 150 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	2.0	Saint-Victor	Renouvellement de conduites	12	Renouvellement de conduites	2018-12-13	1 536 890 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	2.0	Saint-Victor	Renouvellement de conduites	12	Renouvellement de conduites	2018-12-04	1 292 560 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
PRIMEAU	2.0	Sainte-Justine	Renouvellement de conduites	12	Renouvellement de conduites	2019-02-07	254 280 \$	0,00 \$	Financé	20 ans
Programme	PRIMEAU		46 confirmations d'aide				55 155 195 \$	0,00 \$		
	PIQM-2008		11 confirmations d'aide				9 421 730 \$	0,00 \$		
Grand total			57 confirmations d'aide				64 576 925 \$	0,00 \$		

Note : En plus de ces projets, il faut aussi souligner qu'au 28 février 2019, des travaux admissibles en eau totalisant près de 2,65 G\$ ont été approuvés dans la TECQ 2014-2018, soit 771 177 671 \$ pour la priorité 1 et 1 120 193 360 \$ pour la priorité 3. Ces travaux couvrent les exercices financiers 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande 53 Annexe	Liste des programmes disponibles pour les municipalités qui n'ont pas encore de système de traitement d'eau potable conforme aux normes prévues par le Règlement sur la qualité de l'eau potable. Pour chacun des programmes, fournir la liste des municipalités qui en ont bénéficié et les montants versés en 2018-2019.
----------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Liste des confirmations d'aide financière 2018-2019, du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019, pour PRIMEAU et PIQM-2008.

Programme	Volet	Demandeur	Titre du projet	Région	Catégorie de travaux	Date de promesse	Montant de la promesse	Sommes versées 2018-2019	Modalités de versement	Échéance
Région	01		4 confirmations d'aide				5 195 579 \$	0,00 \$		
	02		5 confirmations d'aide				6 073 082 \$	0,00 \$		
	03		2 confirmations d'aide				1 002 680 \$	0,00 \$		
	04		2 confirmation d'aide				598 220 \$	0,00 \$		
	05		3 confirmations d'aide				7 949 667 \$	0,00 \$		
	06		2 confirmation d'aide				1 469 720 \$	0,00 \$		
	07		0 confirmation d'aide				0 \$	0,00 \$		
	08		5 confirmation d'aide				2 699 298 \$	0,00 \$		
	09		1 confirmation d'aide				1 420 094 \$	0,00 \$		
	10		0 confirmation d'aide				0 \$	0,00 \$		
	11		1 confirmation d'aide				193 600 \$	0,00 \$		
	12		9 confirmations d'aide				11 771 580 \$	0,00 \$		
	14		3 confirmations d'aide				2 081 440 \$	0,00 \$		
	15		5 confirmations d'aide				4 640 008 \$	0,00 \$		
	16		13 confirmations d'aide				14 782 757 \$	0,00 \$		
	17		2 confirmation d'aide				4 699 200 \$	0,00 \$		
Grand total			57 confirmations d'aide				64 576 925 \$	0,00 \$		

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 54

Outre la Politique nationale de la ruralité 2014-2024, liste des mesures, programmes et politiques que le gouvernement du Québec a mis en place afin d'appuyer les intervenants des milieux ruraux. Ventilation des coûts reliés aux mesures, programmes et politiques.

Programmes du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	Budget 2018-2019
Communautés rurales branchées (remboursement du service de dette)	2 078,9 k\$
Fonds de développement des territoires ^(Notes 1 et 2) (incluant le financement au Gouvernement de la nation crie de 2 339,0K\$)	107 339,0 k\$
Fonds d'appui au rayonnement des régions ^(Note 1)	45 000,0 k\$

Note 1 : Ces programmes ne sont pas uniquement destinés à des interventions en milieu rural.

Note 2 : Pour 2018-2019, le Fonds de développement des territoires (FDT) disposait d'une enveloppe de 107 339,0 k\$, soit 105 000,0 k\$ découlant de la Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016 (projet de loi n° 28) et 2 339,0 k\$ relié à l'Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James pour le gouvernement de la nation crie. L'aide financière accordée en 2018-2019 et non versée au 31 mars 2019 sera reportée en 2019-2020, d'où un montant de dépenses prévues de 123 557,1 k\$ présenté au volume « Budget des fonds spéciaux » du Budget de dépenses 2019-2020.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 55

Outre le Fonds de développement des territoires, liste des mesures, programmes et politiques que le gouvernement du Québec a mis en place afin d'appuyer les municipalités en difficulté. Ventilation des coûts reliés aux mesures, programmes et politiques.

Aucune mesure ou programme n'a été mis en place en 2018-2019 pour appuyer spécifiquement les municipalités en difficulté. Par contre, voici la liste des programmes et mesures qui visent notamment à faciliter la concrétisation de projets sur leur territoire et pour lesquels l'aide financière accordée est, dans certains cas, modulée pour tenir compte de la situation des municipalités en difficulté.

Fonds d'appui au rayonnement des régions (FARR)

Le Fonds d'appui au rayonnement des régions (FARR) est un programme d'aide financière mis à la disposition des régions, à l'exception de celles de Montréal et de la Capitale-Nationale pour lesquelles d'autres fonds sont prévus, afin d'investir dans des projets mobilisateurs ayant un rayonnement régional. Bien qu'il n'ait pas de clause distinctive permettant d'appuyer les municipalités en difficulté, les projets sont choisis et priorisés par un comité régional de sélection en fonction des priorités de développement propres à chaque région.

La ventilation budgétaire prévue est la suivante : 30 M\$ en 2017-2018, 45 M\$ en 2018-2019, 60 M\$ en 2019-2020, 75 M\$ en 2020-2021, 100 M\$ annuellement à compter de 2021-2022. La réponse à la demande de renseignements particuliers n° 20 présente la répartition des sommes par région.

30% de l'enveloppe du FARR est répartie selon l'indice de vitalité économique, pour diriger davantage de fonds vers les milieux présentant de plus grands défis de vitalisation :

- les MRC sont divisées en cinq groupes selon leur indice. Les MRC faisant partie du premier groupe sont du premier quintile (Q1);
- en 2018-2019, un montant fut ainsi attribué pour chaque MRC de chaque région, selon le quintile :

Classement de la MRC selon l'indice	Montant attribué au FARR de la région
Q1	19 068 \$
Q2	57 203 \$
Q3	114 407 \$
Q4	190 678 \$
Q5	286 017 \$

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 55

Outre le Fonds de développement des territoires, liste des mesures, programmes et politiques que le gouvernement du Québec a mis en place afin d'appuyer les municipalités en difficulté. Ventilation des coûts reliés aux mesures, programmes et politiques.

Accompagnement du MAMH

Le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation apporte un soutien en gestion municipale aux municipalités qui vivent des difficultés et qui en font la demande.

Dans la foulée de la transformation des relations entre le gouvernement du Québec et le milieu municipal, notamment par la reconnaissance des municipalités comme gouvernements de proximité et par l'augmentation, à ce titre, de leur autonomie et de leurs pouvoirs, les directions régionales avec l'appui des directions centrales spécialisées conseillent et soutiennent de manière accrue les municipalités en difficulté.

Une nouvelle équipe a par ailleurs été mise sur pieds pour améliorer l'offre de service du ministère. Ainsi, par l'entremise de la direction des conseils et du soutien spécialisés en administration municipale, le ministère offre également du soutien en matière d'évaluation des pratiques en gestion contractuelle et elle réalise des études pour soutenir l'augmentation de l'autonomie et des pouvoirs des municipalités en cette matière.

L'aide du ministère constitue une force opérationnelle qui, ponctuellement, accompagne une municipalité en difficulté en l'aidant dans le diagnostic de sa problématique et dans la recherche et la mise en place de solutions adaptées. Ce sont des interventions qui peuvent porter tant sur les processus organisationnels que sur le cadre de gouvernance des organismes municipaux.

Programme de partage des redevances sur les ressources naturelles

L'Accord de partenariat avec les municipalités pour la période 2016-2019 (Accord 2016-2019) a prévu une modification du programme de partage des revenus des redevances sur les ressources naturelles et une majoration de l'enveloppe du programme qui est passée de 10,2 M\$ en 2015 à 25,0 M\$ à compter de 2016.

Les règles du programme qui existaient en 2015 ont été substantiellement modifiées et sont devenues le volet 2 du programme. Ces nouvelles règles ont fait en sorte que certaines MRC où prédomine l'industrie forestière ont vu leur montant de subvention réduit. Les réductions auraient totalisé 2,75 M\$ en 2016 et 2,75 M\$ en 2017 pour l'ensemble des MRC visées. Bien que l'Accord 2016-2019 ne prévoit pas de disposition à cet effet, une mesure de transition financée à même l'enveloppe du programme de 25,0 M\$, a été mise en place pour la période 2016-2019. Cette mesure de transition fait en sorte qu'aucune MRC ne soit perdante par rapport à 2015.

Programme de péréquation

L'Accord 2016-2019 a prévu une révision de la formule de péréquation municipale à partir de 2016. Bien que l'enveloppe du programme soit demeurée stable à 60 M\$ par année, cette révision a permis de recentrer les montants du programme vers les municipalités dont la richesse foncière est la plus faible, tout en étant assortie d'une règle permettant d'étaler l'effet du changement sur quatre ans (soit 25 % nouvelle formule et 75 % ancienne formule en 2016, 50 % - 50 % en 2017, 75 % - 25 % en 2018 et 100 % nouvelle formule en 2019).

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 55

Outre le Fonds de développement des territoires, liste des mesures, programmes et politiques que le gouvernement du Québec a mis en place afin d'appuyer les municipalités en difficulté. Ventilation des coûts reliés aux mesures, programmes et politiques.

Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU)

Les conditions avantageuses du programme Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU), dont le taux d'aide de 83 %, permettent particulièrement aux petites municipalités de concrétiser leurs projets d'infrastructures d'eau potable, d'eaux usées et de conduites. D'ailleurs, 79 % des projets sélectionnés sont issus de municipalités de moins de 10 000 habitants et bénéficient de la moitié de l'enveloppe d'aide.

Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU)

Pour les municipalités de moins de 6 500 habitants, le taux d'aide est ajusté en fonction de l'impact du projet sur la charge fiscale des contribuables et de la capacité financière de la municipalité, basée sur l'indice de charges nettes par 100 \$ de richesse foncière uniformisée (RFU). Ainsi, ces municipalités peuvent bénéficier d'un taux d'aide pouvant atteindre 95 % pour leurs projets prioritaires d'approvisionnement en eau potable (taux régulier de 50 %) et d'assainissement des eaux usées (taux régulier de 85 %).

Pour les municipalités de 6 500 habitants et moins, les travaux de renouvellement des conduites (taux régulier de 66 ⅔ %) associés à des projets prioritaires de mise aux normes des infrastructures d'eau peuvent également bénéficier de cette majoration du taux d'aide pouvant atteindre jusqu'à un maximum de 95 %.

Le taux d'aide pour les études préliminaires, les plans et les devis a été bonifié au printemps 2018 pour les municipalités de 6 500 habitants et moins. Il pourra atteindre 85 % (plutôt que 50 %).

Programme Réfection et construction des infrastructures municipales (RÉCIM)

Volet 1 – Projets d'infrastructures à vocation municipale ou communautaire : s'adresse aux municipalités de 25 000 habitants et moins. Le taux d'aide est ajusté en fonction de la capacité financière d'une municipalité, basée sur l'indice des charges nettes par 100 \$ de RFU. Ainsi, ces municipalités peuvent bénéficier d'un taux d'aide se situant entre 50 % et 85 % pour leurs projets d'infrastructures municipales et communautaires admissibles.

Volet 2 – Projets d'infrastructures à vocation municipale ou communautaire dans le cadre d'une mise en commun de services ou d'un regroupement municipal (ex : pour les immeubles d'un centre communautaire, d'un hôtel de ville, d'une caserne de pompier, etc.) : s'adresse à la fois aux municipalités admissibles dans le volet 1 et aux municipalités admissibles de plus de 25 000 habitants, mais de moins de 100 000 habitants. Ce volet permet d'appuyer financièrement la réalisation de projets préconisant la mise en commun de services et le partage d'infrastructures entre les municipalités.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 55

Outre le Fonds de développement des territoires, liste des mesures, programmes et politiques que le gouvernement du Québec a mis en place afin d'appuyer les municipalités en difficulté. Ventilation des coûts reliés aux mesures, programmes et politiques.

Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) 2014-2018

Le Ministère met à la disposition de chaque municipalité une enveloppe d'aide dans le cadre de ce programme au prorata de sa population. Pour les municipalités de moins de 6 500 habitants, un montant forfaitaire est jumelé à un montant « per capita » pour permettre la concrétisation d'investissements d'importance pour leur collectivité.

Pour les municipalités de moins de 2 500 habitants, la contribution gouvernementale dans le cadre de la TECQ 2014-2018 est versée au comptant. Dans la TECQ précédente, une municipalité devait compter moins de 2 000 habitants pour obtenir ce montant au comptant.

De plus, la TECQ 2014-2018 permet aux municipalités de choisir et d'affecter une part de leur enveloppe (20 %) en fonction de leurs propres priorités à l'intérieur des projets admissibles.

Finalement, les municipalités de 6 500 habitants et moins ayant un indice de charges nettes par 100\$ de RFU élevé peuvent ajouter la contribution gouvernementale de la TECQ à l'aide financière du PRIMEAU pour les projets prioritaires d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement des eaux usées, pour atteindre un taux d'aide de 100 %, sous certaines conditions.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 56

Concernant le Programme de subvention pour les intérêts encourus dans le cadre de la mesure d'étalement par recours à l'emprunt des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées (PSI), identifier les sommes allouées totales et ventilées par région et par année, pour les cinq dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi, le nombre d'emplois créés, le cas échéant, et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2019- 2020 pour le PSI.

Aide aux municipalités reconstituées :

Nom du bénéficiaire	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Ville de Brossard	468 743 \$	444 979 \$	391 602 \$	293 772 \$	278 328 \$
Ville de Hampstead	96 667 \$	86 248 \$	78 983 \$	74 118 \$	63 277 \$
Ville de L'Ancienne-Lorette	43 245 \$	41 567 \$	39 645 \$	37 469 \$	30 059 \$
Total	608 655 \$	572 794 \$	510 230 \$	405 359 \$	371 664 \$

Le budget de dépenses 2019-2020 prévoit un montant de 436 555 \$. Pour ces municipalités, il y aura des versements à chaque année jusqu'aux termes suivants :

Brossard	21 juillet 2030
Hampstead	8 février 2031
L'Ancienne-Lorette	25 juillet 2027

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 57

Concernant le Fonds conjoncturel de développement, identifier les sommes allouées totales et ventilées par région et par année, pour les cinq dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi, le nombre d'emplois créés, le cas échéant, et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans le plan budgétaire 2019-2020 pour le même Fonds.

Le Fonds conjoncturel de développement a pris fin le 31 mars 2018.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 58

Concernant le Programme d'aide pour les municipalités à caractère industriel, identifier les sommes allouées totales et ventilées par région et par année pour les cinq dernières années. Inclure la liste des entreprises, des municipalités ou des organismes ayant reçu une aide financière, la date de l'octroi, le nombre d'emplois créés, le cas échéant, et le montant reçu. Inclure également l'état d'avancement et la ventilation des montants alloués dans plan budgétaire 2019-2020 pour ce programme.

Programme d'aide pour les municipalités à caractère industriel

Nom du bénéficiaire	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Canton de Launay	5 828 \$	5 781 \$	5 696 \$	5 799 \$	5 686 \$
Municipalité de Champneuf	6 242 \$	6 333 \$	6 209 \$	6 280 \$	6 335 \$
Ville de Chandler	101 868 \$	102 583 \$	103 203 \$	97 291 \$	98 368 \$
Ville de Lebel-sur-Quévillon	106 616 \$	106 865 \$	107 246 \$	107 554 \$	105 904 \$
Ville de New Richmond	104 221 \$	104 884 \$	99 288 \$	100 634 \$	101 834 \$
Municipalité de Litchfield	36 078 \$	36 462 \$	36 672 \$	37 006 \$	37 110 \$
Total	360 853 \$	362 908 \$	358 314 \$	354 564 \$	355 237 \$

Le budget de dépenses 2019-2020 prévoit un montant de 362 422 \$.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 59

Liste des conditions exigées par le ministère pour l'octroi des budgets autrefois dévolus au CLD et maintenant accordés à une MRC.

La Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016, a mis en place le Fonds de développement des territoires (FDT). Ce fonds permet de soutenir les municipalités régionales de comté (MRC), les agglomérations et les municipalités locales dont le territoire n'est pas compris dans celui d'une MRC ou d'une agglomération ainsi que les organismes compétents en matière de développement du Nord-du-Québec, dans la mise en place de mesures de développement local et régional sur leur territoire.

Les budgets auparavant destinés aux CLD ont été intégrés au Fonds de développement des territoires. Il appartient à la MRC (ou à l'organisme équivalent) de déterminer si elle se dote ou non d'un CLD pour agir en développement local.

S'appuyant sur des principes de souplesse et d'imputabilité, des ententes sont conclues en vertu des articles 21.6 et 21.7 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des régions et de l'Occupation du territoire (chapitre M-22.1) et de l'article 126.3 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1). Il appartient à chacun des organismes admissibles d'identifier ses propres priorités d'intervention et de mettre en place ses politiques de soutien à son milieu.

Articles 21.6 et 21.7 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (chapitre M-22.1)

21.6. Chaque organisme compétent est, pour le territoire ou la communauté qu'il représente, l'interlocuteur privilégié du gouvernement en matière de développement régional du Nord-du-Québec.

Le ministre conclut avec chacun d'entre eux une entente déterminant les conditions que l'organisme s'engage à respecter ainsi que le rôle et les responsabilités de chacune des parties.

2006, c. 8, a. 21; 2015, c. 8, a. 239.

21.7. Chaque organisme compétent a principalement pour mandat d'évaluer les organismes de planification et de développement au palier local et régional dont le financement provient en tout ou en partie du gouvernement, de favoriser la concertation des partenaires dans la région et de donner, le cas échéant, des avis au ministre sur le développement de la région.

L'organisme compétent établit un plan quinquennal de développement définissant, dans une perspective de développement durable, les objectifs généraux et particuliers de développement de la région et en tenant compte en priorité de la participation à la vie démocratique de la région des jeunes et, selon les principes de l'égalité et de la parité, des femmes.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l’opposition officielle

Demande n° 59

Liste des conditions exigées par le ministère pour l’octroi des budgets autrefois dévolus au CLD et maintenant accordés à une MRC.

Chaque organisme compétent peut conclure, avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes spécifiques pour l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités, notamment pour la mise en œuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales. Toute entente spécifique conclue avec une municipalité ou un mandataire de celle-ci peut déroger à la Loi sur l'interdiction de subventions municipales (chapitre I-15).

Chaque organisme compétent exécute tout autre mandat que lui confie le ministre.

2006, c. 8, a. 21; 2006, c. 60, a. 100; 2010, c. 10, a. 134; 2015, c. 8, a. 240.

Article 126.3 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)

126.3. Une municipalité régionale de comté peut conclure, avec les ministères ou organismes du gouvernement et, le cas échéant, avec d'autres partenaires, des ententes concernant son rôle et ses responsabilités relativement à l'exercice des pouvoirs que lui confère l'article 126.2, notamment pour la mise en œuvre de priorités régionales et l'adaptation des activités gouvernementales aux particularités régionales.

La municipalité régionale de comté administre les sommes qui lui sont confiées dans le cadre de ces ententes et possède tous les pouvoirs nécessaires à la réalisation de celles-ci.

L'entente peut, dans la mesure qu'elle prévoit, permettre de déroger à la Loi sur l'interdiction de subventions municipales (chapitre I-15). La valeur totale de l'aide ainsi octroyée à un même bénéficiaire ne peut toutefois pas excéder 150 000 \$ à tout moment à l'intérieur d'une période de 12 mois, à moins que le ministre des Affaires municipales et de l’Habitation et le ministre de l’Économique et de l'Innovation n'autorisent conjointement une limite supérieure.

2015, c. 8, a. 222

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 60

Montants collectés par les municipalités pour les droits de mutation immobilière. Par région, par tranche d'âge des acheteurs et par valeur immobilière.

No région administrative	Description région administrative	Montant⁽¹⁾
01	Bas-Saint-Laurent	6 054 632 \$
02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	9 738 362 \$
03	Capitale-Nationale	44 892 958 \$
04	Mauricie	9 874 797 \$
05	Estrie	17 890 186 \$
06	Montréal	251 763 214 \$
07	Outaouais	24 477 236 \$
08	Abitibi-Témiscamingue	5 698 599 \$
09	Côte-Nord	1 946 919 \$
10	Nord-du-Québec	502 547 \$
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 567 685 \$
12	Chaudière-Appalaches	17 548 445 \$
13	Laval	30 791 268 \$
14	Lanaudière	31 228 369 \$
15	Laurentides	48 786 504 \$
16	Montréal	118 330 513 \$
17	Centre-du-Québec	10 145 616 \$
	Total	631 237 850 \$

- (1) Les montants proviennent du rapport financier 2017 des municipalités. Les données de 2018 sont présentement incomplètes puisque les municipalités ont jusqu'au 15 mai 2019 pour transmettre leur rapport financier 2018.
- (2) Les montants par tranche d'âge des acheteurs et par valeur mobilière ne sont pas disponibles.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 61

Pour tous les programmes financés dans le cadre des actions du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir la ventilation suivante :a) l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2019 – base annuelle (Mt éq. CO2); b) le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (Mt éq. CO2); c) le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par la ministre; d) la réduction annuelle potentielle des projets acceptés par la ministre (Kt éq. CO2); e) les investissements totaux des projets (en millions \$); f) les aides financières totales du ministère (en millions \$); g) le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne); h) le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

Cette question est similaire à la demande de renseignements généraux n° 64 des oppositions.
La réponse à cette question sera transmise par le Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 62

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2018-2019 et comparaison avec les cinq dernières années. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Au 28 février 2019 il y avait 47 employés occasionnels en place.

2018-2019

Secteurs d'activités	Employés occasionnels (1)	Permanences accordées (2)	Employés occasionnels en place au 28 février 2019 (3) = (1)-(2)	Pourcentage des employés devenus permanents sur l'ensemble des effectifs occasionnels (2)/(1)	Employés en place au 28 février 2019 (4)	Pourcentage des employés occasionnels sur l'ensemble des effectifs (réguliers et occasionnels) Au 28 février 2019 (3)/(4)
Bureau du sous-ministre et unités relevant du sous-ministre	4	-	4	0 %	35	11,4 %
Services à la gestion	16	5	11	31,3 %	44	25,0 %
Affaires juridiques	1	-	1	0 %	3	33,3 %
Politiques	7	2	5	28,6 %	51	9,8 %
Infrastructures et finances municipales	18	8	10	44,4 %	131	7,6 %
Territoires	15	7	8	46,7 %	188	4,3 %
Secrétariat à la région métropolitaine	3	1	2	33,3 %	26	7,7 %
Urbanisme, aménagement du territoire et habitation	9	3	6	33,3 %	34	17,6 %
Total MAMH	73	26	47	35,6 %	512	9,2 %

Sources : SAGIR – Rapport EI CSPQ, avis de mouvement

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 63

Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2019-2020. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.

Il n'y a pas eu de demande pour 2018-2019.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 64

Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2018-2019, en indiquant les coûts, le sujet, le nombre de participants, les questions posées aux participants, les résultats et la firme retenue pour le réaliser.

Direction des politiques et de la démocratie municipale (DPDM)

Sujet	Fournisseurs	Coût 2018-2019	Nombre de participants	Résultats
L'enquête sur l'utilisation des outils d'urbanisme par les municipalités québécoises, réalisée pour le Ministère, inclut un sondage. (Annexe pp 1 à 31)	Sondage réalisé par l'Université du Québec à Montréal, en partenariat avec le Ministère, au moyen d'un questionnaire électronique auprès des municipalités locales du Québec.	8 500 \$	533 municipalités	Les résultats de l'Enquête sont publiés sur le site Internet du Ministère : https://www.mamh.gouv.qc.ca/amenagement-du-territoire/documentation/

Direction des communications (DC)

Sujet	Fournisseurs	Coût 2018-2019	Nombre de participants	Résultats
Sondage sur le Fonds de développement des territoires. (Annexe pp 32 à 36)	Sondage réalisé à l'interne	Coût nul	102 participants	L'analyse des résultats est en cours.
Portail gouvernemental des Affaires municipales et régionales et des Prestations électroniques de service (PÉS) de la section « Infrastructures ». (Annexe pp 37 à 41)	Sondage réalisé à l'interne	Coût nul	354 participants	Les résultats sont présentés en annexe : (Annexe pp 42 à 55)

Sondage sur l'utilisation des règlements d'urbanisme

Présentation

Sondage sur l'utilisation des règlements d'urbanisme

Le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, en partenariat avec l'Université du Québec à Montréal, réalise ce sondage sur l'utilisation des règlements d'urbanisme définis à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Vos réponses serviront à dresser un portrait général des pratiques en cours dans les municipalités et les arrondissements du Québec. De plus, celles-ci pourraient alimenter certaines réflexions quant aux modifications à apporter à la loi.

Ce sondage devrait prendre entre 15 et 30 minutes. Pour ce faire, il serait préférable que le répondant connaisse bien la portée des règlements d'urbanisme en vigueur sur le territoire de votre municipalité ou de votre arrondissement.

Veuillez noter que vous pouvez interrompre ce sondage à tout moment pour le reprendre plus tard en cliquant de nouveau sur le lien fourni dans le courriel, et ce, sur le même ordinateur. L'utilisation d'une tablette ou d'un téléphone intelligent n'est pas conseillée.

Tous les renseignements recueillis seront traités de façon confidentielle. En aucun cas, ceux-ci ne seront divulgués de manière à ce qu'une municipalité ou un arrondissement puisse être identifié. Nous vous remercions grandement de votre collaboration.

Sondage sur l'utilisation des règlements d'urbanisme

Plan d'urbanisme

Sans prendre en considération les modifications qui ont pu être apportées par la suite, quelle est l'année d'entrée en vigueur du dernier plan d'urbanisme qui s'applique au territoire de votre municipalité ou de votre arrondissement ?

- Inscrire l'année (AAAA)

Cochez la case ci-dessous si cela ne s'applique pas.

☐ Ne s'applique pas

Sondage sur l'utilisation des règlements d'urbanisme

Règlement de zonage

Sans prendre en considération les modifications qui ont pu être apportées par la suite, quelle est l'année d'entrée en vigueur de votre dernier règlement de zonage :

- Inscrire l'année (AAAA)

Si cela ne s'applique pas, cochez la case ci-dessous et passez à la page suivante.

☐ Ne s'applique pas

Est-ce que votre règlement de zonage comprend, dans une ou plusieurs zones, des mesures (normes, etc.) visant:

	Oui	Non
La densification du cadre bâti dans les secteurs jugés centraux	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
La densification du cadre bâti dans les secteurs desservis par le transport en commun	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le contingentement des usages identiques ou similaires dans une zone située à l'intérieur du périmètre d'urbanisation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
La localisation des restaurants ou commerces de détail en bordure des écoles ou des établissements sportifs	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'élevage de petits animaux à l'intérieur du périmètre d'urbanisation (<i>poules en milieu urbain, fermette, etc.</i>)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'autorisation d'implanter un potager en cour avant d'un bâtiment	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'efficacité énergétique des bâtiments	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'autorisation d'une mixité d'usage à l'intérieur d'un même bâtiment (<i>exemple : logements aux étages d'un commerce</i>)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'autorisation d'un logement intergénérationnel réservé aux membres de la famille	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'autorisation d'un ou de plusieurs logements supplémentaires à un logement principal (<i>studio, logement étudiant, etc.</i>)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
La prescription du nombre maximal de cases de stationnement qui peuvent être aménagées	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le verdissement (<i>la plantation, etc.</i>) des aires de stationnement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
La gestion durable et in situ des eaux de pluie (<i>bassins de rétention, jardins de pluie, etc.</i>)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
La plantation et l'abattage d'arbres sur des terrains privés	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
La protection du couvert forestier ou la gestion durable de la forêt privée	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
La gestion des constructions, ouvrages ou travaux à l'intérieur des milieux humides	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les usages ou les constructions à proximité des infrastructures ferroviaires	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les antennes de télécommunication (<i>paraboliques ou autres</i>) à des fins résidentielles ou commerciales incluant les tours de télécommunication	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
La contribution pour fins de parcs, de terrains de jeux et d'espaces naturels pour des fins de redéveloppement ou d'intensification des usages	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
La compensation pour fins de stationnement (<i>fonds de stationnement</i>)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Sondage sur l'utilisation des règlements d'urbanisme

Règlement de lotissement

Sans prendre en considération les modifications qui ont pu être apportées par la suite, quelle est l'année d'entrée en vigueur de votre dernier règlement de lotissement :

• Inscrire l'année (AAAA)

Si cela ne s'applique pas, cochez la case ci-dessous et passez à la page suivante.

☐ Ne s'applique pas

Est-ce que votre règlement de lotissement comprend, dans une ou plusieurs zones, des mesures (normes, etc.) visant:

	Oui	Non
La réalisation d'infrastructures dédiées aux transports actifs outre l'aménagement de trottoirs (<i>sentiers piétonniers, pistes cyclables, etc.</i>)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'encadrement des rues privées (<i>largeur, courbe, pente, déclivité, etc.</i>) hors périmètre d'urbanisation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Une superficie minimale de lot supérieure à 3000 m ² (<i>ou à 4000 m² dans un secteur riverain</i>) hors périmètre d'urbanisation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
La contribution pour fins de parcs, de terrains de jeux et d'espaces naturels lors d'une opération cadastrale	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Sondage sur l'utilisation des règlements d'urbanisme

Règlement de construction

Sans prendre en considération les modifications qui ont pu être apportées par la suite, quelle est l'année d'entrée en vigueur de votre dernier règlement de construction :

• Inscrire l'année (AAAA)

Si cela ne s'applique pas, cochez la case ci-dessous et passez à la page suivante.

☐ Ne s'applique pas

Ce règlement inclut-il, en tout ou en partie, une référence à l'un ou plusieurs de ces documents :

	Oui	Non
Le Code national du bâtiment du Canada	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le Code de construction du Québec	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le Code de sécurité du Québec	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Autre recueil (veuillez préciser)

Sans tenir compte des normes prévues dans les recueils mentionnés précédemment, est-ce que votre règlement inclut également d'autres normes additionnelles ?

☐ Oui ☐ Non

Est-ce que votre règlement de construction comprend des mesures (normes, etc.) visant :

	Nouvelle construction uniquement	Nouvelle construction et travaux de rénovation ou d'agrandissement	Non abordé
L'efficacité énergétique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'utilisation de matériaux durables ou écologiques	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
La végétalisation des bâtiments (<i>toit vert, etc.</i>)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
La gestion des eaux de pluie	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'aménagement de résidences privées pour aînés	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'accessibilité et l'adaptabilité des logements pour les personnes ayant des limitations fonctionnelles (<i>ailleurs que dans les résidences privées pour aînés</i>)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'accessibilité aux petits immeubles non résidentiels (<i>immeubles non visés par le Code de construction du Québec</i>)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Est-ce que votre municipalité possède un règlement sur l'occupation et l'entretien des bâtiments ?

☐ Oui ☐ Non

Sondage sur l'utilisation des règlements d'urbanisme

Règlement sur les usages conditionnels

*** Est-ce que votre municipalité ou votre arrondissement possède un règlement sur les usages conditionnels ?**

☐ Oui ☐ Non

Si oui, sans prendre en considération les modifications qui ont pu être apportées par la suite, quelle est l'année d'entrée en vigueur de votre dernier règlement sur les usages conditionnels:

• Inscrire l'année (AAAA)

Si non, quelles sont, selon vous, les raisons justifiant l'absence d'un tel règlement sur le territoire de votre municipalité ou de votre arrondissement ?

(un maximum de trois réponses, SVP)

- ☐ Absence d'un comité consultatif en urbanisme
- ☐ Règlement jugé non pertinent eu égard aux autres règlements en vigueur
- ☐ Règlement jugé non pertinent eu égard au contexte de développement
- ☐ Règlement jugé pertinent mais qui ne constitue pas une priorité du conseil municipal ou du conseil d'arrondissement
- ☐ Manque de ressources financières ou professionnelles pour élaborer ou appliquer ce règlement
- ☐ Méconnaissance des aspects légaux ou techniques du règlement
- ☐ Processus d'élaboration du règlement jugé trop compliqué ou contraignant
- ☐ Autre (veuillez préciser)

Sondage sur l'utilisation des règlements d'urbanisme

Règlement sur les dérogations mineures

*** Est-ce que votre municipalité ou votre arrondissement possède un règlement sur les dérogations mineures ?**

☐ Oui ☐ Non

Si oui, sans prendre en considération les modifications qui ont pu être apportées par la suite, quelle est l'année d'entrée en vigueur de votre dernier règlement sur les dérogations mineures:

• Inscrire l'année (AAAA)

Si non, quelles sont, selon vous, les raisons justifiant l'absence d'un tel règlement ?

(un maximum de trois réponses, SVP)

- ☐ Absence d'un comité consultatif en urbanisme
- ☐ Règlement jugé non pertinent eu égard aux autres règlements en vigueur
- ☐ Règlement jugé non pertinent eu égard au contexte de développement
- ☐ Règlement jugé pertinent mais qui ne constitue pas une priorité du conseil municipal ou du conseil d'arrondissement
- ☐ Manque de ressources financières ou professionnelles pour élaborer ou appliquer ce règlement
- ☐ Méconnaissance des aspects légaux ou techniques du règlement
- ☐ Processus d'élaboration du règlement jugé trop compliqué ou contraignant
- ☐ Autre (veuillez préciser)

Sondage sur l'utilisation des règlements d'urbanisme

Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA)

*** Est-ce que votre municipalité ou votre arrondissement possède un règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) ?**

- ☐ Oui
- ☐ Non

Sondage sur l'utilisation des règlements d'urbanisme

Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA)

*** Sans prendre en considération les modifications qui ont pu être apportées par la suite, quelle est l'année d'entrée en vigueur de votre dernier règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) ?**

• Inscrire l'année (AAAA)

*** Est-ce que ce règlement s'applique à la totalité du territoire de votre municipalité ou de votre arrondissement ?**

☐ Oui ☐ Non

Si non, à quel(s) territoire(s) s'applique votre réglementation sur les PIIA ?

(plusieurs choix possibles)

- ☐ Secteur mixte identifié comme central (centre-ville, noyau villageois, centre d'arrondissement)
- ☐ Secteur mixte hors centre
- ☐ Secteur à dominance résidentielle hors centre
- ☐ Secteur à dominance industrielle ou commerciale hors centre
- ☐ Secteur à dominance récréotouristique hors centre
- ☐ Secteur à dominance agricole
- ☐ Secteur visant à protéger des paysages naturels d'intérêt
- ☐ Autre (veuillez préciser)

*** Parmi les éléments énoncés au tableau ci-dessous, lesquels font référence à des objectifs ou des critères d'évaluation de votre règlement sur les PIIA.**

	Oui	Non
Implantation des constructions	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Apparence extérieure des bâtiments (matériaux, composition, etc.)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Orientation des bâtiments afin de maximiser l'ensoleillement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Aménagement des aires de stationnement extérieures	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Aménagement des espaces extérieurs outre les stationnements	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Proportion d'espace laissé libre sur le terrain	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection et/ou mise en valeur des bâtiments, sites ou éléments spécifiquement identifiés comme patrimoniaux ou d'importance	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection et/ou mise en valeur des vues, perspectives ou éléments du paysage	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection et/ou mise en valeur des caractéristiques naturelles du site et de la végétation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Gestion des eaux de pluie	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Sondage sur l'utilisation des règlements d'urbanisme

Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA)

*** Selon vous, quelles sont les raisons justifiant l'absence d'un règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) sur votre territoire ?**

(un maximum de trois réponses, SVP)

- ☐ Absence d'un comité consultatif en urbanisme
- ☐ Règlement jugé non pertinent eu égard aux autres règlements en vigueur
- ☐ Règlement jugé non pertinent eu égard au contexte de développement
- ☐ Règlement jugé pertinent mais qui ne constitue pas une priorité du conseil municipal ou du conseil d'arrondissement
- ☐ Manque de ressources financières ou professionnelles pour élaborer ou appliquer ce règlement
- ☐ Méconnaissance des aspects légaux ou techniques du règlement
- ☐ Processus d'élaboration du règlement jugé trop compliqué ou contraignant
- ☐ Autre (veuillez préciser)

Sondage sur l'utilisation des règlements d'urbanisme

Règlement sur les plans d'aménagement d'ensemble (PAE)

*** Est-ce que votre municipalité ou votre arrondissement possède un règlement sur les plans d'aménagement d'ensemble (PAE) ?**

☐ Oui

☐ Non

Sondage sur l'utilisation des règlements d'urbanisme

Règlement sur les plans d'aménagement d'ensemble (PAE)

*** Sans prendre en considération les modifications qui ont pu être apportées par la suite, quelle est l'année d'entrée en vigueur de votre dernier règlement sur les plans d'aménagement d'ensemble (PAE) ?**

• Inscrire l'année (AAAA)

*** À quel(s) type(s) de secteur s'applique(nt) votre réglementation sur les PAE ?**

(Plusieurs choix possibles)

- ☐ Redéveloppement d'un secteur déjà développé à l'intérieur du périmètre d'urbanisation
- ☐ Ouverture d'un nouveau secteur à développer à l'intérieur du périmètre d'urbanisation
- ☐ Redéveloppement d'un secteur déjà développé à l'extérieur du périmètre d'urbanisation à l'exception d'un secteur de villégiature ou de récréotourisme
- ☐ Développement ou redéveloppement d'un secteur de villégiature ou de récréotourisme existant à l'extérieur du périmètre d'urbanisation
- ☐ Autre (veuillez préciser)

*** Parmi les éléments énoncés au tableau ci-dessous, lesquels font référence à des critères d'évaluation au sein de votre règlement sur les PAE.**

	Oui	Non
Implantation des constructions	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Apparence extérieure des bâtiments (<i>matériaux, composition, etc.</i>)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Orientation des bâtiments afin de maximiser l'ensoleillement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Efficacité énergétique des bâtiments	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Offre en logements sociaux et/ou abordables	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Diversité des types de logement offerts (<i>nombre de chambres à coucher, etc.</i>)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Implantation et emprise de la voirie	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Aménagement cyclable et/ou pédestre (<i>trottoir, sentier, etc.</i>)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Emplacement et/ou besoins en espace public et/ou en équipement public	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Aménagement des espaces publics excluant la voirie	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Limitation ou diminution du nombre de cases de stationnement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Aménagement des aires de stationnement extérieures	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Localisation et caractéristiques techniques des équipements et des infrastructures relatifs aux services d'aqueduc et d'égout	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Enfouissement des réseaux électriques et/ou câblés	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection et/ou mise en valeur des caractéristiques naturelles du site et de la végétation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection et/ou mise en valeur de certains éléments d'intérêt (<i>perspective visuelle, bâtiment patrimonial, etc.</i>)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Gestion des eaux de pluie	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Prise en compte des contraintes anthropiques	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Sondage sur l'utilisation des règlements d'urbanisme

Règlement sur les plans d'aménagement d'ensemble (PAE)

*** « Selon vous », quelles sont les raisons justifiant l'absence d'un règlement sur les plans d'aménagement d'ensemble (PAE) sur votre territoire ?**

(un maximum de trois réponses, SVP)

- ☐ Absence d'un comité consultatif en urbanisme
- ☐ Règlement jugé non pertinent eu égard aux autres règlements en vigueur
- ☐ Règlement jugé non pertinent eu égard au contexte de développement
- ☐ Règlement jugé pertinent mais qui ne constitue pas une priorité du conseil municipal ou du conseil d'arrondissement
- ☐ Manque de ressources financières ou professionnelles pour élaborer ou appliquer ce règlement
- ☐ Méconnaissance des aspects légaux ou techniques du règlement
- ☐ Processus d'élaboration du règlement jugé trop compliqué ou contraignant
- ☐ Autre (veuillez préciser)

Sondage sur l'utilisation des règlements d'urbanisme

Règlement sur les PPCMOI

*** Est-ce que votre municipalité ou votre arrondissement possède un règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) ?**

- ☐ Oui
- ☐ Non

Sondage sur l'utilisation des règlements d'urbanisme

Règlement sur les PPCMOI

*** Sans prendre en considération les modifications qui ont pu être apportées par la suite, quelle est l'année d'entrée en vigueur de votre dernier règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) ?**

• Inscrire l'année (AAAA)

*** Est-ce que ce règlement s'applique à la totalité du territoire de votre municipalité ou de votre arrondissement ?**

☐ Oui ☐ Non

Si non, à quel(s) territoire(s) s'applique(nt) votre règlement ?

(plusieurs choix possibles)

- ☐ Secteur mixte identifié comme central (centre-ville, noyau villageois, centre d'arrondissement)
- ☐ Secteur mixte hors centre
- ☐ Secteur à dominance résidentielle hors centre
- ☐ Secteur à dominance industrielle ou commerciale hors centre
- ☐ Secteur à dominance récréotouristique hors centre
- ☐ Secteur à dominance agricole
- ☐ Secteur visant à protéger des paysages naturels d'intérêt
- ☐ Autre (veuillez préciser)

*** Parmi les objets énoncés au tableau ci-dessous, lesquels font référence à des critères d'évaluation inclus à votre règlement sur les PPCMOI.**

	Oui	Non
Densité d'occupation du sol	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Implantation des constructions	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Apparence extérieure des bâtiments (<i>matériaux, composition, etc.</i>)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Efficacité énergétique des bâtiments	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Offre en logements sociaux et/ou abordables	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Diversité des types de logement offerts (<i>nombre de chambres à coucher, etc.</i>)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Nombre minimal ou maximal d'unités de stationnement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Aménagement des aires de stationnement extérieures	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Aménagement des espaces extérieurs outre les stationnements	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Enfouissement des réseaux électriques et/ou câblés	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection des caractéristiques naturelles du site et de la végétation	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Proportion d'espace laissé libre sur le terrain	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Proportion de couvert boisé ou d'arbres	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Gestion des eaux de pluie	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Prise en compte des contraintes anthropiques outre que les normes relatives au bruit routier	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Sondage sur l'utilisation des règlements d'urbanisme

Règlement sur les PPCMOI

*** « Selon vous », quelles sont les raisons justifiant l'absence d'un règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (PPCMOI) sur votre territoire ?**

(un maximum de trois réponses, SVP)

- ☐ Absence d'un comité consultatif en urbanisme
- ☐ Règlement jugé non pertinent eu égard aux autres règlements en vigueur
- ☐ Règlement jugé non pertinent eu égard au contexte de développement
- ☐ Règlement jugé pertinent mais qui ne constitue pas une priorité du conseil municipal ou du conseil d'arrondissement
- ☐ Manque de ressources financières ou professionnelles pour élaborer ou appliquer ce règlement
- ☐ Méconnaissance des aspects légaux ou techniques du règlement
- ☐ Processus d'élaboration du règlement jugé trop compliqué ou contraignant
- ☐ Autre (veuillez préciser)

Sondage sur l'utilisation des règlements d'urbanisme

Règlement sur les contributions (ententes) relatives à des travaux ou à des services municipaux

*** Est-ce que votre municipalité ou votre arrondissement possède un règlement sur les contributions (ententes) relatives à des travaux ou à des services municipaux ?**

☐ Oui

☐ Non

Sondage sur l'utilisation des règlements d'urbanisme

Règlement sur les contributions (ententes) relatives à des travaux ou à des services municipaux

*** Sans prendre en considération les modifications qui ont pu être apportées par la suite, quelle est l'année d'entrée en vigueur de votre dernier règlement sur les contributions (ententes) relatives à des travaux ou à des services municipaux ?**

• Inscrire l'année (AAAA)

*** Est-ce que ce règlement s'applique à la totalité du territoire de votre municipalité ou de votre arrondissement ?**

☐ Oui ☐ Non

Si non, à quel territoire s'applique votre règlement ?

(plusieurs choix possibles)

- ☐ Secteur mixte identifié comme central (centre-ville, noyau villageois, centre d'arrondissement)
- ☐ Redéveloppement d'un secteur déjà développé hors centre et à l'intérieur du périmètre d'urbanisation
- ☐ Ouverture d'un nouveau secteur à développer hors centre et à l'intérieur du périmètre d'urbanisation
- ☐ Redéveloppement d'un secteur déjà développé à l'extérieur du périmètre d'urbanisation à l'exception d'un secteur de villégiature ou de récréotourisme
- ☐ Développement ou redéveloppement d'un secteur de villégiature ou de récréotourisme existant à l'extérieur du périmètre d'urbanisation
- ☐ Autre (veuillez préciser)

Sondage sur l'utilisation des règlements d'urbanisme

Règlement sur les contributions (ententes) relatives à des travaux ou à des services municipaux

*** Est-ce que votre règlement permet d'assujettir la délivrance d'un permis de construction ou de lotissement à la signature d'une entente portant sur certains éléments énoncés au tableau ci-dessous :**

	Prise en charge financière totale par le promoteur	Prise en charge financière partielle par le promoteur	Aucune prise en charge financière par le promoteur
Rue (voirie)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Trottoir (et/ou sentier piétonnier)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Piste cyclable	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Place publique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Éclairage public	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Parc, terrain de jeux et espace naturel outre la contribution demandée en vertu du règlement de zonage et de lotissement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Réseau d'aqueduc et/ou d'égout sanitaire ou pluvial	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Bassin de rétentions ou autre infrastructure de nature environnementale (talus, aménagement de zone tampon, etc.)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Enfouissement des services d'utilité publique (électricité, téléphone, fibre optique, etc.)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Sondage sur l'utilisation des règlements d'urbanisme

Règlement sur les contributions (ententes) relatives à des travaux ou à des services municipaux

*** Selon vous, quelles sont les raisons justifiant l'absence d'un règlement sur les contributions (ententes) relatives à des travaux ou à des services municipaux sur votre territoire ?**

(un maximum de trois réponses, SVP)

- ☐ Absence d'un comité consultatif en urbanisme
- ☐ Règlement jugé non pertinent eu égard aux autres règlements en vigueur
- ☐ Règlement jugé non pertinent eu égard au contexte de développement
- ☐ Règlement jugé pertinent mais qui ne constitue pas une priorité du conseil municipal ou du conseil d'arrondissement
- ☐ Manque de ressources financières ou professionnelles pour élaborer ou appliquer ce règlement
- ☐ Méconnaissance des aspects légaux ou techniques du règlement
- ☐ Processus d'élaboration du règlement jugé trop compliqué ou contraignant
- ☐ Autre (veuillez préciser)

Sondage sur l'utilisation des règlements d'urbanisme

Programme particulier d'urbanisme

*** Est-ce qu'un ou plusieurs programmes particuliers d'urbanisme (PPU) sont en vigueur sur le territoire de votre municipalité ou de votre arrondissement ?**

☐ Oui

☐ Non

Si oui, combien ?

Sondage sur l'utilisation des règlements d'urbanisme

Programme particulier d'urbanisme

Nom du dernier PPU entré en vigueur sur le territoire de votre municipalité ou de votre arrondissement :

(Question facultative)

*** Date d'entrée en vigueur de votre dernier PPU :**

• Inscrire l'année (AAAA)

*** Territoire d'application :**

- ☐ Secteur central de la municipalité ou de l'arrondissement
- ☐ Secteur mixte hors centre
- ☐ Secteur à dominance résidentielle hors centre
- ☐ Secteur à dominance industrielle ou commerciale hors centre
- ☐ Secteur à dominance récréotouristique hors centre
- ☐ Secteur à dominance agricole
- ☐ Autre (veuillez préciser)

*** Principale motivation qui justifie l'adoption de ce PPU :**

- ☐ Ouverture d'un nouveau secteur à urbaniser
- ☐ Requalification d'un secteur existant
- ☐ Implantation d'un projet d'envergure
- ☐ Autre (veuillez préciser)

*** Est-ce que l'adoption de ce PPU a été accompagnée :**

	Oui	Non
par la mise en place d'un programme d'aide financière aux propriétaires d'immeubles	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
par la mise en place d'un programme d'acquisition d'immeubles	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
par des travaux municipaux sur les espaces publics (<i>trottoir, piste cyclable, aménagement paysager, parc, place publique, équipement public, etc.</i>)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
par des modifications à la réglementation d'urbanisme	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Parmi les éléments présentés au tableau ci-dessous, lesquels font référence à des thèmes énoncés dans ce PPU :

	Oui	Non
Développement durable	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Adaptation aux changements climatiques	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Réduction des émissions de gaz à effet de serre	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Mobilité durable (transport en commun, marche, vélo, etc.)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Densification du cadre bâti	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Mixité fonctionnelle (mixité des usages)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Mixité sociale (âge, revenu, taille des logements, etc.)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Qualité des espaces publics	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Qualité de l'architecture et des bâtiments	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection et mise en valeur du patrimoine bâti	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection et mise en valeur des milieux naturels	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Protection et mise en valeur des paysages	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Dynamisme et/ou diversification économique	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Développement d'une vocation ou d'une identité propre au secteur (<i>exemple : quartier des spectacles, colline parlementaire, etc.</i>)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Sondage sur l'utilisation des règlements d'urbanisme

Question facultative

Question facultative

Pistes d'amélioration possibles aux pouvoirs réglementaires prévus à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU)

En fonction de votre expérience et de vos connaissances, souhaitez-vous émettre des suggestions quant aux améliorations possibles à apporter aux procédures ou aux éléments de contenu prévus à la LAU eu égard aux différents règlements d'urbanisme ? Le cas échéant, précisez à quel(s) règlement(s) vous faites référence.

Sondage sur l'utilisation des règlements d'urbanisme

Question facultative

Question facultative

Avez-vous d'autres commentaires ou informations à ajouter ?

Sondage sur l'utilisation des règlements d'urbanisme

Question facultative

Question facultative

Souhaitez-vous préciser votre fonction au sein de la municipalité ou de l'arrondissement ?

- ☐ directeur général
- ☐ cadre chargé du service d'urbanisme
- ☐ urbaniste
- ☐ conseiller en aménagement
- ☐ inspecteur
- ☐ employé de la MRC offrant le service d'urbanisme à la municipalité locale
- ☐ autre

Au printemps 2018, une deuxième étape est envisagée afin de bonifier certaines données auprès d'une cinquantaine de municipalités et d'arrondissements. Si vous êtes intéressé à participer à cette deuxième étape, s'il vous plaît laisser vos coordonnées afin que nous puissions vous joindre plus facilement. Bien entendu, tous les renseignements recueillis par ce sondage seront traités de façon confidentielle afin qu'aucun individu ne puisse être identifié.

nom

courriel

téléphone

Nous vous remercions de votre collaboration.

Les résultats de ce questionnaire s'enregistrent automatiquement, vous n'avez qu'à cliquer sur Terminé.

Sondage en ligne

Fonds de développement des territoires

Madame, Monsieur,

Le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) évalue actuellement le Fonds de développement des territoires (FDT). En ce sens, nous désirons connaître, à l'aide d'un questionnaire, votre opinion sur la mise en œuvre de ce programme et ses résultats, ainsi que les façons de faire des MRC. Veuillez-vous baser sur votre expérience des trois dernières années.

Votre participation à ce sondage d'une trentaine de minutes est obligatoire en vertu de l'article 23 de l'Entente relative au FDT. Il doit être rempli par la personne responsable de l'Entente. S'il ne s'agit pas de vous, veuillez transmettre le lien à cette personne. À tout moment, vous pouvez suspendre votre réponse au questionnaire, puis la reprendre, avant le XX février 2019.

Le nom de votre MRC sera anonymisé lors de l'analyse du sondage. Les résultats seront regroupés ou présentés sous forme de totaux dans le rapport.

Si vous souhaitez obtenir plus d'information sur le questionnaire ou si vous avez besoin d'aide pour y répondre, vous pouvez joindre M^{me} Linda Tanguay, de la Direction de l'audit interne et de l'évaluation des programmes du MAMH, au 418 691-2015, poste 3595 ou, par courriel, à l'adresse suivante : linda.tanguay@mamh.gouv.qc.ca.

[Répondre au sondage](#) (lien cliquable)

Cordialement,

François Barbeau
Coordonnateur de l'audit interne
Directeur p. i.
Direction de l'audit interne et de l'évaluation des programmes
Tél.: 418-691-2015, poste 3827

Sondage sur le Fonds de développement des territoires

Nom de votre municipalité régionale de comté (MRC) : _____
Région administrative : _____

1. Quelle est votre appréciation quant à la souplesse et à l'autonomie que vous offre le FDT afin de :	Très appréciées	Bien appréciées	Plutôt appréciées	Peu appréciées	NSP ou S. O.
Décider des priorités d'intervention en fonction des réalités de votre MRC?					
Décider des projets selon les priorités d'intervention et le contexte de votre MRC?					
Décider de la répartition du financement obtenu?					
2. Est-ce que la souplesse de gestion de l'enveloppe du FDT vous a permis :	En accord	Plutôt en accord	Plutôt en désaccord	En désaccord	NSP ou S. O.
D'agir dans l'ensemble de vos priorités?					
De financer tous les projets retenus?					
De mieux planifier vos interventions?					
De mieux structurer vos interventions?					
De réserver une partie de l'enveloppe pour financer de futurs projets majeurs?					
De réserver une partie de l'enveloppe pour agir dans des priorités à combler?					
3. Depuis le renforcement du rôle des MRC, estimez-vous qu'il est facile :	En accord	Plutôt en accord	Plutôt en désaccord	En désaccord	NSP ou S. O.
De déterminer vos priorités d'intervention annuelles en fonction des objectifs du FDT?					
D'élaborer votre politique de soutien aux entreprises?					
D'élaborer votre politique de soutien aux projets structurants pour améliorer les milieux de vie?					
De produire le rapport d'activités annuel?					
D'établir des ententes avec d'autres MRC afin de réaliser des projets communs?					
D'obtenir des projets qui s'inscrivent dans vos priorités d'intervention?					
4. Afin de réaliser les activités décrites à la question 3, demandez-vous conseil à :	Oui	Non			NSP ou S. O.
Votre direction régionale (DR) du MAMH?					
D'autres MRC?					
La Fédération québécoise des municipalités ou à l'Union des municipalités du Québec?					
Un consultant externe?					
Autre, précisez :					
La MRC a choisi de déléguer la réalisation de ces activités à une autre instance ou à un autre organisme.					

5. Êtes-vous d'accord avec les éléments suivants relatifs au rôle-conseil offert par les DR du MAMH?	En accord	Plutôt en accord	Plutôt en désaccord	En désaccord	NSP ou S. O.
Le personnel cerne bien les besoins de la MRC.					
L'accompagnement des DR est utile.					
La DR a guidé efficacement notre MRC vers d'autres ressources au besoin.					
6. Depuis la mise en place du FDT, notre MRC a fait le choix de conserver :	Oui	Non			NSP ou S. O.
Des ressources consacrées au développement local et régional;					
Des ressources consacrées au développement rural;					
Des ressources consacrées à l'entrepreneuriat.					
7. Estimez-vous que le mode de gestion du FDT favorise :	En accord	Plutôt en accord	Plutôt en désaccord	En désaccord	NSP ou S. O.
La concertation locale et régionale pour réaliser des projets communs à l'échelle supraterritoriale (incluant les ententes sectorielles)?					
Les discussions avec les parties prenantes?					
Un effet structurant de l'aide versée aux entreprises et aux communautés?					
La mobilisation des communautés?					
8. Quelle est votre opinion en ce qui concerne : - la contribution du FDT au développement local et régional; - l'effet qu'a eu le renforcement du rôle des MRC, eu égard au développement local et régional?	En accord	Plutôt en accord	Plutôt en désaccord	En désaccord	NSP ou S. O.
Globalement, le FDT a contribué au développement local et régional.					
Le renforcement du rôle de la MRC a favorisé le développement local et régional.					
9. Êtes-vous d'accord avec les éléments suivants de l'Entente relative au FDT?	En accord	Plutôt en accord	Plutôt en désaccord	En désaccord	NSP ou S. O.
La signature d'une entente de 5 ans;					
Le montant annuel de l'aide financière;					
Les modalités de versement de l'aide financière (25 %; 55 %; 20 %);					
Les conditions de versement de l'aide financière (mise en ligne et transmission des priorités d'intervention annuelles, des politiques de soutien et du rapport d'activités);					
La production d'une reddition de compte annuelle;					
Les règles de cumul et de report de l'aide financière.					
10. Quelle est votre opinion sur la reddition de comptes du FDT quant aux énoncés suivants?	En accord	Plutôt en accord	Plutôt en désaccord	En désaccord	NSP ou S. O.
Le temps consacré à la reddition de comptes est adéquat par rapport à l'enveloppe du FDT;					
L'information demandée est fondée, par rapport aux termes de l'Entente;					
L'information demandée est utile pour la MRC;					
L'outil est facile d'utilisation (fichier Excel).					

11. Quelle est votre opinion sur la simplification des procédures depuis la mise en place du FDT?	En accord	Plutôt en accord	Plutôt en désaccord	En désaccord	NSP ou S. O.
La simplification des procédures est adéquate.					
La charge administrative convient.					
12. Quelle est la contribution des autres ministères et organismes du gouvernement du Québec au financement de projets du FDT?	Oui	Non	NSP ou S. O.		
De façon générale, en excluant les ententes sectorielles, d’autres ministères et organismes du gouvernement du Québec contribuent au financement des projets soutenus par le FDT.					
L’information sur la contribution des autres ministères et organismes du gouvernement du Québec pourrait être incluse dans votre reddition de comptes annuelle du FDT.					
13. De quelle façon l’enveloppe du FDT est-elle répartie?	Oui	Non	NSP ou S. O.		
Les sommes sont réparties entre les municipalités de la MRC.					
L’aide financière et les décisions d’intervention sont centralisées à la MRC.					
Une partie de l’enveloppe est centralisée à la MRC et l’autre partie est répartie entre les municipalités de la MRC.					
Autre, précisez :					
14. De quelle façon obtenez-vous des propositions de projets?	Toujours	Souvent	Parfois	Jamais	NSP ou S. O.
Par dépôt de projets en continu;					
Par appels à projets centralisés à la MRC;					
Par les municipalités;					
Autre, précisez :					
15. De quelle façon les projets sont-ils sélectionnés?	Toujours	Souvent	Parfois	Jamais	NSP ou S. O.
Selon l’ordre de réception des projets;					
Selon le caractère structurant du projet;					
Selon l’intérêt du projet;					
Selon les priorités d’intervention de la MRC;					
Selon la répartition entre les municipalités de la MRC;					
Autre, précisez :					
16. Par quels moyens la population est-elle informée de la possibilité d’obtenir l’aide financière du FDT pour d’éventuels projets?	Oui	Non	NSP ou S. O.		
Par le site Web de la MRC;					
Par les sites Web des municipalités de la MRC;					
Par un dépliant de la MRC;					
Par les médias écrits ou électroniques;					
Par les médias sociaux;					
Autre, précisez :					

17. Quels moyens utilisez-vous pour assurer la participation et la consultation citoyenne?	Oui	Non	NSP ou S. O.
Des séances publiques d’information;			
Des représentations citoyennes (ex. : regroupements, comités de citoyens);			
Les médias écrits ou électroniques (journal, télévision ou radio locale);			
Le site Web de la MRC;			
Des sondages en ligne;			
Autre, précisez :			
18. Outre le site Web de la MRC, comment informez-vous la population de l’utilisation des sommes du FDT?	Oui	Non	NSP ou S. O.
Lors de séances publiques d’information;			
Autre, précisez :			

Remerciements

Le MAMH vous remercie d’avoir pris le temps de répondre au questionnaire.

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

**Sondage : Portail gouvernemental des Affaires
municipales et régionales**

Direction générale des ressources informationnelles

15 mars 2019

Au cours de l'année 2017, le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) a entrepris une refonte technologique du Portail gouvernemental des Affaires municipales et régionales (PGAMR) ainsi que de ses Prestations électroniques de service (PÉS) de la section « Infrastructures ».

Le but était de s'assurer que le portail demeure sécuritaire afin que les ministères et organismes continuent d'offrir différentes prestations électroniques de service aux municipalités.

Participation

Nous désirons obtenir vos impressions concernant la facilité d'accès et d'utilisation du PGAMR et des PÉS de la section « Infrastructures ». Grâce à votre participation, nous serons en mesure de nous assurer que le portail réponde à vos besoins et que vous en soyez satisfaits.

Le temps approximatif pour répondre au sondage est de 5 minutes. Vous avez jusqu'au 26 mars 16 h pour le compléter.

Traitement de l'information

Le traitement de l'information est confidentiel. Votre MRC ou votre municipalité ne sera pas identifiée.

Section 1 – Portail gouvernemental des Affaires municipales et régionales

Q1.1 Je peux accéder facilement au Portail gouvernemental des Affaires municipales et régionales (PGAMR).

- ☐ Toujours
- ☐ La majorité du temps
- ☐ Parfois
- ☐ Jamais

Q1.2 Les différentes sections du PGAMR sont facilement accessibles.

- ☐ Oui
- ☐ Non

Q1.3 Je peux effectuer toute ma tâche dans le PGAMR sans perdre la connexion.

- ☐ Oui
- ☐ Non

Q1.4 Le PGAMR permet le transfert de données avec les fureteurs Internet de mon organisation (Internet Explorer, Chrome, Safari, Firefox, Edge, etc.).

- ☐ Oui
- ☐ Non

Q1.5 Le PGAMR me permet de transmettre facilement des documents à différents ministères et organismes.

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Sans objet

Q1.6 De façon générale, dans quelle mesure êtes-vous satisfait du PGAMR?

- ☐ Très satisfait
☐ Satisfait
☐ Insatisfait
☐ Très insatisfait

Section 2 – Prestations électroniques de service de la section « Infrastructures »

Q2.1. Utilisez-vous les Prestations électroniques de service (PÉS) de la section « Infrastructures », soit Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU), Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIQM), Programme d'infrastructures Municipalité amie des aînés (PRIMADA), Programme de Réfection et construction des infrastructures municipales (RÉCIM), Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ 2014), Fonds des petites collectivités (FPC) ou Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU)?

- ☐ Oui
☐ Non

Si non, le répondant est redirigé à section 3 « Commentaires »

Q2.2. Pour les Prestations électroniques de service (PÉS) de la section « Infrastructures », dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les énoncés suivants?

	En désaccord	Plutôt en désaccord	Plutôt en accord	En accord	Ne sais pas
La police des caractères utilisés facilite la lecture.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
La taille des caractères utilisés facilite la lecture.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les couleurs utilisées facilitent la lecture.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Globalement, la navigation est conviviale.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
La mise en page facilite la recherche d'information.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le menu présente bien l'ensemble du contenu.	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Q2.3 Les PÉS permettent de faire et de transmettre facilement mes demandes d'aide financière pour les programmes d'infrastructure.

- ☐ Oui
- ☐ Non

Q2.4 De façon générale, dans quelle mesure êtes-vous satisfait des PÉS de la section « Infrastructures » ?

- ☐ Très satisfait
- ☐ Satisfait
- ☐ Insatisfait
- ☐ Très insatisfait
- ☐ Ne préfère pas répondre

Section 3 – Commentaires

Avez-vous des commentaires ou suggestions d'amélioration à nous transmettre (facultatif)?

Sondage : Portail gouvernemental des Affaires municipales et régionales

1. Section 1 - Portail gouvernemental des Affaires municipales et régionales

Question 1.1

Je peux accéder facilement au Portail gouvernemental des Affaires municipales et régionales (PGAMR). *

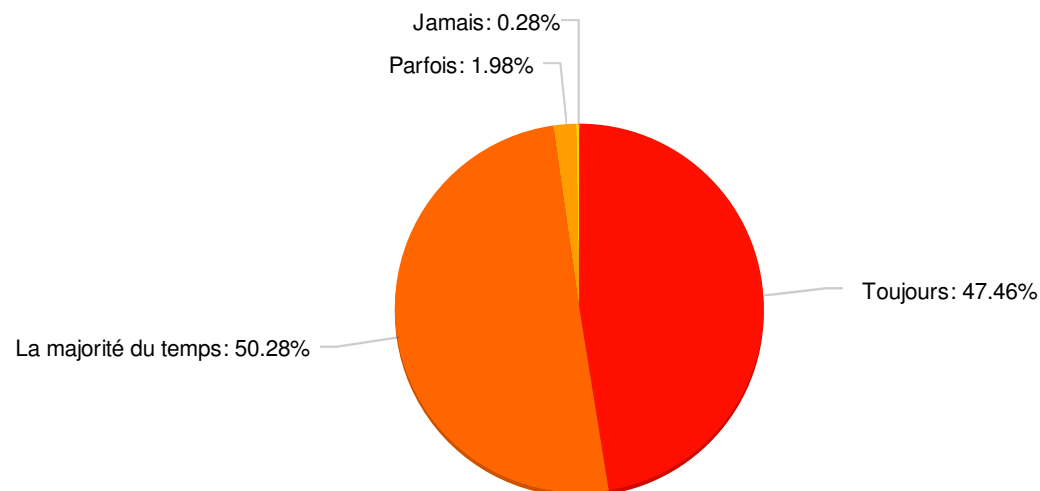
Nombre de participants : 354

168 (47.5%): □ Toujours

178 (50.3%): □ La majorité du temps

7 (2.0%): □ Parfois

1 (0.3%): □ Jamais



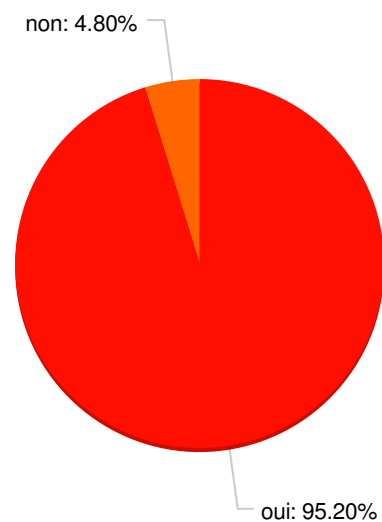
2. Question 1.2

Les différentes sections du PGAMR sont facilement accessibles. *

Nombre de participants : 354

337 (95.2%): oui

17 (4.8%): non



3. Section 1 - Portail gouvernemental des Affaires municipales et régionales

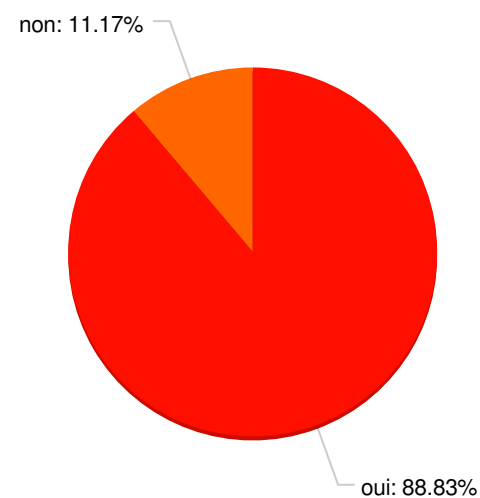
Question 1.3

Je peux effectuer toute ma tâche dans le PGAMR sans perdre la connexion. *

Nombre de participants : 349

310 (88.8%): **oui**

39 (11.2%): **non**



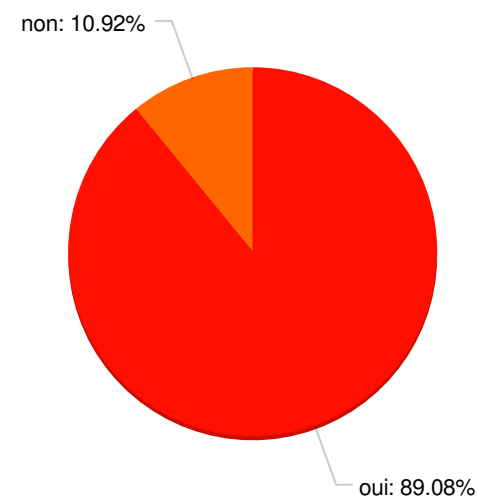
4. Question 1.4

Le PGAMR permet le transfert de données avec les fureteurs Internet de mon organisation (Internet Explorer, Chrome, Safari, Firefox, Edge, etc.). *

Nombre de participants : 348

310 (89.1%): **oui**

38 (10.9%): **non**



5. Section 1 - Portail gouvernemental des Affaires municipales et régionales

Question 1.5

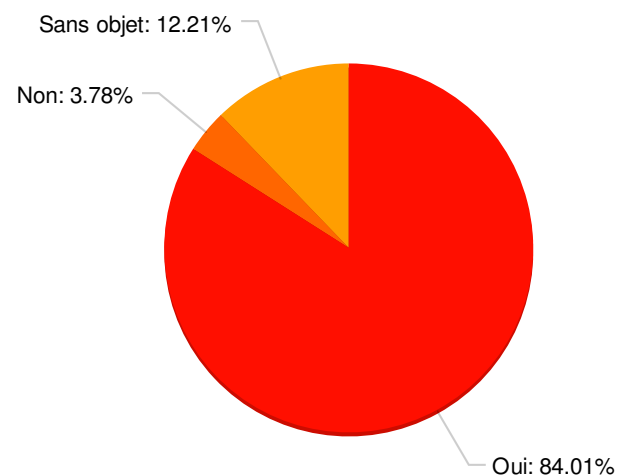
Le PGAMR me permet de transmettre facilement des documents à différents ministères et organismes. *

Nombre de participants : 344

289 (84.0%): Oui

13 (3.8%): Non

42 (12.2%): Sans objet



6. Question 1.6

De façon générale, dans quelle mesure êtes-vous satisfait(e) du PGAMR? *

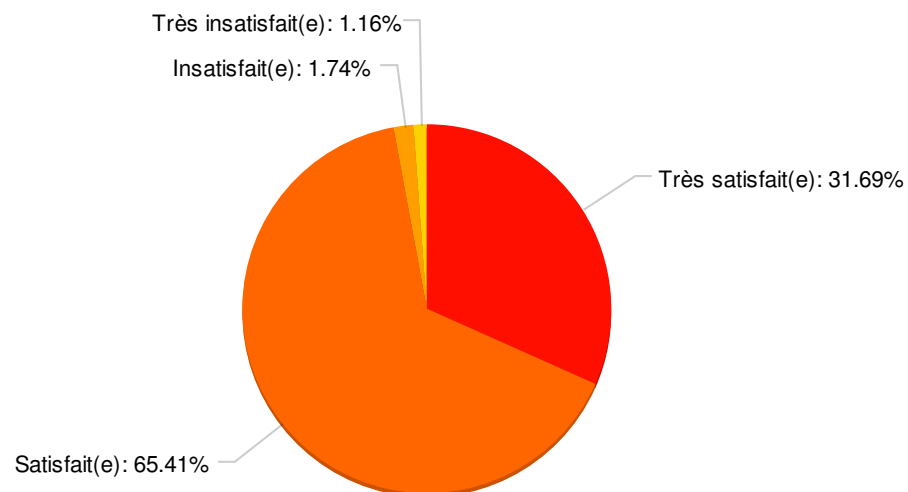
Nombre de participants : 344

109 (31.7%): Très satisfait(e)

225 (65.4%): Satisfait(e)

6 (1.7%): Insatisfait(e)

4 (1.2%): Très insatisfait(e)



7. Section 2 - Prestations électroniques de service de la section « Infrastructures »

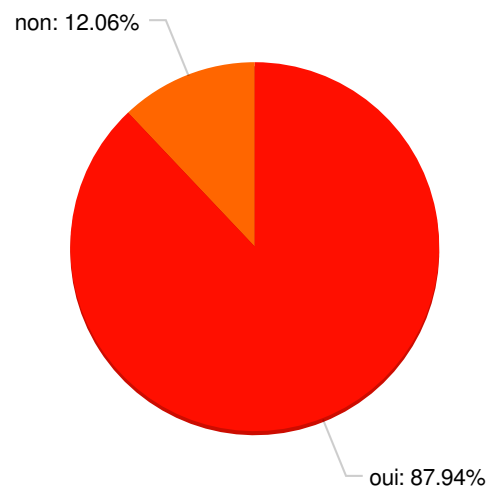
Question 2.1

Utilisez-vous les Prestations électroniques de service (PÉS) de la section « Infrastructures », soit : Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU); Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIQM); Programme d'infrastructures Municipalité amie des aînés (PRIMADA); Programme de Réfection et construction des infrastructures municipales (RÉCIM); Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ 2014); Fonds des petites collectivités (FPC); ou Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU)? *

Nombre de participants : 340

299 (87.9%): **oui**

41 (12.1%): **non**



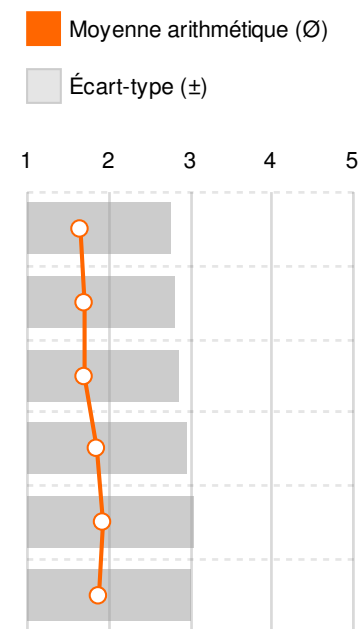
8. Section 2 - Prestations électroniques de service de la section « Infrastructures »

Question 2.2

Pour les Prestations électroniques de service (PÉS) de la section « Infrastructures », dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les énoncés suivants? *

Nombre de participants : 299

	En accord (1)		Plutôt en accord (2)		Plutôt en désaccord (3)		En désaccord (4)		Ne sait pas (5)			
	Σ	%	Σ	%	Σ	%	Σ	%	Σ	%	Ø	±
La police de caractères ...	176x	58,86	95x	31,77	4x	1,34	1x	0,33	23x	7,69	1,66	1,09
La taille des caractères ...	170x	56,86	97x	32,44	8x	2,68	1x	0,33	23x	7,69	1,70	1,10
Les couleurs utilisées fa...	172x	57,53	94x	31,44	6x	2,01	1x	0,33	26x	8,70	1,71	1,15
Globalement, la navigati...	139x	46,49	111x	37,12	24x	8,03	4x	1,34	21x	7,02	1,85	1,10
La mise en page facilite ...	125x	41,81	125x	41,81	20x	6,69	5x	1,67	24x	8,03	1,92	1,13
Le menu présente bien l...	135x	45,15	114x	38,13	22x	7,36	6x	2,01	22x	7,36	1,88	1,12



9. Section 2 - Prestations électroniques de service de la section « Infrastructures »

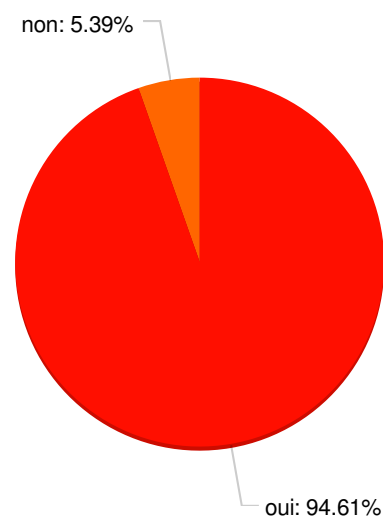
Question 2.3

Les PÉS permettent de faire et de transmettre facilement mes demandes d'aide financière pour les programmes d'infrastructure. *

Nombre de participants : 297

281 (94.6%): **oui**

16 (5.4%): **non**



10. Question 2.4

De façon générale, dans quelle mesure êtes-vous satisfait(e) des PÉS de la section « Infrastructures » ? *

Nombre de participants : 297

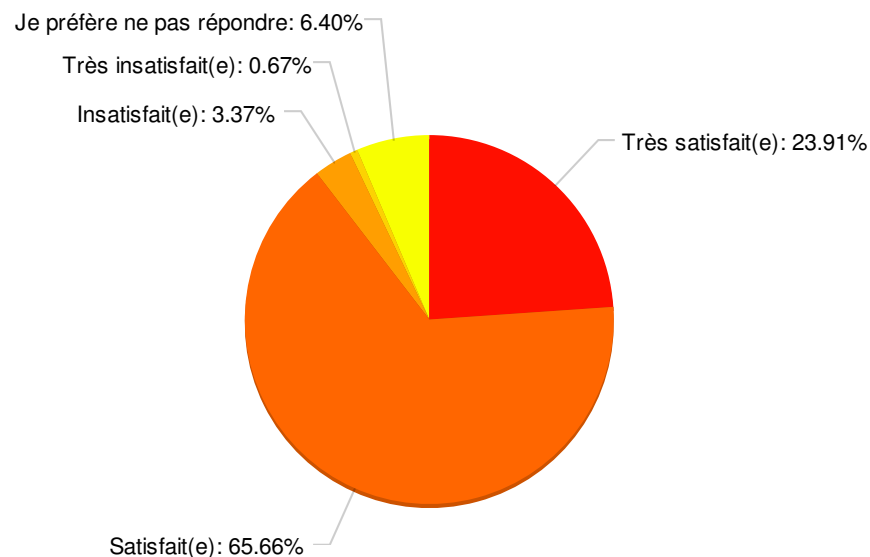
71 (23.9%): Très satisfait(e)

195 (65.7%): Satisfait(e)

10 (3.4%): Insatisfait(e)

2 (0.7%): Très insatisfait(e)

19 (6.4%): Je préfère ne pas répondre



11. Section 3 - Commentaires

Avez-vous des commentaires ou suggestions d'amélioration à nous transmettre?

Nombre de participants : 62

👁 Voir toutes les 27 réponses précédentes

- Vous avez beaucoup de matières, des fois j'ai de la difficulté à trouver ce que je cherche, mais je réussis toujours à trouver.

Est-ce qu'il existe une façon de faire une recherche??

Merci

- Comme je suis en poste depuis le début de l'année 2018, je n'ai pas utilisé souvent l'application du PGMAR. Et, quand, il n'y a pas de passation de pouvoir et qu'aucune ressource est en poste pour informer de l'utilité de celle-ci...pas évident. On se débrouille mais... pour moi sans doute que cette ^plate forme n'est pas utilisée au maximum.
- C'est plutôt au niveau de Renenu Quebec et le registraire d'entreprise du Quebec ou il y a des délais d'attente de 6 à 9 semaines pour avoir accès au non d'utilisateur et codes.

Merci !

- Le cheminement pour inscrire un nouvel usager est long et ardu. Surtout si on n'a pas à le faire souvent.

C'est peut-être plus au niveau de Clic SéQur qu'il faudra rendre un peu plus convivial.

- Le délai pour avoir accès est long. Une fois l'accès obtenu, ça va.
- Dans le cas du PIQM, il manque un peu d'information sur le procédé de la déclaration finale et sa transmission, puisque l'on utilise les mêmes fonctions que lors de la demande d'aide. Je n'ai pas eu le réflexe d'aller d'appuyer sur "transmission du formulaire" pour obtenir l'information.

Bonne journée

- Il n'est pas facile de trouver comment obtenir de l'aide ou comment effectuer des modifications au niveau des utilisateurs (mandataires etc..)
- La plus grande difficulté réside dans l'inscription d'une DG dans une nouvelle municipalité. Avoir accès à tous les documents concernant la municipalité dès l'embauche serait très facilitant. Il serait bien intéressant que la DG garde son code d'une municipalité à l'autre et devienne la gestionnaire automatique lorsqu'elle devient DG dans une nouvelle

municipalité... avec toutes les demandes dans les programmes déjà faites à la Municipalité accessible.

Aussi, quand une demande est terminée ou non accordée... il faudrait que ce soit indiqué. Actuellement nous avons 4 demandes PIQM et juste une qui est en cours, par contre on dirait que les 4 sont actuellement en cours.

- Bonjour, je suis impatiente à ce que tout les services du gouvernement soit accessible par le biais des facilités électronique. Nous n'avons plus de télécopieur depuis maintenant trois ans et, trop de services du gouvernement sont inaccessibles par Internet. Merci !
- Merci.
- La vitesse d'entrée dans le dossier s'est beaucoup améliorée et nous sommes moins souvent déconnectés. Lorsque vient le temps d'imprimer, ça dépend dans quels services, il reste peut-être un peu d'amélioration (création du fichier, téléchargement , mise à jour ET imprimer)
- En fait, j'utilise beaucoup SOMAEU, TECQ et un peu PRIMEAU.
SOMAEU est en développement et bcp d'amélioration depuis sa mise en place Bravo
- Selon le sujet choisi, il est parfois difficile de savoir à quel endroit doit-on transmettre les documents ou formulaires, surtout lorsque nous ne l'utilisons pas régulièrement.

Et aussi, si le code d'utilisateur aurait une composition plus facile, nous n'aurions pas à utiliser nos notes à chaque fois que nous aurions à travailler avec le PGAMR.

- J'ai constaté une nette amélioration par rapport à avant. Je peux maintenant utiliser Chrome alors qu'il y a environ 1-2 ans, je ne pouvais pas. Je n'ai pas beaucoup plus de commentaires, car nous n'avons pas beaucoup de projets.
- Administration du système : Obtenir l'accès pour chaque usager est complexe et long. Il faut aller à plusieurs endroits différents pour activer un usager (PGAMR, Clic Sécur, etc)
- n/a
- Le site est très lent
- Le temps pour modifier des représentants est beaucoup trop long.
- difficile de nommer un mandataire, d'accéder aux services ou de donner une procuration pour les services du PGAMR....il faut se connecter au PGAMR, ou des fois à Revenu Québec, ou des fois à Cliq sécur....l'ensemble du système devrait être

revu pour mettre à un endroit unique tout ce que nous avons besoin.

- Tout est conviviale, facile d'accès, mais très lent. La seule lacune lors de son utilisation.
- C'est génial Merci.
- Le seul commentaire négatif c'est la longueur à avoir accès mais on s'habitue et l'on sait que quand on va sur le site du MAMH c'est long.
- La plus grande problématique tient aux demandes d'autorisation et à la décentralisation des services. Il serait bien d'avoir tout sous un même service et de simplifier les demandes d'accès aux différents services.
- Améliorer le visuel (police, aspect visuel) pour le rendre plus attrayant.
- Lorsqu'on accède à un service, la page principale du PGAMR ferme. Je préférerais l'ancien modèle pour la TECQ (reddition, etc.)
- L'accès au STEFE n'est pas facile. Il faut maintenir la touche Ctrl & STEFE en même temps pour accéder au STEFE et ça ne fonctionne pas toujours.
- J'aimerais savoir si nos dossier son complet plus rapidement. J'Ai transmis une demande et je ne sais pas si tout est correct et ça fait plus d'un mois et demi que c'est fait
- Fonctionnel et efficace. Il permet de convertir des informations sur la plate forme Excell pour en faire des analyses.
- NON
- Certaines difficultés avec l'impression de documents.
- aucune
- Dans le ROMAEU, remplir la section des ouvrages de surverses est excessivement long, même lorsqu'il n'y a pas de débordement à déclarer.
- Possibilité d'obtenir une suivi des versements reçus dans le programme TECQ 2014, et connaître les étapes à compléter sans avoir besoin de parler à un agent.

Pour SESAMM, développer une application compatible avec les 3 principaux fournisseurs de logiciel. (PG, CIM et Infotech) qui permettrait de déposer nos états financiers aussi simplement que lorsque nous expédions nos rapports d'impôts personnel soit un simple clic!

- Non

Les procédures individuelles pour chacun des programmes afin d'y avoir accès à chacun d'eux pourrait être simplifiée !

Une seule demande d'inscription (un seul code par municipalité) qui donnerait directement toutes les accès partout à la DG au départ et seulement avoir une page fiche informations indiquant les ajouts des autres personnes qui aurait des accès pour chacun des programmes.

Il est compliqué et serait très avantageux de le simplifier !

Merci pour votre belle initiative de nous demander nos commentaires !!!!

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 65

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2018-2019. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Projets	Coûts
Anglocom inc.	
- Documents	19 250,00 \$
McBryde, Anne	
- Correspondance	225,55 \$
Traduction Documens inc.	
- Correspondance	98,91 \$
- Mot, communiqué, etc.	216,51 \$
- Divers documents	6 462,03 \$
	6 777,45 \$
Terrance Hugues	
- Divers documents	278,75 \$

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 65

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2018-2019. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Projets	Coûts
Ubiquis Canada inc.	
- Mots	70,88 \$
- Correspondance	397,85 \$
- Divers documents	864,21 \$
	1 332,94 \$
Total – Frais de traduction	27 864,69 \$

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 66

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2018-2019.

1) Location : Veuillez vous référer à la demande de renseignements généraux n° 17 des oppositions.

2) Achat : Aucun

3) Rénovation : 150 392,00 \$

4) Décoration : Aucun

5) Autres travaux réalisés : 5 262,84 \$

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 67

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2018-2019 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.

Aucun concours ou tirage n'a été effectué au cours de l'année 2018-2019.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 68

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020 : a) le nom de toutes les campagnes; b) les coûts de ces campagnes; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates de diffusion de la campagne; e) les objectifs visés par chaque campagne.

Nom du fournisseur	Description de la dépense	Coût en 2018-2019
Centre de services partagés du Québec, Groupe TAQ, 2nd Skin, réviseurs, traducteurs, etc.	<p>Campagne d'information relative au Commissaire à l'intégrité municipale et aux enquêtes</p> <p>But visé : informer et sensibiliser les citoyens et les organismes municipaux à l'égard de ce nouveau service</p> <p>Période de diffusion : 19 octobre 2018 au 31 mars 2019</p> <p>Les principaux publics cibles visés : citoyens et organismes municipaux</p> <p>Divers moyens de communication ont été déployés afin d'informer et de sensibiliser les citoyens et les organismes municipaux</p> <p>Par exemple : placements publicitaires sur les réseaux sociaux, impression et envoi de feuillets d'information</p>	36 187,37 \$
Société de sauvetage et sa version anglaise Lifesaving Society	<p>Contribution financière pour la campagne d'information et de sensibilisation sur la sécurité des piscines résidentielles</p> <p>Période de diffusion : Été 2018</p>	30 000,00 \$
Total		66 187,37 \$

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 69

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2018-2019 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

PROGRAMMES	Budget 2018-2019 (en milliers de \$)	Direction	Détails
Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIQM)	143 800,4	Direction générale des infrastructures	Remboursement de service de dette uniquement. Voir les réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 29 et n° 53.
Programme d'infrastructures Municipalité amie des aînés (PRIMADA)	1 120,3	Direction générale des infrastructures	Permettre la réalisation de petits projets de construction, de réfection ou d'agrandissement d'infrastructures et d'aménagement répondant aux besoins des aînés.
Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU)	681,5	Direction générale des infrastructures	Remboursement de service de dette uniquement. Voir les réponses aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 27 et n° 53.
Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ) Volet Collectivités et Grandes villes	37 543,9	Direction générale des infrastructures	Remboursement de service de dette uniquement. Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 28.
Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ) Volet Grands projets	24 408,9	Direction générale des infrastructures	Remboursement de service de dette uniquement. Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 28.
Nouveaux Fonds Chantiers Canada-Québec (NFCCQ) Volet Fonds des petites collectivités	2 461,8	Direction générale des infrastructures	Remboursement de service de dette uniquement. Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 85.
Programme de renouvellement des conduites (PRECO)	36 688,6	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement. Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition n° 36.
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTU)	6 094,0	Direction générale des infrastructures	Remboursement de service de dette uniquement. Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 46.
Fonds de stimulation de l'infrastructure (FSI)	9 036,3	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement.
Programme d'infrastructures de loisirs (PIL)	3 874,2	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement.
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013	27 296,0	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement. Voir la réponse aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 31 et n° 33.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 69

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2018-2019 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

PROGRAMMES	Budget 2018-2019 (en milliers de \$)	Direction	Détails
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2014-2018	41 641,1	Direction générale des infrastructures	Remboursement de service de dette uniquement. Voir la réponse aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 31 et n° 33.
Travaux d'infrastructures Canada-Québec 2000	4 372,3	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement. Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition n° 39.
Amélioration des infrastructures des municipalités nordiques	1 473,8	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement.
Programme Isurruutiit	17 605,8	Direction générale des infrastructures	Remboursement de service de dette uniquement. Somme versée à l'Administration régionale Kativik (ARK) pour le bénéfice des 14 villages nordiques. La gestion du programme a été confiée à l'ARK via une entente gouvernementale. Celle-ci s'occupe de la réalisation des projets dans les domaines d'approvisionnement en eau et de la distribution d'eau potable, de la collecte et de l'épuration des eaux usées, de la collecte et de la disposition des déchets solides ainsi que de la voirie municipale et du loisir.
Programme de renouveau urbain et villageois	340,1	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement.
Programme Les eaux vives du Québec	865,3	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement.
Programme d'assainissement des eaux du Québec (PAEQ)	52 153,3	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement.
Programme d'assainissement des eaux municipales (PADEM)	25 661,8	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement.
Fonds sur l'infrastructure municipale rurale (FIMR) - Portion MAMH	1 049,4	Direction générale des infrastructures	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 69

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2018-2019 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

PROGRAMMES	Budget 2018-2019 (en milliers de \$)	Direction	Détails
Programme de compensation tenant lieu de taxes municipales	520 932,8	Services des programmes fiscaux	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 39.
Programme d'aide financière au regroupement municipal (PAFREM)	149,7	Directions régionales	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 7.
Programme d'aide pour les municipalités à caractère industriel	368,8	Directions régionales	Programme terminé. Voir la réponse aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 3 et n° 58.
Programme de neutralité lors d'un regroupement municipal	14,9	Services des programmes fiscaux	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 3.
Programme de subvention des intérêts encourus dans le cadre de la mesure d'étalement par recours à l'emprunt des hausses de taxes dans les municipalités reconstituées (PSI)	436,2	Directions régionales	Programme terminé. Voir la réponse aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 3 et n° 56.
Programme de péréquation	60 000,0	Services des programmes fiscaux	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 10.
Compensations tenant lieu de taxes pour les terres publiques	20 824,7	Services des programmes fiscaux	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 10.
Subvention tenant lieu d'un accès aux redevances sur les ressources naturelles	25 000,0	Services des programmes fiscaux	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 10.
Fonds de développement des territoires	107 339,0	Directions régionales	Voir la réponse aux demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 10 et n° 12.
Programme Communautés rurales branchées	2 078,9	Directions régionales	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement.
Programme Villages branchés du Québec	3 626,9	Direction de l'opération des programmes	Programme terminé. Remboursement de service de dette uniquement.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 69	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2018-2019 : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.
---------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

PROGRAMMES	Budget 2018-2019 (en milliers de \$)	Direction	Détails
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole	17 000,0	Direction à la métropole et aux affaires métropolitaines	Voir la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle n° 77, la réponse à la demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle « section Métropole » n° 4 et la réponse à la demande de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition « section Métropole » n° 5.
Mise en commun de services municipaux	1 000,0	Directions régionales	Le programme a pour objectif de soutenir la mise en commun d'équipements, d'infrastructures, de services ou d'activités en milieu municipal. Cette aide s'applique également à la réalisation de diagnostics et d'études d'opportunité en cette matière.
Fonds d'appui au rayonnement des régions	45 000,0	Directions régionales	Voir les réponses aux demandes de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition n° 20 et n° 21.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 70	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2018-2019 : a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2018-2019 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées ; e) le montant total des sommes investies en veille médiatique entre le 18 octobre 2018 et le 31 mars 2019 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
---------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>Depuis le 1er avril 2015, l'ensemble des employés des directions des communications est désormais sous la responsabilité du Secrétariat à la communication gouvernementale du ministère du Conseil exécutif. En date du 31 mars 2019, la Direction des communications du MAMH comptait 32 employés.</p> <p>Les dépenses effectuées sont notamment pour l'organisation de conférences de presse et d'événements ou celles liées à la revue de presse, à la veille et à la rétro-information et à la diffusion de communiqués.</p> <p>Les rencontres, pour la plupart, ont trait aux comités de travail du Secrétariat à la communication gouvernementale ainsi qu'à l'organisation d'événements.</p> <p>Conférences de presse et événements : 25 379,17 \$</p> <p>Revue de presse, veille et rétro-information : 37 459,78 \$</p> <p>Diffusion de communiqués de presse (Cision) : 14 418,46 \$</p> <p>Des informations complémentaires liées aux dépenses en publicité et à la tenue de conférences de presse sont présentées dans les réponses aux demandes de renseignements généraux n° 3 et n° 4 des oppositions.</p> <p>Il est à noter que la Direction des communications fournit ses revues de presse, ses veilles et ses rétro-informations autant aux unités du Ministère qu'aux cabinets, sans attribuer la dépense à l'un ou l'autre de ses clients internes.</p>

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 71

Montant des taxes payées par le ministère au nom des universités québécoises, pour chacune des universités concernées.

Le gouvernement verse un montant de 79 019 622 \$ aux municipalités pour les compensations tenant lieu de taxes concernant les universités québécoises.

- Les compensations sont versées en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale* et du *Règlement sur les compensations tenant lieu de taxes*.
- Le taux de compensation prévu dans la Loi pour ce type d'immeubles est de 82,5 % pour 2018.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Montant des taxes payées par le ministère au nom des universités québécoises, pour chacune des universités concernées.¹

Nom du propriétaire	Versement total
École de Technologie Supérieure	3 324 886 \$
École Nationale d'Administration Publique	268 638 \$
Institut Nationale de Recherche Scientifique	1 870 954 \$
Université Bishop's	1 221 658 \$
Université Concordia	8 746 573 \$
Université de Montréal	9 741 131 \$
Université de Montréal (H.E.C.)	1 776 489 \$
Université de Montréal Polytechnique	2 527 651 \$
Université de Sherbrooke	6 915 518 \$
Université du Québec	1 141 394 \$
Université du Québec à Chicoutimi	1 695 238 \$
Université du Québec à Montréal	7 511 529 \$
Université du Québec à Rimouski	1 012 413 \$
Université du Québec à Trois-Rivières	2 523 783 \$
Université du Québec Abitibi-Témiscamingue	633 804 \$
Université du Québec en Outaouais	1 373 154 \$
Université Laval	13 609 010 \$
Université McGill	13 125 798 \$

Total 79 019 622 \$

(1) Les montants représentent 100 % des compensations tenant lieu de taxes de 2018 payables aux municipalités pour les propriétés appartenant aux universités. Le total diffère de celui présenté à la fiche portant sur les transferts aux municipalités, car ce dernier représente plutôt le total des montants relatifs à 2018 réellement payés au 28 février 2019. À cette date, seulement 90 % des montants énumérés ci-dessus ont été payés puisque la réglementation prévoit une retenue de 10 % payable dans les 90 jours qui suivent la réception du rapport financier 2018.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 72

Concernant le Bureau du commissaire aux plaintes du ministère :

- a) budget en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020;
- b) masse salariale en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020;
- c) effectifs en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020;
- d) nouvelles embauches en 2018-2019 et départs en 2018-2019;
- e) nombre de dossiers traités.

- A) Budget 2018-2019 : 651 181 \$
- B) Masse salariale pour l'année 2018-2019 : 611 681 \$
- C) Le Bureau du commissaire aux plaintes (BCP) a été créé en novembre 2010. À la suite de l'entrée en vigueur des nouvelles modalités concernant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des municipalités et des organismes municipaux, le 19 octobre 2018, le BCP est devenu le Commissaire à l'intégrité municipale et aux enquêtes (CIME).
- Au 28 février 2019, il est composé de 11 employés, soit une secrétaire, deux techniciens, sept professionnels et un cadre.
- Les salaires de ces corps d'emploi sont les suivants :
- | Corps d'emploi | Salaire (au 1 ^{er} avril 2018) |
|------------------------------------------------------|-----------------------------------------|
| Agent de secrétariat | entre 35 101 \$ et 44 507 \$ |
| Technicien en administration | entre 35 302 \$ et 57 857 \$ |
| Agent de recherche et planification socio-économique | entre 42 391 \$ et 80 368 \$ |
| Cadre niveau 3 | entre 96 267 \$ et 123 221 \$ |
- D) Nouvelles embauches en 2018-2019 : 3 embauches
- E) Du 1^{er} avril au 19 octobre 2018, le Bureau du commissaire aux plaintes (BCP) traitait les plaintes concernant des contraventions aux lois municipales en vertu de la Politique de traitement des plaintes relatives aux municipalités (la Politique) du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Au cours de cette période, le BCP a traité 203 plaintes en vertu de la Politique.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 72

Concernant le Bureau du commissaire aux plaintes du ministère :

- a) budget en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020;
- b) masse salariale en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020;
- c) effectifs en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020;
- d) nouvelles embauches en 2018-2019 et départs en 2018-2019;
- e) nombre de dossiers traités.

Le 19 octobre 2018, certaines dispositions de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (LFDAROP) applicables plus spécifiquement aux municipalités et aux organismes municipaux sont entrées en vigueur. Pour mettre en œuvre ces nouvelles dispositions législatives, le Commissaire à l'intégrité municipale et aux enquêtes a été institué et ce dernier remplace le BCP rendant sans effet la Politique. Ayant le souci de compléter le traitement de l'ensemble des plaintes toujours en cours de traitement et clore les interventions découlant du régime en place auparavant, le Ministère a traité 24 dossiers de plaintes depuis.

Entre le 19 octobre 2018 et le 28 février 2019, le CIME a traité 142 dossiers liés à ses responsabilités découlant de l'application de la LFDAROP.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 73

Concernant le Service de vérifications du ministère :

- a) budget en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020;
- b) masse salariale en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020;
- c) effectifs en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020;
- d) nouvelles embauches en 2018-2019 et départs en 2018-2019;
- e) nombre de dossiers traités.

- A) Budget 2018-2019 : 1 627 553 \$
- B) Masse salariale pour l'année 2018-2019 : 611 681 \$
- C) À partir de l'exercice financier 2010-2011, plusieurs professionnels ont été embauchés ou affectés pour les vérifications en matière d'attribution des contrats municipaux. Les effectifs professionnels du Service de la vérification, en poste au 28 février 2019, sont de 6 employés à Québec.

Liste des employés professionnels en poste au 28 février 2019 :

Québec
1. Amri, Kaies
2. Roussel, Isabelle
3. Dallaire, Claude
4. Sandra Beaupré
5. Javier Pardo Prieto
6. Camille Thiffault

Historique :

Année	Nombre de professionnels
2010-2011	14
2011-2012	16
2012-2013	13
2013-2014	17
2014-2015	17
2015-2016	15
2016-2017	18
2017-2018	17
2018-2019	6

Depuis le 28 janvier 2019, les responsabilités dévolues à l'équipe de 10 postes de vérificateurs dont le port d'attache était Montréal relèvent de l'Autorité des marchés publics.

- D) Nouvelle embauche en 2018-2019 : 1 embauche

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 73

Concernant le Service de vérifications du ministère :

- a) budget en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020;
- b) masse salariale en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020;
- c) effectifs en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020;
- d) nouvelles embauches en 2018-2019 et départs en 2018-2019;
- e) nombre de dossiers traités.

E) Un rapport d'audit a été publié en 2018-2019. Au 31 mars 2019, un autre audit est en cours.

Le suivi des recommandations concernant huit municipalités a été réalisé.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 74

Budget du Bureau du commissaire aux plaintes du ministère et masse salariale en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.

Veillez vous référer à la demande de renseignements particuliers n° 72 de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 75

Effectifs du service de vérification du ministère, incluant le détail de chaque poste, les salaires et les prévisions pour 2019-2020. Inclure le nombre d'embauches en 2018-2019.

Veillez vous référer à la demande de renseignements particuliers no 73 de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 76

Effectifs du Bureau du commissaire aux plaintes du ministère, incluant le détail de chaque poste, les salaires et les prévisions pour 2019-2020. Inclure le nombre d'embauches en 2018-2019.

Veillez vous référer à la demande de renseignements particuliers n° 72 de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n°77

Liste de tous les projets financés dans le cadre du Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole pour 2018-2019. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.

Veuillez vous référer à l'annexe 1 pour la liste des projets financés et des sommes dépensées (montants versés et engagements pris) au cours de l'exercice financier 2018-2019.

Sommes dépensées ou engagées en 2018-2019
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole

RP 77 Annexe 1

PROMOTEUR	PROJET	MONTANT (\$)
Accès Escalade Montréal	Accès Escalade Montréal – Programme communautaire et centre d’entraînement (an 3)	52 500
Accès Escalade Montréal	Réaliser le projet Accès Escalade Montréal Volet 2 - Programme communautaire et centre d'entraînement	19 600
ACREQ-Association pour la création et la recherche électro-acoustiques du Québec	Réaliser l'édition 2018 d'AUTOMATA	35 000
Aéro Montréal	Initiative MACH 2017-2019 - Volet Rehaussement des compétences	30 000
Aéro Montréal	Réaliser le Forum Innovation Aérospatiale 2018	10 000
Aéro Montréal	Mise en œuvre des activités prévues en 2017 et 2018 du Plan stratégique 2016-2018	20 000
Aéro Montréal	Réaliser le projet Accès Relève Aérospatiale	50 000
Alchimies, Créations et Cultures	Réaliser l'édition 2018 d'Orientalys	50 000
Ali et les Princes de la Rue	Réaliser l'École de la relève	15 000
AluQuébec - Grappe industrielle de l'aluminium du Québec	Soutenir les activités de fonctionnement de la Grappe AluQuébec du 1er janvier au 31 décembre 2018	20 000
Antenne créative	Réaliser l'édition 2018 de Hub Montréal	60 000
Art Souterrain	Réaliser la 2e édition du projet Vitrine sur l'art	25 000
Art Souterrain	Réaliser l'édition 2019 du festival Art Souterrain	50 000
Arts & Tables du Québec	Réaliser l'étude de faisabilité du projet Arts & Tables du Québec	48 000
Association Récréotouristique Montréal-Nord	Réaliser le projet Plein air : véhicule de participation et d'épanouissement	20 000
Atelier Entremise	Réaliser le Laboratoire transitoire	13 500
Atelier Entremise	Réaliser le Laboratoire transitoire - Phase 2	45 500
Biennale d'art contemporain autochtone	Réaliser la 4e édition de la Biennale d'art contemporain autochtone	40 000
Bois Public	Réaliser le projet Retourner les arbres à la communauté	100 000
Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (BCTQ)	Création d’un pôle de compétitivité en réalité virtuelle et réalité augmentée (phase 2)	30 000
Bureau du cinéma et de la télévision du Québec (BCTQ)	Soutenir la réalisation des projets et chantiers de la grappe de l'audiovisuel pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018	20 000
CargoM - Grappe métropolitaine de la logistique et du transport	Mise en œuvre d'un Centre Zone Franche pour la région du Grand Montréal	24 000
CargoM - Grappe métropolitaine de la logistique et du transport	Réaliser le projet Outils de promotion de la plaque tournante en logistique et transport de la région métropolitaine de Montréal	4 500
CargoM - Grappe métropolitaine de la logistique et du transport	Réaliser les activités de la grappe du 1er janvier au 31 décembre 2018	100 000

Sommes dépensées ou engagées en 2018-2019
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole

RP 77 Annexe 1

PROMOTEUR	PROJET	MONTANT (\$)
Casteliers	Réaliser un Festival et une Maison pour le 11e art	13 500
Casteliers	Réaliser un Festival et une Maison pour le 11e art en 2019	31 500
Centre des jeunes l'Escale de Montréal-Nord	Mettre sur pied le programme TAPAJ à Montréal-Nord	19 662
Chambre de commerce de l'Est de Montréal / projets spéciaux	Réaliser le projet Ça se passe dans l'Est!	9 200
Cinéma Moderne	Réaliser le démarrage du Cinéma Moderne	30 000
Cinéma Moderne	Réaliser l'année 1 du Cinéma Moderne	70 000
Cité des Arts du cirque TOHU	MONTRÉAL COMPLÈTEMENT CIRQUE 2018-2019-2020	546 841
Comité de la Fête nationale de la Saint-Jean	Défilé de la Saint-Jean / juin 2018	44 000
Communauté métropolitaine de Montréal (CMM)	Réaliser le troisième plan d'action pour l'accessibilité aux rives et aux plans d'eau du Grand Montréal Bleu / RÉENGAGEMENT	100 000
Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) / projets spéciaux	Agora métropolitaine 2018 / automne 2018	50 000
Communautaire	Réaliser la phase 1 du projet FAB16-MTL	15 000
Conférence internationale des arts de la scène de Montréal (CINARS)	Réaliser la 18e édition de la Biennale CINARS	60 000
Congrès national des Italo-Canadiens, région Québec	Réaliser l'édition 2018 de la Semaine italienne de Montréal	70 000
Coop Carbone	Réaliser le projet Mobis	12 000
Coopérative de solidarité Boom Événements	Réaliser le démarrage de la coopérative de solidarité Boom Événements	12 000
Coopérative de solidarité Boom Événements	Poursuivre la mise en œuvre de la coopérative de solidarité Boom Événements	28 000
Corporation de développement économique communautaire (CDEC) de Montréal-Nord	Plan d'affaire et dossier de présentation - Centre de formation et incubateur d'entreprises technologiques à Montréal-Nord	30 000
Défi sportif AlterGo	Réaliser le Défi sportif AlterGo 2019	70 000
Dépôt alimentaire NDG	Ça pousse!	75 000
DestiNATIONS : Carrefour international des arts et cultures des Peuples autochtones	Soutenir la 3e année d'activités de DestiNATIONS	46 900
Distribution alimentaire de Montréal-Nord, Coopérative de solidarité	Réaliser la phase 2 de la consolidation des activités de Panier Futé Coop	30 000
Distribution alimentaire de Montréal-Nord, Coopérative de solidarité	Réaliser la phase 3 de la consolidation des activités de Panier Futé Coop	70 000
École de créativité La Factory	Réaliser la 3e année de démarrage de La Factory	120 000
École de créativité La Factory	Réaliser la deuxième année de démarrage de La Factory, un pôle de coaching et de mentorat d'affaires en créativité	30 000
École d'ébénisterie d'art de Montréal	Réaliser un incubateur/accélérateur en ébénisterie d'art	50 000
École nationale de théâtre du Canada	Réaliser la deuxième phase du projet de mise en valeur du Monument-National	56 000

Sommes dépensées ou engagées en 2018-2019
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole

RP 77 Annexe 1

PROMOTEUR	PROJET	MONTANT (\$)
Écotech Québec	Réaliser les activités de la grappe du 1er janvier au 31 décembre 2018	20 000
Ensemble à percussion SIXTRUM	Réaliser la 1re édition de Rhythmpolis	100 000
Entre parents de Montréal-Nord	Réaliser le Plan d'intégration socio-économique des nouveaux arrivants à Montréal-Nord	112 000
Ethik BGC	Réaliser le projet pilote de la Journée de la Mode Responsable	15 000
Événement Hoodstock	Projet S.T.ARTS	21 000
ÉVÉNEMENTS GPCQM	Grands Prix Cyclistes de Montréal / septembre 2018	340 000
Expérience centre-Ville	Réaliser le projet Expérience centre-ville	105 000
Fédération de patinage artistique du Québec	Réaliser les Championnats du monde ISU de patinage artistique 2020	250 000
Festival Chromatic	Réaliser l'édition 2018 du festival Chromatic	38 500
Festival Classica	Réaliser l'édition 2018 du Festival Classica	20 000
Festival Classica	Consolidation-développement 2019	87 500
Festival du nouveau cinéma de Montréal	Réaliser l'édition 2018 du Festival du nouveau cinéma de Montréal	120 000
Festival Fantasia	Festival Fantasia/ juillet-août 2018	75 000
Festival Igloo	Réaliser les éditions 2019, 2020 et 2021 du festival Igloofest	80 000
Festival international de Jazz de Montréal	Réaliser les éditions 2018, 2019 et 2020 du Festival international de jazz de Montréal, incluant le projet de HUBS	440 000
Festival international de Musique Pop Montréal	Festival international de Musique Pop Montréal / septembre 2018	50 000
Festival international de projection illusionniste de Montréal	Réaliser l'édition 2018 du Festival MAPP_MTL	25 000
Festival international du film sur l'art	Soutenir le redéploiement du Festival international du film sur l'art en 2019	60 000
Festival Juste pour Rire	Réaliser l'édition 2018 du Festival Juste pour rire	500 000
Festival mode & design Montréal	Réaliser la phase de recherche et développement du projet Expérience centre-ville	20 000
Festival mode & design Montréal	Réaliser les 18e, 19e et 20e éditions du Festival Mode & Design	315 000
Festival MONTRÉAL EN LUMIÈRE	Réaliser les éditions 2019, 2020 et 2021 du festival MONTRÉAL EN LUMIÈRE incluant le volet de la Nuit blanche	500 000
Festival Montréal Mondial	Réaliser l'édition 2018 de Mondial Montréal	20 000
Festival plein air Beside	Festival Beside	98 000
Festival TransAmériques	Festival TransAmériques 2018	34 000
Festival Zoofest	Réaliser la 10e édition de Zoofest - édition 2018	150 000
Fondation Metropolis bleu	Réaliser l'édition 2018 du Festival Metropolis bleu	9 000
Fondation Metropolis bleu	Réaliser l'édition 2019 du Festival Metropolis bleu	21 000
Fondation Québec cinéma	Réaliser l'édition 2018 des Rendez-vous du cinéma québécois	18 000
Fondation Québec cinéma	Réaliser l'édition 2019 des Rendez-vous Québec Cinéma	60 000

Sommes dépensées ou engagées en 2018-2019
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole

RP 77 Annexe 1

PROMOTEUR	PROJET	MONTANT (\$)
Gestion evenko / Heavy Montréal	Réaliser l'édition 2018 du festival Heavy Montréal	55 000
Gestion evenko / ÎleSoniq	Réaliser l'édition 2018 du Festival ÎleSoniq	60 000
Gestion Evenko / OSHEAGA	Réaliser l'édition 2018 du Festival Musique et Arts OSHEAGA	105 000
Grand Montréal Comédie Festival	Réaliser la première édition du Grand Montréal comédie fest	200 000
Grappe industrielle des véhicules électriques et intelligents (GIVÉI)	Réaliser les activités de fonctionnement de la Grappe prévues au Plan d'action 2018 du 1er janvier au 31 décembre 2018	30 000
Hub créatif Lune Rouge	Réaliser la première année de démarrage du Hub créatif Lune Rouge	350 000
Îlot 84	Réaliser la première édition d'Aire commune	35 000
Insertech Angus	Soutenir la première année du projet Réparer, un mouvement écocitoyen	52 500
Institut de politiques alternatives de Montréal (IPAM)	Réaliser le Forum démocratie participative : Quel avenir pour Montréal?	6 000
Judo Canada	Réaliser le Grand Prix de Judo à Montréal en 2019	70 000
La Cantine pour tous	Réaliser les activités de la Cantine pour tous en 2019	70 000
La Fondation BBCM	Réaliser la 1re édition du Carnaval des couleurs	40 000
La Fondation du Startup de Montréal	Réaliser le plan de croissance et l'édition 2018 du Startupfest	45 000
La Médiathèque du design	Programmation et rayonnement des activités et thématiques dans le cadre du SIDIM 2018	20 000
La Pente à neige	Réaliser la Pente à neige au parc Ignace-Bourget	11 500
La Pente à neige	Réaliser la 2e édition de La Pente à neige au parc Ignace-Bourget	115 000
La Piscine	Réaliser le pré-démarrage du projet Le Rodier, Maison de l'entrepreneuriat culturel et créatif	20 000
La Piscine	Réaliser le démarrage du projet Le Rodier, Maison de l'entrepreneuriat culturel et créatif	105 000
LA SERRE arts vivants	Réaliser la phase 2 de LA SERRE arts vivants	30 000
LA SERRE arts vivants	Finaliser la phase 2 de LA SERRE arts vivants	70 000
Lande (Urburb)	Laboratoire d'action écocitoyenne	14 000
L'Auguste Théâtre	Réaliser l'édition 2018 de Noël dans le parc	100 000
Le Gesù - Centre de créativité	Le Nouveau Gesù	22 000
Le Grand Costumier	Réaliser la phase 2 du démarrage du Grand Costumier	20 000
Le Grand Costumier	Réaliser le développement des marchés hors Québec en 2018	70 000
Le Monastère	Réaliser l'année pilote du projet Le Monastère 2019 - au service de la communauté montréalaise du cirque	70 000
Les 7 doigts de la main	Équipement des salles de création des 7D	90 000

Sommes dépensées ou engagées en 2018-2019
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole

RP 77 Annexe 1

PROMOTEUR	PROJET	MONTANT (\$)
Les 7 doigts de la main	Compléter l'acquisition des équipements essentiels au nouvel édifice de Les 7 doigts de la main	53 330
Les Francos de Montréal	Réaliser les éditions 2018, 2019 et 2020 des Francos de Montréal	427 500
Les Productions Nuits d'Afrique	Festival Nuits d'Afrique 2018-2019-2020	135 000
Les Sociétés irlandaises unies de Montréal	Réaliser l'édition 2019 du Défilé de la Saint-Patrick à Montréal	25 000
M pour Montréal	Réaliser l'édition 2018 de M pour Montréal	30 000
Maison de l'innovation sociale	Réaliser le projet d'incubateur civique	87 500
Manœuvres	Réaliser la Tour d'aiguillage Wellington	18 000
Manœuvres	Réaliser les activités de Manœuvres en 2019	31 500
Missions Exeko	Réaliser la 3e année du Laboratoire culture inclusive	32 000
Missions Exeko	Réaliser le projet IdAction Mobile	17 000
Mmode - Grappe métropolitaine de la mode	Réaliser les activités de fonctionnement de la Grappe Mode pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018	100 000
Mode Avant-Première	Réaliser les 9e et 10e éditions du Fashion Preview	14 000
Mondial des Jeux	Réaliser l'édition 2018 du Mondial des jeux	50 000
Montréal 2016 Médecine personnalisée	Réaliser le Congrès international sur les soins de santé personnalisés (CISSP) 2018	50 000
Montréal en Fêtes	Réaliser l'édition 2018 de Montréal en Fêtes	100 000
Montréal en histoires	Cité Mémoire 2017 - 2018	105 000
Montréal en histoires	Exploiter et diffuser à Montréal l'œuvre Cité mémoire en 2018-2019	245 000
Montréal en mouvement inc.	Réaliser la 1re édition de Frontière IA	17 500
Montréal International	Réaliser plan d'action 2017-2019	1 497 000
Montréal international / projets spéciaux	Réaliser le Forum stratégique conjoint avec la Chambre de commerce du Montréal métropolitain	40 000
Mouvement jeunesse Montréal-Nord	Réaliser le projet d'incubateur d'initiatives citoyennes	70 000
MURAL	Réaliser l'édition 2018 du Festival MURAL	50 000
MUTEK	Réaliser la 4e édition de l'événement MUTEK_IMG et élaborer un plan stratégique	6 000
MUTEK	Réaliser l'édition 2018 du Festival MUTEK - 19e édition - 2018	80 000
Orchestre symphonique de Montréal	La virée classique OSM 2018-2019-2020	180 000
OuiPartage Québec	Réaliser la 3e édition de l'Éco2FEST	25 000
Partenariat du Quartier des spectacles	Réaliser le laboratoire numérique urbain, un incubateur et une vitrine d'expériences culturelles numériques dans l'espace public	52 500
Partenariat du Quartier des spectacles	Réaliser le projet de comptage et d'analyse de la mobilité des foules au Quartier des spectacles	75 000

Sommes dépensées ou engagées en 2018-2019
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole

RP 77 Annexe 1

PROMOTEUR	PROJET	MONTANT (\$)
Pépinière et Collaborateurs	Réaliser la vision de développement et de consolidation de Pépinière et collaborateurs, un organisme de revitalisation urbaine innovante	90 000
Piknic Électronik	Réaliser les éditions 2018, 2019 et 2020 du Piknic Electronik	102 000
Projet MR-63	Réaliser le Village nordique MR-63	52 500
Pro-Maintenance Aviation	Réaliser l'étude de faisabilité pour la mise en place du centre de maintenance et de révision d'aéronefs à l'aéroport de Saint-Hubert	30 000
Qu'en dit Raton?	Réaliser le projet Ancrer l'accessibilité au théâtre jeune public à Montréal-Nord	35 000
Radio communautaire de la Rive-Sud inc. FM 103,3	Faire rayonner la Rive-Sud de Montréal	49 000
Régénération Canada	Réaliser la 2e édition du Symposium Sols Vivants Montréal	40 000
Regroupement des Magasins-Partage de l'Île de Montréal	Réaliser Cultiver l'Espoir 2017	28 710
Regroupement des Magasins-Partage de l'Île de Montréal	Cultiver l'Espoir 2018	68 109
Rencontres internationales du documentaire de Montréal	Réaliser l'édition 2018 des Rencontres internationales du documentaire de Montréal	60 000
Réseau pour une alimentation durable	Réaliser la 10e édition de la Tablee des idées	40 000
Réseau québécois des femmes en environnement	Réaliser une étude de faisabilité de la mutualisation des équipements	6 800
Secrétariat de la grappe des sciences de la vie et des technologies de la santé - Montréal In Vivo	Création d'un Programme de développement de l'entrepreneuriat en sciences de la vie	8 000
Secrétariat de la grappe des sciences de la vie et des technologies de la santé - Montréal In Vivo	Réaliser les activités de la grappe pour la période 2018-2020	180 000
Secrétariat de la grappe des sciences de la vie et des technologies de la santé - Montréal In Vivo	Réaliser le projet EFFERVESCENCE - Le Futur des sciences de la vie	24 000
Société de développement social	Destination Emploi - Première plateforme de réinsertion professionnelle	30 000
Société des arts technologiques (S.A.T.)	Réaliser la deuxième année du projet d'accélération du déploiement des technologies et du savoir-faire de la SAT	37 500
Société du musée d'archéologie et d'histoire de Montréal Pointe-à-Callière	Réaliser la promotion de l'exposition Reines d'Égypte au musée Pointe-à-Callière	87 500
Société du Quartier de l'innovation de Montréal	Quartier de l'innovation / sep 2017	60 000
TechnoMontréal	Réaliser les activités prévues dans le Plan stratégique 2016-2018 de TechnoMontréal, grappe des TIC du Grand Montréal, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018	100 000
Technopôle IVÉO	Réaliser la 2e année du projet IVÉO : en route vers le transport de demain	70 000

Sommes dépensées ou engagées en 2018-2019
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole

RP 77 Annexe 1

PROMOTEUR	PROJET	MONTANT (\$)
Technopôle IVÉO	Réaliser la première année de IVÉO : en route vers le transport de demain	30 000
Terres en vues, société pour la diffusion de la culture autochtone	Réaliser l'édition 2018 du festival Présence autochtone	45 000
Triathlon international de Montréal	Réaliser le Triathlon international de Montréal 2018	35 000
Vélo Québec Événements	Festival Go vélo Montréal 2018-2019-2020	180 000
Village de Noël de Montréal / projets spéciaux	Appuyer le développement de la programmation culturelle lors de l'édition 2018 du Village de Noël de Montréal	25 000
Ville de Laval	Réaliser le développement et la consolidation du soutien offert aux 5 démarches de revitalisation urbaine intégrée à Laval	173 250
Ville de Montréal	Réaliser le projet « Soutien à la revitalisation urbaine intégrée », sur trois ans	500 000
Vitrine culturelle de Montréal	Planification stratégique 10e anniversaire La Vitrine	39 550
SERVICE DE LA DETTE		
	Maison Saint-Gabriel	130 477
	Œuvres du Père Sablon	533 439
	Quartier international	1 605 647
	Vitrine Culturelle	144 538

En date du 28 février 2019

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 78

Liste de tous les projets financés dans le cadre du Fonds de développement régional (portion du Fonds de développement des territoires) pour 2018-2019 et liste des projets annoncés pour 2019-2020. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.

À la suite de la sanction de la Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016 venant dissoudre les CRÉ, aucun nouvel engagement n'a été pris par les CRÉ pour 2018-2019. En date du 28 février 2019, toutes les CRÉ (18) étaient fermées définitivement.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux organismes compétents pour agir en matière de développement régional dans la région du Nord-du-Québec (Administration régionale Baie-James, Gouvernement de la nation crie, Administration régionale Kativik et Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James), lesquels continuent d'agir avec les mêmes mandats qu'une Conférence régionale des élus en vertu de l'article 21.7 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation de territoire (chapitre M-22.1).

Demande n° 78 Annexe	Liste de tous les projets financés dans le cadre du Fonds de développement régional (portion du Fonds de développement des territoires) pour 2018-2019 et liste des projets annoncés pour 2019-2020. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
-------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Liste des projets engagés en 2018-2019									
Références		Projets			Financement				
Code de région administrative		Nom de l'organisme	Nom du bénéficiaire	Titre du projet et description sommaire	Coût total du projet	Montant total alloué par le FDR	Montant total alloué par le FDT	Autres sources de financement	Versement FDT 2018-2019
10		Administration régionale Kativik	Administration régionale Kativik	Entente spécifique 2016-2021 portant sur le développement agroalimentaire dans la région Nord-du-Québec, secteur Kativik (une somme de 292 035 \$ provenant d'un solde de l'entente 2015-2016 a été reportée à cette entente selon la volonté des partenaires. Cette somme s'ajoute aux nouveaux engagements indiqués ci-contre.)	875 000 \$	*une somme de 173 643\$ du FDR de l'entente 2015-2016 s'ajoute aux montants alloué par le FDT	625 000 \$	250 000 \$	125 000 \$

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 79

Liste et détails des mandats d'enquête réalisés par la Commission municipale du Québec en 2018-2019. Ventilation selon les mandats confiés par le ministre ou à l'initiative de la CMQ. Indiquer l'état d'achèvement des mandats.

Aucune enquête publique en vertu de l'article 22 de la *Loi sur la Commission municipale*.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 80

Montant des crédits alloués à la Commission municipale du Québec pour la vérification des municipalités pour 2019-2020, ventilés par mandat et nombre d'employés embauchés (effectif et objectif) par la CMQ pour compléter ses nouveaux mandats.

À la suite de la sanction, le 19 avril 2018, de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal et la Société d'habitation du Québec* (L.Q., 2018, chapitre 8) (projet de loi 155), de nouvelles responsabilités ont été confiées à la Commission municipale du Québec (CMQ). Ainsi, la CMQ est dorénavant responsable de la vérification (audit) de la conformité des opérations aux lois, aux règlements, aux politiques et aux directives des communautés métropolitaines, des MRC, des municipalités de moins de 100 000 habitants et des organismes liés à ces municipalités ou à ces MRC. Elle a également compétence en matière d'optimisation des ressources (audit de performance) de ces organismes, sauf pour les municipalités de 10 000 à 99 999 habitants. Toutefois, pour ces dernières, un règlement peut être adopté pour confier le mandat d'audit de performance à la Commission. Pour réaliser cet important mandat, la Loi prévoit notamment la mise en place d'une nouvelle Vice-présidence à la vérification.

Par ailleurs, la Loi modifie également la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* (RLRQ, c. E-15.1.0.1). de manière substantielle afin, d'une part, de faciliter la divulgation de renseignements visant des manquements aux Codes d'éthique et de déontologie des élus municipaux ainsi que de permettre à la Commission d'enquêter de sa propre initiative et d'autre part, d'assurer l'anonymat et la protection contre les représailles des divulgateurs et de toute personne qui s'adresse à la Commission et d'obliger, sous peine d'amende, les personnes contactées par la Commission à collaborer.

Ainsi, afin de permettre à la Commission de s'acquitter de ces nouvelles responsabilités en vérification et en éthique et déontologie, le Conseil du trésor a autorisé l'ajout, en cours d'année, de crédits de 1,4 M\$ ramenant ainsi le budget de dépenses de la Commission à un total de 5,1 M\$. En date du 28 février 2019, la Vice-présidence à la vérification compte 15 personnes en poste.

La cible d'heures rémunérées pour la CMQ en 2018-2019 est de 85 631 heures rémunérées (équivalent à 47 ETC) et de 134 941 heures rémunérées (équivalent à 74 ETC) en 2019-2020 pour la CMQ.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 81

Sommes ventilées versées en 2018-2019 à la commission municipale du Québec et liste des membres de la Commission.

Budget de dépenses de la Commission municipale du Québec pour 2018-2019 :

Rémunération : **3 814 700,00 \$**

Fonctionnement : **1 299 200,00 \$**

Total : 5 113 900,00 \$

Liste des membres au 28 février 2019:

- Jean-Philippe Marois, président
- Vicky Lizotte, vice-présidente
- Denis Michaud, vice-président
- Thierry Usclat, vice-président
- Sandra Bilodeau, juge administratif
- Nancy Lavoie, juge administratif
- Sylvie Piérard, juge administratif
- Alain R. Roy, juge administratif
- Martine Savard, juge administratif
- Léonard Serafini, juge administratif
- Céline Lahaie, juge administratif
- Joseph-André Roy, juge administratif
- Martin St-Laurent, juge administratif

Demande n° 82	Subventions versées aux différentes associations municipales 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020. Indiquer l'objet de la subvention et les prévisions pour 2019-2020.
Nom du bénéficiaire	Exercice financier 2018-2019 (au 28 février 2019)
Association des directeurs généraux des municipalités du Québec (ADGMQ)	45 000 \$
Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)	105 000 \$
Fédération québécoise des municipalités (FQM)	375 118 \$

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 83

Évolution de la dépense d'intérêt sur la dette imputable aux municipalités pour 2018-2019. Prévisions pour 2019-2020.

Les données représentent les intérêts à la charge des municipalités sur les dettes qui apparaissent dans leur rapport financier, auxquels sont ajoutés les intérêts qui sont à la charge des municipalités, mais dont les dettes apparaissent dans le rapport financier des autres organismes municipaux (MRC, régies, organismes publics de transport et communautés métropolitaines).

	ANNÉE MUNICIPALE ⁽¹⁾										
	2009 \$	2010 \$	2011 \$	2012 \$	2013 \$	2014 \$	2015 \$	2016 \$	2017 \$	2018 ⁽³⁾ \$	2019 ⁽³⁾ \$
Intérêts sur la dette à long terme à la charge des municipalités ⁽²⁾	740 772 046	766 849 463	795 131 961	774 873 645	771 084 834	747 715 809	747 811 727	740 929 656	736 682 808	728 374 499	720 159 892

- (1) Pour les années 2009 à 2017, les données proviennent des documents « Rapport financier » et représentent la dépense réelle.
- (2) Le montant des intérêts sur la dette à long terme à la charge des municipalités présenté concerne seulement la partie des intérêts à la charge de la municipalité. La partie des intérêts à la charge du gouvernement du Québec est présentée distinctement dans le rapport financier des municipalités.
- (3) Pour les années 2018 et 2019, le montant a été estimé en supposant un taux de décroissance annuel de 1,1278 %, ce qui représente le taux moyen annuel depuis 2013.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 84

Fournir le déficit en infrastructures au Québec.

Le MAMH est tenu de préparer annuellement un plan de gestion des investissements publics en infrastructures (PAGI), exigé par la Loi sur les infrastructures publiques. Le PAGI doit notamment contenir un inventaire précis du parc d'infrastructures à maintenir, de sa valeur de remplacement et de l'évaluation de son déficit d'entretien.

À cet effet, le projet Portrait des infrastructures en eau des municipalités du Québec a été complété en décembre 2017 dans le cadre du programme Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ), volet Recherche et Planification (PRADIM). Le projet a été réalisé par le Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU) en collaboration avec le MAMH, la Ville de Montréal, la Ville de Québec, la Ville de Laval et des représentants de l'Association des directeurs généraux des municipalités du Québec (ADGMQ), de l'Association des ingénieurs municipaux du Québec (AIMQ), de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et de la Fédération québécoise des municipalités (FQM).

Ce projet visait à structurer les connaissances relatives au parc d'infrastructures municipales d'eau dans une base d'information et à développer certains outils d'analyse utiles à la planification des investissements. Les infrastructures étudiées sont les suivantes :

- Approvisionnement et traitement de l'eau potable;
- Réseau de distribution de l'eau potable;
- Réseaux d'égouts sanitaires, unitaires et pluviaux;
- Chaussées au-dessus des réseaux;
- Traitement des eaux usées.

Un rapport sur l'état des infrastructures d'eau des municipalités du Québec, incluant les données de 65 % des municipalités représentant environ 80 % de la population desservie par un réseau d'eau, a été publié sur le site web du CERIU en février 2018. Ces données ont servi à produire le PAGI 2018-2019 du MAMH, rendu public en mars 2018 lors du dépôt du budget de dépenses du gouvernement du Québec, pour l'année financière 2018-2019, à l'Assemblée nationale.

Un second rapport intégrant les données d'un plus grand nombre de municipalités a été publié en février 2019 par le CERIU. Dans ce rapport le CERIU évalue à 23,5 G\$ la valeur de remplacement des actifs d'infrastructures d'eau en mauvais ou en très mauvais état. Cependant, ce ne sont pas toutes les infrastructures vieillissantes qui sont à remplacer. Des interventions d'entretien, à moindre coût, permettent souvent de prolonger efficacement la durée de vie des infrastructures.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 85

Les projets soumis dans le cadre du volet « petites collectivités » du Fonds chantiers Canada-Québec en 2018-2019.

L'entente concernant le Fonds des petites collectivités (FPC) a été signée par les gouvernements du Québec et du Canada le 22 mai 2015.

Du 1^{er} avril 2018 au 28 février 2019, **aucune nouvelle demande n'a été reçue** dans le FPC. À cet effet, les municipalités avaient jusqu'au 31 mars 2017 pour déposer des demandes d'aide pour des projets d'infrastructures d'eau, culturelles, sportives, de loisir, touristiques et de transport.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 86

Le total des sommes dépensées ou octroyées sous forme d'aides par le ministère par l'entremise du Fonds vert, par année, pour les cinq dernières années. Ventiler les sommes, par programme, inscrites dans le cadre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, le cas échéant.

Cette question est similaire à la demande de renseignements particuliers n° 2 du deuxième groupe d'opposition.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 87

La liste de tous les projets qui ont bénéficié d'une aide financière par l'entremise du Fonds vert en 2017-2018 et 2018-2019 avec mention : a) de la description du projet; b) de l'entreprise, de l'organisme ou de l'institution bénéficiaire; c) du programme concerné, le cas échéant; d) du montant déboursé; e) de la date du déboursement; f) de l'objectif poursuivi en matière de réduction des GES.

Cette question est similaire à la demande de renseignements généraux n° 64 des oppositions.

La réponse à cette question sera transmise par le Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 88

Concernant la gestion du Fonds vert par le ministère, fournir pour 2018-2019 : a) le cadre de gestion utilisé; b) la grille d'évaluation des projets; c) les objectifs poursuivis.

a) Le cadre de gestion utilisé : L'entente administrative relative à la mise en œuvre des actions financées du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques (PACC) du gouvernement du Québec signée le 16 février 2018 entre la présidente-directrice générale du Conseil de gestion du Fonds vert et le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire prévoit que le Ministère se conforme au cadre de gestion du Fonds vert. Le cadre est joint à l'annexe 1.

b) La grille d'évaluation des projets : Une grille d'évaluation des projets a été produite pour le programme de soutien aux municipalités dans la mise en place d'infrastructures de gestion durable des eaux de pluie à la source (voir annexe 2). D'autres programmes découlant du PACC sont en cours d'élaboration; aucune grille d'évaluation pour ces programmes n'a encore été développée.

L'évaluation de la phase 3 du projet « Stratégies collectivités viables » de l'organisme Vivre en Ville a été réalisée à partir d'un bilan des activités, incluant un cadre d'évaluation, produit par l'organisme faisant état de leur contribution à l'atteinte des objectifs fixés par le gouvernement du Québec dans le cadre du PACC.

L'évaluation de la phase 4 du projet « Stratégies collectivités viables » de l'organisme Vivre en Ville se fait de manière continue au moyen des rapports d'activités qui sont transmis par l'organisme, de rencontres de suivi et de la réalisation des livrables attendus. Le bilan complet du projet, incluant le rapport d'évaluation, permettra de mesurer l'atteinte des cibles et indicateurs préalablement déterminés.

L'évaluation du projet de l'École nationale d'administration publique, lequel a consisté à produire des fiches synthétiques et analytiques à l'intention des décideurs municipaux et des professionnels de l'aménagement du territoire, a été réalisée de manière continue au moyen des livrables prévus et d'échanges avec l'organisme. Des indicateurs ont été produits afin de mesurer les résultats liés au projet.

L'évaluation du projet « Caractérisation géotechnique, cartographie du pergélisol, suivi thermique et prévisions numériques du régime thermique du pergélisol dans les villages du Nunavik en vue d'adapter leur développement et les modes de construction au changement climatique, phase 2 » réalisée par le Centre d'études nordiques de l'Université Laval se fait de manière continue au moyen de rapports d'activité, de rapports d'étapes et de présentations annuelles des travaux. Des indicateurs sont prévus afin de mesurer les résultats liés au projet. Une évaluation de l'ensemble du projet sera réalisée à la fin de celui-ci.

c) Les objectifs poursuivis : Les objectifs poursuivis sont en lien avec les principales priorités du PACC qui concernent l'aménagement du territoire et le milieu nordique :

- Induire un aménagement durable du territoire dans une perspective de lutte contre les changements climatiques;
- Soutenir les municipalités et les collectivités dans leurs initiatives de réduction de gaz à effet de serre, d'adaptation aux changements climatiques et d'aménagement durable du territoire;
- Favoriser une gestion des risques qui minimise la vulnérabilité des collectivités;
- Poursuivre le développement des réseaux de surveillance climatologique.



Fonds vert

Cadre de gestion



Table des matières

1. Présentation du Fonds vert	4
2. Objectif et portée du cadre de gestion	5
3. Encadrement légal	5
4. Principes directeurs.....	6
5. Rôles et responsabilités	7
5.1. Conseil de gestion du Fonds vert	7
5.2. Partenaires.....	8
6. Exigences relatives à la gestion des Mesures et Programmes.....	9
6.1. Contenu d'un cadre normatif	9
6.2. Processus d'appel de propositions et sélection des projets	13
6.3. Contenu d'une convention d'aide financière, d'un contrat ou d'une entente de services	14
6.4. Projets hors programme.....	15
6.5. Gestion intégrée des risques.....	15
7. Frais d'administration admissibles.....	16
7.1. Frais d'administration des Partenaires pour la gestion des Mesures et Programmes	16
7.2. Frais d'administration réclamés par les bénéficiaires.....	16
8. Exigences en matière de communication publique.....	17
8.1. Sites Web des Partenaires.....	17
9. Suivi et reddition de comptes	18
9.1. Indicateurs et cibles	18
9.1.1. Actions du PACC 2013-2020 comportant un objectif chiffré de réduction d'émissions de GES	19
9.2. Suivi des Mesures et Programmes – Exercices de suivi.....	19
9.3. Évaluation de programmes et de mesures	20
9.4. Planification des dépenses au Fonds vert	21
10. Imputation des dépenses au Fonds vert.....	22
10.1. Directives relatives à l'imputation des dépenses.....	22

10.2. Responsabilités quant à l'imputabilité des sommes	22
11. Révision, approbation et entrée en vigueur	23
Annexe 1 – Lexique.....	24
Annexe 2 – Liste des éléments devant être remis au Conseil de gestion du Fonds vert selon la nature de la finalité	25
Annexe 3 – Grille de vérification pour les documents relatifs à un Programme ou une Mesure	26
Annexe 4 – Informations supplémentaires sur les indicateurs et grille de vérification	29

1. Présentation du Fonds vert

Créé en 2006, le Fonds vert constitue un levier financier et économique important pour le Québec. Ce Fonds permet notamment d'assurer la transition vers une économie moderne, innovante et plus sobre en carbone du Québec.

En instituant le Fonds vert, le gouvernement du Québec a procédé au regroupement de revenus perçus en vertu des différentes dispositions légales et réglementaires précisées à l'article 15.4 de la Loi sur le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. Par ailleurs, les revenus portés au crédit de ce Fonds sont utilisés aux fins pour lesquelles ils sont perçus et sont affectés au financement de Mesure liée à l'un des secteurs d'activités suivants :

1. la lutte contre les changements climatiques;
2. la gestion des matières résiduelles;
3. la gouvernance de l'eau.



Le Fonds vert sert notamment à financer des activités, des projets ou des Programmes visant à stimuler l'innovation technologique, la recherche et le développement, l'acquisition de connaissances, l'amélioration des performances ainsi que la sensibilisation et l'éducation de la population pour l'un ou l'autre des secteurs de la lutte contre les changements climatiques, de la gestion des matières résiduelles et de la gouvernance de l'eau.

2. Objectif et portée du cadre de gestion

Le 23 mars 2017, l'Assemblée nationale adoptait le projet de loi 102¹, notamment pour réformer la gouvernance du Fonds vert et créant du même coup le Conseil de gestion du Fonds vert. Ce dernier a pour mission d'encadrer la gouvernance du Fonds vert et d'assurer la coordination de sa gestion dans une perspective de développement durable, d'efficacité, d'efficience et de transparence. Pour ce faire, le Conseil doit s'assurer que le Fonds vert est géré de façon optimale et que sa gestion par projets vise les meilleurs résultats possible. L'un des outils pour mener à bien sa mission est le présent cadre.

Le cadre de gestion s'adresse aux Partenaires impliqués dans la gestion de Programmes, de Mesures et de plans d'action financés par le Fonds vert. Il établit les principes directeurs et les mesures de contrôle qui permettent d'assurer une saine gestion du Fonds vert et d'uniformiser les pratiques d'affaires. Ce cadre s'inspire d'une gestion axée sur les résultats et il met en pratique divers aspects liés à la détermination des objectifs, à l'allocation des fonds et à leur suivi, à la reddition de comptes et à l'évaluation. Enfin, les éléments contenus dans ce cadre faciliteront l'évaluation de la contribution du Fonds vert aux objectifs gouvernementaux.

3. Encadrement légal

Le Fonds vert est légalement institué par l'article 15.1 de la [Loi sur le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs](#) (LMDDEP). Cette loi précise, entre autres, l'objet du Fonds, la provenance des revenus et les critères d'affectation des dépenses. De plus, elle confère la responsabilité de la gouvernance du Fonds vert au Conseil de gestion du Fonds vert.

Les éléments contenus dans ce cadre ne se substituent pas aux textes législatifs et réglementaires applicables concernant les activités financées par le Fonds. Le cadre de gestion constitue plutôt un complément à ceux-ci pour assurer une application uniforme des principes directeurs et de mesures de contrôle dans la gestion de Mesures et Programmes financés par le Fonds vert.

¹ Lequel a modifié la Loi sur la qualité de l'environnement afin de moderniser le régime d'autorisation environnementale et a également modifié d'autres dispositions législatives.

4. Principes directeurs

Les principes directeurs suivants guident la gestion du Fonds vert.

- **Performance** – Les objectifs sont précis, mesurables et axés sur les résultats. Les indicateurs et cibles s'y rattachant permettent de mesurer la performance des Mesures et Programmes financés par le Fonds vert. Ils permettent de vérifier si les résultats obtenus correspondent à ceux qui sont attendus.
- **Rigueur** – Le Fonds vert est administré dans le respect des saines pratiques de gestion. Il est soumis à des mécanismes de contrôle rigoureux qui permettent de s'assurer de l'utilisation adéquate des sommes. Les revenus portés au crédit du Fonds vert sont utilisés aux fins pour lesquelles ils sont perçus.
- **Reddition de comptes** – De l'information, de nature quantitative ou qualitative, est produite pour apprécier la performance du Fonds vert ainsi que celle des Mesures et Programmes.
- **Transparence** – Les mesures d'encadrement de la gestion du Fonds vert permettent une divulgation de ses revenus, de ses dépenses et de ses investissements. Les modalités associées à l'admissibilité et à la sélection des projets financés par le Fonds vert sont divulguées.
- **Développement durable** – Les principes relatifs au développement durable doivent être pris en compte dans toutes les activités structurantes soutenues financièrement par le Fonds vert.
- **Efficacité et efficience** – Le Fonds vert est administré de façon à favoriser l'atteinte des objectifs préalablement établis. Les Mesures et Programmes doivent permettre d'optimiser les résultats en fonction des ressources utilisées.

5. Rôles et responsabilités

Par la création du Conseil de gestion du Fonds vert, le gouvernement s'est doté d'une structure de gouvernance axée sur l'atteinte des objectifs et l'optimisation des résultats en matière de lutte contre les changements climatiques, de gestion des matières résiduelles et de la gouvernance de l'eau. La réalisation des plans d'action en vue de l'atteinte des objectifs pour chacun de ces volets fait intervenir plusieurs Partenaires. Cette section vise à éclaircir les rôles et responsabilités de chacun.

5.1. Conseil de gestion du Fonds vert

Le Conseil de gestion du Fonds vert est responsable notamment de :

- Encadrer la gouvernance du Fonds et d'assurer la coordination de sa gestion dans une perspective de développement durable, d'efficacité, d'efficience et de transparence;
- Conseiller le ministre du MDDELCC sur les Mesures financées par le Fonds et l'assister dans l'élaboration de celles-ci;
- Proposer les orientations stratégiques, les objectifs et les axes d'intervention applicables au Fonds vert qu'il convient de retenir;
- Préparer sur une base annuelle, en collaboration avec le ministre du MDDELCC, une planification des Mesures financées par le Fonds vert et un plan de dépenses à cet égard, en conformité avec les objectifs gouvernementaux établis en cette matière;
- Collaborer à la préparation des prévisions du Fonds vert pour chaque année financière;
- Conclure des ententes administratives avec des Partenaires, veiller au respect des termes de ces ententes, en particulier les enveloppes budgétaires autorisées, et instaurer tout autre contrôle requis;
- Répondre avec diligence à toute demande des Partenaires;
- Fournir des outils afin de soutenir la planification, la mise en œuvre, le suivi des Mesures et Programmes ainsi que la reddition de comptes;
- S'assurer de l'exactitude des informations, documents, outils transmis aux Partenaires;
- Respecter les engagements de confidentialité pris à l'égard de tiers en conformité avec la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels;
- Évaluer la performance du Fonds vert en fonction de ses affectations particulières et recommander au ministre les ajustements requis pour favoriser une meilleure performance;
- Diffuser et tenir à jour l'information relative au Fonds vert;
- Consulter le partenaire responsable pour toute communication publique qui implique nommément une Mesure ou un Programme.

5.2. Partenaires

À titre de gestionnaires de Mesures et de Programmes financés par le Fonds vert, les Partenaires sont responsables :

- d'appliquer le présent cadre de gestion;
- de s'assurer du respect des termes des ententes administratives conclues avec le Conseil de gestion du Fonds vert et de mettre en œuvre les Mesures et les Programmes dont ils sont responsables;
- de respecter les enveloppes budgétaires accordées pour la mise en œuvre de leurs Mesures et Programmes;
- de consulter préalablement le Conseil de gestion du Fonds vert concernant toute demande soumise au Conseil du trésor ou au Conseil des ministres dans le cadre de la gestion des Mesures et Programmes dont ils sont responsables et d'obtenir l'approbation du Conseil de gestion du Fonds vert;
- de consulter préalablement le Conseil de gestion du Fonds vert avant toute mise en œuvre ou modification d'une Mesure ou d'un Programme financé par le Fonds vert et d'obtenir l'approbation de celui-ci;
- d'effectuer des suivis périodiques et de mettre en œuvre des mesures de redressement qui pourraient aussi être exigées par le Conseil de gestion du Fonds vert, le cas échéant;
- d'informer le Conseil de gestion du Fonds vert de la planification et des résultats des évaluations de programmes requises par le gouvernement et procéder à toute autre évaluation convenue avec le Conseil de gestion du Fonds vert;
- de fournir et de transmettre au Conseil de gestion du Fonds vert, dans les délais requis, et ce pour chacune des Mesures et chacun des programmes dont il a la responsabilité, les données et la documentation demandées par le Conseil de gestion du Fonds vert ainsi que toutes celles qui s'avèrent pertinentes pour la bonne administration du Fonds vert et aux fins de reddition de compte;
- de s'assurer de la qualité des données et des résultats transmis au Conseil de gestion du Fonds vert;
- de transmettre au Conseil de gestion du Fonds vert copie de tout rapport final de projets de recherche, de projets d'acquisition de connaissances ou toute publication financée par le Fonds vert, dans le respect de la confidentialité de certains types d'information;
- de faire référence au Fonds vert dans les communications publiques lorsqu'il s'agit de Mesures et Programmes financés par celui-ci;
- de répondre avec diligence à toute demande du Conseil de gestion du Fonds vert.

6. Exigences relatives à la gestion des Mesures et Programmes

Chaque partenaire doit soumettre au Conseil de gestion du Fonds vert, pour approbation, tout cadre normatif, convention d'aide financière², contrat, guide d'appel à propositions ou documents relatifs à la mise en œuvre ou à la modification d'une Mesure ou d'un Programme financé par le Fonds vert. Les Programmes ou projets hors programme normé ayant un budget supérieur à 10 millions de dollars auront à être approuvés par le conseil d'administration du Conseil de gestion du Fonds vert.

Dans le cas des documents devant être déposés au Conseil du trésor ou au Conseil des ministres, ceux-ci doivent être approuvés par le Conseil de gestion du Fonds vert avant leur dépôt officiel. Les documents déposés au Conseil du trésor doivent être co-signés par le Conseil de gestion du Fonds vert.

Par ailleurs, certaines exigences spécifiques aux Mesures et Programmes financés par le Fonds vert s'appliquent aux divers documents pour leur mise en œuvre et leur gestion. Cette section présente ces exigences et l'annexe 3 comporte une grille de vérification.

6.1. Contenu d'un cadre normatif

Tout Programme³ doit s'appuyer sur une connaissance concrète de la clientèle potentielle et du contexte dans lequel il s'inscrit. Une consultation doit être effectuée auprès de la clientèle potentielle afin de s'assurer que le Programme réponde à un réel besoin.

Tout Programme doit être balisé par un cadre normatif qui assure une saine gestion des fonds. Le cadre normatif consiste en un document de référence qui précise les objectifs et les règles du Programme.

Tout cadre normatif doit comprendre les éléments suivants :

- **Le contexte** – La raison d'être du programme doit être précisée. Il doit être fait mention du Fonds vert;
- **Les objectif(s) du programme** – Les objectifs du programme définissent les résultats en termes d'extrants et d'effets souhaités. Ils doivent être suffisamment

² Dans le cas d'un Programme normé, il s'agit de la convention d'aide financière type et non de chaque convention d'aide financière signé par un partenaire et le bénéficiaire qui doit être approuvée par le Conseil de gestion du Fonds vert.

³ Le Secrétariat du Conseil du trésor définit la notion de programme comme un « ensemble cohérent et structuré d'objectifs, d'activités et de ressources (humaines, financières, matérielles et informationnelles) réunies pour offrir des biens et des services particuliers qui répondent à un ou des besoins précis d'une population ciblée ». Secrétariat du Conseil du trésor (2013). *Glossaire des termes usuels en mesure de performance et en évaluation. Pour une gestion saine et performante.*

- clairs, précis et mesurables pour qu'on puisse compiler des résultats après une ou plusieurs années de mise en œuvre;
- **La durée** – La date d'entrée en vigueur et celle à laquelle il prend fin doivent être précisées ;
 - Il doit être précisé que le budget du programme est conditionnel à la disponibilité des fonds.
 - **La clientèle admissible** – Les principaux bénéficiaires visés sont identifiés et les critères d'exclusions doivent être inscrits;
 - Les entreprises inscrites au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et celles ayant fait défaut à leurs obligations envers le gouvernement du Québec ne peuvent être admissibles.
 - **Les critères d'admissibilité** – Les critères ou les conditions qu'un bénéficiaire doit obligatoirement respecter pour que sa demande d'aide financière soit considérée;
 - **Le processus de demande d'aide financière** – L'information relative à la façon de faire appel au public ciblé (ex. appel de propositions) ainsi que l'information que le bénéficiaire doit fournir lors du dépôt d'une demande d'aide financière;
 - **Les critères de sélection des projets** – Les critères de priorisation et de sélection des projets ainsi que les mécanismes de sélection (ex. : existence d'un comité de sélection) sont précisés, s'il y a lieu;
 - Dans le cas d'un appel de propositions, il est recommandé que soient inscrits les modes de calcul (ou l'exploitation des critères) utilisés par les responsables de la sélection. Il est à noter que ces informations peuvent également être détaillées dans un cadre de suivi et d'évaluation préliminaire distinct du cadre normatif.
 - **L'aide financière accordée** – Le montant maximal de l'aide financière accordée aux bénéficiaires est précisé. Il en va de même pour les règles liées au cumul des montants d'aide financière provenant du gouvernement du Québec, fédéral ou d'autres fonds publics le cas échéant et précisant la contribution du programme en cas de cumul.
 - **Pour le PACC 2013-2020** – le financement gouvernemental maximal accordé pour un projet, incluant tous les paliers de gouvernement, ne peut excéder 80 % du coût total d'un projet soumis par une entreprise privée à but lucratif.
 - **Les dépenses admissibles et non admissibles** – L'admissibilité des dépenses directement liées à la réalisation des projets est précisée;

- **Les frais d'administration admissibles doivent être précisés et une limite s'y rattachant doit être indiquée** – Préciser les dépenses connexes qui ne sont pas directement liées à la réalisation d'un projet (salaires d'employés contractuels, loyer, équipement informatique additionnel, pourcentage du montant du projet financé, etc.).
- **Les modalités générales de gestion du programme :**
 - **La reddition de comptes** – Les exigences en matière de reddition de comptes sont précisées, notamment la fréquence et la forme des renseignements que les bénéficiaires doivent transmettre au gestionnaire du programme;
 - **Les modalités de suivi périodique et d'évaluation de programme** – Les exigences relatives au suivi périodique et à l'évaluation de programme, dont les indicateurs et les paramètres à utiliser (ex. type de données), sont précisées. Il est à noter que ces modalités peuvent également être détaillées dans un cadre de suivi et d'évaluation préliminaire distinct du cadre normatif;
 - **Les communications publiques** – il doit être fait mention du Fonds vert et, le cas échéant, du PACC 2013-2020 ou du plan d'action de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles (PQGMR) dans toute communication publique des bénéficiaires du programme lorsqu'il est fait référence au financement reçu, dans le respect du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.
 - **Les clauses de défaut, droits et obligations** – il doit être spécifié que :
 - les bénéficiaires de l'aide financière doivent s'engager à respecter les lois et règlements en vigueur et à obtenir les autorisations requises avant l'exécution du projet;
 - en cas de non-respect i) des conditions du programme, ii) de la convention d'aide financière, le cas échéant, ou iii) pour tout motif jugé sérieux par le partenaire, il est possible de réduire, d'annuler ou, le cas échéant, d'exiger le remboursement des sommes versées.
- **Exigences spécifiques aux Programmes du PACC 2013-2020** – Des exigences se rapportent spécifiquement au PACC 2013-2020 :
 - Une référence à la mesure visé au PACC 2013-2020 doit être mentionnée;
 - Le lien entre le programme et le PACC 2013-2020 doit être expliqué, c'est-à-dire la façon dont le programme répond aux objectifs du PACC 2013-2020 (adaptation aux changements climatiques ou évitement/réduction d'émissions de GES).

- Lorsqu'un programme est doté d'un objectif chiffré de réduction des émissions de GES, les exigences suivantes en matière de quantification, de déclaration, de validation et de vérification des réductions des émissions de GES doivent être spécifiées :
 - Que la quantification des réductions des émissions de GES doit être conforme aux spécifications et lignes directrices de la partie 2 de la norme ISO 14064;
 - Toute dérogation à cette exigence doit être justifiée par écrit au Conseil et être approuvée par ce dernier.
 - Que toute déclaration de réductions d'émissions de GES doit faire l'objet d'une validation et d'une vérification par une tierce partie, ou par un ministère ou organisme qui en détient les compétences, conformément aux spécifications et lignes directrices de la partie 3 de la norme ISO 14064.
- **Exigences spécifiques aux Programmes du plan d'action de la PQGMR –**
Des exigences se rapportent spécifiquement au plan d'action de la PQGMR :
 - Le plan d'action de la PQGMR doit être mentionné;
 - Le Programme doit respecter la hiérarchie des 3RV-E, ou justifier une dérogation à cette hiérarchie sur la base d'une analyse de cycle de vie;
 - Le lien entre le Programme et les objectifs du plan d'action de la PQGMR doit être expliqué, c'est-à-dire la façon dont le programme répond à ces objectifs.

6.2. Processus d'appel de propositions et sélection des projets

Tout nouveau Programme doit être communiqué au public cible par l'entremise du site Web du partenaire. Par conséquent, l'Appel de propositions doit être la procédure à privilégier pour l'allocation des sommes. Cette procédure consiste à inviter les clientèles visées par le Programme à présenter leur projet afin que le gestionnaire du Programme puisse sélectionner le ou les projets qui répondent le mieux aux objectifs poursuivis, et ce, en fonction de critères précis préalablement définis. Il est de la responsabilité de chaque partenaire d'élaborer et d'encadrer son processus d'Appel de propositions par un guide d'appel à propositions. Toutefois, ce guide doit être approuvé par le Conseil de gestion du Fonds vert.

De façon générale, le guide d'appel à propositions doit notamment préciser :

- Le ou les objectifs du programme;
- La durée du programme;
- Le montant maximum des aides financières qui peuvent être allouées pour la réalisation des projets;
- La date limite pour soumettre une proposition;
- Les critères d'admissibilité au programme;
- L'information qui doit obligatoirement accompagner la demande;
- L'information que le demandeur doit fournir lors du dépôt d'une demande d'aide financière;
- Le processus d'examen, dont les critères de sélection des projets utilisés pour évaluer les propositions par rapport aux objectifs du programme.

Une fois les demandes d'aide financière reçues, les Partenaires analysent leur recevabilité en fonction des critères d'admissibilité établis dans le Programme.

Par la suite, leur sélection doit reposer sur des critères précis, ces derniers étant inscrits dans le cadre normatif. Les analyses détaillées et les justifications qui soutiennent la prise de décision et la priorisation des projets doivent être adéquatement documentées et consignées dans les dossiers. Sur demande du Conseil de gestion du Fonds vert, les Partenaires doivent rendre ces documents disponibles au Conseil de gestion du Fonds vert aux fins de vérification.

Dans l'éventualité où il ne serait pas opportun de procéder par un appel de propositions, les raisons motivant un processus de sélection différent doivent être justifiées auprès du Conseil de gestion du Fonds vert. Une telle situation peut se produire, par exemple, lorsque, pour des raisons d'ordre technique ou scientifique, un seul organisme est en mesure de réaliser le projet ou lorsque le Programme vise à financer un ou des organismes désignés pour la coordination d'un enjeu précis.

6.3. Contenu d'une convention d'aide financière, d'un contrat ou d'une entente de services

Pour toute convention, tout contrat ou entente de services, le partenaire doit s'assurer que les parties prenantes aient pris les engagements requis en conformité avec le cadre normatif. Toute subvention accordée doit être soutenue par une convention d'aide financière précisant les conditions du projet⁴ financé par le Fonds vert, que le projet s'inscrive ou non dans un Programme normé.

Toute convention, contrat ou entente de services, signée par le partenaire et par le bénéficiaire, doit notamment préciser :

- les engagements des parties prenantes, incluant les objectifs à atteindre;
- les sommes allouées;
- les dépenses admissibles, y compris les frais d'administration, s'il y a lieu;
- les modalités de versement et les conditions qui y sont rattachées;
- les obligations relatives au suivi et à la reddition de comptes;
- les clauses de résiliation;
- les clauses de défauts permettant notamment au partenaire de réduire, d'annuler ou, le cas échéant, d'exiger le remboursement des sommes versées;
- le budget est conditionnel à la disponibilité des fonds.
- la durée;
- les communications publiques relatives au Fonds vert (ex. : mention du Fonds vert);
- d'autres renseignements (relation de presse, matériel promotionnel, etc.), le cas échéant;
- d'autres engagements exigés en vertu du cadre normatif.

Lorsqu'un partenaire accorde une subvention, il est de sa responsabilité d'instaurer des mécanismes de suivi et de contrôle afin de s'assurer que les conditions soient respectées. Ce suivi permet au partenaire de prendre des mesures correctives, en cas de défaut, et de s'assurer que les sommes allouées répondent aux objectifs établis.

Dans l'éventualité où il ne serait pas opportun de rédiger une convention d'aide financière, les vérifications d'usage devront être effectuées, de même que les pièces justificatives requises devront être conservées au dossier. En effet, certains Programmes ne reposent pas sur un Appel de propositions et ne nécessitent pas une convention d'aide financière. Les demandes à ce type de Programme normé sont

⁴ Un projet peut être défini comme une réalisation unique, limitée dans le temps et comportant un ensemble de tâches cohérentes, utilisant des ressources humaines, matérielles, financières et informationnelles en vue d'atteindre les objectifs prévus.

présentées, validées et approuvées lorsqu'elles répondent aux conditions et que les pièces justificatives exigées sont fournies.

6.4. Projets hors programme

Il peut arriver qu'une aide financière soit accordée sans être directement liée à un Programme, par exemple une aide financière accordée pour soutenir la programmation d'un consortium de recherche ou pour la création d'une chaire de recherche universitaire.

Généralement, il s'agit d'une aide attribuée de façon ponctuelle. Cette aide n'est donc pas balisée par un cadre normatif et peut nécessiter une décision du Conseil du trésor ou du Conseil des ministres, selon le montant. Par conséquent, l'attribution de cette aide financière doit faire l'objet d'une analyse détaillée démontrant qu'elle cadre avec les objectifs poursuivis. Cette analyse et la décision d'accorder les fonds doivent être adéquatement documentées et consignées au dossier. Cette information doit être préalablement transmise au Conseil de gestion du Fonds vert pour approbation. De plus, les conditions doivent être précisées dans le cadre de la convention d'aide financière, s'il y a lieu.

Afin d'avoir une image juste de l'état d'avancement du projet et de ses résultats, le partenaire responsable du projet s'assurera d'en effectuer un suivi périodique adéquat. Le cas échéant, ou à la demande du Conseil de gestion du Fonds vert, une évaluation globale pourrait s'imposer.

6.5. Gestion intégrée des risques

Les Partenaires doivent assurer une saine gestion des risques quant aux Mesures et Programmes dont ils sont responsables. Les risques liés à l'atteinte des objectifs, au bon fonctionnement d'une Mesure ou d'un Programme et à la réputation du gouvernement (ex. : apparence de conflit d'intérêts) doivent être identifiés par les Partenaires dès l'étape de l'élaboration de cette Mesure ou de ce Programme et être pris en considération dans sa mise en œuvre. Cette manière de procéder vise à mieux prévoir et gérer ces risques, à amortir leurs impacts et à apporter les ajustements requis de manière proactive.

7. Frais d'administration admissibles

7.1. Frais d'administration des Partenaires pour la gestion des Mesures et Programmes

Les Partenaires qui gèrent des Mesures ou Programmes financés par le Fonds vert peuvent y imputer des frais d'administration. Pour être admissibles, ces frais doivent être raisonnables, pertinents et facilement mesurables.

La nature et l'estimation des frais d'administration qui pourraient être imputés doivent être soumises au Conseil de gestion du Fonds vert pour approbation avant de commencer à imputer ces frais au Fonds vert. Le Conseil de gestion du Fonds vert peut, s'il le juge nécessaire, demander aux Partenaires des justifications sur les frais d'administration imputés au Fonds vert. Le Conseil de gestion du Fonds vert se réserve également le droit de refuser certains frais d'administration jugés non raisonnables.

7.2. Frais d'administration réclamés par les bénéficiaires

Afin de maximiser le potentiel des sommes disponibles au Fonds vert pour la réalisation des objectifs environnementaux et de développement durable, les Partenaires doivent s'assurer que les frais d'administration réclamés par les bénéficiaires sont raisonnables, pertinents et conformes aux meilleures pratiques en la matière. Chaque Programme ayant ses particularités, leur cadre normatif ou leur convention d'aide financière doivent préciser l'admissibilité des frais d'administration qui peuvent être réclamés par les bénéficiaires et, le cas échéant, leurs limites.

Les frais d'administration réclamés par les bénéficiaires sont des dépenses connexes qui ne sont pas directement liées à la réalisation d'un projet. On pourrait donc y retrouver certains frais de main-d'œuvre, de matériel et d'équipement, de loyer ou d'autres frais de fonctionnement (télécommunications, courrier, etc.).

Certains Programmes peuvent établir que les frais d'administration ne sont pas admissibles; d'autres peuvent avoir déterminé la nature des frais d'administration admissibles ou non admissibles, de même que leur base d'imputation. Si des frais d'administration sont admissibles, leur caractère raisonnable devra être analysé et bien justifié.

8. Exigences en matière de communication publique

En matière de communication publique, le partenaire doit, pour toute Mesure ou Programme financé par le Fonds vert :

- Aviser le Conseil de gestion du Fonds vert, au moins deux semaines à l'avance, si possible, de la tenue des activités publiques et de conférences de presse relatives à leur mise en œuvre ou à leur modification;
- Soumettre au Conseil de gestion du Fonds vert pour commentaires tout projet de communiqué de presse relatif à leur mise en œuvre ou à leur modification;
- Mentionner, dans tous les communiqués de presse et autres moyens de communication relatifs à ces Mesures ou Programmes, incluant la promotion des Programmes, que ceux-ci sont financées à partir du Fonds vert et qu'elles découlent du PACC 2013-2020 ou du plan d'action de la PQGMR, le cas échéant;
- Conformément au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec et tel que spécifié dans le document « Principes de visibilité et normes graphiques », ainsi qu'aux règles établies par le Secrétariat à la communication gouvernementale, utiliser le visuel déterminé par le Conseil de gestion du Fonds vert dans toutes les communications relatives à ces Mesures ou Programmes, incluant la promotion des Programmes, lorsque celles-ci découlent du Fonds vert.

Quant au Conseil de gestion du Fonds vert, celui-ci :

- avisera un partenaire, au moins deux semaines à l'avance, si possible, lors de la tenue des activités publiques et de conférences de presse relatives aux Mesures et Programmes dont celui-ci est responsable;
- soumettra à un partenaire pour commentaires tout projet de communiqué de presse relatif aux dossiers, aux Mesures et Programmes dont celui-ci est responsable.

8.1. Sites Web des Partenaires

Les sites Web des Partenaires doivent présenter l'information liée à l'utilisation des sommes obtenues en vertu du Fonds vert (notamment les Programmes élaborés, les modalités de ces Programmes et l'atteinte des objectifs visés), et ce, dans un souci de transparence et de reddition de comptes adéquate. Le Fonds vert doit être mentionné lorsqu'il est fait mention de Mesures ou Programmes financés par ce fonds.

Par ailleurs, tout nouveau Programme doit être communiqué au public cible par l'entremise du site Web du partenaire ou par tout autre moyen susceptible de joindre la clientèle visée.

9. Suivi et reddition de comptes

9.1. Indicateurs et cibles

La mise en œuvre des Mesures ou Programmes financés par le Fonds vert doit respecter les bonnes pratiques en matière de mesure des résultats et doit donc inclure des objectifs, des indicateurs et des cibles.

- L'objectif exprime l'intention, l'engagement, ce qu'on veut réaliser et produire (but poursuivi);
- L'indicateur est une mesure significative, relative ou non, utilisée pour apprécier le fonctionnement, la progression ou les résultats d'une Mesure ou d'un Programme. Il peut être utilisé à l'échelle d'un Projet, d'un Programme ou d'une Action;
- La cible exprime le niveau du résultat attendu par rapport à une unité de mesure ou un bien livrable, selon une échéance.

Exemples d'objectifs, d'indicateurs et de cibles
<ul style="list-style-type: none">▪ Objectif : Réduire la quantité d'émissions de gaz à effet de serre<ul style="list-style-type: none">○ Indicateur : quantité (t CO2 éq.) d'émission de gaz à effet de serre réduite par année○ Cible : quantité (t CO2 éq.) d'émission de gaz à effet de serre réduite d'ici [année]▪ Objectif : Augmenter l'utilisation du transport collectif<ul style="list-style-type: none">○ Indicateur : hausse de l'achalandage par rapport à [année]○ Cible : % d'augmentation d'ici [année]▪ Objectif : Réduire la quantité de matières résiduelles éliminées au Québec<ul style="list-style-type: none">○ Indicateur : nombre de kilogrammes de matières résiduelles éliminées par habitant○ Cible : x kilogrammes d'ici [année]

La performance à l'égard des objectifs fixés s'apprécie au moyen d'indicateurs. Plus précisément, l'arrimage des indicateurs aux objectifs fixés facilitera la reddition de comptes et l'évaluation des résultats de toute intervention financée par le Fonds vert. Ainsi, des indicateurs spécifiques et des cibles doivent être établis pour chaque Mesure ou Programme financé par le Fonds vert. Par ailleurs, les projets hors programme, c'est-à-dire ne faisant pas partie d'un Programme normé, doivent également comprendre des indicateurs et des cibles.

Les indicateurs et les cibles doivent permettre au Conseil de gestion du Fonds vert d'assumer ses responsabilités en matière de suivi et de reddition de comptes du Fonds vert. Les

indicateurs de résultats (extrants et effets-impacts) sont privilégiés aux indicateurs d'activités, qui mesurent l'état d'avancement des travaux ou les activités de mises en œuvre.

Pour chaque indicateur, une fiche-indicateur doit être remplie. Dans le cas d'une nouvelle Mesure ou Programme, les fiches-indicateurs doivent être jointes à la documentation relative à sa mise en œuvre et transmise au Conseil de gestion du Fonds vert pour approbation. Le Conseil de gestion du Fonds vert fournira au partenaire le modèle de la fiche-indicateur à remplir.

L'annexe 4 présente de l'information supplémentaire sur les indicateurs.

9.1.1. Actions du PACC 2013-2020 comportant un objectif chiffré de réduction d'émissions de GES

Pour les actions du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques comportant un objectif chiffré de réduction des émissions de GES, les Partenaires doivent minimalement utiliser les indicateurs « quantité d'émissions de GES réduites ou évitées » et « coût par tonne d'émissions GES réduites ou évitées ».

Le Conseil de gestion du Fonds vert fournira au partenaire la documentation et les fiches à remplir pour ces deux indicateurs. Dans le cas de l'indicateur relatif à la détermination de l'objectif de réduction/d'évitement des émissions de GES du Programme, les informations demandées se rapporteront notamment aux hypothèses de calcul menant aux objectifs et potentiels de réduction pour 2020.

L'objectif chiffré de réduction des émissions de GES doit être transmis au Conseil de gestion du Fonds vert lors de l'approbation du Programme ou du projet hors programme normé et être approuvé par celui-ci.

9.2. Suivi des Mesures et Programmes – Exercices de suivi

Le suivi des résultats de la mise en œuvre des Mesures et Programmes du Fonds vert est primordial. Il vise à mesurer le niveau d'atteinte des cibles et des objectifs, à examiner les progrès réalisés et les moyens pour lesquels les objectifs sont atteints. Il vise également à identifier les écarts par rapport à l'atteinte des objectifs en vue d'apporter les correctifs requis.

Les Partenaires sont responsables de faire les suivis adéquats pour s'assurer de l'atteinte des objectifs visés.

Le Conseil de gestion du Fonds vert procède à des exercices de suivi périodiques qui lui permettent d'apprécier la progression de l'ensemble des Mesures et Programmes financés par le Fonds vert. Ces exercices de suivi sont effectués aux dates établies par le Conseil de gestion du Fonds vert. Celui-ci transmettra à chaque partenaire, en début d'année financière, un calendrier des activités de suivi qui auront lieu dans l'année.

Dans le cadre de cette opération, le Conseil de gestion du Fonds vert fournit les outils nécessaires (ex. : fiches de suivi) aux Partenaires pour qu'ils puissent rendre compte de l'atteinte des résultats des Mesures et Programmes dont ils sont responsables ainsi que de l'utilisation des sommes du Fonds vert.

Il convient de noter que certaines demandes ad hoc pourraient survenir en cours d'année, notamment pour les Comptes du Fonds vert ou toute autre forme de reddition de comptes relative au Fonds vert. Les Partenaires doivent répondre avec diligence à toute demande du Conseil de gestion du Fonds vert.

9.3. Évaluation de programmes et de mesures

Tous les Programmes doivent faire l'objet d'une évaluation globale. Certaines Mesures peuvent également faire l'objet d'une évaluation. L'évaluation des Programmes doit s'effectuer dans le respect des règles établies par le Conseil de trésor. La portée de l'évaluation est établie en fonction de l'envergure du Programme ou de la Mesure, de sa durée et de la disponibilité des données sur les extrants et les effets. Les critères suivants doivent être utilisés par le partenaire pour y établir la planification des évaluations sous sa responsabilité :

- l'importance du financement alloué à ce programme ou cette mesure;
- le risque de ne pas atteindre les objectifs visés;
- l'ampleur de l'objectif de réduction des émissions de GES, dans le cas d'une Action ou Programme du PACC 2013-2020 qui comporte un objectif de réduction des émissions de GES;
- les résultats d'évaluations antérieures.

Les paramètres nécessaires au suivi préliminaire et à l'évaluation doivent être déterminés dès la création du Programme ou de la Mesure, dans le cadre de suivi et d'évaluation préliminaire⁵.

Chaque partenaire doit s'assurer d'avoir une planification des évaluations de Programmes et de Mesures à réaliser. Cette planification doit être communiquée au Conseil de gestion du Fonds vert, de même que tout rapport d'évaluation, lequel fait état des travaux réalisés, des constats et, le cas échéant, des recommandations, dès que disponible.

De plus, cette planification doit être présentée sous la forme d'une liste des Programmes et des autres interventions, le cas échéant, qui ont été retenus pour une évaluation par le partenaire, en y spécifiant l'échéancier. Elle doit être mise à jour annuellement. Le calendrier des activités de suivi transmis par le Conseil de gestion du Fonds vert en début d'année

⁵ Un cadre de suivi et d'évaluation préliminaire est un outil qui vise essentiellement à mettre en place un processus de suivi en amont de l'élaboration de toute intervention visée afin de pouvoir rendre compte des résultats en temps opportun. Il comprend entre autres une description de l'intervention et de sa logique de fonctionnement, les éléments de suivi et de l'intervention ainsi qu'une stratégie globale d'évaluation. L'utilisation de cet outil constitue une pratique facilitant la mesure des résultats d'un programme ou d'un projet. Le site du Conseil du trésor présente les directives à cet égard.

financière identifiera le moment prévu à laquelle cette mise à jour de la planification est attendue.

Les résultats de l'évaluation permettront de formuler des conclusions sur l'atteinte des objectifs et sur ses retombées en fonction des risques préalablement identifiés. Ils permettront aussi de faire des recommandations sur la reconduction du Programme/Mesure ou sur les solutions de remplacement qui pourraient permettre d'obtenir de meilleurs résultats.

9.4. Planification des dépenses au Fonds vert

Le Conseil de gestion du Fonds vert doit préparer sur une base annuelle, en collaboration avec le ministre du MDDELCC, une planification des mesures financées par le Fonds vert incluant notamment les virements effectués en vertu de l'article 15.4.1 de la LMDDEP et un plan de dépenses à cet égard, en conformité avec les objectifs gouvernementaux établis en cette matière. De plus, le Conseil de gestion du Fonds vert doit collaborer à la préparation des prévisions du Fonds vert pour chaque année financière.

En ce qui a trait au plan d'action du secteur des changements climatiques, chaque partenaire est responsable de fournir au Conseil de gestion du Fonds vert ses prévisions, dûment approuvées par leurs autorités respectives. Notons que, dans le cadre de la planification des prévisions de dépenses des fonds spéciaux, chaque partenaire doit fournir au Conseil de gestion du Fonds vert les dépenses estimées sur une base pluriannuelle.

Les prévisions de dépenses et d'investissements du Fonds vert sont déposées par le président du Conseil du trésor et adoptées par l'Assemblée nationale.

10. Imputation des dépenses au Fonds vert

La comptabilité du Fonds vert est encadrée par différents principes visant un traitement uniforme de l'information financière. Les principes de comptabilisation sont établis en conformité avec les règles comptables gouvernementales en vigueur auxquelles le Fonds vert est assujéti.

L'article 15.4.2 de la LMDDEP mentionne qu'un ministre ou Transition énergétique Québec partie à une entente conclue avec le Conseil de gestion du Fonds vert peut porter au débit du fonds les sommes prévues par cette entente. Une compréhension et une application commune des principes de comptabilisation sont donc essentielles pour que les données financières du Fonds soient présentées correctement.

10.1. Directives relatives à l'imputation des dépenses

Le partenaire doit respecter toute directive transmise par le Conseil de gestion du Fonds vert relativement à l'imputation des sommes au Fonds vert, dont notamment, les *Directives et procédures — Comptabilisation de la dépense de subvention au Fonds vert*.

Par ailleurs, le partenaire doit utiliser la Solution d'affaires en gestion intégrée des ressources (SAGIR) afin d'imputer directement au Fonds vert les dépenses admissibles engagées dans le cadre de la mise en œuvre des Mesures et Programmes dont il est responsable et d'inscrire de façon diligente ses engagements.

10.2. Responsabilités quant à l'imputabilité des sommes

L'article 15.4.3 de la LMDDEP précise notamment que le partenaire qui conclut une entente avec le Conseil de gestion du Fonds vert visant un financement par le Fonds vert demeure responsable des activités pour lesquelles il impute des coûts. Le partenaire a la responsabilité de s'assurer que les sommes imputées au Fonds vert respectent les règles gouvernementales en vigueur, celles de son organisation ainsi que celles émises par le Conseil de gestion du Fonds vert.

11. Révision, approbation et entrée en vigueur

Le cadre de gestion du Fonds vert sera révisé sur une base régulière, de manière à ce qu'il demeure actuel et pertinent dans un contexte d'amélioration. Chaque nouvelle version sera transmise aux Partenaires dès son approbation par le Conseil de gestion du Fonds vert, pour application immédiate.

Concernant les Mesures ou Programmes en cours, les dispositions introduites par une nouvelle version du cadre de gestion devront être appliquées dans la mesure du possible, sans compromettre le bon déroulement de l'Action ou du Programme.

Le cadre de gestion du Fonds vert, ainsi que toutes modifications subséquentes, entre en vigueur dès son approbation par le Conseil de gestion du Fonds vert.

Approuvé par le conseil d'administration du Conseil de gestion du Fonds vert, le 22 février 2018.

Annexe 1 – Lexique

Action : Action inscrite dans un plan d'action. Dans le cas du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, une action s'inscrit dans une priorité. Par exemple, l'action 1.1 *Développement et diffusion d'outils d'aménagement destinés aux municipalités*

Appel de propositions : Processus transparent donnant à toutes les organisations admissibles la possibilité de présenter une demande de financement.

Contrat : Tous marchés publics visés par la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1).

Convention : Aide financière accordée par l'État ou ses mandataires, sans contrepartie attendue de la part du bénéficiaire, mais dont l'utilisation peut cependant être vérifiée.

Dépenses : Sortie de fonds.

Engagements : Dépense autorisée, mais qui n'a pas encore été déboursée.

Frais d'administration : Frais qui ne sont pas directement liés à la réalisation d'un projet.

Mesure : Toutes activités, tous projets hors programme ou tous moyens financés par le Fonds vert.

Partenaire : Tout ministère (et Transition énergétique Québec) dont le ministre a conclu une entente avec le Conseil de gestion du Fonds vert afin de pouvoir porter au débit du Fonds vert les sommes prévues par cette entente.

Programme : Par ailleurs, le Secrétariat du Conseil du trésor définit la notion de programme comme un « ensemble cohérent et structuré d'objectifs, d'activités et de ressources (humaines, financières, matérielles et informationnelles) réunies pour offrir des biens et des services particuliers qui répondent à un ou des besoins précis d'une population ciblée⁶ ». Un programme est encadré par un cadre normatif.

Projet : Un projet est une réalisation unique, limitée dans le temps et comportant un ensemble de tâches cohérentes, utilisant des ressources humaines, matérielles, financières et informationnelles en vue d'atteindre les objectifs prévus.

Sous-action : Une sous-action constitue un volet ou thème d'une action. Plus précisément, une action d'un plan d'action peut être déclinée en différents volets ou thèmes. Par exemple, dans le cas du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, l'action 4.4 *Financement de projets de recherche industrielle en collaboration et de projets de recherche en innovation* comporte deux volets distincts, à savoir la sous-action 4.4.1 *Projets visant une réduction des émissions de gaz à effet de serre* et la sous-action 4.4.2 *Projet en électrification des transports et transport intelligent*.

⁶ Secrétariat du Conseil du trésor (2013). *Glossaire des termes usuels en mesure de performance et en évaluation. Pour une gestion saine et performante*.

Annexe 2 – Liste des éléments devant être remis au Conseil de gestion du Fonds vert selon la nature de la finalité

À faire approuver par le Conseil de gestion du Fonds vert :

- Tout document relatif à la mise en œuvre ou à la modification d'une Mesure ou d'un Programme financé par le Fonds vert;
- Tout document devant être déposé au Conseil du trésor ou au Conseil des ministres;
- Les objectifs, cibles et indicateurs visant à faire le suivi de la Mesure ou du Programme et les fiches-indicateurs;
- L'objectif chiffré de réduction des émissions de GES, le cas échéant;
- Les prévisions financières (les fiches COF);
- Les fiches de suivi dûment remplies;
- Les frais d'administration;
- Notons que tout document devant être déposé au Conseil du trésor ou au Conseil des ministres doit être co-signé par le Conseil de gestion du Fonds vert.

À transmettre au Conseil de gestion du Fonds vert pour commentaires :

- Les communiqués de presse.

À transmettre pour information au Conseil de gestion du Fonds vert :

- la planification annuelle des évaluations des programmes financés par le Fonds vert;
- toutes évaluations de programme;
- tout rapport final, projet de recherche, projet d'acquisition de connaissances ou toute publication financée par le Fonds vert.

Annexe 3 – Grille de vérification pour les documents relatifs à un Programme ou une Mesure

1. EXIGENCES GÉNÉRALES

ÉLÉMENTS	CRITÈRES DE CONFORMITÉ	S/O	CONFORME	NON-CONFORME
Contexte	<ul style="list-style-type: none"> – La raison d'être du programme est expliquée – Le Fonds vert est mentionné 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> – Les objectifs poursuivis sont suffisamment clairs et précis – Les résultats souhaités sont définis 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Description	<ul style="list-style-type: none"> – Le programme et son contenu (volet et sous-volets, le cas échéant) sont décrits – Les principaux bénéficiaires (secteur ou clientèle) visés sont identifiés 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Durée	<ul style="list-style-type: none"> – La date d'entrée en vigueur et celle à laquelle il prend fin sont indiquées 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Budget	<ul style="list-style-type: none"> – Le budget global est précisé (dans le cas d'un CT) – Il est précisé que le budget du programme est conditionnel à la disponibilité des fonds 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Partenaires	<ul style="list-style-type: none"> – Les Partenaires du programme/projet sont identifiés 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Définitions	<ul style="list-style-type: none"> – Les termes qui ont une signification précise dans le cadre du programme sont définis 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Clientèle admissible	<ul style="list-style-type: none"> – La clientèle admissible est identifiée – Il est précisé que les entreprises inscrites au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publiques (RENA) et celles ayant fait défaut à leurs obligations envers le gouvernement du Québec ne sont pas admissibles 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Critères d'admissibilités des projets	<ul style="list-style-type: none"> – Les critères ou conditions qu'un bénéficiaire doit obligatoirement respecter pour que sa demande soit considérée sont identifiés – L'information devant être fourni lors du dépôt d'une demande d'aide financière par un bénéficiaire est précisée (ex. : formulaires, pièces justificatives) 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Processus de sélection	<ul style="list-style-type: none"> – L'information relative à la façon de faire appel au public ciblé (ex. : appel de propositions) est précisée – L'appel de propositions est l'approche à privilégier. <ul style="list-style-type: none"> ▪ Dans le cas contraire, une justification doit être fournie par le partenaire. 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

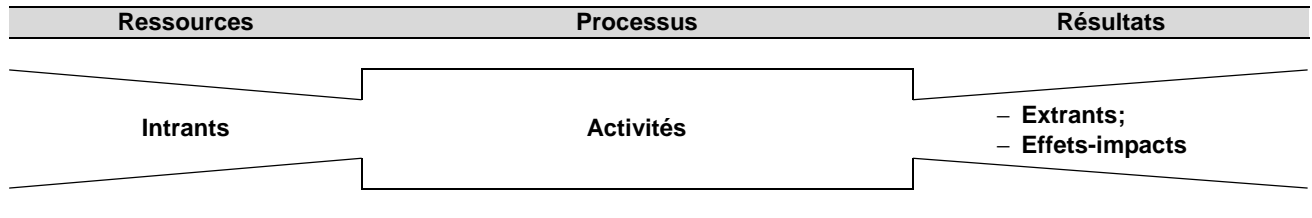
ÉLÉMENTS	CRITÈRES DE CONFORMITÉ	S/O	CONFORME	NON- CONFORME
Critères de sélection	<ul style="list-style-type: none"> – Les critères de sélection de projets sont présentés dans le cadre normatif – Les critères sont précis et permettent de documenter et justifier la sélection des projets 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Nature de l'aide financière	<ul style="list-style-type: none"> – La nature de l'aide financière est précisée (ex. : subvention, prêt) 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Modalités de calcul	<ul style="list-style-type: none"> – Les modalités de calcul de l'aide financière sont indiquées – Le montant maximal de l'aide financière accordée aux bénéficiaires est précisé 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Modalités de versement	<ul style="list-style-type: none"> – Les modalités de versement sont définies 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dépenses admissibles	<ul style="list-style-type: none"> – L'admissibilité des dépenses directement liées à la réalisation des projets est précisée – Un montant maximum est déterminé pour chaque type de dépenses 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Frais d'administration	<ul style="list-style-type: none"> – Les dépenses admissibles en frais d'administration (dépenses connexes <u>indirectement liées</u> à la réalisation d'un projet – salaires d'employés contractuels, loyer, équipement informatique, etc.) sont précisées – Une limite (en % des dépenses admissibles) est indiquée pour les frais d'administration – Les frais d'administration sont pertinents et raisonnables 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Cumul de l'aide financière	<ul style="list-style-type: none"> – Les règles applicables concernant la possibilité de cumul des aides financières sont précisées 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Indicateurs	<ul style="list-style-type: none"> – Les indicateurs sont identifiés – Les fiches-indicateurs sont jointes au dossier – Une cible est identifiée pour chaque indicateur 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Évaluation du programme	<ul style="list-style-type: none"> – Les exigences relatives au suivi périodique et à l'évaluation de programme sont précisées 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Reddition de comptes	<ul style="list-style-type: none"> – Les exigences en matière de reddition de comptes sont précisées, notamment la fréquence et la forme des renseignements que les bénéficiaires doivent transmettre au gestionnaire du programme 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Communications publiques	<ul style="list-style-type: none"> – Il est spécifié que toute communication publique des bénéficiaires du programme doit faire mention du Fonds vert (et du PACC 2013-2020 lorsqu'applicable) lorsque celle-ci fait référence au financement reçu – Il est mentionné que les communications publiques mentionnant le Fonds vert (et le PACC 2013-2020 lorsqu'applicable) doivent respecter les exigences en cette matière 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Nombre de projets acceptés	<ul style="list-style-type: none"> – Il est indiqué que le ministère se réserve le droit de limiter le nombre de projets acceptés afin de respecter l'enveloppe budgétaire et les montants disponibles au Fonds vert 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Clause – Respect des lois/règlements	<ul style="list-style-type: none"> – Il est spécifié que les bénéficiaires doivent s'engager à respecter les lois et règlements en vigueur – Il est spécifié que les bénéficiaires doivent obtenir les autorisations requises avant l'exécution du projet 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Non-respect des conditions	<ul style="list-style-type: none"> – Il est mentionné que le ministère a la possibilité de réduire, d'annuler, ou le cas échéant, d'exiger le remboursement des sommes versées en cas de non-respect des conditions du programme 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

2. EXIGENCES SUPPLÉMENTAIRES POUR LES ACTIONS ET PROGRAMMES DU PACC 2013-2020

ÉLÉMENTS	CRITÈRES DE CONFORMITÉ	S/O	CONFORME	NON- CONFORME
Contexte	<ul style="list-style-type: none"> – Le PACC 2013-2020 ainsi que l'action à laquelle se rattache le programme ou la mesure doivent être mentionnés – Le lien entre le programme ou mesure est expliqué 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Financement gouvernemental maximal	– Il est mentionné que le financement gouvernemental maximal accordé pour un projet (tous paliers) ne peut excéder 80 % du coût total d'un projet soumis par une entreprise privée à but lucratif	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Exigences à respecter	– Dans le cas d'un programme ayant un objectif chiffré d de réduction d'émissions de GES, les exigences en matière de quantification, de déclaration, de validation et de vérification des réductions de GES sont indiquées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Norme ISO 14064 – partie 2	– Dans le cas d'un programme ayant un objectif chiffré de réduction d'émissions de GES, il est spécifié que la quantification et la déclaration des réductions des émissions de GES de tout projet financé doivent être conformes aux spécifications et lignes directrices de la partie 2 de la norme ISO 14064	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Norme ISO 14064 – partie 3	– Dans le cas d'un programme ayant un objectif chiffré de réduction d'émissions de GES, il est spécifié que toute déclaration de réductions d'émissions de GES doit faire l'objet d'une validation et d'une vérification par une tierce partie ou le ministère ou organisme qui en détient les compétences conformément aux spécifications et lignes directrices de la partie 3 de la norme 14064.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Indicateur GES	– Dans le cas d'un programme ayant un objectif chiffré de réduction d'émissions de GES, la fiche relative à la quantification de réduction ou d'évitement d'émissions de GES est jointe au dossier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Annexe 4 – Informations supplémentaires sur les indicateurs et grille de vérification

SCHÉMA DES TYPES D'INDICATEURS



DÉFINITIONS DES DIFFÉRENTS TYPES D'INDICATEURS ET EXEMPLES

Types d'indicateurs	Définition	Exemples
Intrants	Ressources (humaines, financières, matérielles et informationnelles) pour la mise en œuvre et la production d'extrants.	<ul style="list-style-type: none"> – Montant investi (\$) pour la mise en œuvre de l'action; – Nombre de personnes affectées au projet.
Activités	<p>Processus ou opérations permettant la production de biens ou de services (transformation d'intrants en extrants, temps de production, conformité des processus).</p> <p>Situé à mi-chemin entre les intrants et les extrants, ce type d'indicateur permet de cerner les progrès accomplis en attendant de connaître les résultats obtenus.</p>	<ul style="list-style-type: none"> – Nombre de rencontre de travail tenus pour mettre en œuvre le programme; – Pourcentage (%) d'avancement de la révision de la réglementation; – Nombre d'interventions effectuées auprès des entreprises.
Extrants (Résultats intermédiaires)	Mesure le résultat direct de l'activité ou du processus de production. Il peut exprimer une quantité (ex. : réalisation produites) ou une couverture (ex. : clientèle desservie).	<ul style="list-style-type: none"> – Nombre d'études réalisées; – Nombre de déplacement offerts en transport en commun pour la région X; – Nombre et proportion de la clientèle rejointe; – Nombre et proportion de régions desservies.
Effets-impacts (Résultats finaux)	<p>Mesure les changements ou conséquences sur la société suite à la réalisation de l'action.</p> <p>Ce type d'indicateur peut être de nature économique, environnementale, sociale, financière ou de perception.</p>	<ul style="list-style-type: none"> – Pourcentage (%) d'augmentation de la demande de l'énergie renouvelable; – Nombre de municipalités qui ont produit un plan d'adaptation; – Quantité d'émissions de GES réduite ou évitées; – Taux d'atteinte des cibles de réduction/d'évitement de GES;
Efficiencia	<p>Mesure le rapport entre les résultats (extrants ou effets-impacts) et les ressources utilisées (intrants).</p> <p>Ce type d'indicateur en plus de permettre le suivi de chaque projet/programme est aussi utile à l'évaluation globale d'une action.</p>	<ul style="list-style-type: none"> – Coût par tonne d'émission de GES réduite ou évité; – Coût moyen par type de projet réalisé; – Coût moyen par citoyen rejoint.

Source : Secrétariat du Conseil du trésor (2009). *Glossaire des indicateurs*; OCDE (2002). *Glossaire des principaux termes relatifs à l'évaluation et la gestion axée sur les résultats*.

Caractéristiques d'un bon indicateur

Les indicateurs doivent être mesurables, pertinents, fiables, accessibles et faciles à utiliser. Chaque indicateur mesure un seul aspect ou une seule dimension d'un phénomène.

CRITÈRES D'UN BON INDICATEUR

ÉLÉMENTS	CRITÈRES DE CONFORMITÉ
Pertinence	<ul style="list-style-type: none">– Correspond à une préoccupation, attente ou engagement en lien avec l'objectif– Illustre, en tout ou en partie, le résultat, le phénomène ou l'objet qu'on veut mesurer– Renseigne sur les effets des activités et est utile pour apprécier les résultats obtenus
Validité	<ul style="list-style-type: none">– Mesure ce qu'il doit mesurer en fonction de ce qui est visé– Permet de faire état de la situation de la façon la plus juste possible
Faisabilité	<ul style="list-style-type: none">– Facile à obtenir et à actualiser– Temps raisonnable pour le produire– Coûts raisonnables
Convivialité	<ul style="list-style-type: none">– Simple, clair, facile à comprendre– Interprétation est la même pour tous
Fiabilité	<ul style="list-style-type: none">– Doit produire le même résultat de façon constante lorsque soumis aux mêmes circonstances
Comparabilité (facultatif)	<ul style="list-style-type: none">– Indicateur standardisé– Variables, méthodes de calcul, fréquence de calcul correspondant à des normes

Source : Secrétariat du Conseil du trésor (2003). *Guide sur les indicateurs*.

No de dossier	Date de rencontre du comité de sélection	Pointage total
		/100

Programme de soutien aux municipalités dans la mise en place
d’infrastructures de gestion durable des eaux de pluie à la source (PGDEP)

Analyse des projets – Critères d’évaluation

PROBLÉMATIQUE ET QUALITÉ DU PROJET		/50
Problématique		/15
Décrire la problématique liée aux eaux pluviales dans un contexte de changements climatiques. Joindre les documents à l’appui (par exemple, les études préliminaires). Commentaire :		
Critères d’évaluation :		
<input type="checkbox"/> La problématique est documentée et justifiée par des observations sur le terrain.		/6
<input type="checkbox"/> L’occurrence de la problématique est fréquente.		/3
<input type="checkbox"/> L’étendue de la problématique est décrite.		/3
<input type="checkbox"/> L’impact de la problématique est important.		/3
Qualité du projet		/30
Présenter la solution proposée et expliquer en quoi celle-ci permet d’atténuer la problématique décrite. Décrire en quoi la solution est une mesure d’adaptation aux changements climatiques. Préciser les obstacles potentiels et les moyens pour les surmonter. Indiquer l’ensemble des bénéfices autres que ceux liés aux eaux pluviales apportés par le projet, notamment dans un contexte de lutte contre les changements climatiques. Commentaire :		
Critères d’évaluation:		
<input type="checkbox"/> La solution proposée permet d’atténuer la problématique décrite.		/6
<input type="checkbox"/> Le projet s'appuie sur des connaissances à jour et d'autres expériences récentes d'ici et d'ailleurs.		/6
<input type="checkbox"/> Le projet favorise l’usage d’infrastructures vertes comme solution de gestion des eaux pluviales.		/6
<input type="checkbox"/> Les obstacles potentiels à la réalisation du projet sont bien définis, ainsi que les moyens pour surmonter ces obstacles.		/6
<input type="checkbox"/> Le projet présente un potentiel de produire des bénéfices autres que ceux liés aux eaux pluviales, notamment dans un contexte de lutte contre les changements climatiques.		/6

No de dossier	Date de rencontre du comité de sélection	Pointage total
		/100

RÉSULTATS ET IMPACTS		20
Résultats attendus		/10
Décrire en quoi les enseignements ou les résultats associés à réalisation du projet pourraient être utiles à d’autres communautés. Indiquer les activités de partage des connaissances qui sont envisagées. Commentaire :		
Critères d'évaluation :		
<input type="checkbox"/> Le projet a un potentiel d’être reproduit, en tout ou en partie, par d’autres communautés.		/5
<input type="checkbox"/> Une stratégie de partage des connaissances acquise lors de la réalisation du projet (démarche, coûts, résultats, défis, etc.) est prévue.		/5
Indicateurs		/10
Mentionner les indicateurs, ainsi que leur unité de mesure, qui seront utilisés pour évaluer l’atteinte des objectifs du projet (monitorage de la performance de l’infrastructure). Indiquer la fréquence de production des indicateurs et les cibles à atteindre, lesquelles doivent être ambitieuses et atteignables. Commentaire :		
Critères d'évaluation :		
<input type="checkbox"/> Des indicateurs de performance adaptés au projet et des cibles ambitieuses et réalistes sont prévus.		/5
<input type="checkbox"/> Un plan est prévu afin de mesurer les indicateurs sur une base régulière.		/5
Total		/100
Autres renseignements pertinents		
Au besoin, utilisez cet espace pour inclure tous les renseignements pertinents au projet qui n’apparaissent pas dans les autres sections.		

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 89

Liste de tous les barrages ou ouvrages de rétention de l'eau qui sont sous la responsabilité de municipalités, en indiquant si ceux-ci sont générateurs de revenus ou non.

La réponse à cette question relève du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 90

Toute analyse réalisée sur la question de la taxation des barrages par les municipalités.

Le Ministère n'a réalisé aucune analyse sur la question de la taxation des barrages.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 91

Tous les échanges entre le ministère et des municipalités ou des municipalités régionales de comté (MRC), par région, au sujet de la taxation des barrages par les municipalités.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 92

Toute analyse commandée ou reçue depuis le 18 octobre 2018 au sujet du salaire des élus municipaux

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 93

Tous les échanges entre le ministère et la Ville de Saguenay concernant le salaire des élus municipaux.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 94

Tous les échanges entre le ministère, le cabinet de la ministre et la Commission municipale au sujet de la Ville de L'Ancienne-Lorette.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 95

Tous les échanges entre le ministère, le cabinet de la ministre et la Commission municipale au sujet de la Ville de Chambly.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 96

Tout document relatif à la mise sous tutelle de la Ville de Chambly.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 97

Portrait des municipalités sous tutelle en 2018-2019.

Municipalité du village de Baie-Trinité

Le 30 janvier 2018, par le décret 27-2018, le gouvernement a assujetti la municipalité du village de Baie-Trinité au contrôle de la Commission municipale du Québec (mis en tutelle).

Toutes les résolutions adoptées par la CMQ depuis la mise en tutelle sont disponibles sur le site Internet de la Commission. Lien Internet :

http://www.cmq.gouv.qc.ca/data/documents/uploads/2019/03/25/cmq-66577---baie-trinite--toutes-les-resolutions-adoptees_biffees_3.pdf.

Ville de Chambly

Le 27 février 2019, par le décret 153-2019, le gouvernement a assujetti la Ville de Chambly au contrôle de la Commission municipale du Québec (mis en tutelle).

Toutes les résolutions adoptées par la CMQ depuis la mise en tutelle sont disponibles sur le site Internet de la Commission. Lien Internet :

http://www.cmq.gouv.qc.ca/data/documents/uploads/2019/03/25/cmq-66997---chambly---toutes-les-resolutions-adoptees_biffees.pdf.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande n° 98

Copie de tous les échanges entre le ministère, le cabinet de la ministre et la communauté métropolitaine de Montréal au sujet de la construction de l'Hôpital de Vaudreuil.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l’opposition officielle

Demande n° 99

Portrait des zones d’interventions spéciales en vigueur en 2018-2019, ainsi que celles ayant pris fin en 2018-2019.

Zone d’intervention spéciale – Inondation de 2011

- En mai et juin 2011, une crue printanière exceptionnelle et prolongée de la rivière Richelieu et de la baie Missisquoi a causé des inondations dans plus de 3 000 résidences en Montérégie.
- En réponse à la demande des élus locaux et pour favoriser la réintégration des ménages, une zone d’intervention spéciale a été décrétée sur la partie du territoire des municipalités régionales de comté (MRC) de La Vallée-du-Richelieu, du Haut-Richelieu, de Brome-Missisquoi et de Rouville situées dans la zone inondable 0-20 ans.
- Le décret, entré en vigueur le 21 septembre 2011, permettait, pour une durée d’un an la reconstruction de certaines résidences, à diverses conditions.
- En contrepartie, il interdisait également, en zone inondable de grand courant (0-20 ans), toute nouvelle construction, sauf certaines exceptions spécifiquement prévues à la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (PPRLPI). Cette interdiction est édictée de façon permanente dans le décret et elle est toujours en vigueur.

Zone d’intervention spéciale – Inondation de 2017

- Au printemps 2017, la crue des eaux a touché 293 municipalités dans 15 régions, inondant environ 5 300 résidences et forçant l’évacuation de plus de 4 000 personnes ainsi que la fermeture de plusieurs routes.
- Le gouvernement du Québec a pris un décret, le 19 juillet 2017, afin d’instaurer une zone d’intervention spéciale qui prévoyait, notamment :
 - l’application uniforme de la PPRLPI;
 - la possibilité pour les municipalités de demander une dérogation afin de permettre, à titre exceptionnel, la reconstruction individuelle ou collective de certains bâtiments en zone inondable;
 - des obligations de reddition de comptes de la part des municipalités.
- Au total, 210 municipalités qui disposent de cartes de zones inondables ou de cotes de crues étaient visées par le décret du gouvernement. En effet, celui-ci ne visait pas les municipalités inondées au printemps 2017 qui n’avaient pas de cartes de zones inondables ni de cotes de crues.
- Le décret a pris fin le 19 janvier 2019.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande
n° 100

Tout document, scénario ou analyse sur la question de la construction en zone inondable entre le 18 octobre 2018 et le 31 mars 2019.

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle

Demande
n° 101

Tout document, scénario ou analyse sur le transfert de la MRC de Haute-Yamaska et de la MRC de Brome-Missisquoi de la Montérégie vers l'Estrie, notamment les impacts financiers.

Le ministère ne dispose pas de document, scénario ou analyse concernant les impacts financiers d'un transfert de la MRC de Haute-Yamaska et de la MRC de Brome-Missisquoi de la Montérégie vers l'Estrie.

Le 10 octobre 2018, la MRC de Haute-Yamaska demandait son transfert dans la région de l'Estrie. En réponse à cette demande, le ministère a transmis une correspondance à la MRC l'informant de la mise en place d'un comité spécifique de la Conférence administrative régionale de la Montérégie (CAR), auquel participe également les membres concernés de la CAR de l'Estrie. L'objectif du comité est d'identifier et de préciser la problématique en lien avec la desserte des services gouvernementaux dans le contexte particulier des MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi. Il a également pour mandat de suggérer au gouvernement des pistes de solution visant à favoriser le sentiment d'appartenance et à éviter le dédoublement des lieux de concertation.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle - Habitation

Demande n° 1	Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2018-2019, indiquer : a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération; b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV; c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
--------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Veillez vous référer à la demande de renseignements particuliers n° 2 de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle - Habitation

Demande n° 2

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquels ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2018-2019. Indiquer :

- a) le lieu;
- b) le coût;
- c) la ou les dates de participation;
- d) le nombre de participants;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

Veuillez vous référer à la demande de renseignements particuliers n° 4 de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle - Habitation

Demande n° 3

Sommes dépensées en 2018-2019, et prévisions pour 2019-2020, par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Veillez vous référer à la demande de renseignements particuliers n° 1 de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle - Habitation

Demande n° 4	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2018-2019, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.
--------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Veillez vous référer à la demande de renseignements particuliers n° 38 de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle - Habitation

Demande n° 5

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2018-2019 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Veillez vous référer à la demande de renseignements particuliers n° 62 de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle - Habitation

Demande n° 6

Fournir la ventilation de toutes les compressions financières par le président du Conseil du trésor pour 2019-2020, considérant que le gouvernement a confirmé publiquement en janvier 2019 qu'il y aurait des efforts budgétaires.

Veillez vous référer à la demande de renseignements particuliers n° 63 de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle - Habitation

Demande n° 7

Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2018-2019, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Veillez vous référer à la demande de renseignements particuliers n° 64 de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle - Habitation

Demande n° 8

Nombre total d'avis, juridiques et autres, commandés en 2018-2019 par le ministère ou le cabinet de la ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

Les avis juridiques sont protégés par le secret professionnel. Seules les informations qui ont fait l'objet d'une renonciation au secret professionnel peuvent être divulguées. Les mandats confiés en 2018-2019 à des avocats ou à des notaires de pratique privée sont autorisés par le ministère de la Justice. Nous vous référons à ce ministère pour connaître les informations accessibles.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle - Habitation

Demande n° 9

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2018-2019. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Veillez vous référer à la demande de renseignements particuliers n° 65 de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle - Habitation

Demande n° 10

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2018-2019.

Veillez vous référer à la demande de renseignements particuliers n° 66 de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle - Habitation

Demande n° 11	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2018-2019 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.
---------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Veillez vous référer à la demande de renseignements particuliers n° 67 de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle - Habitation

Demande n° 12

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020 :

- a) le nom de toutes les campagnes;
- b) les coûts de ces campagnes;
- c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- d) les dates de diffusion de la campagne;
- e) les objectifs visés par chaque campagne.

Veuillez vous référer à la demande de renseignements particuliers n° 68 de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle - Habitation

Demande n° 13	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2018-2019 :</p> <p>a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;</p> <p>b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;</p> <p>c) le montant qui leur a été accordé.</p> <p>Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.</p>
---------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Veillez vous référer à la demande de renseignements particuliers n° 69 de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle - Habitation

Demande n° 14

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2018-2019 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2018-2019 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées;
- e) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2018-2019 au sein du cabinet de la ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

Veuillez vous référer à la demande de renseignements particuliers n° 70 de l'opposition officielle.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle - Habitation

Demande n° 15

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2018-2019, l'âge de ces créances, ventilées par année, et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2019-2020.

Par la nature de ses activités, le Ministère n'a pas de créances pour lesquelles il doit prendre des moyens pour les recouvrer.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle - Habitation

Demande n° 16

Pour chacun des programmes suivants, fournir un état de situation ainsi qu'une copie des documents, notes, analyses, mémos ou résumés des rencontres tenues. Identifier les sommes allouées, totales et ventilées par région, en 2018-2019. Inclure la liste des entreprises, municipalités, organismes ou particuliers ayant reçu une aide financière, la date de l'aide, le nombre d'emplois créés et le montant reçu :

a) SBL Public – régulier; b) SBL Public – Inuit; c) SBL Public – Inuit (Plan Nord – 300 logements); d) SBL Privé – Autochtones (urbains et ruraux); e) SBL Privé – régulier et spécial; f) Aide aux organismes communautaires; g) Supplément au loyer; h) Supplément au loyer spécial; i) Allocation-logement; j) Achat Rénovation; k) AccèsLogis Québec; l) Logement abordable Québec; m) Aide d'urgence aux ménages sans logis; n) Adaptation de domicile (PAD); o) Logements adaptés pour aînés autonomes; p) RénoVillage; q) RénoRégion; r) Réparation d'urgence; s) Amélioration des maisons d'hébergement; t) Revitalisation des vieux quartiers; u) Pyrrhotite; v) Rénovation Québec; w) Accession à la propriété et rénovation Kativik – Plan Nord; x) Accession à la propriété et rénovation Kativik – Anciennes unités; y) Programme spécial de rénovation – Kitcisakik; z) Projet du Bureau de promotion des produits du bois du Québec; aa) Appui au développement de l'industrie de l'habitation.

La réponse à cette question relève de la Société d'habitation du Québec.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle - Habitation

<p>Demande n° 17</p>	<p>Concernant l'utilisation du bois dans la construction et la Charte du bois :</p> <ul style="list-style-type: none">a) toutes les recommandations, rencontres, le nom des personnes présentes à celles-ci, l'ordre du jour du Comité aviseur sur la Charte du Bois coprésidé par la Régie du bâtiment du Québec et le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs depuis octobre 2018;b) toutes les recommandations, rencontres, le nom des personnes présentes à celles-ci, l'ordre du jour du comité interministériel sur la charte du bois depuis octobre 2018 :<ul style="list-style-type: none">i. veuillez détailler le processus de reddition de compte du comité interministériel.c) détail de tous les nouveaux édifices, financés en tout ou en partie par le gouvernement du Québec, de plus de trois étages ou les écoles qui utilisent le bois comme matériau structurel en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020;d) détailler les dépenses liées à la promotion de l'utilisation du bois dans la construction;e) détail des dépenses du ministère chez CECOBOIS et le Réseau CECOBOIS, et liste de tous les projets ayant bénéficié par ces investissements en 2018-2019;f) détail des dépenses du ministère chez FPInnovations et liste de tous les projets ayant bénéficié de ces investissements en 2018-2019;g) tous les projets financés par le Programme Innovation Bois pour développer la veille technologique et les connaissances sur l'intelligence de marché, encourager la recherche appliquée et le développement de produits, procédés, technologies et systèmes innovants et soutenir la démonstration et l'implantation en usine de technologies et de produits innovants pour 2018-2019;h) état d'avancement pour que les universités intègrent des formations obligatoires sur le matériau bois pour ces futurs professionnels de la construction.
----------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

La réponse à cette question relève de la Régie du bâtiment du Québec.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle - Habitation

Demande n° 18

État d'avancement des actions posées depuis le 18 octobre 2018 concernant la volonté d'un projet de loi indépendant afin de séparer la copropriété du Code civil.

Le projet de loi no 16 intitulé « Loi visant principalement l'encadrement des inspections en bâtiment et de la copropriété divise, le remplacement de la dénomination de la Régie du logement et l'amélioration de ses règles de fonctionnement et modifiant la Loi sur la Société d'habitation du Québec et diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal » a été déposé à l'Assemblée nationale le 3 avril 2019. Ce projet de loi propose diverses mesures destinées à encadrer les inspections en bâtiment et la copropriété divise. Il contient également diverses mesures concernant la Régie du logement, la Loi sur la Société d'habitation du Québec et le domaine municipal.

Étude des crédits 2019-2020
Demande de renseignements particuliers de l'opposition officielle - Habitation

Demande n° 19

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la réforme de la Régie du logement.

La réponse à cette question relève de la Régie du logement.

**Ministère des
Affaires municipales
et de l'Habitation**

Québec

